

Amadeo Bordiga

(1889- 1970)

Histoire de la gauche communiste

Tome II

1919 - 1920

**Du Congrès de Bologne du P.S.I au second
Congrès de l'Internationale communiste**

PARTIE II



Un document produit conjointement en version numérique
par Simon Villeneuve, svilleneuve@cegep-chicoutimi.qc.ca

Dans le cadre de la collection : « Les classiques des sciences sociales »
Site web : http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été mise en page par Simon Villeneuve, professeur en physique au Cégep de Chicoutimi, à partir d'une traduction de l'œuvre originale des éditions :

Editions Il Programma Comunista, 1964.

Polices de caractères utilisées :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour PC.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 1 octobre 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,
province de Québec.

Histoire de la gauche communiste, Tome II, partie II

Table des matières

PARTIE II : CHAPITRES VII A IX

Chapitre VII : Vers le parti communiste

- [7.1](#) - Grèves et massacres
- [7.2](#) - La « grève des aiguilles » : perspectives et bilan
- [7.3](#) - « Pour un renouveau du parti »
- [7.4](#) - Le conseil national des 18-22 avril
- [7.5](#) - La parole à la gauche
- [7.6](#) - La Conférence nationale et les thèses de la Fraction communiste abstentionniste
- [7.7](#) – Pendant la préparation de la participation au II^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste

Annexes au Chapitre VII

- [Pour une rénovation du parti socialiste](#)
- [Les grèves et massacres de l'heure présente](#)
- [La grève de Turin](#)
- [La comédie parlementaire](#)
- [Thèses de la Fraction abstentionniste du PSI](#)
- [I](#)
- [II](#)
- [III](#)
- [Le prestige parlementaire](#)
- [La Fraction abstentionniste de la jeunesse à la jeunesse italienne](#)

Chapitre VIII : La Gauche et le mouvement communiste international

- [8.1](#) - Deux légendes
- [8.2](#) - Ce que veut dire être avec les bolcheviks
- [8.3](#) - Les causes de notre désaccord sur la « question parlementaire »
- [8.4](#) - Causes de nos désaccords sur d'autres questions tactiques et nature de ces questions
- [8.5](#) - Les prémisses de la tactique communiste
- [8.6](#) - Théorie, principes, but final, programme, tactique
- [8.7](#) - Les questions de tactique pour nous et pour les bolcheviks
- [8.8](#) - Une ignoble légende : l'« opportunisme » léniniste
- [8.9](#) - Le jeu infâme des Indépendants en Allemagne
- [8.10](#) - Le calvaire de Spartacus
- [8.11](#) - La confirmation historique de la fonction de la social démocratie
- [8.12](#) - Le K.A.P.D., ses théoriciens Pannekoek et Gorter, et nous
- [8.13](#) - Premières tentatives de contacts internationaux
 - [I](#) : Fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien
 - [II](#) : Fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien
- [8.14](#) - En manière de conclusion

Annexes au Chapitre VIII

- [Salut aux communistes italiens, français et allemands !](#)
- [La lettre de Lénine](#)
- [Lénine et l'abstentionnisme](#)
- [Le Parlement et la lutte pour les Soviets](#)
- [La IIIème Internationale et le Parlementarisme](#)
- [Le Parti communiste allemand](#)
- [La pensée du Parti indépendant allemand](#)
- [Les tendances au sein de la IIIe Internationale](#)
- [Lénine et le Parlementarisme](#)
- [La situation en Allemagne et le mouvement communiste](#)

Chapitre IX : Le IIème Congrès de l'Internationale Communiste, un sommet et une croisée des chemins

- [9.1 - Prélude](#)
- [9.2 - Premiers contacts avec des délégations ouvrières occidentales](#)
- [9.3 - L'essentiel et l'accessoire du IIIème Congrès](#)
- [9.4 - Un dur banc d'essai](#)
- [9.5 - Le long du fil rouge : Principes, tâches, perspectives](#)
 - [I. - L'essence de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique](#)
 - [II. Comment organiser la préparation immédiate et générale de la dictature du prolétariat?](#)
- [9.6 - Le long du fil rouge : Parti et internationale](#)
 - [Thèses sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne](#)
 - [Statuts de l'internationale communiste](#)
- [9.7 - Le long du fil rouge : Le débat sur les principes, le programme et leurs applications tactiques](#)
 - [a\) Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne](#)
 - [b\) Conditions d'admission à l'internationale communiste](#)
 - [c\) Les partis communistes et le parlementarisme](#)
 - [d\) Le mouvement syndical, les conseils d'usine et d'entreprise et l'internationale communiste](#)
 - [e\) Conditions de constitution des soviets](#)
 - [f\) Les questions nationale et coloniale](#)
 - [g\) La question agraire](#)
 - [h\) Les tâches de l'Internationale communiste et les statuts](#)
- [9.8 - Une pierre de touche, la question italienne](#)
- [9.9 - Épilogue](#)

Annexes du Chapitre IX

- [Discours du délégué de la fraction communiste abstentionniste sur les conditions d'admission à l'I.C.](#)
- [A propos du Congrès International communiste](#)
 - [Les débats et les décisions](#)
 - [Le rôle du parti communiste dans la révolution](#)
 - [Les conditions d'admission à l'Internationale](#)
 - [Questions nationale et coloniale - question agraire](#)
 - [La question syndicale](#)
 - [Les tâches principales du Congrès communiste](#)
 - [La constitution des Soviets](#)
 - [Les questions d'organisation](#)
 - [La question du parlementarisme](#)
 - [La discussion](#)
 - [L'Internationale Communiste et la situation italienne](#)

[La «lettre aux italiens »](#)

[Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction communiste abstentionniste du P. S. I.](#)

[Le contrôle syndical](#)

[Déclaration du délégué communiste-abstentionniste sur la question italienne](#)

[De Moscou a Florence](#)

[La Fraction abstentionniste et le Congrès de Moscou](#)

Histoire de la gauche communiste, Tome II, partie II

PARTIE II

Chapitre VII à IX

[Retour à la table des matières](#)

Histoire de la gauche communiste, Tome II, partie II

Chapitre VII

Vers le parti communiste

7.1 - Grèves et massacres

[Retour à la table des matières](#)

La contre-offensive patronale, dont nous avons observé les premiers symptômes au cours du mois de mars, se développa les mois suivants selon deux axes, l'attaque patronale dans les usines et la répression organisée par les forces de l'ordre dans les centres ouvriers, mais aussi paysans, les plus combattifs, si nécessaire avec l'aide des premières escouades fascistes ¹.

Confédération générale du travail et Parti socialiste – l'un sous direction réformiste, l'autre sous direction maximaliste – ont déjà donné des preuves évidentes de passivité cachée sous le voile d'une phraséologie belliqueuse ; ils se sont montrés rétifs à canaliser les agitations, rendues ainsi impuissantes, vers des objectifs politiques que cependant les ouvriers exprimaient confusément en occupant les usines et en revendiquant le contrôle de la production (objectifs naïfs et erronés mais significatifs d'une poussée menant à dépasser les limites de luttes purement économiques) ² ; ils ont dénoncé avec insistance «l'immaturation des conditions objectives» et renoncé à en favoriser la maturation ; ils ont pleurniché sur la force de l'adversaire et sur leur propre faiblesse – le tout après avoir claironné, pour l'un, sur les succès sur les plans syndicaux et parlementaires, et pour l'autre sur l'imminence du règlement des comptes entre les classes - ; ils ont indiqué avec clarté, non pas tant

¹ Le 19 avril, le chef du cabinet de la présidence du Conseil informait Nitti qu'une circulaire des fasci de combat milanais invitait les sections « en cas de danger, de mettre leurs forces à la disposition des autorités militaires ». Le ministre de la guerre, Bonomi, ne se le fera pas dire deux fois. . .

² Voir l'article « Grèves et meurtres à l'heure actuelle », en annexe au chapitre VII.

à travers le langage qu'à travers les faits, que les succès électoraux prévalaient mille fois sur l'organisation des prolétaires (si jamais ils y pensèrent) en un front unique de bataille, se gardant bien, dans cette perspective, de créer des embarras au gouvernement, et même lui donnant, par l'intermédiaire des omnipotents cercles parlementaires ou par celui de la droite de Turati, une aide sérieuse pour normaliser la situation ; en somme, les sphères soi-disant dirigeantes de la combattive classe ouvrière se sont placées sur une ligne si manifestement **défensive** que son adversaire a eu beau jeu de passer d'une position d'attente angoissée à celle de l'attaque sans scrupule. Dès que le premier moment d'équilibre instable fut passé, la classe dominante pût retenir à juste raison – contre le diagnostic trop optimiste de l'Internationale – que la vague révolutionnaire (de manière objective sinon subjective) donnait des signes de reflux : ce n'est que lorsqu'elle en sera sûre qu'elle déchaînera lâchement ses escouades noires pour leurs expéditions punitives. Pour le moment, les forces de l'ordre remises en état, dont l'action se traduisait en une suite de massacres perpétrés grâce à l'inertie confédérale et socialiste, lui suffisaient, renforcées par l'aide d'une résistance patronale toujours plus aguerrie face aux «prétentions» des ouvriers.

Des grèves régionales ou nationales éclatent en avril dans le **papier** (du 1 au 27), la **chaussure**, la **métallurgie**, la **mécanique**, les **entreprises d'état** (tabac, monnaie, arsenaux) jusqu'au 4 mai, la **confection**, et chez les **ouvriers agricoles**. Les **postiers** pratiquent pour la première fois l'obstructionnisme provoquant la seconde chute du ministère Nitti, alors que les **métallos** turinois (dont nous reparlerons) se mettent en grève ainsi que les **cheminots** de diverses régions et les **dockers** de quelques grands ports. Les campagnes du Sud et du bas-Piémont, particulièrement à Vercelli, Novara, Pavie et en Vénétie, sont en ébullition. En mai les **postiers** continuent leur mouvement tandis que débute celui de l'**hôtellerie** ; des mouvements imposants des **travailleurs de la terre** se développent dans les provinces de Vérone (avec une grève générale le 14) et de Parme ; le 12 les **éboueurs** de Rome suspendent leur travail (des groupes d'étudiants, de volontaires et de «bons» citoyens s'y substituent – symptôme de la renaissance des traditionnelles réactions petites-bourgeoises «plébéiennes»). Particulièrement remarquable, dans la seconde moitié du mois, l'initiative des **cheminots** de Brescia, Oneglia et Trieste de bloquer les convois d'armes et de munition dirigés sur la Pologne pour mener la guerre contre la Russie soviétique : des actions analogues sont menées par les **dockers** de Trieste et de Gênes. Une des grèves qui dénota le plus de compacité fut celle des **menuisiers**, qui dura du 1^{er} au 26 mai, et se développa parallèlement à celle des **carrossiers** et de l'**hôtellerie**. (Le commentaire de l'«Avanti!» : «Notre mot d'ordre doit être désormais, même dans les batailles syndicales, celui de classe contre classe», a une saveur ironique si l'on pense que le Conseil général des Liges, réuni le même jour, bien que reconnaissant «le caractère de véritable offensive contre les organisations ouvrières», décide de soutenir, «pour le moment» uniquement «financièrement» les grèves, et de se réunir à nouveau en temps opportun pour convenir d'«une forme de solidarité plus tangible» !).

Les ouvriers des **industries du bois** se mettent en grève à l'échelle nationale, tandis que commence et s'étend le mouvement contre le prix du pain (mesure décidée puis retirée par Nitti), que se termine la très longue grève des **travailleurs agricoles** de Vérone, que se développent celles des **marchands d'allumettes** (90 jours), des **miroitiers**, des **employés des chemins de fer régionaux** (suivie, les 19-23, d'une série de grèves dans les réseaux de banlieue, spécialement à Milan) et localement des **ferblantiers** (Sampierdarena), des **coiffeurs** (Gênes), et des **ouvriers agricoles** (Teramo, Macerata, Rome, Casale, Rimini, Toscane). Ces dernières se poursuivent jusque fin juillet notamment dans les provinces de Florence, Bologne, Ferrare et Forli.

La croissance des heurts entre prolétaires et forces de l'ordre, et des **carnages** perpétrés en particulier par les carabinieri et la garde royale, sont impressionnants ; bien plus épisodique que l'action répressive de l'Etat royal et très démocratique, l'intervention des escouades fascistes et les épisodes de «vandalisme blanc», comme celles des... matraqueurs catholiques, dans les campagnes d'Emilie et de Lombardie, se fit plus insistante. Nous en faisons un sobre résumé : 31.III : un paysan tué et un autre blessé à **Mortara**. 4.IV : bagarres entre paysans et bastonneurs dans les **Pouilles** : trois blessés. 6.IV : durant une réunion à la Chambre du Travail de **Decima di Persiceto** (Bologne), les carabinieri tirent sur les prolétaires en en tuant huit et en en blessant une trentaine : la grève générale est proclamée dans la région de Bologne. 7.IV : à **Modène**, deux travailleurs sont tués et de nombreux blessés dans une bataille avec les carabinieri : grève générale dans la province. 8.IV : à **Nardò** (Lecce), les ouvriers agricoles armés de bombes à main et de revolver bloquent les carabinieri dans leurs casernes (dont un est tué), et, selon la presse bourgeoise, «saccagent la ville» (un assaut au moulin local avait déjà été donné à Molfetta le 2) : lors d'une violente réaction des troupes, on dénombre quatre morts et de nombreux blessés. 9.IV : à **Cattolica**, un mort chez les ouvriers. Le même jour, la direction du PSI, sollicitée de toutes parts pour prendre position sur cette série d'assassinats et sur les grèves s'en suivant dans diverses provinces, publie un communiqué qui, même en considérant qu'il était suggéré par la préoccupation d'éviter l'extension des conflits alors que le rapport des forces était défavorable, dévoile la nullité des maximalistes par ses pleurnicheries sur les «libertés publiques [! ! !]» piétinées et bafouées, par sa prétention imbécile (et qui sera le **leitmotiv** des deux années suivantes) d'obtenir le rétablissement de l'Etat – lui qui est le protagoniste de ces meurtres ! -, par l'invitation larmoyante faite aux prolétaires de se «préparer promptement[! ! !]» pour le cas [! ! !] ou l'ennemi de classe leur ferait de tort de perturber les... protestations **locales** pacifiques ; le tout alternant avec des sonneries de trompettes annonçant l'imminence du heurt final et la nécessité d'abattre le régime capitaliste (en mai-juin, cette même direction devra serrer les rênes d'une importante partie du groupe parlementaire même pas disposée à abattre... le ministère **du plomb facile et du pain cher** de F.S. Nitti). Voici le texte du communiqué :

«La Direction du PSI, face aux meurtres et aux violences continuelles qui se répètent de toute part en Italie et qui furent commis hier à Decina et à Modène,

reconnaît en eux les symptômes qui révèlent, outre les instincts criminels des défenseurs de l'ordre bourgeois, une situation devenant toujours plus grave et qui conduit inévitablement à une issue révolutionnaire ; il retient donc l'urgence d'une **préparation sérieuse** de la part du prolétariat et **d'une action visant à imposer le respect des libertés publiques**, à affaiblir la réaction bourgeoise, à abattre le régime capitaliste. Tout en assurant de sa propre solidarité les prolétaires des différents centres qui proclament une grève générale de protestation, il ne croit pas utile [! !] d'étendre pour le moment une telle forme de protestation à toute l'Italie : il invite cependant tous les camarades à se préparer pour un mouvement que nous ordonnerons **au cas où** [?] la bourgeoisie et le gouvernement entendraient s'acharner contre le prolétariat des villes en grève et en affaiblir la protestation solennelle».

Pour sa part, l'«Avanti !» commente : «ce n'est pas **encore** le temps d'agir». Ce temps, pour le maximalisme trop léger, ne viendra jamais – même pour des exigences de défense !

Le 12-22.IV : pendant la grève des lancettes, à **Turin**, arrestations à répétition, échauffourées, violences. Le 25.IV : à **Venise**, pendant une grève générale, un mort et 15 blessés lors d'affrontements avec la garde royale. Le 26.IV : à **Ruvo di Puglia**, un mort et plusieurs blessés lors d'un épisode d'occupation de terres. Le 27.IV : à **Canosa**, trois ouvriers agricoles tués par les carabinieri. Le 28.IV : lors d'une grève d'ouvriers agricoles de la région de **Padoue**, 4 morts et de nombreux blessés. Le 1.V : à **Turin**, ou les forces de l'ordre occupent pratiquement la cité en armes, lors de la grève des lancettes, les carabinieri chargent contre une manifestation : 5 morts et 30 blessés. Trois morts et de nombreux blessés parmi les «rouges» sans armes à **Pola** et, de l'autre côté de la péninsule, à **Paola**. Le 2.V : lors de grèves locales, nombreux blessés dans la région de **Biello**, dans les **Pouilles**, à **Raguse**, **Vérone**. Le 3.V : deux morts à **S. Severo di Puglia**, deux à **Livourne** lors d'une grève de solidarité avec les travailleurs de **Viareggio** ayant subi des charges de police. Le 12.V : cinq ouvriers tués à **Iglesias**. Le 24.V : trois morts et trois blessés à **Canosa di Puglia** et plusieurs morts dans la province d'**Aquila**. Le 25-26.V : fusillades avec de nombreux blessés et grève générale à **Palerme**. Meurtres d'ouvriers agricoles à **Ortona**. Le 26, à **Udine**, les arditii tirent sur la foule, causant un mort et de nombreux blessés parmi les ouvriers. Le 4-5.VI : bagarres de rue lors des «émeutes de la faim» à **Rome**, **Bari**, **Gênes** ; la force publique tire sur la foule. Le 11.VI : lors d'une grève générale à **Bari**, proclamation de l'état de siège, arrestations et nombreux blessés. Le 15.VI : à **Gambassi** (Florence) les carabinieri mitraillent une fête socialiste ; un mort et quatre blessés. Bagarre avec les cléricaux et les prêtres à **Ravenne** et **Trezzo d'Adda**. Le 16.VI : un mort et de nombreux blessés parmi les cheminots de **Milan**, en grève, lors d'une attaque des carabinieri : grève de solidarité sur plusieurs lignes ferroviaires, et générale à **Piacenza**. Le 22.VI : manifestations de solidarité avec les cheminots à **Milan** : la ville est pratiquement en état de siège, la garde royale et les carabinieri tirent sur la foule, les autos blindées patrouillent dans les rues ; de nombreux morts, blessés et de nombreuses arrestations. Le 27-30.VI : massacre à **Brescia** (5 morts, 4 blessés) lors d'affrontements entre jeunes socialistes et cléricaux ; violences à

Noto ; fusillades à **Forlì** ; 2 morts et 27 blessés à **Belluno**, bagarres répétées entre ouvriers agricoles et carabinieri dans les **Pouilles**.

A partir du 26 juin, mutineries parmi les troupes concentrées par le gouvernement royal à **Ancône** pour être transférées en Albanie, celle-ci étant alors et par la suite une réserve de chasse aux...«anarchistes», destinés aux manœuvres de militaires de carrière et aux aventures de nostalgiques des gloires de la patrie. (Comme on le sait, l'Italie occupa en 1914 Valona : elle intervint, comme le dit Giolitti, pour «défendre nos frères» agressés par des «anarchistes» ou, alternativement, par des émissaires d'organisations nationalistes yougoslaves). Le mouvement culmina le 1^{er} juillet par une mutinerie des bersagliers : toute la ville se mit en grève et fut bombardée depuis la mer, tandis que les arrestations et les perquisitions s'abattaient sur les organisations prolétariennes. Les directions du PSI et de la CGL qui avaient déclaré, dans un manifeste commun daté du 25 juin : «Pour pouvoir affronter la nouvelle lutte [le «choc frontal entre bourgeoisie et prolétariat» prévu comme désormais «proche»] avec toute notre énergie, les organisations dirigeant le mouvement ouvrier en Italie doivent mettre en garde les travailleurs contre des mouvements qui pourraient porter atteinte au mouvement d'ensemble [...] ; la révolution ne peut être l'œuvre d'un petit groupe d'hommes ni s'accomplir en une heure : elle est le résultat d'une formidable préparation effectuée par de vastes forces et à travers une discipline de fer» (que celles-ci se gardent bien d'instaurer !), décident un jour plus tard la cessation de la grève ayant eu de la part du gouvernement «l'assurance claire et solennelle [!] de la renonciation à toute entreprise guerrière à l'extérieur et à toute intention de réaction de classe à l'intérieur [on verra vite comment]»¹ : mais le Conseil des Ligues local délibère de sa poursuite à une très forte majorité, comme il advint «sans qu'il y ait aucune défection». La ville est aux mains des ouvriers plusieurs jours durant ; lors des très violents affrontements on note 24 morts et 400 blessés. Les tribunaux complètent le travail des détachements de l'armée, des carabinieri et de la garde royale : le spectre de la «semaine rouge» de 1914 ne doit pas ressurgir ! Encore une fois, le PSI ne bouge pas d'un pouce, ne disons pas pour déclencher... la révolution, mais au moins pour opposer une résistance à une claire offensive patronale.

Quant à ce que valent les assurances du gouvernement, on en fait vite le constat : entre le 6 et le 10, l'«Avanti !» annonce la condamnation des cheminots en grève par le tribunal de **Legnano**, de prolétaires coupables de «violences» par celui d'**Ancône**, l'état de siège à **Macerata**, un nouveau mort à **Brindisi** et l'arrestation en

¹ Le nouveau manifeste «répond à la confiance» des ouvriers d'Ancône, guidés en grande partie par les anarchistes, et de ceux de toute l'Italie «par la promesse que la réalisation pleine et complète de l'ordre socialiste est en tête de nos pensées [!!!] et de notre volonté de la poursuivre par tous les moyens», les assurant qu'il les appellera à l'action «dès que la probabilité de réussite s'alliera à la nécessité des sacrifices les plus faibles de votre part et de celle de tout le prolétariat italien». Mais tout ceci se réduisit à mobiliser les ouvriers afin que «soient maintenues» les promesses, bien que définies comme «ambiguës et trompeuses», arrachées à la bourgeoisie et à son état !

masse de socialistes s'étant solidarisés avec les mutins en partance pour l'Albanie. C'est dans cette situation que la CGL invite le 1^{er} juillet les ouvriers à accepter la nouvelle loi sur l'assurance sociale fonctionnant sur la base de contributions de l'Etat, des patrons et des salariés ! Les Chambres du Travail de **Bologne** et **Turin** exhortent les ouvriers à ne rien verser ; une grève de protestation éclate aux établissements Bianchi à **Milan**.

Le 11 juillet, le centre sidérurgique de **Piombino** est pris d'assaut par des détachements de policiers et de carabinieri dotés d'armes lourdes : le gouvernement «craint» un mouvement général dû à la prolongation des négociations entre métallos et patrons. Le même jour, la répression anti-ouvrière en cours à **Turin** pousse les députés socialistes à demander lors d'une interpellation faite au gouvernement : «quelle position il entend prendre vis à vis de la Préfecture et du Commissariat de Turin qui ont démontré, lors des manifestations de travailleurs turinois [écoutez bien !], ne savoir ni vouloir défendre la vie et la liberté des citoyens [sic]».

Le 13, les **employés du tramway** proclament une grève générale de solidarité avec les cheminots des voies secondaires (en grève depuis le 20 juin), qui sont soumis à des violences et des provocations à **Brescia**. L'«Avanti !» du 15 se lamente naïvement : «La Préfecture (pourtant si prompte à prendre des mesures préventives contre les socialistes et à rétablir l'ordre lorsque c'est... nous qui le perturbons) s'est bien gardée – bien qu'elle eut à disposition [! !] des carabinieri et des chasseurs alpins – d'intervenir lors des lâches violences qui ont duré toute une journée» !

A **Trieste**, des groupes fascistes vénitiens dévastent les bureaux des organisations slaves et sèment la terreur dans la cité : 2 morts et 14 blessés. Du 16 au 20, l'«Avanti !» rend compte d'une agression contre des paysans socialistes à **Cassino** (1 mort), de la condamnation de syndicalistes jugés responsables de désordres à **Macerata**, de la mort de 5 ouvriers agricoles à **Panicale** (Ombrie) tués par des carabinieri, du licenciement de 300 ouvriers, avec une menace pour 1200 autres à la société Ansaldo de **Gênes**, et de la fin de la longue grève des **cheminots des lignes secondaires**. A Rome, le 20.VI, des officiers et des escouades fascistes malmènent les **travailleurs des tramway** qui retournaient au travail au milieu du déploiement de drapeaux rouges, dévastent les bureaux de l'«Avanti !» et agressent le lendemain des députés socialistes parmi lesquels Modigliani. A **Badia Polesine** un responsable de la ligue est gravement blessé ; dans la province de **Sienna**, les ouvriers agricoles en grève déplorent trois morts. L'«Avanti !» du 22, sous le titre «Les travailleurs d'Italie se rangent auprès du Parti Socialiste pour la défense vigilante et **prudente** de leurs intérêts», écrit : «Nous n'avons jamais été aussi calmes et sereins qu'à l'heure actuelle, au lendemain d'une agression qui ne nous humilie pas mais nous conforte dans nos positions». Le 27, à **Randazzo**, dans la province de Catane, alors que s'agitent depuis quelques jours les métallos – prélude aux mouvements d'août et septembre -, les carabinieri tirent sur une foule d'ouvriers agricoles et de paysans attendant le retour d'une commission envoyée pour demander le blocage du

prix des céréales récoltées : huit morts et une centaine de blessés. Le soir du même jour, des prolétaires de retour d'une réunion socialiste sont agressés à **Piana dei Greci**. Le 30, pendant un meeting socialiste, la police ouvre le feu : 5 morts, plus de 30 blessés.

• • •

Le 25 avril, «Il Soviet», dans un article intitulé comme ce chapitre, avait mis en relief les caractéristiques fondamentales ainsi que les impératifs urgents d'une situation que nous venons de décrire sommairement et destinée à s'éclaircir, dans ses côtés positifs comme négatifs, dans les pages suivantes.

La Fraction n'ignore ni ne regarde avec dédain – comme le prétendent les historiens à la solde des patrons – les mouvements partiels de la classe ouvrière ; au contraire, elle indique que les tentatives d'occupation et de gestion des usines et la «tenace action pour la reconnaissance des conseils d'usine et du droit de la part de ceux-ci d'exercer un contrôle sur la production», constituant la manifestation d'une tendance positive des masses travailleuses – indépendamment du contenu illusoire de tels objectifs – à «dépasser les limites de conflits stériles et exténuants pour l'augmentation des salaires, au bénéfice de catégories qui en sont frustrées par l'augmentation vertigineuse des prix ou par la contre-offensive opiniâtre des patrons», pour porter leurs efforts généreux vers l'objectif, rendu **nécessaire** par les faits, de s'emparer du mécanisme même de la production – objectif lui-même inatteignable sans la conquête révolutionnaire du pouvoir. Cette tendance, la bourgeoisie était la première à la reconnaître : c'est elle qui prit l'initiative de la guerre de classe désormais aux limites de la guerre civile (ce qui ne signifie pas, distingués «historiens» à la noix, qu'il se fut agis pour nous d'une période révolutionnaire !) ; de là venait notre indication disant que le problème, loin de toutes illusions pacifistes et réformistes, était désormais posé «sur son terrain réel, celui du **problème de la force**».

Il était alors plus que jamais vain de pleurer sur les libertés perdues, sur les garanties violées, sur la violence portée sur l'autel ; et pire encore de «réclamer du gouvernement bourgeois le respect de la vie humaine, et de l'obliger à punir ses sbires» qui sont les auteurs des meurtres à répétition, comme le fera le maximalisme (semblable en tout au réformisme) les jours, les mois et les années suivantes. Le prolétariat devait au contraire recevoir de son avant-garde le mot d'ordre d'employer toutes ses forces pour «affronter la lutte dans toute son âpreté», et d'exercer la violence **non pas** en simple mesure de rétorsion ou moyen de défense **mais** «comme une nécessité inéluctable de son action de libération».

Il était vain, d'autre part, de désapprouver le manque de coordination, l'horizon limité, les objectifs en grande partie illusoire des luttes partielles ; il s'agissait au contraire de «les guider, les canaliser, les discipliner», les empêchant de s'épuiser en escarmouches fragmentées et les dirigeant vers les buts finaux que, bien que

confusément, ces mouvements exprimaient par leurs explosions instinctives et par leur recherche fébrile de liens plus sains et de champ d'action plus vaste. Les luttes partielles n'étaient, et ne sont jamais **en soi**, la négation de ces objectifs, **car** elles servent «d'entraînement, d'exercice, de préparation» de ceux ci, et ne sont **jamais** conçues comme un moyen de conquête de «positions de pouvoir intermédiaire» : c'est justement ici que se greffe le but premier, la véritable fonction historique du parti.

Relever le gant jeté par la bourgeoisie, étendre les luttes partielles en les concentrant et les canalisant sur le terrain de la guerre civile, celui sur lequel se trouvait déjà la bourgeoisie : ce sera, une année plus tard, la directive, appliquée avec une rigueur dont l'Internationale sera la première à donner acte, du Parti communiste d'Italie dirigé par la Gauche. Et qui aurait pu être la directive de 1920 !

L'histoire ne voulut pas qu'il en fut ainsi – dans un chaos idéologique et donc l'impuissance pratique d'une majorité numériquement puissante, qui se disait communiste et dont tous les courants restaient obstinément sourds à la question préalable de l'alignement sur le programme anti-démocratique, anti-gradualiste, anti-immédiatiste de la IIIème Internationale, et de la rupture, ne coûtant qu'une **relative** faiblesse **numérique** plus que contrebalancée par une efficacité **organitative** et une influence réelle sur les masses, avec **quiconque**, de bonne ou de mauvaise foi, ne l'acceptait pas **intégralement**.

A ceux qui jacassent sur le fait que des révolutionnaires communistes se seraient éloignés à cause de notre «sectarisme» obstiné, nous répondons que la pierre de touche du sérieux de leur adhésion au communisme était (**et ne fut pas**) la capacité de reconnaître l'urgence d'un guide politique **homogène** – car reposant sur des bases théoriques et programmatiques **rigoureusement définies** – dont la présence active aurait seule permis aux généreuses batailles du prolétariat de ne pas se disperser dans la vaine recherche de solutions partielles, ni de devenir la proie de l'expérimentalisme volontariste d'une «intelligentsia» à la recherche de formules thaumaturgiques de dénouement du drame social, vu comme un aspect d'une «crise de la culture», et qui lui aurait fourni les moyens et la manière de se défendre – dans l'attente de pouvoir contre-attaquer, et, si possible, de **contre-attaquer déjà pendant la défense** – contre les forces de la contre-révolution montante, sans se précipiter (comme ce fut le cas quatre ans plus tard) dans le marais fatal d'un anti-fascisme imbécilement interclassiste et peureusement démocratique. Si travailler pour la constitution du parti – et non d'un parti quelconque, mais **du parti s'appuyant sur la complète unité d'action et de théorie exigée par le marxisme** – avait été, par absurdité, «de la passivité, du fatalisme, du mécanisme», eh bien nous voterions pour cette divinité ignorée, contre «l'activisme des réalisateurs» à la recherche des «embryons» de la nouvelle société dans l'ancienne, soi-disant construits par le prolétariat dans sa lutte **non pas pour soi mais pour le capital !**

7.2 - La « grève des aiguilles » : perspectives et bilan

[Retour à la table des matières](#)

C'est à l'occasion d'un épisode de combativité ouvrière particulièrement significatif – celui qui devait passer à la « petite » histoire sous le nom de « grève des aiguilles » à Turin – que fut mis en lumière le sabotage confédéral, l'impuissance du maximalisme, mais aussi, pour son aile la plus extrême, représentée par le groupe de l'« Ordine Nuovo », les carences théoriques, les incertitudes pratiques, les oscillations entre un optimisme superficiel sonnante l'alarme d'une situation pré-insurrectionnelle et une rechute vers des positions de faiblesse apologétique, et enfin l'incapacité de tirer les leçons y compris des échecs.

Comme l'écrivait « Il Soviet » du 2 mai ¹, un mouvement de cette nature, caractérisé par la violence et l'extension, ne pouvait surgir du « caprice » de quelques-uns, comme l'indiquait la version des dirigeants politiques et syndicaux, toujours prêts à attribuer à l'« indiscipline » toute flambée de lutte de classe, alors que l'imminence de celle-ci aurait dû imposer « le devoir de s'en rendre compte, et à y pourvoir à temps », lutte qu'ils craignaient plus que le diable ne craint l'eau bénite de par leur peur de voir le mouvement échapper à leur contrôle et les contraindre à sortir de leur **routine** légaliste et pacifiste. Cette position était due à une situation objective : « le degré élevé du développement capitaliste de l'industrie turinoise ainsi que la position nette et âpre de la lutte de classe », situation alimentée et exaspérée par la contre-offensive patronale destinée à détruire les conquêtes obtenues sur les horaires de travail, le salaire, les conditions de vie, et à faire disparaître les commissions internes ainsi que les commissaires d'usine dans lesquels la Confindustria voyait le spectre menaçant d'un « second pouvoir » dans l'usine, et qui constituaient, à cause de la carence ou de la passivité des organes syndicaux centraux, même si ceux-ci eurent quelques soubresauts, la pointe avancée de l'action de défense économique des ouvriers ².

¹ « La grève de Turin », reproduit en annexe du chap. VII.

² « Il n'est pas possible – avait déclaré Gino Olivetti lors de la réunion inaugurale de la Confindustria le 7. III – que se constituent dans les usines un organisme qui ait la volonté et la possibilité d'agir et de décider en dehors, et, sous un certain aspect, au dessus des organes de direction de l'usine » : il était temps de conclure un accord de caractère national pour empêcher « la formation ostentatoire soi-disant conseils d'usine ». Déjà en février, Agnelli avait prévenu le préfet de Turin, à propos de la grève des cheminots et de ses répercussions sur l'activité productive, particulièrement à la FIAT qui « doit y amener à bref délai une crise violente » ; il n'était pas utile de « la provoquer » mais il fallait se préparer à l'affronter !

Une épreuve de force était dans l'air, notamment parce qu'outre les métallos, les ouvriers des papeteries, de la couture, de la chaussure et les ouvriers agricoles s'agitaient dans le Piémont.

Le 22 mars, les ouvriers d'une entreprise de la FIAT, les Industries Métallurgiques, commencent une grève du zèle contre le licenciement des membres de la Commission d'entreprise qui, se faisant l'interprète d'un état d'esprit diffus, a réagi au décret gouvernemental introduisant l'heure légale – qui rappelait aux ouvriers les odieuses années de guerre et leur implacable discipline dont ils avaient, particulièrement à la FIAT, supporté le poids – en déplaçant les aiguilles des horloges pour les replacer sur l'heure solaire¹ : simultanément les travailleurs des Aciéries FIAT se croisent les bras contre le refus de rembourser aux membres des Commissions d'entreprise les heures perdues dans l'exercice de leurs fonctions. Dans le premier cas les grévistes sont chassés par la police le 25 ; dans le second, ils trouvent le 23 les portes de l'usine closes². Le 26, le comité exécutif de la section turinoise de la FIOM, après consultation des commissaires d'atelier (qui étaient au nombre de 1 pour 30 ouvriers), proclament une grève du zèle dans 44 usines de mécanique. De nombreux détachements de la police et de l'armée contrôlent Turin à partir du 29 mars, tandis que les industriels forment – **America docet !** [l'Amérique enseigne !] – des comités de «défense civique», et ferment les usines... rebelles.

L'agitation, qui tient en haleine pendant presque un mois non seulement le Piémont mais toute la péninsule, se déroule en deux temps. Dans le premier, jusqu'au 14 avril, les grévistes expulsés s'agitent en négociations intenses avec la FIOM d'un côté et les représentants patronaux de l'autre. Celle-ci démontre que l'organisation syndicale, prise à contre-pied par l'initiative des commissions internes, auxquelles elle s'oppose sur les principes (sous le prétexte, d'autant plus subtil et jésuite, qui est formellement légitime, que la question concerne l'ensemble du prolétariat italien, et ne peut donc se résoudre **localement**), mais contrainte malgré elle d'assumer la défense des intérêts des ouvriers et du principe même de la liberté d'organisation économique, ne le fait que sur des positions de faiblesse défensive et légaliste et toujours plus capitulardes qui encouragent l'offensive de la «contre-partie» plutôt que la désarmer. A son tour, conscient à la fois d'être en sécurité du fait de la ferme décision du gouvernement d'empêcher l'extension d'un mouvement qui, dans le climat brûlant de ce début de printemps, avait mille raisons d'avoir une valeur d'exemple, ainsi que de pouvoir compter sur la soumission confédérale face au poing d'acier, et sur la méfiance instinctive des bonzes envers les élans d'une catégorie qui s'était déjà magnifiquement distinguée en mai 1915 et en août 1917, et dans les rangs

¹ L'invitation faite aux prolétaires « de continuer à travailler suivant l'horaire solaire » avait été lancée le jour précédent celui du conseil général de la Chambre du Travail.

² De son côté, Agnelli avait proposé un lock-out général à partir du 20 pour reconduire l'horaire et mettre fin à un état de fait « rendant intolérable la situation de l'industrie et discréditant complètement les directions face aux masses ouvrières » (Cf : Castronovo, « Agnelli », Turin, 1971, p. 223).

desquels la section socialiste avait non en vain semé les germes d'un travail de «propagande et d'organisation» que «Il Soviet» considérait comme «merveilleux» pour sa fermeté et son intensité, le patronat s'arc-boute et repousse vers des positions de plus en plus conciliante – malgré la résistance des ouvriers et des commissaires d'entreprise sortant de leurs rangs – la plus que molle FIOM et son chef suprême Buozzi.

En réalité, alors que le prolétariat rugit et que même les catégories intermédiaires et les employés (seuls les techniciens se proclament «neutres») donnent de clairs signes de solidarité envers les grévistes, les lock-outés et les licenciés, le «front» confédéral recule peu à peu ; aux Industries Métallurgiques, l'accord signé par la FIOM le 2 avril au soir donne non seulement la victoire au patronat sur la question des... aiguilles et de non paiement des salaires pour les heures «perdues», mais il statue que pour les Aciéries «les hommes qui composeront la nouvelle Commission d'entreprise [l'ancienne a été contrainte à la démission] sont rappelés à leur devoir [...] de devoir défendre les intérêts des ouvriers **en fonction de l'exécution des contrats de travail, selon les accords et les règlements en vigueur**» (donc aucun mouvement autonome et aucun «coup de tête»), se limitant à demander à la FIAT d'accorder à la Commission d'entreprise «les facilités dont disposait l'ancienne» et de renoncer aux dédommagements demandés pour les arrêts de travail du 27 au 29 et de la soirée du 30 jusqu'au jour de la signature.

Par contre-coup, les industriels repoussent le projet d'accord en exigeant, au lieu des sanctions prévues à l'origine, une amende égale à 6 heures de travail pour les responsables du premier acte d'indiscipline – le péché originel ! – et à 2 heures pour tous les autres grévistes, le désaveu total de la FIOM pour les promoteurs du mouvement contre l'heure légale («si les ouvriers des Aciéries – disent-ils, comme on peut le lire dans l'édition de Turin de l'«Avanti !» du 4 – avaient demandé l'intervention de la FIOM, ils se seraient trouvés **dans une position juste** et les suspensions auraient été évitées»), le retour à un régime sévère de «règlements» dans l'usine ¹.

Une reprise des négociations n'est cependant pas exclue, malgré le refus proclamé par la FIOM de souscrire aux mesures punitives contre les ouvriers : que diable, le préfet s'est déclaré prêt à proposer ses bons offices ! Et l'état d'esprit avec lequel les bonzes de la FIOM se préparent à s'asseoir à la table des négociations ne s'entoure pas de scrupules : l'article dans lequel l'édition de Turin de l'«Avanti !» commentant le «conflit des métallos», accuse les industriels d'«entêtement stupide» face à «**la démonstration constante d'esprit de conciliation et de volonté de**

¹ Comme le dira justement Tasca au Conseil national d'avril, les industriels raisonnaient ainsi : « Des commissions internes, nous en avons toujours eu, et nous ne voulons pas les éliminer ; mais celles-ci doivent fonctionner en dehors des heures de travail, elles doivent être encadrées dans un système bureaucratique, et surtout elles doivent limiter leurs activités à contrôler et défendre les ouvriers au sein de l'usine dans les cas d'incertitudes sur les applications des accords existants ». Voilà ce que voulait dire faire appel « au règlement ».

pacification» réalisées par une organisation ouvrière qui a même la force de reconnaître et de corriger les «torts» de ses adhérents : «en insistant pour demander des dédommagements **aujourd’hui encore**, après que l’organisation ait offert comme **réparation [! !] tout ce qu’on pouvait prétendre d’elle**, les industriels demandent un double châtement, ils demandent l’humiliation ; nous ne pouvons qu’opposer notre refus !».

En réalité, les «refus» ne se firent que tardivement et en se faisant tirer par le nez : l'acceptation même du renvoi de la décision du déclenchement de la grève, en réponse au non patronal, et d'un nouveau round de négociations à la Préfecture équivaut de fait à un premier Canossa ; les industriels renoncent avec habileté aux sanctions contre les ouvriers qui se sont mis en grève par solidarité, mais insistent pour que celle-ci soit appliquée aux Acieries, même si ce n'est que de manière partielle, «afin de réaffirmer la validité du règlement» et avec la claire conscience de maintenir ainsi la porte ouverte à la bataille sur le problème non tant de l'existence que sur celui des prérogatives des commissions internes et d'usine, et sur les Conseils ; en fait, lorsque les commissaires d'usine repoussent le 8 les nouvelles propositions d'accord (portant atteinte aux intérêts des ouvriers des Acieries, bien plus qu'à ceux des autres entreprises), les organes dirigeants confédéraux ne décident pas eux-mêmes de la grève mais confient la décision à un référendum – moyen toujours efficace pour affaiblir la volonté collective de lutte des masses en appelant à la conscience individuelle de l'ouvrier exposé à mille sollicitations contraires, provenant non seulement de sa situation contingente avec tous ses doutes et ses angoisses, mais aussi du passé, du lourd poids de l'idéologie adverse distillée méthodiquement dans la cervelle et dans le cœur du prolétaire – et, obtenant une majorité contraire à la grève, ces mêmes commissaires d'entreprise et commissions internes, baissant la tête, décident « de se conformer à la volonté des masses – seule souveraine pour toute décision [!!!] » (sainte démocratie : dix jours avant, lorsque la masse avait croisé les bras, elle n'était pas souveraine ; elle l'est maintenant que, après le décompte tête par tête, elle accepte d'offrir à nouveau ses bras pour l'usage que voudra bien en faire le capital !), ainsi que de rester à leur poste de combat «conformément au principe fondamental constituant la base sur laquelle se sont créés les conseils d'usine» – un principe évidemment ultra démocratique, c'est-à-dire ne servant pas de guide mais de subordination au sacré et inviolable diktat du bulletin de vote, non pas lors des élections ou au sein du parlement, mais dans celui des conflits sociaux !

Céder au fétiche de la démocratie se paie. Après avoir donné «pendant 15 jours des preuves non seulement de soumission et de modération, qui ont pu sembler excessives à certains, mais aussi de complète maîtrise de soi» («Avanti !» éd. de Turin du 13 avril), les ouvriers se rendent compte que les industriels sont à la recherche de bien autre chose que de satisfactions marginales, mais sont (et ont toujours été) décidés à porter le conflit sur leur terrain, celui de la destruction progressive des commissions internes et des conseils d'entreprise ; au moment de la signature d'un premier accord obtenu en échange de la reprise du travail, accord consistant à scinder d'abord la vieille «question du règlement» des «normes

disciplinaires précises» devant être introduites pour éviter «les va-et-vient des ouvriers à la recherche de leurs commissaires et de leurs commissions internes», et, aussitôt après, à présenter un schéma de procédures sur la base duquel (nous citons encore l'«Avanti !») «les ouvriers ne pourront entrer en contact avec la commission interne qu'en dehors des heures de travail, les juges de tous les conflits étant les chefs d'atelier et les chefs de bureau nommés par les patrons, et c'est à eux qu'il appartiendra de juger des conditions dans lesquelles les ouvriers pourront faire appel à leurs représentants» (les responsables des commissions internes n'étant même pas nommés par ceux-ci). Il ne reste plus aux délégués ouvriers qu'à rejeter en bloc les propositions des employeurs : ceci fait, ces derniers ferment les portes des usines sur les toits desquelles «veillent encore les mitrailleuses». Il semblait qu'on soit arrivé à un tournant, et il est certain que les prolétaires qui s'étaient immédiatement rassemblés à la Chambre du travail brûlaient de la volonté «de résister à la nouvelle provocation». Mais nous n'étions pas encore à ce tournant. Dans une lettre à ses adversaires, «les organisations dirigeant le mouvement» disent bien ouvertement que, «étant donné les accords et les habitudes en vigueur dans les différentes entreprises de la ville et étant donné la situation générale du pays, les normes de discipline proposées pour les commissions internes sont considérées comme totalement inapplicables», et «le conseil de direction de la FIOM ne peut autoriser personne à les signer car il sait ne pas pouvoir les faire respecter, dans la mesure où il affaiblit les accords et les habitudes en vigueur» ; mais, après cette déclaration en soi déjà timide et défensive, elles ne vont pas au-delà du refus de «toute responsabilité pour la prolongation de la fermeture des entreprises et pour tous les éventuels incidents et complications que celle-ci pourrait entraîner». La réponse de la Confindustria est tout à la fois rapide et subtile : elle renvoie les débats sur les problèmes de discipline des commissions internes, qui doit se discuter et être résolu dans les 15 jours suivants, et, passé à cette date, ce sont les «règlements en vigueur» qui s'appliqueront, règlements d'une telle «clarté» que les deux parties peuvent l'interpréter non seulement différemment mais même de manière opposée ! La délégation ouvrière, qui apprend ces nouvelles en présence de Sa Majesté le Préfet, «se réserve toute liberté d'action au cas où l'accord ne se ferait pas» ; ce n'est que le 13 au soir, après de nouvelles tentatives pour rouvrir les négociations, que la FIOM, la Chambre du travail, le Comité d'agitation et la section socialiste décident finalement de proclamer la grève générale à durée indéterminée. Le patronat et les «direction suprêmes» du syndicat ont obtenu que soit perdu un temps précieux en négociations et en attentes épuisantes : à la fin, malgré la splendide combativité des travailleurs, le patronat pourra à bon droit chanter victoire !

L'ordre du jour du Conseil général des Ligues fixe comme objectif de lutte : 1) la résolution totale des différends en cours, 2) la reconnaissance des «organisations d'usine ayant pour but l'autonomie disciplinaire des masses et le contrôle de la

production», et formule de la manière suivante sa délibération en faveur la grève générale ¹ :

«Attendu qu'il y a une intention évidente de la part des ligues industrielles d'attenter aux commissions internes en empêchant le développement futur de ces organisations qui, particulièrement ces derniers temps, ont démontré être une aide précieuse dans le travail d'organisation de la classe, et apte à devenir l'instrument de nouvelles conquêtes ; considérant par ailleurs que les propositions avancées par les industriels tendent à la révocation d'accords conclus régulièrement, ainsi que d'habitudes en vigueur conquises par d'autres luttes, affirme que cette lutte ne peut qu'intéresser toutes les catégories de travailleurs pour lesquels la défaite des métallos signifierait un pas en arrière ; décide la grève générale à Turin et sa province à partir du 13 jusqu'à l'obtention d'une solution complète pour les conflits en cours» (il faut garder les termes de ce communiqué en mémoire afin de mieux comprendre ce qui suit).

La grève générale prend aussitôt un caractère de globalité et de solidarité : tous les ateliers, les services des tramways et postaux, les chemins de fer, les bureaux et les services communaux (comprenant les gardiens, les employés de l'octroi, les instituteurs, les surveillants) le corps des pompiers, suspendent le travail ; toute la ville est arrêtée ; la troupe fait le siège de la Chambre du travail, n'y laissant entrer que ses dirigeants ; la police charge des rassemblements et des meetings qui malgré cela se déroulent dans les quartiers ouvriers ; la grève s'étend rapidement en province ; seule l'intervention des militaires permet la réalisation d'une partie du trafic ferroviaire entre Rome et Milan ; et, alors que les arrestations se succèdent, les actions les plus dures viennent des affrontements avec les «jaunes», et particulièrement avec les typographes des quotidiens bourgeois. Le 16, la grève générale débute à Asti, Pinerolo, Casale Monferato, Chivasso, Santhià ; le 17, dans les grands centres lainiers du Biellese ; le 18, à Novara et Vercelli – où l'agitation touche aussi les salariés agricoles – Alessandria et les noyaux industriels de la vallée d'Aoste ; le 19, à Pavie et la Lomellina en particulier. Le 21, les cheminots de Voghera et Novi croisent les bras ; le 22 ceux de Bra ; les jours précédents, ceux de la région de Livourne ont déjà empêché les trains chargés de troupes d'aller à Turin ; des grèves sont proclamées dans le même but à Florence, Pise, Lucques, Bologne, tandis que les dockers de Gênes bloquent le **Caio Duilio** dont le gouvernement voulait se

¹ Le manifeste conjoint de la FIOM, de la Chambre du Travail et de la Section socialiste abordait à l'avance certains des thèmes qui seront ceux des positions caractéristiques données à la grève sous l'influence de l'« Ordine Nuovo ». Il dénonçait la tentative des patrons d'« anéantir les Commissions Internes » et ainsi d'« enlever à la classe ouvrière une organisation qui a démontré ces derniers temps être spécialement utile à la production et à la discipline du travail » et les accuse de préférer l'arrêt de la production à et la fermeture des établissements à la possibilité de laisser les ouvriers s'élever « à travers leurs organisations d'entreprises, se disciplinant d'eux-mêmes, acquérant une conscience plus élevée de leur propre dignité de travailleurs et de citoyens ». Annonçant la décision de lutter à outrance, le manifeste dit que « les métallos entrent en lutte sereinement, sûrs de leurs bons droits d'hommes et de travailleurs, ayant démontré la force de leur volonté de reprendre le travail productif ».

servir pour transporter des troupes impossibles à acheminer par le rail. On a calculé que pas moins de 20 000 hommes des diverses forces de l'ordre – carabiniers, gardes royaux, policiers, militaires – occupèrent en tenue de campagne le chef-lieu piémontais, et que, d'autre part, le nombre des grévistes dans toute la région atteignit et probablement dépassa, au plus fort du mouvement, les 500 000.

Depuis juin 1919, on n'avait pas assisté à une vague de grèves aussi étendue et compacte ; jamais le déploiement de l'appareil répressif de l'Etat n'avait été aussi important, ni ses déplacements autant contrariés par le vigoureux sabotage des travailleurs des transports terrestres et maritimes ; jamais la situation n'était parue aussi dangereusement proche de la guerre civile. Au sommet du mouvement, elle s'est retournée : le 14 avril, la direction de la grève générale était assumée par un Comité d'agitation élu par le CE de la Chambre du travail et par les sections et les fédérations provinciales socialistes ; celui-ci rédigeait un bulletin quotidien intitulé « *Lavoratori, avanti !* », pratiquement unique organe de presse en circulation, courroie de transmission des ordres et des communiqués d'information et de lutte, instrument d'orientation non seulement syndical mais politique : la section de la FIOM, responsable des tergiversations lors du premier mois de conflit, en était restée totalement en dehors. Le travail du Comité, en dépit de ses limites politiques, est pour sa part exemplaire ; son effort pour donner au mouvement le plus d'extension possible et pour défendre parmi l'ensemble des ouvriers la conscience de l'enjeu en cours, est méritoire ; sa fermeté, digne des plus récentes traditions de combativité du prolétariat turinois et piémontais, des villes aussi bien que des campagnes.

Toutefois, cette grande flamme est dès le début condamnée à s'éteindre. Les hommes qui composent le Comité, et qui font tous les efforts pour donner à la grève un rythme sûr, sont en grande partie les mêmes qui, à Bologne, ont éludé le problème d'une direction **générale** de classe du prolétariat et continueront à l'éluder malgré la douloureuse expérience de ces journées : ils sont pour l'heure tragiquement prisonniers, et d'un parti dont la majorité n'a pas voulu ni ne veut la scission, et d'une CGL qui reflète à la fois l'impuissance du maximalisme et l'arrogante indiscipline de la droite ; pris dans une telle situation ils n'ont jamais voulu mener cette bataille, la jugeant dépassée par la création d'organes périphériques retenus comme intrinsèquement révolutionnaires parce que « adhérents à la production » (se faisant ainsi les pères du vellétarisme conciliateur des mille « découvreurs des voies nouvelles vers la révolution » d'aujourd'hui). Ils sont victimes de leur propre « localisme », d'une foi abstraite dans la possibilité de résoudre les brûlants problèmes de la direction de classe du prolétariat italien par des **exploits** d'un volontarisme généreux mais sans préparation, de la part d'hommes et de groupes engagés dans une situation sans aucun doute d'avant-garde mais limitée, et de l'incapacité à comprendre que des mouvements de ce genre – se donnant pour but le **contrôle** de la production, le **pouvoir** dans l'usine, etc. – ou sont menés avec la force de les porter jusqu'au choc frontal avec l'adversaire, ou se terminent par une douloureuse défaite.

C'est en vain que, dès le premier communiqué du 14 avril, en prescrivant de sévères mesures punitives contre les catégories et les travailleurs qui n'ont pas suivi la grève, et en décidant de constituer dans les bureaux de la Chambre du travail des « comités d'organisation en accord avec les organisations économiques et politiques », ils font appel à la CGL et à la direction du Parti « afin qu'ils interviennent dans cette lutte qui n'a ni caractère ni portée locale, mais est d'intérêt général puisqu'elle implique des questions de principes et [...] peut être le départ d'un mouvement plus vaste et même national » ; c'est en vain qu'à plusieurs reprises leurs appels soulignent que « les prolétaires de Turin sont une armée rouge assiégée par les forces contre-révolutionnaires » ; c'est en vain que les commissaires d'entreprise et d'autres porte-voix de la « base » leur demandent d'influer « de la manière la plus ferme sur les organes de direction, afin que [...] la grève générale soit proclamée dans toute la nation » : la CGL et la direction du PSI ne retiennent pas devoir exprimer leur solidarité active ni sur le contenu économique-législatif de la grève, ni en faveur de ses protagonistes plongé dans une dure lutte contre les forces de l'ordre dans le cadre d'une situation générale qui conseille à l'évidence d'éviter les coups de tête, mais offre tous les éléments propices à une action concertée à l'échelle nationale. Lors d'une réunion intervenue le 20 avril (voir bulletin n°7), les deux représentants de la « direction suprême », la politique et la syndicale, se limitent à « déclarer explicitement que ne sera permis à aucun coût l'écrasement des organisations de travailleurs si cette intention des industriels se traduisait par une tentative de réalisation » (comme si la grève n'avait pas eu comme origine justement cette intention !) et... s'en lavent les mains. Les membres du comité – désespérément seuls – se voient contraints de parcourir non seulement le Piémont mais aussi les zones limitrophes pour inciter à la lutte les prolétaires que les organes de presse du parti n'informent même pas sur les conditions de la Turin rouge, et dont les dirigeants syndicaux ne se soucient même pas d'appeler à la vigilance (l'« Avanti ! » de Milan ne publie que de vagues chroniques...), et cherchent la solidarité et la direction politique dont ils manquent parmi les milieux les plus divers – anarchistes, anarcho-syndicalistes, etc. – sans évaluation sérieuse des forces en présence et de leur disposition, alimentant ainsi les illusions insurrectionnalistes aventureuses – et aventuristes.

Lors de longues réunions tenues à Turin en février et en mars, la fraction abstentionniste avait averti les théoriciens de la « conquête d'un pouvoir nouveau dans l'usine » que le mur contre lequel ils s'élançaient – un mur en fait double, celui de l'Etat central et celui de l'opportunisme – se dressait avec arrogance face aux généreux salariés ; l'impétueux mouvement finira pas se briser contre lui. Mais auparavant, en pleine lutte, les prolétaires devront assister, égarés, à la polémique entre les dirigeants turinois qui accusent le parti et la confédération de ne pas avoir voulu étendre la grève, ces derniers les accusant à leur tour de s'être lancé dans une initiative de grande portée sans avoir pris d'accord préalable. Comme le dira « Il Soviet » du 2 mai, il aurait fallu s'aligner **d'abord**, c'est-à-dire **à temps**, avec ceux qui cherchaient la scission, la fin des dégénérescences électoralistes et corporatistes du mouvement prolétarien : mais pour ceci, il était trop tard...

Le désengagement des organes centraux du malheureux mouvement dans lequel s'étaient fourrés les turinois était pour nous une faute particulièrement grave ; c'est à eux que revient **en premier la responsabilité** de l'échec de la grève. Il n'en reste pas moins que le mouvement dans son ensemble montra jusqu'à la fin toutes les tares de confusion idéologique et de légèreté dans son jugement sur la situation objective, propre à des groupes **non** marxistes. Les ordinovistes, en particulier, se jetèrent la tête la première dans un mouvement défini avec trop de légèreté comme «insurrectionnel» (paroles de Terracini au Conseil national des 18-22 avril, mais courant sur les lèvres de presque tous à ce moment) avec l'effet à la fois de fournir au gouvernement un prétexte pour recourir à des mesures de répression extrêmes, et aux bonzes syndicaux un prétexte facile non seulement pour se désintéresser de la grève mais même pour la **dénoncer** ; et avec comme résultat final de se replier sur la formule de **défense des... intérêts nationaux**, malheureuse anticipation du programme actuel de «réforme des structures» au nom et pour le bien de la production nationale... en danger !

En réalité, la grève, qui se justifiait par la défense d'organisations économiques et par des revendications syndicales d'une clarté sans équivoque, fut poussée vers la voie de prédilection de l'«Ordine Nuovo» et du Comité d'étude sur les conseils d'usine¹ qui en émanait, et imprudemment suivie, au moins en partie – comme s'en lamentera «Il Soviet» - même par les abstentionnistes turinois : celle du «contrôle de la production». Mais les mots, et particulièrement les mots d'ordre, ne peuvent pas se jeter simplement au vent : la tendance prolétarienne à la conquête de ce «contrôle», que le prolétariat n'exercera **qu'après** la conquête du pouvoir (et qu'il exercera **centralement**, en fonctions d'intérêts et de finalités **généraux** ; et non pas **localement**, en fonction des objectifs de l'**entreprise**), peut certainement être utilisé en période pré-révolutionnaire pour mobiliser les masses ouvrières «en les dirigeant vers la cible centrale, le pouvoir d'état du capitalisme»² – et ce n'est qu'ainsi que les thèses du IIème Congrès en prévoient l'emploi, oh «historiens» qui prétendez trouver une divergence de fond entre celles-ci et nos positions, et au contraire une convergence avec celles des ordinovistes ! –, mais jamais comme une indication de «conquêtes intermédiaires», ou, pire encore, comme revendication d'un «pouvoir dans l'entreprise» à réaliser **au sein** du régime capitaliste, dans une perspective

¹ Celui-ci avait été constitué, comme on le sait, lorsque, face à des symptômes de relâchement dans l'action des conseils d'usine, le CE de la section turinoise en était venu à la conclusion qu'il fallait «expliquer aux ouvriers le caractère nettement révolutionnaire des Conseils et préparer leur conquête par les communistes adhérents à la IIIème Internationale». Un ordre du jour Tasca, Togliatti (secrétaire), Montagna et Boero proposait «la convergence de toutes les formes d'activité socialistes et prolétariennes dans la lutte pour la conquête du pouvoir [. . .] en se préoccupant surtout de préciser et de réguler les rapports devant exister entre les Conseils d'usine et les organisations de résistance [. . .] pour éviter que l'organisation de résistance actuelle (syndicale et de parti) soit affaiblie, et qu'elle acquiert un plus grand prestige parmi les masses». Le 27. IV, le comité avait lancé un appel «aux prolétaires et paysans d'Italie» pour réunir à Turin un congrès des Conseils (qui n'eut pas lieu) comme «une date importante du développement de la révolution prolétarienne en Italie».

² Cf. La grève de Turin, dans le même numéro du «Soviet», reproduit en annexe du chap. VII.

clairement réformiste, même si elle cherchait à se faire passer avec une terrible légèreté comme révolutionnaire ! Sur ce plan nous serons **toujours et nécessairement battus**, soit que la classe adverse, se sentant plus ou moins sûre d'elle du fait de rapports de force redevenus momentanément favorables, s'arc-boute avec la ferme détermination de décourager ou même de réprimer **tout** mouvement ouvrier, fut-il purement revendicatif (comme en avril 1920), soit que, à un moment de calme, elle tente l'habile manœuvre de se faire **elle-même** le promoteur d'un «contrôle» inoffensif et paralysant l'action de la classe travailleuse (comme en septembre durant l'occupation des usines) ; **pire encore** – mais ceci les théoriciens de l'opportunisme ne le comprendront jamais, ni, si ils le comprennent, ne changeront pour autant de route – nous serons alors battus parce que nous ne laisserons pas même, au sein des rangs ouvriers, la semence, féconde même dans la défaite, d'une vision plus claire des fins vers lesquelles tendre, et des moyens pour les atteindre. Se jetant – avec la pire absence de préparation théorique et pratique – dans l'expérience des conseils en tant qu'«**organes du pouvoir**» (l'opportunisme se réduit toujours, quelque soit la bonne foi de ceux qui y adhèrent, à un **expérimentalisme** réalisé sur le dos des exploités), les hommes ayant grandis dans cette atmosphère ordinoviste n'obtinrent que d'ajouter à une situation déjà difficile un nouveau facteur d'échec et de confusion.

Les historiens « dernier cri », dont la mission grassement rétribuée est de déformer l'histoire de l'Octobre rouge et de la 3^e Internationale pour justifier le cinquantième anniversaire de leur trahison, ont mille raisons de se prélasser dans le rappel des mots d'ordre successifs lancés par les dirigeants de la puissante grève : ils contiennent en **germe** l'immonde dégénérescence du mouvement prolétarien mondial, même dans leurs aspects les plus modestement économiques, et ils sont devenus « force d'ordre », force réformatrice plutôt que destructrice du système, démocratique plutôt que démystificatrice de toute fiction démocratique, et enfin, comble de honte, complaisamment « nationale ». Ils peuvent se réjouir les découvreurs de « nouveautés » qui prospèrent dans les mille groupuscules nés le soir et morts le matin suivant : ce sont les vénérables ancêtres de leur illusionnisme « conseilliste ». Quant aux marxistes, ceux-ci ne peuvent lire qu'avec un frémissement de révolte la déclaration et les slogans dont, non par devoir d'historiographie scrupuleuse mais de **bataille** polémique, nous sommes contraints de donner un extrait du florilège en complément de la chronique de ces brûlantes journées.

Dans le « *Lavoratori, avanti !* » du 15 avril, on parlait encore avec timidité de « **cet embryon de pouvoir** surgissant dans **l'usine en opposition au pouvoir des industriels** » (et c'était déjà une déformation) ; dans celui du 16.IV, le Comité d'agitation publie le manifeste suivant dont nous soulignons les phrases les plus typiquement ordinovistes, les plus éloignées de la position marxiste correcte, les plus immédiatistes et interclassistes, dans lesquelles l'« embryon de pouvoir » est déjà devenu « pouvoir **tout court** » :

« Travailleurs ! Les industriels, après avoir tergiversé 15 jours, se sont décidés à jeter le masque et à poser la question des Commissions internes. Les Organisations Ouvrières ne peuvent accepter cette provocation. La lutte a aujourd'hui atteint l'extension la plus vaste et doit se poursuivre jusqu'à la victoire, car la question est désormais fondamentale pour le développement du mouvement ouvrier. Tous les petits problèmes à l'origine du conflit sont désormais dépassés, la bataille est aujourd'hui sur ce terrain : est-ce que le pouvoir des producteurs peut surgir librement et se développer dans les usines et dans les champs, est-ce que les paysans, les ouvriers, **les employés, les techniciens** peuvent avoir aujourd'hui, **sur les moyens et les objectifs de la production, un pouvoir au moins équivalent à celui du capitaliste**, qui ne connaît de l'usine et de la terre que la rente qu'il peut tirer du travail des autres ? Nous, nous affirmons que la production ne peut pas aujourd'hui être laissée à l'arbitraire des capitalistes. L'expérience du carnage mondial a démontré quelles étaient les conséquences de leur pouvoir exorbitant. **Les Commissions Internes sont les embryons d'organisation du nouveau pouvoir des producteurs**. Les industriels veulent détruire les commissions internes. Les travailleurs veulent les défendre et veulent surtout créer en leur sein une ambiance qui favorisera leur développement ultérieur jusqu'au jour où de nouvelles formes de convivialité sociale seront établies... »

Toujours dans le numéro du 15, cherchant à expliquer à l'« homme de la rue » la signification de la grève, on ne se limite pas à déclarer que « sans les Commissions Internes [...] il n'est pas possible que la production se développe **normalement et avec intensité** » (vive le... stakhanovisme !), puisque « l'ouvrier tomberait au niveau d'une bête, à la merci d'une autorité lointaine et inaccessible, qui le broie et le tue froidement et automatiquement » ; il ne se limite pas à vanter le succès des « Commissions Internes coopérant avec les commissaires d'entreprise » pour « remettre un peu d'ordre » dans la confusion née de la multiplication des « cessations du travail » et des « arrêts de production » dans le mécanisme complexe de l'usine moderne, faisant « cesser les grèves sauvages » et améliorant « les relations industrielles » ; mais il proclame avec fierté que les ouvriers turinois « avec la grève générale **défendent l'économie nationale attaquée par les ploutocrates, par les nouveaux riches, par les affairistes de la banque et de la Bourse** [...] ; ils défendent la liberté du peuple travailleur **contre les capitalistes qui ont ruiné l'Italie et la livrent pieds et poings liés à la Banque et au capital étranger** » (ne croirait-on pas être dans les années 46-72, avec l'identification rituelle entre d'une part les conditions de vie et de travail des ouvriers et de l'autre la défense de la patrie et de son économie contre « les monopoles » intérieurs et extérieurs ?)

Le bulletin n° 5 du 19 avril explique « les raisons de l'agitation » en termes dignes des réformistes de la droite politique et de la CGL, alors comme aujourd'hui :

« Les ouvriers ne veulent pas l'institution **du chaos**, mais ils veulent **dans les usines comme dans les champs un ordre nouveau fondé sur le pouvoir des producteurs. Ils veulent participer à la direction de la production : aujourd'hui**

ils peuvent se contenter d'une participation, mais demain ils imposeront que seules les différentes catégories de producteurs aient entre leurs mains le **pouvoir économique**» (de la même manière, les réformistes présentent la conquête des... communes comme l'accession à une parcelle du pouvoir ou comme la «participation» — seulement la participation, **pour le moment** — à celui-ci !)

Et dans le n° 6 du 20.IV, se réjouissant des manifestations de solidarité dans tout le Piémont et même en dehors, et lançant un dernier appel à la direction du parti et à la CGL pour qu'ils étendent le mouvement, le Comité d'agitation lie **directement** à la fameuse conquête du «pouvoir dans l'usine» **le sort de la classe prolétarienne** :

«Ce sont les conquêtes d'années et d'années de travail, de centaines de batailles, de lourds sacrifices qui sont en jeu ; c'est l'avenir du prolétariat, toutes les espérances, toutes les possibilités d'émancipation».

Ce sont ces points qui, de jour en jour, sont martelés ; voici, pour conclure, le manifeste «à la masse ouvrière et paysanne d'Italie» lancé par le Comité d'études qui, s'il décrit bien l'état de siège auquel est soumise Turin et lance un appel énergique à l'action conjointe des travailleurs de villes et des champs comme seule garantie de victoire contre le pouvoir d'Etat, retombe ensuite dans le fumeux idéalisme du «gouvernement d'entreprise» en faisant de celui-ci une conquête **nationale**, une arme de contre-pouvoir au... désordre aveugle et à l'antipatriotique... désintéret pour la production dont feraient preuve les capitalistes uniquement intéressés par le profit !

«A la masse ouvrière et aux paysans d'Italie !

Depuis 20 jours, les ouvriers de la métallurgie turinoise sont en grève : depuis 6 jours toute la masse ouvrière de Turin est en grève pour soutenir la lutte des métallos. L'agitation régnant dans la ville s'étend irrésistiblement dans la province et dans toute la région du Piémont ; tous les métiers, toutes les industries, la masse de centaines et de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans piémontais ont abandonné le travail et ont immobilisé la machine du pouvoir de l'Etat bourgeois. Depuis un mois et demi, le gouvernement bourgeois, au service de la Confédération générale de l'industrie italienne, rassemble à Turin des milliers de gardes royaux, de carabinieri, d'arditi, équipés pour une opération guerrière de grand style. Des dépôts d'armes ont été constitués pour les bourgeois, des nids de mitrailleuses ont été placés dans les églises et les palais, des autos blindées ont été préparées, de l'artillerie a été placée sur les collines dominant la ville, des brigades entières ont été transportées aux alentours de Turin. Ayant ainsi réussi à encercler la classe ouvrière turinoise par un état de siège renforcé, les industriels ont déchaîné l'offensive contre les métallurgistes ; ceux-ci veulent chasser d'un seul coup l'état d'esprit révolutionnaire des masses, ils veulent les humilier, les renverser à terre, les contraindre à rentrer à l'usine la tête basse, comme une bande d'esclaves fouettés par le négrier... La solidarité de la classe ouvrière et paysanne de l'ensemble du Piémont a saboté la machine réactionnaire préparée par les industriels et le pouvoir d'Etat bourgeois : des usines, des champs, les armées rouges du prolétariat sont sorties pour défendre leurs frères turinois, pour affirmer que la

puissance ouvrière et paysanne est supérieure au pouvoir de l'état capitaliste. Aujourd'hui, tout le piémont est en mouvement, mais ceci ne suffit pas pour que la bataille soit gagnée. La classe ouvrière turinoise n'est pas entrée en lutte pour une question d'horaires et de salaires ; **ce qui est en jeu, c'est une institution révolutionnaire, celle des commissions d'entreprises et des conseils d'usine qui n'intéressent pas seulement les catégories locales mais l'ensemble du prolétariat communiste italien.** La lutte ne peut se résoudre favorablement pour la classe ouvrière et paysanne que si toutes les deux se plongent dans la lutte et affirment leur puissance contre la classe des propriétaires et le pouvoir d'Etat bourgeois.

Camarades ouvriers et paysans : à Turin les ouvriers de l'industrie défendent **le principe suivant lequel la direction de l'usine doit être entre les mains de la classe ouvrière, le principe suivant lequel la direction du travail et de la production doit être contrôlée par les producteurs (ouvriers manuels, techniciens, intellectuels).** Dans la région de Novara, les paysans pauvres défendent les mêmes principes dans la production agricole. L'arrogance des capitalistes de l'industrie a déjà entraîné une perte sèche de centaines de millions qui, étant constituée par des biens destinés à l'exportation, provoqueront une détérioration du taux de change, une augmentation du coût de la vie, la misère et la faim pour le prolétariat italien. L'arrogance des propriétaires terriens a déjà compromis la récolte de riz et provoque la mort de plus de 200 bovins par jour. Les industriels et les propriétaires terriens, pour sauver leur pouvoir sur la production et la machine d'Etat, veulent jeter l'ensemble du peuple travailleur italien dans le chômage et la famine, ils veulent prendre à la gorge l'ouvrier industriel et le paysan pauvre par la faim et les contraindre à un travail journalier de 12 à 14 heures pour continuer à encaisser les mêmes profits que pendant la guerre, pour continuer à être les seigneurs décidant de la vie et de la mort des multitudes de travailleurs. Ce n'est qu'en opposant la force de l'ensemble de la classe ouvrière et paysanne à ce déchaînement sauvage de soif de profit et de pouvoir que le prolétariat sortira victorieux de cette lutte et marquera une des étapes importantes sur le chemin de son émancipation, sur le chemin âpre et difficile de la Révolution sociale.»

Pendant ce temps, la flamme vacillait – dans des conditions qui, pour la classe ouvrière, n'étaient plus celles d'une position de force, et même plus celles d'une mince supériorité. Les négociations avec la Ligue des Industriels avaient commencé le 15, menées par une commission ouvrière spéciale sur la base des «revendications» suivantes (on était alors au début de la grève, et les visées ambitieuses de son comité d'agitation n'étaient pas encore bien définies) :

«1) Tous les établissements industriels doivent reconnaître la Commission Interne de leur propre personnel. 2) Les Commissions Internes seront nommées suivant des modalités qui seront établies par les organisations ouvrières qui communiqueront aux directions des entreprises (qui devront en prendre acte) les noms des élus. 3) Proportionnellement à la taille des entreprises et au travail que les Commissions Internes devront effectuer, après un accord négocié avec chaque

direction, un ou plusieurs des membres de ces commissions devront rester à la disposition des ouvriers pendant les heures de travail, au moins une heure par jour à jours fixes. 4) Les membres des Commissions Internes, durant les heures de délégations, seront rétribués suivant les modalités de leur rémunération normale. 5) Durant les heures de travail, les ouvriers pourront s'entretenir avec les membres des Commissions Internes après autorisation de leur chef d'atelier. 6) Les différents intervenus dans les établissements métallurgiques seront considérés comme réglés au terme de la grève générale. Les industriels renoncent à leurs demandes de punitions. Les ouvriers renoncent à toute demande de paiement des jours de grève et de lock-out. 7) Réadmission de tous les grévistes (ouvriers, employés, dans tous les services, à temps plein ou temporaires) sans punitions ni représailles. 8) Libération des ouvriers arrêtés».

La «contre-partie» répond le lendemain en demandant que la discussion soit limitée au conflit des métallurgistes et conduite avec «l'intervention des grandes organisations nationales – Confédération Générale de l'Industrie, Confédération Générale du Travail, Fédération des Industries Métallurgiques» ; il n'obtient en réponse que le refus de circonscrire à une seule catégorie une négociation qui ne peut pas ignorer l'entrée en lutte de **toutes les autres**, qui sont par ailleurs déjà engagées dans différents conflits (les ouvriers de la chaussure demandent des congés payés, la révision périodique de l'indemnité de vie chère, la solution au problème des arriérés de salaire non réglés ; les cheminots demandent le renvoi des commissaires de gare, et ainsi de suite), mais aussi le refus, qui contredit en vérité les proclamations de départ en dépit de leur défiance justifiée envers les « autorités suprêmes », de mener au plan national le débat sur des questions qui avaient une origine provinciale ou tout au plus régionale. Quand, le 17, les industriels posent brutalement le problème : **oui** pour discuter des fonctions et du règlement des commissions internes sur la base de la plate-forme déjà élaborée par la FIOM, **non** pour discuter des conseils d'usine et de leur prétention au contrôle de la production, la commission ouvrière — au sein de laquelle, que l'aient voulu ou non les membres du comité d'agitation, la FIOM et son représentant omniprésent Buozzi ne pouvaient pas ne pas avoir un rôle de premier plan (autre aspect du manque d'un guide unitaire pendant l'agitation : aucune de **ces** organisations n'est dans l'absolu « compétente » ; l'action de l'une s'oppose à celle de l'autre, et finalement elles se neutralisent !) — se rabat sur le refus de toute proposition autre que celle, minimaliste et purement **technique**, de la définition d'un règlement qui ne pose pas de limites **pratiques** à l'activité des Commissions Internes, déclarant que la grève n'avait pas d'objectifs économiques, et acceptant de discuter sur ces bases, **avec la seule réserve** que l'on renonce à toute demande de mesures disciplinaires contre les grévistes et que l'on donne des garanties précises sur l'absence de représailles contre les employés des services publics, et particulièrement contre les cheminots du Piémont, de Ligurie, de Toscane et d'Emilie. Finalement, les industriels ayant accepté de ne pas se réclamer purement et simplement des règlements pour fixer « des normes capables de discipliner le fonctionnement des commissions internes conformément aux habitudes prises **dans la majorité des usines de Turin** » (le faire ne leur coûtait rien : il s'agissait de rendre... **nul et non**

avenu le puissant mouvement en revenant à la **routine** d'un statu quo contre lequel ils s'étaient arc-boutés pour empêcher que le mouvement aille trop loin), elle prend acte « des déclarations des représentants de la métallurgie, qui délie les autres catégories des engagements pris avec la proclamation de la grève générale » et, souhaitant « au prolétariat de la métallurgie la plus grande victoire [! !] », décide [le 23] « de cesser la grève lorsque la garantie sur l'absence de représailles aura été donnée » : après avoir rappelé les « habitudes en vigueur », on n'« accorde » aux Commissions Internes la possibilité de se mettre en rapport avec les ouvriers qu'**en dehors** des heures de travail, et en présence de la direction, avec le paiement des heures perdues. L'assemblée des commissaires d'usine sanctionne cette décision par un ordre du jour qui reconnaît au moins les obstacles contre lesquels la grève a échoué, n'en tirant cependant pas les conclusions nécessaires à l'égard du parti tel qu'il est et de la CGL telle qu'elle a toujours été :

« Les commissaires d'atelier des usines de Turin — rappelant **l'absence de généralisation à toute l'Italie du mouvement pour le contrôle ouvrier** — reconnaissent que, malgré **15 jours de grève des métallurgistes** et **10 jours de grève générale**, les industriels soutenus par la force armée de la bourgeoisie ont encore une fois imposé leur volonté de détenteurs des moyens d'existence ; et ils invitent donc la commission exécutive de la section de la métallurgie à approuver l'accord proposé par le Préfet. Les forces immenses dont dispose le prolétariat sont encore intactes. Les ouvriers rentreront dans l'usine avec la conviction de n'avoir pas vaincu, mais sans avoir été dominés. Chacun retournera au travail avec la ferme volonté de préparer les moyens de mettre en déroute les forces armées de la bourgeoisie et de **développer les organes de gestion ouvrière de la production**. Cette volonté est plus particulièrement celle de ceux qui, aux soucis de la préparation, ont préféré l'inertie et le laisser-aller, et qui, à la moindre manifestation de force de la bourgeoisie, n'ont opposé que des jérémiades.

Cette première bataille pour le communisme, qui n'est pas la dernière, démontre qu'à l'instant présent la résistance passive du prolétariat est vaine. A la grève doit se substituer l'armement du prolétariat. Les syndicats doivent devenir des organisations de préparation. Syndiqués et non-syndiqués doivent de plus en plus se fondre dans un seul et même esprit de classe par l'intermédiaire des Conseils. Les commissaires d'entreprise, empêtrés dans leur travail technique au sein de la production, doivent prendre en charge les tâches sociales du prolétariat. Toute notre solidarité va aux emprisonnés et nous invitons le Comité d'agitation à les défendre et, si c'est nécessaire, à demander notre aide.

Aux masses paysannes qui furent aux côtés du mouvement ouvrier ; aux masses ouvrières qui de toute part s'unirent spontanément à notre mouvement ; aux cheminots qui s'opposèrent avec audace aux forces armées, les commissaires d'entreprise de Turin adressent leur promesse d'être prêts à leur rendre cette solidarité, en gage d'une communication plus grande et plus directe entre les masses,

et de l'union désormais indissoluble entre prolétariat agricole et industriel dans le travail révolutionnaire».

De son côté, le Comité d'agitation ¹ explique :

« Le Comité d'agitation croit inopportun d'ajouter un commentaire aux délibérations passionnées des ouvriers métallurgistes. Les sentiments, la volonté des métallurgistes, sont les sentiments, la volonté de tout le prolétariat. Le prolétariat turinois a répondu à l'offensive des capitalistes par une grève générale dont l'intensité et la durée n'ont pas d'équivalent dans l'histoire des luttes des travailleurs, et surtout il a répondu pour la première fois en posant ouvertement et **résolument la question des conseils d'usine, des organisations que le pouvoir ouvrier** devra réaliser pour assurer le contrôle sur la production. Jamais bataille ne fut menée avec autant d'acharnement par la bourgeoisie capitaliste, qui a mobilisé toutes ses forces, qui a eu à sa disposition les gardes royaux, les policiers, les magistrats, qui a dépensé des centaines de milliers de liras pour imprimer des manifestes et des journaux afin de corrompre les éléments les moins conscients, payant des briseurs de grève fomentant des désordres, répandant des mensonges et des calomnies. Cet énorme effort n'a pas suffi à écraser le prolétariat turinois, qui a signé un bout de papier dont personne, parmi les travailleurs, ni parmi les industriels, ne s'attend à ce qu'il ait la moindre valeur. Cette bataille est finie : la guerre continue. »

En guise de conclusion de ces négociations fébriles, le Conseil général de la Chambre du Travail, après une très brève discussion, fait la déclaration publique suivante

« Le Conseil Général, s'appuyant sur ses propres délibérations de la soirée précédente, décide la reprise du travail de toutes les catégories, à l'exception de celles ayant encore des conflits à résoudre. »

L'épreuve de force était terminée.

• • •

Bien entendu, l'échec partiel ou total d'une grève n'est pas en soi une preuve d'erreur d'orientation politique : les bolcheviks ne prétendirent jamais avoir vaincu **chaque** bataille, même de simple revendication ! Néanmoins, dans le cas de la grève de Turin, le sabotage **constitutionnel** des organisations syndicales centrales ne fait aucun doute : on ne demandait pas à la CGL de... faire la révolution, ni même de tenter l'impossible sur le terrain particulier des organisations de «résistance», mais de

¹ Il résulte d'une communication de Serrati au Conseil national d'avril que la décision de donner in extremis à la grève. . . un caractère purement économique et de reprendre sur cette base les négociations avait recueilli l'accord unanime du comité à l'exception des camarades Barberis et Boero

rassembler tous les conflits en cours (dont on a vu qu'ils étaient nombreux, et conduits par les travailleurs avec vigueur) autour d'objectifs qui, à Turin, n'étaient apparus **qu'avec plus d'urgence qu'ailleurs**, tels que la défense des organisations d'entreprise, des 8 heures, du poste et des conditions de travail, de l'ajustement du salaire au coût de la vie, etc. ; **c'est à elle** qu'il revenait d'assumer la direction d'un mouvement qui se donnait, ou cherchait à se donner, la portée la plus large possible (tout autre chose que «ce n'est pas le moment d'agir !» !), et de lui imprimer une direction vigoureuse à laquelle le succès pratique d'une grève comme celle de Turin aurait **sûrement** pu donner une contribution **décisive**. L'histoire, de toute façon, n'est pas faite se si et de peut-être. Par ailleurs nous ne nous occupons pas ici des questions de personnes mais d'orientations ; et celles-ci, malheureusement, tant celle des confédéraux que des ordinovistes, étaient le fruit de l'immaturation générale du mouvement, le miroir d'une «inertie historique» dont les directions du mouvement – auxquelles **nous seuls** exprimions une solidarité autre que verbale et circonstancielle, tout en le critiquant avec franchise – se limitaient à en exprimer la persistance. Les réformistes étaient ce qu'ils étaient, et ils n'en faisaient pas mystère ; les ordinovistes qui en subissaient l'influence pouvaient avoir l'illusion de rompre les chaînes du réformisme pour embrasser la cause révolutionnaire ; il n'en reste pas moins que ni **avant** ni **après** les événements dont ils furent les éléments dominants ils ne tirèrent les conditions **nécessaires** non pas de la révolution mais de sa préparation théorique et pratique. Il ne suffit pas de dire qu'ils ne ressentirent pas l'exigence du parti et de sa direction politique centralisée des luttes ouvrières ainsi que de ses «courroies de transmission» économiques ; il faut encore ajouter qu'ils ne **pouvaient pas** la ressentir, y étant empêchés par leur fond incorrigiblement ouvriériste, immédiatiste, et idéaliste.

Le 2 mai, commentant la douloureuse défaite, «Il Soviet» avait exprimé sa confiance dans le fait que le mouvement turinois aurait supporté «cette grave secousse sans en rester désorganisé» - ce qui pourtant advint. Et il ajoutait :

«Le matériel accumulé par l'expérience est tel qu'il sera d'une utile contribution pour les futures actions : encore une fois le prolétariat tirera de ses erreurs les conditions de son inéluctable victoire».

Mais le chemin se montra bien plus long et tourmenté que nous ne l'avions supposé. On le voit notamment à travers le groupe de l'«Ordine Nuovo» qui aurait dû être dépositaire et interprète de cette «accumulation d'expériences». A la fin de la grève, le 8 mai, Gramsci écrit sur l'«Ordine Nuovo» :

«La classe ouvrière turinoise a été défaite et ne pouvait qu'être défaite. La classe ouvrière turinoise a été entraînée dans cette lutte : elle n'avait pas la liberté de choix, elle ne pouvait pas reporter la date du conflit, car l'initiative de la guerre de classe appartient encore aux capitalistes et au pouvoir d'état bourgeois... Il n'y a pas encore en Italie d'énergies révolutionnaires organisées capables de centraliser un

mouvement vaste et profond, capable de donner une substance politique à un irrésistible et puissant bouleversement des classes opprimées, capable de créer un Etat et de lui imprimer un dynamisme révolutionnaire».

Rien, donc, n'avait été appris pendant la dure leçon des évènements. A qui confier la «conquête des organisations syndicales» sinon au parti qui soit **enfin** le parti communiste ? Comment réaliser «l'unité prolétarienne» sinon autour du programme de classe du marxisme à l'échelle mondiale, c'est-à-dire autour du parti ¹ ? Et quel sens donner au sibyllin «pouvoir industriel» **sans** la conquête du pouvoir politique à la charge, encore une fois, du parti ? C'est lui qui est le grand absent des réflexions de Gramsci ; les polémiques destinées à éclater peu après à Turin démontreront que les évènements d'avril le pousseront – nous n'utilisons les noms de personnes que pour indiquer les courants – à revenir **encore plus** sur ses pas, vers ses **origines** idéologiques de **pur** conseillisme, tandis que la section socialiste, de structure hétérogène, n'ira pas plus loin que le souhait, dans le feu de l'action, d'un **renouveaulement du parti**, au lieu de poser sans ambiguïté le problème de la scission organisationnelle comme prémisses à toute action de «rénovation». La **véritable** défaite du printemps turinois de 1920 réside dans cette incapacité à tirer des revers les enseignements indispensables pour un retour sur le chemin de la victoire ; c'est en elle que, pour une bonne part, réside le fatal retard du processus de constitution du Parti communiste d'Italie, section de la IIIème Internationale.

¹ « L'unité prolétarienne – peut-on lire dans le manifeste du Comité d'études sur les Conseils du 27 mars, dont nous avons déjà parlé – surgira, croyons-nous, spontanément dans l'usine, ou tous sont égaux, créant une institution incarnant votre véritable volonté ». Marx avait écrit, un peu moins d'un siècle avant, et c'est le point central de la question du parti, sur la « constitution du prolétariat en classe, et donc en parti » : « ce qui compte ce n'est pas ce que tel ou tel prolétaire, ou même tout le prolétariat, se représente comme but à un certain moment. Ce qui compte c'est ce qu'il est et ce qu'il sera contraint historiquement de réaliser en conformité à son être » (« La Sainte Famille, IV, glose 2).

7.3 - « Pour un renouveau du parti »

[Retour à la table des matières](#)

Le long texte ainsi intitulé paraît dans le n° du 8 mai de l'«Ordine Nuovo» et finit par être connu sous le nom de «motion de l'Ordine Nuovo»¹ bien qu'il ait été lu par Terracini au Conseil national socialiste d'avril **sans avoir l'intention** ni de le condenser sous forme de **motion**, ni de le mettre au vote, et que **certaines thèses caractéristiques de l'ordinovisme y soient absentes**, cette motion étant plutôt l'expression de la section socialiste de Turin, composée de différents courants, et dirigée par les abstentionnistes seulement par la vertu d'un accord fragile (rompu en août avec la démission de son poste de secrétaire du camarade Boero) ; et qui se trouvait donc dans l'impossibilité de prendre des positions **univoques**. Que Gramsci se soit chargé de les rédiger ne change rien au fait que ce texte n'exprime **ni** ses idées caractéristiques **ni** celles de son peu homogène groupe : il n'exprime que l'état – encore peu sûr de lui et plein de réserves – auquel en était arrivé, à travers une difficile maturation, **la crise interne du maximalisme**. De notre côté, nous n'avions aucune raison de cacher que son contenu correspondait au jugement **alors** porté sur la situation du parti par l'Internationale, jugement que seul l'épreuve des **faits** la contraindra à revoir et même à **renverser**, abandonnant tout espoir de «rénovation» du PSI et posant enfin – trop tard ! – le problème de la scission non seulement d'avec la droite, mais, comme le prêchait la Fraction abstentionniste en vain depuis des mois – et sur un plan non national mais international -, d'avec le **centre**. Reproduisant ce texte en annexe² nous nous limiterons ici à en soulever les points saillants.

Les «Thèses» s'ouvrent (points 1 et 2) sur une brève esquisse de l'éclatement des luttes sociales en Italie sur fond de crise capitaliste internationale, qui ne se ressent qu'ici ou là – de manière d'ailleurs superficielle – de la phraséologie ordinoviste (le «**nouvel ordre** au sein du processus de production» que la révolution serait amenée à instaurer ; le «**contrôle ouvrier**» que les conseils d'usine auraient initié ; «l'ordre immanent au sein de l'épouvantable **désordre** actuel», et le passage, auquel on devrait tendre, «vers de nouveaux modes de production et de distribution permis par une **augmentation de la productivité**») et pose au contraire nettement le dilemme : ou bien conquête du **pouvoir politique** par le prolétariat, ou bien «terrible réaction» de la bourgeoisie et de son appareil d'état tendant à la fois à la destruction

¹ Connue aujourd'hui sous ce nom, malentendu politique auquel nous réagissons non par scrupule moral mais parce que c'est un des mille aspects de la lâcheté, du jésuitisme, du mensonge systématique prospérant sous le soleil du stalinisme.

² Voir le premier texte des annexes du chap. VII.

de l'organe-parti et à l'insertion des «organes de résistance économique» (les syndicats et les coopératives) «dans les engrenages de l'Etat bourgeois». Suit (points 4 – 6) une vive critique du PSI qui «a assisté en spectateur au développement des événements», n'a pas lancé de mots d'ordre accessibles aux masses, ni cherché à donner «une direction générale à l'action révolutionnaire» en cherchant à l'unifier et à la concentrer, et, déchu au rang de «simple parti parlementaire», manque de «l'autonomie d'un parti représentant le prolétariat révolutionnaire et seulement celui-ci» ; qui non seulement n'a même pas commencé à polémiquer avec les réformistes mais a laissé ceux-ci exploiter son autorité «pour fortifier leurs positions parlementaires et syndicales», qui n'a pas non plus cherché à «rendre homogène et compacte» l'ensemble de ses militants révolutionnaires suivant les principes de la IIIème Internationale, et par son nihilisme a poussé les masses «vers les tendances anarchistes qui critiquent incessamment et âprement le centralisme et le fonctionnarisme des partis politiques» ; qui, enfin, a été absent du mouvement international dont il ne s'est même pas préoccupé de donner des nouvelles au prolétariat italien.

Les solutions ? Les «Thèses» (points 7 et 9) partent de la conviction que la **majorité** du parti peut être récupéré : un appel est donc lancé pour une **rénovation** à travers une activité orientée **tout autrement**. Alors que la conférence nationale de la Fraction communiste abstentionniste de début mai pose directement le problème de la **constitution du Parti communiste** en en fixant la **plate-forme théorique, programmatique et tactique**, le texte de la section turinoise demande au PSI de se transformer «de parti parlementaire petit-bourgeois en parti du prolétariat révolutionnaire qui lutte pour l'avènement de la société communiste, à travers l'Etat ouvrier [mais comment ?] ; un parti homogène, compacte, avec sa propre doctrine, sa propre tactique [mais laquelle ?], une discipline rigide et implacable [réalisée de quelle manière ?]» ; il demande d'**éliminer** ceux qui ne «sont pas communistes-révolutionnaires» de manière à ce que la direction (telle qu'elle est), soit libérée de la préoccupation de conserver l'unité (mais c'est sa principale préoccupation, son **idéal** proclamé !) et l'équilibre entre les diverses tendances, et consacre toutes ses énergies à l'organisation des masses ouvrières pour les placer «sur le pied de guerre» en centralisant dans son comité central, à travers les sections et «les conseils d'usine, les sections syndicales, les coopératives», toutes l'action révolutionnaire du prolétariat. L'existence d'un tel parti – on notera que l'idéologie ordioviste est ici complètement inversée - «est la condition **fondamentale et indispensable** pour tenter une quelconque expérience de soviets : **en l'absence de cette condition, toute proposition d'expérience doit être rejetée comme absurde et seulement utile aux détracteurs de l'idée soviétiste**».

Enfin, on évoque l'étude, la rédaction et la diffusion d'**«un programme de gouvernement révolutionnaire** du Parti Socialiste», à condenser en un manifeste dans lequel on indique tant les buts finaux que «les éléments des solutions communistes aux problèmes actuels» - éléments spécifiés avec une grande faiblesse tels que le «contrôle prolétarien sur la production et la distribution ; le désarmement

des corps de mercenaires ; le contrôle des municipalités exercé par les organisations prolétariennes». En conclusion, «la **Section socialiste de Turin**» (et non l'«Ordine Nuovo» !) exprime son intention de «promouvoir une Entente avec les groupes qui dans toutes les sections voudront se constituer pour **les discuter et les approuver** [les thèses]» en vue d'un «congrès destiné à discuter les problèmes de tactique et d'organisation» et de l'exercice entre temps d'«un **contrôle** sur l'activité des organes exécutifs du Parti».

Le commentaire du texte va de soi. Il concorde certes avec la perspective illusoire, **encore** présente dans l'Internationale, de la **récupération** d'un PSI «épuré» de ses éléments de droite pris individuellement ; il veut (ou plutôt il rêve) que le parti **se rénove** ; il **exclue** que la scission **soit** nécessaire ; il demande d'agir sur la base des délibérations de Bologne, et non de les **annuler**. Ce n'est pas à partir de ceci que peut se réaliser le lancement du Parti communiste !

Il est si peu «gramsciste» et «ordinoviste» qu'il **conditionne toute tentative de création de soviets** à l'existence du **parti** de classe, compris par ailleurs comme fortement **centralisé** et **centralisateur**. Il exprime la résultante de tendances diverses au sein de la Section turinoise ; si **diverses** que la proposition de celle-ci d'agir comme centre promouvant des groupes **à l'intérieur** du parti et d'un congrès de «discussions» sur les problèmes tactiques et organisatifs **ne se réalisera jamais**, et que le rédacteur du texte, peu de semaine ensuite, s'affrontera à ses camarades de courant pour être **retombé** dans la plus pure idéologie **conseilliste**.

C'est le fruit d'une position intermédiaire, la seule que la Section turinoise **puisse** exprimer : chancelante et rapidement moribonde. Il représente le symptôme d'une «nouvelle réflexion» graduelle au sein du maximalisme, **bien loin** encore de se traduire par un alignement sur les positions programmatiques **de l'Internationale, et sur les nôtres**. Un **symptôme**, l'**apparition** d'une conscience cachée des problèmes réels du mouvement communiste : en fait, au Conseil national suivant du PSI, Terracini non seulement ne le proposera pas au vote, mais, avec Tasca, prendra sur les questions internes du PSI une position (par rapport aux «Thèses») totalement équivoque. Encore en avril, donc, le fantomatique «communisme électoraliste» n'était toujours pas né.

Le démente qui peut !

7.4 – Le conseil national des 18-22 avril

[Retour à la table des matières](#)

Convoqué essentiellement pour discuter du nouveau projet de constitution des soviets ¹, le Conseil national du PSI ne pouvait pas ne pas refléter les graves tensions internes provoquées par le développement des luttes de classe et la position du parti à leur égard. N'émergent des comptes-rendus de ces débats confus que, d'un côté, le fait que la conscience des problèmes posés à la classe ouvrière européenne et mondiale dans l'après-guerre, chez des militants qui pourtant se déclarent «communistes», est en retard par rapport aux évènements et notamment aux douloureuses défaites, et que, de l'autre, l'émergence de cette conscience tarde à reconnaître qu'il ne s'agit pas de remédier à des erreurs techniques ou à des déficiences de quelques hommes, mais de retrouver, contre toutes les formes d'opportunisme, le fil du programme communiste avec tout ce que ceci comporte en terme de décisions pratiques. Loin d'y reconnaître, comme le font les historiens conventionnels, les premiers germes du Parti communiste d'Italie, qui se constitue enfin six mois plus tard, nous y reconnaissons les carences, les incertitudes, les ambiguïtés au sein desquelles – à cause de facteurs objectifs indépendants de notre volonté – il naquit.

Il est incontestable que, dans certaines franges d'un parti tiraillé entre un maximalisme moribond et une droite toute-puissante, des franges sensibles à l'état d'esprit des masses prolétariennes en lutte et partageant leur anxiété, il y ait eu des inquiétudes et même de la révolte. Il y avait une certaine dose de naïveté et d'improvisation dans l'appel désespéré de Terracini à l'ouverture des travaux, appelant le Conseil – en partant de la «situation qui atteint le niveau d'exaspération d'une situation **révolutionnaire** et s'approche d'une situation **insurrectionnelle**», existante dans la Turin ouvrière – à rédiger «un programme de réalisation immédiate» ; il y avait une dose d'inquiétude encore plus forte dans l'appel à «une action qui ne peut plus souffrir de retard, une action signifiant la préparation armée du prolétariat» (face à un auditoire qui, entre autre, se posait encore le problème, et perdait du temps à en discuter, de la présence ou non de la presse bourgeoise lors des séances !) adressé par Misiano à une Direction absorbée par des questions de pure **routine**. Ces voix étaient pourtant l'indication d'un malaise diffus et d'exigences qui,

¹ L'ordre du jour comprenait cinq points : « Questions nationales et internationales, Soviets, Elections administratives, Presse, Divers ». Cf. Le Conseil National Socialiste, sessions tenues à Milan du 18 au 22 avril 1920, texte sténographique intégral, Edizioni del Gallo, Milan, 1967, trois volumes.

bien que n'étant pas claires dans l'esprit de ceux qui les formulaient, n'en étaient pas moins réelles.

On en perçoit l'écho dans les paroles insipides du secrétaire, Gennari, remplies des difficultés dans lesquelles se trouve le «grand parti» d'alors (une puce, néanmoins, si on le compare aux mammoths actuels !), ne serait-ce que pour réunir les membres épars de la direction dans les cas d'urgence ; celles-ci sont remplies de plans de «réalisations communistes» et de «renforcement» organisationnel mais aussi de la constatation qu'un an après le Congrès de Bologne et son triomphalisme de façade rien n'a été atteint en matière d'accroissement des forces du parti ni dans celui de gagner la confiance de la classe et de repousser les attaques de l'ennemi ; il s'agit donc de «se préparer sérieusement» parce que «le plus grand malheur qui pourrait nous arriver serait que le pouvoir soit arraché à un moment où il ne pourrait que s'échapper de nos mains ou, pire encore, nous placerait dans l'impossibilité, après la révolution politique, après la prise du pouvoir, de traduire en acte, de réaliser, de reconstruire l'ensemble de l'édifice économique dans le sens socialiste». On le perçoit aussi dans le discours atone de Serrati sur la situation internationale, visant à tirer la conclusion – des «conditions particulières dans lesquelles notre action doit se développer» (c'est-à-dire le renforcement du pouvoir – à la bonne heure, après tant de pronostiques sur leur écroulement imminent - «des classes capitalistes») et qui contraignent à prendre, par rapport aux camarades russes, «des positions différentes, nous portant vers les mêmes objectifs mais ne compromettant pas notre mouvement» - que, pendant que «la situation mûrit de jour en jour [...], notre force, celle de nos hommes [...] sont infiniment inférieures à ce qui est nécessaire pour la réalisation de nos objectifs»¹, se déchargeant ainsi sur l'immaturité des autres partis européens et sur les déficiences organisationnelles de l'Internationale elle-même de sa **propre** «faiblesse». On le voit enfin dans le discours de Bombacci, de retour d'un voyage en Allemagne et au Danemark² et incapable de fournir aux militants, avides de nouvelles, rien de plus que le message indiquant qu'il faut lutter pour la reprise des rapports **diplomatiques** avec la Russie, **unique** possibilité dans une Europe «froide» au Nord et «enthousiaste et sentimentale», mais avec tous les défauts du «sentimentalisme», au Sud ! En vérité, le maximalisme ouvre ce second Congrès national de 1920 par ce qui ressemble fort à un enterrement...

¹ L'« internationalisme » des maximalistes ressemble à celui des Indépendants allemands et des mencheviks russes comme deux gouttes d'eau : la reconnaissance du caractère nécessairement et organiquement international de la lutte d'émancipation du prolétariat serre de couverture à la négation, explicite ou implicite peu importe, du mouvement révolutionnaire de tel ou tel pays. « La révolution ne se fait pas à Turin », c'est sûr, mais elle ne se fait pas non plus dans la Ville-Soleil ou dans l'Île de l'Utopie, et sa préparation est internationale dans la mesure où elle s'effectue partout et en toute circonstances. On notera l'accent mis par Serrati sur les fameuses « conditions particulières », échappatoire classique du réformisme caché sous l'anti-réformisme.

² Il avait été à Copenhague avec Cabrini pour conclure avec Litvinov un accord commercial entre le Centrosoiouz (Union Centrale pan-russe des Coopératives) et la Ligue nationale des Coopératives italiennes : les conversations durèrent du 24 au 29 mars ; l'accord fut souscrit le 29 mars et signé le 12 avril. (Le texte de l'accord se trouve dans « Kommunismus », 1920, pp. 534-5).

Et la discussion s'enflamme, pleine de colère, turbulente, prolixe mais sans arriver à conclure : Gennari a parlé de manque de préparation, et tous les orateurs se mettent à proposer des solutions **techniques** (jusqu'à l'utilisation de... fusées de signalisation pour favoriser l'organisation de «mouvements simultanés»), à l'exception de Serrati qui indique que la question est **politique** et nécessite «**de nous construire en opposition à la classe bourgeoise capitaliste**» pour «**effectuer notre travail avec notre méthode, notre logique, en fonction de la situation politique du régime italien**», et que le parti, subissant trop facilement «les suggestions des foules, même lorsqu'elles ne se déplacent pas sur un terrain socialiste», perd ses propres forces ; en prétendant, nous, conscients d'un point de vue marxiste de ne pas être les «faiseurs de l'histoire», avoir vaincu... cette même histoire en changeant le monde «d'un coup de fusil», nous avons le triste devoir de constater qu'«il est nécessaire à certains moments **de baisser la tête et d'accepter ce qui peut paraître une humiliation**» afin de ne mener la bataille qu'après s'être correctement «préparés» (mais comment ? sur la base de quelle orientation ? en vertu de quelle tactique ?) «**lorsque sera venue notre heure, et sur notre terrain**», mais ceci sans jamais se demander si cette «heure» et ce «terrain» n'imposent pas **déjà** (car ils le font **toujours**) une manière d'agir **donnée et non une autre !**

Le débat tourne donc sur lui-même. Si vous dites qu'il faut «se préparer», préparons donc cette «partie du phénomène révolutionnaire» qu'est la violence, objecte Terracini ; si vous répétez qu'il est nécessaire de créer les organisations indispensables à la nouvelle société, regardez Turin ou «les conseils d'usine [...] ont fait la preuve qu'ils étaient de véritables organisations révolutionnaires» ; si vous parlez de la force que nous devrions avoir et que nous n'avons pas, allez à l'école de la ville [Turin] où «un organisme qui puisse s'opposer à l'état bourgeois» s'est bien constitué. Mais Terracini, si il a toutes les raisons de protester contre la léthargie de la direction et sa sujétion aux réformistes de la CGL, ne voit pas lui non plus que le problème va **au-delà** d'une seule ville, même ouvrière, et d'un épisode de lutte même puissant : c'est **le problème du parti**, un parti non pas à «rénover» (suivant la formule de la motion turinoise qu'il avait lui-même lu parmi le tapage du parterre maximaliste-réformiste), mais à construire **du début** avec les briques de la doctrine rétablie sur ses bases historiques ; c'est la question du programme, non pas d'un «programme de gouvernement révolutionnaire» mais du programme de théorie et de praxis sans lequel non seulement il n'y a pas d'action révolutionnaire ni conquête et exercice révolutionnaire du pouvoir, mais pas non plus **d'unité d'action et de solidité d'organisation**, dont l'absence est déplorée par l'orateur dans cette même «grève des aiguilles», et sans lesquels il n'existe ni organisation révolutionnaire **en soi**, ni «situation insurrectionnelle» sur laquelle «peser». Le maximalisme assiste aux faits avec indifférence, et il les **subit** ; l'ordinovisme les sent et y participe, mais il ne va pas **au fond** du problème : l'un est impuissant à **agir**, l'autre à **réagir**.

Intervenant à la suite d'un voyage de propagande dans les campagnes piémontaises et en Lomellina, l'autre représentant de la Section et du Comité de grève turinois, Angelo Tasca reste pris au piège de l'équivoque. Son discours, vigoureux

dans l'illustration des motifs pour lesquels la «grève des aiguilles» s'est transformée en mouvement politique pour des **raisons de principe** et a rejoint l'agitation – ayant duré plus de 50 jours dans la plus totale absence d'intérêt de la part du parti et de la CGL – des campagnes (ou la dépendance de l'état d'avancement des cultures pose les grévistes face au dilemme de **perdre tout ou de céder**), et également vigoureux dans l'évocation de la grève générale à proclamer sans retard comme «l'instrument apte à résoudre deux très importants conflits, qui impliquent les principes fondamentaux du syndicalisme», élude cependant **totalemment** les problèmes politiques formulés dans la motion sur la «Rénovation du parti» pour se replier avec une insistance monotone et une indétermination caractéristique sur les idées de base de l'ordinovisme : les commissions internes comme formes du «**pouvoir ouvrier** [ou de l'«auto-discipline»] à l'intérieur de l'usine», auxquels sont conférés «autant de pouvoirs qu'au patron» ; la «victoire des camarades turinois dans la construction d'un **pouvoir autonome**» dans l'usine en tant que «germe de la création des Soviets» (faisant que «si Turin est battu» la discussion de projet de constitution de ces derniers devient une discussion «purement académique» et même mensongère) et ainsi de suite du même ordre.

Comment s'étonner que, face à un maximalisme «marchant à Canossa en matière de tactique», décidé à faire «un pas en arrière, très audacieux, vers le pompiérisme socialiste» (la phrase, ainsi que le «compliment», sont de Turati) et dont la direction est attaquée par les représentants des sections pour son absentéisme et son inertie bureaucratique, sans cependant que son aile la plus «bagarreuse» ne l'attaque de front, la droite, de son aile réformiste pure à celle du réformisme barricadier, ne se sente maîtriser le Conseil national et pouvoir le dominer ? Si, à Bologne, Turati n'avait rien à cacher, ici il a tout à revendiquer : le «changement de cap» des maximalistes aurait pu, d'un point de vue polémique, le réjouir, mais il le repousse pour son inconsistance, parce qu'il n'est pas le fruit d'une réflexion sérieuse mais un «éventail de positions» - un instant anarcho-insurrectionnelle, et celui d'après celle de pompiers sociaux, «aujourd'hui on ne fait ni crédit ni révolution ; on le fera demain» - , aussi «politiquement désastreuses» que «moraletement mauvaises». Ou l'on reconnaît qu'«en ce moment, **conjuré la guerre civile [est] le but le plus important revenant au parti socialiste, le but le plus urgent**», et l'on assume la responsabilité et «le droit de désarmer d'une part la main assassine, et de l'autre d'apporter le maximum d'humanité et de clarté dans les luttes sociales», ou l'on abdique face à son «principal devoir» ; pire, on désoriente le prolétariat par une alternance de «fortes fièvres et de douches froides continuelles» et l'on provoque, par «des actions naïves et puériles, inconscientes et criminelles», la violence de l'adversaire, «cent mille fois plus forte que la nôtre». Le vieux leader n'hésite pas à le dire : ce qui se passe – à Turin et ailleurs – c'est «la dévastation, le sabotage de la production, la destruction des machines, la menace» de la dynamite, «la **jacquerie**», le «retour au moyen-âge», le prélude «à la suppression du Parti et des organisations [économiques] pour longtemps» à l'instant même ou l'on répète «à satiété que nous ne sommes pas préparés, que nous manquons des armes [...] même pour la défense et la contre-offensive». En somme, on «crée la réaction» ! Et donc «ce qui devrait nous importer

c'est qu'il y ait un Gouvernement, que ce soit nous qui le prenions en main ou que c'en soit un qui soit le moins opposé possible, dans les conditions actuelles, aux demandes, à la vie, à l'activité de la classe prolétarienne » ; nous devons « agir pour conquérir ce qu'il est possible de socialisme dans notre nation » et non « jeter par dessus bord ce que nous pouvons faire pour aider à la création d'une république encore lointaine ». Nous pouvons et devons agir ainsi car « si notre tactique est plus douce, plus socialiste, la bourgeoisie sera disposée à céder ; elle sent la nécessité de faire des concessions, pour sa propre sauvegarde [...], par lâcheté, dans son propre intérêt » ! Sortons donc des équivoques : « être pour la violence ou pour la force, être pour la victoire ou la défaite, être pour le socialisme ou le sabotage du socialisme ».

La conclusion du discours – qui, du point de vue de la logique, est impeccable – contient à la fois une invitation et une menace :

« Je suis un fétichiste de l'unité du Parti [...]. Mais l'unité qui voudrait signifier faire ce que l'on veut, se contredire dans l'action, c'est-à-dire l'antithèse du socialisme, vouloir réaliser aujourd'hui ce qui ne peut être fait que demain, tout ceci n'est plus l'unité du Parti mais la destruction du Parti, et un parti détruit n'a pas de raisons d'être maintenu. Je serais toujours pour l'unité, contre tout fractionnisme anti-unitaire, mais si on me contraint à choisir entre l'unité du Parti et le socialisme, je choisis le socialisme et ne le trahirais pas ! »¹.

Nous passons sur les nombreuses voix de sections, pourtant maximalistes, qui expriment leurs préoccupations sur la méfiance croissante du prolétariat et des militants eux-mêmes envers le parti et même le socialisme ; ou des gros bonnets qui « prennent acte » de l'incapacité d'organiser ne serait-ce qu'une grève générale ; ou du représentant de la Fédération de la jeunesse, Polano, qui propose de revigorer les organes de direction en provoquant un « éclaircissement interne » permettant de sortir d'une situation où se trouvent deux conceptions qui ne peuvent plus coexister (sans toutefois que ceci empêche de rester... « de bons amis des camarades de la droite ») ; ou de Francisco Misiano qui, se rappelant des héroïques batailles de Russie et d'Allemagne, ne souhaite se détacher que des seuls réformistes, comme si les

¹ Plus tard, répondant à l'éternelle question de Graziadei, reprenant les arguties de Kautsky : « La violence est une chose, la force en est une autre : êtes-vous pour la force ? », Turati déclare : merci infiniment pour cette révélation ; moi aussi je suis « contre la violence pour la violence » ; je suis contre « le culte de la violence [qui] est inutile si nous sommes les plus forts, et désastreux si nous ne le sommes pas » ; et il ajoute : « Lorsque l'on a le suffrage universel, lorsque l'on peut conquérir graduellement le pouvoir politique, lorsque l'on peut conquérir chaque jour plus les consciences, et pour les conquérir on a besoin d'un gouvernement qui ne soit pas réactionnaire – c'est tout le but et le sens de mon discours -, lorsque l'on peut préparer dans la société présente les germes des organismes de préparation de la société future, la violence est inutile, il n'y en a pas besoin » ; et si l'on insiste sur la nécessité d'avoir avec nous la « force armée », c'est-à-dire l'armée, comme le répète chaque jour Graziadei, c'est parce qu'il n'y a qu'un moyen de l'obtenir, et c'est « d'être au gouvernement [. . .] avec toutes les conditions pour pouvoir y rester », autrement « on fait les Malatesta » (comme à Turin) ; et, « après Bologne [. . .] Malatesta est l'issus logique l'issue nécessaire ». Ceci, admettons-le, est parler clair !!!

premiers à ne pas vouloir la «scission» n'étaient pas justement les Serrati et cie. ; ou de Graziadei qui, bien qu'étant sous certains aspects le plus «à gauche» des maximalistes – il a au moins le sens de la signification du mot «force» et sait bien ce que veulent dire conquête du pouvoir politique et œuvre de transformation économique – n'a rien de mieux à opposer au franc discours de Turati que la phrase : «Réaliser une scission au sein du Parti, lorsque ce n'est pas absolument nécessaire, c'est appuyer, même involontairement, la bourgeoisie, et si **les camarades de la droite, en fait [!!!], acceptent une bonne partie de ce que nous disons, je crois que nous devons rester unis le plus possible**». Passons sur ces manifestations, parmi d'autres, de rechute vers le réformisme pour dédier quelques lignes à la seconde offensive de la droite – déchaînée, cette fois ci, par la «grande vedette» des réunions générales socialistes de 1920, Modigliani – pour démontrer de quelle manière le PCI d'aujourd'hui constitue d'une certaine manière une synthèse entre le concrétisme «réalisateur» de Turati et l'activisme réformiste-républicain de Modigliani.

Au début, le réformiste se présente comme plus «souple» que Turati, et, d'une certaine manière... garibaldien, avec tout ce que cela comporte d'ambiguïtés et de formalisme. Il n'y a pas, comme chez Turati, de mépris pour la «barbare» Russie ni pour le dictatorial Comintern, mais, en échange, la suggestion d'une tentative de récupération non seulement des indépendants allemands mais aussi des «reconstructeurs français», à commencer par Longuet. Concernant les turinois, il fait une ode à leur esprit d'initiative et de lutte («ils méritent des sanctions disciplinaires mais sont le symbole **d'une hérésie bienvenue !**») mais aussi – et ici Modigliani joue sur certaines différences d'appréciations entre Terracini et Tasca – une critique indiquant qu'ils ont été au-delà de ce que leurs moyens leur permettaient, et donc qu'il s'agit d'arrêter les sonneries de trompette appelant à l'insurrection à la demande d'une pure et simple «grève générale revendicative», et que si ils avaient demandé à tous les socialistes d'organiser une... collecte, les fonds seraient arrivés et les prolétaires turinois auraient pu vaincre sur **leur** propre terrain, le terrain **strictement économique**, en dehors de toute divagation politique et doctrinaire. Le jugement sur la situation italienne - dont les villes sont prises dans l'étau de la réaction bourgeoise et les campagnes prises d'assaut par les cléricaux – et sur la situation internationale, n'est pas moins sombre ni pessimiste que celui de Turati ou de... Serrati, mais la conclusion est que le parti, si il renonce à l'avenir aux «formules de propagande» pour s'occuper des questions **concrètes** (tous sont d'accord sur le concrétisme !) «en les triant classe par classe, courant d'opinion par courant d'opinion, en séparant intolérance morale et intolérance tout court» et en faisant appel à **d'innombrables couches de petit-bourgeois et d'employés** maltraités par cet après-guerre» pour obtenir «parmi ce tumulte d'intolérance, de conscience, d'aspirations, et sans intransigeance, **toutes les aides que nous pourrions trouver parmi les nouvelles forces politiques**» ; si le parti offre aux ouvriers la perspective d'une «**gestion directe** de l'usine», de la «préparation des mécanismes l'obligeant à devenir non seulement un **contrôleur** mais, dans un avenir encore lointain, un **directeur** de l'entreprise, qu'il devra conquérir graduellement, **par le consensus de tous**», alors il

pourra et saura «prendre le pouvoir et mener la barque à sa guise» (... une voie italienne au socialisme **avant la lettre !**) moyennant «un large front démocratique».

Les très doctes historiens Lepre-Levrero donnent du comportement des ordinovistes au Conseil national un compte-rendu hagiographique n'apportant rien au débat. En réalité, ceux-ci pêchèrent non seulement par un «insurrectionnalisme» à vide, se plaçant ainsi dans une situation où il ne restait plus qu'à faire marche arrière en demandant une grève générale rendue désormais impossible du fait du développement de la situation ; non seulement ils se tinrent sur la défensive en se préoccupant plus de se justifier que d'attaquer sérieusement le maximalisme plus que jamais lâche, absentéiste et refusant d'assumer la moindre responsabilité face à d'authentiques mouvements de classe ; non seulement ils laissèrent tomber la trop célèbre motion sur la «Rénovation du parti» sans même la présenter au vote du Congrès ; mais quand le débat sur la question nationale et internationale se termina, ils se lancèrent dans une série de motions, lancées pour être aussitôt retirées, tout d'abord avec un texte de Tasca-Misiano qui aspirait à tracer une claire ligne d'action au parti, en voulant – vieille illusion du Congrès de Bologne, répétée par Gennari ¹ – contraindre les membres de la droite à... s'exclure d'eux-mêmes, texte retiré à peine certains signataires se rendirent compte qu'il impliquait la défiance envers la direction ; puis un nouveau texte plus général de Misiano-Tasca désavoué par le second parce qu'au contraire il ne contenait pas de déclaration explicite portant sur la défiance envers la direction (annonçant ensuite qu'il s'abstenait du vote), si bien qu'il ne resta plus que l'ordre du jour Misiano indiquant la possibilité d'une séparation d'avec la droite, et auquel Tasca, à nouveau, déclara ne pas adhérer parce qu'en sus de la raison mentionnée précédemment, l'importance de la grève de Turin n'était pas relevée (de laquelle – et les historiens de la «voie parlementaire au socialisme» et des «faits concrets» applaudissent en y voyant une preuve ultérieure de «réalisme»... léniniste – l'«Ordine Nuovo» pensait qu'il pourrait sortir «un mouvement insurrectionnel» !), si bien que c'est la motion sous la signature de Misiano, Monaci et Salvadori qui, après l'échec de sa fusion avec la motion maximaliste officielle, est présentée comme unique texte d'«opposition».

On en arrive ainsi – après des tours et des détours – au vote. L'ordre du jour Cazzamalli, accepté par la direction, voit dans la situation nationale et internationale «l'indice d'un mûrissement toujours plus élevé de la crise révolutionnaire, qui se relie à la fiévreuse préparation de la réaction bourgeoise» ; il confirme à nouveau la

¹ Le second discours du secrétaire du parti a au moins le mérite de la clarté ; l'ennui est qu'il ne constitue qu'une pure et simple répétition des conceptions développées à Bologne et l'appel au «devoir» de ne pas les remettre en cause : constitution des soviets, emploi de la violence révolutionnaire pour la conquête du pouvoir, et surtout liberté de pensée ainsi que discipline dans l'action. . . ! Le dernier point est dirigé explicitement, plus que contre les membres de la droite, contre les «abstentionnistes» d'un côté et contre les «localistes» de l'autre, lesquels «soit par illusionnisme, soit à cause de la plus pure foi révolutionnaire, accomplissent ou préparent des actions qui peuvent conduire à de graves situations sans que les organes centraux [. . .] en soient avertis» ; donc, contre les «turinois».

confiance dans la direction « pour le travail de préparation [fichtre !] morale, politique et technique du mouvement révolutionnaire » ; propose quelques mesures pratiques pour la rendre plus efficaces et moins entravée par « des obstacles de caractère matériel et financier » ; il réclame la « nécessité d'un fonctionnement harmonieux des organisations syndicales et coopératives avec le parti afin de préparer les forces nécessaires à la conquête et au maintien de la dictature prolétarienne indispensable au développement du communisme » ; il demande « un minimum [!!!] de solidarité internationale », une « action tendant à désagréger les forces armées de l'Etat et à préparer la force armée prolétarienne » et une « propagande plus intense pour les principes du communisme parmi les masses les moins évoluées » ; enfin, il « invite fermement les organisations du Parti – sections et fédérations – à se maintenir en étroit contact avec la direction et à conserver une ferme

Discipline ¹, évitant dans l'intérêt supérieur du Parti et de la direction toute initiative localiste et toute manifestation en contradiction avec l'action du Parti ». Un ajout de Lazzari exalte « les efforts des travailleurs agricoles pour l'occupation des terres et ceux des travailleurs de l'industrie pour la constitution des Conseils d'usine, titre d'honneur de la classe des travailleurs italiens, laquelle, luttant contre le privilège de la propriété pour la défense des intérêts du prolétariat et l'avenir de la révolution sociale, affirme l'ardente vitalité du prolétariat en marche pour la conquête de sa propre émancipation » (ainsi on ménage la chèvre et le chou : sans être nommée, Turin la « rebelle » est couronnée **in extremis** !). Mise au vote, la motion recueille 71 562 voix sur 117 353.

L'ordre du jour Misiano-Monaci-Salvadori « confirme sa confiance dans la direction du parti » mais « estime nécessaire l'intensification du travail de préparation pour la destruction violente de l'état bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne » ; il demande « que le parti s'emploie à insuffler l'esprit communiste dans les organisations prolétariennes de défense immédiate et les coopératives, afin que leur action se coordonne et s'harmonise avec la sienne » ; il conclut en indiquant que « face au travail systématique de violence de la classe bourgeoise s'imposent des

¹ A propos de l'étrange conception de la discipline – dans l'action, non dans les idées – qu'avaient les maximalistes, « Il Soviet » du 25 avril, dans une note intitulée « Programme et discipline », et dédiée à un de ceux, nombreux, qui se disaient favorables à l'expérience soviétique car « construire les soviets à l'avance peut aussi vouloir dire engager les masses vers le gouvernement direct de la société sans recourir à la dictature du prolétariat », écrivait : « Nous demandons à la direction du Parti, fidèle expression de la majorité qui a rédigé le nouveau programme du parti : existe t'il ou non, dans le programme, un point reconnaissant la nécessité d'instaurer la dictature du prolétariat ? Du moment qu'il existe comme un des fondements du programme, peut-on consentir à ce que des adhérents du parti n'acceptent que partiellement ou même pas du tout son programme fondamental [. . .] ? Ce n'est pas une question de discipline ; la discipline regarde la conformité des actions des individus avec les décisions de la majorité. L'acceptation du programme est lié à l'adhésion. Sans l'existence d'un programme clair et précis, accepté par chacun de ses militants, un parti n'est qu'un rassemblement informe de personnes qui, si elles ont un lien entre elles, n'est certainement pas celui que propose le parti. Quelle discipline peut-on exiger des adhérents si manque le programme, l'unité fondamentale dont doivent provenir les directives tactiques ? ».

actions tendant à désagréger les forces armées de l'état et à préparer la force armée prolétarienne. Pour atteindre ces buts, la direction du parti doit constituer en son sein un comité exécutif permanent ». Morale toute platonique : « Le Conseil national affirme que pour la réalisation d'un tel programme, répondant aux principes et à la tactique de la 3ème Internationale, la plus rigide discipline s'impose, qui, libérant le parti de toute préoccupation d'unité et de tendances, permette l'organisation complète des forces prolétariennes sur le pied de guerre ».

La motion recueille 26 351 votes, les votes blancs (« les Turinois et consort») 11 569, et les adversaires de l'ordre du jour (certainement les partisans de Turati puisque la Fraction abstentionniste n'est pas représentée au Conseil) 7 496 votes. Une confrontation entre les deux textes suffit pour se convaincre que les divergences sont minimes et que la naissance d'un « courant Misiano » n'équivaut pas à une sérieuse remise en cause du bilan d'une année de banqueroute maximaliste. Le fétiche de l'« unité » prévaut encore, submergeant la pourtant timide demande du départ de « purification » de la droite à travers la revendication formelle d'une discipline rigoureuse qui sonne ironiquement après tout ce qui a dû être payé en termes de désorganisation et de paralysie du parti et de la classe. Et surtout, il manque le plus petit signe de clarté sur les principes, sur le programme, et donc sur les implications tactiques du communisme révolutionnaire.

Qu'on ait voté pour Misiano, ou qu'on se soit abstenu avec Tasca, rien n'en est sorti, ni pour le parti, ni même pour une frange restreinte de militants. C'est une constatation à ne pas perdre de vue si l'on veut comprendre la suite des événements.

• • •

Une preuve évidente de la confusion idéologique qui règne chez les maximalistes électoralistes ainsi que de la substantielle convergence de ses « courants » internes, est le débat suivant portant sur la question des soviets.

Celui-ci est abordé dans la motion conjointe de la direction (sous la signature de Gennari-Regent) et de la CGL (sous la signature de Baldesi, un réformiste de la plus belle eau), qui montre par son origine même l'absence de principes de la majorité : la question est éminemment politique, à quoi peut donc servir l'imprimatur de l'organisation syndicale ? Le texte traduit le désordre le plus complet : d'un côté il parle de l'«**urgence** de la mise en œuvre des instruments de coordination, de disciplinément et de préparation pour les luttes prolétariennes décisives» et affirme la «**nécessité** de la constitution des Soviets avant la prise du pouvoir politique par le prolétariat» ; de l'autre il invite la direction à en commencer la réalisation «dans **certaines régions**, en en corrigeant et complétant ainsi les caractéristiques selon l'**expérience** et les exigences de sa réalisation pratique» - comme si il s'agissait de fabriquer un objet et de l'essayer... de temps en temps, selon une vision à la fois empirique et constitutionnaliste du processus révolutionnaire. Fixant ensuite en quatre points les fonctions du soviet avant la prise du pouvoir, c'est-à-dire : 1) «Eclairer et

organiser les larges masses» ; 2) «Etudier et préparer les moyens et les organes nécessaires à la réalisation du communisme» ; 3) «Former le nouvel Etat prolétarien accélérant ainsi le heurt avec l'Etat bourgeois» ; 4) «S'opposer à l'expérience social-démocrate et la paralyser», elle attribue d'un côté aux nouveaux organismes fabriqués en série certaines des fonctions **spécifiques** du parti, et de l'autre elle voit dans le réseau des soviets constitués avant la révolution «la création, même si ce n'est que dans l'esprit [!!!] des masses, de l'Etat prolétarien, incompatible avec l'Etat bourgeois et tendant donc à l'abattre ; c'est-à-dire la formation d'une légalité [!?!] soviétiste – qui doit seule être reconnue et suivie par la classe des travailleurs – qui s'oppose à la légalité bourgeoise et la nie», s'approchant ainsi de la conception ordinoviste pourtant condamnée d'un Etat ouvrier naissant dans un enchevêtrement avec l'Etat bourgeois. Enfin, la motion contient un statut tout prêt des soviets urbains et ruraux, de leurs électeurs, des exclus du vote et des éligibles, du comité central provisoire appelé à les constituer dans les différentes régions, et d'une hiérarchie de soviets locaux, régionaux et centraux au sein desquels, leur formation une fois réalisée, les centres urbains et ruraux devraient se regrouper ; tout ceci étant présenté comme le moyen par lequel le prolétariat «devient, d'une masse anonyme et amorphe, un corps vivant, ayant une force et une volonté propre, ne déléguant ses pouvoirs à personne, assumant et reconnaissant ses propres responsabilités, allant vers la révolution avec la pleine conscience de ses fins et de l'utilisation méthodique, fixée à l'avance, de ses moyens» - ainsi donc (nous ne faisons ici qu'observer) les soviets ne peuvent exister **qu'en tant** que dirigés par le Parti, jamais **en soi**, comme dans la vision immédiatiste des théoriciens de la «démocratie ouvrière».

La discussion, qui se déroule les deux derniers jours du Conseil, révèle avant tout que, sur la question de la constitution des soviets, toutes les tendances maximalistes concordent avec la position de la direction ; et en second lieu que la pire confusion règne entre ces mêmes maximalistes tant sur le plan théorique que sur celui des implications pratiques. Les «divergences» portent sur des aspects secondaires, et, pourrait-on dire, statutaires : il y a ceux qui ont peur qu'en admettant aux élections des soviets l'ensemble de la masse prolétarienne sans distinguer entre organisés et non-organisés on introduise dans ces nouvelles organisations un élément de désordre et même de... banditisme ; ceux qui tremblent en pensant que des anarchistes peuvent être élus aux organes de direction, et proposent donc que ne soient déclarés éligibles que les adhérents au parti ; ceux qui veulent introduire, comme dans le projet de la direction, un système électoral différencié, par exemple à propos des métayers, et ceux qui y voient une «injustice» ; ceux qui suggèrent une période expérimentale de six mois et qui, comme Polano, pour la Fédération de la jeunesse, exigent que l'on procède à la constitution des soviets **tout de suite et partout** ; certains maximalistes déplorent l'absence de préparation du parti pour discuter d'un problème aussi complexe, et observent avec justesse que le soviet ne peut naître que dans une période pré-révolutionnaire, mais retombent aussitôt dans de graves contradictions sur la question de la nature du soviet lui-même et sur ses rapports avec les organisations économiques. Toutes ces questions, pour partie marginale et pour une autre contradictoire, sont cependant effacées par le discours de conclusion de Gennari dont

l'essence est que les soviets doivent être constitués car... on les a promis depuis déjà trop longtemps et que, d'autre part, il est nécessaire de les mettre à l'épreuve dans certains secteurs... expérimentaux afin d'éviter d'arriver à leur constitution «sans savoir si ils peuvent être transplantés du climat russe au climat italien [experts en météorologie, faites vous petits !] sans en voir les défauts, sans atténuer les désaccords qui pourraient naître entre ces nouvelles organisations et les organisations déjà existantes».

On peut s'arrêter sur deux discours, l'un de Tasca, représentant bien les positions de l'«Ordine Nuovo» - en total accord avec la majorité maximaliste ¹ - et l'autre de Modigliani, respectant comme d'habitude l'implacable logique réformiste.

Tasca, après avoir manifesté son total accord avec «les critères fondamentaux et pratiques qui ont inspirés la direction du parti dans la présentation de ce projet», interprète les soviets comme constituant le dépassement de la «division des tâches» entre organisations politiques et économiques du prolétariat, à laquelle on en était arrivé au temps de la IIème Internationale, une sorte de retour à cette «formidable unité qui existait déjà au sein de la Ière Internationale» : «le parti politique de classe doit résulter de **l'union de toutes les forces du prolétariat, économiques et politiques, organisées sur le terrain politique**» - une sorte de «parti du travail» ! A une question demandant si le parti socialiste «est le parti du prolétariat en tant que classe», l'orateur répond catégoriquement : «Non ! Celui-ci a une fonction propre, et c'est si vrai qu'il subsistera même après la réalisation de la dictature du prolétariat [...], une fonction de propulsion». En se remémorant les positions des «conseillistes» allemands, notamment celles du KAPD, on ne peut que reconnaître la justesse de notre position rapprochant ce courant de l'ordinovisme italien : le soviets comme organisation économique-politique de «tout le prolétariat en tant que classe politique», le parti comme «éclairer des consciences» - concept évoquant les positions «culturalistes» bien connues de Tasca, et déjà vivement attaquées par la Gauche lors de la polémique de 1912 ².

A son tour, Modigliani s'insurge contre la légèreté avec laquelle le parti prétend faire naître une organisation avant même que l'histoire n'en ait créé la fonction, et, tordant avec habileté les arguments martelés par la gauche **pour son propre compte**, en tire la conclusion que, pour l'instant, la **véritable** organisation de la lutte prolétarienne est l'organisation locale des syndicats économiques, la Chambre du Travail, image de l'«**organisation soviétiste telle qu'elle peut exister en régime bourgeois**». Et fait observer avec ironie aux maximalistes que, le jour où ils fonderaient les soviets, ils ne pourraient plus jeter les réformistes par la fenêtre car

¹ Il faut noter que, reprenant la parole avant le vote de l'ordre du jour officiel et annonçant le retrait de sa propre motion, Tasca demandera seulement que soit explicite « l'engagement à réaliser une préparation révolutionnaire accélérée pour abattre le pouvoir bourgeois à brève échéance », et se fera répondre par Gennari que cet engagement était déjà... implicitement contenu dans un des points de la motion officielle de la direction.

² Voir Tome 1.

ceux-ci trouveraient refuge sous l'aile protectrice d'organisations composées de la totalité indistincte de la classe ouvrière. La conclusion, qui a été répétée constamment les mois précédents, est : il faut recouvrer la raison, c'est-à-dire convoquer un nouveau congrès qui face place nette des dangereux «mimétismes» adoptés au congrès de Bologne !

Au sein des discussions atones s'insert un long discours, écouté avec un profond intérêt, et en même temps – inutile de le dire – condamné par tous les orateurs suivants comme flottant dans les limbes de la pure théorie, prononcé au nom de la Fraction abstentionniste par Amadeo Bordiga. Nous avons déjà indiqué que la Fraction n'était pas représentée de droit au Conseil national ; Misiano avait cependant demandé qu'au moins sur la question des soviets on entende sa voix, et le Conseil avait accepté la proposition. Le discours ne pouvait donc avoir un rapport formel avec les questions débattues : ce fut une claire déclaration de principes au sein d'une réunion où toute question de principe était ignorée ou déformée. Nous n'en rapportons que les passages les plus significatifs car le compte-rendu sténographique est sur certains points incomplet et parfois incompréhensible, et nous nous permettons de corriger ça et là les erreurs de transcription (les mises en relief du texte sont de notre fait).

7.5 - La parole à la gauche

[Retour à la table des matières](#)

L'orateur commence par observer que la motion maximaliste de Bologne, reflétant une situation dominée par l'imminence de la bataille électorale, était, sur la question des soviets, extrêmement générale et imprécise, surtout lorsqu'elle considérait comme étant des instruments de la lutte de libération du prolétariat non seulement les soviets politiques – ce qui était juste dans une phase pré-révolutionnaire – mais aussi les organisations économiques, c'est-à-dire les conseils de l'économie populaire, et donc aussi le réseau des comités d'entreprises, retombant ainsi dans les conceptions anti-marxistes de l'«Ordine Nuovo» et des courants analogues, selon lesquelles le prolétariat avancerait en construisant au sein de l'économie capitaliste, à l'échelle de l'entreprise ou à l'échelle générale, les embryons d'une nouvelle économie. Dans la motion présentée au Conseil national, cette déformation était encore aggravée par la prétention de construire les soviets «à froid», en dehors de toute considération tant de la situation objective que de la nature et du rôle qu'ont les soviets (et qui se reconnaissent à cela) en période révolutionnaire, et à plus forte raison après la révolution et l'instauration de la dictature du prolétariat.

En se réclamant de la lettre du représentant de l'Internationale¹, l'orateur poursuit :

«Les soviets politiques sont les organes du nouvel Etat prolétarien, ils sont la forme qui assume la nouvelle organisation politique de la société, succédant à la forme propre à l'époque capitaliste. La forme propre à l'époque capitaliste et bourgeoise est la démocratie parlementaire ; celle de l'époque prolétarienne, du pouvoir prolétarien, est le système des conseils et de la dictature du prolétariat.

Eh bien, ces organismes, qui sont les organes d'Etat du prolétariat vainqueur, peuvent-ils surgir avant cette victoire ? Oui, ils le peuvent. L'histoire contemporaine démontre qu'ils peuvent surgir, car ils existent et ont déjà existé dans de nombreux pays avant que le prolétariat ne soit arrivé à la victoire [...]. Mais actuellement ils ne sont pas les organes de la lutte de libération du prolétariat, ils sont simplement le lieu où cette lutte se déroule, ils sont une forme représentative au sein de laquelle le véritable organe prolétarien [c'est-à-dire le parti] peut porter cette lutte.

Ce qui manque dans le programme de Bologne c'est l'affirmation d'un postulat marxiste, que j'ai senti mais un peu déformé chez Tasca, celui disant que l'organe de la libération du prolétariat c'est le parti politique de classe, et que le but des communistes est l'organisation du prolétariat en parti politique de classe, tant que le pouvoir de la bourgeoisie en tant que classe dominante reste sur pied ; même lorsque le pouvoir de la bourgeoisie aura été écrasé et que le nouveau système devra s'organiser, les soviets apparaîtrons non comme l'organe mais comme la forme

¹ Il fut lu, lors du Conseil national (mais l' « Avanti ! » n'en parla pas, seul le « Soviet » le reproduisit) un salut du représentant de l'Internationale Communiste. Il était très critique vis-à-vis de la politique du Parti socialiste mais il ne fait pas allusion à une scission ne serait ce que de la droite. Il est cependant intéressant de noter que le jugement de « Niccolini » sur la politique du Parti et sur le projet de constitution des soviets coïncidait fortement avec celui de notre fraction. Il observait que les mouvements spontanés pour la prise de possession des usines ou des champs, par lesquels les masses ouvrières « tentaient de résoudre ainsi leurs problèmes », cachaient un sérieux danger, donnant « la sensation à nos ennemis d'une absence de discipline, de liaison, de direction de notre mouvement ». Symptômes de la tension de la situation sociale, ces actions isolées, auxquelles le Parti ne donnait aucune directive centralisatrice, ne faisaient que gaspiller « le feu révolutionnaire des masses [. . .] créant une atmosphère d'épuisement, de scepticisme, de très dangereuse dévaluation de nos méthodes ». D'autre part, le projet de constitution des soviets proposé par la direction avait « tous les défauts pouvant entraîner une défaite » et porterait le « plus profond discrédit » envers l'idée de soviets dans le cas de « l'échec de l'expérience ». Celui-ci présuppose une révolution prolétarienne s'accomplissant par étapes successives (« la première colonne avance, la seconde colonne avance ensuite mais sans tenir compte des plans de l'ennemi ») retombant dans une conception utopiste sur l'accouchement de la nouvelle société. Enfin, la lettre observe que les conseils d'usine ne doivent pas être confondus avec les soviets, et qu'ils ne mènent pas d'eux-mêmes au fameux « contrôle ouvrier », ce qui n'est toutefois pas une raison pour en sous-évaluer l'importance en tant qu'instruments d'organisation et de « disciplinement » des masses travailleuses. Il indiquait – hélas – le niveau d'illusions que la IIIème Internationale se faisait sur le Parti italien et se terminait par ce salut : « J'espère que le bon sens communiste et le sentiment classiste montreront au PSI la voie à suivre vers la victoire, vers la République mondiale des Soviets » !

représentative du mouvement révolutionnaire, et le mouvement politique communiste, qui représente la partie vraiment révolutionnaire du prolétariat, agira sur ce terrain et fera en sorte que la révolution suive les lignes correspondantes au moment de la solution décisive de la lutte des classes ».

Le soviet n'existe pas comme forme révolutionnaire en soi : institution représentative de la classe, celui-ci en reflète nécessairement le niveau de préparation politique, et rien n'exclut que les organisations qui dans une certaine phase ont accompli un travail essentiel pour le triomphe de la révolution prolétarienne, ne tombent, du fait de l'absence du parti de classe ou de son incapacité à réaliser sa propre tâche historique, dans les mains ennemies grâce à la « courroie de transmission » de l'opportunisme. L'histoire récente, observe l'orateur, le confirme malheureusement ; le problème n'est donc pas que les soviets puissent ou non être constitués avant la révolution (et nous, quoi qu'en dise les Lepre-Levero, nous admettons qu'ils peuvent et même doivent surgir en période pré-révolutionnaire) ; le problème c'est l'existence de l'organe politique, le parti, capable de les diriger vers la prise du pouvoir :

« Les soviets, les conseils ouvriers, peuvent surgir avant [la révolution], et cette affirmation est contenue dans le programme de Bologne. Et ils ont surgi dans de nombreux pays, comme en Allemagne et en Autriche ¹, dans diverses conditions : ils ont surgi en Russie avant la conquête du pouvoir par les communistes, avant le moment où a été instaurée la dictature du prolétariat ; mais il ne faudrait pas se soumettre à la grave illusion consistant à voir dans le surgissement de ces organisations la solution infaillible au problème révolutionnaire, les soviets pouvant être les organes de la libération du prolétariat mais pouvant aussi être les organisations qui y renoncent ou qui sabotent la libération du prolétariat lorsque chez ceux-ci, au lieu que ce soit le programme communiste qui prévale, ce soit celui des autres partis, comme on l'a vu en Allemagne, où la majorité du congrès des soviets, étant social-démocrate, a renoncé à assumer le pouvoir politique et a reconnu celui de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire celui de la bourgeoisie et du capitalisme.

Mais ce n'est pas tout, il y a un autre danger. Alors qu'en Allemagne les conseils ouvriers ont disparu sous la bourrasque réactionnaire, dans d'autres pays, comme en Autriche, ils ont survécu en ayant en leur sein une majorité social-démocrate, et les camarades communistes conscients de ces pays constatent aujourd'hui que l'existence des conseils ouvriers dans ces conditions, avec une majorité social-démocrate, avec une majorité qui agit formellement dans les soviets mais les vide de la conception de la prise du pouvoir, **renforce le mécanisme de la**

¹ A propos de la naissance et de la mort des « conseils » en tant qu'instruments révolutionnaires en Allemagne et en Autriche, « Il Soviet » avait dédié une grande partie de son numéro double du 28 mars reprenant des articles de camarades de ces pays. On peut noter que c'est justement sur la base des expériences austro-allemandes que les Thèses sur les conditions de constitution des soviets rédigées par l'Internationale s'appuyaient pour critiquer les expériences « soviétistes » à froid.

représentation démocratique bourgeoise, et constitue une entrave pour l'action révolutionnaire des communistes, et pour la rapide diffusion au sein des masses du programme communiste qui consiste à confier le pouvoir aux conseils des prolétaires en brisant le pouvoir de l'Etat bourgeois dont l'institution représentative est l'assemblée parlementaire ».

Cette même expérience historique récente démontre que jamais les soviets :

« n'ont été formés par un acte de volonté, mais sont sortis dans une période de crise de la lutte de classe, à un moment de heurts violents où le prolétariat n'était pas encore arrivé à se séparer de ses adversaires mais où il était advenu quelque chose mettant en cause l'organisation de la vie bourgeoise et déterminant donc une plus grande volonté et conscience de pouvoir de la part du prolétariat. Ceci se manifestait par le quasi-spontanéisme dans la constitution d'organisations qui intervenaient de suite avec le poids de leur organisation politique afin de mettre à exécution leur programme.

Ainsi, en Allemagne et en Russie, ceux-ci sont nés dans une période révolutionnaire qui n'était pas communiste mais une période où le pouvoir d'Etat, du régime dominant, était ébranlé. C'est alors qu'ils sont nés, qu'ils ont engagé la bataille, et que dans certains cas ils ont vaincu et survécu aux sacrifices ; dans d'autres cas non, où tout au moins ils se sont adaptés, comme on le disait en Autriche, afin de reconnaître le principe de la coexistence des conseils ouvriers et de la démocratie bourgeoise, **de manière à ce qu'au sein de cette coexistence le concept d'une lutte à mort entre les deux organismes n'existe plus, mais qu'ils acceptent la possibilité d'une répartition des tâches**, qu'ils puissent concevoir cette coexistence sans limite de temps, comme une forme de société qui conserverait une représentation de type parlementaire et simultanément donnerait au prolétariat une forme de représentation politique qui, dans ces conditions, ne peut plus avoir aucune valeur.

Donc tout le monde admet la constitution de soviets avant la révolution, mais la constitution de soviet à froid j'y suis opposé, et je pense que le Parti doit travailler non pas à les construire à partir d'un projet schématique, mais à créer les conditions de conscience politique qui permettront, demain, lorsque ce sera le moment, de les faire surgir.»

Il manque à la constitution des soviets en Italie la condition essentielle, c'est-à-dire la clarté – même dans le parti – sur la signification réelle non seulement de ces nouvelles organisations prises en soi, mais de la **totalité** du parcours historique allant du régime bourgeois et de l'économie capitaliste à la dictature prolétarienne et au travail de transformation économique effectué dictatorialement par celle-ci. Sans cette clarté il est inévitable que l'on tombe soit dans les approximations brumeuses du projet maximaliste, soit dans la vision « parfaitement réformiste » de Tasca, par ailleurs typique de tout le « maximalisme réalisateur », selon laquelle l'action politique

devrait être coordonnée minute par minute et point par point avec l'action économique, oubliant que pour le marxisme le rapport entre l'une et l'autre n'est pas «continu, comme celui existant entre molécule et molécule, entre cellule et cellule», mais est un rapport plus général et dialectique, excluant la formation des organes de la nouvelle économie au sein de la vieille, et affirmant que le passage à cette nouvelle économie n'est possible qu'à travers un **saut** de nature **exclusivement politique**, et grâce aux interventions «despotiques» nécessaires pour lui donner vie, celles-ci ayant comme première condition une **centralisation** de la production basée sur les exigences rationnelles et collectives impliquant le dépassement de l'horizon étroit de l'usine et de la catégorie :

«La nouvelle économie est la conséquence de l'économie bourgeoise, mais elle en constitue la négation, elle en diffère par ses principes fondamentaux et se sépare d'elle par une barrière historique, et il est donc impossible de créer nos organisations dans les rangs de l'organisation capitaliste dans laquelle nous vivons. La différence entre l'économie capitaliste, l'économie privée et individuelle, dans laquelle nous vivons aujourd'hui, et l'économie communiste de demain, est bien plus grande que ce qu'il semble à première vue. Il y a deux fonctions fondamentales de la transformation économique : il ne s'agit pas seulement de limiter le profit capitaliste par la lutte pour obtenir des augmentations de salaire pour les ouvriers (et aujourd'hui le prolétariat s'aperçoit que c'est insuffisant, car ce n'est pas un certain contrôle sur la production et la conquête de quelques droits lui permettant de se dire qu'il est aussi un peu le patron d'une usine qui ne lui appartient pas, qui lui permet d'affronter les problèmes du coût de la vie) ; il ne suffit pas de supprimer le profit, il faut substituer l'entrepreneur collectif à l'entrepreneur privé, **centraliser l'économie**, qui n'est plus une chose privée mais publique, qui n'est plus contrainte par les lois d'airain qui l'ont dominée jusqu'alors [...] et le prolétariat doit s'occuper des engrenages de l'économie afin de les faire fonctionner différemment, en produisant sur la base du principe totalement nouveau de la collectivisation de l'activité économique en opposition à l'activité individuelle et à l'anarchie dans la production.

Il faut prendre un brusque tournant pour y arriver. Il y a quelques jours je lisais dans «Comunismo» un article critiquant la conception sociale-démocrate de la socialisation car elle commet l'erreur de vouloir centraliser l'économie sans la volonté de l'expropriation et de la suppression du profit capitaliste, et critiquant celle du syndicalisme car elle veut supprimer le profit capitaliste sans centraliser la production, sans substituer à l'économie individuelle la grande économie organique, harmonieuse et collective du communisme. C'est vrai : chacune de ces conceptions est incomplète, tant la conception sociale-démocrate qui veut confier la production aux organismes de l'Etat que la conception syndicaliste qui, sans se préoccuper de constituer la nouvelle organisation centrale qui doit prendre la direction de la reconstruction économique, voudrait, usine par usine, ferme par ferme, renvoyer les propriétaires et dire : les propriétaires de cette usine, les propriétaires de cette ferme, ce sont les ouvriers, les paysans. Cette seconde conception est aussi insuffisante que la première, car **le socialisme veut que l'expropriation de l'usine soit réalisée non**

par les ouvriers de cette usine, mais au nom de l'ensemble du prolétariat collectivement organisé, et si les intérêts de tel ou tel groupe s'opposent aux intérêts généraux, ce sont ces derniers qui doivent prévaloir.

Cependant nous ne nions pas l'existence d'intérêts économiques particuliers ; nous ne nions pas l'existence des organisations qui les représentent : jusqu'à présent les intérêts des différentes catégories ont été représentés par les syndicats ; aujourd'hui ceux-ci se transforment en nouvelles organisations sur le type des conseils d'usine, une transformation spontanée à laquelle conduit l'économie bourgeoise. Quel doit être notre jugement à ce propos ?»

Le discours en arrive donc à la question, rendue brûlante par les grèves de Turin, des **conseils d'usine**, confondus alors (et aujourd'hui encore) avec les soviets. Quel est donc le jugement que l'on doit porter à la lumière de la théorie marxiste ? La réponse est :

« Ceux-ci ne peuvent constituer, comme le pensent les syndicalistes, les cellules de la nouvelle société, et nous ne devons pas considérer que cette nouvelle forme d'organisation puisse avoir une telle valeur. Je pense que le surgissement des conseils d'usine doit être interprété par nous de la manière suivante : tant que le prolétariat n'a pas la sensation que le régime actuel doit être changé, tant qu'il lutte par l'action syndicale pour améliorer ses conditions de travail, tant qu'il lutte au sein de l'entreprise, a la sensation que les entreprises doivent être enlevées à l'entrepreneur privé et lui être confiées, et, n'ayant pas de conception précise, s'organise de manière à ce que le groupe de travailleurs voit ses intérêts garantis pendant ce processus de transformation, il forme de **nouvelles organisations qui, lorsque n'interviennent pas d'autres facteurs (qui sont les facteurs politiques), sont des organisations qui posent problème aux entrepreneurs privés, mais peuvent aussi demain, face à l'entrepreneur collectif, au prolétariat, poser des problèmes économiques à cause de leurs intérêts particuliers.**

Là aussi l'expérience nous donne raison. En Russie, après une première période anarchiste et syndicaliste, et non pas socialiste selon moi, l'expropriation des entreprises a été réalisée par les ouvriers et non par l'Etat ; en Hongrie il est arrivé que les conseils d'usine, pendant que l'armée communiste se battait au front, disent au gouvernement : nous ne produirons plus de munitions si la ration de viande n'augmente pas de tant de grammes ¹.

Puisque **ces formes d'organisation, bien que moins asphyxiantes que les vieux syndicats, en maintiennent tous les égoïsmes**, il est nécessaire que dans l'usine leur arbitraire ne se substitue pas à l'arbitraire de l'ancien entrepreneur privé. Sinon nous pourrions imaginer une économie sans capitaliste ni profit capitaliste, une

¹ On notera le parallélisme de ces arguments avec ceux développés par Trotsky dans « Terrorisme et communisme » un mois après.

économie comme la conçoivent les mazziniens et les anarchistes, une économie où chaque entreprise individuelle serait gérée comme une coopérative par ses ouvriers, mais qui vende ses produits sur le marché général, selon le système de libre-concurrence. Cette économie libérale **serait toujours une économie bourgeoise**, elle n'aurait rien de commun avec le communisme car **le bien-être supérieur auquel veut arriver le communisme ne provient pas tant de la suppression du profit capitaliste que de la substitution du système en vigueur par un système rationnel qui permette à la classe des producteurs d'exercer son énergie** vers la réalisation de ses objectifs finaux, de son programme maximum.»

Ceci nous reconduit au problème du **pouvoir politique**, de l'Etat comme instrument central de la transformation économique, comme dictature de la classe victorieuse sur les classes vaincues, et de la nécessité d'agir sur la voie qui conduit vers cette solution (il faut relever que, dans ce discours, la négation de la démocratie et l'affirmation de la dictature comme pouvoir **centralisé** et **centralisateur** sont appuyées sur le fait économique **matériel** que l'économie communiste abat toute limite de localisme et d'entreprise, supprimant l'unité économie-entreprise, avec son bilan d'actif et de passif) :

«Tout autre est la voie qui doit conduire à la solution du problème, et qui est celle dont se réclame la III^{ème} Internationale, celle de la conquête du pouvoir, et lorsque le prolétariat se dirige vers cette solution le Parti socialiste a le devoir [...] d'y marcher directement [...] sans renouveler les erreurs du passé. Rappelez-vous : au lendemain du mouvement contre la vie chère on disait : c'est une action révolutionnaire. Oui, en tant qu'il représentait le symptôme de ce que le prolétariat ne supportait plus la situation ; mais il démontrait également que le prolétariat n'avait pas la notion, et personne ne lui avait donné, de la direction dans laquelle il fallait frapper. Le prolétariat agissait alors de manière élémentaire : il prenait les produits, se les répartissait sans se préoccuper d'où venaient ces produits ni de qui aurait pu garantir le réapprovisionnement. Et nous disions : il y a une action révolutionnaire, il y a l'esprit qui accompagnera sans doute toute révolution, mais il n'y a pas de conception révolutionnaire, car il n'y a pas besoin de dire aux prolétaires : emparez-vous des biens, arrachez-les aux capitalistes, alors que c'est de l'instrument de production dont il faut s'occuper, des usines, des champs ! Aujourd'hui le prolétariat l'a compris, et au lieu de piller les magasins, il tend à s'emparer des usines, mais il le fait de manière chaotique, et les communistes, qui savent devoir aller au-delà, **ne doivent pas avoir l'illusion** – ce qui ne serait qu'une position petite-bourgeoise – **que, parce qu'un drapeau rouge flotte au dessus d'une usine, on ait arraché un morceau de la victoire.**

Le Parti communiste a le devoir d'éclairer le prolétariat, de lui faire voir et de mettre en relief les intérêts communs au prolétariat de tous les pays dans ses conditions particulières locales, et de lui faire comprendre qu'il ne suffit pas non plus qu'il prenne en main les instruments de production, mais qu'il faut créer les conditions de la naissance du système communiste, **lequel ne peut ne serait-ce que**

commencer à naître aujourd'hui, alors que l'Etat bourgeois concentre entre ses mains une partie des moyens de production, car le rapport économique à travers lequel ces entreprises collectives, collectives au sens restreint du mot – que ce soient des entreprises d'Etat ou des groupements de producteurs –, se procurent leurs matières premières, est toujours enfermé dans le cadre de l'économie capitaliste, la solution communiste ne peut débiter.

Il est nécessaire de recourir à un autre facteur, le **facteur politique**, qui pris dans ce sens est en rapport avec les questions économiques. Comme le démontre la dialectique marxiste, l'intervention de la garde royale ou les mitrailleuses bourgeoises abattant les prolétaires qui ont dressé un drapeau rouge sur le toit d'une usine ne sont pas nécessaires pour faire s'écrouler l'expérience : il suffit de laisser des ouvriers dans une usine pour que, tant que n'auront pas été créées les nouvelles organisations et que les anciennes resteront aux mains de la bourgeoisie, l'expérience soit destinée à faillir à partir du moment où la petite communauté prolétarienne prendra le contrôle de l'usine puisque les matières premières manqueront et que les produits ne pourront pas être écoulés¹. Avant d'exproprier les usines, il faut avoir préparé le réseau des nouvelles organisations économiques, les nouveaux systèmes d'échange et de distribution, car il est possible de prendre possession relativement rapidement des usines, mais si on ne sait pas les insérer dans l'embryon du nouveau système communiste ce sera un travail stérile et inutile qui signifierait s'exposer à une expérience pouvant échouer et rebondir en faveur de l'économie bourgeoise.»

Il faut donc indiquer au prolétariat la nécessité absolue de :

«collectiviser les luttes, les unifier ; c'est la tâche du Parti communiste, non dans le sens où il demande la sauvegarde de tous les petits égoïsmes, de tous les petits appétits, avec l'illusion que l'addition de ces petits intérêts puisse amener à la création du grand effort collectif prolétarien, mais dans le sens que nous lui avons donné, indiquant que cette unité doit être de qualité et non de quantité, que **l'intérêt général doit primer y compris contre les intérêts particuliers de groupes, et que c'est seulement sur le terrain politique que l'on peut retrouver la conscience historique à travers laquelle le prolétariat subordonne sa lutte pour les intérêts de groupes ou de catégories à une vision supérieure**, celle que le Parti tire des entrailles du prolétariat, sans passer par les conseils d'usine et les syndicats, sans devenir un regroupement d'organisations défendant de petits intérêts².

[...] On doit [pour ceci] faire en sorte que chaque prolétaire, en tant que membre d'une classe, fasse cause commune avec tous les prolétaires, se dispose à

¹ C'est ce qui adviendra plus tard, en septembre, pendant l'« expérience » de l'occupation des usines ; et ce seront les bourgeois, Giolitti en tête, qui en prendront conscience dès le début.

² On peut comparer avec les « Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne » adoptées quelques mois après au IIème Congrès de l'Internationale, qui insistent justement sur ces raisons qui déterminent le rôle primordial de l'organe politique sur toute autre forme d'organisation de la classe.

lutter même si dans la lutte il doit sacrifier les intérêts de son groupe ou de son usine, car ensuite l'instauration du nouveau système de production et de distribution éliminera cette possibilité.

Donc le parti de classe est entièrement politique en tant qu'il est le dépositaire d'une conscience historique et du principe d'unification des efforts du prolétariat, ce qui veut dire le rassemblement des efforts des prolétaires non plus sur une question particulière mais à un niveau général, et si il existe des groupes ou des organisations prolétariennes qui n'arrivent pas à ce niveau, le Parti communiste ne doit pas pour autant chercher à les intégrer tels quels. **Sans cela, il ne ferait que de l'ouvriérisme réformiste.**

La conquête du pouvoir par le prolétariat, la conquête du pouvoir politique est la suite de cette trajectoire. Car la réalisation du nouveau système économique ne dépend pas de la suppression du profit du capitaliste, sa création ne peut être effectuée que par le nouveau système de direction politique de la société, par l'organisation politique du prolétariat en classe dominante, et c'est à cela que sont appelés les soviets. C'est leur tâche, non à cause de leur nom spécial ou parce qu'ils représenteraient une nouvelle forme d'organisation que Marx n'aurait pas prévu, mais parce qu'ils sont le résultat pratique de ses écrits, montrant que le prolétariat doit prendre possession du pouvoir et qu'il doit le faire avec une forme historique de représentation totalement différente de la forme de représentation actuelle, ne se contentant pas d'avoir une majorité parmi les députés et les membres du gouvernement dans une assemblée où toutes les classes sont représentées, mais réalisant la sienne au sein de laquelle seront exclus du droit électoral les membres de la classe bourgeoise. Ce ne sont pas des choses nouvelles, nous les avons répétées à de nombreuses reprises, mais le parti n'a pas su les faire sienne¹.

[...] Je ne sais pas si la grève de Turin nous indique qu'il est temps de se placer sur cette voie, mais, lorsque le moment sera venu, il faudra dire que la voie est bien celle-ci, la substitution du système des soviets à celui de la démocratie bourgeoise, la réalisation d'un nouveau type de représentation. Que le problème de la constitution des soviets est un problème de conscience historique et politique, et que la majorité du Parti doit en défendre la conception en ne permettant pas qu'il soit attaqué par ceux qui se situent, dans le Parti, sur la rive opposée. C'est ce système de représentation qu'il faut défendre, et proclamer que ce n'est qu'à travers l'écrasement des institutions parlementaires que le Parti communiste peut avoir en main le pouvoir, et il le peut parce qu'il représente la partie la plus consciente du prolétariat, malgré le fait qu'on laisse dire parmi nous que le Parti socialiste n'est pas assez mûr pour prendre le pouvoir. On dit ceci alors que, s'il devait malheureusement arriver qu'en Italie – ce qui ne sera pas possible parce qu'alors l'opposition entre les deux méthodes, qui est jusqu'à présent étouffée de par la responsabilité de l'actuelle direction, éclaterait irrémédiablement – **soit nommé un Gouvernement socialiste à**

¹ Ni ne l'avait assimilé en théorie.

majorité social-démocrate, il serait désastreux que le prolétariat se fasse des illusions sur le fait que ceci pourrait constituer un pas vers la voie de ses revendications [...], il serait désastreux que le prolétariat ne comprenne pas que ceci constitue l'ultime forme de défense du capitalisme [...].»

Il s'ensuit pour le parti l'alternative suivante :

«Il y a des pays, comme la Georgie et le Caucase, où tous les députés moins deux étaient socialistes, deux seuls députés bourgeois. Eh bien, cette forme politique de pouvoir n'a rien fait pour le prolétariat, n'a accompli aucun pas vers la socialisation, la limitation des privilèges et des droits du capitalisme. Il n'a servi que de complice à la bourgeoisie de l'entente pour étrangler la Russie des soviets, c'est-à-dire le pays où le prolétariat avait véritablement le pouvoir sous sa forme propre, la dictature du prolétariat, avec la négation de toute représentation bourgeoise.

Ce sont des événements très connus, cependant une interprétation opposée existe encore dans notre pays, que nous n'avons pas condamnée ouvertement, ne serait-ce que théoriquement, et nous n'en éviterons pas les conséquences. A la conception petite-bourgeoise d'amoindrissement et de fragmentation de l'action du Parti par sa transformation en gérant responsable de chaque mouvement prolétarien, on doit lui substituer l'autre, celle de la constitution des soviets, et lorsque le Parti sera en mesure de les constituer, lorsque la situation atteindra cette période historique alors oui nous pourrons constituer efficacement les soviets. Si au contraire ils se constituent maintenant ils ne feront que porter atteinte à notre mouvement et à notre propagande.»

Après la conquête du pouvoir et la constitution des soviets,

«nous pourrons alors si nécessaire attendre dix ou vingt ans pour résoudre intégralement les problèmes économiques. Ce que disait Graziadei – que le marxisme est réformiste sur les questions économiques -, et ce que disait Tasca à propos de la conception gradualiste, nous l'avons dit et répété à de nombreuses reprises. De même que sous le régime capitaliste, qui dure depuis une centaine d'années, survivent dans certaines régions d'Europe des restes d'économie féodale, **de même survivront des restes d'économie capitaliste sous la dictature du prolétariat, qui verra débiter le processus de transformation graduellement, et non pas de la manière dont le voudraient les anarchistes, lesquels, concevant la révolution sous la forme d'une radicale et totale transformation immédiate, n'ont pas de conception de la révolution, ne sont que des rêveurs, des naïfs** et donc la pire espèce d'adversaires du prolétariat.

C'est ici que se situent les contradictions au sein du Parti socialiste, qui, alors qu'il a adhéré à la III^{ème} Internationale, suit une pratique quotidienne dont nous voyons les effets à travers le mouvement syndical et l'action parlementaire et électorale, contradictions dont je pense qu'elles sont désastreuses pour la cause de la

révolution et dont la responsabilité revient entièrement à la majorité maximaliste du Parti qui, n'ayant pas une activité pleinement autonome, se trouve exposé à son propre écroulement, et je ne suis pas surpris lorsque j'entends dire que la faute revient à la direction qui n'a pas su profiter des occasions qui lui étaient offertes. Cependant je ne crois pas à la théorie de l'occasion, à ce cliché petit-bourgeois démontrant en lui-même à quel point l'idéologie des extrémistes de l'autre camp est petite-bourgeoise. Ce cliché se reproduit chaque fois qu'il y a des grèves, qu'il y a des tués, cette même histoire de l'occasion révolutionnaire que la direction et la Confédération du travail auraient étranglée en ne lançant pas le mot d'ordre de grève générale, terrain où la responsabilité incombe au Parti lui-même et à vous, camarades. Le Parti ne pouvait pas agir autrement, car lorsque l'histoire apportera une de ces occasions sur une de ses pages de son livre, il ne pourra pas faire moins que l'arracher aussitôt, et ceci tant qu'il manquera la condition essentielle du succès, c'est-à-dire la formation d'une conscience historique et théorique dans le Parti, but vers lequel le Parti n'a pas fait porter son action. Tout au contraire, son action est fragmentaire, le parti s'occupe de choses dont il ne devrait pas s'occuper, dont devrait s'occuper un autre parti, un parti social-démocrate. Il s'en occupe en gaspillant les forces qui devraient à la place conduire le prolétariat italien sur la voie constituant la seule possibilité pour préparer son avenir. Nous sommes actuellement bien loin de cela, et c'est pourquoi je ne peux accepter la partie générale de la proposition de la Direction.»

L'orateur examine ensuite la thèse développée par Tasca, lequel propose d'un côté la fusion des organisations politiques et syndicales dans les soviets et l'adhésion de ceux-ci à la Troisième Internationale, et de l'autre – mais ceci n'est que l'autre face de la médaille – confond la forme du soviet avec le contenu de la lutte révolutionnaire de classe.

«C'est une utopie petite-bourgeoise que de croire que le problème de la révolution est un problème de forme : ce n'est pas le syndicat ou le conseil d'usine, c'est le rapport de forces à un moment donné qui provoque les heurts sociaux, et la révolution se réalisera lorsque la force politique sera entre les mains du prolétariat.»

Le projet de la direction est-il exempt de cette utopie ? ¹ Non, comme le montre l'examen des divers points :

«Éclairer, organiser les grandes masses. Mais ce n'est pas le soviet qui doit le faire, c'est le parti. Si le soviet est aux mains des contre-révolutionnaires, il éclairera les masses à sa manière. C'est nous qui devons assumer la tâche d'éclairer les masses, on ne peut pas le confier à ces organisations. Le parti éclairera les masses **dans** ces organisations, c'est **à travers** elles qu'il trouvera de nouveaux points de contact avec le prolétariat pour lui donner son programme, et ce ne sont pas les soviets à qui nous

¹ On comprendra que l'étaient encore moins les interprétations des ordinovistes en Italie, des « conseillistes » du KAPD ou d'autres organisations politiques ou idéologiques en Allemagne.

pouvons confier cette fonction. En Autriche aussi l'union des syndicats et du parti politique a été proposée, mais cette union ne peut avoir que des effets contre-révolutionnaires.

Le second point dit : **étudier et proposer les moyens et les organes pour la réalisation du communisme**. Ceci aussi est le but du parti et non du soviét.

Troisième point : **former le nouvel Etat prolétarien, accélérer ainsi le heurt avec l'Etat bourgeois**. Mais il n'y a pas de heurts entre deux Etats, il y en a un entre un Etat et la classe dominée. L'Etat prolétarien surgira le jour où la classe dominante sera écrasée par l'insurrection prolétarienne ; il sera alors possible de le construire. Mais en le faisant aujourd'hui, nous n'en ferions qu'une caricature, et non pas un organisme vivant. Ce que nous devons construire aujourd'hui c'est une organisation de négation ¹, **le Parti de classe qui est la véritable organisation**, révolutionnaire et négatrice, du prolétariat débarrassé des obstacles qui l'empêchent de marcher vers son émancipation.

Quatrième point : **entraver, paralyser l'expérience sociale-démocrate**. Ceci non plus n'est pas la tâche des soviets. Le Parti ne l'a pas entravée, comment les soviets pourraient-ils la paralyser ?

Il ne faut pas tourner autour des problèmes mais les affronter dans la pratique révolutionnaire et marxiste. Les camarades de Turin disent qu'ils ont trouvé le moyen pour se débarrasser des syndicats : les conseils d'usine, les nouvelles formes d'organisations. Vous croyez que la constitution des soviets politiques empêchera les réformistes social-démocrates de brouiller la conscience politique du prolétariat, alors qu'au contraire elle ne peut être affirmée et défendue que par un Parti véritablement communiste qui prépare le prolétariat à combattre les hommes et les partis qui seraient tentés de réaliser demain cette expérience.

Il me paraît donc que la Direction du Parti se fait des illusions en croyant pouvoir remédier grâce à la constitution des soviets à des erreurs qui ne sont pas les siennes mais qui sont le fait de notre situation et de la majorité [...]. C'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord avec le projet de la Direction du Parti : nous admettons le principe suivant lequel les conseils ouvriers peuvent surgir avant la conquête du pouvoir, comme les organisations **au sein desquelles** on peut le mieux propager ce qui constitue le résultat de la lutte de nombreuses années du parti politique de classe contre le régime de la bourgeoisie. Nous nions cependant l'opportunité pour le Parti socialiste de les constituer en ce moment.»

Quelles sont les conditions d'une action vouée à la préparation révolutionnaire, dont la constitution des soviets ne peut être qu'un seul aspect ?

¹ Dans le sens indiqué dans l'article « Réaliser ? », c. f. chap. V, par. 9.

«Une tâche énorme nous attend. Nous l'avons déjà indiquée, je ne m'y étendrais pas. Une tâche gigantesque qui n'a été affrontée ici d'aucune manière. C'est bien parce qu'il s'agit d'un travail de **préparation de l'idéologie prolétarienne et de la tactique prolétarienne** [...] qu'il ne peut être accompli si le Parti ne se libère pas d'abord du poids de ses activités traditionnelles, **qui ne sont pas communistes**, qui ne correspondent pas à celles de la période historique actuelle mais à celles d'une période normale. Ce n'est que lorsque le Parti se sera libéré de ce fardeau d'activités traditionnelles, qui sont **aux antipodes de celles de la Troisième Internationale sur le terrain de l'organisation syndicale et de l'action parlementaire**, ce n'est que lorsque le Parti se sera débarrassé de cet ensemble pléthorique d'organisations et d'activités qu'il trouvera sa véritable tâche face à lui, une tâche colossale constituée de pensée, de critique, d'études.

On a accusé à de nombreuses reprises les extrémistes d'être des théoriciens, mais **l'expérience a démontré que la théorie avait conduit aux meilleures réalisations pratiques** – l'école socialiste est, elle aussi, nécessaire, et il faut y diriger le prolétariat, bien qu'il soit constitué de gens qui n'ont pas pu étudier, afin qu'il puisse être pénétré par les idées du mouvement communiste qui, contre une pensée décadente, une philosophie en ruine, devra conduire à la constitution d'une nouvelle société.

Sur un autre terrain aussi le travail est colossal : pour l'instant la bourgeoisie est incapable de comprendre l'énorme travail d'élaboration réalisé par l'Internationale politique et nous même sommes en retard par rapport à nos camarades et nous devons faire un énorme travail pour les rejoindre. Nous n'avons vécu qu'au sein de la démocratie bourgeoise : nous n'avons pas un endroit pour cacher des camarades, nous n'avons pas un cachet pour falsifier les passeports, nous n'avons rien qui serve au travail révolutionnaire. Nous considérons encore ce problème selon la vieille mentalité, en pensant que le prolétariat pourra trouver des armes. Mais le Parti manque des moyens tactiques pour l'action illégale, il en manque totalement parce qu'il s'est laissé attraper aux pièges de la démocratie bourgeoise, qui le surcharge de petites tâches et réussis ainsi à briser son action. **L'adversaire le plus efficace de la lutte du prolétariat est le régime de démocratie avancée**, ce que démontre également la critique marxiste. **Nous savons bien que l'établissement de la dictature du prolétariat a rencontré moins de difficultés sous le régime tsariste russe qu'il n'en rencontre en Occident**. La bourgeoisie se mettra à la tête de toutes ses forces de répression pour nous écraser. Aujourd'hui elle place en tête une organisation plus insidieuse qui ne nous frappe pas de plein fouet mais nous empoisonne et fait s'abaisser nos bras armés pour la bataille. C'est un poison qui est en nous, dont le prolétariat s'est imprégné à travers l'exercice d'activités démocratiques, et c'est pourquoi nous avons soutenu à Bologne une position abstentionniste [...].»

Soutenant la nécessité d'étroits rapports avec l'Internationale, l'orateur rappelle l'urgence de briser une unité fautive et mensongère, même si les amputations sont

douloureuses, afin d'obtenir une organisation compacte, même si elle est peu nombreuse, sur une voie unique et droite :

«Puisque a lieu ici une sorte d'assemblée constituante du Parti, et que nous n'avons pas le courage de convoquer un autre congrès après les résultats obtenus à Bologne, je me limiterais à dire que notre position de négation face à l'exagération de la valeur donnée à certaines activités – à l'activité parlementaire comme à l'activité syndicale et demain à celle consacrée aux conseils d'usine – n'est pas de l'indifférence mais bien du négativisme puisque nous disons que le Parti communiste n'existe que pour nier le système représentatif actuel jusqu'à ce qu'il ait été changé.

Demain nous aurons besoin de techniciens, mais ce serait une erreur de les former aujourd'hui, au sein de l'économie capitaliste. Chaque prolétaire est pour une petite part un technicien, il a des qualités en matière de technique et de direction, qui restent aujourd'hui entre les mains de la bourgeoisie, mais la force politique du prolétariat, à travers sa dictature, dépassera cet obstacle, et, de même qu'en Russie les prolétaires ont dû travailler pour le capital, les techniciens travailleront sous la contrainte du poing de fer du prolétariat pour le profit de la nouvelle société communiste¹. Si nous devons les former aujourd'hui, nous ne pourrions le faire qu'au sein des organisations économiques de la bourgeoisie, et donc améliorer celles-ci par nos efforts. Nous devons au contraire les prendre au moment de la disparition de la bourgeoisie. Ceci n'est pas de l'indifférence mais de la négation, car dans notre conception révolutionnaire le Parti est bien vivant mais négateur.

C'est l'orientation vers laquelle nous devrions concentrer notre action. Nous acceptons que le Parti et le prolétariat se préparent à la constitution de nouvelles organisations et aux différents aspects du mouvement révolutionnaire, mais nous voyons bien que cette préparation **ne sera pas possible tant que n'auront pas été réalisées des amputations sur le terrain du programme et de la tactique ainsi que dans l'encadrement de notre Parti.**

Nous avons le devoir de dire cette vérité. Je ne présente pas de conclusions et ne sais pas si je pourrais le faire ici. Néanmoins, à titre d'information, je vous présente les propositions du Comité central de la Fraction abstentionniste sur la question de la constitution des soviets, qui s'étend dans sa dernière partie sur le rôle du Parti politique.

Elles terminent en disant que **nous croyons que les actuelles insuffisances du Parti représentent une infraction ouverte à l'acte d'adhésion à l'Internationale de Moscou.** L'Internationale de Moscou peut ne pas être d'accord avec nous sur la question du parlementarisme, mais dans de nombreux textes elle a fait comprendre que le Parti socialiste n'était pas sur la voie lui permettant de devenir un véritable Parti communiste. Ce n'est pas une question de nom mais de méthode, et même dans

¹ « Construire la société socialiste avec des mains bourgeoises » écrivait Lénine durant la NEP !

les derniers communiqués d'Amsterdam¹ on dit que l'équivoque de l'unité doit être dépassée.

Je conclus en me référant à votre position face au problème de l'unité. **Vous êtes restés unitaires. C'est ce qui nous sépare de vous**, cette question fondamentale, plus que la question de la tactique électorale, dont nous avons discuté à Bologne et que nous continuerons à discuter. Encore une fois, avec ma modeste voix, j'affirme notre opposition à la solution adoptée par le Parti, et je déclare encore une fois que les quelques camarades qui se trouvent sur le terrain de notre Fraction voient en celle-ci une question capitale, ils y voient la nécessité que le prolétariat, se détachant des habitudes du vieux parti, abandonne une partie de ses cadres pour obtenir une plus forte cohésion, formant un parti de qualité et non de quantité, pour se placer dans les conditions schématiques que moi, mathématicien, je compare à celles de forces **agissant parallèlement**, alors qu'actuellement nous avons de nombreuses forces agissant dans tous les sens, dont la résultante est clairement plus faible que celle d'un système ayant des forces plus faibles, plus limitées, mais **se dirigeant toutes dans le même sens**. C'est le problème fondamental, et c'est de là que provient l'incertitude d'un parti socialiste qui il y a peu de mois se basait sur des formulations imprégnées d'anarchisme, comme celle de la grève expropriatrice, et qui est passé de ces formules à la pratique du réformisme parlementaire [...]. Demain nous perdrons peut-être tout le Piémont du fait de l'ensemble des erreurs réalisées par la majorité maximaliste, et nous perdrons d'autres régions à court terme, ceci parce que **vous n'avez pas une pratique unique, nette, précise, délimitée, dont les barrières délimitent les fronts et empêchent les erreurs** [...]

Je termine par un souhait – car nous ne voyons le succès qu'à assez long terme, et nous devons donc nous limiter à un vœu, celui qu'advienne rapidement, du fait des nécessités de fer de l'histoire, le moment où le prolétariat, le communisme, réussiront à faire le pas décisif, à se placer dans les conditions permettant de vivre et d'obtenir la victoire. C'est ce que nous espérons, et nous mettons encore une fois sous les yeux des camarades de la majorité maximaliste cette tâche. La responsabilité que vous avez face à l'histoire est immense : c'est de cette situation dont vous devez vous occuper, laissant de côté les petites questions des luttes économiques, laissant de côté les questions qui peuvent venir agiter le parlement bourgeois.»

Le long discours ayant provoqué d'occasionnelles remarques de la part de la majorité et de la minorité, le représentant de la Fraction dut reprendre la parole pour tracer une nette ligne de démarcation entre notre conception et celle de l'ensemble du parti. Il répond à Gennari, qui lui reprochait d'avoir soutenu à Bologne la nécessité de la constitution des soviets et de nier aujourd'hui que les conditions nécessaires à leur constitution étaient rassemblées, que la position adoptée à Bologne était explicitement conditionnée par l'abandon de la participation à la préparation électorale pour se concentrer sur la préparation révolutionnaire, et que ces conditions n'étant pas

¹ Cf. Chap VIII, par. 13.

réalisées l'anneau reliant la « crise de confiance » de la classe adverse à l'attaque concentrée de la classe prolétarienne s'était rompu. En ironisant, l'orateur reprend un thème caractéristique d'une des positions constantes de la Gauche. Lorsque l'on nous accuse d'« inactivité », nous répondons que la caractéristique de l'opportunisme est justement l'« hyperactivité » :

« Je ne sais pas si la période est révolutionnaire alors que vous voulez participer aux élections ; je ne sais pas si la période est révolutionnaire lorsque vous voulez créer les soviets. **Vous voulez toujours agir**, et l'on peut concevoir que vous ressentiez le besoin de la création des soviets justement à cause du résultat des élections, que vous avez voulu et qui ont eu comme résultat l'effet d'affaiblir l'aspect révolutionnaire de l'action prolétarienne, et donc que vous voudriez maintenant donner une valeur révolutionnaire à l'action du parti que votre tendance dirige pour masquer l'absence de toute continuité. »

Après avoir à nouveau dit que les débats révélaient l'absence totale de préparation du parti à affronter la situation, et que celle-ci reflétait l'immaturation du prolétariat dans son ensemble, le rapporteur conclut sa première partie en réaffirmant que ce n'est que lorsque le parti aura réalisé la condition primordiale, consistant à déclarer l'incompatibilité de l'appartenance au parti et à la III^{ème} Internationale de tous ceux qui admettent toujours la voie social-démocrate de conquête du pouvoir, que celui-ci sera mûr pour affronter la situation historique destinée inmanquablement à se présenter et par laquelle seulement il pourra procéder à la constitution de nouvelles organisations prolétariennes pour conduire la lutte finale contre l'état bourgeois.

A Modigliani, qui avait habilement cherché à amener l'eau de notre argumentation vers le moulin du... gradualisme, Amadeo Bordiga répond :

« Pour nous, le système des soviets n'a rien de formel, il est de substance historique, dialectique, marxiste, puisque pour nous **c'est la définition de la dictature du prolétariat : elle représente le prolétariat organisé en classe dominante et n'est pas la représentation de toutes les classes comme l'est la démocratie bourgeoise, mais la représentation d'une seule classe. Toute organisation se donnant pour tâche la représentation de classe du prolétariat ayant le pouvoir entre ses mains, c'est-à-dire la force, est sans équivoque une organisation soviétiste, quelle que soit la complexité des formules de fonctionnement et de discipline. Il ne peut y avoir aucune confusion avec les formes de représentation du travail auxquelles Modigliani fait allusion, sans les placer en opposition avec les formes de représentation bourgeoise, le parlementarisme et le système démocratique, formes de représentation des différentes classes, et c'est cette opposition qui est pour nous la condition historique de la dictature sociale et politique de la classe bourgeoise et du capitalisme.**

Nous revendiquons donc pleinement le principe du soviétisme communiste, le principe de la dictature prolétarienne, et nous croyons absolument impossible de confondre notre opposition actuelle, tenant compte de la situation italienne actuelle et surtout de celle d'un parti qui veut prendre l'initiative d'un projet que nous croyons inopportun et stérile, avec l'opposition au même projet des sociaux-démocrates qui, avec Modigliani comme porte-voix, contrairement à notre réaffirmation des principes du communisme, s'opposent au marxisme et en nient les positions fondamentales.»

Inutile de dire que le discours tomba dans le vide. L'ordre du jour de la direction, appuyant pleinement la motion Gennari-Regent-Baldesi, passa avec 94.936 voix pour (mais 20.950 voix contre), tandis qu'un amendement Polano-Toscani pour la généralisation de l'expérience des soviets à l'échelle nationale n'obtint que 8.930 votes. Il va aussi sans dire que l'expérience mourut avant encore d'être née : elle resta pacifiquement sur le texte de la motion officielle...

Nous ne nous arrêtons pas sur la partie conclusive du Conseil, entièrement dédiée à la question de l'intervention du parti aux élections administratives et, naturellement, absorbée par un débat bien plus animé que les précédents. L'ordre du jour officiel est approuvé pratiquement à l'unanimité. On doit ajouter que, se disposant à la bataille pour la conquête des administrations communales conçues comme un épisode «de lutte prolétarienne révolutionnaire» ainsi que de «réalisation communiste» et d'«opposition anti-bourgeoise» (à travers, parmi d'autres, la conquête de... l'autonomie communale !), le parti recommande aux dirigeants locaux, là où ont été institués des soviets, de s'en remettre «à leurs conseils pour ce qui touche aux problèmes locaux, reconnaissant ainsi les nouvelles organisations prolétariennes et se préparant à leur confier pleinement le pouvoir communal et provincial» ! Inutile d'ajouter qu'aucune voix discordante ne s'éleva sur cette question des rangs de l'«Ordine Nuovo» - et ce n'est pas un hasard puisque la conception officielle du parti qui était de «s'appropriier également les organisations actuelles du pouvoir pour les utiliser au besoin, d'abord pour faciliter l'acte révolutionnaire grâce aux moyens matériels et moraux, et ensuite y substituer les organisations communistes», coïncidait avec la vision de conquêtes graduelles des «centres naturels» de la vie prolétarienne au sein du régime capitaliste propre à ce courant.

Le Conseil national décide enfin de tenir juste après la fermeture des travaux une réunion à caractère international en conformité avec le souhait que se tissent «des rapports plus proches et continus avec les différentes sections de l'Internationale communiste» et que l'on fasse les pas nécessaires à la constitution d'un bureau unique de la IIIème Internationale pour l'Europe occidentale. La rencontre se fit à porte close, mais il reste le témoignage d'Alfred Rosmer selon lequel y participaient Serrati, deux députés italiens, quelques hongrois et autrichiens, un russe, un roumain, un bulgare et le leader des zimmerwaldiens français, Fernand Loriot :

«Chacun des participants savait grosso modo ce qui arrivait en Europe et dans le monde, mais avait un urgent besoin d'informations, principalement à propos de ce qui arrivait dans les pays balkaniques et en Europe centrale, qui avaient été plus que d'autres ravagés par la guerre et les bouleversements de l'après-guerre. On était impatient de voir le développement de cette Europe wilsonienne, fruit de l'utopie d'un intellectuel libéral américain, d'un professeur presbytérien. De leur côté, nos camarades balkaniques aspiraient à connaître le mouvement ouvrier des grandes métropoles occidentales. Cependant, parce que nous nous trouvions à Milan et que la situation italienne pouvait à juste titre être considérée comme pré-révolutionnaire, l'attention se concentra sur ce pays. Invité à faire un exposé, Serrati s'en abstint et en chargea le député Sacerdote : celui-ci fit une sorte de rapport administratif, faisant l'éloge des députés socialistes, des communes, régions, villes et campagnes conquises au socialisme : il parla de la continuelle croissance des syndicats et des grèves générales à travers lesquelles la classe ouvrière intervenait dans tous les problèmes importants de la vie politique. C'était impressionnant, intéressant et encourageant, **mais nous attendions tout autre chose.**»

Rosmer rappelle les paroles que Serrati, s'apercevant de la déception des intervenants, prononça, à la fin de la rencontre, et que l'on peut considérer comme authentiques car elles reprennent les conceptions que nous avons vu le directeur de l'«Avanti !» répéter constamment et qui teintèrent de triomphalisme rhétorique son rapport sur l'Italie à l'I.C. :

«Nous avons avec nous les villes et les campagnes, les ouvriers nous suivent, les paysans ne sont pas moins enthousiastes. Dans de nombreuses communes rurales les syndicats ont substitué le portrait du roi par celui de Lénine. Nous possédons la force, une force que personne, ami ou ennemi, ne songerait à contester. **Le seul problème qui se pose est celui de l'utilisation de cette force.**»¹

Excusez du peu ! Le jour d'avant, une fois terminée la discussion sur les soviets, et avec des paroles dans lesquelles il était difficile de ne pas sentir une joie malveillante, le même Serrati avait annoncé la fin de la grève des lancettes, et en avait tiré l'occasion de se lancer contre les actes d'indiscipline à la périphérie du parti : fort de l'appui des ouvriers et des paysans, le PSI ne savait pas quoi en faire au sommet et la laissait se gaspiller à la base ! Pouvons-nous, après cela, prendre au sérieux le

¹ Alfred Rosmer, « Moscou au temps de Lénine », édition La Nuova Italia, Florence 1953, pp. 14-15. La motion purement formelle votée à la fin de cette réunion se donne pour tâche de « mettre en évidence les différences [. . .] d'avec les partis adhérents à la IIème Internationale ou qui se trouvent encore incertains, les obligeant à rompre définitivement avec le réformisme et l'opportunisme » et à « déléguer auprès des principaux Partis communistes des représentants des autres Partis communistes, constituant ainsi des ambassades [!!!] communistes auprès des principaux pays d'Europe occidentale », etc. , que l'on peut lire dans le nr. 14 de « Communisme ». Quant à la convocation d'un congrès international de tous les partis et groupes adhérents à la IIIème Internationale et à la convocation d'un seul Bureau central composé de camarades de tous les pays d'Europe élus par ce Congrès international, il est inutile de dire que ces deux initiatives ne se concrétisèrent jamais.

rapport du préfet de Milan au ministre de l'Intérieur disant qu'un groupe de participants au Conseil national, rendus furieux par le contenu équivoque du programme de la direction et opposés aux réformistes, se serait réuni en secret pour élaborer un plan de constitution d'une «garde rouge» composés de militants du parti et de militaires congédiés ¹ ? Le vent allait dans un tout autre sens, aussi bien en dehors qu'au sein de la réunion !

Et pourtant, la légèreté des maximalistes à vanter les succès obtenus en Italie, surtout sur le terrain de... la préparation révolutionnaire, était telle que le jeune communiste suisse Humbert-Droz, écrivant le 12 mai, de retour de la réunion de Milan, au camarade G. Wyss, pouvait annoncer que, selon ce qu'il avait appris au cours de la réunion même, «le prolétariat italien est bien armé et peut au moment voulu commencer le mouvement révolutionnaire, et, sans difficulté, 1) s'emparer du pouvoir civil et militaire, 2) organiser la production communiste industrielle et agricole» ; que la lutte révolutionnaire en Italie est plus difficile qu'ailleurs «mais que les camarades italiens ont dépassé ces difficultés et qu'actuellement le prolétariat italien est sûr de sa victoire qui est très proche» ; et qu'enfin «l'armée rouge n'existe pas [...] mais que le prolétariat italien la formera au moment nécessaire sans difficultés» ! ²

Nous reproduisons le commentaire de «Il Soviet» du 2 mai paru sous le titre «La réunion de Milan» :

«La réunion du Conseil national du Parti tenue à Milan ne mérite pas de longs commentaires.

La discussion sur les différentes questions débattues pendant cette longue réunion (cinq jours avec de plus des séances nocturnes !) fut aussi vide et incohérente que possible et fut un nouvel indice de la profonde crise qui travaille le parti.

Le jeu de la droite fut logique, serré et audacieux. Elle ne dissimula pas son aversion ouverte pour les directives de la Troisième Internationale, et son opposition irréductible à toute action révolutionnaire du prolétariat italien.

Elle a confirmé posément sa méthode social-démocrate de conquête légale des pouvoirs bourgeois, et son intention d'arriver à un gouvernement de coalition avec les partis bourgeois «avancés».

La direction du parti et la pléthorique fraction qui la soutient ne surent opposer que la répétition de leur pire méthode : réaffirmer leur maximalisme dans les discours

¹ Cité dans H. König, « Lenin und der italienische Sozialismus 1915-21 », Tübingen, 1967, p. 76.

² La lettre est publiée en annexe dans : Piero Conti, « Les divergences entre les bureaux européens du Comintern (1919-1920) », in « Movimento operaio e socialista », avril 1972, pp. 190-191.

et laisser faire au parti ce qu'il a fait jusqu'à présent, avec les merveilleux résultats que l'on peut constater.

Pas une mesure qui ne frappe le réformisme niché dans le groupe parlementaire et la Confédération du Travail, pas un mot sur l'épuration et la rénovation : seulement la préoccupation d'arracher – à la manière parlementaire – le vote de «confiance», même avec des moyens douteux.

Lors de la discussion la droite embrouilla habilement la polémique sur la grève de Turin, cherchant à enfermer le lâche maximalisme dans le cercle fatal de son échec.

Il n'y eu de réconfortant qu'un salut programmatique de l'Internationale Communiste, qui sentait l'avertissement et la réprimande et que l'«Avanti !» ne publia naturellement pas – ainsi que l'affirmation, même si elle manquait pour quelques uns de précision, d'un courant de gauche dans la majorité maximaliste, désireux d'actions plus sérieuses et convaincue de la nécessité de se séparer des réformistes.

Ce courant – sur un ordre du jour présenté par le camarade Misiano maintenu malgré la désormais habituelle demande de le remanier avec l'autre ordre du jour – recueillit 26.000 voix, tandis que 10.000, avec les turinois, votaient la défiance complète envers la Direction du Parti.

Lors de la discussion sur les **soviets** – à laquelle participa le camarade Bordiga pour notre fraction, développant dans son discours les conceptions qu'il serait superflu d'illustrer à nouveau dans ces colonnes – le misérable projet de la direction fut battu en brèche par l'ensemble des parties. Il fut voté, c'est vrai sans conviction ni sincérité, qu'il ne s'agissait pas – écoutez bien ! – de la **constitution** des soviets en Italie, mais **d'une expérience** à réaliser dans une seule ville, et de laisser passer quelques mois... pour la réaliser après les élections administratives. C'est si vrai que la proposition de constituer effectivement les conseils ouvriers dans toute l'Italie fut repoussée à la quasi-unanimité avec enthousiasme.

Nous ne nous occupons pas de la discussion sur les élections administratives dans laquelle tous, du plus à droite au plus à gauche, discutèrent en réalisant un accord parfait. La résolution votée est connue ; elle justifie la participation à l'arène électorale avec des arguments qui non seulement constituent un coup de pied au maximalisme mais aussi au simple bon sens. C'est tout juste si l'on admet pas des candidature de non-membres du Parti – ce parti qui a l'esprit si large ! Et c'est... Modigliani qui intervint à temps !

Une seule conclusion est possible : rénover ! Trouver au plus vite, **et vraiment au plus vite**, la voie pour séparer dans ce Parti ce qu'il y a de sain et de vivant de la gangrène qui chaque jour s'étend plus.

C'est à cette tâche – et elle n'est pas légère – que la Fraction abstentionniste doit s'atteler sans retard.»

7.6 - La Conférence nationale et les thèses de la Fraction communiste abstentionniste

[Retour à la table des matières](#)

Il n'existe de la Conférence nationale de la Fraction (8-9 mai à Florence) qu'un sommaire compte-rendu dans «Il Soviet» du 16.V ; mais les motions votées et surtout les thèses rédigées successivement et parues dans les numéros des 6 et 27 juin sont suffisantes pour établir qu'il s'agit en fait de la première réunion **constitutive** du futur Parti communiste ; pour ainsi dire, un Livourne anticipé ¹.

Le problème n'est pas ici de lancer des plans d'action pour le renouvellement du parti, ni de découvrir des voies intermédiaires aptes à recueillir au sein d'une nouvelle organisation la majeure partie des adhérents de la vieille organisation, mais de jeter les bases théoriques, programmatiques et tactiques de ce qui doit non seulement avoir le nom mais également posséder la totalité du bagage de doctrines d'un parti communiste. Si donc le Parti communiste d'Italie ne naît pas encore, c'est pour des raisons – que nous avons retenu comme déterminantes – qui vont bien au-delà des limites **nationales** : en mai 1920, comme pendant tous les mois précédents, l'acte formel de la constitution en parti est rigoureusement conditionné par des décisions de caractère **international**. Et, comme nous l'avons souligné à diverses reprises, la position de Moscou sur la question italienne était toujours celle d'une tentative de récupération du Parti socialiste, officiellement adhérent au Comintern, par l'exclusion de l'aile droite ou au moins de ses représentants les plus caractéristiques ; ce n'est pas le désaccord sur l'abstentionnisme mais sur l'évaluation

¹ La réunion se tint à la section de Florence de la Fédération de la métallurgie – preuve des liens étroits existant alors entre mouvement économique et mouvement politique (qui serait aujourd'hui considéré comme absurde et scandaleux) – et y participèrent, outre les sections adhérentes à la fraction, le secrétaire du Parti, Gennari, Capitta pour la Fédération de la jeunesse, Francisco Misiano comme représentant de son groupe, Gramsci pour ceux qui, au Conseil national, avaient voté contre la confiance à la direction : l'« absentéisme » commençait à servir de catalyseur des forces qui, bien qu'éloignées de nos positions, ressentaient l'incompatibilité croissante entre l'orientation générale du PSI et l'appartenance à l'Internationale. Le compte-rendu donne un peu plus d'espace aux représentants de ces tendances « proches » qu'aux orateurs de la Fraction : ceux-ci ne pouvaient rien dire de différent de ce que « Il Soviet » répétait depuis un an et demi.

des forces susceptibles de se regrouper sans réserves sur le front de la III^{ème} Internationale qui empêchait la Fraction de franchir dans la forme le pas qui était déjà franchi dans le fond. C'est aussi pour cette raison que subsistaient des perplexités individuelles par rapport à l'opportunité de se séparer **immédiatement** du vieux parti, même en faisant abstraction des pressions qu'exerçaient dans ce sens des groupes de simples militants, étrangers à la fraction mais critiques à divers degrés et de différentes manières du maximalisme officiel, et qui se regroupèrent les mois suivants autour du noyau – déjà organisé solidement et doté d'un corps de thèses théoriques, programmatiques et tactiques – des abstentionnistes.

Ce ne sont néanmoins pas ces perplexités et ces pressions qui sont à la base des délibérations de la Conférence, inspirés tous par la ferme conscience que le Parti communiste d'Italie est né et qu'il attend seulement l'approbation officielle de sa constitution par le IInd Congrès du Comintern. L'approbation tardera à venir. Dans un message de salutation, le représentant de la III^{ème} Internationale pour l'Europe occidentale, après avoir tracé un cadre plus optimiste de la situation que le nôtre en prévoyant une rapide maturation des chocs révolutionnaires entre les classes, affirmait :

«Il incombera au Parti communiste (ou socialiste, même si la question du nom semble devenir subordonnée et conditionnelle), dans les prochaines luttes décisives en Italie, une lourde tâche : se préparer à la prise du pouvoir. Pour arriver à ce résultat une discipline dans la pensée et l'organisation du prolétariat sont nécessaires. Un parti communiste fort, prévoyant, courageux, est une garantie pour le triomphe de la révolution et la minimisation des pertes pour le prolétariat. A votre Fraction, chers camarades, il reste la tâche de **rester au sein du Parti socialiste** comme **force d'opposition, de critique, de contrôle**, jusqu'à ce que les prochains événements ne dissipent **nos petites divergences**, comme l'abstentionnisme, et réunissent toutes les forces saines, rigoureusement communistes et révolutionnaires du prolétariat italien dans le Parti communiste, lequel est et sera le seul à guider le prolétariat à la conquête du pouvoir et à l'instauration de la République italienne des soviets, comme partie de la République soviétique mondiale.»

Le message exprime avec une clarté suffisante l'opinion de l'Internationale sur la «question italienne» : le PSI est encore considéré comme une force susceptible de s'aligner dans sa grande majorité sur la voie tracée par le I^{er} Congrès de Moscou et les textes fondamentaux sortis par la suite sous la signature de Lénine, Trotski et Zinoviev ; dans cette perspective la Fraction est considérée comme le levain dont la présence permettrait de gagner à la cause du communisme les éléments sains mais encore hésitants qui en font partie ; de «petites divergences» la séparent de la III^{ème} Internationale, et le souhait de celle-ci est que les faits eux-mêmes permettront de les dépasser.

Il est clair qu'une telle position tolère aussi bien la position du secrétaire du PSI Gennari - intervenu comme observateur, selon lequel s'il existe bien des «éléments

déléteres» dans le parti, cela ne justifie ni une «élimination impitoyable de toute la droite», ni la scission de l'extrême-gauche – que celle de Misiani, représentant le courant qui s'était rassemblé autour de l'ordre du jour au Conseil national, qui reconnaît, il est vrai, «que deux tendances existent dans le parti, et que celui-ci doit se séparer au plus tôt des réformistes, mais croît que les abstentionnistes doivent rester dans le Parti pour s'unir aux autres communistes dans ce travail d'épuration», et, alors qu'il se déclare contre une hâtive constitution des soviets, «propose d'intervenir aux élections administratives pour ne pas faire le jeu de ceux qui veulent modifier le socialisme». D'autre part, lorsque Gramsci, prenant la parole au nom de l'«Ordine Nuovo», nie que l'on puisse «constituer un parti politique sur la base restreinte de l'abstentionnisme» (ce qui veut dire : du programme communiste en général) et en voit par contre la condition dans «un large contact avec les masses, qui ne peut être atteint qu'à travers de nouvelles formes d'organisation économique»¹, il est clair que si un long chemin sépare les deux premiers (nous utilisons comme toujours les noms de personnes comme symboles de tendances objectives) de Moscou d'un côté, et de ce que sera Livourne de l'autre, le chemin qui nous sépare de l'«Ordine Nuovo» n'est pas seulement plus long mais différent : l'aune de mesure de l'existence du parti n'est pas, pour lui, le programme – **dont l'abstentionnisme n'est qu'un des aspects, et pas l'aspect discriminant** – mais le fait de s'appuyer sur de «nouvelles formes d'organisation économiques», sur des organisations immédiates, déliées de tout parti car nécessairement sans programme.

Outre le fait de répondre – et il est facile d'imaginer que ce fut fait – à ces représentants de courants qui nous étaient étrangers, ne se rapprochant de nous qu'à cause de l'attrait opéré par le phare de la révolution d'octobre, il apparaît évident de ce rapide résumé d'«Il Soviet» – mais surtout d'une polémique ultérieure avec Vittorio Ambrosini, personnage trouble dont les positions ne peuvent enthousiasmer que des historiens **dernier cri** du type Lepre-Levrero – que la conférence de la Fraction ait dû frapper vigoureusement sur des éléments dont l'adhésion datait des tout derniers mois et qui avaient importé dans ses rangs un parasite qui nous a toujours été étranger et que Trotski appelait en 1906 – avec beaucoup d'efficacité – «l'incapacité d'attendre», le qualifiant de «caractéristique principale de l'opportunisme» : le parasite de ceux qui ne peuvent concevoir de militantisme révolutionnaire sans une action **immédiate** et qui aie si possible comme objectif

¹ Le 3 juillet, Gramsci écrira, rappelons-le : « Nous avons toujours indiqué que le devoir des groupes communistes existant dans le Parti était de ne pas tomber dans les illusions particularistes (problème de l'abstentionnisme, problème de la constitution d'un parti vraiment communiste), mais de travailler à créer les conditions de masse ou il soit possible de résoudre tous les problèmes particuliers comme problèmes du développement organique de la révolution communiste ». Le problème du parti (et il l'écrit seulement quelques jours après le IIème Congrès mondial) serait donc une « illusion particulariste », un problème « particulier » qui se résoudrait selon de mystérieuses « conditions de masse » créées par nous-même ! Les historiens considérant comme identiques gramscisme et marxisme pourraient, pourquoi pas, considérer demain comme identiques. . . le tomisme et le marxisme, si l'ordre venait de la salle de commande, en hommage au « dialogue avec les catholiques », de découvrir en Saint Thomas un précurseur de Karl Marx ou de Saint Vladimir Illitch

immédiat la finalité **maximum**, avec comme résultat de transformer l'«impossible» maximum en un vulgaire minimum, et de tomber ainsi droit dans le réformisme, «transformant tous les prolétaires en petits-bourgeois» et leur fixant des objectifs vulgairement «populaires» et «démocratiques» ; le parasite de ceux qui ne se résignent pas au fait qu'il existe des situations, qui se mesurent non en jours mais en **années**, pendant lesquelles, **justement dans l'intérêt d'une action décisive mais non immédiate**, il soit nécessaire de «savoir attendre» avec un **apparent** immobilisme au sein duquel mûrissent, en réalité, les conditions y compris subjectives de la victorieuse action de demain.

La polémique contre la maladie de l'activité à tout prix est ancienne pour le marxisme, et il faudrait en parler plus longuement que ce qui nous est permis dans ces pages. Il est caractéristique – et c'est une preuve de l'invariance de l'opportunisme – que pour les porteurs de ce bacille, ce ne sont pas «les conditions objectives générales et les classes qui y sont impliquées» qui génèrent des situations révolutionnaires, mais la volonté des individus, tandis que la préparation «subjective» à celles-ci – le dur travail préliminaire de restauration théorique comme préalable à l'existence organisationnelle du parti, et donc à une action efficace sur la base de ces conditions – est regardé avec aversion, comme un exercice purement cérébral, comme de **l'inaction** et de **l'anti-action** ; que les porteurs de ce bacille soient souvent les partisans de luttes «populaires» et de partisans, les ardisti de 1920 en Italie, des «arditi del popolo» en 1921-22, ceux qui en 1850 à Londres étaient les ex **Partisanen-Chefs** des batailles d'arrière-garde de la «révolution» allemande si féroce ment tournés en dérision par Marx et Engels. Il serait injuste de comparer Willich et Schapper, en tant qu'... ardisti avant la lettre, à des gens comme V.Ambrosini, mais il y a pourtant un fond commun, tous étant impatients de construire un «parti de gouvernement» et indifférents envers ceux qui au contraire travaillent pour le «parti d'opposition de l'avenir», et il y a un fil qui relie ceux qui alors «ne savaient pas attendre», et, n'en pouvant plus, se mélangeaient à la démocratie petite-bourgeoise en s'en faisant les porte-voix, et les opportunistes russes de 1906. La cinglante critique de Marx lors de la séance du 15 septembre 1850 de la centrale de la Ligue des Communistes est féroce :

«La minorité substitue une vision démagogique à la vision critique et une vision idéaliste à la vision matérialiste. Pour celle-ci la roue motrice de la révolution n'est pas la réalité mais la volonté. Pendant que nous disons aux ouvriers : vous devez passer à travers quinze, vingt, cinquante ans de guerre civile et de lutte entre les peuples, non seulement pour modifier les rapports réels mais pour vous transformer vous-mêmes et pour vous rendre aptes au pouvoir politique, vous dites tout le contraire : nous devons arriver **rapidement** au pouvoir, ou bien autant aller dormir [...]. Comme les démocrates le font du mot peuple, vous faites du mot **prolétariat** quelque chose de sacré. Comme les démocrates vous remplacez le développement révolutionnaire par la **phrase révolutionnaire**».

Quant à nous, l'accusation de passivité, due au fait que nous avons la force d'assumer face aux ouvriers la position impopulaire de ceux qui ne s'illusionnent

pas sur l'efficacité d'une action immédiate pour laquelle manque la jonction entre le préalable suggestif de la «connaissance des rapports réels» qui ne peut être possédé que par le parti, et le préalable objectif du développement de ces mêmes rapports, nous accompagne depuis le surgissement de notre mouvement comme mouvement organisé. La question pour nous était claire depuis longtemps, et nous n'avons jamais dissimulé notre manière de la poser. Dans une note du «Soviet» du 16 mai il était déjà écrit :

«Nous n'avons aucune hâte ni impatience, car nous savons **qu'aucune révolution n'a été faite et ne sera faite par la volonté d'hommes ou de groupes**, et que, **d'autre part, lorsque le processus de dislocation de l'ancien ordre des choses sera venu à maturité, sous l'action de ses forces de désagréations internes, aucune «prudence» ne pourra faire obstacle à la révolution.** Mais si nous n'avons aucun désir de précipiter les événements, nous voulons cependant que ceux-ci ne trouvent pas le parti sans préparation, sans programme d'action précis, et sans volonté révolutionnaire, comme aujourd'hui.»

C'est en ceci que réside la condition **sine qua non** du dénouement du conflit social dans un sens positif et non démoralisateur ou, pire, destructeur des énergies les plus saines de la classe ouvrière et de ses capacités de reprise en cas d'échec. L'«absence d'impatience» voulait dire sérieux, engagement, ferveur dans la **préparation**. Pour les impatientes, pour les activistes à tout prix, ceci est du «vide» ; mais peu de mois après, au IIème Congrès de l'Internationale, ce sera Lénine qui posera le problème de la «préparation révolutionnaire», en opposition à la légèreté des trop nombreux adeptes de la **phrase, au centre** des débats. Le nœud de la question était, à l'échelle internationale, justement là : nous savions que nous ne serions sortis de la situation dramatique dans laquelle la classe ouvrière, et pas seulement italienne, avait été jetée par l'opportunisme – qu'il ait été souillé du crime de coresponsabilité du massacre impérialiste ou qu'il se soit dissimulé derrière le paravent du «ni adhérer ni saboter» -, qu'à travers un dur travail de réédification théorique et de sélection politique, dont le présupposé était la condition, en soi désagréable mais acceptée par les révolutionnaires avec le manque d'impatience qui constitue leur force, qui consistait à proposer à la classe ouvrière et donc à sa minorité consciente non pas **d'agir n'importe comment**, mais de **jeter les bases réelles de l'action**, les seules donnant un sens et un but à l'action, et avant tout le parti, qui est le programme, la théorie, la tactique qui y correspond, qui est enfin organisation – ou alors rien n'est possible.

Que proposait Ambrosini (et sa voix n'était pas la seule) en théorie ? Voici son raisonnement : la Fraction communiste abstentionniste a raison : le parti est nécessaire avant tout. Mais «les masses veulent **agir** aujourd'hui, l'action **s'impose aujourd'hui** de manière absolue». Et le parti ne peut naître **sans répondre** – et rapidement – à cette exigence **immédiate**, à cette poussée irrésistible. Constituons donc «au plus vite les conseils d'usine et les soviets», employons-nous à la «préparation de l'insurrection», préparons les moyens pour «la conquête des usines et

l'occupation des terres qui, accomplis de manière simultanée et coordonnée, constituent un acte politique à effectuer au moment de la prise de possession du pouvoir de la part du prolétariat : le reste viendra de soi. «Nous n'en sommes plus au temps des discussions théoriques [des temps qui, pour ce type de révolutionnaires, ne viennent **jamais**, c'est pourquoi ils ne s'y plongent pas même s'ils pensent néanmoins que ces temps sont venus] et aucune fraction, aucun parti ne peut être aujourd'hui vivant et actif dans la précipitation de la crise sociale s'il se fonde sur une action critique négative, sans indiquer une voie directe d'action positive. Nous excluons que cette action puisse être une action légale au sein des institutions actuelles : l'action révolutionnaire doit donc se développer autour des organisations soviétistes».

Comme nous l'avons déjà indiqué, un des aspects de la situation d'alors que l'on pourrait sans exagération qualifier de dramatique (et comment caractériser celle d'aujourd'hui ?), était la pullulation de groupes d'adeptes de l'action pour l'action, prompts à faire miroiter aux yeux des ouvriers, à la moindre grève, la perspective de «mouvements» n'ayant que des buts vagues, confus, contradictoires, et des résultats catastrophiques – du mythe de la grève générale expropriatrice aux conseils ouvriers fonctionnant comme des organisations du pouvoir prolétarien au sein même de la société capitaliste – ainsi qu'une déperdition d'énergie à travers une série d'action mal choisies et encore plus mal menées. Ces mouches du coche venaient des quatre points cardinaux : les maximalistes de l'Est, les anarchistes du Sud, les ordinovistes de l'Ouest et les partisans de D'Annunzio du Nord. Leur «démagogie», leur «phrase révolutionnaire», comme le disait Marx, était une peste tout autant que le «réalisme» et la soi-disant «absence de démagogie» des réformistes. Nous pouvons l'illustrer par une note de «Il Soviet» du 6 juin commentant un article d'Ambrosini qui revenait sur les réponses qui lui avaient été faites à la réunion de Florence :

«Lors de la Conférence on adopta à l'unanimité [...] les critères soutenus par «Il Soviet» selon lesquels, en résumé, ni les conseils d'usine ni les soviets ne peuvent être considérés comme des organes de la lutte révolutionnaire, ni leur constitution représenter le contenu du travail révolutionnaire, qui est un travail politique de préparation morale et matériel dont le préalable est l'existence d'un parti communiste [...].

Quant à la motion Ambrosini (dont le fait qu'elle n'ait pas été soumise à discussion a, inutile de le dire, profondément indigné l'auteur) elle faisait une telle confusion entre grève générale, prise de possession des usines et conquête révolutionnaire du pouvoir, qu'elle la rendait inacceptable [...]

Le camarade Ambrosini demande quel est le programme d'action de la Fraction. Il nous semble l'avoir plus d'une fois clarifié et avoir particulièrement insisté sur les liens existants entre principes et actions communistes, entre doctrine et pratique, refusant l'opposition entre ces termes que veulent établir ceux qui s'intitulent révolutionnaires ardents.

Il semble que le camarade Ambrosini en fasse partie, lequel souligne toujours les termes **action** et **agir**. Ne démontre t'il pas ainsi que dans son esprit l'action finit par devenir fin en soi, et non plus moyen apte à atteindre un but historique précis ? Lors de la Conférence nous avons cherché à démontrer au camarade Ambrosini que cette erreur d'évaluation conduisait à la formule favorite des réformistes : le but n'est rien, le mouvement est tout.

L'action, pour être un succès, nécessite la conscience politique d'une minorité d'avant-garde qui doit constituer le parti révolutionnaire.

Nous ne disons pas qu'il ne faut pas, dès à présent, s'occuper de la **préparation matérielle : nous pensons même que l'on a perdu déjà trop de temps. Nous voulons qu'elle soit couplée à la préparation politique.**

Les réactions de nombreux camarades qui, du fait de leur exubérance, approuvent la position d'Ambrosini, se convaincront que la seconde préparation manque au moins autant que la première.»

Aujourd'hui, les historiens qui se pâment de joie en lisant les objections qu'un Ambrosini éleva contre nous, et qui en font un interprète du «léninisme», ne peuvent même pas invoquer l'excuse d'une certaine «exubérance» : ils ont abandonné depuis longtemps le but, et pour eux le mouvement est **tout**, un mouvement qui s'identifie avec le **plus** pantouflard, le **plus** cocardier, le **plus** rance des réformismes, même si (ou plutôt parce que) ils se masquent sous les couleurs d'un arditisme version Résistance.

La Fraction, donc, poursuit son chemin sans impatience ni hésitation quand à d'éventuels compromis. Au terme de la première partie des débats «sur la situation italienne et l'orientation du PSI», la Conférence :

«Après avoir entendu le rapport du Comité central et le communiqué des représentants de la Direction du Parti, des Fractions qui en sont proches et de la Fédération de la jeunesse [...] :

Déclare que le Parti, de par sa composition et son action, n'est absolument pas en état de se porter à la tête de la révolution prolétarienne, et que ses nombreuses déficiences proviennent de la présence dans celui-ci d'une tendance réformiste qui, dans la phase décisive de la lutte de classe, prendra inévitablement une position contre-révolutionnaire, et d'un mélange de verbalisme programmatique communiste avec la pratique opportuniste du socialisme traditionnel dans les actions politiques et économiques.

Affirme également que l'adhésion du PSI à la IIIème Internationale ne peut être considérée comme régulière puisqu'il est toléré la présence en son sein de ceux qui

nient les principes de l'Internationale Communiste, les diffamant ou pire spéculant démagogiquement sur eux dans un but de conquêtes électorales.»

Il en tire donc les conséquences suivantes :

«Retenant que le véritable instrument de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le Parti communiste, le parti politique de classe, fondé sur l'expérience historique du processus révolutionnaire communiste en cours dans le monde contemporain et déjà victorieux dans la Russie des Soviets.

Décide de consacrer toutes ses forces à la constitution en Italie du Parti communiste, section de la IIIème Internationale, affirmant qu'au sein de ce parti, comme de l'Internationale elle-même, la Fraction soutiendra l'incompatibilité de la participation aux élections des organisations représentatives bourgeoises avec les principes et les méthodes du communisme, et espère que les autres membres du parti actuel qui sont vraiment communistes se porteront sur le terrain du nouveau parti et se convaincront par ailleurs que la sélection ne pourra se faire sérieusement qu'à travers l'abandon des méthodes d'action politique qui en font pratiquement des social-démocrates.»

En fonction de ces affirmations de principe :

«Confie un mandat au Comité central pour :

1) Préparer – en se référant au programme présenté à Bologne par la Fraction communiste et à la direction soutenue par l'organe de la Fraction dans la discussion sur les problèmes actuels les plus importants, ceux de la méthode et de la tactique communiste – le programme du nouveau parti et de ses statuts ;

2) Intensifier les rapports internationaux dans le but de constituer la Fraction anti-électorale au sein de l'Internationale communiste, et de soutenir, lors du prochain Congrès International, les directives de la Fraction, demandant par ailleurs que soient prises des mesures afin de résoudre la situation anormale du parti socialiste italien ;

3) Convoquer immédiatement, après ce congrès international, le Congrès constitutif du Parti communiste, invitant à y adhérer tous les groupes qui sont sur le terrain du programme communiste, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du PSI ;

4) Résumer dans des thèses claires et efficaces les positions de principe et de tactique de la Fraction en les défendant largement en Italie et à l'étranger.»

La résolution n'a pas besoin de longs commentaires. Elle condamne le Parti socialiste **dans son entier**, aussi bien la droite équivoque que le centre plus qu'équivoque. Elle affirme la nécessité d'un surgissement du Parti communiste sur

des bases programmatiques adhérant rigoureusement aux principes fondamentaux de la doctrine marxiste, et de leur confirmation à travers le bilan des révolutions contemporaines, victorieuses ou vaincues¹ ; elle assume la tâche de définition et de codification du programme du nouveau parti, le seul capable de représenter l'Internationale communiste reconstruite sur les fondements théoriques du marxisme ; elle subordonne l'acte formel de constitution du parti aux décisions que prendra le IIème Congrès ; elle revendique un abstentionnisme basé sur des considérations n'ayant rien en commun avec l'abstentionnisme anarchiste, immédiate, ouvrière, etc., et se propose de le défendre lors des réunions internationales sans en faire une condition sine qua non de l'appartenance au Comintern. En somme, elle prend acte d'une scission que seules un écheveau de circonstances de nature surtout internationales retardera jusqu'au mois de janvier suivant.

Ajoutons – mais nous y reviendrons dans le chapitre suivant – que la tentative de constitution d'une Fraction abstentionniste internationale aura à faire face à des obstacles de principe insurmontables : c'est en vain que nous chercherons en Europe une tradition abstentionniste qui ne soit pas d'origine non-marxiste. A Moscou, Boukharine, bien que nous combattant – sur la base d'un patrimoine anti-démocratique commun – donnera acte que seuls nous méritons de prendre la parole – et une parole discordante – face à des marxistes !

La Conférence approuva ensuite un ordre du jour ainsi conçu :

«La Conférence nationale communiste, concernant la conduite de la Fraction dans le Parti Socialiste pendant la période des élections municipales, décide de la ligne de conduite suivante :

Les abstentionnistes ne contribueront en aucune façon et sous aucune forme aux activités électorales et, même là où il n'y aura pas de présentation de liste du Parti, et développerons avec toute l'énergie possible la campagne abstentionniste.»

Et passe à la résolution des questions concernant l'amélioration de la coordination du travail de propagande et de préparation révolutionnaire.

La véritable signification de cette réunion est néanmoins la rédaction d'un corps de thèses qui paraîtront sous leur forme définitive un mois plus tard.

L'importance des «Thèses de la Fraction communiste abstentionniste»², publiées dans les numéros 16 et 17 des 6 et 27 juin de «Il Soviet», réside en premier lieu dans le fait, caractéristique d'une orientation à laquelle la Gauche restera toujours

¹ Qu'il « n'y ait vraiment plus rien à faire » au sein du PSI est indiqué dans l'article « La comédie parlementaire » reproduit en annexe de ce chapitre.

² Cf. l'annexe à ce chapitre.

fidèle, qu'elles représentent non pas la plate-forme d'un parti **national**, mais une synthèse des positions théoriques, programmatiques et tactiques qui distinguent nécessairement le parti de la révolution communiste **mondiale**. Elles ne concernent pas l'aire **italienne**, qui n'est nommée à aucun moment, ni une **période historique** particulière, mais forment des principes auxquels **chaque** parti communiste sur un territoire **quelconque** et dans une des phases **quelconques** ouvertes par la première guerre mondiale et la révolution russe, doit s'inspirer, et qui le séparent de toute autre organisation politique soi-disant ouvrière. Ce point est particulièrement important puisque un mois après, lors du IInd Congrès de l'Internationale, une des revendications centrales de la Gauche sera la revendication d'un programme **unique** pour tous les partis communistes, obligatoire pour tous sans aucune des exceptions invoquées sous le prétexte de telle ou telle «particularité nationale».

En second lieu, les thèses répondent au critère, que notre courant aurait voulu voir adopter centralement au IInd Congrès, de l'établissement, même sous forme synthétique et schématique, d'un **programme** ou les questions de théorie, de principes et de tactique soient bien séparées et développées, et que l'on ne parvienne aux directives tactiques qu'après avoir défini nettement les bases théoriques et programmatiques ainsi que les buts finaux du mouvement communiste mondial, et qu'apparaisse clairement le lien **indissoluble** entre eux. Le schéma que Lénine, justement, reprochera lors du III^{ème} Congrès de l'Internationale aux extrémistes infantiles, aux théoriciens de l'«offensive» à tout prix, est d'avoir oublié – ou de n'avoir jamais appris – où se trouvaient dialectiquement placés doctrine, principes, buts, programme et tactique, sans les rassembler en un seul faisceau et en confondre les termes¹, et faire en sorte qu'ils soient chacun parfaitement respectés. Celui-ci rappellera avec une particulière vigueur le lien sans lequel on détruit l'unité entre théorie et praxis, entre «pensée» et «action», qui est un des points centraux de la doctrine marxiste.

Les thèses s'articulent donc en trois parties, la première rappelant les points fondamentaux de la doctrine communiste et de sa vision de l'histoire comme histoire de la lutte des classes culminant par la conquête du pouvoir politique par la classe dont l'existence exprime l'antagonisme devenu irrémédiable entre force et rapport de production, conquête qui ne peut advenir (et n'est seulement advenue) qu'à travers une révolution violente dont le prolongement nécessaire est l'exercice dictatorial du pouvoir conquis par la classe victorieuse. Il faut noter que dans cette partie, ou l'on répète la nécessité d'une organisation militaire centralisée des forces prolétariennes contre les assauts de la contre-révolution, et ou l'on indique le cadre des transformations économiques et sociales que la dictature prolétarienne sera amenée à effectuer par ses «interventions despotiques» jusqu'à la disparition complète des rapports de l'économie capitaliste et l'abolition des classes, donc également de l'état en tant qu'appareil politique du pouvoir, «progressivement remplacé par l'administration collective rationnelle de l'activité économique et sociale», est mis en

¹ Cf. le chapitre suivant.

relief la fonction primordiale du parti : d'une part «**il n'est que l'organisation en parti politique qui réalise la constitution du prolétariat en classe dominante pour son émancipation**», de l'autre «**la dictature du prolétariat sera la dictature du parti communiste**», deux formules qui seront rappelées avec une extrême vigueur dans les thèses du IIème Congrès sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne et élevées au niveau de **discriminants** des autres courants politiques soi-disant «proches» qui, bien que partageant de manière générique le principe de la révolution et donc de la violence, ignoraient ou pire encore niaient la nécessité que cette violence soit guidée avant et après la conquête du pouvoir par une conscience des buts généraux et des moyens adaptés dont seul le parti est le dépositaire, et qu'elle s'incarne dans une organisation centralisée qui encore une fois ne peut être que le parti. Rien ne pourrait mieux distinguer notre courant, depuis lors, des innombrables variantes de l'ouvriérisme, de l'immédiatisme et du spontanéisme représentés en Italie par l'«Ordine Nuovo», les anarcho-syndicalistes et les anarchistes, en Allemagne particulièrement par le KAPD. Rien ne pourrait montrer avec une plus grande clarté la pleine convergence de notre vision du processus révolutionnaire et de ses présupposés avec celle des bolcheviks. C'était alors le thème des grandes polémiques de Lénine et Trotski non seulement avec les extrémistes infantiles mais aussi avec Kautsky, preuve non occasionnelle du fait que **toutes** les variantes de l'opportuniste convergent tôt ou tard dans la négation centrisme des bases mêmes de la révolution et de la dictature prolétarienne. De ces polémiques n'arrivaient en Italie qu'un écho lointain, mais ceci n'empêchait pas la Gauche, comme les années précédentes, d'assumer face à ces problèmes une position de principe identique – une position qui était, en Russie, également pratique, et rendue encore plus nette et catégorique par l'épopée et surtout le drame de la guerre civile – à celle que les bolcheviques proclamaient fièrement sous les cris de consternation des innombrables philistins prospérant dans les rangs du prolétariat occidental. Même sous cet aspect les thèses ont clairement une portée internationale, qui en font l'unique apport véritable au grandiose travail de restauration des points cardinaux de la doctrine marxiste entreprise par la IIIème Internationale que l'Occident puisse se vanter d'avoir pris en charge, en suivant la trace lumineuse des protagonistes de la révolution d'Octobre, et montrent que non seulement nous n'avons rien à partager avec l'«infantilisme extrémiste» mais que nous nous situons au pôle **opposé**.

La seconde partie développe une critique de toutes les idéologies dont le communisme (et il le proclame ouvertement) est la **négation**, de l'idéalisme philosophique et de sa traduction en termes politiques, la démocratie parlementaire, jusqu'au pacifisme petit-bourgeois et wilsonien, du socialisme utopique jusqu'à ses représentants extrêmes qui placent la perspective d'émancipation de la classe ouvrière sur la projection – non seulement dans la lutte de préparation révolutionnaire mais aussi dans la conquête du pouvoir et l'exercice de la dictature – des organisations immédiates dans lesquelles, sous la domination du capital, les prolétaires se regroupent sur la base de leur situation et de leurs intérêts contingents dans le cadre du mode de production bourgeois (anarcho-syndicalisme, conseillisme, ordinovisme), du réformisme appliqué au processus d'ascension de la classe prolétarienne depuis sa

position de classe assujettie à celle de classe dominante jusqu'au réformisme appliqué au mode d'exercice de cette domination, enfin par une critique des conceptions anarchistes considérées comme filiation directe de l'idéalisme bourgeois et donc de la forme de production et de distribution capitaliste.

La troisième partie déduit des principes théoriques et programmatiques la totalité de l'arc des activités que le parti est appelé à développer en fonction de ses buts, poursuivis en tant que représentant des intérêts généraux et permanents de la classe : travail théorique, propagande, prosélytisme, participation active à la vie des organisations syndicales et des organisations économiques en général, propagande antimilitariste au sein de l'armée, préparation révolutionnaire sur le plan légal et illégal, jusqu'à l'assaut révolutionnaire au pouvoir. Une fois de plus, la participation aux élections et à l'activité parlementaire est repoussée, non pas pour des raisons de principes, et donc valides à toutes les époques, mais sur la base d'arguments s'appuyant sur la vision **marxiste** de la période historique dans laquelle la question de la conquête révolutionnaire du pouvoir est posée dans toute son urgence comme seule alternative possible à la domination incontestée de la classe dominante, et en particulier sur la reconnaissance de l'énorme obstacle à la préparation révolutionnaire que pose, dans les pays de capitalisme avancé, la persistance non seulement des institutions démocratiques en tant que telles, mais des illusions alimentées par la classe exploiteuse dans la classe exploitée sur la possibilité d'arriver par cette voie à leur propre émancipation.

On souligne le refus de **principe** d'«accords ou d'alliances avec des mouvements qui ont en commun [avec le parti communiste] un objectif contingent déterminé [ou même «l'action insurrectionnelle contre la bourgeoisie»], mais qui en divergent par leur programme d'actions ultérieures» (claire anticipation du refus du futur «front unique politique»), et on précise nettement dans le point 13, parfaitement aligné sur les thèses du II^{ème} Congrès, que les soviets ne sont pas des organes de lutte révolutionnaire en soi mais le deviennent si le parti en conquiert la majorité, et que, de même qu'ils peuvent représenter un outil précieux dans la lutte révolutionnaire dans une période de crise aiguë, il peuvent constituer un danger sérieux de conciliation avec les institutions de la démocratie bourgeoise lorsque le pouvoir de la bourgeoisie se renforce. Un autre point important, et également pour les futures polémiques, est le point 3 qui ne fait pas du «consensus majoritaire» et du simple décompte numérique une condition préalable à l'action du mouvement communiste.

Les thèses se terminent avec deux formules qu'il est bon de reproduire pour la plus grande honte des historiens qui, suivant le sens ou tourne le vent, nous accusent tantôt d'avoir été impatient et tantôt d'avoir été passif. Ces formules expriment la claire position marxiste du **refus** du blanquisme en tant que théorie du coup de main d'une minorité audacieuse, d'un acte **de volonté** qui n'est pas basé sur l'évaluation des rapports de force réels **de la société dans son entier**, mais revendiquent

l'utilisation des rapports de force dans la théorie de l'insurrection armée, de la dictature et de la guerre civile, comme l'essence même du marxisme :

«1) Ce qui distingue les communistes n'est pas le fait qu'ils proposent dans chaque situation et dans chaque épisode de la lutte de classe la levée immédiate de toutes les forces prolétariennes pour le soulèvement général, mais le fait qu'ils soutiennent que la phase insurrectionnelle est le débouché inévitable de la lutte et qu'ils doivent préparer le prolétariat à l'affronter dans des conditions favorables au succès du développement ultérieur de la révolution» (formule lapidaire qui résume notre conception fondamentale indiquant que le parti est révolutionnaire non seulement – et nous pourrions dire non pas tant – lorsque la révolution frappe à la porte, mais aussi et surtout dans les périodes - qui peuvent être longues, tourmentées et contradictoires – ou celle-ci semble s'éloigner, et où il doit travailler dans le sous-sol avec la sûreté et l'épuisante lenteur de la «vieille taupe»).

«2) Une tâche spécifique du parti est de combattre tous ceux qui, en voulant précipiter à tout prix l'action révolutionnaire, pourraient pousser le prolétariat au désastre lorsque les opportunistes, exploitant les circonstances qui déconseillent de pousser l'action à fond, cherchent à arrêter définitivement le mouvement révolutionnaire pour le mener vers d'autres objectifs, en gaspillant ses énergies, alors que le parti communiste doit au contraire toujours plus conduire sur le terrain de la préparation à l'inévitable lutte armée finale contre les défenses de la bourgeoisie.»

En dehors de la revendication de l'abstentionnisme électoral, qui avait une grande importance pour nous comme outil de sélection des partis en Occident mais que nous n'élevions pas au niveau d'une question de principe, il n'y a aucun point de ces thèses que les bolcheviques n'auraient alors pu souscrire.

Moins de six années plus tard, au IIIème Congrès du PC d'I à Lyon et au VIème Exécutif élargi de Moscou, la Gauche devra rappeler à la vieille garde léniniste qui luttait tragiquement au sein du parti, sous l'étreinte de la contre-révolution montante, d'un côté que le marxisme est une vision globale unique du monde et de l'histoire, de l'autre que les manœuvres tactiques ont et doivent avoir une limite, à cause de leurs effets sur la continuité de principes et de programme proclamés publiquement et traduits en une pratique qui y est cohérente, et qui, avec une organisation stricte, constituent une notable part de l'influence du parti sur la classe.

Ajoutons un mot sur le mouvement de la jeunesse et la Fraction communiste abstentionniste. Six mois s'étaient passés depuis le VIIème Congrès national de la jeunesse dont nous avons brièvement parlé dans le IIIème chapitre, et la situation au sein de la Fédération avait notablement changé. La majorité restait fidèle au maximalisme électoraliste, pensait leur secrétaire Luigi Polano, et avait parcouru l'ensemble du cycle menant du mythe des conseils d'usine à celui des «soviets révolutionnaires» avant d'enterrer ceux-ci dans la formule de leur constitution à titre... expérimental. L'influence des communistes abstentionnistes, tout au contraire,

croissait rapidement et se reflétait dans la position critique de l'aile majoritaire par rapport au parti «adulte».

Lors de la Réunion communiste de la jeunesse des pays occidentaux, tenue les 21-22 mai à Milan, en discutant de la légitimité ou non de l'adhésion de la Fédération française qui, ne se différenciant en rien de la SFIO, prétendait à une autonomie d'action en fonction des conditions particulières de la France, à la liberté de maintenir envers le Parti socialiste des rapports de sujétion complète, à la reconnaissance de la possibilité d'adhésion à l'Internationale de la jeunesse de plusieurs organisations nationales, etc., et vers laquelle la majorité avait pris une position, mis à part quelques petites réserves, favorable, Secondino Tranquilli (pour ceux qui ne le sauraient pas, l'actuel Ignazio Silone – et nous ne le disons que pour confirmer notre position disant qu'il n'est pas facile de vieillir en marxiste révolutionnaire) avait pris la parole pour repousser avec énergie toute forme de tolérance envers des organisations de substance social-démocrate et regretter que l'Internationale de la jeunesse ne risque de surgir sur des bases fédératives sur le modèle de la défunte – et bien défunte – IIème Internationale. Dans son intervention, parue dans le n° du 13.IV de «L'Avanguardia», on lit des phrases que nous aurions pu et que nous pouvons acclamer des deux mains :

«On ne peut pas faire de distinctions entre les sociaux-démocrates qui sont au pouvoir et ceux qui n'ont pas eu la «possibilité» d'y arriver [...]. En terme de principes, le plus innocent de nos réformistes égale le plus exécration des sociaux-démocrates allemands : Turati c'est Scheidemann, MacDonald c'est Noske et Longuet c'est Ebert». Et encore : «On peut discuter entre communistes sur le programme et non pas contre le programme. Par exemple, en Italie nous avons discuté de la manière d'expliquer notre anti-parlementarisme ; certains disent : dans le parlement, d'autres disent : hors du parlement, et nous continuerons à en discuter ensemble ; mais si demain quelqu'un disait : je ne suis pas anti-parlementariste, je suis démocrate, nous lui dirions : entre nos principes et les tiens il y a incompatibilité ; et nous l'enverrions voir ailleurs».

Le même orateur avait ensuite revendiqué une direction unique, internationale et révolutionnaire, pour le mouvement de la jeunesse, et, particulièrement pour les fédérations nationales, une action anti-militariste énergique, qui ne se confonde en rien avec le pacifisme petit-bourgeois de style parisien, et une activité de préparation idéologique et de militantisme pratique qui ne puisse en aucun cas se confondre avec «un travail culturel et éducatif» comme celui développé dans la vieille tradition française.

Peu de jours après, au Conseil national de la jeunesse socialiste italienne (Genzano, 30-31 mai et 1^{er} juin), la pression de la Gauche conduit la majorité à assumer, lors des confrontations avec la direction maximaliste du PSI, une position bien plus énergique que celle tenue par le groupe de Misiano au Conseil national de Milan, même si cette majorité était encore confuse sur la question des conseils

ouvriers (la motion Moschelli, votée à la majorité, écrivait que les soviets «ne pourront vivre et se développer s'ils ne sont pas créés par un prolétariat qui ait acquis sur les lieux mêmes de travail la capacité de se gouverner lui-même à travers l'institution des conseils d'usine et des commissaires d'ateliers, et qui moyennant ces mêmes institutions rénove la composition des syndicats de métiers en en faisant des organes de la conquête du pouvoir» : un mélange d'ordinovisme et de syndicalisme révolutionnaire !) ; et amène directement, comme l'observera «Il Soviet» du 27 juin, à la conclusion que l'on doit «décliner sa propre responsabilité» au cas où (!!) le parti irait «dans la direction contraire au développement de la révolution communiste», et si (!!) «prévalaient dans celui-ci» des éléments modérés ! La motion présentée par Santacroce et Mangano au nom des communistes abstentionnistes, qui obtient 5 voix contre 7 à la motion officielle, reprend point par point les délibérés de la Conférence de Florence, comme on peut le déduire du texte reproduit dans «L'Avanguardia» du 13.VI.1920 :

«Le Conseil national, constatant à travers les épisodes caractéristiques de la guerre civile que, dans les villes comme dans les campagnes, existe au sein des foules une psychologie révolutionnaire reflétant l'actuelle décomposition du régime bourgeois, retient nécessaire de donner à la propagande un caractère nettement révolutionnaire.

Constatant que le PSI, qui devrait être le parti politique de la classe prolétarienne, n'est, de par sa constitution, pas capable de se porter à la tête de la révolution prolétarienne, et ceci du fait de l'existence en son sein d'une tendance **réformiste et centriste**, qui dans la phase décisive de la lutte de classe prendra une position contre-révolutionnaire, retient que l'adhésion du PSI, à laquelle adhère la Fédération de la jeunesse socialiste italienne, à la IIIème Internationale ne peut être considérée comme régulière puisque ce parti tolère la présence en son sein de ceux qui nient les principes de cette IIIème Internationale.

S'engage à commencer une agitation tendant à la scission d'avec les sociaux-démocrates du PSI et de la FGSI, se réservant de retirer sa propre adhésion au PSI tant que celui-ci tolérera la présence de ces scories du réformisme qui en entravent la fonction historique révolutionnaire.

Décide enfin de conformer l'activité de la Fédération en totale harmonie avec cette orientation, et donne mandat au CC de maintenir un contact étroit avec les délégués nationaux dans le but d'établir un programme d'actions précis, invitant la jeunesse socialiste à se désintéresser totalement des prochaines élections administratives et à ne contribuer en aucune manière aux activités électorales.»

L'ordre du jour suivant fut également présenté par des communistes abstentionnistes et quelques maximalistes électoralistes :

«Le Conseil national, discutant de la situation nationale, prend acte du sabotage par la CGL de la grève des camarades de Turin et du honteux appuis donné par la direction du PSI à la louche manœuvre des contre-révolutionnaires de D’Aragona, et envoie sa forte réprobation aux organisations économiques et politiques du prolétariat révolutionnaire en stigmatisant leur contenu qui n’a rien de socialiste.»

Cinq délégués votèrent pour et cinq contre, tandis qu’un, le maximaliste Moschelli, s’abstient car, bien qu’en partageant la substance, il n’acceptait pas «la forme violente sous laquelle il était rédigé» : le maximalisme ne se dément jamais ! Il est aussi vrai que la naïveté dont avaient fait preuve les jeunes abstentionnistes au congrès de fin octobre 1919 durait encore et, dans l’article cité (de Giuseppe Berti cette fois ci, proche d’Ignazio Silone), «Il Soviet» déplorait que, contrairement à la ferme position tenue lors des affrontements avec le PSI sur les orientations des secrétaires du mouvement international de la jeunesse - «orientations que non seulement un communiste abstentionniste mais même un communiste électoraliste ne pourrait approuver» (voir le chapitre suivant) - , peut-être pour ne pas en avoir eu une connaissance exacte, les camarades Mangano et Santacroce aient présenté un ordre du jour d’approbation générique.

Nous parlerons encore de l’activité des jeunes au sein de la Fraction abstentionniste. Il suffit ici de rappeler qu’au Conseil national suivant, les 5-6 décembre, la Fédération vota l’adhésion inconditionnelle à la Fraction communiste, et que, à Livourne, sont apport à la constitution du PC d’I fut imposant.

7.7 – Pendant la préparation de la participation au II^{ème} Congrès de l’Internationale Communiste

[Retour à la table des matières](#)

La fin quasi simultanée de la grève de Turin et du Conseil national socialiste ouvrait également une nouvelle phase d’avancée de la droite réformiste sur le front parlementaire et syndical avec l’accord tacite du maximalisme toujours **plus** enclin à jeter l’éponge.

Le 11 mai, Nitti tombe pour l’énième fois sous la pression de la grève des postes et téléphone. L’initiative – particulièrement appréciée par les partis bourgeois, notamment populaires – est cette fois prise par le groupe parlementaire socialiste, qui s’était pourtant démontrée plutôt favorable à Nitti les six mois précédents. A cette occasion éclate un nouveau scandale Turati. Ignorant la décision prise, puis indigné

par celle-ci, le vieux leader décide, isolé au sein même de son entourage, de ne pas participer au vote :

«On a voté – écrit-il à Kulichof – en faveur de la droite de Salandra, des populistes, des pirates à l’abordage du bateau ministériel, contre notre [! !] politique extérieure, contre la conscience [...], on votait pour la ruine de l’Etat et de toute discipline morale. On a voté pour l’obscurité, pour l’équivoque, et – indubitablement – pour la réaction. Tout ceci est de la folie criminelle, et pas un seul qui résiste. J’ai donc sauvé mon âme.»

La suite tragi-comique de chute et de recomposition du ministère Nitti suggère d’autre part à notre hebdomadaire un court article que nous reproduisons en appendice (173), dont la relation des faits montre qu’un autre degré a été atteint dans la dégénérescence du maximalisme, faisant preuve d’une logique supérieure aux intentions d’individus ou de groupes. Les partisans de la marche au parlement dans le but de «détruire le parlement», observe l’article intitulé «La comédie parlementaire», finissent comme il est logique par revendiquer l’intangible souveraineté de l’institution parlementaire face au possible danger d’une limitation de son fonctionnement. La souveraineté du parlement équivaut à la souveraineté de la garde royale dans les rues d’Italie, condition de l’exercice indiscuté du pouvoir et de l’arbitraire tant décrié de l’appareil d’Etat capitaliste. Le «révolutionnarisme» des maximalistes de 1920 ne dépasse pas le niveau du statut albertin [statut de la Sardaigne édicté par le roi Charles Albert de Sardaigne, ndt] : leurs petits-enfants et arrière-petits-enfants d’aujourd’hui sont tombés bien plus bas...

Reconstitué le 21 mai, le gouvernement Nitti tombe à nouveau le 9 mai à cause d’une proposition d’augmentation du prix du pain, en dépit de son retrait précipité ; après une longue gestation, et non sans de prudents et infructueux essais pour obtenir la participation de Turati à la nouvelle équipe ministérielle, c’est Giovanni Giolitti qui prend la direction de la «chose publique». La démocratie italienne a besoin de récupérer son prestige perdu au cours des longs mois pendant lesquels la soumission totale du pouvoir législatif à l’exécutif était apparue trop crûment ¹.

Le sauveteur de la démocratie italienne a tout un programme de réformes qui va du retour à une rigoureuse observation du droit à la totale impartialité lors des confrontations avec les organisations ouvrières, de la réduction du coût de la vie à celui du déficit financier, de la nominativité des titres à l’augmentation des droits de succession et la confiscation par l’Etat des sur-profits de guerre, de l’enquête parlementaire sur les dépenses de guerre jusqu’aux solutions à la question de l’Adriatique. Mais Turati a un autre programme, bien plus radical, qu’il illustre deux jours plus tard dans le célèbre discours «Refaire l’Italie», duquel, comme nous l’avons rappelé, Palmiro Togliatti s’inspirera 25 ans plus tard. Le sens de ce discours

¹ Cf. l’article « Le prestige parlementaire » en annexe à ce chapitre.

est en effet l'annonce préalable d'une totale adhésion à la cause de la défense des intérêts nationaux et de la revendication pour le parti de la classe ouvrière de la représentation de ses intérêts au sein du gouvernement, qui deviendront le rêve, réalisé pour un temps hélas trop bref, des nouveaux «innovateurs» national-communiste. Citons-en un extrait afin que le lecteur puisse reconnaître dans le Filippo Turati de 1920 le père légitime de l'actuel PCI :

«Si la bourgeoisie abdique, si le prolétariat n'est pas préparé, et si cependant la civilisation doit vivre, il faudra bien que quelqu'un ou quelque chose assume la gestion sociale ; quelqu'un qui ne peut plus être la bourgeoisie telle qu'elle fut, qui doit être un moyen terme entre bourgeoisie et prolétariat, qui doit être un pouvoir, une force anticipant en quelque sorte sur l'avènement du prolétariat, qui prolonge en quelque sorte le pouvoir de la bourgeoisie, jusqu'au point de soudure qui sera en même temps le point de rupture. Et je pense que cette force sera le Parti socialiste, rendu plus souple par la nécessité des choses, et forcé de s'allier, je ne dirai pas à des partis bourgeois [ah, père Turati, tu n'es pas arrivé aux sommets de Togliatti], mais à des forces bourgeoises, à des éléments bourgeois ; à des techniciens, des experts [il ne manque que les catholiques de gauche] disposés à servir avec loyauté le prolétariat et le socialisme». En somme, «il faut un programme pour la nation, non un simple programme de gouvernement [...], il faut que l'Etat italien se transforme de politique en économique» et pour ceci il faudra «augmenter la production en améliorant en même temps la répartition, ce qui est aussi un moyen d'augmenter la production, parce que seul celui qui a la certitude de concourir à une généreuse répartition devient un producteur actif».

Il y a ici **sous forme embryonnaire** toute la philosophie des «réformes de structure» élaborés par la pléiade qui va de Togliatti à Galbraith et consort. Le discours est celui d'un **free-lancer**, isolé au sein de son propre courant : la direction maximaliste, en tous cas, laisse courir ; le commentaire de l'«Avanti !» le jour suivant, critiquant le collaborationnisme de Turati dans une situation où il devrait «tendre à accroître la faiblesse de l'Etat bourgeois pour en préparer la fin», porte à plat, de manière formaliste. Au IInd Congrès de l'Internationale, Serrati défendra le célèbre discours en tant qu'habile harangue envers la bourgeoisie afin que, consciente de sa propre incapacité à gouverner, elle se place finalement de côté !

Sur le plan syndical, pendant ce temps, la direction réformiste de la CGL s'empresse de tirer un bilan positif de la «grève des aiguilles». On ne parle pas de cette dernière lors du Conseil de direction du 13 mai¹, au cours duquel les chefs syndicaux expriment leur total désaccord avec le projet de constitution expérimental

¹ En fait mention, cependant, l'organe de la Confédération, « Battaglie sindacali », du 15 mai : « Si l'offensive n'est pas possible [. . .] il s'agit de préparer la défensive contre les attaques de l'adversaire [. . .]. Si certains excès, pas toujours spontanés, avaient été évités, alors les conquêtes ouvrières, les forces ouvrières seraient bien plus importantes qu'elles ne le sont aujourd'hui, et les velléités réactionnaires n'auraient pas pris les proportions qu'elles ont eu ces derniers temps ». Comme toujours, la « réaction » c'est la faute aux ouvriers.

des conseils ouvriers et paysans, élaboré par la direction du parti, qui porte pourtant la signature de Baldesi au nom de la Confédération. La décision est unanime : on renvoie l'expérience au retour de la délégation qui devra... voir sur place, c'est-à-dire en Russie, la manière dont fonctionnent pratiquement les conseils ; dans cette attente, les organisations syndicales «ne donnent pas de solution à ce problème difficile par des décisions hâtives et isolées». Même à cette occasion la direction se tait : la torpille est arrivée à temps pour couler un bateau encombrant ses propres armateurs.

Les 20-22, lors de la réunion de la FIOM à Gênes, avec la certitude qu'un mois a suffi à panser les plaies, les canons sont finalement pointés vers la grève de Turin, son fédéralisme, son localisme, son «égoïsme d'entreprise» : comme d'habitude, les bonzes se servent d'arguments formellement justes pour justifier une politique ouverte de briseurs de grève. La motion victorieuse (84.819 voix contre 26.296 à celle de la section métallurgique de Savone, déplorant l'absentéisme des organes directifs confédéraux durant la grève) porte les points suivants : nécessité «d'éviter que dans l'avenir l'organisation des commissaires d'entreprise ne puisse renouveler l'erreur de proclamer des actions locales sans préparation et étrangères aux actions et au mouvement général de la Fédération [on peut formuler ce syllogisme comme suit : les mouvements locaux doivent être subordonnés aux mouvement général ; le mouvement général est déconseillé parce que la réaction prépare un guet-apens : **donc** ni mouvement général, ni, à plus forte raison, mouvement local] ; renvoi au congrès de la CGL pour toute décision définitive concernant l'institution des conseils d'usine et la détermination des fonctions à développer dans l'entreprise tant que perdure le régime industriel ; droit de la Fédération d'intervenir en temps utile pour défendre l'organisation et diriger les agitations et les mouvements qui surgissent comme conséquences de conflits avec les industriels en dehors et à l'intérieur de l'entreprise» ; enfin, maintient d'une discipline rigoureuse lors des heurts avec les organes centraux. Ainsi, après les conseils ouvriers, ce sont les conseils d'entreprise et les commissaires d'atelier qui sont envoyés au placard, et il s'installe une telle discipline que trois mois plus tard la CGL et en particulier la FIOM purent liquider le mouvement d'occupation des usines à la pleine satisfaction de Giolitti, qui s'était habilement éclipsé à Vichy avec la tranquille certitude que les chefs confédéraux seraient des gardiens de l'ordre bien plus efficaces et surtout persuasifs que les Gardes Royaux.

Parallèlement à la nette avancée de la droite, un processus de réabsorption des «rebelles» maximalistes se développe, ainsi qu'une grave crise de l'ordinovisme à la suite de la grève des aiguilles ; deux épisodes que l'on peut suivre à travers la discussion de ce même mois de mai dans la section socialiste de Milan et la longue polémique Tasca-Gramsci.

La discussion, qui a lieu les 13, 17 et 21 mai (l'«Avanti !» en fait part dans ses numéros des 14, 23 et 28) porte sur la question des conseils d'usine, présente d'un côté les réformistes alignés sur la défense de la fonction purement tecnico-éducative de ces organismes, et de l'autre les maximalistes qui, ayant découvert un énième

mythe pour s'enivrer, cuisinaient l'horrible minestrone (comme l'observe «Il Soviet» du 6 juin) du projet Schiavello, rédigé au nom de la Chambre du Travail, dans lequel on soutenait la constitution non seulement de conseils d'entreprise mais aussi de conseils d'immeubles, d'entreprises agricoles, de casernes, etc.¹, agissant comme «aiguillon dans la marche ascendante vers l'action expropriatrice [!!] des travailleurs contre le capital», et culminant dans un syndicat de... type nouveau comme «authentique expression de la pensée des masses qui travaillent dans l'usine», ou non seulement on fait une énorme confusion entre syndicats et organisations d'usine, mais aussi ou l'on nie toute représentation aux non-organisés (qui au contraire l'étaient dans les anciennes commissions internes) aggravant les désaccords déjà existants au sein des masses travailleuses. Et voici la conclusion ; l'assemblée, «convaincue que les conseils d'usine constituent le moyen efficace de réalisation pratique du programme socialiste puisqu'ils tendent à exercer moralement et techniquement [c'est eux qui le disent !] les producteurs à la gestion directe dans un sens communiste, approuve le projet de la Chambre du Travail, et suivra les dispositions ultérieures plus précises qu'établiront les organisations centrales politiques et syndicales». Ainsi l'imagination des maximalistes a pu s'épancher, la droite confédérale peut dormir sur l'oreiller moelleux du respect de la majorité envers ses «dispositions ultérieures», et un pont est jeté entre la droite et les tout nouveaux rebelles (comme nous allons le voir) de l'«Ordine Nuovo».

Ce pont grâce auquel, curieusement, après tout le bruit fait au Conseil national de Milan, une partie des ex-critiques de la direction maximaliste du PSI et, selon les historiens, les pères putatifs du Parti communiste d'Italie, se rapprochent d'un maximalisme soi-disant «réformé» ou «rénové» (il s'agit dans presque tous les cas d'ordinovistes ou de philo-ordinovistes, de Tasca à Togliatti, de Terracini à Seassaro), est bien visible dans le rapport déjà cité de Tasca au Congrès de la Chambre de Turin des 25-28 mai (et approuvé par celui-ci à la seule exception d'un petit groupe d'anarchistes et anarcho-syndicalistes) sous le titre : «Les valeurs politiques et syndicales du Conseil d'usine». On **déclare** ouvertement l'accord avec le projet Schiavello, dont les mythiques conseils ne sont plus, comme dans l'idéologie ordinoviste «des débuts», la «cellule du nouvel Etat», **le point d'arrivée et de départ** de la révolution communiste : ils ne sont plus que les premières pierres d'un édifice que ceux-ci, organes de «démocratisation» et de «pouvoir prolétarien sur le lieu de travail» (et ici Tasca reste dans l'orbite du gramscisme), **contribuent** seulement à ériger, provoquant une transformation de l'organisation syndicale par métier et catégorie en organisation par industrie, grâce à quoi le rapporteur, évoquant des idées typiques des IWW et de Daniel De Leon sans expliquer pourquoi ni comment, s'attend à ce que les «organisations syndicales prennent position pour la révolution communiste» et se préparent à devenir, après la victoire, les éléments constitutifs du nouveau régime. Il s'ensuit que les conseils d'usine et les syndicats ne sont plus **deux** organisations **séparées**, celles-ci primant sur celles-là, mais «**un organisme unique**, parce que le Conseil n'est que l'expression de l'activité syndicale sur le lieu de

¹ Nous sommes ici en pleine anticipation du maoïsme de l'Union « marxiste-léniniste » !

travail, et que le Syndicat est **l'organisation d'ensemble** qui regroupe les Conseils par branche de production, en en coordonnant et en en **disciplinant** l'action», et donc le second barreau sur l'échelle organisationnelle ascendante se subordonnant, sans cependant l'annuler, le premier : «les Conseils d'usine deviendront des **sections et sous-sections** du Syndicat dans chaque localité». Gramsci n'aura donc pas tort de s'exclamer que le rapporteur «a ruiné en quelques heures un travail d'éducation et d'élévation du niveau de la culture ouvrière [passons sur cette horrible formule] qui a coûté à l'«Ordine Nuovo» et au groupe de l'«Ordine Nuovo» un an de travail et d'efforts». Tasca, au contraire, ne s'arrêtera pas là, et, sur la vague de la polémique – avec le caractère d'âpreté de celle de deux ennemis – il en arrivera à définir comme anarchiste et syndicaliste la conception gramsciste, à demander que l'on considère le conseil d'usine «avant que d'être la base de l'Etat communiste, comme un **instrument de lutte** pour la révolution, sans lequel l'Etat communiste [...] resterait réduit à la base sur laquelle il se sera édifié», et à renier le mot d'ordre de reconnaissance des conseils comme organes de contrôle de la production, qui avait pourtant été le slogan de la grève des aiguilles, car c'est «une erreur de tendre à des conquêtes faites avec la présomption d'arracher des «lambeaux de pouvoir» au capitalisme» (l'allusion au mythe indiquant conseil = cellule du pouvoir est enfin découverte).

La réaction de Gramsci est aussi rapide que solitaire, et elle ouvre une joute oratoire destinée à se prolonger jusqu'à la veille de l'occupation des usines. Dans celle-ci, le père de l'«Ordine Nuovo» revendique, en les **poussant à fond** (et ainsi en **s'éloignant** d'un laborieux rapprochement d'avec le «léninisme»), ses thèses de départ : le conseil d'usine (plus ou moins confondu avec le soviétique) est le «**début historique** d'un processus qui devra **nécessairement** conduire à la fondation de l'Etat ouvrier», l'«institution **absolument originale** qui **ne peut** être confondue avec le Syndicat, qui ne peut être coordonné et subordonné au Syndicat», organe donc à partir duquel part la révolution et auquel la révolution revient **en s'en servant** uniquement dans sa phase «destructive», au contraire de la phase «constructive» (article «Deux révolutions» du 3 juillet) ou le syndicat et le parti «créent les conditions externes générales (politiques)» dans lesquelles la splendide fleur du conseil d'usine ouvrira sa corolle en devenant «Etat ouvrier» ; syndicat et parti (toujours mis sur le même plan chez Gramsci), «organisations de type volontaire et contractuelle [...] nées sur le terrain de la démocratie bourgeoise en tant qu'affirmation et développement des libertés politiques»¹, donc incapables d'exprimer et de contenir l'infinie richesse de la révolution qui au contraire est toute contenue dans les conseils, institution que l'ouvrier trouve pré-constituée et dans laquelle il entre et travaille «par une nécessité déterminée», «cellule du nouvel Etat» (à son tour «reflet des rapports industriels dans l'usine») ; le syndicat étant par ailleurs périssable en tant qu'«organe de la légalité industrielle» dont le conseil est la

¹ Comme Tasca s'était précédemment rapproché des « conseillistes » de Hambourg, Gramsci se rapprocha d'Otto Rühle pour lequel parti et capitalisme (et donc démocratie) ne font qu'un, naissent et meurent ensemble !

négarion, de manière à ce que le second «tend, pas sa **spontanéité révolutionnaire**, à déchaîner à **tout moment** la guerre de classe» alors que le premier «**de par sa forme bureaucratique** [sentez-vous les échos de Gorter et Pannekoek ?], tend à empêcher la guerre de classe de se déchaîner» ; le parti est lui dégradé en «parti des masses voulant se libérer par leur propres moyens, de manière autonome, de l’esclavage politique et industriel à travers l’organisation de l’économie sociale», en «parti de confiance démocratique pour toutes les classes opprimées [...] au contact de toutes les couches du peuple travailleur», **jamais** (vous entendez les critiques de Kautsky aux bolcheviques ?) «parti se servant des masses pour tenter une héroïque imitation des jacobins français» ! («Deux révolutions», 3 juillet). Et tout ce fourbis serait du «léninisme» ? C’est ce mélange d’anarcho-syndicalisme, de sorelianisme et de... kautskisme qui aurait préparé Livourne ?

Il nous suffit de constater qu’à la veille du IIème Congrès de l’Internationale, le maximalisme avait en partie recousu les morceaux **grâce** au retour du troupeau au bercail «réformé» de la majorité du groupe ordinoviste et de ses sympathisants ; loin de se rapprocher de la vision marxiste de rapport entre parti et classe, du processus révolutionnaire en général et de la dictature du prolétariat en particulier, il s’en éloignait encore plus en revenant à sa propre matrice idéaliste ; et ce n’est pas par hasard si, en août, l’accord précaire sur la base duquel ordinovistes et abstentionnistes dirigeaient ensemble la section de Turin éclata, chacun menant – comme ça aurait du être le cas depuis le départ – son propre chemin. Qui s’étonnera de ce que l’idée d’un congrès dont la section, selon la motion «Pour une rénovation du PSI», aurait dut se faire promotrice pour rassembler tous les éléments désireux de sortir de l’équivoque centriste, soit morte le jour même de sa formulation ? Ou qu’il ait fallu tant de mois pour rapprocher du pôle magnétique de la Fraction communiste les «rebelles» réticents de la majorité socialiste ? Et l’on était à la veille du congrès de Moscou !

On peut à l’inverse suivre le développement à l’échelle nationale du réseau de la Fraction communiste abstentionniste dans les numéros successifs de «Il Soviet» ¹. Son représentant était parti depuis peu à Moscou, suivant à distance la délégation officielle du PSI, lorsque le Comité provisoire de la jeunesse de la Fraction lança à la jeunesse socialiste italienne l’appel et le programme que nous reproduisons en annexe à ce chapitre ², comme une bouffée d’oxygène dans l’asphyxiant climat que nous venons d’évoquer. La critique du réformisme est menée ici **autant** envers le centre qu’envers la droite du PSI, les fonctions spécifiques du mouvement de la jeunesse sont définies sans aucun fléchissement devant le culturalisme maximaliste et ordinoviste ainsi que sans aucun renoncement aux tâches de formation **théorique et politique** des militants, l’action anti-militariste est placée sur des bases excluant tout

¹ Un point intéressant, lors des polémiques de l’époque, est la défense du bolchevisme contre les diffamations anarchistes sur la position des bolcheviques à l’égard de la « révolution double » : voir par exemple « Le bolchevisme diffamé par les anarchistes » dans le nr. 15 du 23. V. 1920 de « Il Soviet ».

² Cf. annexes de ce chapitre.

humanitarisme et pacifisme de la même manière que l'action anti-cléricale l'est sur des bases qui ne peuvent pas se confondre avec celles du traditionnel illuminisme maçonnique, le refus de toutes les variétés de réformisme s'accompagne de celui du syndicalisme et du «révolutionnarisme anarchisant», la condamnation du parlementarisme est réalisée en même temps que la soi-disant «absence de tendances» dans le mouvement de la jeunesse, on dénonce le courant social-démocrate comme constituant «**l'ultime tranchée du régime bourgeois**» et on réclame donc l'exclusion de l'Internationale de tous ceux qui appartiennent à des courants **du centre ou de la droite** du mouvement ouvrier ; enfin, on retire l'adhésion au PSI et on déclare changer la dénomination de Fédération de la jeunesse socialiste en Fédération de la jeunesse communiste.

Ainsi même sur ce terrain la Fraction constitue le seul **point ferme** au sein de désordre des autres «tendances» (si celles-ci méritent ce nom). Lénine et les bolcheviques pouvaient être en désaccord avec nous sur des questions tactiques : mais ce n'est pas un hasard si c'est à nous, et **seulement** à nous – parmi les «dissidents» du PSI – que fut envoyée l'invitation de participer au congrès de Moscou. Et maintenant passons de la scène italienne à la révolution, victorieuse ou vaincue, en Europe.

Annexes au Chapitre VII

[Retour à la table des matières](#)

Pour une rénovation du parti socialiste

(« Ordine Nuovo », année II, n° 1 du 8.V.1920)

1) La physionomie de la lutte de classe en Italie est actuellement caractérisée par le fait que les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture sont étroitement déterminés, sur tout le territoire national, à poser la question de la propriété des moyens de production de manière ouverte et violente. Les crises nationales et internationales qui anéantissent progressivement la valeur de la monnaie démontrent que le capital est à bout de forces ; le mode de production et de distribution actuel n'arrive plus à satisfaire ne serait-ce que les exigences vitales élémentaires et ne subsiste que grâce à la défense féroce des forces armées de l'Etat bourgeois ; tous les mouvements du peuple travailleur italien tendent irrésistiblement à effectuer une gigantesque révolution économique introduisant un nouveau mode de production, un nouvel ordre dans le processus de production et de distribution, donnant à la classe des ouvriers industriels et agricoles le pouvoir sur la production, l'arrachant des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers.

2) Les industriels et les propriétaires terriens ont concentré au maximum leur discipline et leur puissance de classe : un mot d'ordre lancé par la Confédération générale de l'industrie italienne est immédiatement appliqué dans chaque usine. L'Etat bourgeois a créé un corps armé de mercenaires destiné à fonctionner comme l'organe exécutif de la volonté de cette nouvelle organisation de la classe des propriétaires tendant, à travers le lock-out appliqué à large échelle et le terrorisme, à restaurer son pouvoir sur les moyens de production, contraignant les ouvriers et les paysans à se laisser extorquer toujours plus de travail non payé. Le dernier épisode de lock-out des usines métallurgistes turinoises a été un épisode de cette volonté des industriels d'écraser la classe ouvrière sous leur talon ; les industriels ont profité du manque de coordination et de concentration révolutionnaire des forces ouvrières italiennes pour tenter d'écraser la solidarité du prolétariat italien et ôter de la conscience des travailleurs le prestige et l'autorité des organisations d'usine (conseils et commissaires d'atelier) qui avaient commencé la lutte pour le contrôle ouvrier. La prolongation des grèves des ouvriers agricoles dans les provinces de Novara et de Lomellina démontre que les propriétaires terriens sont disposés à anéantir la production pour réduire au désespoir et à la famine le prolétariat agricole et le soumettre impitoyablement aux conditions de travail et d'existence les plus dures et les plus humiliantes.

3) La phase actuelle de la lutte de classe en Italie est la phase suivante : ou la conquête du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire pour le passage à un nouveau mode de production et de distribution permettant une reprise de la production ; ou une terrible réaction de la classe des propriétaires et de la caste gouvernementale. Aucune violence ne sera négligée pour soumettre le prolétariat industriel et agricole à un travail d'esclave : on cherchera à détruire inexorablement les organisations de la lutte politique de la classe ouvrière (parti socialiste) et à incorporer les organisations de résistance économique (les syndicats et les coopératives) aux engrenages de l'Etat bourgeois.

4) Les forces ouvrières et paysannes manquent de coordination et de concentration révolutionnaire parce que les organes dirigeants du parti socialiste n'ont absolument rien compris à la phase du développement que l'histoire nationale et internationale traverse actuellement ; ils n'ont rien compris à la mission qui incombe aux organisations de lutte du prolétariat révolutionnaire. Le parti socialiste assiste en spectateur au développement des événements, il n'exprime jamais sa propre opinion, une opinion qui se rattache aux thèses révolutionnaires du marxisme et de l'Internationale communiste, il ne lance aucun mot d'ordre qui pourrait être entendu par les masses, donner une direction générale, unifier et concentrer l'action révolutionnaire. Le parti socialiste, en tant qu'organisation politique de l'avant-garde de la classe ouvrière, devrait développer une action d'ensemble apte à mettre toute la classe ouvrière en état de vaincre et de vaincre durablement. Le parti socialiste étant constitué de la partie de la classe ouvrière qui ne se laisse pas avilir et abattre par l'oppression physique et morale du système capitaliste, mais qui a sauvé son

autonomie propre et son esprit d'initiative consciente et disciplinée, devrait incarner la conscience révolutionnaire vigilante de toute la classe exploitée. Son but est de concentrer sur lui l'attention de l'ensemble de la masse, d'obtenir que ses directives deviennent les directives de toute la masse, de conquérir la confiance permanente de toute la masse, de manière à en devenir le guide et la tête pensante. Pour cela il est nécessaire que le parti vive toujours immergé dans la réalité effective de la lutte de classe du prolétariat industriel et agricole, qu'il sache en comprendre les diverses phases, les divers épisodes, les multiples manifestations, pour tirer l'unité de cette diversité, pour être apte à donner une réelle direction à l'ensemble des mouvements et convaincre les foules qu'un nouvel ordre émerge de l'épouvantable désordre actuel, un ordre qui, en se généralisant, régénérera la société des hommes et rendra l'instrument de travail à nouveau apte à satisfaire les exigences de la vie et de la société. Le parti socialiste est resté, même après le congrès de Bologne, un vrai parti parlementaire qui se maintient immobile au sein des étroites limites de la démocratie bourgeoise et ne se préoccupe que des affirmations politiques superficielles de la caste gouvernementale. Il n'a pas acquis sa physionomie propre de parti caractéristique du prolétariat révolutionnaire et de celui-ci seulement.

5) Après le congrès de Bologne, les organes centraux du parti auraient dû commencer à développer pleinement une action énergique pour donner à ses militants cohésion et homogénéité, pour lui donner sa physionomie propre de parti communiste adhérent à la Troisième Internationale. La polémique avec les réformistes et les opportunistes ne fut même pas entamée ; ni la direction du Parti ni l'« *Avanti* » n'opposèrent leurs conceptions révolutionnaires à la propagande incessante que les réformistes et les opportunistes ont développés au Parlement et dans les organisations syndicales. Les organes centraux du parti ne firent rien pour donner aux masses une éducation politique dans un sens communiste ; pour amener les masses à éliminer les réformistes et les opportunistes des directions des organisations syndicales et des coopératives ; pour donner aux sections et aux groupes de camarades les plus actifs une direction et une tactique unificatrice. Pendant que la majorité révolutionnaire du Parti n'avait ni une pensée propre ni un exécutant de sa volonté dans la direction ou dans le journal, les éléments opportunistes se sont au contraire fortement organisés et ont exploité le prestige et l'autorité du Parti pour consolider leurs positions parlementaires et syndicales. La direction leur a permis de se rassembler et de voter des résolutions contraires aux principes et à la tactique de la Troisième Internationale, hostile à l'orientation du parti ; la direction a laissé la totale autonomie à des organisations, qui lui étaient subordonnées, de développer des actions et de défendre des conceptions contraires aux principes et à la tactique de la Troisième Internationale : la direction du parti a été systématiquement absente de la vie et de l'activité des sections, des organes et des simples camarades. La confusion qui existait dans le Parti avant le congrès de Bologne, et qui pouvait s'expliquer par l'état de guerre, non seulement n'a pas disparue, mais s'est accrue de manière catastrophique ; il est normal qu'en de telles conditions la confiance des masses dans le Parti ait baissé, et qu'en de nombreux endroits les tendances anarchistes aient tenté de prendre le contre-pied. Le parti politique de la classe ouvrière n'est justifié qu'en

tant que, concentrant et coordonnant l'action prolétarienne, il oppose un pouvoir révolutionnaire de fait au pouvoir légal de l'état bourgeois et en limite la liberté d'initiative et de manœuvre ; si le Parti ne réalise pas l'unité et la simultanéité des efforts, si le Parti se révèle comme une véritable organisation bureaucratique, sans âme et sans volonté, la classe ouvrière tend instinctivement à constituer un autre parti et se porte vers les tendances anarchistes qui justement critiquent incessamment et âprement le centralisme et le fonctionnarisme des partis politiques.

6) Le Parti est resté en dehors du mouvement international. La lutte de classe prend des dimensions énormes dans tous les pays du monde ; partout les prolétaires sont poussés à changer de méthodes de lutte, et même, comme en Allemagne, après le coup de main des militaires, à s'insurger les armes à la main. Le Parti n'explique pas ces événements au peuple travailleur italien, il ne les justifie pas selon les conceptions de l'Internationale Communiste, il ne se charge pas de développer une action éducative destinée à rendre le peuple travailleur italien conscient de cette vérité : la révolution prolétarienne est un phénomène mondial et tout événement particulier doit être jugé et considéré dans un cadre mondial. La Troisième Internationale s'est déjà réunie deux fois en Europe occidentale, en décembre 1919 dans une ville allemande et en février 1920 à Amsterdam. Le Parti italien n'était représenté dans aucune de ces réunions. Les militants du Parti ne sont même pas informés par les organes centraux des discussions qui y ont eu lieu et des délibérations prises lors des deux conférences. Au sein de la Troisième Internationale les polémiques sur la doctrine et la tactique de l'Internationale Communiste bouillonnent. Celles-ci ont même conduit (comme en Allemagne) à des scissions. Le Parti italien reste totalement en dehors de ces débats qui trempent les consciences révolutionnaires et construisent l'unité de conscience et d'action des prolétaires de tous les pays. L'organe central du Parti n'a de correspondants ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni même en Suisse. Etrange situation pour le journal du Parti socialiste qui représente en Italie les intérêts du prolétariat international, et étrange condition faite à la classe ouvrière italienne qui doit s'informer à travers les dépêches des agences de presse et des journaux bourgeois, incomplètes et tendancieuses. L'«Avanti !», en tant qu'organe du Parti, devrait être l'organe de la Troisième Internationale. On devrait trouver dans l'«Avanti !» les informations, les polémiques et les développements sur les problèmes du prolétariat qui concernent la Troisième Internationale. Une polémique incessante, dans un esprit unitaire, devrait être conduite dans l'«Avanti !» contre toutes les déviations et les compromissions opportunistes. Au lieu de cela, l'«Avanti !» met en valeur les manifestations de la pensée opportuniste, comme le récent discours parlementaire du député Treves, développant une conception petite bourgeoise des rapports internationaux et une théorie contre-révolutionnaire et défaitiste de l'activité du prolétariat. L'absence au sein des organes centraux de toute préoccupation d'information du prolétariat sur les événements et les discussions théoriques qui se déroulent dans la Troisième Internationale peut aussi être observée dans l'activité de la Librairie d'Edition [librairie éditrice du P.S.I., ndt]. La Librairie continue à publier des livres sans importance ou des écrits défendant les conceptions et les opinions propres à la Seconde Internationale. Les textes des camarades russes, indispensables

pour comprendre la révolution bolchevique, ont été traduits en Suisse, en Allemagne et en Angleterre et sont ignorés en Italie. Ceci est valable pour tous les textes contenus dans «L'Etat et la Révolution». Les textes traduits l'ont été de manière insatisfaisante, pleines d'erreurs grammaticales et de non-sens qui les rendent même incompréhensibles.

7) Le travail de rénovation et d'organisation dont nous pensons que les camarades du Parti doivent se charger résulte de l'analyse précédente. Le Parti doit acquérir sa physionomie propre et distincte. Il doit se transformer d'un parti parlementaire petit-bourgeois en parti du prolétariat révolutionnaire luttant pour l'avènement de la société communiste à travers l'Etat communiste, un parti homogène, compact, avec sa propre doctrine, sa propre tactique, une discipline rigide et implacable. Ceux qui ne sont pas communistes révolutionnaires doivent être éliminés du Parti, et sa direction, libérée de la préoccupation de conserver l'unité et l'équilibre entre les différentes tendances et entre les différents **leaders**, doit tourner son énergie vers l'organisation des forces ouvrières pour les placer sur le pied de guerre. Chaque événement de la vie prolétarienne, national et international, doit être immédiatement commenté par des manifestes et des circulaires de la direction pour en tirer les arguments nécessaires à la propagande communiste et à l'éducation des consciences révolutionnaires. La direction, en se maintenant en contact permanent avec les sections, doit devenir le centre moteur de l'action prolétarienne dans tous les domaines. Les sections doivent promouvoir dans toutes les usines, les syndicats, les coopératives, les casernes, la constitution de groupes communistes défendant en permanence au sein des masses les conceptions et la tactique du Parti, organisant la création de Conseils d'usine pour l'exercice du contrôle de la production industrielle et agricole, développant la propagande pour la conquête organique des syndicats, des Chambres du Travail et de la Confédération Générale du Travail, devenant ainsi les éléments de confiance que les masses délègueront pour former les Soviets politiques et exercer la dictature prolétarienne. L'existence d'un Parti communiste compact et fortement discipliné dont le comité central coordonne l'action révolutionnaire du prolétariat à travers ses groupes d'entreprises, de syndicats, de coopératives, est la condition fondamentale et indispensable pour pouvoir réaliser toute expérience de Soviets. Son absence doit faire rejeter toute proposition d'expérience comme une absurdité qui ne peut être utile qu'aux diffamateurs de l'idée soviétiste. De la même manière la proposition d'un parlement socialiste, qui ne pourrait que devenir un instrument aux mains de la majorité réformiste et opportuniste du groupe parlementaire, voué à la défense d'utopies démocratiques et de projets contre-révolutionnaires, doit être rejetée.

8) La direction doit, sans délai, étudier, rédiger et défendre un programme de gouvernement révolutionnaire du Parti socialiste au sein duquel soient analysées les solutions réelles que le prolétariat, devenu classe dominante, apportera à tous les problèmes essentiels – économiques, politiques, religieux, scolaires – qui harcèlent les diverses couches de la population travailleuse italienne. En se basant sur la conception expliquant que le Parti fonde sa force et son action sur la seule classe des

ouvriers industriels et agricoles n'ayant aucune propriété privée, et qu'il considère les autres couches du peuple travailleur comme des auxiliaires de la classe strictement prolétarienne, le Parti doit lancer un manifeste dans lequel la conquête révolutionnaire du pouvoir soit indiquée de manière explicite, dans lequel le prolétariat industriel et agricole soit invité à se préparer et à s'armer et dans lequel les solutions communistes aux problèmes actuels soient clairement indiquées : contrôle prolétarien sur la production et la distribution, désarmement des corps armés de mercenaires, contrôle des municipalités par les organisations ouvrières.

9) La section socialiste de Turin se propose, sur la base de ces considérations, de promouvoir une entente avec tous les groupes de camarades qui se créeront dans les sections pour les discuter et les approuver. Une entente organisée qui prépare à brève échéance un Congrès dédié à discuter des problèmes de tactique et d'organisation prolétarienne et dans le même temps à contrôler l'activité des organes exécutifs du Parti.

Les grèves et massacres de l'heure présente

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», année III, nr. 12 du 25.IV.1920).

Les grèves qui se suivent à une cadence vertigineuse sont la conséquence des graves désordres économiques que nous traversons. Les masses travailleuses commencent à se rendre compte que les augmentations de salaires obtenues à la suite de ces luttes de catégorie ne résolvent rien.

Les modestes bénéfices que celles-ci en tirent sont vite annulés par la forte augmentation du coût de la vie qui ne leur permet aucune trêve et aucun repos après ces luttes demandant les plus lourds sacrifices. Harassées par ces déséquilibres successifs, elles sont nécessairement poussées à tendre leurs efforts vers une amélioration stérile des salaires mais commencent également à sentir la nécessité de s'emparer des mécanismes de la production afin de pouvoir procéder à une péréquation de la consommation plus disciplinée. Cette tendance se manifeste dans les tentatives répétées de s'emparer des usines et de les gérer pour leur compte, ainsi que dans les tenaces actions menées pour obtenir la reconnaissance des conseils d'usine et leur droit à exercer un contrôle sur la production.

La bourgeoisie et son Etat tolèrent les luttes des travailleurs pour les augmentations de salaires mais réagissent violemment contre cette nouvelle direction prise par les masses et opposent aux tentatives de prise de possessions de la part des travailleurs des usines et des champs, en attendant que vienne à son aide la social-démocratie avec des solutions législatives, le plomb des gardes royaux. Le nombre des morts et la manière dont ces meurtres sont exécutés sont impressionnants.

L'intention de la bourgeoisie de noyer dans le sang cette subversion audacieuse est manifeste.

Nous ne verserons pas dans l'habituelle pleurnicherie sentimentale ni ne répéterons pour la énième fois des protestations inutiles.

En réagissant avec brutalité, la bourgeoisie, coupant court à tous les vieux sentimentalismes, a posé le problème dans ses vrais termes, ceux de la force. Elle jette par-dessus bord les illusions des doux rêveurs, de ceux qui imaginent pouvoir la déstabiliser en démolissant morceau par morceau sa solide charpente, ces révolutionnaires réformistes qui croient accomplir un travail révolutionnaire en limitant les droits des capitalistes.

Nous ne disons pas au prolétariat qu'il doit réclamer du gouvernement bourgeois le respect de la vie humaine et l'obliger à punir les auteurs de tels délits, ses propres sbires.

Nous lui disons qu'il doit employer sa propre force pour affronter la lutte dans toute son âpreté, comme le fait la bourgeoisie.

Dans cette phase critique de l'histoire, la bourgeoisie a conscience de la nécessité de se défendre, et s'y apprête en employant toutes ses ressources. La lutte de classe culmine en ce moment suprême dans la guerre civile.

Nous en sommes au moment du choc entre les avant-gardes. La bourgeoisie ne peut plus désormais faire machine arrière. Les masses travailleuses doivent s'exercer à la violence non seulement pour résister à celle de la bourgeoisie, mais parce que c'est une nécessité inéluctable à leur libération.

Chercher à leur inoculer des sentiments pacifistes et humanitaristes est dangereux. Celui qui fait actuellement une telle propagande est un ennemi du prolétariat, car il ne fait rien d'autre que briser son énergie. Cette propagande humanitaire n'a d'ailleurs aucun effet sur la bourgeoisie.

Tant que son pouvoir n'est pas abattu et qu'elle n'est pas détruite, la violence conserve une fonction essentielle. La génération prolétarienne actuelle, destinée à exercer la dictature, ne peut pas renoncer à la violence.

Le prolétariat qui aura soutenu la lutte la plus âpre pour sa libération sera celui qui défendra les conquêtes de la révolution avec le plus d'énergie.

Les événements advenus lors des révolutions prolétariennes diverses sont d'un grand enseignement à cet égard.

La situation italienne est riche de potentialités révolutionnaires : alors que la bourgeoisie n'arrive pas à résoudre certains de ses problèmes internes et de politique étrangère, et vit au jour le jour sous le cauchemar d'un mouvement qui doit la renverser, la classe travailleuse renforce son énergie et développe son action avec plus d'élan : sans coordination, spontanément, pendant que les ouvriers piémontais mènent durement leur lutte, les camarades travailleurs des autres régions s'insurgent pour empêcher que le gouvernement ne puisse les massacrer et bloquent les trains, ôtant ainsi les armes des mains de la bourgeoisie.

Cette tension toujours croissante a besoin d'un guide pour être canalisée, disciplinée, et ne pas s'épuiser en une série de luttes fragmentaires, celles-ci devant tout au contraire servir de préparation.

Il ne faut pas mener d'action destinée aux seules fins d'imposer au gouvernement bourgeois le respect des libertés publiques.

Il faut préparer le prolétariat à la prise de conscience de la nécessité de la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie afin de supprimer définitivement l'exploitation capitaliste.

La grève de Turin

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», année III, nr. 13 du 2.V.1920)

La grève générale du Piémont est destinée, en tant qu'épisode de la lutte prolétarienne, à soulever de vastes discussions et à largement influencer l'orientation des organisations prolétariennes italiennes.

Il n'est pas utile de cacher que, pour les véritables révolutionnaires, cet épisode constitue une page douloureuse de leur histoire.

Turin - en dépit d'un curieux esprit de clocher socialiste - a été à l'avant-garde du mouvement socialiste italien jusqu'au déclenchement de la guerre.

Il suffit de se rappeler les événements de mai 1915 et d'août 1917 ainsi que de l'intense travail d'organisation, de propagande et des merveilleux résultats qui en ont découlé, particulièrement de l'armistice à aujourd'hui.

Quelles sont les causes qui ont conduit à un échec indubitable le mouvement de Turin, heureusement suffisamment robuste pour que nous puissions dire qu'il ressortira de l'épreuve sans être exsangue.

A Turin on accuse les organisations prolétariennes centrales - Parti et Confédération - de ne pas avoir voulu étendre le mouvement à toute l'Italie. Les dirigeants de ces organisations accusent eux les camarades de Turin d'avoir pris localement une initiative aussi importante sans avoir passé auparavant un accord avec eux.

L'explication de ce qui s'est passé n'est pas simple.

Un mouvement de l'importance de celui de Turin ne naît pas du caprice de quelques hommes. Son déclenchement est la suite logique des événements qui l'ont précédés, et les hommes en charge de la direction du Parti ont le devoir de s'en apercevoir et de s'organiser à temps en conséquence.

La non-intervention des organes centraux est certainement une faute bien plus grave que celle accomplie par les turinois qui, cherchant d'autres voies pour obtenir la solidarité, se sont mis en contact aussi bien avec des organisations et des hommes obéissant aux directives du parti qu'avec d'autres n'y obéissant pas.

Ceci n'empêche, et nous le disons clairement, tout en exprimant toute notre sympathie à ces camarades qui ont valeureusement lutté pendant ces durs moments, que le mouvement de Turin et ses dirigeants ont fait de graves erreurs de méthode.

Nous avons exprimé ces dissensions à de nombreuses reprises, y compris à Turin il y a peu de temps et même au sein du groupe qui suit les directives abstentionnistes.

La grève de Turin provient de l'initiative prise pour la constitution des Conseils d'usine ainsi que de la lutte qui s'est développée sur la question du «principe» du contrôle ouvrier sur la production.

Nous avons dit à de nombreuses reprises que ces questions nous paraissaient mal posées par le groupe dirigeant qui avait pris l'initiative de les propager dans le prolétariat turinois, essentiellement au moyen de l'«Ordine Nuovo».

Le contrôle ouvrier sur la production n'est concevable que lorsque le pouvoir est passé aux mains du prolétariat. Ce n'est de toute manière pas une question centrale du processus communiste dans la mesure où ce contrôle est effectué par les Conseils d'usine. L'Etat bourgeois pourrait très bien l'accepter comme une manœuvre réformiste, comme une illusion paralysant l'action du prolétariat. L'Etat communiste lui le considérera comme un des facteurs de la direction des entreprises, le subordonnant aux intérêts généraux de la classe productrice et de la révolution, représentés par les organes centraux, économiques et politiques, du régime soviétique.

On a fortement surestimé le problème du contrôle ouvrier à Turin, en le comprenant comme une conquête directe que le prolétariat, grâce à son nouveau type d'organisation par usine, peut arracher à la classe industrielle, accomplissant une étape de la révolution avant même la conquête du pouvoir politique - qui est de la responsabilité du **Parti**.

Les racines de cette surévaluation sont dans une situation économique particulière : le degré élevé du développement capitaliste de l'industrie et la situation tranchée de la lutte de classe à Turin. Cette situation a fait ressentir aux ouvriers turinois le besoin de faire un pas décisif sur le terrain social, marquant ainsi que le régime d'arbitraire patronal dans l'usine devenait insupportable.

Cette situation, et la difficulté d'y résister, ont conduit les camarades dirigeant à Turin le mouvement politique communiste sur une fausse voie, celle de la question de pouvoir **dans l'usine** et non celle du pouvoir politique central.

La tâche des communistes est d'utiliser cette tendance prolétarienne pour la conquête du pouvoir en la dirigeant vers la cible principale, le pouvoir politique central.

L'action contre cette cible ne peut être que générale, nationale.

Si le sentiment de devoir dépasser le système de propriété capitaliste est plus fort dans une région que dans une autre, c'est aux organes politiques centraux du prolétariat de trouver la solution à cette situation, en accélérant la préparation dans les autres zones, et en obtenant des plus impatientes de ne pas se lancer dans des mouvements locaux et prématurés destinés à l'échec.

Mais ceci ne s'est pas réalisé, et ne pouvait le faire, en l'absence d'un parti analysant les problèmes de la révolution, avec un Parti socialiste englué dans les pratiques réformistes, étouffé par le mensonge des préoccupations électorales et d'une unité mensongère.

Un autre tort des camarades de Turin, qui ont vu leur méthode entraîner l'échec de leur mouvement, est de n'avoir pas **avant** le déclenchement du mouvement rejoint ceux qui voulaient casser l'unité du parti et écarter toute dégénérescence électorale et corporatiste.

Leur initiative exubérante a conduit les masses à l'échec, mais dans le même temps ces expériences accumulées constitueront une contribution utile pour les futures actions.

A nouveau le prolétariat reprendra, en apprenant de ses erreurs, le chemin tourmenté de sa victoire.

La comédie parlementaire

[Retour à la table des matières](#)

(«II Soviet», année III, nr. 14 du 16.V.1920)

Nous n'écrivons pas pour commenter la chute d'un nouveau ministère, simple indice de l'incurable crise bourgeoise, ni pour nous mêler de la douteuse alchimie des combinaisons parlementaire. Nous voulons signaler le nouveau pas accompli par le maximalisme parlementaire dans la dégénérescence.

Au Congrès de Bologne nous avons soutenu que dans la période actuelle, ou le régime se dissout et ou le prolétariat affronte audacieusement son objectif, celui d'instaurer par la violence révolutionnaire ses nouvelles institutions en enterrant cette charogne de démocratie bourgeoise, la participation des socialistes au parlement bourgeois équivaut à collaborer avec la bourgeoisie et à faire son jeu.

Si, dans la période précédente, lorsque le capitalisme démontrait avoir encore un futur, la méthode de la lutte de classe intransigeante pouvait être garantie par le refus de la collaboration politique avec les partis bourgeois de gauche, dans la phase déterminante actuelle, au contraire, l'intransigeance ne peut se comprendre qu'en dehors du terrain des institutions représentatives bourgeoises.

Aujourd'hui les faits confirment notre thèse. En 1912, le Parti auquel nous appartenions trouvait la force de condamner et d'éliminer ceux qui appuyaient les ministères bourgeois.

En 1919, après la guerre mondiale, après le triomphe de la méthode révolutionnaire communiste, ce même parti, alors qu'il condamne formellement les illusions sociales-démocrates disant que le parlementarisme ne constitue qu'une possible voie vers le pouvoir, conserve sa vieille organisation, ses vieilles méthodes, et même ses vieux parlementaires.

Le Parti s'est révélé non seulement impuissant à passer de la phase de la critique intransigeante à celle de la destruction révolutionnaire, mais il a quitté le terrain même de l'intransigeance traditionnelle.

Si voter ouvertement pour un parlement bourgeois constituait hier une faute, ce ne le serait pas aujourd'hui de voter contre, après avoir travaillé à lui procurer, à la manière des jésuites, la majorité. Il n'y aurait ni faute ni incompatibilité à se livrer aux pires contorsions après avoir dû, pour respecter le minimum de décence, contribuer à la chute d'un gouvernement Nitti.

Ce n'est pas notre propos de nous mêler des abjectes manœuvres de couloir du groupe parlementaire que l'«Avanti !» a bien du dénoncer et flétrir.

Le groupe... maximaliste s'enfonce jusqu'au cou dans les marais mouvants du parlement au sein duquel il avait été envoyé dans le but de le détruire.

Le sabotage des institutions dont on a tant parlé à Bologne et pendant les saturnales démagogiques de la campagne électorale, cette utopie absurde, cède le pas devant la réalité des transactions et des compromis.

Le parlement italien, avec ses cent cinquante six socialistes, remplis admirablement son rôle de paravent de la dictature bourgeoise, de diversion face à l'assaut prolétarien.

L'«Avanti !» ne voit aucune contradiction avec le programme «antiparlementariste» de Bologne lorsqu'il flatte les discours du démocrate Modigliani sur le fonctionnement de la Chambre pendant la crise, en donnant avec complaisance comme titre à son article : «Les Socialistes pour la souveraineté du Parlement».

Voici donc l'objectif des socialistes : la souveraineté du Parlement ! Qui équivaut à la souveraineté des gardes royaux dans les villes italiennes et constitue la condition nécessaire à l'existence du pouvoir et de l'arbitraire de l'Etat bourgeois.

Le révolutionnarisme du Parti socialiste ne dépasse plus désormais celui du Statut albertin de 1848.

Dans un tel Parti, qui ne trouve plus la force de réagir à de si honteuses dégénérescences, il n'y a, pour les communistes, absolument plus rien à faire.

Thèses de la Fraction abstentionniste du PSI

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», année III, nr. 16 et 17 des 6 et 27.V.1920

I

1 – Le communisme est la doctrine des conditions sociales et historiques de l'émancipation du prolétariat.

L'élaboration de cette doctrine a débuté lors des premiers mouvements prolétariens s'opposant aux conséquences du système de production bourgeois, et a pris forme à travers la critique marxiste de l'économie capitaliste, la méthode du

matérialisme historique, la théorie de la lutte de classe, la conception des bouleversements que le processus historique de la chute du régime capitaliste et de la révolution prolétarienne effectuera.

2 – C'est sur cette doctrine, dont la première expression systématique est le «Manifeste des Communistes» de 1847, que se base la constitution du Parti communiste.

3 – La situation créée par les rapports de production bourgeois, basés sur la possession privée des moyens de production et d'échange, sur l'appropriation privée des produits du travail collectif, et sur la libre concurrence de ces mêmes produits à travers le commerce privé, est toujours plus intolérable pour le prolétariat dans la période actuelle.

4 – A ces rapports économiques correspondent les institutions politiques propres au capitalisme : celles de l'Etat à représentation démocratico-parlementaire. Dans une société divisée en classes, l'Etat est l'organisation du pouvoir de la classe économiquement privilégiée. Bien que la bourgeoisie ne représente qu'une minorité de la société, l'Etat démocratique constitue un système de forces armées organisées pour conserver les rapports de production capitalistes.

5 – La lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste assume des formes successives, qui vont de la destruction violente des machines à l'organisation professionnelle pour l'amélioration des conditions de travail, aux conseils d'usine et aux tentatives de prise de possession des usines.

A travers toutes ces actions particulières, le prolétariat se dirige vers la lutte révolutionnaire décisive dirigée contre le pouvoir de l'Etat bourgeois qui empêche que les rapports de production actuels puissent être dépassés.

6 – Cette lutte révolutionnaire est le conflit de toute la classe prolétarienne contre toute la classe bourgeoise. Son instrument est le parti politique de classe, le parti communiste, qui réalise l'organisation consciente de cette avant-garde du prolétariat ayant compris la nécessité d'unifier sa propre action dans l'espace, par delà les intérêts des différents groupes, catégories ou nationalités, et dans le temps, en subordonnant les conquêtes partielles, qui ne s'attaquent pas à l'essence de la structure bourgeoise, au résultat final.

C'est donc seulement l'organisation en parti politique qui réalise la constitution du prolétariat en classe luttant pour sa propre émancipation.

7 – Le but de l'action du parti communiste est la destruction violente de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l'organisation de celui-ci en classe dominante.

8 – Tandis que la démocratie parlementaire constitue, à travers la représentation des citoyens de toutes les classes, la forme d'organisation de la bourgeoisie en classe dominante, l'organisation du prolétariat en classe dominante se réalisera à travers la dictature du prolétariat, c'est-à-dire par un type d'Etat dont la représentation (à travers le système des Conseils ouvriers) sera effectuée par les seuls membres de la classe des travailleurs (prolétariat industriel et paysans pauvres), les bourgeois étant exclus de tout droit électoral.

9 – L'Etat prolétarien, brisant la vieille machine bureaucratique, policière et militaire, unifiera les forces armées de la classe travailleuse en une organisation destinée à réprimer tous les efforts contre-révolutionnaire de la classe dépossédée, et à effectuer les mesures d'intervention dans les rapports bourgeois de production et de propriété.

10 – Le processus à travers lequel on passera de l'économie capitaliste à l'économie communiste sera très complexe, ses phases seront multiples et fonction des diverses conditions de développement économique. Le terme de ce processus est la complète réalisation : de la possession et de l'exercice des moyens de production de la part de l'ensemble de la collectivité unifiée ; de la distribution centrale et rationnelle des forces productives dans les différentes branches de production ; de l'administration centrale par la collectivité de la répartition des produits.

11 – Quand les rapports de l'économie capitaliste auront été totalement supprimés, l'abolition des classes sera un fait accompli et l'Etat, en tant qu'appareil de pouvoir politique, sera progressivement substitué par une administration collective rationnelle de l'activité économique et sociale.

12 – Le processus de transformation des rapports de production sera accompagné d'une très vaste série de mesures sociales fondées sur le principe suivant lequel la collectivité prendra en charge l'existence matérielle et intellectuelle de tous ses membres. Nous éliminerons ainsi successivement toutes les tares que le prolétariat hérite du monde capitaliste, et, suivant les paroles du Manifeste, à la vieille société divisée en classes qui s'affrontent succédera une association dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.

13 – Les conditions de la victoire du prolétariat dans la lutte pour la réalisation du communisme consistent, bien plus que l'utilisation rationnelle des compétences dans les domaines techniques, à confier les charges politiques et de contrôle de l'appareil d'état à des hommes qui placent à la première place les intérêts généraux et le triomphe final du communisme et non les intérêts particuliers et limités de groupes.

C'est bien parce que le parti communiste est l'organisation des prolétaires qui ont cette conscience de classe que le but du parti sera de conquérir, pour ses adhérents, à travers un travail de propagande, les charges électives de l'organisation sociale. La dictature du prolétariat sera donc la dictature du parti communiste et celui-

ci sera un parti de gouvernement dans son acceptation complète, en opposition à ce qu'ont été les vieilles oligarchies puisque les communistes se chargeront des tâches exigeant le maximum de renoncements et de sacrifices et prendront sur eux la partie la plus lourde des tâches révolutionnaires incombant au prolétariat dans le travail qui fera naître un monde nouveau.

II

[Retour à la table des matières](#)

1 – La critique communiste, élaborée en permanence sur la base de ses méthodes fondamentales propres, et par la propagation des conclusions auxquelles celle-ci arrive, vise à arracher l'influence qu'ont sur le prolétariat les systèmes idéologiques des autres classes et des autres partis.

2 – Le communisme évacue en premier lieu le terrain des conceptions idéalistes selon lesquelles les faits du monde de la pensée constituent la base - et le résultat - des conditions réelles de vie de l'humanité et de ses développements. Toutes les formulations religieuses et philosophiques de ce genre sont considérées comme le bagage idéologique des classes dont la domination est antérieure à l'époque bourgeoise et était basée sur une organisation ecclésiastique, aristocratique ou dynastique, justifiable du seul fait d'une investiture supra-humaine.

Un des symptômes de la décadence de la bourgeoisie moderne est la réapparition en son sein d'une nouvelle forme de cette vieille idéologie qu'elle-même a détruit.

Un communisme fondé sur des bases idéalistes est donc une absurdité inacceptable.

3 – De manière encore plus caractéristique, le communisme représente la démolition critique des conceptions du libéralisme et de la démocratie bourgeoise. L'affirmation juridique de la liberté de pensée et de l'égalité politique des citoyens, la conception selon laquelle les institutions basées sur le droit de la majorité et sur le mécanisme de la représentation électorale universelle sont la base suffisante pour un progrès indéfini et graduel de la société humaine constituent l'idéologie correspondant au régime de l'économie privée et de la libre concurrence, et aux intérêts de classe des capitalistes.

4 – Le concept selon lequel on pourrait obtenir l'amélioration de la condition de vie des masses à travers l'amélioration de l'éducation et de l'instruction réalisée par les classes dominantes et leurs institutions fait partie des illusions de la démocratie bourgeoise. L'élévation intellectuelle des grandes masses a au contraire comme condition une meilleure vie matérielle incompatible avec le régime bourgeois ; d'autre part la bourgeoisie, à travers ses écoles, tente de défendre

justement les idéologies qui empêchent les masses de reconnaître dans les institutions actuelles l'obstacle à leur émancipation.

5 – Une autre des positions fondamentales de la démocratie bourgeoise est le principe de nationalité. La formation d'états sur des bases nationales correspond à la nécessité de classe de la bourgeoisie de constituer son propre pouvoir en profitant des idéologies nationales et patriotiques, correspondant à certains intérêts communs, dans la période initiale du capitalisme, aux hommes de même race, de même langue et de même costume, afin de retarder et d'atténuer les contradictions entre l'Etat capitaliste et les masses prolétariennes.

Les irrédentismes nationaux naissent donc d'intérêts essentiellement bourgeois.

La bourgeoisie elle-même n'hésite pas à piétiner le principe de nationalité lorsque le développement du capitalisme lui impose la conquête, violente ou non, de marchés extérieurs, et donc détermine les querelles entre les grandes unités étatiques. Le communisme dépasse le principe de nationalité car il met en évidence l'analogie de conditions dans lesquelles se trouvent les travailleurs dénués de toute possession face aux donneurs de travail quelles que soient leurs nationalités. Il pose l'union internationale comme le type d'organisation politique que le prolétariat formera lorsqu'il arrivera au pouvoir.

A la lumière de la critique communiste, l'impérialisme capitaliste est à l'origine de la récente guerre mondiale, et les différentes interprétations tendant à l'interpréter, suivant les points de vue des différents états bourgeois, comme une revendication du droit de nationalité d'un peuple ou d'un autre, un conflit entre les états les plus démocratiquement avancés et les autres états organisés sous une forme pré-bourgeoise, ou enfin comme une soi-disant nécessité de défense contre l'agression d'ennemis, tombent d'elle-même.

6 – Le communisme est aussi opposé aux positions du pacifisme bourgeois et aux illusions wilsoniennes sur la possibilité d'une association mondiale des états basée sur le désarmement et sur l'arbitrage, illusions conditionnées par l'utopie d'une subdivision des états en fonction des nationalités. Pour les communistes les guerres ne deviendront impossibles, et les questions nationales ne seront résolues, que lorsque le régime capitaliste aura été substitué par la République Internationale Communiste.

7 – Le communisme se présente également comme le dépassement des systèmes socialistes utopistes qui proposaient d'éliminer les défauts de l'organisation sociale moyennant un plan de constitution de nouvelles organisations sociales dont la possibilité de réalisation n'était en aucune manière mise en relation avec le développement de l'histoire et était confié à l'initiative de potentats ou à l'apostolat de philanthropes.

8 – L'élaboration par le prolétariat de sa propre interprétation théorique de la société et de l'histoire, qui constitue le guide de son action contre les conditions de vie du monde capitaliste, donne continuellement lieu à la naissance d'écoles ou de tendances plus ou moins influencées par l'immaturation des conditions de lutte et les différents préjugés bourgeois. De ceci découlent des erreurs et des échecs de l'action prolétarienne ; mais c'est avec le matériel provenant de ces expériences que le mouvement communiste arrive à préciser toujours plus clairement les questions de doctrine et de tactique, se différenciant et combattant tous les autres courants qui s'agitent au sein du prolétariat.

9 – La constitution d'entreprises coopératives de production, dans lesquelles le capital appartient aux ouvriers qui y travaillent, ne peut constituer une voie vers la suppression du système capitaliste dans la mesure où l'acquisition des matières premières et la vente des produits se réalise également, dans ces entreprises, suivant les lois de l'économie privée, et que le capital collectif de celles-ci finit par entraîner le crédit et donc le contrôle par le capital privé.

10 – Les organisations économiques professionnelles ne peuvent être considérées comme communistes, ni comme des organisations suffisantes à la lutte pour la révolution prolétarienne, ni comme des organisations essentielles de l'économie communiste.

L'organisation en syndicats professionnels sert à neutraliser la concurrence entre ouvriers d'un même métier et à empêcher la baisse des salaires à un niveau très bas, mais, de même qu'elle ne peut arriver à la suppression du profit capitaliste, elle ne peut arriver à l'union des travailleurs de toutes les professions contre le privilège du pouvoir bourgeois. D'autre part, le simple passage de propriété du patron privé au syndicat ouvrier ne réaliserait pas les conditions économiques nécessaires au communisme, selon lequel la propriété doit être transférée à l'ensemble de la collectivité prolétarienne, ceci constituant l'unique voie pour éliminer les caractéristiques de l'économie privée dans l'appropriation et la répartition des produits.

Les communistes considèrent le syndicat comme le terrain d'une première expérience prolétarienne permettant aux travailleurs d'aller plus avant, vers le concept et la pratique de la lutte politique dont l'organe est le parti de classe.

11 – C'est en général une erreur de croire que la révolution puisse être un problème de forme d'organisation des prolétaires, forme conçue en fonction des regroupements qu'ils réalisent pour la défense de leurs intérêts dans le cadre du système capitaliste de production.

Ce n'est pas non plus une modification de la structure des organisations économiques qui pourra donner au prolétariat le moyen efficace pour réaliser son émancipation.

Les syndicats d'entreprise ou les conseils d'entreprise surgissent comme organes de défense des intérêts du prolétariat dans les différentes entreprises, lorsqu'il commence à apparaître qu'il est possible de limiter l'arbitraire capitaliste dans la gestion de celles-ci. L'acquisition par ces organisations d'un droit plus ou moins large de contrôle sur la production n'est pas incompatible avec le système capitaliste et pourrait même être pour celui-ci un moyen de conservation.

Même le passage de la gestion à ces organisations ne constituerait pas (comme on l'a dit pour les syndicats) l'avènement du système communiste. Selon la saine conception communiste, le contrôle ouvrier sur la production ne se réalisera qu'après la destruction du pouvoir bourgeois, comme un contrôle sur la marche de chaque entreprise réalisé par l'ensemble du prolétariat, uni par l'Etat des conseils ; et la gestion communiste de la production sera constituée par la direction de la production, à travers chaque branche et chaque unité, par les organes collectifs rationnels représentant les intérêts de tous les travailleurs associés dans l'œuvre de construction du communisme.

12 – Les rapports capitalistes de production ne peuvent être altérés par l'intervention des organes de pouvoir bourgeois.

Donc le passage d'entreprises privées à l'état ou aux administrations locales ne correspond aucunement à la conception communiste. Un tel passage est toujours accompagné du paiement de la valeur du capital de l'entreprise à l'ancien propriétaire, qui conserve ainsi son plein droit à l'exploitation ; les entreprises elles-mêmes continuent à fonctionner comme des entreprises privées dans le cadre de l'économie capitaliste ; elles deviennent même des moyens opportuns pour l'œuvre de conservation et de défense de classe que poursuit l'état bourgeois.

13 – La conception suivant laquelle l'exploitation capitaliste du prolétariat pourrait être graduellement atténuée et même éliminée par le travail de réformes et de législation des institutions politiques actuelles, effectué par les représentants du parti prolétarien en leur sein ou même par une agitation des masses, ne conduit qu'à se rendre complice de la défense des privilèges de la bourgeoisie en cédant, en apparence, une partie de ceux-ci pour tenter d'apaiser les souffrances des masses et dévier leurs efforts révolutionnaires contre les fondements du régime bourgeois.

14 – La conquête du pouvoir politique par le prolétariat, considérée comme le but principal de l'action, ne peut être réalisée par l'obtention de la majorité dans les organes électifs bourgeois.

La bourgeoisie, au moyen des organes exécutifs de l'Etat, ses agents directs, assure très facilement la majorité de ses organes électifs à ses propres mandataires ou aux éléments qui, pour y pénétrer individuellement ou collectivement, sont tombés dans son jeu et sous son influence. Par ailleurs la participation à ces institutions

comporte l'engagement de respecter les points cardinaux, juridiques et politiques, de la constitution bourgeoise. La valeur purement formelle de ces engagements est toutefois suffisante pour libérer la bourgeoisie de se retrouver embarrassée par des accusations d'illégalité lorsque celle-ci recourt, en toute logique, au service de ses moyens de défense armée avant de livrer son pouvoir et de laisser briser sa machine bureaucratique et militaire de domination.

15 – Reconnaître la nécessité de la lutte insurrectionnelle pour la prise du pouvoir mais proposer que le prolétariat exerce son pouvoir en concédant à la bourgeoisie une représentation au sein des nouveaux organes politiques (assemblée constituante ou combinaison de celle-ci avec le système des conseils ouvriers) est un programme inacceptable et s'opposant à la conception centrale communiste de la dictature prolétarienne. Le processus d'expropriation de la bourgeoisie serait immédiatement compromis ou bien celle-ci y trouverait un prétexte pour influencer sur la constitution de la représentation de l'état prolétarien expropriateur. Ceci permettrait à la bourgeoisie d'utiliser son influence qui inévitablement se renforcerait en fonction de son expérience et de sa préparation technique et intellectuelle pour y introduire sa propre activité politique tendant au rétablissement de son pouvoir par une contre-révolution. Tout préjugé démocratique concernant la parité de traitement dont le pouvoir prolétarien devrait user envers les bourgeois concernant la liberté d'association, de propagande et de presse aurait les mêmes conséquences.

16 – Le programme d'une organisation de la représentation politique basée sur les délégués des différentes catégories professionnelles de l'ensemble des classes sociales ne constitue pas non plus la réalisation même formelle du système des conseils ouvriers. En effet, celui-ci est caractérisé par l'exclusion des bourgeois du droit électoral et son organisation centrale ne sera pas désignée par profession mais par circonscriptions territoriales. Cette forme de représentation constitue donc plutôt un stade inférieur de la démocratie parlementaire actuelle.

17 - L'anarchisme, qui tend à l'instauration immédiate d'une société sans Etat et sans organisation politique, et qui conçoit pour l'économie future le fonctionnement d'unités productives autonomes, niant la nécessité de tout centre organisateur et régulateur des activités de production et de distribution, est en profonde opposition avec les conceptions communistes. Une telle conception est voisine de celle de l'économie privée bourgeoise, et reste étrangère au contenu essentiel du communisme. Par ailleurs, l'élimination immédiate de l'état en tant qu'appareil du pouvoir politique soit équivaut à l'absence de résistance envers la contre-révolution, soit présuppose l'abolition immédiate des classes, la soi-disant expropriation révolutionnaire contemporaine à l'insurrection contre le pouvoir bourgeois.

Une telle possibilité n'existe pas même à long terme, à cause de la complexité de la tâche du prolétariat pour substituer à l'économie actuelle l'économie communiste, et parce qu'il est nécessaire que ce processus soit dirigé par une

organisation centrale qui coordonne les intérêts généraux du prolétariat en subordonnant à ceux-ci les intérêts locaux et particuliers, dont le jeu constitue la force de conservation la plus grande du capitalisme.

III

[Retour à la table des matières](#)

1 – La conception communiste du déterminisme économique ne fait pas des communistes les spectateurs passifs du devenir historique mais en fait au contraire des lutteurs infatigables. L'action et la lutte ne pourraient cependant être qu'inefficaces si elles n'incorporaient pas les résultats de la doctrine et de l'expérience de la critique communiste.

2 – Le travail révolutionnaire des communistes est basé sur leur organisation en parti des prolétaires unissant la conscience des principes du communisme à la décision de consacrer tous leurs efforts pour la cause de la révolution.

Le parti, organisé à l'échelle internationale, fonctionne sur la base de la discipline devant les décisions de la majorité et de celle des organes centraux désignés par celle-ci pour diriger le mouvement.

3 - Les activités fondamentales du parti sont la propagande et le prosélytisme, et l'admission des nouveaux adhérents se fait en prenant les plus grandes garanties. Bien que basant le succès de sa propre action sur la diffusion de ses principes et de ses buts finaux, et bien que se battant dans l'intérêt de l'immense majorité de la société, le mouvement communiste ne fait pas de la question de la majorité une condition préalable à sa propre action. Le critère pour juger de l'opportunité de la réalisation d'actions révolutionnaires est l'évaluation objective de ses propres forces et de celles de l'adversaire, dont le critère du nombre n'est ni le seul ni le plus important.

4 – Le parti communiste développe un intense travail interne d'études et de critiques strictement liées aux exigences de l'action et de l'expérience historique, s'employant à réaliser ce travail sur une base internationale. A l'extérieur, il développe en toutes circonstances et avec tous les moyens disponibles la propagation des conclusions qu'il tire de sa propre expérience et de son opposition aux écoles et partis adverses. Et surtout le parti exerce une activité de propagande et d'attraction au sein des masses prolétariennes, particulièrement lorsque celles-ci se lèvent pour réagir aux conditions qui lui sont faites par le capitalisme, et au sein des organisations que les prolétaires forment pour protéger leurs intérêts immédiats.

5 – Les communistes entrent donc dans les coopératives prolétariennes, les syndicats, les conseils d'entreprises pour y constituer des groupes d'ouvriers communistes, cherchant à en obtenir la majorité et la direction pour obtenir que la

masse des prolétaires encadrés dans ces organisations subordonne ses actions aux buts politiques et révolutionnaires les plus élevés dans la lutte pour le communisme.

6 – Au contraire le parti communiste se tient à l'extérieur des institutions et associations dans lesquelles prolétaires et bourgeois participent au même titre, ou, pire, dont la direction appartient aux bourgeois (sociétés de secours mutuel, d'assurance, écoles à buts culturels, universités populaires, associations maçonniques, etc.) et cherchent à en détacher les prolétaires en combattant leurs actions et leur influence.

7 – La participation aux élections des organismes représentatifs de la démocratie bourgeoise ainsi que l'activité parlementaire, bien que présentant constamment des risques de déviation, peuvent être utilisés pour la propagande et la formation du mouvement dans les périodes où, toute possibilité d'abattre la domination bourgeoise étant éloignée, le but du parti se limite à la critique et à l'opposition. Dans la période actuelle, ouverte par la fin de la guerre mondiale, les premières révolutions communistes et la création de la Troisième Internationale, les communistes proposent comme but direct de l'action politique du prolétariat de tous les pays la conquête révolutionnaire du pouvoir à laquelle toutes les forces et tout le travail de préparation doivent être dédiés.

Il est inadmissible, dans cette période, de participer à ces organismes qui apparaissent comme un puissant moyen de défense de la bourgeoisie destiné à agir dans les rangs mêmes du prolétariat, en opposition aux structures et fonctions du système des conseils ouvriers et de la dictature prolétarienne soutenus par les communistes.

A cause de l'importance prise par l'activité électorale il n'est pas possible de la concilier avec l'affirmation disant qu'elle ne constitue pas le moyen pour atteindre le but principal de l'activité du parti, la conquête du pouvoir, ni possible d'éviter qu'elle n'absorbe toute l'activité du mouvement en le détournant de la préparation révolutionnaire.

8 – La conquête électorale des communes et des administrations locales présente des inconvénients de même nature mais encore plus fort que ceux de parlementarisme, elle ne peut être acceptée comme un moyen d'action contre le pouvoir bourgeois, d'une part parce que les communes ne disposent pas de réels pouvoirs mais sont soumises à celui de la machine d'état, et d'autre part parce que cette méthode peut certes causer aujourd'hui quelques embarras à la bourgeoisie dominante, mais qu'en affirmant le principe de l'autonomie locale, opposé au principe communiste de centralisation de l'action, elle préparerait un point d'appui à la contestation de l'établissement du pouvoir prolétarien par la bourgeoisie.

9 – Pendant la période révolutionnaire tous les efforts des communistes sont consacrés à rendre efficace et intense l'action des masses. Les communistes

développent la propagande et la préparation par de larges et fréquentes manifestations prolétariennes, spécialement dans les grands centres, et cherchent à utiliser les mouvements économiques pour des démonstrations politiques ou le prolétariat renforce sa volonté de renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

10 – Le parti communiste porte sa propagande dans les rangs de l'armée bourgeoise. L'antimilitarisme communiste ne se base pas sur un humanitarisme stérile mais sur la nécessité de convaincre les prolétaires que la bourgeoisie les arment pour défendre ses intérêts et pour se servir de leur force contre la cause du prolétariat.

11 – Le parti communiste s'entraîne à agir en tant qu'état-major du prolétariat dans la guerre révolutionnaire. C'est pourquoi il prépare et organise son propre réseau d'informations et de communications. Surtout, il soutient et organise l'armement du prolétariat.

12 – Le parti communiste ne réalise pas d'accord ou d'alliance avec d'autres mouvements politiques qui peuvent partager avec lui certains objectifs contingents mais en divergent quant à leur programme d'action ultérieur. Il repousse également la possibilité de s'allier avec les tendances prolétariennes qui acceptent le principe de l'action insurrectionnelle contre la bourgeoisie (le soi-disant front unique) mais n'acceptent pas le programme communiste ultérieur.

On ne doit pas considérer comme une condition favorable l'augmentation des forces ne cherchant que le renversement du pouvoir bourgeois lorsque celles qui se dirigent vers la constitution du pouvoir prolétarien sur la base des directives communistes, qui seules peuvent en assurer la durée et le succès, sont insuffisantes.

13 – Les soviets, ou conseils des ouvriers, paysans et soldats, constituent les organes du pouvoir prolétarien et ne peuvent exercer leurs véritables fonctions qu'après la destruction du pouvoir bourgeois.

Les soviets ne sont pas en eux-mêmes des organes de la lutte révolutionnaire. Ils ne deviennent révolutionnaires que lorsqu'ils sont conquis majoritairement par le parti communiste.

Les conseils ouvriers peuvent surgir avant la révolution, dans une période de crise aiguë pendant laquelle le pouvoir bourgeois peut être sérieusement mis en danger.

L'initiative de constitution des soviets peut être une nécessité pour le parti dans une situation révolutionnaire, mais elle n'est pas le moyen de créer une telle situation.

Si le pouvoir de la bourgeoisie arrive à se renforcer ultérieurement, la survivance des conseils peut constituer un sérieux danger pour la lutte

révolutionnaire, celui de manœuvres et de combinaisons entre les organes prolétariens et ceux de la démocratie bourgeoise.

14 – Ce qui distingue les communistes, ce n'est pas la proposition de mobilisation immédiate de toute la classe ouvrière pour le soulèvement général à chaque épisode de lutte de classe, mais le fait de soutenir que la phase insurrectionnelle est l'issue inévitable de la lutte et de préparer le prolétariat à l'affronter dans les conditions les plus favorables pour le développement ultérieur de la révolution.

En fonction de la situation, que le parti peut mieux caractériser que le reste du prolétariat, il peut se trouver face à la nécessité soit de précipiter soit de retarder le heurt final.

C'est dans tous les cas un objectif spécifique du parti que de combattre tant ceux qui veulent précipiter l'action révolutionnaire à n'importe quel coût, poussant le prolétariat au désastre, que les opportunistes qui exploitent les circonstances, en déconseillant l'action dans le but d'arrêter définitivement le mouvement révolutionnaire, mouvement que le parti communiste doit au contraire toujours plus conduire sur le terrain de la préparation à la lutte armée finale contre les défenses de la bourgeoisie.

Le prestige parlementaire

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», année III, nr. 16 du 6.VI.1920)

Dans les périodes de vie usuelles, la dictature bourgeoise cache son essence réelle de violente oppression d'une minorité sur la grande majorité moyennant le piège électoral. Cette majorité a l'illusion de donner spontanément un mandat à ceux qui doivent la gouverner en choisissant ses propres représentants.

En réalité, le gouvernement, comité exécutif de défense des intérêts de la classe dominante bourgeoise, qui constitue le pouvoir exécutif, appuyé sur une solide bureaucratie, bien organisée, et qui constitue la réalité de l'autorité de l'Etat, est le seul véritable arbitre du pouvoir politique. Celui-ci exerce sa souveraineté y compris sur le parlement qui lui est lié par cent fils.

Les masses travailleuses, c'est-à-dire la classe opprimée, ne s'en étaient pas suffisamment rendu compte avant-guerre. Incapables d'une insurrection libératrice par manque de maturité, elles se contentaient d'exprimer, par l'intermédiaire de l'un ou de l'autre de ses représentants, au sein de l'organisation bourgeoise, une protestation, dans l'attente du jour lointain où, selon les belles promesses de ses délégués, elle serait devenue la majorité et aurait fait du parlement l'organe de défense de ses propres intérêts. Elles ne se rendaient pas compte que, pour la

bourgeoisie, les parlements avaient pour seule fonction celle d'être une valve de sécurité servant à épuiser en vains mouvements les velléités de rébellion surgissant naturellement des heurts quotidiens pour l'existence.

Parmi les nombreuses conséquences de la guerre il y a eu le discrédit de l'institution parlementaire. Le monde bourgeois est rongé par les contradictions de son mécanisme vital qui s'exaspèrent dans les périodes de plus grande tension. Pendant la guerre, le pouvoir exécutif a révélé tout son côté dictatorial du fait qu'il était contraint d'obtenir le rendement maximum de l'oppression de la machine d'Etat. Ceci particulièrement dans les pays, comme le nôtre, où la violence a dû être employée pour imposer la participation à une guerre dont les grandes masses ne voulaient pas, et à laquelle elles n'ont donné à aucun moment leur adhésion.

La suppression ou la très forte réduction des fonctions d'un parlement d'où provenaient, en fonction de certaines prérogatives, des protestations, a été une impérieuse nécessité. Par ailleurs, son mécanisme ne le rend pas apte à répondre avec la rapidité voulue aux situations d'urgence des périodes de guerre. Pendant celles-ci le parlement a fonctionné comme un simulacre d'organe de consultation du pays, donnant son approbation à toutes les décisions du pouvoir politique.

Après la guerre, lorsque débuta la période critique provenant des conséquences désastreuses de celle-ci et entraînant un profond mal-être, et que d'autre part la pression exercée par l'Etat dut se relâcher, les divers découvreurs de nouveautés s'ingénierent à redonner une vertu à cette valve de sécurité plus que jamais nécessaire, relevant le niveau de l'institution parlementaire qu'ils avaient contribué à abaisser. Ils confièrent cette besogne aux savantes élucubrations des sociaux-démocrates qui avaient déjà mis au point la formule miraculeuse des élections à la proportionnelle.

Mais le jeu n'a pas réussi. Le truc est déjà éventé. Les résultats des élections à la proportionnelle n'ont rien changé d'autre que des rapports de nombre sans importance. La machine d'Etat ne change pas aussi radicalement avec de tels expédients.

La victoire électorale des socialistes n'a eu et ne pouvait avoir d'autres significations que celles de protestation contre une guerre imposée, de défiance dans l'institution et de tentative vers une conquête de la majorité. Les masses travailleuses, instinctivement méfiantes envers toute institution de la classe adverse, n'ont pas demandé et ne demandent pas de réalisations positives de leurs propres représentants, et commencent à perdre toute illusion sur la possibilité d'y faire un travail de destruction de l'ordre existant. Ceux qui soutiennent le contraire attribuent leurs propres aspirations, leurs aspirations à des postes ministériels, aux masses travailleuses qui tournent le dos aux institutions bourgeoises pour se diriger vers celles de leur propre classe.

Face à la crise toujours plus bouillonnante du régime bourgeois, face à l'imminence du heurt final qui pourra lui arracher définitivement le pouvoir, la bourgeoisie, en proie aux doutes, se place dans sa dernière tranchée, celle du parlement.

L'Entente triomphante impose partout, comme première condition d'existence aux Etats provenant de la dissolution des pays ennemis, la constitution d'un parlement. Dans sa lutte contre la Russie des Soviets elle affirme ne pas reconnaître la forme d'un Etat qui ne se base pas sur la démocratie parlementaire.

En Italie aussi les différentes fractions démocratiques veulent que ressurgisse le prestige du parlement. Ceci est un des point-clef du programme d'un des hommes les plus représentatifs de la bourgeoisie, le député Giolitti, lequel pose sur cette base sa candidature à la présidence.

Ce ne sont que des efforts inutiles ne servant qu'à faire comprendre aux travailleurs que si la bourgeoisie se préoccupe tant de la vie de ces organismes c'est surtout parce qu'ils doivent servir à sa propre conservation. Et ce ne sont pas ceux qui, tout en se prétendant ses représentants, se font les paladins de l'institution parlementaire et sont donc des alliés de la bourgeoisie, qui leur feront comprendre.

La Fraction abstentionniste de la jeunesse à la jeunesse italienne

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», nr. 19 du 15.VII.1920)

Camarades !

Le programme de la Fédération de la Jeunesse Socialiste Italienne est toujours celui provenant de l'ordre du jour Vella, voté en 1907 au Congrès de la Jeunesse de Bologne. Celui-ci est désormais dépassé par la crise qui, depuis lors jusqu'à ce jour, emporte le régime bourgeois ; il ne répond plus aux exigences de la période révolutionnaire que nous traversons. Période qui, au sein du Parti Socialiste Italien et de la Fédération de la Jeunesse Socialiste, n'est pas caractérisée par un clair changement de tactique, par une position décidée, mais est au contraire caractérisée par l'équivoque élevée au rang de programme du parti, et, en conséquence, par l'indécision et l'absence de toute action pratique, par le continuel ondoisement entre le social-démocratie le plus évident et un communisme de seule parole qui ne correspond en rien à la théorie et à la pratique communiste. Le programme Serrati-Gennari a misérablement failli et, avec lui, le but principal que celui-ci assignait aux organes centraux de notre Parti : la constitution des soviets. Les soviets se sont graduellement transformés d'organes d'opposition au pouvoir bourgeois, à travers le soutien de la collaboration avec les communes, socialistes ou non, en organes réformistes de collaboration et, au fur et à mesure, la constitution même de ces

organismes réformistes a été limitée à une **expérience**. Aujourd'hui, l'expérience même a été mise en sommeil dans l'indifférence la plus coupable des socialistes italiens. Aujourd'hui l'ex-maximalisme n'a pratiquement plus rien de distinct, mis à part un révolutionnarisme verbal démagogique, du réformisme de Turati et Treves. Aujourd'hui les ex-maximalistes de la direction de notre Parti sont **contre l'expulsion des sociaux-démocrates**. Ils célèbrent, sur l'«Avanti!» la victoire électorale des Indépendants allemands, traités par Lénine de sociaux-renégats, et se situent en dehors des directives de la IIIème Internationale de Moscou. La jeunesse communiste veut-elle continuer à prêter main forte à l'équivoque?

On s'est mis d'accord par référendum pour la tenue d'un Congrès national des jeunes. Il s'agit de sortir de celui-ci avec un programme précis qui n'admette aucune tergiversation.

Les jeunes communistes sont aujourd'hui appelés à accomplir l'œuvre la plus grandiose : celle de transformer le vieux Parti Socialiste de Turati et de Treves en un parti communiste, de nom et de fait, jeune, compact, vigoureux, qui prenne avec décision le chemin de la révolution. Les jeunes abstentionnistes qui ont, les premiers, senti cette nécessité et souhaité cette transformation proposent dès à présent leur programme à votre examen et à vos discussions.

Le programme

1) La jeunesse prolétarienne, depuis son enfance, est prise dans le fatal engrenage du système capitaliste de production qui porte atteinte à son développement physique et intellectuel et crée une conscience de classe alimentée par sa psychologie rebelle et généreuse.

2) Cette psychologie spéciale rend opportune une organisation spéciale : l'organisation de la jeunesse, laquelle recueille la partie la plus vigoureuse et enthousiaste du prolétariat, l'avant-garde héroïque et tenace du parti communiste, disposée à tous les sacrifices et à toute abnégation, prête à assurer les tâches les plus dangereuses dans la dure lutte à venir.

3) Le but de l'organisation de la jeunesse communiste est l'éducation marxiste de la jeunesse travailleuse et l'utilisation de son énergie pour atteindre les objectifs communistes.

4) La jeunesse communiste tend à frapper l'organisation étatique du pouvoir bourgeois sur ses points les plus forts. Une partie importante de son activité est donc dédiée à la propagande antimilitariste, fondée non pas sur de vagues théories humanitaires et pacifistes mais sur la nécessité de désagrégation de l'appareil de défense de l'état bourgeois, celle de la préparation de l'armée de défense de l'état du prolétariat.

5) Elle tend à compléter la conscience de classe et à élever le niveau culturel du prolétariat et cherche pour ceci à la libérer de toute superstition, particulièrement les superstitions morales et politiques provenant de cléricisme, fidèle allié du capitalisme, spécialement dans la tentative de maintenir la classe travailleuse dans la plus basse ignorance.

6) Elle sait que la lutte des classes est celle de l'ensemble de la bourgeoisie contre l'ensemble du prolétariat, que le triomphe final du prolétariat ne sera obtenu que par la révolution mondiale et pour cela se réunit en organisation internationale dont le but est de coordonner le travail et les efforts de toute la jeunesse communiste du monde.

7) La jeunesse communiste, pendant qu'elle s'éduque à travers la lutte, divulgue incessamment au sein du prolétariat les points fondamentaux de la doctrine marxiste, soit par la vulgarisation de ces points et des diverses phases historiques de la lutte des classes, soit, principalement, par la critique du révisionnisme, des fausses interprétations et des multiples dégénérescences de la théorie marxiste.

8) Elle combat toutes les dégénérescences petites-bourgeoises du marxisme, du réformisme au syndicalisme, tout en expliquant les raisons de leur création lors de la genèse historique du mouvement ascendant des classes travailleuses. De même elle combat toutes les formes de révolutionnarisme anarchisant qui n'ont rien à voir avec les bases théoriques et les buts pratiques du mouvement communiste.

9) Elle combat toutes les formes (y compris sous ses formes les plus équivoques) du socialisme parlementaire, défini par Marx comme de l'idiotisme parlementaire qui, de quelque manière qu'il se réalise, se résout en dernière analyse en tentative de s'opposer à tout prix au développement fatal de la crise inguérissable qui précipite le régime bourgeois dans l'abyme.

10) Pendant la période historique de la révolution, ou le prolétariat de tous les pays attend que d'un instant à l'autre sonne l'heure de sa révolution, la jeunesse communiste considère comme incompatible la participation de la soi-disant représentation des classes opprimées au sein des organisations de la classe oppresseuse, alors que tout le travail de critique est effectué et qu'il urge de concentrer les énergies du prolétariat pour sa préparation.

11) Elle affirme que rien n'est plus infantile que la théorie proclamant l'absence de tendances au sein du mouvement de la jeunesse, car il n'y a pas une seule interprétation de la doctrine marxiste et que chaque tendance politique représente une révision ou une interprétation différente de la doctrine marxiste, doctrine que nous avons le devoir de propager, et que cette théorie présuppose que chaque tendance fasse la même propagande alors que les différentes interprétations de cette doctrine sont le fait de tendances politiques différentes.

12) C'est donc en toute conscience que la jeunesse communiste affirme que la tendance social-démocrate est la pire des dégénérescences révisionnistes du système marxiste, constitue l'ultime tranchée de défense du régime bourgeois et proclame fermement la nécessité d'un Parti Communiste homogène ainsi que l'incompatibilité absolue de l'appartenance des non-communistes, qu'ils appartiennent aux fractions du centre ou de la droite, à la Fédération et à l'Internationale de la jeunesse.

13) C'est particulièrement au moment politique actuel que celle-ci déclare changer sa dénomination de Fédération de la Jeunesse Socialiste en Fédération de la Jeunesse Communiste, et retire son adhésion au Parti Socialiste tant que celui-ci n'aura pas abandonné ses hésitations en procédant à l'élimination des non-communistes, se constituant en Parti Communiste, adhérant strictement à la IIIème Internationale de Moscou.

14) Elle subordonne à cette action, la plus importante, l'appui à apporter au travail que le Parti Socialiste pourrait développer pour la préparation révolutionnaire, la constitution des Soviets, et pour toute autre action, parce qu'elle sait que rien de tout cela ne sera possible tant que l'équivoque dans lequel il se débat perdurera.

Le Comité Provisoire de la Fraction de la Jeunesse Communiste Abstentionniste.

N.B : Les Fédérations, Sections et Groupes adhérant à ce programme doivent communiquer leur adhésion au Comité Provisoire de la Fraction de la Jeunesse Communiste Abstentionniste, Borgo. S. Antonio Abate, 221 – Naples.

Histoire de la gauche communiste, Tome II, partie II

Chapitre VIII

La Gauche et le mouvement communiste international

[Retour à la table des matières](#)

Les historiens qui reconstruisent le passé du mouvement ouvrier et communiste mondial en fonction des humeurs momentanées de l'écurie qui leur fournit l'avoine, se moquant bien de devoir dire un jour blanc et le lendemain noir, après avoir dit vert l'avant-veille, reconnaissent depuis quelques temps que par... une étrange coïncidence, la Gauche en Italie et les Bolcheviks en Russie se retrouvèrent d'accord, seuls contre tous, dès le printemps 1920, au moins pour la scission du Parti Socialiste italien, même si pour nous la ligne de rupture devait passer à **gauche** du maximalisme, alors que l'Internationale jugeait suffisant que le groupe de Serrati rompe avec la droite.

Ce n'est pas là, bien entendu, une grande découverte, car si Lénine condamne dans la «Maladie infantile» les thèses abstentionnistes, il ajoute aussi :

««Il Soviet» et sa fraction ont raison quand ils attaquent Turati et ses partisans qui, restés dans un parti qui a reconnu le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat, restent aussi membres du parlement et continuent leur vieille politique opportuniste si nuisible. En tolérant cet état de choses, Serrati et tout le Parti Socialiste italien commettent évidemment une faute qui menace d'être aussi nuisible et dangereuse que celle qui fut commise en Hongrie lorsque les Turati hongrois sabotèrent de l'intérieur le parti et le pouvoir des soviets [...]. Le camarade Serrati a manifestement tort d'accuser d'«inconséquence» le député Turati [...] alors qu'il n'y

a d'inconséquent que le Parti Socialiste italien, qui tolère dans ses rangs des parlementaires opportunistes comme Turati et Cie.»

Et dans un autre passage :

«Bordiga et ses amis du journal «Il Soviet» ont raison d'exiger que le Parti Socialiste italien, s'il veut être effectivement **pour** la IIIème Internationale, stigmatise et chasse de ses rangs MM. Turati et Cie, et deviennent parti **communiste** de nom et de fait .»

Et Lénine conclut, à propos du «danger» d'une scission des gauches avec les anciens partis à l'échelle internationale :

«Soit. La scission est en tous cas préférable à la confusion, qui entrave le développement doctrinal, théorique, révolutionnaire du parti, qui entrave la maturation du parti et son travail pratique, unanime, véritablement organisé et réellement capable de préparer la dictature du prolétariat.»¹

Par ailleurs, si la Gauche arriva à cette conclusion **beaucoup plus tôt** que les dirigeants de l'Internationale, ce n'est pas en vertu d'un don de prophétie, mais de sa connaissance directe du «socialisme» italien. Aussi inclut-elle parmi ceux dont il était urgent de se séparer la grande majorité des maximalistes, qu'elle identifiait aux indépendants allemands et aux «reconstructeurs» français, comme Lénine et Trotski, Zinoviev et Boukharine finirent par l'admettre durant et surtout après le IInd Congrès mondial. Le fait essentiel reste que la Gauche était arrivée à cette conclusion sur la base des mêmes considérations de principe que les bolcheviks dans leur œuvre de restauration intégrale du marxisme, qu'ils avaient mis à la base de la nouvelle internationale, c'est-à-dire de considérations indépendantes du moment et des individus – mais si les historiens l'admettaient, il leur en coûterait leur avoine, c'est-à-dire l'argent et les honneurs qu'ils reçoivent.

¹ Lénine, **œuvres complètes**, tome 31. Pour le dernier paragraphe, nous avons préféré citer d'après l'édition italienne des œuvres de Lénine, car la traduction française édulcore le texte. Qu'on en juge :

« Soit! **La scission vaut tout de même mieux** (souligné par nous) que la confusion qui entrave la croissance et la maturation idéologique, théorique et révolutionnaire du parti et son travail pratique, unanime, véritablement organisé et visant véritablement à préparer la dictature du prolétariat. »

8.1 - Deux légendes

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les légendes dont s'agrémentent l'historiographie au service de l'opportunisme (et parfois d'un extrémisme qui ignore jusqu'à l'A.B.C. du marxisme), il en est deux qui frappent par leur énormité.

D'après la première, nous aurions été séparés des bolcheviks par des questions de doctrine et de principe. Une telle légende peut servir à deux fins opposées : **nous** rejeter parmi les anti-léninistes ou au contraire rejeter les **bolcheviks** parmi les anti - ou tout au moins les para-marxistes.

D'après la seconde, nous aurions fait partie d'un prétendu «marxisme occidental», d'une «gauche européenne» opposée au «léninisme» considéré comme un marxisme... oriental, et comprenant pêle-mêle abstentionnistes italiens, tribunistes hollandais, kaapédistes allemands, partisans des «shops stewards» anglais, «luxemburgistes» et même ordinovistes (ces derniers sont cités uniquement par certains «anti-staliniens» de pacotille ; pour les historiens du P.C. italien comme pour ceux qui se réclament faussement de Trotsky, l'équation gramscisme = léninisme va de soi).

Ces deux légendes ne résistent pas à l'épreuve des innombrables articles, thèses, commentaires du «Soviet» reproduits à la fin de ce chapitre et que nous invitons le lecteur à lire attentivement en les mettant en rapport avec les textes qui leur ont donné naissance. Le seul «argument» en faveur de la première légende est notre opposition au «parlementarisme révolutionnaire», mais il est très facile de désarçonner quiconque enfourche pareil cheval de bataille. Premièrement, à aucun moment l'abstentionnisme ne fut pour nous **la caractéristique distinctive** du communisme révolutionnaire, pas plus que le «participationnisme» ne l'était pour les bolcheviks. Deuxièmement, les bolcheviks considéraient la participation aux élections comme une méthode souhaitable, **dans certaines circonstances (et dans certaines circonstances seulement)**, mais uniquement comme renfort de cette action générale visant à détruire l'État bourgeois et toutes ses institutions, qui **seule** distingue le communisme. Il est donc clair que la divergence entre les bolcheviks et nous n'était pas de doctrine et de principe, mais d'appréciation pratique et tactique.

8.2 - Ce que veut dire être avec les bolcheviks

[Retour à la table des matières](#)

Etre avec les bolcheviks ou, si l'on veut, «être léniniste», cela signifie admettre comme principe que, comme le disait Lénine dans la «Maladie infantile», les «traits essentiels» de la Révolution d'Octobre n'ont pas une portée locale et spécifiquement nationale, ni exclusivement russe, mais une **portée internationale**, comprise comme «la répétition historique inévitable à l'échelle internationale de ce qui s'est produit chez nous».

Ce sont ces «traits essentiels» qui font du léninisme le prolongement naturel du marxisme, et du bolchevisme, «une plante de tous les climats». Pour accepter ces «traits essentiels», il ne suffit pas de reconnaître que le parti est nécessaire et qu'il doit obéir aux principes de la centralisation et de la discipline, car si l'ordinovisme, dont se réclament les historiens ci-dessus évoqués, ignorait le premier et rejetait le second, le stalinisme lui-même les reconnaîtra tous les deux ; quant aux maximalistes d'alors, ils acceptaient en paroles la nécessité du parti tout en la niant en pratique puisqu'ils **combattaient** la méthode de la discipline et du centralisme, dont les anarchistes nous accusaient (et nous accusent toujours) à juste titre d'être les partisans les plus résolus. Il faut encore accepter la **direction** dans laquelle va le parti, le **but final** vers lequel il dirige la classe, les **principes** qui inspirent son action, et sa stricte discipline comme instrument de la lutte pour les réaliser. Il faut, sans la **moindre** faiblesse pour le fétiche de la démocratie, accepter ces principes fondamentaux que sont **la révolution, la dictature du prolétariat**, avec toutes les **conséquences tactiques** qui en découlent pour le parti luttant afin de conquérir le pouvoir et de le conserver, et avec toutes les exigences de cohérence théorique, de rigueur tactique et de continuité organisationnelle qui y sont impliquées. Or, sur tous ces points, la pire confusion régnait chez Gramsci comme chez Serrati, quand ils ne les refusaient pas purement et simplement.

L'abstentionnisme avait beau être un point de désaccord avec les bolcheviks, la conception théorique et les principes étaient les mêmes. Par contre, l'électorisme maximaliste, de même que l'immédiatisme et le socialisme d'entreprise ordinovistes, reposaient **sur des bases contraires à celles du bolchevisme**, si l'on tient à appeler de ce nom le marxisme restauré.

Nous fûmes les seuls que les bolcheviks purent appeler à la tribune du IIème Congrès pour y exposer nos thèses abstentionnistes, reconnaissant par là qu'acceptables ou non, elles reposaient en tout cas sur notre base commune et étaient

intégralement conformes à la théorie, aux principes et au but final (nous verrons plus loin le sens de ces termes) du marxisme. Et si nous insistons là-dessus, ce n'est pas pour nous élever un monument à nous-mêmes, ni pour célébrer des mérites personnels ou de groupe - ce qui serait stupide - mais pour constater un fait et aider les jeunes militants d'aujourd'hui et de demain à comprendre le cours historique alors ouvert et qui, après avoir été bloqué par la violence et dans le sang, est destiné à se rouvrir.

8.3 - Les causes de notre désaccord sur la « question parlementaire »

[Retour à la table des matières](#)

Ce que nous voulions, c'est que le parti s'engage dans la voie que lui traçaient les **buts** et les **principes** communistes et que cet engagement soit bien clair aux yeux des prolétaires. C'est justement pour cela que nous nous sommes battus, pour qu'on abandonne la méthode électorale, **même** dans la version du parlementarisme révolutionnaire. En effet, nous savions bien une chose : ce dernier **supposait** dans tous les cas la plus grande homogénéité du parti dans la défense et la poursuite du but final, mais en Occident - c'est-à-dire dans l'aire du plein capitalisme et de la révolution prolétarienne pure - cette homogénéité ne pouvait pas être obtenue sans avoir d'abord fait place nette de toutes les illusions, séductions et déviations entretenues depuis des décennies jusque dans les avant-gardes ouvrières par l'infâme tendance légaliste, gradualiste et électoraliste.

Comme Lénine, nous luttons pour préparer une révolution **au moins européenne** comme prélude à la révolution mondiale et, comme lui, nous voyions en elle la **condition** sans laquelle la glorieuse dictature bolchevique ne pourrait survivre. C'est justement pour cela que nous demandâmes qu'en Occident, on se montrât plus rigide encore et au besoin plus impitoyable à l'égard du réformisme et du centrisme, en dressant contre ce ver destructeur des barrières qui l'empêcheraient radicalement de pénétrer dans les jeunes partis en voie de formation et donc dans l'Internationale. Or, c'est un fait que dans les pays d'ancienne démocratie (ce que la Russie n'était pas), le Parlement constitue le terrain de prédilection de ce maudit ver.

Nous ne niions pas le moins du monde que le parlementarisme révolutionnaire (qui comportait explicitement, selon la déclaration de Lénine lui-même, le boycottage **et** des élections **et** du Parlement dans certaines circonstances) ait été justifié dans la Russie tsariste, c'est-à-dire que dans cette phase et cette aire où la révolution bourgeoise n'avait pas eu lieu, la Douma ait pût être l'arène (d'ailleurs **secondaire** aux

yeux des bolcheviks eux-mêmes) d'un affrontement entre des forces historiques débordant largement le cadre parlementaire, et que la Constituante ait été un pont nécessaire. Nous ne niions pas non plus qu'à une certaine époque, le mouvement ouvrier ait eu raison de pratiquer le parlementarisme révolutionnaire **même en Occident**, ne fût-ce qu'en opposition à l'apolitisme anarchiste, et nous pouvions d'autant moins le nier qu'en 1913, nous nous étions nous-mêmes battus «contre l'abstentionnisme»¹.

Ce que nous niions en revanche, c'est qu'après une tragédie comme l'effondrement honteux de la IIe Internationale et le passage de la social-démocratie à la tête de la contre-révolution en 1918-19 avec les armes du démocratism le plus moderne et le plus raffiné, il ait été possible d'assurer la **préparation révolutionnaire** des masses engagées dans une lutte tumultueuse et la sélection de **l'avant-garde communiste** tout en se préparant à participer aux élections : une telle participation était en effet inséparable de tout un ensemble de notions et de comportements qui n'était que trop susceptible de dissimuler ou même d'effacer complètement l'opposition de principe existant entre réforme et révolution, gradualisme et communisme.

C'est ce que nous avons répondu² à la lettre de Lénine aux «communistes italiens, français et allemands»³ et à la circulaire de Zinoviev sur «Le Parlement et la lutte pour les Soviets»⁴. C'est ce que nous avons répété au IIème Congrès de l'I.C. Seule l'expérience pouvait dire qui avait raison **sur le plan tactique** ; or le bilan de ce qui s'est passé par la suite et que nous souhaitions, mais sans grand espoir, ne pas voir se réaliser (comme nous l'avons dit à Boukharine, rapporteur des thèses sur la question parlementaire)⁵, n'a fait que confirmer notre conviction qu'au **parlement**, on ne détruit rien du tout, qu'on y est tout simplement **détruit** soi-même. Par ailleurs, n'était-il pas significatif que même au cours de la **double** révolution russe, il ait fallu dissoudre la Constituante vingt-quatre heures après sa réunion? Quant à la participation à la Douma, précédée d'ailleurs d'une période de boycottage, avait-elle été rien de plus qu'un **épisode** dans le gigantesque processus de formation et de développement du parti bolchevique?

Certains ont pu penser que notre insistance sur ces points relevait de l'obsession. Mais nous nous appuyions sur un bilan du passé, sur le fait que l'opportunisme s'était **toujours** infiltré dans les partis occidentaux par l'intermédiaire des groupes parlementaires (plus encore, dira-t-on, par l'intermédiaire des directions syndicales, mais ceci est une autre affaire, et il est clair que, comme les bolcheviks, nous le savions parfaitement) dont le comportement traduisait tout simplement

¹ Voir l' « Histoire », T. I, p. p. 213-216.

² Cf. , La lettre à Lénine.

³ Cf. Salut aux communistes italiens, français et allemands.

⁴ Cf. Le parlement et la lutte pour les Soviets.

⁵ Cf. note 5 .

l'influence corruptrice subtile, capillaire, sournoise du milieu démocratique. En Russie, où le croisement de deux révolutions mettait en mouvement toutes les classes, souvent séparées par des frontières d'ailleurs peu marquées ; où les institutions démocratiques, historiquement en retard, étaient destinées à disparaître sitôt après leur naissance et où le réformisme à la Kérénsky et le «centrisme» menchévique n'étaient rien en comparaison de la social-démocratie de Noske-Scheidemann et de la social-démocratie «indépendante» de Kautsky-Hilferding, le danger n'était pas grand pour un prolétariat jeune et rude et pour un parti solidement ancré dans les principes comme les bolcheviks ; et pourtant, combien d'entre eux furent victimes de la sirène démocratico-parlementaire en février et - pire encore - en octobre 1917! Le péril était au contraire immense, et à juste titre «obsédant», dans les pays qui pouvaient se vanter de posséder, outre une aristocratie ouvrière tout à fait embourgeoisée, un prolétariat exposé depuis de longues années à toutes les suggestions idéologiques de la classe dominante et où, donc, les partis socialistes avaient grandi dans une soumission totale ou presque aux «éternels principes» du démocratisme, dans le meilleur des cas, et aux normes pratiques de la conservation capitaliste, dans le pire.

Comme les faits d'alors et pas seulement les paroles d'aujourd'hui le prouvent, presque toute notre activité théorique et notre propagande furent consacrées à la clarification des **principes** qui nous étaient communs, aux bolcheviks et à nous-mêmes, pour la bonne raison qu'alors aucun courant ne les avait assimilés, et que sans eux, il n'y a pas de communisme. Dans le cadre d'une concordance absolue sur le fond, nous ne pouvions pas laisser passer les questions **secondaires** qui, à notre avis, devaient être résolues d'urgence de façon complète, faute de quoi nous risquions d'être entravés à brève échéance dans notre action et, à long terme, de perdre le nord, même sur le plan théorique, comme cela s'est malheureusement produit.

8.4 - Causes de nos désaccords sur d'autres questions tactiques et nature de ces questions

[Retour à la table des matières](#)

C'est pour ces mêmes raisons que, dès cette époque et plus encore par la suite, nous avons souhaité qu'on fasse preuve de la même rigueur doctrinale que les bolcheviks en constituant les nouveaux partis ou en en sélectionnant les forces dans les anciens, et même qu'on défende cette rigueur comme une conquête difficile et non comme un simple acquis avec une énergie décuplée, du fait que nous nous trouvions placés dans des situations historiques et face à des organisations politiques moins fluides qu'en Russie, parce que consolidées les unes et les autres sous l'influence corruptrice et débilitante d'une longue tradition démocratique.

La grande force du parti bolchevique avait tenu au fait que son processus de formation s'était poursuivi sans interruption pendant des dizaines d'années. Pendant tout ce temps, il mit la même rigueur à tracer la perspective de la révolution en Russie qu'à défendre dans leur intégralité la doctrine, le but final et le programme du mouvement et au cours des étapes successives, les unes arrivées avant l'heure, les autres prévues, sa praxis fit toujours bloc avec sa théorie.

Cette continuité n'était pas tombée du ciel : elle avait été le fruit de luttes incessantes et de scissions douloureuses, et la fermeté de roc de celui qui en avait été l'artisan n'avait pas suffi à empêcher le parti de donner de la bande lors des grands tournants historiques de février et d'octobre 1917 et aussi pendant les mois et les années qui suivirent, obligeant le pilote à redresser, souvent tout seul, le navire.

A quoi ne fallait-il donc pas s'attendre dans des pays où la crise catastrophique provoquée par la guerre, mais dont les racines étaient plus anciennes, avait brisé le fil rouge de la continuité théorique, programmatique et organisationnelle du mouvement ! Renoué avec peine seulement après le conflit dans certains pays, n'ayant jamais existé dans d'autres, ne risquait-il pas de se former sous l'influence d'une mode superficielle et fragile comme toutes les modes, même si certains étaient subjectivement sincères en la suivant ? L'Internationale elle-même se le demandait avec inquiétude. Si le réarmement du parti bolchevique avait été possible sans secousses graves, c'est aussi parce qu'il avait derrière lui une longue tradition de lutte illégale ; en Occident, il s'agissait au contraire de renverser la tradition créée par des décennies de vie en grande partie parlementaire, de placide légalité dans le cadre d'une démocratie endormeuse et sournoise : il s'agissait **d'armer pour la première fois** des partis pour qu'ils deviennent révolutionnaires ou de constituer des partis révolutionnaires pratiquement **à partir de rien**.

Pris dans l'étau mortel d'un isolement forcé, les bolcheviks s'efforçaient désespérément de s'en dégager, sachant parfaitement qu'ils risquaient l'asphyxie (personne n'aurait alors osé parler de «socialisme dans un seul pays»). Il est indiscutable que cela leur fit perdre peu à peu la juste notion de la situation en Occident, qui était encore si vive dans la minorité inflexible de la gauche de Zimmerwald, pendant la guerre et pendant tout le temps d'un exil auquel Lénine attribuait dans «**La Maladie infantile**» le mérite d'avoir forgé le nerf du parti bolchevique en le mettant en contact avec le mouvement ouvrier international. Car en Occident, les forces saines et vigoureuses du prolétariat européen (et américain) devaient sortir d'un véritable abîme, dans leur élan généreux, mais sans parti doté d'une expérience d'action bien ancrée dans la théorie marxiste pour les y aider.

Nous avons été et sommes les derniers à en rendre les bolcheviks responsables, mais c'est un fait que, eux qui nous avaient pourtant appris à compter non seulement la social-démocratie, mais toutes les formes du centrisme kautskyste parmi les facteurs défavorables, ils appréciaient faussement les rapports de forces dans l'Europe

d'après-guerre, où ils croyaient voir quelque chose de très semblable à la «dualité de pouvoir» de la Russie de 1917. Par ailleurs, ils attribuaient aux partis communistes occidentaux, nés récemment soit dans les douleurs les plus déchirantes (Allemagne), soit dans la pire confusion (Italie), soit encore dans la course la plus précipitée et la plus opportuniste pour prendre le train en marche (France), la même cuirasse d'acier qu'au parti bolchevik qui avait eu de longues années pour se former et qui avait traversé des mois de révolution valant des années d'expérience. Et inversement, ils n'attribuaient aux social-démocratisme et centrisme occidentaux guère plus de force qu'aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires russes, dont la débilité avait été la grande chance de la révolution russe, alors qu'en réalité, il s'agissait d'un adversaire très puissant qui constituait le pilier du régime bourgeois d'après-guerre.

Par ailleurs, **l'urgence** d'une solution révolutionnaire **européenne** à la crise dans laquelle son isolement plongeait la Russie exerçait sur les bolcheviks une pression inverse, mais dont les effets étaient identiques. Ils craignaient que, nés récemment ou en train de naître, les partis communistes occidentaux ne soient pas capables d'apporter cette solution, non pas à cause de leur faiblesse intrinsèque, mais parce qu'ils n'étaient pas assez enracinés dans les masses, et donc privés de toute influence réelle. Or c'est tout le contraire qui était vrai : là où ils existaient, les partis communistes manquaient d'influence précisément parce qu'ils étaient intrinsèquement faibles ; et là où ils étaient en train de se constituer péniblement, ils avaient nécessairement acquis leur force intrinsèque au prix d'une «faible influence» ou plutôt d'une certaine faiblesse numérique, deux choses qu'on confond trop souvent.

Bref, placés devant un mouvement réel, mais qui n'était pas subjectivement assez mûr pour vaincre, les bolcheviks étaient très légitimement pressés. Ils avaient hâte que les partis communistes se forment ; hâte qu'ils se mettent à l'avant-garde de masses instinctivement poussées très au-delà des buts que les organisations traditionnelles avaient fixés comme les seuls «réalistes» et «concrets» ; hâte que la soudure entre ces partis et les masses se fasse, non sous la forme justement redoutée d'un coup de main hardi, mais impuissant, d'un putsch, mais sous la forme d'une puissante vague révolutionnaire 'branlant les fondements mêmes de la société sous la direction hégémonique du prolétariat. Et de fait, une telle soudure, qui ne pouvait naître que de la poussée de forces objectives, aurait offert aux bolcheviks l'occasion tant attendue de sortir de leur «forteresse assiégée». Elle aurait permis aux héroïques prolétaires russes, auxquels Lénine et Trotsky osaient «demander beaucoup parce qu'ils avaient beaucoup donné», de donner à leurs frères d'Occident l'appui peut-être décisif d'une armée lancée à l'attaque, au lieu de devoir se cantonner dans la défensive. Quant à nous, nous voyions, avec angoisse mais lucidité, que la réalité objective était tout autre et ne pouvait être forcée même par la puissante volonté dont l'engagement révolutionnaire actif est capable. Nous savions que le chemin serait malheureusement long et tourmenté, et que l'impatience retarderait le processus au lieu de l'accélérer et, loin de jouer un rôle constructif, agirait comme un facteur de désagrégation. Vue sous l'angle des bolcheviks, la perspective immédiate d'une tactique comme celle que nous défendions pouvait paraître décevante ; mais nous

estimions qu'à long terme, aussi bien en cas de défaite momentanée que de victoire, le bilan en serait bien autrement positif. Si nous étions partisans de la «rigidité», donc, c'est que nous étions convaincus que le processus de formation de partis communistes dignes de ce nom n'en était qu'à ses débuts ; qu'il fallait un travail aussi difficile et tenace que celui du parti russe pour sortir du tourbillon confus d'alors et qu'était inévitable l'affrontement violent avec des partis «ouvriers» qui non seulement étaient passés à l'ennemi, mais le défendaient les armes à la main contre l'assaut du prolétariat et de son organisation mondiale. Scrupules de pureté? Stupide amour de la «tour d'ivoire»? Non : **souci d'efficacité pratique!**

Cette façon différente de comprendre les **exigences objectives** du mouvement communiste mondial **dans le cadre d'une totale convergence avec les bolcheviks dans la théorie, le programme et même, dans une large mesure, la tactique**, se refléta, comme nous le verrons plus loin, dans une appréciation profondément différente des partis, groupes et courants qui prétendaient adhérer à l'Internationale, de leur évolution prévisible, et des règles auxquelles les affiliations devaient être soumises. Bornons-nous pour l'instant à constater qu'il y eut divergence sur le plan de la **tactique** (qui est aussi le plan de l'**organisation**) et à en exposer les raisons.

Nous avons vu plus haut que le «réarmement» du parti bolchevique inauguré par les **thèses d'avril** n'avait été qu'un rappel énergique à sa véritable tradition, que celle-ci s'était forgée au cours des quinze ans pendant lesquels ce parti avait tenacement défendu les points fondamentaux de la théorie marxiste de la révolution double (révolution que la guerre impérialiste devait rendre plus radicale sans en changer la nature), et que ce réarmement avait pu s'effectuer rapidement grâce à l'inflexibilité de Lénine, ce qui prouve qu'une continuité de parti peut, dans certaines circonstances, et parfois durablement, s'incarner dans un petit groupe de militants et même - sans que cela nous fasse crier au scandale - dans un seul d'entre eux. De retour en Russie, en effet, Lénine avait crié à ses camarades :

«Mieux vaut rester à deux, comme Liebknecht, car cela signifie rester avec le prolétariat révolutionnaire, plutôt que d'admettre, fût-ce un seul instant, l'idée de la fusion [...] avec Tchkeidzé et Tsérételli [...] qui sont tombés dans le défensisme» ; «celui qui veut aider les hésitants doit avant tout cesser d'hésiter lui-même». Or que représentaient les défensistes du camp anti-tsariste, en comparaison des social-chauvins occidentaux, qui n'étaient ni un ni deux, mais des milliers? Et que représentait l'hésitation des menchéviks avant et après février, en comparaison de celle des Indépendants allemands ou des maximalistes italiens? En Europe occidentale, il fallait donc être mille fois plus inflexible et, disons le mot, **sectaire** qu'en Russie, et appliquer la vieille devise chartiste : «Qui n'est pas avec nous est contre nous», car il s'agissait non de **réarmer** le parti, mais de l'armer pour la première fois.

En 1926, quand se joua le sort de la révolution non seulement russe, mais mondiale, l'opposition bolchevique sentit bien combien le fait que les partis

occidentaux aient grandi sous le signe de l'approximation théorique, de l'éclectisme tactique et du changement continu des méthodes d'organisation affaiblissait sa propre position, mais il était trop tard. Derrière elle, au lieu de partis trempés à la dure école de la rigueur doctrinale, de la continuité d'action, de l'homogénéité organisationnelle, elle n'avait qu'un Occident sans nerf ; devant elle, tout naturellement ligüés contre le communisme révolutionnaire, des hommes qui, pour entrer dans le Komintern, avaient lavé en toute hâte les taches dont leur chauvinisme, leur parlementarisme, leur gradualisme, leur centrisme ou même leur franc-maçonnerie les avaient marqués. Resté seul, Trotsky ne sut pas tirer la leçon terrible, mais salutaire de ce fait.

8.5 - Les prémisses de la tactique communiste

[Retour à la table des matières](#)

Dans le cadre de cette «propédeutique du parti révolutionnaire marxiste», l'abstentionnisme pouvait être une arme, un test, un catalyseur. Des réformistes endurcis comme Cachin ou Sméral pouvaient accepter le «parlementarisme révolutionnaire» quitte à le jeter par-dessus bord le moment venu, les vieux renards de cette sorte sachant bien, eux, que les circonstances se répètent toujours. Jamais ils ne seraient entrés dans le parti, si au-dessus de la porte ils avaient lu « Vous qui entrez, laissez toute espérance», espérance s'entend, de sièges et d'honneurs parlementaires, voire ministériels, à plus longue échéance.

Pas plus que les bolcheviks, nous ne faisons de la «question parlementaire» une question capitale. Ce qui pour nous était capital, comme les textes le montrent, c'était de jeter les bases sans lesquelles il ne pouvait y avoir de parti communiste, en insistant sans cesse sur sa nature, sa fonction, ses tâches pratiques (dans les syndicats, dans les conseils d'usine, dans l'armée, etc.), sur la nécessité de la révolution qu'il dirige et les conditions de sa victoire, sur la dictature qu'il exerce, les interventions despotiques qu'il pratique dans l'économie : nous ne voulions pas qu'on bâtisse sur du sable en croyant bâtir sur du granit.

Pour nous, le problème débordait donc largement les questions tactiques particulières en discussion. Il incluait en effet les principes auxquels, comme Lénine nous l'avait appris mieux que personne, la tactique doit toujours se référer en toutes circonstances, faute de quoi ce n'est pas seulement l'unité de la théorie et de la praxis qu'on jette par-dessus bord, mais le matérialisme historique lui-même. Si nous ne faisons pas de l'abstentionnisme un principe absolu, nous le considérons néanmoins comme essentiel pour la cohérence et l'efficacité de notre action dans ce **«duel historique entre le système de la représentation démocratique et celui de la**

dictature prolétarienne», «question centrale du mouvement communiste international» aussi bien pour les bolcheviks que pour nous, puisque « le succès de la révolution dépendait de la ferme reconnaissance de cette antithèse par une avant-garde solide du prolétariat».¹

Toute notre lutte pour défendre l'abstentionnisme suit le même fil conducteur ; elle renvoie de la contingence à la doctrine et s'appuie sur deux points fondamentaux :

1) Les problèmes tactiques ne se résolvent pas localement. Ils doivent faire l'objet de solutions **internationales** : a) parce que chaque solution tactique, petite ou grande, nécessite un bilan des forces réelles qui s'affrontent physiquement, et qu'on ne peut faire un tel bilan dans les limites étroites d'un seul pays ; b) parce qu'une fois trouvée, cette solution doit constituer pour le parti prolétarien un **point fixe**.

Le point a) découle de notre conception matérialiste de l'histoire ; le point b) renvoie aux bases programmatiques sur lesquelles l'Internationale communiste s'était constituée comme «**parti mondial unique du prolétariat**», lui-même reflet du caractère international de la lutte de classe réelle. «Un des défauts les plus graves de la IIe Internationale», disions-nous, «avait été la **liberté tactique** qui avait été laissée aux partis adhérents dans le **cadre de leur pays**, et qui avait conduit à la liquidation du mouvement», en le ravalant à l'état d'«assemblage informe et hétéroclite de partis n'ayant aucun lien entre eux et partisans de méthodes opposées et discordantes»².

Ce point est d'une importance capitale à plusieurs égards. Il montre en effet non seulement que nous n'avions rien en commun avec les anticentralistes qui pullulaient à cette époque dans les pays latins et germaniques d'Europe, mais que nous étions les partisans les plus résolus de la centralisation, qui constitue le caractère fondamental et distinctif du communisme, et la condition sine qua non de l'unité d'orientation et d'action de l'avant-garde révolutionnaire. Il annonce, dès le IIème Congrès, la ferme opposition de notre courant à la reconnaissance d'«exceptions» liées à des «situations nationales particulières», par exemple dans les conditions d'admission, première brèche par laquelle se sont glissées plus tard la théorie et la pratique maudites des «voies nationales au socialisme» et le «polycentrisme», en dépit des clauses restrictives dont elle s'accompagnait alors. Lors des congrès suivants, cette opposition ne fit, bien entendu, que grandir. Ce point explique enfin que nous ayons toujours affirmé énergiquement que les décisions tactiques et même organisationnelles, comme l'abstentionnisme et les modalités de scission d'avec le P.S.I., relevaient non du Parti d'Italie, mais de l'Internationale. Il explique du même coup la raison en

¹ Citation d'un chapeau de la rédaction de « Il Soviet » à un article du maximaliste - électoraliste F. Misiano sur le parti allemand paru dans le No 1 (4-1-1920) et tentant de justifier théoriquement le parlementarisme révolutionnaire.

² Commentaire de la rédaction du « Soviet » à un autre article de Misiano, paru dans le numéro 3 du 18-1-1920.

apparence mystérieuse pour laquelle, tout d'abord, nous sommes restés si longtemps dans la «vieille baraque socialiste» pourtant bien inhospitalière malgré l'impatience d'excellents militants et pour laquelle, ensuite, nous avons accepté avec discipline les directives du IIe Congrès sur le parlementarisme révolutionnaire malgré des réticences analogues de la base. On voit qu'il s'agissait en fait d'une raison très simple : le centralisme et l'internationalisme sont des **questions de principe**.

On ne peut pas en dire autant du **moment** de la scission, ni même de la **tactique** à l'égard des élections et du parlement, du moins tant qu'elle restait solidement fondée sur les principes antiparlementaires et antidémocratiques, **comme c'était alors le cas**. Nous étions bien convaincus qu'en Italie et en Europe, il fallait faire la scission non seulement avec la droite, mais avec le centre maximaliste, et le plus «à gauche» possible ; mais nous étions tout aussi convaincus qu'il fallait retarder cette scission jusqu'à ce que sa nécessité soit internationalement reconnue et s'en tenir aux critères édictés par le Comintern une fois celle-ci admise, même s'ils étaient moins rigides que nous l'aurions souhaité. De la même façon, bien que convaincus de la justesse **de fait et de principe** de notre thèse abstentionniste, nous avons appliqué les décisions sur le parlementarisme révolutionnaire dès qu'elles furent prises, et nous avons fermement exigé des récalcitrants qu'ils s'y conforment. C'est le même critère centraliste et internationaliste qui nous a toujours guidés dans toutes nos luttes des années suivantes au sein de l'Internationale, et jamais nous n'avons revendiqué la moindre «démocratie interne», grosse de glissements vers l'autonomie nationale, locale et personnelle. Et quand finalement nous rompîmes avec l'I. C., ce fut pour des raisons de doctrine et de principes, et pas du tout par résistance à la «centralisation» en tant que telle, le communiste ne se rebellant contre elle que si elle est mise au service d'une autre cause que la sienne.

2) Pour les communistes, la tactique à appliquer dans les diverses phases de la lutte des classes «découle» des principes¹. Elle n'est ni un instrument **neutre** ni une arme **indifférente** : elle est un aspect organiquement relié à **l'ensemble** de notre vision du processus historique, de ses phases successives et des facteurs qui contribuent à l'issue révolutionnaire. La tactique peut être heureuse ou malheureuse selon que les rapports de forces auront été correctement appréciés ou non, mais elle ne doit jamais être fixée en contradiction avec le **but**. Elle est donc déterminée par avance, et la seule chose qui reste à établir, c'est si le moment de l'attaque décisive est venu, ou s'il s'agit seulement de s'y préparer, comme le fait toujours le parti dans son activité ordinaire. Pour nous, le point central est le suivant : le marxisme ne serait rien, ne mériterait pas d'être considéré comme le guide indispensable de l'action révolutionnaire si sa conception scientifique du cours «catastrophique» du capitalisme ne permettait pas de prévoir non certes des détails n'ayant pas plus d'influence sur l'histoire réelle que les météores n'en ont sur la rotation des planètes, mais bien les **grandes phases** du mouvement et **l'alignement** des forces en lutte dans un camp ou l'autre. Or le marxisme sait depuis 1848 quelle sera, aux moments cruciaux de la lutte,

¹ Cf. par. 7

l'attitude de la petite-bourgeoisie à l'égard des deux principaux adversaires du conflit social, la bourgeoisie et le prolétariat. Il sait, avant même d'en avoir fait l'expérience, quel sera l'alignement des différents partis politiques ; il sait (Lénine en est la preuve magistrale) quel est le cours que doit obligatoirement suivre la révolution double d'une part, la révolution socialiste pure de l'autre.

D'autre part, le marxisme ne serait rien si le parti ne tirait pas par avance de cette doctrine, les grandes lignes de son **propre** comportement dans la succession des phases non seulement d'avancée, mais aussi de recul et même de contre-révolution. Que nous ont donné Marx et Engels dans «Les luttes de classe en France» et dans «Révolution et contre-révolution en Allemagne», que nous ont donné Lénine dans «Deux tactiques de la social-démocratie» ou dans «Que faire?» et Trotsky dans «Terrorisme et communisme», sinon des **manuels** de stratégie et de tactique **universellement valables**? Autrement, pourquoi auraient-ils perdu du temps à les écrire?

Vue sous cet angle, la question de l'abstentionnisme se posait comme un «**problème tactique et de principe à la fois**», qu'il fallait résoudre en prévoyant les répercussions de la tactique du parlementarisme révolutionnaire sur la continuité de la politique du parti, le programme communiste devant être toujours ouvertement proclamé dans les masses et pas seulement impératif pour les militants. Autrement dit, il fallait établir si le parlementarisme révolutionnaire répondait ou non aux exigences d'une propagande, d'un prosélytisme et d'une action visant à détruire les préjugés démocratiques et à préparer l'assaut contre «cette machine à étouffer et à opprimer» constituée par les institutions démocratiques.

C'est dans cette optique que «Il Soviet» du 18-1-1920 se demandait si la participation aux élections apportait une solution utile, non seulement du point de vue de l'efficacité immédiate, mais de la continuité théorique, programmatique et organisationnelle, à un dilemme comme celui qui s'était posé à la Ligue Spartacus au début de 1920 : vivre de façon semi-clandestine ou bien «se servir des possibilités que la social-démocratie lui offrait ou plutôt lui imposait comme seule issue». Or le fait même que «la social-démocratie, par ailleurs prête à réprimer les soulèvements communistes de la façon la plus féroce, non seulement permette aux masses d'intervenir largement [dans la bataille électorale], mais les y invite» démontre que «nos pires adversaires ont tout à gagner» d'une telle solution.¹

On pouvait bien entendu répondre à nos objections (et on y répondit), mais il aurait fallu le faire en se plaçant exactement **au même point de vue**. Elles pouvaient sans aucun doute être discutées, mais à condition que ce ne soit pas à partir de **principes discutables**. La discussion avec les bolcheviks eut lieu sur ce terrain, qui n'avait rien à voir avec les préoccupations morales et même esthétiques des anarchistes - manie de la «pureté», «intransigeance» abstraite, phobie du pouvoir et

¹ Cf. par. 7

de la politique - ni avec l' «horreur pour les chefs» des spontanéistes, tribunistes et ouvriéristes. Que ceux qui se réclament aujourd'hui de «l'élasticité» tactique de Lénine pour justifier non pas un parlementarisme révolutionnaire, mais une «voie parlementaire au socialisme» qu'ils considèrent comme obligatoire (Octobre aurait été une exception) essaient donc de nous démontrer qu'ils n'ont pas transformé une tactique discutabile **en un principe définitif et indiscutable régissant pour toujours la tactique!**

Depuis lors, on n'a cessé de nous répéter jusqu'à la nausée : «Vous autres, gauches, vous voulez une marche inflexible sur la voie des principes révolutionnaires. Lénine vous a condamnés en proclamant que la tactique doit être souple, au contraire». Ou encore «Vous mettez tout dans le même sac : théorie, principes, tactique et même (!) organisation». (Le lecteur remarquera comment, partant du parlementarisme révolutionnaire et des modalités de la scission en Italie, la question s'est peu à peu élargie...)

Il s'agit d'établir en quoi consistent respectivement les principes et la tactique. C'est un sujet que nous avons largement traité dans notre travail sur la «Maladie infantile»¹ et nous pensons y avoir démontré que les séparer, c'est duper le prolétariat. Ce que Lénine dit en réalité, c'est que **celui qui sait être inflexible sur les principes, et celui-là seul pourra être souple dans le choix des moyens tactiques**. Quand, au IIIème Congrès de l'Internationale (juillet 1921), la question italienne vint sur le tapis, à Lazzari qui rappelait l'affirmation contenue dans un article de Frossard : «il faut être souple et sage», Lénine répondit de façon cinglante : **«La première condition du vrai communisme est la rupture avec l'opportunisme. Avec les communistes qui acceptent cette condition, nous serons francs et nous aurons tout à fait le droit et le courage de leur dire : «Ne faites pas de sottises ; soyez souples et sages». Mais nous parlerons ainsi uniquement avec les communistes qui ont rompu avec l'opportunisme»**.

A notre avis, ce n'est pas suffisant, mais c'est clair et sans ambiguïté. Notre mérite, si l'on nous permet d'employer ce mot, fut de répondre à Lénine, il y a maintenant cinquante ans, en notant que l'octroi d'une grande liberté de choix entre plusieurs tactiques et l'apologie de la souplesse présentaient un énorme danger, car se prévalant de cette latitude, des groupes et des partis entiers finiraient par perdre le respect des principes et par les violer, volontairement ou non. Malheureusement, c'est bien ce qui s'est produit par la suite grâce à une ignoble falsification de ce que Lénine, qui avait restauré l'intégralité de ces principes, aurait, selon eux, permis de faire.

Il faut donc bien préciser, pour comprendre en quoi consistaient en réalité les points de désaccord tactique entre nous et l'Internationale (et avec Lénine lui-même),

¹ La « maladie infantile », condamnation des futurs renégats, Editions Programme communiste, 1972 (en italien, 1964).

la frontière entre les principes et la tactique, entre le devoir d'être rigide et la possibilité d'être souple.

Dans l'histoire du parti bolchevique, il y a, entre autres pages magnifiques, des pages dirigées contre les «éclectiques» du mouvement révolutionnaire. Ceux-ci disaient précisément qu'on pouvait passer librement d'une doctrine à une autre, à condition qu'en l'agitant parmi les masses, on réussisse à atteindre le but politique du moment, par exemple la chute du tsarisme. Les bolcheviks avaient vigoureusement combattu cette version pas très originale de la trahison opportuniste en défendant la nécessité absolue de la doctrine du parti et de la révolution dont ils avaient toujours été, Lénine le premier, les défenseurs les plus acharnés.

Quand, lors d'un des congrès de Moscou (Lénine était déjà mort), nous donnâmes à notre vive critique de la tactique de l'Internationale la forme d'une accusation d'«éclectisme», nous vîmes les camarades russes se lever indignés. Vous pouvez parler, nous crièrent-ils, de «souplesse», jamais d'«éclectisme». Pour eux, le mot sentait l'injure. Nous n'avions pas alors l'intention de les injurier, mais qu'a donc prouvé le demi-siècle de déceptions qui a suivi, si ce n'est que la souplesse tactique mal conçue devait mener à l'éclectisme le plus grave et le plus honteux dans les principes? Est-ce là du doctrinarisme inutile sur les formules, les termes, les mots? N'est-il pas clair au contraire que si à l'époque, nous avons abouti à nos conclusions par la voie critique, aujourd'hui, c'est tout le bilan historique qui nous y conduit sans doute possible?

Quitte à «sauter» une année d'histoire, prenons dans le discours de Lénine du 1er juillet 1921 au IIIème Congrès de Moscou, **Pour la défense de la tactique de l'I.C.**, ce passage qui pose bien le problème :

«Les principes ne sont pas le but final, ils ne sont pas le programme, ils ne sont pas la tactique et ils ne sont pas la théorie. La tactique et la théorie ne sont pas les principes.»

A tout bout de champ, on discute de la «théorie», des «principes», du «but final», du «programme» du parti communiste et de sa **tactique**. Lénine nous apprend qu'il s'agit de choses toutes différentes les unes des autres, d'aspects **différents**, de moments **différents** de la fonction du parti. Quelle est la délimitation précise de chaque terme par rapport aux autres? Lénine ne développe pas ici toute la question et c'est à l'ensemble des textes qu'il faut demander la réponse.

Le passage cité fournit une illustration extrêmement utile pour éliminer le doute selon lequel **deux au moins** de ces termes, «but final» et «principes», peuvent avoir une valeur identique. Ceci pourrait sembler exact d'un point de vue formel. Prenons le parti républicain : son principe est que le meilleur régime politique est la république ; son but est d'amener tous les États à la forme républicaine. La république est donc le principe et le but du parti républicain. Mais la pensée des républicains -

que nous avons prise uniquement à titre d'exemple commode - et, si l'on veut, leur «théorie», ne sont pas dialectiques, mais métaphysiques et idéalistes : les républicains font de la république, comme les libéraux de la liberté, une abstraction située hors du cours historique réel. Il est facile de voir que, pour le communiste dialectique, au contraire, l'identité entre but final et principe n'est pas immédiate.

Lénine dit avec sa clarté pénétrante : «Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes sur le terrain des principes? Les principes du communisme sont l'instauration de la dictature du prolétariat et l'emploi de la contrainte d'État dans la période de transition. Ce sont là les principes du communisme, ce n'est pas son but ultime».

La citation est lumineuse. Le reste, essayons de l'expliquer nous mêmes :

1) Les paroles de Lénine sont en substance les mêmes que celles d'Engels et de Marx dans leur polémique avec les anarchistes «antiautoritaires», pour la défense du **principe** de l'autorité, de la dictature, de la contrainte, de la terreur, pour réprimer la classe vaincue et mettre en branle le processus de transformation socialiste après la prise du pouvoir. Ces paroles définissent sans possibilité d'erreur les principes propres au communisme.

2) Ces principes sont **immuables** et **on ne peut y déroger**. Sinon, comment les thèses de 1871 pourraient-elles converger avec celles de 1921 et de... 1972?

3) Pourquoi ces principes ne sont-ils pas ceux des anarchistes? Parce que pour eux ce qui est thèse de principe, c'est que le prolétariat, sans période de transition, ne doit avoir après la révolution, ni pouvoir, ni gouvernement, ni domination, ni dictature, ni surtout de parti.

4) Pourquoi les principes du communisme ne constituent-ils pas son **but final**? Parce que par «but final», nous entendons le **point d'arrivée de tout le cycle qui conduira à la société nouvelle** dans laquelle il n'y aura plus de classes et où il n'y aura ni État, ni pouvoir, ni gouvernement, ni domination politique, parce que tous ces rapports n'existent qu'entre classes différentes. Et alors, bien que nous soyons séparés des anarchistes par tout ce que nous avons dit, nous avons en commun avec eux le but final.

Jusqu'ici, avec le passage cité, c'est Lénine qui nous a guidés directement. Il nous reste à parler des autres termes énumérés par lui, afin de montrer qu'il s'agit de catégories bien distinctes, et d'en donner brièvement le sens.

8.6 - Théorie, principes, but final, programme, tactique

[Retour à la table des matières](#)

Posons nos catégories dans l'ordre suivant : Théorie - Principes - But final - Programme - Tactique, et montrons que nos textes de base n'ont jamais manqué de les distinguer, sans toutefois jamais les séparer, pas plus d'ailleurs que Lénine.

La **théorie** ou doctrine du parti traite de l'histoire des sociétés humaines et de leur enchaînement. Elle comprend le matérialisme historique ou dialectique, la doctrine de la lutte des classes, du conflit entre formes de propriété et forces productives, de la succession des modes de production et. dans ses derniers chapitres, la science de l'économie capitaliste et après la destruction de celle-ci, la genèse de la société communiste. Tous ces points sont rappelés dans les **Thèses** de la Fraction communiste abstentionniste. ¹

Les **principes** du parti sont les phases de la doctrine historique qui correspondent à la lutte et à la victoire du prolétariat moderne. Ici aussi, nous renvoyons à ces **Thèses**.

La théorie caractérise le parti tout autant que les principes, qui sont **contenus en elle**. Mais Lénine a raison de dire que les principes **ne sont pas** la théorie : ils n'en sont que la **phase contemporaine**. L'explication, par la doctrine de la lutte des classes, de la révolution bourgeoise, de l'abolition du servage et de la victoire de la démocratie parlementaire fait partie de la théorie ; en revanche, elle ne fait pas partie des principes du communisme. Les **Thèses** consacrent tout un paragraphe à cette question.

Tout autant que les principes, la théorie est la chair et le sang du parti. Si nous cherchons cela chez Lénine (et à travers Lénine, chez Marx et Engels), nous le trouverons par exemple dans la brochure classique de 1902, **Que Faire?** où il combat la tendance à la «liberté de critique». Prenons le paragraphe intitulé «Engels et l'importance de la lutte théorique». Lénine s'y dresse, tel un géant, contre les champions de la liberté de pensée qui protestent contre la momification du parti, et il défend le «dogmatisme, le doctrinarisme» dont ils se moquent. On ne peut pas tout citer : «La fameuse liberté de critique ne signifie pas le remplacement d'une théorie

¹ Cf. « Défense de la continuité du programme communiste », p. 17-26.

par une autre, mais la liberté à l'égard de tout système cohérent et réfléchi ; elle signifie **éclectisme et absence de principes**». Comme on le voit, la condamnation de l'éclectisme ne date pas d'hier. Voilà comment, il y a plus d'un demi-siècle, on soudait les maillons de la théorie et des principes! Lénine déplore qu'on méprise la théorie pour glorifier la pratique. Écrit-il seulement pour 1902, ou aussi pour 1972? «Quiconque connaît tant soit peu la situation de notre mouvement ne peut pas ne pas voir que la large diffusion du marxisme a été accompagnée d'un certain abaissement du niveau théorique. Bien des gens, dont la préparation théorique était infime ou même nulle ont adhéré au mouvement pour son importance pratique et ses progrès pratiques». Ne semble-t-il pas décrire ici la sale engeance qui, de nos jours, se gargarise de son adhésion au «marxisme-léninisme»? Les super-opportunistes d'aujourd'hui ne font rien d'autre que les opportunistes d'alors, ils spéculent sur la phrase de Lénine disant que la tactique doit être souple, comme ces derniers spéculaient sur la fameuse phrase de Marx : «Toute progression du mouvement réel importe plus qu'une douzaine de programmes». Aux premiers, dont l'effronterie a dépassé historiquement celle de leurs prédécesseurs, nous répondons en cherchant où, pourquoi, dans quel contexte, Lénine a parlé de «souplesse», comme nous l'avons fait ci-dessus et comme il nous a appris lui-même à le faire, puisqu'aux seconds, il répliquait ainsi :

«Répéter ces mots de Marx en cette époque de débandade théorique [la nôtre vaut bien vingt fois celle de 1902 en Russie!] équivaut à crier, à la vue d'un cortège funèbre : cent jours comme celui-ci! [ô maître Lénine, ces cent jours funèbres, nous sommes en train de les voir passer!]. D'ailleurs, ces mots sont empruntés à la lettre sur le programme de Gotha, dans laquelle Marx condamne catégoriquement [c'est Lénine qui souligne] l'éclectisme dans l'énoncé des principes. Si vraiment il est nécessaire de s'unir - écrivait Marx aux chefs du parti - passez des accords en vue d'atteindre les objectifs pratiques du mouvement, mais n'allez pas jusqu'à faire commerce des principes, ne faites pas de «concessions théoriques»».

Et Lénine conclut :

« Telle était la pensée de Marx, et voilà qu'il s'en trouve parmi nous qui, en son nom, essaient de diminuer l'importance de la théorie! »

Nous ne voulons pas suivre ici tout le texte (qui rappelle la pensée d'Engels sur les trois formes de la lutte prolétarienne - économique, politique et théorique - en les rattachant de façon géniale à la triade Angleterre, France, Allemagne, avec la célèbre image du prolétariat héritier de la philosophie classique allemande), mais seulement conclure en rappelant qu'à leur retour en Italie après la défaite du fascisme, à laquelle ils n'eurent aucune part, les renégats ont cru se débarrasser de la coriace gauche communiste italienne avec le slogan : «Pas de questions de théorie au sein des masses», ce à quoi nous répondions, comme dans notre récente exégèse de la «Maladie infantile» :

«Telle était la pensée de Lénine, et voilà qu'il s'en trouve parmi nous qui, en son nom, essayent de diminuer l'importance de la théorie».

Nous en arrivons au troisième moment : le **but final**. Le but final, c'est la société communiste, avec ses caractères bien précis, opposés à ceux des sociétés passées, fondées sur la propriété privée. Cet aspect de la position du parti est lui aussi **fondamental et essentiel** : aujourd'hui comme autrefois, notre mouvement y consacre une part prépondérante de son travail, toujours dans la ligne des textes classiques.

Le programme et la tactique, dit Lénine, sont autre chose que les principes et que le but final, mais naturellement ils leur sont étroitement liés dans la fonction du parti. Essayons de définir rapidement ces deux derniers domaines, puisque ce qui nous intéresse ici, c'est l'histoire de la tactique.

Le programme dont il est question dans la phrase de Marx citée ci-dessus est le projet que le parti allemand avait préparé pour le congrès de Gotha (1875) et qui fut soumis à Marx comme celui d'Erfurt le sera à Engels en 1891. La critique de Marx fut extrêmement sévère et ce qui nous importe ici (et que Lénine a rappelé), c'est qu'elle visait les contradictions entre ce projet d'une part et d'autre part la théorie générale du mouvement communiste et cette partie de sa théorie que sont les principes dont dépend la victoire du prolétariat.

Le programme n'est ni la théorie ni les principes, mais il ne peut être en contradiction ni avec elle ni avec eux. Par exemple, Marx raye du programme l'expression «État populaire libre» (Freivolksstaat) parce qu'elle contredit le fait que l'État en vigueur est un instrument de l'oppression bourgeoise (théorie) ; s'il devient libre, c'est donc sa liberté d'opprimer prolétaires et communistes qui augmente, ce que le parti ne peut revendiquer (principes). Profonde dialectique de Marx!

Qu'est-ce donc que le programme? C'est la perspective de l'action prochaine du parti, au sens historique et non pas immédiat, bien entendu. **Le programme concerne l'action pratique, mais il se détruit lui-même s'il admet une action pratique niant la théorie et acceptant donc la victoire de l'ennemi sur notre classe.**

La IIIe Internationale s'est trouvée devant un problème : le programme doit-il être national ou international, au moins à l'échelle de l'Europe? A Gotha, le programme était un programme national concernant la lutte du parti allemand de l'époque, ce qui n'empêcha pas Marx de repousser les revendications politiques proposées pour cette étape, dès lors qu'elles contredisaient les principes de la doctrine qui avait déjà pénétré dans l'avant-garde du prolétariat allemand. De même en Russie, en 1902, le «Que Faire?» de Lénine se termine par un projet de scission du parti social-démocrate russe. La scission faite peu après, en 1903 (glorieusement à temps), le programme est celui que Lénine développe dans «Deux Tactiques», et la formule en est : dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans. En 1917,

elle deviendra, sans cesser d'être conforme aux principes immuables du marxisme : dictature du prolétariat et pouvoir des Soviets.

En Italie, en 1919, nous avons encore sur les bras le programme social-démocrate adopté à Gênes en 1892. Il s'agissait de le changer. La scission n'est utile et possible qu'avec un nouveau programme, puisque « quiconque n'accepte pas le programme ne reste pas dans le parti ». Nous avons donné ce programme au parti communiste d'Italie à Livourne en 1921 et ses points n'étaient pas de nature nationale, mais internationale. C'est ce que la Gauche avait voulu et que les ordinovistes ne comprirent peut-être pas. Ils l'appuyèrent néanmoins : s'ils pensaient qu'il aurait fallu mettre dans le programme l'autonomie régionale, la question méridionale et autres revendications de la même idéologie inconsistante, tant pis pour eux, mais la Gauche n'en était pas moins en règle avec l'IC.

La 15e condition d'admission exigeait en effet des partis qui avaient conservé le vieux programme socialiste qu'ils en élaborent un nouveau « dans le sens des décisions de l'Internationale ». Et si l'on nous objecte qu'ils devaient le faire « en rapport avec les conditions particulières du pays considéré », nous répondons que les conditions de l'Italie étaient celles d'un capitalisme tout à fait moderne où le prolétariat ne pouvait avoir d'autre programme que la lutte pour la dictature communiste.

Nous en sommes arrivés à la dernière catégorie : la tactique. Mais avant de la traiter, nous rappellerons que c'est nous qui avons obtenu de Lénine et du congrès la classique 21e condition stipulant que « les membres du parti qui repoussent par principe les conditions et les thèses de l'Internationale doivent être exclus ».

Eh bien, au nom du parti de toujours, nous disons que selon le programme, selon les principes de Marx et de Lénine, les nationaux-communistes d'aujourd'hui et d'hier « en ont été exclus ». Exclus comme serviteurs du capital.

8.7 - Les questions de tactique pour nous et pour les bolcheviks

[Retour à la table des matières](#)

Il serait insuffisant d'établir entre les catégories précédentes et celle, très importante et délicate, de la tactique une distinction formelle disant que la théorie, le but final, les principes et le programme du parti sont, obligatoires pour tous les militants et toutes les sections de l'Internationale, tandis que les directives tactiques

sont facultatives, chacun pouvant avoir un avis différent en la matière et proposer différentes solutions. Ce serait pêcher par simplisme et une telle erreur nous entraînerait à une fausse manière de poser la question de l'organisation, autre catégorie fondamentale du parti communiste.

La doctrine historique du marxisme (avec lequel le léninisme ne fait qu'un) s'opposant de façon fondamentale et vitale à l'opportunisme petit-bourgeois, qu'il soit anarchiste-immédiatiste ou révisionniste social-démocrate, l'organisation communiste est fondée sur la **discipline** et la **centralisation**. Ce sont elles qui permettent **l'unité d'action** sans laquelle l'unité de doctrine et de pensée perdrait tout sens pour nous, matérialistes. **Le parti est l'organisme au sein duquel la liberté d'opinion et d'action n'a pas cours**. Une telle liberté subjective et personnelle contredit notre but historique, c'est-à-dire n'existe pas dans la société communiste où le problème de la victoire sur la nécessité se pose historiquement pour la première fois, précisément parce qu'il n'y a plus pour sujet la personne, mais l'espèce. Par conséquent, la liberté tactique n'existe ni pour les militants par rapport à la section, ni pour les sections par rapport au parti, ni pour les partis par rapport à l'Internationale.

C'est pourquoi les solutions tactiques ne sont ni locales (il n'est même pas pensable qu'elles soient individuelles), **ni même nationales** ; même au cas où elles ne seraient pas uniformes pour toute l'Internationale, elles devraient **toujours** émaner du centre mondial. Le contraire de cette position marxiste est l'autonomisme. Ce terme odieux sert à désigner le principe selon lequel chaque section décide de sa propre ligne d'action et la met en pratique, ce privilège s'étendant à d'autres groupes, comme par exemple les parlementaires, et aux partis membres de l'Internationale, digne pendant de la règle bourgeoise hypocrite qui interdit l'immixtion «dans les affaires intérieures» de chaque pays. «Les socialistes ne font pas de politique extérieure» disait l'Internationale ancien style, prenant pour devise une formule vide. L'Internationale authentiquement marxiste-léniniste de 1919 proclama au contraire : les communistes ne font pas de politique intérieure!

Ce qui distingue le domaine tactique des autres n'est donc pas que chacun peut y faire ce qu'il veut. Pour nous, matérialistes, c'est au contraire sur le terrain de l'action, précisément, que naît la possibilité d'une unité de mouvement, l'unité d'opinions ne venant qu'ensuite. La différence est donc tout autre. Une question est tactique quand il existe non pas une seule, mais plusieurs et au moins deux façons de la résoudre **sans rompre** avec la théorie, le but final, les principes et le programme du parti. Mais l'appréciation et le choix incombent au centre, c'est-à-dire à l'organe du parti dont la base territoriale est la plus large. Avant que la canaille opportuniste ne prenne sa revanche, cette base était le monde entier, et nous ne nous attarderons pas ici à discuter des ignobles structures actuelles, polyarchies, oligarchies et, pis que tout, sommets.

Cette thèse ne peut prendre la forme d'un code personnel disant que celui qui n'est pas d'accord avec la doctrine, les principes et le programme du parti en est exclu,

mais que celui qui n'est pas d'accord avec sa tactique peut y rester. Cela reviendrait en effet à dire que le parti a bien une doctrine, des principes et un programme, mais **qu'il n'a pas de tactique**, et qu'il se la fabrique selon les circonstances, les individus et les groupes ne pouvant pas faire ce qu'ils veulent, mais devant par contre accepter et appliquer n'importe quelle tactique dès le moment où le centre l'a décidée. Cela reviendrait à dire que la tactique est secrète, chose aussi insensée que de prétendre qu'elle est libre. Certains s'écrieront peut-être que nous exposons ici la conception que la Gauche italienne a toujours eue de la tactique (exposée par exemple dans les «Thèses de Rome»), mais que, précisément, ce n'était pas celle de Lénine. La preuve que c'est faux, c'est qu'il a accepté la 21^o condition proposée par elle : «Doivent être exclus du parti les membres qui repoussent par principe les conditions et les thèses de l'Internationale communiste».

Cette formulation montre bien que le caractère obligatoire (termes que l'on trouve souvent chez Lénine lui-même) des principes et du programme **s'étend à toutes les thèses et jusqu'aux conditions d'admission de 1920**. Or ces textes historiques contiennent, outre des énonciations théoriques, principielles et programmatiques, des solutions, indications et directives **proprement tactiques**. La constitution de la Troisième Internationale entre le désastreux 1914 et les années 1919-20 fut une opération éminemment pratique («concrète» dit plus volontiers l'opportunisme) : il s'agissait de trancher dans la chair de la vieille Internationale déchue et de ses sections nationales pour en tirer la nouvelle formation révolutionnaire. Une opération historique aussi grandiose ne pouvait être laissée à des initiatives locales, ou pire, abandonnée aux caprices de partisans de l'«autonomie». Elle devait être dirigée selon **des normes générales valables pour l'Europe et le monde**, et les communistes leur devaient **la même obéissance** qu'à la doctrine du parti qui, énoncée dès 1847, constitue aujourd'hui encore notre «table de la loi», même si ces normes, liées au tournant historique de 1914-20, étaient transitoires.

C'est pourquoi Moscou, **c'est-à-dire le prolétariat révolutionnaire mondial**, ne se contenta pas de restaurer la théorie et les principes, mais dirigea **aussi** cette sélection qui se déroulait dans un grand nombre de pays et contre toutes sortes de traîtres opportunistes, dont elle provoquait les protestations venimeuses. De partout, des voix douteuses s'élevèrent qui, sous le prétexte spécieux d'aspects particuliers, de conditions originales propres à tel ou tel pays, réclamaient, comme toujours, que des exceptions soient faites, mais les questions furent tranchées sans hésitation, selon une méthode unique établie par le centre.

Nous reprendrons le sujet sous un autre aspect un peu plus loin, mais il est trop important pour que nous ne nous y arrêtions pas un instant ici. Les **Statuts** adoptés au II^{ème} Congrès de l'I.C. confirment les positions de **principe** établissant en même temps les **normes d'action et d'organisation**. Les **Conditions d'admission** concernent à la fois les principes, la tactique ainsi que l'organisation ; certaines définissent l'activité à mener dans les syndicats, dans l'armée, dans les colonies, etc., et le travail illégal et clandestin. Les **Thèses sur les tâches fondamentales de l'I.C.**

et sur **Le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne** complètent la formulation des **points généraux de principe** par un tableau de l'état de la lutte pour la dictature dans le monde entier, mais particulièrement en Europe, et par des **normes précises pour l'action dans les principaux pays**. Les **Thèses sur les syndicats et les conseils d'usine** semblent de nature purement «tactique», dans la mesure où elles concernent des secteurs particuliers de l'action du parti ; en réalité elles sont **en liaison tout à fait étroite** avec les questions de doctrine et de principe. Elles font aux communistes une obligation de travailler **partout où** il y a des ouvriers organisés sur le terrain économique, et critiquent la vision immédiatiste et réformiste de ces tâches. Une thèse classique ajoutée par Lénine et que les ordinovistes n'ont jamais pu digérer (la thèse 5 du & II) affirme que les conseils d'usine ne peuvent en aucun cas remplacer les syndicats (et à plus forte raison le parti) et que notre tâche est de «soumettre, en fait, syndicats et conseils au parti communiste» (thèse 6, & II).

Les **Thèses sur la question nationale et coloniale**, qui suscitèrent un fécond débat de principe contre des éléments centristes, résolvent une grande question historique : le sujet est sans doute tactique, mais ces thèses montrent aussi que **la tactique n'est pas autonome, mais repose sur les principes**. Le débat sur la **question du parlementarisme** amena à cette conclusion que nous nous appuyons tous sur le principe du sabotage et de la destruction du parlement, magnifiquement développé dans les Thèses et dans leur préambule. Quant à savoir s'il fallait le détruire seulement de l'extérieur, ou également de l'intérieur, c'était là une question **tactique**. Seule l'histoire pouvait dire si la solution juste était l'abstentionnisme ou le «parlementarisme révolutionnaire», même si, dès cette époque, Boukharine ne réussit jamais à nous donner un seul exemple prouvant que le bilan de ce dernier n'était pas tout à fait négatif. Mais **dans un cas comme dans l'autre**, la solution adoptée reposait fermement sur des points de doctrine **indiscutés et indiscutables**. Tout comme les thèses sur la question nationale et coloniale, les **Thèses sur la question agraire** étaient des résolutions concernant directement **l'action pratique**, mais elles furent prises après un débat portant sur les **principes** et elles se fondent sur eux.

Il est donc bien clair que **cet ensemble de normes** qu'il fallait accepter pour pouvoir adhérer à l'I.C. embrasse tout l'éventail des questions autour desquelles tourne toute la vie du parti, son travail théorique, son activité pratique, et **qu'il donne au parti de cette époque historique une ligne tactique qui doit être respectée en tous lieux et dans tous les pays**. Ces décisions se sont immédiatement reflétées dans le processus de formation des partis communistes et par là même dans la lutte du prolétariat. Le bilan historique qu'on peut tirer aujourd'hui permet de dire si, dans les différents cas, la tactique choisie a été bonne ou mauvaise, mais il ne permet en aucun cas de nier que le parti révolutionnaire doit avoir une tactique **unique et constante** et qu'elle ne doit être ni secrète, ni considérée comme une chose secondaire.

Il est donc établi que : 1) **pour Lénine comme pour nous une tactique qui ne serait pas liée aux principes est tout simplement inconcevable** : tactique et principes «forment un tout» (comme le disait «Il Soviet» du 4-1-1920) en ce sens

qu'ils sont inséparables ; 2) établir les **lignes maîtresses** de la tactique est une **tâche centrale** du mouvement communiste (pour Lénine comme pour nous, il était par définition mondial et il ne pouvait en exister qu'un seul dans le monde entier) et non une tâche périphérique et locale. Si dans ce cadre (que les théoriciens actuels du polycentrisme trouveraient intolérablement étouffant), la tactique de Lénine a été d'une souplesse admirable, dans ce sens qu'il a toujours été attentif aux rapports de forces (véritable nœud de la question tactique), qu'il en a toujours donné une appréciation sûre et lucide, **ce ne fut jamais au mépris ou même seulement au détriment des principes, et en antithèse avec eux.**

Les divergences entre les bolcheviks et nous ne viennent donc pas de là. Nous pensions que rester l'œil fixé sur la boussole des principes tout en naviguant dans la rude mer des contingences, reconnaître par delà les tournants brusques, les tourbillons, par-delà l'«imprévisible» comme on dit trop souvent, le déroulement historique prévu, et les affronter avec les moyens décidés à l'avance était fort bien, mais que cela ne résolvait la question générale de la tactique ni dans l'immédiat, les partis communistes manquant de maturité ou étant de formation trop récente, ni à plus longue échéance, parce que cela revenait à s'en remettre à l'indiscutable capacité d'un chef ou d'un état-major formé à son école [**qui ne seraient pas éternels**]. Par malheur, les bolcheviks n'ont pas compris notre insistance sur ce point.

La question que pose la tactique est précisément d'harmoniser les actions locales et temporelles avec la **stratégie générale**, et tout en se servant de moyens variables, de ne jamais entrer en contradiction avec les objectifs finaux de la lutte. C'est certainement la question la plus ardue que le parti de la révolution communiste ait à résoudre, mais ce n'est pas en la laissant ouverte qu'on la rend plus facile, car cela revient à en abandonner la solution à des chefs de premier ou second plan, comme si on ne sait quel entraînement les avait à tout jamais immunisés contre les pires déviations.

L'usage de termes militaires comme stratégie et tactique ne doit pas induire en erreur : le parti n'est pas une armée dont on peut manœuvrer à volonté les soldats en les dotant de canons identiques à ceux de l'adversaire et en choisissant un terrain lui aussi plus ou moins semblable pour y développer la manœuvre tactique. Dans le domaine de la politique révolutionnaire, les armes employées ne sont pas **neutres** et on ne peut utiliser sans danger les mêmes que l'adversaire. Leur maniement influe en effet sur les militants qui en usent et le terrain choisi n'est pas non plus indifférent, puisqu'il s'agit de gagner la bataille. Ici, au contraire, l'«armée» doit opérer avec ses armes **propres**, sous peine de finir par changer de drapeau, même en cas de victoire. Elle doit choisir son terrain non seulement pour battre l'adversaire, peu importe comment (ce ne serait de toute façon qu'une partie de la victoire finale), mais pour le battre **d'une certaine façon** et surtout pour sortir du combat sans avoir rien abandonné de ses armes théoriques, programmatiques et organisationnelles et en ayant au contraire conquis une influence réelle sur d'autres facteurs de la lutte tels que

les fractions hésitantes de la classe ouvrière et même d'autres classes ou demi-classes, les secteurs réputés «neutres», etc.

Nous ignorions si peu l'incidence de toutes ces variables que nous avons essayé de les systématiser organiquement dans les «Thèses de Rome» de 1922, en nous préoccupant surtout (ce qui prouve que nous n'avons jamais théorisé l'impatience ni l'offensive à **tout** prix) des situations où l'on prépare péniblement l'attaque, plutôt que de celles, **relativement faciles**, où on la déclenche. Depuis lors rien n'a jamais pu nous convaincre qu'une systématisation des problèmes tactiques n'était pas possible ou ne l'était qu'au détriment de la rapidité et de la souplesse dans la manœuvre. Tout nous a au contraire renforcé dans la conviction opposée, et dans l'idée qu'un parti qui, du fait de sa théorie, de ses buts, de ses principes spécifiques, est **fermé** par définition, ne peut ni ne doit être ouvert dans leur application pratique, parce qu'une telle «ouverture» le conduirait nécessairement à l'**indifférence** à l'égard de ses propres postulats et qu'alors aucune mesure d'organisation (comme par exemple la fameuse bolchevisation de l'I.C.) ne pourrait plus le protéger de la dégénérescence.

Nous allons donner un exemple «concret» du fait que nous n'avons jamais été partisans de ces «sauts dans le vide», de ces putschs que Lénine avait les meilleures raisons de craindre de la part de certains partis jeunes et inexpérimentés de l'Occident. En réponse à ceux qui, prenant prétexte de la retraite précipitée du K.P.D. après l'aventure de Kapp, louaient le Parti Socialiste italien de «ne pas céder à des impatiences qui risqueraient de conduire à des actions prématurées condamnées à échouer et par conséquent à consolider la conservation bourgeoise», nous écrivions : «Nous n'avons aucune hâte ni aucune impatience, car nous savons qu'aucune révolution n'a été ni ne sera jamais faite par la volonté d'individus ou de groupes, et que d'autre part quand le processus de désagrégation de l'ancien ordre de choses aura péri sous l'action dissolvante de ses propres forces internes, aucune «prudence» ne pourra plus empêcher la révolution»¹.

Nous étions (et sommes) si peu des fanatiques de la «tour d'ivoire» que nous souscrivions à l'affirmation du parti communiste allemand quand il disait que ce qui avait manqué en 1920, c'était la «condition indispensable» de la dictature prolétarienne, c'est-à-dire «un **puissant** parti communiste **soutenu** par la conscience révolutionnaire de la population laborieuse», sans toutefois approuver l'«opposition loyale» à un «gouvernement ouvrier» (voir plus loin). D'ailleurs pourquoi donc, un an plus tard, et sans attendre les ordres de Moscou, nous serions-nous battus précisément pour le **front unique syndical** en Italie? Nous étions si éloignés de mépriser stupidement les moyens d'action légaux que l'adversaire est parfois obligé de nous laisser, que tout en repoussant la participation aux élections et au parlement, nous demandions qu'on use néanmoins de tous les moyens et de toutes les formes de propagande permis et avant tout des réunions électorales pour expliquer les raisons de

¹ Note sur « La position des communistes allemands » dans « Il Soviet » du 16-5-1920, en réponse au « Corriere Biellese ». Voir aussi les « Thèses de la Fraction communiste abstentionniste ».

l'abstentionnisme et démontrer son efficacité politique. De même, nous étions si éloignés de l'amateurisme barricadier des maximalistes ou de certains parlementaires pseudo-communistes convertis sur le chemin de Damas-Moscou, que, appelés à diriger le P.C. d'Italie au cours de ses deux premières années de vie, nous avons été **les seuls**, en Occident, à organiser un appareil illégal à toute épreuve, comme en a témoigné, entre autres très rares éloges, la droite de Tasca et Graziadei, vestales de la «souplesse» de singe, en opposition à notre rigidité d'éléphant¹. Le problème pour nous était (et est encore) de fixer une **limite** - et un parti international doit savoir la tracer de façon nette - **au-delà de laquelle** la manœuvre, de moyen utile et indispensable, se change en moyen inutile et nuisible, l'horreur du putschisme devenant, comme dans le K.P.D. de 1920, légalisme pacifiste ; le parlementarisme révolutionnaire se transformant, comme dans le P.C.F., en crétinisme parlementaire et la recherche légitime de l'influence sur les masses se dégradant en suivisme. Inversement, faute d'une telle limite, la juste conscience que le parti a de sa propre nature comme force d'attaque permanente contre la société bourgeoise se mue en un aventurisme stupide, en un refus de toute retraite stratégique ou tactique et même de tout temps d'arrêt, comme dans le K.P.D. de 1921².

¹ « Schéma de thèses de la « minorité » du C. C. du PC. d'Italie » en vue de la Conférence nationale de Côme, dans « Lo Stato operaio », II, no 6, 15-5-1924, point 30. C'est sous les traits d'un singe et d'un éléphant que Boukharine avait coutume de représenter, dans les croquis qu'il faisait aux séances de l'Exécutif de l'Internationale, d'une part la position de Graziadei qui, en ce sens du moins, était considérée comme la plus « bolchevique », et d'autre part celle de Bordiga et de la Gauche « italienne ».

² Nous disons bien **du K. P. D.** Après la démission de Lévi de la direction de ce parti en février 1921 (il sera exclu du parti lui-même en avril de la même année) le cours « légaliste » de la section allemande de l'I. C. a fait place à un cours « aventuriste ». Bela Kun (**peut-être** envoyé en Allemagne par l'Exécutif) insiste sur le fait qu'il est nécessaire que « les dirigeants allemands comprennent enfin que leur parti est en mesure de modifier le rapport des forces par une intervention active et qu'il est par conséquent de son devoir de peser sur la lutte des classes » (P. Broué, « Révolution en Allemagne », ch. 25, l'Action de Mars, p. 477). Brandler lui-même estime « qu'il y a 90 % de chances pour qu'on en arrive à des conflits armés (entre les bourgeoisies allemande et polonaise) » et que seule « la révolution peut faire tourner les choses autrement ». Paul Frölich renchérit : « Nous devons par notre activité, tout faire pour que se produise une rupture (entre l'Entente et l'Allemagne) au besoin par une provocation (. . .) Ce que la Centrale propose maintenant, c'est la rupture complète avec le passé » (. . .) « jusqu'à maintenant, nous avons attendu et maintenant nous prenons l'initiative, **nous forçons la révolution** (souligné par nous) » (ibidem, p. 479 et 480). A Mansfeld, un dirigeant du K. P. D. se rallie à l'action du kaapédiste Max Hoelz. Entre les « deux » partis « communistes » (le K. A. A. P. D. a été admis dans l'I. C. comme parti « sympathisant » en novembre 1920), un accord a été conclu à Berlin sous l'égide de Bela Kun. Le K. P. D. tente d'organiser la grève générale à Hambourg, en Saxe prussienne, dans la Ruhr et participe aux actions armées de l'Allemagne centrale. Mais le gros de la classe ouvrière allemande n'a pas suivi, et le K. P. D. lui-même a été très déchiré (ibidem). Tout cela prouve en tout cas, outre la nécessité de ne pas abandonner la tactique à des improvisations du moment, la stupidité de la légende « gauchiste » qui veut que la section allemande de l'I. C. ait été un parti purement légaliste, gradualiste et opportuniste et que tous les « vrais révolutionnaires »(?) aient été contraints par. . . Moscou à se réfugier dans le K. A. P. D.

Bref, le problème est de fixer **la limite au-delà de laquelle on expose le mouvement à la ruine**. Bien entendu, dans la guerre et dans la guerre civile, on court nécessairement des risques, mais on ne les court pas comme dans les jeux de hasard : l'art de la guerre consiste précisément à savoir par avance jusqu'où il est permis de risquer. A la différence de l'armée, toutefois, le parti révolutionnaire ne doit pas seulement savoir où est la limite, mais dire clairement à tous ses membres où l'organisation l'a fixée.

Il est vrai que le IIe Congrès (et à plus forte raison les congrès ultérieurs, dans la mesure où la tactique de plus en plus fluctuante de l'I.C. le rendait nécessaire) donna à l'Exécutif les pleins pouvoirs pour intervenir en cas de déviation ou même seulement d'application insuffisante des conditions d'admission qui, même si nous les jugions trop lâches, étaient suffisamment rigides pour provoquer l'indignation d'une foule de socialistes. Mais le problème n'était pas résolu pour autant, car le centre dirigeant n'est pas plus à l'abri des déviations que la base, ou plutôt, il l'est uniquement à condition d'être **lui-même** lié par un ensemble de normes stables et impersonnelles, reconnues par tout le parti, et auxquelles, du haut en bas de la pyramide, tous ceux qui sont investis d'une fonction, toutes les autorités se conforment. C'est seulement alors qu'il ne peut plus y avoir **diversité de mouvements** entre sommet et base, parce qu'il n'y a plus de hasard ou d'imprévu ni pour l'un ni pour l'autre. Et c'est seulement alors aussi que disparaît tout danger d'arbitraire, pour reprendre aux éternels ennemis des «chefs» un terme qui leur est cher.

Fixer cette **limite tactique**, c'est **codifier** non pas tant ce qu'il faut faire, que ce qu'on **ne peut pas faire sans porter un grave préjudice à l'unité et à l'homogénéité doctrinales, programmatiques et organisationnelles du parti**, aussi grand que puisse être le chef que l'histoire lui aura donné (mais des Lénine, il y en a un une fois seulement tous les cent ans, dit un jour Zinoviev). Nous admettons sans difficulté qu'un seul homme, s'il le faut, détienne toute l'autorité. Mais cela ne change rien au fait que le centralisme n'est pas **une condition suffisante** de l'unité et de l'homogénéité du parti, s'il en est **une condition nécessaire**. Si elles font défaut, aucune «consultation démocratique» ne pourra jamais y remédier. Pour qu'elles existent, il faut que le centre et la base possèdent un critère unique d'orientation que le premier soit tenu d'appliquer et que la seconde n'a aucune raison de repousser, dès le moment où son acceptation fait partie des conditions d'admission.

C'est dans ce sens que nous avons toujours critiqué le «centralisme démocratique» et réclamé un «centralisme organique».

Veut-on une confirmation pratique? En 1920, nos doutes auraient pu à bon droit être passés sous silence devant la «garantie» que constituait l'état-major éprouvé et efficace des bolcheviks. Si nous les avons néanmoins exprimés à plusieurs reprises, au risque de passer pour des oiseaux de mauvais augure, c'est qu'en bons matérialistes et en bons dialecticiens, nous pensions plus à l'avenir qu'au présent, et que l'avenir pouvait aussi bien receler notre défaite que notre victoire, avec tous les risques

d'écrasement et, pire encore, de débandade de l'état-major que cela comportait. Or si, comme nous l'avons dit, il est possible dans tous les domaines de surmonter l'inconvénient certain que constitue la défaite et la disparition d'un état-major, c'est à la condition que subsistent d'autres forces, plus grandes, plus décisives. C'est ce qui ne s'est malheureusement pas produit lors de la défaite de l'état-major bolchevik. En partie pour des raisons objectives, mais aussi à force d'appliquer des tactiques de plus en plus détachées des principes, le parti mondial a, en quelques années, perdu toute physionomie révolutionnaire. Dans sa dégringolade, il n'a même pas laissé la moindre amarre à laquelle au moins un petit groupe de militants vieux ou jeunes aurait pu s'accrocher pour remonter la pente : tel fut le prix d'une «élasticité» trop légèrement confondue avec la maudite «liberté tactique».

La discussion du problème tactique qu'avait réclamée la Gauche italienne était donc bien de nature éminemment **pratique**. Les résultats qu'elle avait redoutés se sont donc bel et bien produits. Les tactiques dont elle ne voulait pas ont été expérimentées l'une après l'autre, et non seulement la limite qu'elle voulait voir fixée, mais toute espèce de limite ont été abolies. La théorie elle-même a été abandonnée, le but final complètement altéré, le programme falsifié, les principes abjurés, ce qui prouve que la «liberté tactique» entraîne nécessairement la liberté tout court, cette liberté de «s'affranchir» de tout ce qui fait le parti révolutionnaire fustigé par Lénine dès les premières pages de **Que Faire?** Cela, nous ne l'avions que trop prévu.¹

La conclusion, c'est précisément Lénine qui nous la fournira, lui qui parlait dans le No 4 de l'**Iskra** de «ce plan **systématique** d'action, éclairé **par des principes fixes et rigoureusement** appliqué, qui **seul mérite le nom de tactique**»². La tactique comme «plan systématique», éclairé par des «principes fixes» et appliqué avec rigueur, qu'est-ce donc sinon le contraire même de la tactique «élastique», de la «liberté de mouvement»? C'est bien ce que nous voulions démontrer.

¹ N'est-il pas significatif que les pécheurs repentis qui avaient adhéré au parti communiste d'Italie à Livourne sans avoir encore assimilé **ni** la théorie, **ni** les principes, **ni** les buts, **ni** le programme de l'Internationale, dont ils subissaient la fascination quand elle était encore dans toute sa gloire, aient acquis une « stature internationale », comme on l'a dit de Gramsci et Togliatti, au fur et à mesure que le Komintern perdait la sienne? C'est normal puisque c'est Moscou qui les avait poussés sur le devant de la scène et qu'ils ne pouvaient que se reconnaître eux-mêmes dans les directives d'un empirisme sans bornes qu'elle leur donnait.

² Cf. « Que Faire », ch. II, c.

8.8 - Une ignoble légende : l'« opportunisme » léniniste

[Retour à la table des matières](#)

C'est devenu aujourd'hui une mode de décréter avec une morgue professorale et satisfaite qu'en 1920, l'Internationale communiste était devenue la proie de l'opportunisme ; de prétendre en trouver la preuve précisément dans ses déviations tactiques, reflet, dit-on, d'une déviation de principe, et donc de déplorer que la Gauche italienne ait attendu 1926 pour rompre avec elle. Parallèlement, il est de bon ton dans certains milieux de revaloriser les tribunistes, conseillistes, kaapédistes et autres « marxistes européens » ou « occidentaux » (légende du « **Linkskommunismus** » ou communisme de gauche) qui auraient eu le mérite de voir tout de suite ce que nous aurions trop tardé à reconnaître, et d'avoir agi en conséquence en sortant du Komintern dès 1921.

Il faut dire avec la plus grande énergie que nous n'avons rien à « réviser » dans notre attitude de l'époque, pour la simple raison que l'Internationale était effectivement **la plus haute conquête** dont le mouvement prolétarien communiste fût alors capable, l'unique prémisses d'acquisitions plus complètes à venir, et qu'elle le resta pendant quelques années encore. Cette prémisses était donnée par le fait qu'elle s'était fondée sur une restauration intégrale de la théorie, des principes et du programme communistes, et rien ne devait être négligé pour corriger ses insuffisances tactiques (qu'il aurait été anti-dialectique d'identifier **dans l'immédiat** avec des déviations de principe, sous le prétexte qu'elles en révélaient peut-être le début et pouvaient les engendrer à la longue), puisque la solide base théorique sur laquelle les bolcheviks se plaçaient rendait la chose possible.

Si les diverses « gauches » hollandaise, allemande ou autres avaient vraiment représenté un « marxisme européen », elles se seraient donc donné pour tâche d'opposer aux tactiques douteuses et aux méthodes d'organisation discutables de l'I.C. la digue de principes solidement enracinés dans la théorie, et d'apporter à la direction russe l'aide de propositions tactiques rigoureusement déduites des principes. En réalité, ces « gauches » qui ont rompu avec l'I.C. en 1921-22 traînaient derrière elles le fardeau d'idéologies **non-marxistes** et ce sont des critères de type anarchiste, anarcho-syndicaliste et ouvriériste qui leur ont fait condamner l'« opportunisme » du Comintern, alors que le marxisme condamne tout aussi justement les critères en question. Certes, dès 1920, la Gauche italienne a dénoncé elle aussi le **danger** « de droite », mais c'est une chose d'avertir d'un danger quelqu'un qu'on juge de taille à le

surmonter, ou de jouer le rôle d'anticorps dans un organisme sain, et c'en est une toute autre que de crier au sauve-qui-peut et de prétendre que cet organisme est incurablement malade. Une organisation révolutionnaire risque toujours de rechuter dans le vieil opportunisme, mais tant qu'elle reste révolutionnaire, pour conjurer ce péril, on lutte en son sein et non pas au dehors, car de deux choses l'une : ou bien elle possède dans ses propres rangs les conditions du relèvement, ou bien, comme ces conditions n'existent nulle part ailleurs, tout un cycle d'expériences négatives est nécessaire pour que la marche en avant puisse reprendre, non d'ailleurs parce que des individus ou des groupes l'auront voulu, mais en vertu de déterminations objectives. Voilà pourquoi la Gauche italienne s'est opposée à toute impatience devant des décisions qu'elle jugeait pourtant insuffisantes ou regrettables ; voilà pourquoi elle a préconisé un travail patient, tenace, infatigable pour amener le parti mondial de la révolution dans la voie juste. Elle était en effet bien persuadée d'une chose : ou bien les communistes de l'Occident super-capitaliste aideraient l'internationale à regarder le danger en face avec une confiance sereine dans sa propre force, ou bien rien ne pourrait empêcher le désastre tant redouté. Or le mouvement communiste d'Occident n'apporta aucune aide aux bolcheviks. Au contraire, il introduisit dans l'aire de la glorieuse révolution d'Octobre sa propre instabilité, sa propre immaturité, sa propre myopie, tout en la jugeant avec une morgue professorale. C'est que ce mouvement ou bien perpétuait la tradition de la IIe Internationale, présentant la même inertie historique qu'elle, ou bien donnait dans un faux extrémisme, tels ces groupes atteints de démocratisme aigu qui finirent tôt ou tard par se réfugier sous l'aile de la social-démocratie, après avoir joué les matamores du «marxisme européen» et rompu avec l'Internationale «dégénérée» de... 1920-21.

Le danger existait, mais il était tapi dans l'Europe pleinement bourgeoise et capitaliste, dans ses traditions démocratiques profondément enracinées, dans sa conversion précipitée à la mode du jour qui n'entamait en rien sa fidélité foncière à la vieille pratique, bref, dans son retard à emprunter la voie dans laquelle les bolcheviks s'étaient engagés les **premiers**, tout en sachant qu'ils se retrouveraient au dernier rang, dès que la révolution aurait gagné les pays avancés. S'il existait un opportunisme larvé dans l'I.C., nul n'était donc moins en droit de le reprocher aux bolcheviks que cet Occident incapable de régler ses propres affaires, de retourner à un marxisme digne de ce nom et de se présenter devant les magnifiques bolcheviks russes et leur prolétariat héroïque avec une physionomie nouvelle. Ce qu'il faut comprendre une fois pour toutes, c'est que dans son audace, le parti bolchevik avait **tout** misé sur le mouvement prolétarien et communiste d'Europe centrale et occidentale, et que ce dernier lui refusa l'aide qui était pour lui une question de vie ou de mort, puisque non seulement il ne réussit pas à faire la révolution, mais qu'il ne s'y prépara même pas ; c'est aussi que le temps avait passé aussi vite en Russie qu'il coulait lentement à l'Ouest ; et s'il était risqué de courir, comme le fit Moscou, derrière la gauche du Parti indépendant qui n'était qu'un fantôme ; si le K.P.D., sur lequel Moscou s'appuyait, saigné à blanc dès sa constitution, puis oscillant entre les deux extrêmes du légalisme et de l'aventurisme échevelé, n'était guère plus orthodoxe

ni donc plus solide, que pouvait-on attendre de plus et de mieux d'un K.A.P.D. foncièrement anti-marxiste?

Souvent, et surtout à l'égard de la Gauche communiste italienne, le jugement des bolcheviks, Lénine y compris, a été obscurci par leur légitime méfiance devant la résurgence de courants pré-, extra-, ou anti-marxistes dans toute l'Europe, et par le soupçon que le «gauchisme» dissimulât de vieilles déviations incompatibles avec une saine vision révolutionnaire. S'il y eut malentendu, du moins en ce qui concerne la Gauche italienne, ce n'est pas sur les hommes de la «citadelle assiégée» qu'il faut en faire retomber la faute ; c'est sur les hommes de cette Europe qui aurait dû être le cœur de la révolution internationale et qui restait prisonnière d'un mélange de vieux droitisme et de faux gauchisme, sur tous ces personnages butés et impertinents dont la présence dans l'I.C. vicia tous les débats, faussa tous les jugements, figea les bolcheviks dans leur erreur d'appréciation, qu'ils étaient pourtant de taille à corriger, et exaspéra leur sensation d'isolement sans espoir, alors qu'ils luttèrent de toutes leurs forces pour en sortir.

Les historiens qui se veulent objectifs ne comprendront sans doute jamais la complexité de cette situation, due au retard politique effroyable du mouvement ouvrier européen, qui rendit aussi impossible aux bolcheviks de voir clair qu'à nous de leur ouvrir les yeux. Si en Occident, où les conditions matérielles du passage au socialisme existaient, la révolution marquait le pas, ce n'était tout de même pas la faute des bolcheviks, qui ne l'ont tout de même pas trahie avant qu'elle n'éclate! Voilà ce qu'il faut répliquer aux doctes professeurs d'aujourd'hui, et que Rosa Luxembourg disait déjà à la fin d'une trop célèbre brochure sur «la Révolution russe» dans sa défense vibrante des **seuls** chez qui se soient trouvés «tout l'honneur révolutionnaire et la capacité d'action qui ont manqué à la démocratie socialiste en Occident», des **seuls** qui aient osé «conquérir le pouvoir et poser dans la pratique le problème de la réalisation du socialisme».

La question doit être posée sur un autre plan. Lénine et les bolcheviks avaient alors un vaste dessein qui était de se servir de forces retardataires sur la scène mondiale de la lutte de classe comme ils avaient réussi à le faire en Russie. Ils ne comptaient pas pour cela sur la basse cuisine diplomatique qui triomphera pendant les «années de misère» du Comintern. Ils comptaient que les terribles sursauts de l'immédiat après-guerre se termineraient par une offensive des masses ouvrières, croyant l'explosion finale plus proche qu'elle n'était en réalité. Ils espéraient que la conjonction du généreux élan prolétarien et de la rigueur théorique, de la clarté programmatique, de la solidité organisationnelle **du centre** de l'Internationale communiste aurait raison de tous les obstacles. Les masses restèrent effectivement sur la brèche pendant plusieurs années, mais dans leur perspective, les bolcheviks avaient sous-estimé la capacité de résistance de la démocratie et son attrait sur ces masses. La Gauche italienne ne cacha pas ses réserves, car elle savait qu'en un siècle, la démocratie s'était non seulement aguerrie, mais qu'elle avait appris à manœuvrer, à corrompre, à s'adapter à la pression ennemie pour attirer à elle et paralyser au moins

une couche de la classe opprimée, et en tout cas, le plus clair de son état-major politique. Pourtant, jamais il ne vint à l'esprit de la Gauche l'idée de qualifier cette perspective d' « opportuniste », de faire à si bon marché un procès aux bolcheviks. Leur dessein pouvait réussir : **théoriquement, rien de l'interdisait**. Seulement, il ne laissait **aucune autre possibilité** que le succès immédiat : il suffisait qu'une des deux variables sur lesquelles il tablait soit éliminée, c'est-à-dire que l'offensive prolétarienne escomptée n'ait pas lieu, pour qu'il échoue. Mais alors, le communisme ne perdait pas seulement la partie dans l'immédiat : c'est son avenir même qui se trouvait compromis.

La Gauche italienne appréciait plus exactement les rapports de forces ; aussi sa voie était-elle longue et dépourvue de promesses enivrantes, d'espoirs à brève échéance ; en revanche, elle était plus sûre, parce que c'était la voie classique du parti marxiste (et tout spécialement des bolcheviks), condition subjective de la lutte finale. Cet ennemi implanté dans la classe ouvrière elle-même, nous savions bien que nous ne pouvions pas le vaincre par la ruse ou par de petites attaques de flanc, mais uniquement par une grande offensive frontale, et que faute de le vaincre, nous nous retrouverions écrasés sous son talon de fer. Comme le prouvent les textes cités en appendice, c'est dans cette conviction que nous avons étudié la situation de l'Europe et ses perspectives, ainsi que les meilleurs moyens de les affronter, et c'est là-dessus que les bolcheviks et nous avons été en désaccord. Mais il s'agissait d'une divergence **entre camarades engagés dans la même lutte**, et tant qu'elle est restée limitée à des questions tactiques et, par surcroît, secondaires, nous n'avons jamais refusé la discipline ni rompu avec l'organisation. Nous y reviendrons longuement, car il faut bien connaître la situation ambiguë dans laquelle se trouvait alors le mouvement ouvrier international pour comprendre aussi bien la grandeur du Second Congrès, qui fut le véritable congrès constitutif de l'Internationale communiste, que ses incertitudes et ses contradictions.

8.9 - Le jeu infâme des Indépendants en Allemagne

[Retour à la table des matières](#)

Dès la reprise de ses publications en janvier¹, l'attention de « Il Soviet » se fixe beaucoup plus sur la scène européenne des luttes de classe et du mouvement communiste naissant que sur l'Italie elle-même.

¹ La publication du « Il Soviet » avait été suspendue le 20 octobre 1919, immédiatement après le congrès de Bologne pour permettre à la Fraction de se réorganiser. Du fait de difficultés financières imprévues, elle ne reprit que le 4 janvier 1920 (3^e année, N^o 1), puis se poursuivait régulièrement.

Il porte un jugement tout à fait négatif sur les développements au sein ou en marge de la S.F.I.O. en France, et fait des réserves sur l'invitation adressée par la IIIe Internationale à des groupes tels que les I.W.W. américains et les Shop Stewards anglais pour qu'ils entrent dans ses rangs. La Fraction communiste abstentionniste n'ignorait pas le potentiel révolutionnaire de ces organisations ouvrières, qui s'étaient magnifiquement battues avant et pendant la guerre contre l'opportunisme et le chauvinisme de l'A.F.L. aux États-Unis ou des Trade-Unions en Angleterre ; mais c'était pour elle un principe que seuls pouvaient adhérer à l'Internationale des partis **politiques** constitués sur une base marxiste, et non des organisations économiques uniquement caractérisées par leur composition prolétarienne ou par un élan de classe sincère, mais confus ¹.

Certes, nous nous intéressions aux développements de la situation dans les aires latine et anglo-saxonne et dans le reste du monde, comme en témoigne la rubrique internationale publiée dans chaque numéro de «Il Soviet», mais le véritable nœud de la situation se trouvait néanmoins à nos yeux en Allemagne et, plus généralement, en Europe centrale, non tellement à cause de sa contiguïté avec la Russie révolutionnaire que des tumultueux événements politiques et sociaux qu'elle avait connus à la fin de la guerre et qui faisaient d'elle l'épicentre de la crise mondiale du capitalisme et donc aussi de l'offensive prolétarienne attendue.

Dans cette aire d'Europe centrale, 1919 avait été une année de luttes ardentes qui s'étaient terminées de façon tragique sans que l'ardeur magnifique de la classe ouvrière fléchisse pour autant. Le gourdin social-démocrate s'était férocement abattu sur ces combattants indomptables non seulement à Berlin et Munich, mais à Hambourg et à Brême, dans la Ruhr et en Saxe, à Vienne et à Budapest. Dans toute l'Europe, les noms de Noske et de Scheidemann étaient lancés comme des injures à la tête de la social-démocratie allemande auprès de laquelle l'état-major de Guillaume II et les magnats de la grande industrie avaient cherché et trouvé refuge, parce qu'elle était la seule force capable de freiner d'abord, puis d'écraser les ouvriers en grève et en rébellion.

Si la bourgeoisie allemande réussit à doubler facilement le «cap des tempêtes» pendant les derniers mois de 1918 et les premiers de 1919, ce ne fut pas grâce à sa propre capacité de contre-offensive, mais uniquement à la complicité de ce parti. Telle était la **fonction historique** de ce détachement de «lieutenants de la bourgeoisie» dans les rangs mêmes du prolétariat qu'est l'opportunisme, fort du soutien d'une aristocratie ouvrière qu'il exprimait politiquement et idéologiquement et dont il était l'organisation.

¹ Dans « Les tendances au sein de la IIIe Internationale », « Il Soviet » du 23 mai 1920 écrit : « Il est évident que l'Internationale est un organe politique et ne peut comprendre que des **partis politiques**. Les organisations économiques pourront former l'internationale syndicale, déjà en voie de constitution, qui **adhère et est subordonnée** à l'Internationale politique ».

Le pire est pourtant que l'œuvre meurtrière de la social-démocratie s'est alors abritée (et cela se reproduira plus tard) derrière l'action sournoise et donc plus catastrophique encore de ce «centrisme» tant de fois dénoncé par Lénine pendant la guerre, et représenté par le parti de Kautsky et de Hilferding, de Hasse et de Dittmann, l'U.S.P.D. (**Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands**), ou comme on disait couramment alors, les **Indépendants**.

Aussi cyniques que les bourreaux social-démocrates, les professeurs «indépendants» pontifiant sur les rives de la Spree ou du Danube, se distinguaient d'eux uniquement par le fait qu'ils cachaient ce cynisme derrière une phraséologie de classe ou même «révolutionnaire» visant à attirer les prolétaires qui s'étaient détournés avec indignation et horreur des «majoritaires», dans le seul but de les enfermer dans le filet de leur propre légalisme réformiste.

On sait aujourd'hui que **toute** l'histoire de l'U.S.P.D. a été déterminée par sa crainte d'un déplacement des masses ouvrières vers la gauche révolutionnaire et par son désir de le prévenir pour l'empêcher ou au moins le retarder. Les lettres de Kautsky à F. Adler révèlent clairement comment le grand pontife manœuvra pour faire pièce à la popularité croissante de ces «garnements de Karl et de Rosa» qui avaient pris parti contre l'«union sacrée» dans sa version allemande. En juin 1915, en effet, au lendemain des premières manifestations pour la paix, un groupe de députés sociaux-démocrates protesta, avec, bien entendu, tous les égards d'usage, contre la politique de «paix sociale» avec l'assentiment de la direction du parti, trop heureuse d'offrir cet exutoire à la mauvaise humeur qui couvait dans ses rangs. Pour écarter le danger d'une radicalisation de la «base», Kautsky aurait voulu que, dès août 1914, les députés socialistes demandent, en votant les crédits de guerre, que ceux-ci servent uniquement à des opérations de défense contre... le barbare agresseur, afin de garantir les chances d'une «paix juste». En avril 1916, après la Conférence nationale de la Gauche organisée par les spartakistes (janvier 1916) et après la Conférence internationale de Kienthal (avril 1916) qui avait suivi celle de Zimmerwald (septembre 1915), les députés «rebelle» organisèrent au Reichstag un «collectif de travail» social-démocrate (**Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft**) réclamant la cessation des hostilités puisque la... sécurité nationale était désormais assurée. En avril 1917, alors que R. Luxembourg était en prison depuis deux ans et K. Liebknecht depuis un an, alors qu'en Russie la première révolution avait déjà éclaté, l'aile «gauche» de la social-démocratie se constitua en parti autonome, l'U.S.P.D. précisément, au congrès de Gotha.

Son programme comportait la «paix entre les peuples, sans annexions directes ou déguisées», la limitation des armements et l'institution de juridictions d'arbitrage obligatoire. Il se terminait par un slogan vraiment professoral : «Le pain et le **savoir** pour tous! La paix et la liberté pour tous les peuples!» Le lendemain de l'abdication du Kaiser, alors que toute l'Allemagne était déjà en ébullition, Scheidemann crut voir devant lui le spectre horrible de la révolution bolchevique du balcon des Hohenzollern où il était monté pour haranguer l'immense foule rassemblée (c'est lui-

même qui le raconte) et, sous le coup d'une brusque inspiration, il proclama la République, que ses camarades n'avaient nullement voulue. Le même jour, c'est-à-dire deux semaines après avoir offert à Liebknecht de participer à la direction du parti, puis essayé de l'attirer dans une combinaison ministérielle, l'U.S.P.D. forma avec le S.P.D. (majoritaires) qu'il prétendait haïr, un gouvernement paritaire, appelé «Conseil des Commissaires du Peuple» et soi-disant élu par les conseils (Räte) de députés des ouvriers et des soldats qui s'étaient constitués partout selon l'exemple russe.

Bras dessus bras dessous, les deux partis complices assurent le passage indolore du régime de Guillaume à celui d'Ebert qui dura pendant cinq ans. Ils veillent à ce que le retour, puis la démobilisation des soldats se fassent pacifiquement, font tout pour éteindre les ardeurs «inconsidérées» des masses prolétariennes, soutiennent à bout de bras l'appareil bureaucratique et militaire en place, quitte à opérer quelques changements au sommet, et en décembre 1918, ils poussent le congrès de décembre des Conseils d'ouvriers et de soldats (Räte) à décider l'organisation à bref délai d'élections à l'Assemblée nationale et le puissant Exécutif ouvrier de Berlin à se subordonner lui-même au «Conseil des Commissaires du Peuple» et à son cortège de généraux et de fonctionnaires de l'époque impériale ¹.

Mais le 29 décembre, l'U.S.P.D. prend prétexte du massacre de Noël ² qui n'était pourtant pas pire que ceux dont il avait été antérieurement complice avec le S.P.D. pour retourner à l'opposition : comme par hasard, c'était la veille même de la fondation du parti communiste et des tragiques événements berlinois de janvier 1919.

¹ Le communiqué diffusé le 10 novembre 1918 par les représentants des SPD. et de l'U. S. P. D. déclarait : « Le gouvernement est formé exclusivement de sociaux-démocrates qui ont tous les mêmes droits en tant que délégués du peuple (. . .) Le pouvoir politique réside dans les conseils des ouvriers et des soldats », dont le gouvernement n'était donc qu'un simple délégué. Mais grâce aux artisans de la « non-révolution » allemande, le congrès effectue une volte-face complète en votant le 18 décembre une motion qui proclame au contraire : « Le Congrès général des conseils des ouvriers et des soldats d'Allemagne, qui représente le pouvoir tout entier (!!!), transmet le pouvoir législatif et exécutif (donc tout le pouvoir) au Conseil des Commissaires du Peuple, tant que l'Assemblée constituante n'en aura pas décidé autrement ». Il ne reste au Conseil central qu'un pouvoir de . . . « surveillance parlementaire » sur le gouvernement.

² Il s'agit du célèbre conflit entre le gouvernement et la division de marine populaire (Volksmarinedivision) qui est cantonnée au château et au Marstall (écuries royales) et à laquelle les autorités refusent de verser la solde tant qu'elle n'aura pas réduit ses effectifs de 3. 000 à 600. Ayant évacué le château le 23 décembre, les marins se rendent à la chancellerie pour réclamer leur solde, et ne trouvant pas Ebert, « ferment les portes, bloquent le central téléphonique et marchent sur la Kommandantur »; « les forces de l'ordre » interviennent, et il y a trois morts et de nombreux blessés. La chancellerie est reprise, mais les marins se replient sur le Marstall avec des otages. Sous prétexte de délivrer ceux-ci, le Marstall est encerclé et bombardé pendant deux heures le 24 décembre au matin. « Le bruit de la canonnade a alerté les ouvriers berlinois qui se rassemblent dans les quartiers et marchent vers le centre ». . . « en un clin d'œil le barrage est rompu et la foule se précipite en hurlant dans le dos des cavaliers de la Garde postés devant le Marstall » (citations de « Révolution en Allemagne » de P. Broué, Ed. de Minuit). Les officiers et le gouvernement sont contraints de céder.

L'U.S.P.D. retournera-t-il au gouvernement? Évidemment non, car sa fonction consiste à empêcher la radicalisation **politique** des masses poussées à la lutte par des conditions de vie insupportables ¹. La social-démocratie majoritaire étant discréditée, l'U.S.P.D. doit de toute urgence préparer une «alternative» (terme cher aux super-opportunistes d'aujourd'hui) qui ne soit pas le spartakisme. Voilà pourquoi l'U.S.P.D. se met à «jouer» à la révolution à Berlin, en janvier et en mars, et à Munich en avril, lui qui s'était fait le paladin de l'intégration des conseils («Räte») dans la constitution de Weimar, et donc de leur castration, lui qui fournit des «économistes» et des «experts» comme Hilferding et Karl Korsch pour dresser ces plans de «socialisation» des mines et de l'industrie lourde avec lesquels on amusera les ouvriers pendant plus d'un an ; lui enfin dont les «théoriciens» pontifiants, Kautsky en tête, ont dénigré la dictature bolchevique et condamné la terreur rouge!

Déclenchant des soulèvements pour les trahir aussitôt, que veut donc l'U.S.P.D., si ce n'est compromettre les généreux et trop naïfs Spartakistes? Pour cela, il s'appuie sur les groupes armés des délégués révolutionnaires (**Revolutionäre Obleute**) comme en 1918, année cruciale, descendant de la chaire professorale et se mêlant aux ouvriers pour mieux en désamorcer les poussées subversives. Son programme de «réformes de structure» est à peine plus radical que celui des majoritaires, mais il l'enveloppe cyniquement dans un tissu de proclamations qui peuvent tromper les ouvriers par leur ressemblance extérieure avec celles de l'Octobre russe.

Il procède avec une habileté incontestable : lorsque la tension sociale est au plus haut point, il lance le mouvement, puis se place immédiatement sur la touche ; dans les moments de reflux, au contraire, il mobilise de grands pontes du «marxisme» pour fabriquer des thèses et des programmes susceptibles de concurrencer ceux du K.P.D. ou de l'I.C. A la différence du maximalisme italien qui maintint son emprise sur les masses grâce, essentiellement, à une rhétorique creuse et à des déclarations programmatiques éclectiques qui ne pouvaient que freiner la sélection d'une avant-garde révolutionnaire, le centrisme «indépendant» se livra à de savantes acrobaties doctrinales beaucoup plus efficaces, sans cesser d'être gradualiste, parlementariste et démocratique dans son action pratique. Et tandis que le spartakisme subissait les pires persécutions, il bénéficia d'une relative impunité, et put ainsi renforcer son contrôle sur les syndicats et par-dessus le marché son prestige parmi les électeurs. C'est ainsi qu'ayant obtenu 2.186.305 voix aux élections pour la Constituante en février 1919, contre 11.112.450 au S.P.D., il en récoltera 4.894.317 en juin 1920, contre 5.614.452 au S.P.D., le nombre de ses adhérents passant en même temps, de 100.000 environ à plus de 300.000.

¹ La division de marine, par exemple, s'était « jointe au défilé des spartakistes et de la Ligue des soldats rouges le 21 décembre » et c'est cette radicalisation qui détermina le gouvernement à la dissoudre.

Au Congrès extraordinaire des 2-6 mars 1919 à Berlin, l'U.S.P.D. avait fait une «déclaration programmatique» dans laquelle il prenait acte du fait que «en novembre 1918, les ouvriers et soldats révolutionnaires d'Allemagne ont conquis le pouvoir d'État [!!], mais n'ont pas consolidé leurs positions ni vaincu la domination de classe du capitalisme» et que «la lutte d'émancipation [du prolétariat] ne pouvant être menée que par le prolétariat lui-même et pas seulement [!!] par les organisations existantes, il fallait aussi [!!] une nouvelle organisation prolétarienne de combat» ; cette organisation était «le système des Conseils», qui «rassemble les masses ouvrières dans les entreprises en vue d'une action révolutionnaire, assure au prolétariat le droit à l'autogouvernement [!!] dans les usines, dans les communes et dans l'État, et réalise la transformation du système économique capitaliste en système socialiste». Porte-drapeau prétendu du prolétariat révolutionnaire dans sa lutte d'émancipation, «l'U.S.P.D. se place sur le terrain du système des Conseils, les soutient dans leur lutte pour le pouvoir économique et politique, aspire à la dictature du prolétariat, représentant la grande majorité du peuple, comme à la condition nécessaire pour réaliser le socialisme qui seul conduira à la fin de toute domination de classe, à la suppression de toute dictature, **à la véritable démocratie.**» Et «pour atteindre ce but [l'U.S.P.D.] se sert de **tous** les moyens de combat politiques et économiques, y compris les parlements ; il rejette les actes de violence désordonnés et inconsidérés ; son but n'est pas l'élimination des personnes, mais la suppression du système capitaliste». Après quoi, la motion énumère tous les points d'un programme minimum de réformes, **dont la toute première** (et la seule réaliste) est «**l'insertion du système des conseils dans la constitution allemande et la participation déterminante des conseils à la législation, à l'administration de l'État et des municipalités, et au fonctionnement des entreprises**» qui signait leur condamnation à mort en tant qu'«**organes révolutionnaires**». Quant aux autres points, ce n'était qu'une litanie de propositions en partie démagogiques, en partie radicales (du moins apparemment) et absolument compatibles pour la plupart avec un statu-quo à peine rafraîchi par les Kautsky-Hilferding.

Toutefois, c'est au congrès extraordinaire qui suivit et se tint du 30 novembre au 6 décembre 1919 à Leipzig que le comble de la mystification fut atteint. Le congrès approuva en effet un «programme d'action» développant les points cités ci-dessus qui se terminait par la déclaration suivante :

«La dictature du prolétariat est un moyen révolutionnaire pour l'abolition de toutes les classes et la suppression de toute domination de classe, pour la conquête de la démocratie socialiste [??]. Une fois la société socialiste consolidée, la dictature du prolétariat cesse, et la démocratie socialiste [encore!] atteint son plein développement. L'organisation de la société socialiste se fait sur la base du système des Conseils qui, dans sa signification la plus profonde [voir plus loin], atteint aussi son plus haut degré de perfection. La signification la plus profonde du système des Conseils est qu'il fait des travailleurs, qui sont les détenteurs de l'économie, les créateurs de la richesse sociale, les promoteurs de la culture» (au sens allemand de Kultur : il eût été étonnant que l'USPD oublie de sacrifier à cette divinité bismarkienne), «également les

détenteurs responsables de toutes les institutions juridiques [??] et de tous les pouvoirs politiques. Pour atteindre ce but, l'U.S.P.D. se sert systématiquement de tous les moyens de lutte politique, parlementaire et économique, en liaison étroite avec les syndicats révolutionnaires [??] et avec l'organisation prolétarienne des Conseils» (il s'agit comme on voit d'une nouvelle Trinité, mais qui est le Père, qui le Fils et qui le Saint-Esprit?). Le moyen de lutte essentiel et décisif est l'action de masse (sans autre précision). L'U.S.P.D. repousse l'action violente des personnes et des groupes isolés. Son but n'est pas la destruction des moyens de production «[l'allusion aux personnes, sans doute peu appréciée par la «base» est remplacée par une allusion... aux machines], mais la suppression du système capitaliste».

En outre, le parti est convaincu que «grâce au regroupement des masses prolétariennes auquel il vise, la victoire complète et durable du prolétariat sera obtenue plus rapidement et sûrement : c'est pourquoi l'U.S.P.D. se fixe aussi comme tâche la création d'une Internationale révolutionnaire efficace des ouvriers de tous les pays». Si les Indépendants désavouent la IIe Internationale (puisqu'ils repoussent «toute politique se proposant uniquement [!!!] des réformes dans le cadre de l'État de classe capitaliste») et s'ils sont d'accord avec la IIIe Internationale pour ce qui est de «la réalisation du socialisme au moyen de la dictature du prolétariat sur la base du système des Conseils» (insérés dans la Constitution!), ils estiment que cette Internationale n'est encore qu'un fantôme et qu'elle ne prendra corps que le jour où l'U.S.P.D. en fera partie, après avoir obtenu les garanties d'usage.

La motion finalement approuvée «donne mandat à la direction d'entamer sans tarder des pourparlers avec la IIIe Internationale et avec les partis social-révolutionnaires sur la base du programme du parti, afin que... la IIIe Internationale puisse devenir une Internationale prolétarienne compacte et capable d'action [aktionsfähig] qui soit, dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière du joug du capital international, une arme décisive pour la révolution mondiale»¹. Comme on

¹ La question de l'adhésion à Moscou avait fait l'objet d'un débat animé. Hilferding avait estimé que ni la tentative de Bruxelles, discréditée par l'adhésion des réformistes à la guerre impérialiste, ni celle de Moscou n'étaient des solutions satisfaisantes du problème de la reconstruction de l'Internationale, parce que l'I. C. avait «un caractère communiste, sectaire et n'avait aucune chance de regrouper les grandes masses populaires de l'Occident industriel, décisives pour la lutte socialiste». Il avait donc laissé la porte ouverte à des pourparlers avec les... deux Internationales, **mises sur le même plan**.

Au nom de la gauche indépendante, Stöcker avait proposé une adhésion à Moscou, accompagnée d'un engagement à obtenir que «les partis social-révolutionnaires» (sans autre précision!) «de tous les pays» y adhèrent. Ledebour avait mis un peu d'eau dans le vinaigre d'Hilferding, en proposant les habitués pourparlers «avec toute organisation social-révolutionnaire **quelle qu'elle soit**, pourvu qu'elle se déclare pour l'organisation des conseils et la dictature du prolétariat». C'est une motion de compromis qui fut adoptée et nous en avons cité quelques passages. Pour montrer le sérieux de la «gauche» indépendante, il suffira de noter qu'au IIe Congrès de Moscou, Stöcker défendra «la pratique entièrement révolutionnaire de son parti», exaltera «le développement théorique» réalisé par lui depuis 1918 et promettra un rapprochement avec le K. P. D., maintenant que celui-ci s'est «placé clairement sur des positions marxistes (!)». Le même Stöcker sera en outre de ceux qui déclareront qu'«ils peuvent très bien

voit, l'U.S.P.D. prétendait non seulement traiter d'égal à égal avec l'Internationale et les «partis social-révolutionnaires», mais encore les contraindre à accepter son propre programme comme base de négociation. En outre, Messieurs les professeurs de l'austro et du germanomarxisme estimaient manifestement qu'en dehors d'eux, il n'y avait que des larves «incapables d'action»...

Comme d'habitude, ces délibérations ne furent connues qu'avec retard en Italie où, malgré l'hypocrisie de leurs formules tarabiscotées, elles provoquèrent l'enthousiasme sans restrictions de l'«Avanti!». Cela confirmait en plein la deuxième lettre de la Fraction communiste abstentionniste à l'Internationale affirmant que le maximalisme italien était issu du même tronc que le centrisme allemand¹. A la différence de l'«Avanti!», «Il Soviet» publia un commentaire féroce² des débats et décisions centristes dans un article intitulé «Le nouveau programme des Indépendants»: «Le Congrès de Leipzig du Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne a approuvé en décembre dernier un nouveau programme dont nous reproduisons les parties essentielles [...]

De toute évidence, le souci dominant chez ceux qui ont rédigé ce document a été de se rapprocher des formulations du programme communiste, tout en se cantonnant prudemment dans les affirmations générales.

C'est ainsi que le programme va jusqu'à affirmer que le prolétariat doit conquérir le pouvoir politique, c'est-à-dire abolir la domination de l'Etat capitaliste, pour la remplacer par l'organisation du pouvoir prolétarien sur la base du système soviétique. Mais il n'ose pas dire que ce pouvoir est précisément la dictature du prolétariat. Celle-ci serait non pas la fin, mais seulement le «moyen révolutionnaire» pour éliminer toutes les classes et arriver à la démocratie socialiste.

Cette formule est on ne peut plus ambiguë. En premier lieu, on ne dit pas de façon explicite que le pouvoir prolétarien, le système des Conseils ou la dictature du prolétariat, comme on voudra, sont fondés sur la suppression de tout droit politique pour les membres de la classe bourgeoise.

On préfère sauter par-dessus cette définition qui exprime tout le contenu historique de la révolution prolétarienne, et passer en hâte au but final. c'est-à-dire à l'élimination des classes, avec laquelle tout le monde est d'accord, du social-démocrate à l'anarchiste.

imaginer des situations où les mesures terroristes seront inévitables », mais qu'ils ne peuvent faire de la terreur une norme de la pratique « révolutionnaire »!

¹ Cf. 13 - « Premières tentatives de contacts internationaux ».

² Dans le même numéro, la rédaction avait ajouté à un article très critique de F. Misiano sur l'U. S. P. D. la note suivante : « Le seul point sur lequel nous soyons en désaccord avec l'auteur de cet article est la grande différence qu'il y aurait, selon lui, entre les Indépendants et les maximalistes électoralistes-unitaires italiens ».

Selon la formidable dialectique marxiste, que les élèves de Kautsky ont troquée contre la plus déplorable indécision théorique, cette finalité ultime n'exclut pas que, dans la phase historique actuelle, le prolétariat révolutionnaire ait réellement pour but de former un État de classe qui, au mépris de tout préjugé démocratique, mettra les membres de la classe capitaliste dans une situation d'infériorité politique pendant la longue période historique qu'exigera son élimination.

Mais les Indépendants préfèrent fermer les yeux sur de telles horreurs et passer tout de suite par la pensée à la société socialiste telle qu'elle sera après l'abolition des classes, pour dire que la démocratie socialiste y sera réalisée. Ils auraient mieux fait de dire qu'alors, c'est le pouvoir politique et l'État comme organe de domination, d'une classe sur une autre qui auront disparu.

Au contraire, le programme affirme que c'est précisément dans la société socialiste (entendez par là après la fin de la pénible période de la dictature) que le système soviétiste connaîtra son plein épanouissement et que les travailleurs seront les dépositaires de l'autorité politique. A ce moment-là, au contraire, il n'y aura pas besoin d'autorité politique et le système soviétique aura peut-être des formes très différentes de celles que nous lui connaissons.

Ce que les communistes proclament et que les Indépendants s'efforcent hypocritement de taire sans en avoir l'air, c'est que c'est justement pendant la période de transition, c'est-à-dire quand il y a encore des bourgeois, que les conseils de travailleurs doivent avoir toute l'autorité politique, puisque les bourgeois doivent en être entièrement privés.

Nous prions les camarades de considérer que cette partie du programme a été habilement rédigée de façon à se prêter à deux interprétations et à essayer de satisfaire aussi bien ceux qui s'en tiennent aux canons social-démocratiques que ceux qui tendent vers le communisme.

La partie finale, où il est question des moyens tactiques, est encore plus vague. La fameuse idée de l'adoption de tous les moyens rappelle étrangement notre intégralisme italien, dont l'héritier est aujourd'hui le maximalisme électoraliste.

On parle d'actions de masse, mais on exclut l'action violente de groupes ou d'individus, sans dire que l'on préconise la méthode de l'action violente du prolétariat, disciplinée et dirigée par le parti de classe.

Enfin, on vient nous chanter la stupide chanson de l'unité prolétarienne, ce qui permet de mesurer toute la distance qui sépare les socialistes indépendants d'Allemagne des méthodes de la IIIe Internationale, qui ont pour pivot la

séparation intransigeante des communistes et de tout autre mouvement n'obéissant pas aux mêmes directives programmatiques rigoureuses.»

Le jugement du Comité Exécutif de la IIIe Internationale n'avait pas été moins sévère dans la lettre envoyée le 5 février 1920 au Comité central du K.P.D. et au présidium de l'U.S.P.D.¹ et qui est restée longtemps inconnue, même en Allemagne. Cette lettre reprend le «Projet de réponse du P.C.R. à la lettre de l'U.S.P.D.» rédigé par Lénine², démasquant les réticences dont les Indépendants entouraient leur adhésion au principe de la dictature prolétarienne incarnée dans le «pouvoir des Soviets» et qui les assimilait aux «reconstructeurs» du type Longuet en France. Il est vain et contre-révolutionnaire, dit ce texte, de cacher que «le système des Soviets, c'est la destruction du mensonge bourgeois qui appelle «liberté de la presse» la liberté de soudoyer la presse, la liberté pour les riches, pour les capitalistes, d'acheter les journaux, la liberté pour les capitalistes [...] de truquer ainsi «l'opinion publique»», la même chose valant pour la liberté de réunion, pour «l'armement du peuple, la liberté de conscience [...] et pour toutes les autres libertés bourgeoises». Il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que «la dictature du prolétariat, c'est le renversement de la bourgeoisie par **une classe**, le prolétariat, et précisément par son avant-garde» (et «exiger de cette avant-garde la conquête préalable **de la majorité du peuple au moyen d'élections** sous le régime de l'esclavage salarié [...] exiger ou supposer possible cette conquête, c'est en réalité abandonner complètement le point de vue de la dictature du prolétariat pour adopter en fait celui de la dictature bourgeoise»). Il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que «la dictature du prolétariat implique la nécessité de réprimer par la force la résistance des exploités et la volonté, la capacité et la décision de le faire» («répudier [...] la violence, la terreur, c'est répandre les illusions réactionnaires de la petite-bourgeoisie sur la paix sociale»). Il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que «ceci vaut également pour la guerre civile, [car], après la guerre impérialiste, face aux généraux et aux officiers réactionnaires qui usent de la terreur contre le prolétariat, face au fait que de **nouvelles** guerres impérialistes sont **préparées dès à présent** par la politique actuelle de tous les États bourgeois - et que non seulement ces guerres sont préparées en toute connaissance de cause, mais qu'elles découlent aussi, avec une logique objective et inéluctable, de toute la politique de ces États - bref, dans une telle situation, déplorer la guerre civile contre les exploités, la condamner, la redouter, c'est en réalité se faire réactionnaire» (et «l'attitude doucereuse, petite-bourgeoise et sentimentale des Indépendants allemands et des longuettistes français dans la question de la guerre civile a précisément ce caractère réactionnaire»). Enfin, il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que «la dictature du prolétariat et le pouvoir soviétique, c'est la claire conscience de la nécessité de **briser**, de démolir de fond en comble l'appareil de l'État bourgeois (fût-il démocratique et républicain)». Il faut au contraire expliquer **dès maintenant** aux ouvriers et aux paysans que «toute révolution (à la différence des réformes) signifie elle-même une crise, et une crise très grave, à la fois

¹ Elle est reproduite dans « Die kommunistische Internationale », No 9, p. 152 et suivantes.

² Lénine, œuvres, tome 30, pp. 348-355.

politique et économique» ; et que l'on doit «affronter courageusement cette crise et trouver dans les mesures révolutionnaires» (on remarquera la puissance de cette affirmation), «**la source des forces** nécessaires pour la surmonter», sans craindre de faire «les plus durs sacrifices». Sans cela, entre autres, «la reconnaissance de la dictature du prolétariat reste purement verbale».

C'était exactement ce que la Gauche italienne proclamait, mais le ton de sa critique ¹ est plus dur. Il est vrai que Lénine écrit :

«La seule attitude juste est de ne pas s'unir aux Indépendants et aux longuettistes dans une même Internationale, et d'attendre que les masses révolutionnaires des ouvriers français et allemands aient corrigé les faiblesse, les erreurs, les préjugés, l'esprit d'inconséquence de partis tels que ceux des Indépendants et des longuettistes»,

mais il ajoute :

«Le Parti communiste russe ne se refuse cependant pas à conférer avec tous les partis désireux de s'entretenir avec lui et de connaître son opinion.»

De son côté, l'Exécutif de l'I.C. exige bien l'expulsion de la droite de l'U.S.P.D. comme condition préalable à des rencontres éventuelles, mais il renchérit encore sur Lénine en remplaçant le terme «conférer» par «entrer **en pourparlers** avec les partis qui se déclarent prêts à rompre définitivement avec la IIème Internationale» et leur demande d'envoyer pour cela des représentants à Moscou.

Il résulte de ces faits que, même si les bolcheviks ont toujours fait une dure critique du centrisme, l'objectif de Moscou était de favoriser une rupture au sein de l'U.S.P.D. entre la direction et la base, la droite et la gauche. En dépit des meilleures intentions, c'était là inaugurer une méthode aussi improductive que le fameux travail des Danaïdes, même si on en attendait des effets rapides. Chose pire encore, cette méthode risquait de dissimuler entièrement aux yeux des ouvriers, la frontière infranchissable séparant le communisme du centrisme. Or selon la Gauche italienne (et selon toute la pratique des bolcheviks) cette frontière ne devait en aucune façon être estompée, car c'est l'histoire elle-même qui l'avait tracée avec le sang de milliers de prolétaires.

¹ Cf. aussi les deux articles : « La pensée du Parti indépendant allemand » et la première partie de « La situation en Allemagne et le mouvement communiste » parus dans « Il Soviet » respectivement le 25 avril et le 11 juin 1920. La géniale proposition de permettre à Kautsky et à d'autres dirigeants Indépendants de rejoindre les majoritaires au gouvernement après le putsch de Kapp, mais en les obligeant auparavant à quitter le parti, y est clouée au pilori comme elle le mérite.

Tout d'abord, Moscou surestimait la force de la «gauche» indépendante que pour notre part nous jugions squelettique et, de toutes façons, équivoque¹. Mais même en dehors de cette fausse appréciation du rapport des forces, Moscou faisait preuve de naïveté en croyant pouvoir se rapprocher des grandes masses par l'intermédiaire d'un tel parti, et de faiblesse en «traitant» avec sa direction sur pied d'égalité. La manœuvre finit d'ailleurs en queue de poisson, les gros bonnets de l'U.S.P.D. ne répondant même pas à la lettre à cause de leurs absorbantes occupations électorales, et ne la publiant pas davantage sous prétexte que le papier était rationné. Les élections avant tout!

Même à supposer que cette lettre ait été publiée et que cela ait pu favoriser une clarification parmi les Indépendants, l'avantage eût été négligeable face à la grave désorientation que l'initiative n'aurait pas manqué de provoquer dans l'avant-garde communiste qu'une cruelle expérience avait habituée à voir dans le parti de Kautsky et Hilferding l'ennemi déclaré de la révolution et de la dictature prolétarienne, et qui considérait comme tout simplement **inimaginable** de le sonder sur ses intentions et de lui faire des avances.

En se déclarant «conscient de la complexité des situations et des particularités spécifiques du développement de la révolution dans les différents pays», l'Exécutif de l'I.C. ouvrait la porte à des atténuations, concessions et exceptions au programme **unique** du parti mondial qui, en phase de reflux de la lutte de classe, devaient rendre plus difficile la lutte contre «l'engouement pour les Soviets» que l'I.C. avait pourtant déclarée urgente et indispensable, donnant libre accès dans ce parti aux pires opportunistes.

Enfin, en passant par-dessus la tête du parti communiste local, on admettait pratiquement l'existence d'organisations **parallèles** au lieu de n'en reconnaître publiquement **qu'une seule** et d'inviter les militants réellement convertis au communisme révolutionnaire à y adhérer individuellement, selon la démarche normale. Ainsi on discréditait objectivement le K.P.D. au bénéfice d'un «allié» plus que douteux. Cette méthode faisait obstacle à la préparation révolutionnaire des militants parce qu'elle les désorientait politiquement et les désorganisait pratiquement : l'indignation des délégués au IIème Congrès quand ils se trouvèrent en présence des Crispin, Dittmann, Cachin et Frossard n'avait rien de rhétorique ni de moralisant : elle constituait une réaction de classe saine et légitime.

¹ Ce jugement fut amplement confirmé lorsqu'un an seulement après l'entrée de cette « gauche » dans le K. P. D. en décembre 1920, ses principaux dirigeants quittèrent leur nouveau parti et beaucoup plus tard, quand les comparses qui y étaient restés, les Thälmann et Cie, servirent d'hommes de main au stalinisme pour liquider le mouvement communiste international. C'est à ce titre que, quand ils auront été à leur tour frappés par le nazisme, Moscou les placera dans le panthéon des saints martyrs de la contre-révolution.

La lettre et l'invitation à envoyer une délégation en Russie¹, exprimaient certainement les inquiétudes de l'Exécutif de l'I.C. sur la possibilité de faire entendre sa voix par l'intermédiaire d'un parti réduit à une quasi-illégalité comme le K.P.D., son truchement naturel ; il croyait pouvoir tourner la difficulté en jetant cette « bombe » au sein de l'U.S.P.D., empruntant ainsi « le chemin le plus court », sans se demander si cela n'entraverait pas le processus déjà difficile de formation du parti révolutionnaire mondial du prolétariat au lieu de l'accélérer : c'est précisément la méthode que nous avons toujours combattue, non par scrupule moral, mais pour des raisons de continuité et d'efficacité.

Fait notable, bien qu'ignorant cet échange épistolaire, « Il Soviet » lança dès février 1920, de concert avec l'organe communiste de la Suisse romande « Le Phare »², un cri d'alarme à propos de « l'entrée dans l'Internationale communiste de partis et de fractions socialistes centristes qui ont jusqu'à présent oscillé de façon déplorable entre la Deuxième et la Troisième Internationales », et pour demander qu'on fasse preuve à leur égard de la plus grande intransigeance et du plus extrême sectarisme (le terme ne nous a jamais effrayés). L'épuration ou plus exactement la scission des sections nationales était pour nous la première condition d'adhésion au Comintern et nous disions que « mieux que les tractations avec les centristes », c'étaient « les principes de Moscou » qui permettraient d'atteindre ce but. De son côté, « Le Phare » concluait : « La IIIe Internationale n'a d'ailleurs pas besoin des Indépendants allemands pour attirer à elle la masse ouvrière. L'évolution économique et la situation historique s'en chargeront elles-mêmes » (nous aurions ajouté : la fermeté dans l'organisation et la rigueur des positions programmatiques de l'Internationale).

Ainsi donc, Moscou a cru pouvoir se frayer **une voie plus brève** vers la victoire à la faveur des circonstances et au prix d'efforts désespérés pour encadrer des récalcitrants³ : l'histoire prouvera qu'une telle voie **n'existe pas**. Quand on croit l'avoir trouvée, on s'aperçoit qu'elle conduit dans une direction opposée à celle qu'on prévoyait, mais il est déjà trop tard. Après la victoire de la contre-révolution, nous avons la tâche amère de répéter que la preuve est faite.

¹ Cette invitation sera répétée les 27 mai, 2 juin et 15 juillet 1920, mais adressée cette fois uniquement aux membres de l'U. S. P. D. , et enfin « courtoisement » acceptée (Cf. « Die kommunistische Internationale », No 12, pp. 324-26).

² Dirigé par Humbert-Droz qui, lui aussi (mais peu importe ici), se montrera bien vite incapable de finir dans la peau d'un marxiste.

³ Que les bolcheviks aient considéré avec un optimisme excessif, quoique compréhensible pour les raisons indiquées ci-dessus, les délibérations du Congrès de Leipzig ressort clairement (entre autres) du discours de Lénine « En l'honneur de l'anniversaire de la IIIe Internationale » (Œuvre, tome 30, p. 429) disant que « même les chefs » de l'U. S. P. D. et de la S. F. I. O. « se voient contraints de reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets », « parce que les masses ouvrières, qui manifestent leur présence, les y obligent ». Loin d'être « le dernier coup décisif porté à la IIe Internationale », cette reconnaissance était en réalité l'ultime moyen de la sauver, ne fût-ce que sous la forme de l'Internationale Deux et demie.

8.10 - Le calvaire de Spartacus

[Retour à la table des matières](#)

En dehors des Indépendants, il existait certes en Allemagne un parti communiste, mais il n'était pas de force à leur faire contrepoids, et cela ne pouvait échapper aux bolcheviks. Constitué en décembre 1918, il avait été plongé dès l'hiver et le printemps 1919 dans un bain de sang dont il avait beaucoup de peine à se remettre. Par ailleurs, issu du Spartakisme qui ne réussit jamais à rompre avec le passé de la IIe Internationale, il avait suivi un processus de formation tourmenté, en partie déjà avant la guerre, mais surtout pendant les années du conflit impérialiste.

Ce qui est au fond de la pensée de Rosa Luxembourg, qui le dirigeait et en était la théoricienne, c'est la vision suivante, qui apparaît dès ses polémiques de 1906 contre les réformistes, dans «**Grève de masse, parti et syndicats**», mais surtout face à leur adhésion à la guerre, et qui, si on la considère à l'échelle supra-historique, ne manque pas de grandeur : le chemin de la classe ouvrière est un «chemin de Golgotha» fait d'errements, d'aveuglements, de trahisons et de résurrections, mais elle finira par reconquérir **dans l'action** le trésor perdu de son but maximum, de son programme et de sa «conscience théorique». Elle se retrouvera donc elle-même **dans son ensemble**, récupérant et régénérant non seulement le parti, mais les **nombreux** partis engendrés par elle et perdus le long de ce chemin tourmenté. Ainsi la grève générale (ou grève de masse), dans laquelle Rosa Luxembourg vit la leçon suprême de la révolution de 1905 en Russie, devait selon elle rajeunir par contrecoup les structures sclérosées des organisations syndicales même en Occident et rendre son élan au parti tombé dans le lourd sommeil d'une orthodoxie purement académique et pourrie en réalité d'opportunisme. Ainsi, la reprise de la lutte de classe au cours de la guerre impérialiste, malgré et contre la paix sociale, devrait faire surgir, tel le phénix de la légende, une nouvelle Internationale **vraiment** socialiste des cendres de l'ancienne, détruite par l'abjuration scandaleuse des «chefs». La Gauche aurait participé à ce processus non tant pour l'animer que pour l'enregistrer théoriquement, et elle devait non tant le devancer que le suivre, et en tout cas attendre que les masses lui dictent l'initiative.

Comme Lénine le fit remarquer, une telle vision faisait de la révolution un processus **purent** objectif. D'autre part, elle tombait inconsciemment dans l'idéalisme : elle considérait en effet la prise et l'exercice révolutionnaires du pouvoir (Luxembourg ne crut jamais, bien entendu, qu'elles se feraient par les moyens parlementaires) qui sont la condition et le point de départ du processus long et tourmenté qui conduit à la réalisation des buts communistes, comme l'aboutissement d'un processus au cours duquel **l'ensemble** de la classe ouvrière prendrait peu à peu

conscience de la mission historique qui lui est **objectivement** assignée sans qu'elle le sache. Or la prise et l'exercice révolutionnaires du pouvoir qui détruiront sans pitié tout l'ordre social et politique en vigueur a au contraire deux conditions : la première est que, bien avant le «grand jour» (et ce qui vaut pour cette époque vaut à plus forte raison pour aujourd'hui) une avant-garde, même peu nombreuse, mais **consciente**, se détache de la majorité de la classe encore encadrée dans des partis et des syndicats compromis avec le régime, c'est-à-dire que le parti révolutionnaire rompt avec les partis opportunistes : la révolution n'est donc pas un processus **purement** objectif. La seconde condition est que les grandes masses, rompant avec l'arrière-garde obtuse, récalcitrante, réactionnaire de l'aristocratie ouvrière, des couches prolétarisées, mais suspectes, de la petite-bourgeoisie et du sous-prolétariat, soient poussées à se lancer à l'assaut du pouvoir bourgeois ; mais ce qui les y poussera ne sera pas la connaissance des buts à atteindre : ce seront des **déterminations matérielles** plus fortes que leur conscience du moment. Ce processus de décantation au sein du prolétariat n'est pas un processus de «prise de conscience» par la **totalité** de la classe, ni même par sa majorité. Le véritable problème est donc celui de la **rencontre** entre, d'une part, le parti d'avant-garde, porteur d'une conscience et d'une connaissance anticipant sur l'action et la prise du pouvoir effectives, et de sa «previous organization» (expression de Marx qui signifie «organisation préalable») et d'autre part les détachements combattants de la classe qui ne pourront atteindre cette conscience et cette connaissance qu'après et même bien après la lutte et la victoire, et qui par ailleurs seront d'autant moins freinés dans leur action qu'ils auront moins conscience des avantages matériels à sacrifier, et qu'ils sacrifieront en effet.

La révolution est un «cataclysme» qui exige l'intervention «spontanée» des grandes masses, mais elle a pour condition préalable la formation d'un parti, même petit, libre de toutes les scories du passé, car faute de les avoir toutes brûlées, il serait condamné à la défaite. Dans ce sens, comme le disait Lénine, la dictature, la guerre civile et la terreur sont indispensables non seulement pour **abattre** la classe dominante, mais pour détruire l'inertie de l'ancienne classe dominée, sa dépendance «spirituelle» à l'égard de la première, ses limitations matérielles. Elles sont donc pour le prolétariat la **source** d'une force toute nouvelle et, si l'on veut, le prélude de sa «prise de conscience» intégrale.

C'est, il est vrai, un lieu commun d'affirmer que les Spartakistes ont trop tardé à se séparer des socialistes majoritaires d'abord et des Indépendants, et de le déplorer. S'ils l'ont fait, ce n'est pourtant pas par hasard, mais à cause de leur manière de concevoir le processus de la lutte d'émancipation du prolétariat. Payant héroïquement de leur personne, Luxembourg et Liebknecht se sont insurgés contre une Union Sacrée ignominieuse, mais dans toutes leurs proclamations de 1914 à 1918, ils n'ont cessé d'affirmer que ce n'étaient pas eux, mais les chefs réformistes qui avaient rompu avec le parti, et que la base de celui-ci devait se ranger avec eux contre les dirigeants. En somme, la base devait se séparer du sommet avant que les Spartakistes se décident à le faire. En d'autres termes, ce n'est pas les Spartakistes qui prirent l'initiative de la scission, ni, une fois mis à la porte en janvier 1917, celle de repousser les propositions

des Indépendants. Pourquoi cela? Ce n'est certes pas le courage qui leur a manqué, puisqu'ils eurent bien celui de se faire mettre en prison en 1915-18 et de subir le martyre en janvier 1919. La raison en est que, dans leur conception, cette initiative incombait à l'ensemble de la classe ouvrière et non pas à eux : elle devait être l'aboutissement - et non le commencement - de sa «prise de conscience» (de sa catharsis), et si l'avant-garde devait contribuer à celle-ci, ce n'est pas elle qui y jouait le premier rôle.

La social-démocratie toléra la Ligue Spartacus dans ses rangs. Les vieux renards du réformisme savaient bien qu'en l'expulsant trop tôt, ils accroîtraient dangereusement sa popularité : en acceptant de rester dans le parti, elle fit donc inconsciemment leur jeu. Après son exclusion, l'U.S.P.D. l'accueillit dans ses rangs en lui accordant une autonomie apparente, et elle continua le même «chemin de Golgotha», favorisant du même coup les illusions des masses à l'égard de ce parti qui, en réalité, ne s'était converti à la «phrase» révolutionnaire que pour empêcher Spartacus de triompher. Les Spartakistes restent **deux longs mois** dans l'U.S.P.D. dont les dirigeants Haase, Dittmann et Barth partageaient avec Ebert, Scheidemann et Landsberg la responsabilité d'un pouvoir qui se montrait d'une rigueur d'acier avec les prolétaires en ébullition, mais de la plus grande mollesse à l'égard des grands bourgeois, des junkers, des généraux et de la haute bureaucratie du régime impérial déchu.

Pour qu'enfin la Ligue Spartacus se décide à se constituer en **Parti Communiste d'Allemagne** (K.P.D. (s)) il faudra que l'U.S.P.D. refuse de convoquer le congrès extraordinaire qu'elle avait demandé le 15 décembre et que le scandaleux congrès des conseils ouvriers des 16-21 décembre qui s'était réuni pour fixer les élections à l'Assemblée constituante au 19 janvier 1919 et liquider ainsi les dernières apparences de double pouvoir interdise à Luxembourg et Liebknecht d'assister à ses séances : de toute évidence, ils auraient été des hôtes gênants et dangereux. Elle ne le fit d'ailleurs pas sans mille hésitations et remords, mais ce fut pour constater avec désespoir, quelques jours plus tard, qu'elle était terriblement en retard sur le mouvement instinctif des masses berlinoises, aussi chaotique que puissant. Isolés, mais emportés par la marée, les Spartakistes seront aussi impuissants à la diriger que, comme les bolcheviks en juillet 1917, à la freiner, avant d'être entraînés dans l'irréparable désastre de janvier et de mars 1919.

Bien entendu, notre jugement critique sur le Spartakisme doit être porté dans l'esprit qui était celui de Lénine lorsqu'il commentait, en octobre 1916¹, les thèses Junius-Luxembourg contenues dans la brochure «La crise de la social-démocratie», c'est-à-dire de révolutionnaires à révolutionnaires. Dans la fatale hésitation des Spartakistes à rompre avec le centre, à reconnaître le lien entre «social-démocratie et opportunisme, entre les Legien et les Kautsky», à «donner une forme complète aux

¹ « A propos d'une brochure de Junius » (dans « Contre le courant », traduction Serge et Parijanine, Maspéro, 1970).

mots d'ordre révolutionnaires et à éduquer systématiquement les masses dans cet esprit», nous devons savoir reconnaître un fait qui n'était pas **subjectif**, mais **objectif** : la «faiblesse» d'une gauche «enfermée de toutes parts dans l'ignoble filet de l'hypocrisie kautskyste» et soumise à la pression ou même à la seule force d'inertie d'un milieu hostile. C'est cette tragédie collective qui poussa les Spartakistes, qui avaient pourtant défendu héroïquement le socialisme contre la meute chauviniste, à se ranger sur le front unique de la majorité de Zimmerwald et de Kienthal (incluant jusqu'aux Indépendants allemands et aux socialistes italiens, même de droite). Or cette majorité adopta une résolution imprécise appelant les prolétaires à se battre non pas pour «la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile» selon la formule tranchante de Lénine, mais pour «une paix sans annexions ni indemnités»¹. C'est cette tragédie collective qui, à la grande indignation de Lénine, suggéra à Rosa Luxembourg elle-même d'opposer au défensisme des majoritaires un autre défensisme, fondé sur la revendication d'une «république une et démocratique», seule patrie «véritable» digne d'être défendue, retardant à l'échelle internationale ce qui avait été le secret de l'Octobre bolchevique : la séparation rigoureuse entre les forces saines du socialisme et le social-chauvinisme putride. On ne «fait» pas la révolution sans les masses, c'est vrai ; mais pour se retrouver **avec** les masses au rendez-vous de la révolution, il faut que, dans les périodes de réaction voire simplement de reflux, on ait su aller **contre le courant**, c'est-à-dire contre les partis ouvriers bourgeois qui expriment et entretiennent la mentalité momentanée des masses : et cela, Lénine l'a montré **dans les faits**, après l'avoir proclamé en théorie. Le Spartakisme attendait au contraire des masses qu'elles condamnent elles-mêmes sur le plan théorique et programmatique le pacte secret infâme qui liait le social-chauvinisme à l'opportunisme et qu'elles rompent avec lui sur le plan pratique et organisatif. Le résultat fut qu'il perdit ses meilleurs militants dans des mouvements déclenchés non pas par eux, mais justement par les Indépendants, à leurs fins exclusives de boutique. Et tandis que ces derniers battaient en retraite juste à temps, Liebknecht, Luxembourg, Jögisches et tant d'autres restaient à découvert sous les balles de Noske, sans même la protection de masses qui se seraient reconnues en eux.

En 1916, Lénine pouvait se demander si **ce retard** par rapport à la marche impétueuse des faits réels n'était pas un «hasard» et souhaiter que c'en fût un. Après coup, nous devons malheureusement affirmer que ce n'en était pas un. Dans un autre passage extraordinairement lucide également écrit pendant la guerre, Lénine rappelait la mémorable bataille conduite par Rosa Luxembourg en 1905-1906 qui avait amené la social-démocratie allemande à reconnaître plus ou moins explicitement la grève de masse (ou générale) comme une des armes fondamentales de la lutte de classe. Mais

¹ Ce phénomène est à ce point collectif qu'il concerne également Trotsky avant son entrée dans le parti bolchevik et sa magnifique renaissance ultérieure. Le centrisme des Indépendants, la répugnance de la grande majorité des délégués à Zimmerwald et à Kienthal, les Spartakistes et Trotsky y compris, à rompre avec lui ne firent pas plier Lénine et son petit groupe, mais ils le conditionnèrent **sur le plan organisatif** (de la même façon que l'anti-bellicisme du Parti Socialiste Italien, puis sa prompte adhésion à l'I. C. , conditionna la Gauche communiste sur ce plan) en l'obligeant à signer un manifeste en commun avec un Modigliani et un Ledebour.

ajoutait-il, en temps de guerre (et cela vaudra pour lui tout autant dans l'ardente période d'après-guerre) la grève générale se transforme nécessairement en **guerre civile** et si la guerre civile implique nécessairement la grève, elle ne peut cependant s'arrêter là, mais doit aboutir à **l'insurrection armée**.

C'est à juste raison que, parlant des «nombreux communistes occidentaux qui ne se sont toujours pas libérés de leur manière fataliste et passive d'aborder les principaux problèmes de la révolution», Trotsky affirmait en 1924 :

«Rosa Luxembourgeois représente encore cette façon de voir d'une manière particulièrement nette et avec beaucoup plus de talent que personne. Son attitude est, du point de vue psychologique, aisément compréhensible. Elle s'est formée, pour ainsi dire, dans la lutte contre l'appareil bureaucratique de la social-démocratie et des syndicats allemands. Sans trêve, elle a démontré que cet appareil étouffait l'initiative du prolétariat. Elle ne voyait d'issue à cette situation, elle n'envisageait de salut que dans une poussée irrésistible des masses qui balayerait toutes les barrières et défenses édifiées par la bureaucratie social-démocrate. Aussi la grève générale révolutionnaire, débordant par-dessus les rives de la société bourgeoise, est-elle devenue pour Rosa Luxembourgeois synonyme de révolution prolétarienne. Mais, quelle que soit sa puissance, la grève générale ne résout pas le problème du pouvoir, elle ne fait que le poser. Pour prendre le pouvoir, on doit, en s'appuyant sur la grève générale, organiser l'insurrection»¹.

Or la vision spartakiste est tout autre. Rien ne le montre mieux que le discours de Rosa Luxembourgeois au congrès de fondation du K.P.D., le 1er janvier 1919, discours qui est pourtant le rappel vigoureux de l'essence révolutionnaire du marxisme, et la revendication vibrante d'un «retour au «Manifeste du Parti Communiste»» contre la répugnante pratique parlementariste et gradualiste de la IIe Internationale. Ce discours est, en effet, la démonstration éclatante que, dans la perspective spartakiste, la **grève générale** n'est pas **une** des manifestations et **un** des moyens de la révolution prolétarienne : elle est son **unique** manifestation et son **unique** moyen, au point de cacher aux yeux des prolétaires (c'est-à-dire, pour les communistes, d'**exclure**) l'insurrection armée et la fonction centrale et centralisatrice du parti, de **l'unique** parti révolutionnaire marxiste, dans l'insurrection.

Ce point est d'une importance vitale. Pour Rosa Luxembourgeois², la remise des pouvoirs de l'équipe de Guillaume II, en passant par Max von Baden, à celle d'Ebert et de Scheidemann (et pourquoi ne pas dire celle d'Ebert-Haase, c'est-à-dire des majoritaires et des Indépendants? Ce silence, encore une fois, n'est pas un hasard) et la proclamation de la République (la grande revendication du «programme démocratique» de 1848?) étaient déjà une **révolution** et non une relève de la garde

¹ Cité dans Trotsky, « L'Internationale Communiste après Lénine », PUF, 1969, p. 257.

² Nous suivons le texte officiel du « Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S) » (Rapport sur le congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne), 1919.

accomplie contre la révolution frémissant dans les entrailles de l'Allemagne ; elles étaient une révolution, avec tout «le caractère embryonnaire, insuffisant, incomplet», avec le «manque de conscience» de **toute** révolution purement **politique**. La «lutte pour le socialisme» ne commence que maintenant, c'est-à-dire lorsque la révolution «devient une **révolution économique**», tendant au bouleversement des rapports économiques, et par là même, et alors seulement, une «révolution socialiste». Le socialisme ne s'instaure pas à coups de décrets, fussent-ils promulgués par «le plus beau gouvernement socialiste». Ebert est donc, malgré tout, un gouvernement socialiste, et ses mesures sont «des mesures socialistes»?

«Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire ; là où les chaînes du capital sont forgées, c'est là qu'elles doivent être brisées. Cela seulement est du socialisme, c'est ainsi seulement qu'on peut faire le socialisme. **Et quelle est la forme extérieure de la lutte pour le socialisme? La grève**. C'est pourquoi nous avons vu que maintenant, **dans la deuxième période de la révolution**, c'est la phase économique du mouvement qui est passée au premier plan».

Le processus révolutionnaire est donc le suivant : retour aux méthodes de la lutte de classe ouverte et intransigeante ; extension des grèves à une échelle toujours plus large, depuis les villes jusqu'aux campagnes ; sous l'impulsion de ces grèves, les conseils des ouvriers et des soldats acquièrent «un tel pouvoir que, lorsque le gouvernement Ebert-Scheidemann ou tout autre gouvernement similaire s'écroulera, ce sera véritablement le dernier acte». Déduction logique :

«La conquête du pouvoir ne doit pas se faire d'un seul coup, mais de façon progressive, en ouvrant une brèche dans l'Etat bourgeois jusqu'à en occuper toutes les positions et à les défendre pied à pied... Il s'agit de lutter pas à pas, au corps à corps, dans chaque région, dans chaque ville, dans chaque commune, pour arracher morceau par morceau à la bourgeoisie tous les instruments du pouvoir de l'Etat, et les transmettre aux Conseils des ouvriers et des soldats.»

La lutte doit, sans doute, être menée avec une intransigeance et une dureté implacables ; mais son but **n'est pas la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois, mais sa destitution**, et le moyen qui y conduit c'est de «**miner le terrain**, afin de le rendre mur pour le bouleversement qui couronnera notre oeuvre». La révolution se fait donc «par en bas» : «par en bas» où **chaque** patron se dresse face à ses esclaves salariés ; «par en bas» où tous les organes exécutifs de la domination politique de classe se dressent face aux objets de cette domination, les masses. C'est là, en bas, que nous devons «arracher **pas à pas** à ceux qui dominent, leurs instruments de pouvoir et les prendre entre nos mains» : tâche bien plus difficile que celle des révolutions bourgeoises, «**où il suffisait d'abattre le pouvoir officiel en son centre**»!

Il s'agit là, **dans l'ensemble**, d'une représentation **inversée** du processus révolutionnaire : au lieu de la prise du pouvoir politique au niveau central (qui est également, et inséparablement, destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie),

comme prémisses de la transformation économique, on a la conquête du pouvoir politique au niveau **local**, par les moyens de la lutte de classe poussée à son point culminant (la grève générale), comme acte **ne faisant qu'un** avec le «bouversement des rapports économiques». **Au terme de ce processus**, la catastrophe du régime bourgeois se produit comme la chute fracassante d'un arbre, sous lequel on a «miné le terrain». Elle consiste, selon le «Programme» voté au congrès, en ce que les ouvriers «s'emparent du **contrôle de la production et enfin** de la direction effective de celle-ci». Ce qui revient comme un leitmotiv obsédant dans cette conception des spartakistes, c'est la vision des «masses prolétariennes qui, de machines sans vie appliquées par le capitaliste au processus de production, apprennent à devenir les gérants [**Lenker**] pensants, libres, autonomes, de ce processus» ; qui acquièrent «le sens de leurs responsabilités qui est le propre des membres actifs de la collectivité à laquelle seule revient la possession de toute la richesse sociale» ; et qui, dans et par la lutte, acquièrent les «vertus socialistes» de «l'assiduité sans le knout du patron, du rendement maximum sans les gardes-chiourme du capitaliste, de la discipline sans le joug, de l'ordre sans la soumission» (en assimilant en outre les «connaissances et les capacités indispensables pour diriger les entreprises socialistes»), car sans ces vertus, l'émancipation de la classe ouvrière ne serait pas «l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

On comprend donc pourquoi le programme de la Ligue Spartakus devenue Parti communiste d'Allemagne **ne mentionne ni la guerre civile** (avant et après la révolution), **ni l'insurrection armée**. On comprend pourquoi un chapitre entier sur les trois que comporte le programme est consacré à démontrer que «la révolution prolétarienne n'a **pas besoin d'utiliser la terreur** [...] parce qu'elle ne combat pas des individus, mais des institutions, parce qu'elle ne descend pas dans l'arène avec de naïves illusions dont elle devrait venger dans le sang le démenti», parce qu'elle n'est pas «la tentative désespérée d'une minorité pour modeler le monde selon son idéal par la violence, mais l'action des masses gigantesques du peuple, appelées à remplir leur mission historique et à transformer la nécessité historique en réalité». On comprend pourquoi la «dictature du prolétariat» n'apparaît dans le programme que comme le moyen de «briser avec une énergie impitoyable et une poigne de fer» la **résistance** acharnée et féroce de la bourgeoisie retranchée dans ses innombrables Vendées et aidée par ses consœurs étrangères, c'est-à-dire avec un rôle purement **défensif**, et pourquoi elle se réduit, de façon générale, à l'«armement du prolétariat» et au «désarmement de la bourgeoisie», considérés comme un aspect de la **claire vision des buts, de la vigilance et de l'activité** toujours en éveil des masses prolétariennes. On comprend pourquoi le parti, en tant que force non seulement agissante, et à plus forte raison éclairante, **mais dirigeante**, est absent et pourquoi la dictature du prolétariat est identifiée à la «véritable démocratie». On comprend enfin pourquoi, dans sa trop célèbre critique de la révolution d'Octobre, Rosa Luxembourg revendique le partage du pouvoir par tous les partis «ouvriers», ou du moins la liberté pour eux de vivre et de faire de l'agitation. On comprend pourquoi le programme s'achève sur ces célèbres paroles :

«La Ligue Spartakus n'est pas un parti qui voudrait prendre le pouvoir **en se servant** des masses des travailleurs et **en passant par-dessus leur tête**. Elle n'est que la partie du prolétariat la plus consciente du but, qui indique à chaque instant aux grandes masses ouvrières leurs tâches historiques, et qui dans chacune des étapes de la révolution représente le but final socialiste et dans chacune des questions nationales, les intérêts de la révolution mondiale [...] La Ligue Spartakus refuse également de prendre le pouvoir **pour la seule raison** que les Scheidemann et Ebert ont fait faillite et que les indépendants se sont engagés dans une impasse en collaborant avec eux. **Elle ne prendra jamais le pouvoir autrement que portée par la claire et indubitable volonté de la grande majorité de la masse prolétarienne en Allemagne, par l'adhésion consciente de celle-ci aux idées, aux buts et aux méthodes de lutte de la Ligue Spartakus. La victoire de la Ligue Spartakus ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution ; elle s'identifie à la victoire des masses gigantesques du prolétariat socialiste**».

Nous sommes revenus au point de départ. La conquête du pouvoir **politique central** n'est pas ici **la prémisses nécessaire, indispensable** de la transformation économique (qui est aussi, mais à plus longue échéance, une «transformation des hommes», une révolution des «consciences»); elle est le **point d'arrivée** d'un processus de conquête des leviers de commande politiques mais surtout économiques «de bas en haut», par la force brute de l'action revendicative poussée à son plus haut niveau, la grève générale. Elle ne **précède pas** la réalisation, nécessairement longue et complexe, du socialisme, mais elle **coïncide** avec cette réalisation même. Elle exprime l'adhésion complète de la classe ouvrière dans son ensemble aux buts du socialisme ; et le parti est le **reflet** de cette «prise de conscience» globale, et **non l'organe** de la conquête révolutionnaire préalable du pouvoir politique et de l'exercice dictatorial du pouvoir, en conjonction avec l'élan des masses laborieuses, élan instinctif mais influencé par le travail de propagande, d'agitation et d'encadrement du parti ; sinon, la révolution ne serait pas socialiste, puisqu'elle ne serait pas «l'œuvre des prolétaires eux-mêmes»!

Cette introduction peut sembler trop longue. Ce qu'elle montre en réalité, c'est avant tout que la conception «luxembourgeoise» **s'écarte** radicalement du marxisme restauré par la révolution bolchevique et, déjà, par la lutte théorique du parti de Lénine. Elle est au contraire une convergence (presque un magma) de courants étrangers au marxisme, qui vont du spontanéisme au socialisme d'entreprise, du conseillisme au syndicalisme révolutionnaire, de l'ouvriérisme à l'éducationnisme idéaliste et humaniste. C'est pourquoi il n'y a pratiquement pas de ligne de démarcation, à l'origine, entre le K.P.D. et le courant qui formera plus tard le K.A.P.D., d'une part, entre le K.P.D. et les multiples variantes du syndicalisme ou mieux de l'«unionisme» à la De Leon (y compris dans la version sans parti des I.W.W. ou des «Shop Stewards») d'autre part.

En deuxième lieu, puisque ce qui nous intéresse n'est pas de rétablir la «vérité historique», mais de comprendre le «sens» et la direction d'un cycle de la lutte de

classe, et d'en tirer les leçons, ces quelques remarques nous permettent de comprendre le point de départ de la parabole ultérieure du mouvement communiste en Allemagne qui, si l'on ne remonte pas aux racines **théoriques et politiques**, si l'on s'arrête à la surface des choses, au jugement des individus, aux commérages sur les «rivalités pour le pouvoir», reste incompréhensible.

Nous avons dit qu'il n'y avait **pratiquement** pas de ligne de démarcation entre le spartakisme et le futur kaapédisme : en effet, le congrès de fondation révéla que si le spartakisme était vulnérable à des influences **immédiatistes** (terme plus adéquat que celui de «syndicalistes» utilisé à l'époque, y compris par notre courant), d'autres courants qui avaient convergé dans le K.P.D. s'en faisaient les porte-parole sans avoir les «anti-corps» théoriques qui empêchaient Rosa Luxembourg, Léo Jôgisches et d'autres de se laisser emporter : il s'agit, en particulier, des I.K.D. (communistes internationalistes d'Allemagne) de Hambourg et de Brême.

Ces deux groupes, mais surtout le second, avaient une longue tradition de critique radicale non seulement du social-chauvinisme majoritaire, mais même de l'opportunisme kautskien. Dès 1916, mais surtout depuis 1917, ils avaient opposé à la formule spartakiste «ni scission, ni unité, mais **reconquête du parti d'en bas**», le mot d'ordre de la scission ouverte et immédiate, déplorant vivement l'adhésion, même conditionnelle, du groupe **Die Internationale** (c'était alors le surnom des Spartakistes) à l'U.S.P.D. Dans cette prise de position, Karl Radek avait joué un rôle essentiel et c'est lui qui les avait amenés plus ou moins officiellement à se ranger dans le camp de la gauche de Zimmerwald. Tout en reconnaissant que les Spartakistes étaient la seule force révolutionnaire ayant survécu au naufrage du mois d'août 1914, et la seule disposant d'un réseau national au moins embryonnaire, ils éprouvaient une forte méfiance, suscitée par la répugnance des Spartakistes à faire la scission, à l'égard de ces derniers : c'est pourquoi c'est seulement à la conférence des 15-17 décembre 1918 à Berlin que les I.K.D. décidèrent de fusionner avec la Ligue Spartakus, car alors l'obstacle constitué par l'adhésion de celle-ci à l'U.S.P.D. était tombé. Il y eut donc 29 délégués des I.K.D. aux côtés des 83 Spartakistes au congrès de fondation du K.P.D. Ce qu'ils apportaient dans le nouveau parti, c'était d'une part, le prestige d'une intransigeance beaucoup plus ancienne que celle des autres gauches de la social-démocratie, mais aussi le poids d'une idéologie beaucoup plus proche de celle de l'Américain De Leon ou du syndicalisme révolutionnaire des pays latins que du marxisme : culte de la spontanéité «sans centralisation, et donc sans efficacité», comme aurait dit Engels ¹ ; opposition masses-chefs, fédéralisme organisationnel ²,

¹ Cf. « Révolution et contre-révolution en Allemagne » (ch. XVIII).

² Radek rappelle que Knieff lui avait fait part de ses doutes sur la possibilité de se fondre avec les spartakistes : « Ce ne sont pas des léninistes; ils sont pour la centralisation (!) » - ce qui est d'autant plus stupéfiant que le Spartakusbund avait et revendiquait une structure **constitutionnellement** élastique et, si on la compare au centralisme bolchevik, quasi fédéraliste. L'ébahissement de Radek n'eut d'égal que celui qu'il avait éprouvé devant le refus par principe de la terreur chez Rosa Luxembourg, qui s'indignait du fait qu'un vieux camarade de lutte comme Dzerjinsky ait pu accepter de diriger... la Tchéka!

exaltation de la «démocratie ouvrière» incarnée dans les conseils, accent mis sur la lutte économique aux dépens de la lutte politique, réduction de la fonction du parti à un rôle d'éducation des consciences (et même, dans certains groupes, négation du parti), etc.

Mais malgré les résistances, de Rosa Luxembourg en particulier, devant des formulations de toute évidence étrangères au marxisme, le terrain spartakiste était prêt dans une certaine mesure à en recueillir et à en cultiver le germe dans le climat brûlant de la fin de l'année 1918. C'est ce qu'on peut voir d'après les discussions au sein du K.P.D. sur les trois points suivants : attitude face aux organisations économiques traditionnelles (les syndicats de métier), parlementarisme révolutionnaire, organisation du nouveau parti. En ce qui concerne le premier point, après qu'au nom des I.K.D. Fröhlich eût soutenu la thèse de l'abandon immédiat des syndicats pour des organisations unitaires économique-politiques «dont la base est constituée par les groupes de nos militants dans les usines» et que Rosa Luxembourg lui eût opposé la thèse suivante - analogue, mais pour d'autres raisons - : «Les fonctions des syndicats sont désormais assurées par les Conseils des ouvriers et des soldats et par les conseils d'usine», la question fut renvoyée à une commission spéciale, le congrès ayant considéré qu'elle réclamait un examen plus approfondi, tout en étant par ailleurs accessible à la démagogie facile du mot d'ordre : «Hors des syndicats!». Sur le second point, étant donnée l'aversion commune à l'égard du parlementarisme et la volonté unanime de travailler à sa destruction, la thèse qui l'emporta nettement fut celle de l'abstentionnisme. Celui-ci n'était pas fondé sur les arguments purement marxistes développés à la même époque par notre fraction, mais sur l'éternelle **horreur pour les chefs** qui foulent aux pieds «l'auto-détermination des masses». Sur le troisième point, le Congrès adopta à l'unanimité la motion Eberlein qui faisait reposer la nouvelle structure organisationnelle du parti : 1) «**sur le modèle des conseils d'usine**, à partir des groupes communistes constitués en leur sein» ; 2) sur «la totale autonomie des organisations [locales]», qui «ne doivent pas attendre les mots d'ordre d'en haut, mais travailler de leur propre initiative» («la structure du parti ne doit pas être **uniformisée**»), la Centrale n'ayant plus qu'un rôle d'«unification de ce qui se produit en dehors d'elle, et de direction politique et spirituelle».

Le fond idéologique de cet ensemble de positions (dont nous nous sommes bornés à fournir un schéma, qui serait utilement complété par une étude des théories économiques particulières de Rosa Luxembourg) ne nous est peut-être pas apparu à l'époque aussi clairement qu'il était apparu, dans ses grandes lignes, aux bolcheviks, d'une part parce que nous ne connaissions pas leur vaste littérature, d'autre part parce que les quelques nouvelles qu'on pouvait en avoir en Italie en 1919-1920 étaient obscurcies par les «rectifications de tir» successives. Mais, comme nous allons le voir, nous avons compris quelles graves conséquences pratiques pouvaient en découler, et nous en dénonçâmes les dangers. Il n'est que trop clair qu'un parti constitué tardivement sur des bases aussi peu sûres que le parti communiste allemand ne pouvait que traîner derrière lui un lourd héritage d'incertitudes et même de confusion : sa «base» était combative, mais avait des tendances barricadières ; quant à

son «sommets», contre lequel se déchaînaient sauvagement toutes les forces de la contre-révolution, dirigées par le gouvernement des socialistes majoritaires (ce que la participation des Indépendants dissimulait à l'extérieur), il restait assujéti à la fascination de l'«unité ouvrière». Mais nous devons nous arrêter un moment sur ce point, car c'est le seul moyen de comprendre la tragédie du prolétariat allemand dans ce premier après guerre où il mena pourtant des luttes grandioses.

Durant de longs mois, de la fin de 1918 au printemps de 1919, le jeune parti et les masses prolétariennes qui menaient une lutte confuse certes, mais farouche, payèrent de leur sang un tribut plus lourd encore qu'en Finlande et en Hongrie, malgré le cynisme féroce de la réaction après l'échec des tentatives révolutionnaires dans ces pays ; et ils le payèrent non pour une révolution **achevée**, mais pour une révolution que la classe dominante et ses sbires étaient bien décidés à **empêcher**, et durant ces mois de cauchemar, le jeu macabre qui se reproduira à Budapest et que nous rappelons ici surtout pour les jeunes militants, se répéta continuellement.

Janvier, Berlin. Les mouvements éclatent sous l'égide des Indépendants, pour protester contre la destitution de «leur» préfet de police, Eichhorn. Non seulement le K.P.D. accepte de souscrire à des proclamations communes avec l'U.S.P.D. et les «hommes de confiance» des ouvriers («**révolutionäre Oblaute**»), mais il entre dans un «Comité révolutionnaire» hybride, oscillant entre un putschisme inconsidéré (directives pour le «combat de rues») et une pratique douteuse de négociations en coulisse avec le gouvernement. De sa propre initiative, Liebknecht accepte même de faire partie du triumvirat de direction avec un indépendant, Ledebour, et un R.O., Scholze, dans l'illusion de pouvoir ainsi renverser le gouvernement et prendre le pouvoir (Rosa Luxembourg déplorera vivement cette initiative, mais seulement parce que la situation n'est pas mûre, **non pour des raisons de principe**). Le 10 janvier, les représentants spartakistes sortent de ce Comité pompeux et impuissant en dénonçant sa complicité avec l'ennemi. Mais cette date, les mercenaires recrutés par Noske parmi les pires épaves de l'armée prussienne, et auxquels se sont joints des volontaires sociaux-démocrates ¹ ont réussi à déloger les manifestants des sièges de journaux (ils avaient occupé seulement des journaux!) en profitant de la défection des Indépendants et de la lassitude des ouvriers désorientés par les mots d'ordre contradictoires. Mais c'est seulement contre les «bandits armés», contre les «fous et les criminels de la Ligue Spartakus» que la féroce flicaille aux ordres du gouvernement se déchaîne sans frein ni scrupule. Fidèles jusqu'au bout à une

¹ On ne peut pas lire sans horreur ce récit, dont l'auteur, l'ex-communiste A. Rosenberg, ne se scandalise guère :

« Les événements des dernières semaines avaient convaincu de nombreux ouvriers et permanents du parti socialiste majoritaire qu'on ne pouvait aboutir à rien sans un pouvoir armé. C'est ainsi que se formèrent à Berlin de nombreux corps de volontaires composés presque exclusivement d'ouvriers socialistes majoritaires. Kuttner, le rédacteur du « Vorwärts », fut un de ceux qui s'occupèrent le plus activement de la constitution de ces troupes. Les volontaires socialistes furent organisés en trois régiments, qui entreprirent de lutter contre les Spartakistes ». (D'après A. Rosenberg, « Storia della Repubblica tedesca », trad. it., Rome, 1945, p. 72.)

«spontanéité» des masses, certes héroïque, mais «dépourvue de centralisation» parce que dépourvue de ligne politique, K. Liebknecht et R.Luxembourg tombent victimes d'un double crime perpétré de sang-froid (le plus horrible de ces mois et années cruels) après de terribles tortures.

Février, Ruhr. Après l'éclatement puis la répression par les balles social-démocratiques des tentatives révolutionnaires de Hambourg, Brême, Halle, Düsseldorf, la campagne pour la «socialisation» (!!!) des mines s'ouvre dans la Ruhr. Elle est dirigée **de concert** par les communistes, les indépendants, et des représentants de la «base» des socialistes **majoritaires**. Ceux-ci se retirent juste à temps pour laisser le champ libre à la répression féroce de la Reichswehr, que Noske avait reconstituée pour lui confier des fonctions policières exceptionnelles. Peu après, dans la région de Halle, spartakistes, indépendants **et majoritaires** proclament une nouvelle fois la grève générale pour une «socialisation par en bas» (!!!) et pour la «démocratisation des entreprises»: nouvelle désertion des sociaux-démocrates, nouvelles hésitations des indépendants, massacre final des spartakistes.

Mars, Berlin. L'immense vague de grèves reflue de l'Allemagne centrale sur la capitale, où naît un énième comité de grève à trois, dont les majoritaires se retirent rapidement. L'agitation est puissante, mais confuse. Elle est dirigée par les spartakistes et, au début, par les «hommes de confiance» qui finiront par les abandonner. Le comité s'efforce tant qu'il peut d'empêcher que le mouvement ne tombe dans un putschisme aventuriste, mais aux grévistes se mêlent toutes sortes d'épaves, soldats démobilisés, déracinés provenant de la petite ou grande bourgeoisie. Noske s'écrie : «**La brutalité et la férocité des Spartakistes** qui se battent contre nous me forcent à donner l'ordre suivant : quiconque sera pris les armes à la main et combattant le gouvernement sera fusillé séance tenante», et il lâche ses tueurs sur la capitale. Il y aura de 1.500 à 3.000 morts, parmi lesquels Léo Jögisches.

Avril, Munich. Tandis qu'une «répression simple et sanglante» s'abat encore sur la Ruhr, puis sur la Saxe (avec des séquelles qui se prolongeront jusqu'à la mi-mai), un groupe d'indépendants et de majoritaires en mal de popularité monte la farce atroce consistant à proclamer une République des Conseils en Bavière. Les communistes dénoncent cette ignoble manœuvre démagogique, mais ils cèdent ensuite aux pressions des Indépendants, mêlés à des anarchistes et à des aventuriers de provenance diverse : ils se mettent alors à défendre le «pouvoir des conseils», que leurs alliés se préparent en sous-main à livrer au ministre majoritaire Hoffmann, alors général en chef des forces de répression. Le 1er mai, restés seuls à la tête d'une République des Conseils improvisée par d'autres ¹, les Spartakistes seront féroce-ment éliminés.

¹ On connaît le télégramme anxieux de Lénine indiquant les mesures élémentaires et indispensables qui doivent être prises, mais qui ne le seront jamais, ne serait-ce qu'en raison du manque de temps.

Avec un superbe mépris de la mort, Eugen Léviné affronte le peloton d'exécution au milieu des hurlements d'une petite bourgeoisie assoiffée de vengeance. Les quelques exécutions d'otages auxquelles le «pouvoir des conseils» a procédé et qui ont frappé les lâches adhérents de la «Société de Thule» (représentants de cette lie raciste qui fera plus tard la fortune du nazisme) fournissent le prétexte d'un énième carnage. Trois mois plus tard, la république soviétique hongroise de Bela Kun tombera, elle aussi victime de «l'unité», simple paravent de la politique de trahison des sociaux-démocrates **de gauche**, la seule dont ils fussent congénitalement capables.

La hantise de l'«unité prolétarienne» à tout prix coûte cher écrivait «Il Soviet» au sujet des évènements de Munich et de Budapest. Le jeune parti allemand, lui, la paya du sacrifice de ses meilleurs militants, de la désorganisation des survivants et de l'isolement du parti par rapport aux masses qui étaient toujours sur le pied de guerre, mais cruellement décimées et désorientées. Et cette hantise fut d'autant plus forte qu'après le remplacement de Karl et de Rosa par des dirigeants qui n'avaient pas leur trempe révolutionnaire comme Lévi et Zetkin, l'horreur dont la direction du parti avait toujours témoignée à l'égard du «putschisme» (et qui était justifiée en tant que réaction contre la tendance à **«jouer avec l'insurrection»**, comme aurait dit Engels) s'accrut au point de se transformer au cours de l'année 1920 en une renonciation **à la perspective même de l'insurrection** et en un légalisme timoré et dégradant, qui, par une tragique ironie, ne pouvait que raviver les nostalgies d'unité. Lévi sera exclu en 1921 pour avoir répudié publiquement la scission de Livourne comme «trop à gauche» et dénoncé l'action de mars en Allemagne comme putschiste et téméraire ; Zetkin restera, mais ce sera pour se porter garant, en 1926, de la possibilité de construire «le socialisme dans un seul pays», selon les volontés du père des peuples, Joseph Staline.

Cette question n'est ni secondaire, ni anecdotique : on y trouve en germe tout le calvaire du prolétariat allemand et de son avant-garde dans les années suivantes, particulièrement en 1921 et 1923, et dont les répercussions se feront sentir jusqu'à l'accession pacifique du nazisme au pouvoir. Cette attitude typique du parti communiste allemand s'explique par deux traditions héritées de la IIe Internationale, d'une part le spontanéisme et de l'autre ce «fatalisme révolutionnaire» dont parlait Trotsky dans le passage ci-dessus cité. C'est par spontanéisme que ce parti attendait toujours que les masses donnent le signal de l'action, sans jamais s'y préparer lui-même ; aussi se retrouvait-il désarmé et désemparé à la première agitation un peu importante des masses, ce qui ne l'empêchait pas de lancer alors les mots d'ordre maximum, comme «tout le pouvoir aux Soviets» pendant le putsch de Kapp (mars 1920) et «dictature du prolétariat» pendant les évènements de mars 1921, quitte à se renfermer à nouveau dans sa coquille parlementaire et minimaliste lors du reflux. Quant au «fatalisme révolutionnaire», toujours selon Trotsky, il amenait le parti à tenir des raisonnements de ce genre : «la révolution approche [...] elle apportera l'insurrection et nous donnera le pouvoir ; quant au parti, son rôle est, dans un tel moment, de faire de l'agitation et **d'en attendre** les effets». Les deux facteurs

s'unissaient en outre pour engendrer la tendance au légalisme, au gradualisme et, en définitive, à cette espèce de «menchévisme» que, se référant précisément aux événements de 1923, eux-mêmes épilogue de trop d'événements analogues et sanglants, Trotsky dénonçait¹ comme la tendance à «voir sur le chemin de la révolution avant tout les difficultés et les obstacles, et à considérer toutes les situations avec l'intention **a priori**, mais pas toujours consciente, d'éviter l'action» et à se servir du marxisme uniquement pour «justifier l'impossibilité de l'action révolutionnaire», en consacrant les quatre cinquièmes de l'activité du parti à conjurer le «danger putschiste», véritable obsession d'une part et de l'autre, paravent pur et simple de la passivité. Trotsky assimile cette mentalité à celle, opposée en apparence, des «agitateurs superficiels qui ne voient jamais aucun obstacle tant qu'ils ne se sont pas heurté la tête contre un mur, qui sautent par-dessus toutes les difficultés, ont l'art de contourner les obstacles réels à l'aide de phrases habiles, montrent dans toutes les questions un maximum d'optimisme qui, malheureusement, se transforme inévitablement en son contraire dès que l'heure décisive a sonné». Peut-être pensait-il à l'horrible amalgame du maximalisme italien qu'ainsi que Lénine, il avait lui-même trop longtemps pris au sérieux, et cru capable de se convertir? Serrati n'était-il pas la personnification même du déterminisme vulgaire, attendant perpétuellement la «chute inévitable» du capitalisme et pratiquant constamment une politique faite tout exprès pour ne pas y préparer le parti, ou plutôt pour détruire sa préparation? Et Bombacci n'incarnait-il pas le «gauchisme» stérile et irresponsable? Certes, le parti communiste allemand était à cent coudées au-dessus du monstrueux maximalisme italien, et il eut en tout cas le mérite de **se battre** le moment venu, mais il traînait derrière lui le boulet du «fatalisme révolutionnaire», et c'est cette tendance qui fut son «talon d'Achille»².

Le «putschisme» fut liquidé officiellement à la Conférence nationale des 14 et 15 juin à Berlin. Polémiquant avec les syndicalistes révolutionnaires qui se trouvaient au sein du K.P.D., cette même Conférence affirma la nécessité «pour les exigences de la lutte en ce moment [seulement **en ce moment**?] : 1° que le prolétariat s'organise en parti politique ; 2° que dans le stade actuel [encore!] de la lutte révolutionnaire, l'organisation de ce parti soit rigoureusement centraliste». Le K.P.D. était évidemment en train de se ressaisir sous l'impulsion énergique des bolcheviks. Dans un des magnifiques articles écrits peu avant sa mort, Rosa Luxembourg affirmait en toutes lettres : «L'état actuel du prolétariat berlinois, dépourvu d'une direction et d'un centre d'organisation, ne peut plus durer» («La démission des chefs», dans «Die röte Fahne», 11 janvier). Mais la reconnaissance de cette nécessité n'était jamais allée au-delà de l'affirmation que «si la victoire du prolétariat, si le socialisme ne doit plus

¹ Dans « Les leçons d'octobre ».

² Par contre, les « Thèses de Rome » de 1922 montrent bien avec quelle clarté la Gauche « italienne » posait le problème de la préparation révolutionnaire dans une double perspective, offensive et défensive, l'une n'excluant pas mécaniquement l'autre, mais les deux devant être considérées dans leurs différents effets sans que la disposition naturelle du Parti à l'attaque en soit jamais diminuée. (Le lecteur trouvera les « Thèses de Rome » dans notre brochure « Défense de la continuité du programme communiste ».)

rester un rêve, les ouvriers révolutionnaires doivent se créer des organes dirigeants capables de guider et d'utiliser l'énergie combative des masses» ; elle n'était donc jamais allée jusqu'à reconnaître le rôle **central** du parti¹ et moins encore d'un parti centralisé. Quant aux dangers du putschisme, il ne fait pas de doute que Rosa Luxembourg en avait une conscience aiguë, et pourtant ce n'est pas à elle, mais à Radek que, non comme individu, mais comme porte-parole du parti bolchevik et de l'Internationale, revient le mérite de les avoir dénoncés. Dès le 9 janvier, il mettait en garde le parti communiste allemand contre le manège des forces convergentes de la contre-révolution, l'adjurant de ne pas se laisser entraîner à prendre la responsabilité de mouvements prématurés dans une situation où «ce ne sont pas les communistes, mais les sociaux-patriotes ou les indépendants qui dominent les conseils des ouvriers et des soldats», et l'invitant, puisque l'action était désormais décidée et qu'il ne pouvait éviter de se battre, à lui donner «le caractère d'une action de protestation», et non d'une attaque insurrectionnelle². Seul Radek pouvait rappeler que dans la phase pré-révolutionnaire, de février à octobre 1917, les bolcheviks n'avaient pas eu «à soutenir des combats aussi durs que ceux de janvier... ou l'on sacrifie absurdement tant de vies» ; en effet les bolcheviks possédaient des organisations de masse, ils ne se heurtaient pas à des organisations ouvrières devenues «la base de la contre-révolution» et ils n'avaient pas en face d'eux une bourgeoisie encore **terriblement puissante** comme la bourgeoisie allemande. Aucun représentant de la gauche allemande n'aurait pu faire la prévision lucide de Radek : «La guerre civile en Allemagne [nous aurions dit, avec Lénine : **dans tout l'Occident**] sera beaucoup plus féroce et destructrice que chez nous en Russie».

C'est cette conscience du danger mortel du putschisme, ainsi qu'une vision théorique supérieure, qui inspira les thèses du Congrès de Heidelberg d'octobre 1919 dont «Il Soviet» souligna, aussitôt après en avoir pris connaissance, la parfaite orthodoxie marxiste³, mais qui sont extrêmement éloignées du courant authentiquement luxembourgeois.

Dès le début, les «**Thèses sur les principes et la tactique communistes**» mettent au **premier plan** la prise du pouvoir et la dictature prolétarienne comme condition de «la substitution de l'organisation socialiste de la production aux rapports capitalistes d'exploitation». Elles affirment qu'à tous les stades qui précèdent la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, «**la révolution est une lutte politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique**». Elles confient «la direction de la lutte révolutionnaire de masse» au parti. Elles définissent comme «contre-révolutionnaire le fait de renoncer à s'organiser en parti ou de confiner le

¹ Dans son article fameux « L'ordre règne à Berlin », ne disait-elle pas : « Il a manqué une direction, mais la direction peut et doit être créée ex-novo par les masses seules, et dans les masses : les masses sont l'élément décisif, elles sont le roc sur lequel on bâtit la victoire de la révolution! »?

² Lettre reproduite dans « November. Eine kleine Seite aus meinen Erinnerungen ». Dans « Archiv für Sozialgeschichte », 1962, pp. 138 sq.

³ Cf. « Le parti communiste allemand », dans « Il soviet » du 11 avril 1920.

parti à une tâche de pure propagande» ; elles réclament «la centralisation la plus rigoureuse», condition pour que le parti puisse accomplir ses tâches historiques **en période révolutionnaire** (précision restrictive qui est peut-être un écho de nostalgies fédéralistes?), et la revendiquent également pour les organisations économiques¹.

Reconnaissant l'importance capitale des Conseils ouvriers dans le processus révolutionnaire, les thèses affirment que ce ne sont pas des statuts, des règlements électoraux, etc., qui peuvent leur donner vie, mais l'élan des prolétaires en lutte pour la conquête du pouvoir. Elles affirment que les communistes doivent travailler dans les organisations économiques pour les élever au niveau **d'instruments de la lutte politique** ; elles qualifient d'utopie petite-bourgeoise «l'idée qu'on puisse les produire au moyen d'une formule d'organisation spéciale des mouvements de masse, et donc que **la révolution soit une question de forme d'organisation**».

Les «Thèses sur le parlementarisme» ne laissent aucun doute sur la nécessité d'abattre le parlement en tant qu'organe de domination de la bourgeoisie ; elles nient que le parlementarisme soit un moyen pour la conquête et l'exercice du pouvoir de classe du prolétariat, et le suggèrent comme un pur **expédient tactique** pour élargir l'influence du parti sur les masses au moyen des élections et de la tribune parlementaire.

L'inspiration des thèses sur la question syndicale est également correcte et en accord avec la nôtre. Elles repoussent la théorie syndicaliste, qui propose des organisations unitaires, c'est-à-dire à la fois politiques et économiques, et nie la fonction du parti. Elles réaffirment la nécessité d'élever la lutte économique au niveau d'une lutte politique pour la conquête du pouvoir. Enfin, elles condamnent aussi bien la désertion par les communistes des syndicats dirigés par des opportunistes, qui équivaldrait à abandonner les larges masses au joug impitoyable des forces contre-révolutionnaires, que la prétention des «dissidents» qui constitueront plus tard le K.A.P.D. à former des organisations économiques restreintes sur la base de l'affiliation au parti politique ou, plus généralement, d'une profession de foi idéologique déterminée. Comme on voit, toutes ces thèses annoncent les positions prises plus tard par le IIe Congrès de l'Internationale et s'écartent fondamentalement de la plate-forme du congrès constitutif du K.P.D. On peut regretter seulement l'imprécision de certaines formules comme «la lutte des masses prolétariennes pour le pouvoir est menée par **tous** les moyens politiques et économiques» (formule déjà condamnée par «Il Soviet» dans **Le programme des Indépendants**). On peut aussi regretter qu'elles justifient le «parlementarisme révolutionnaire» en distinguant les «petits» moyens (précisément la lutte parlementaire **pour** la propagande **contre** le parlement) et les «grands» moyens (le boycott du parlement et des élections), car cette distinction rappelle la vieille et absurde dichotomie entre programme maximum et programme minimum. La formule même de parlementarisme révolutionnaire était d'ailleurs non seulement insuffisante, mais dangereuse, comme le rappelle l'article du

¹ Nous citons d'après « Bericht über den II. Parteitag der KPD(S) vom 20. bis 94. Oktober 1919 ».

«Soviet» cité plus haut, car nous devons toujours montrer clairement au prolétariat l'antithèse radicale entre la dictature communiste et la démocratie, qui est **«à la fois le masque et le rempart de la dictature du capital»**.

Mais le meilleur des programmes ne peut suffire pour redresser un parti hétérogène de naissance, et tiraillé depuis le début entre des exigences contradictoires à l'intérieur et surtout à l'extérieur. La condamnation du «syndicalisme» sous sa forme la plus idéaliste (dont nous parlerons à propos du K.A.P.D.) au congrès de Heidelberg avait été correcte et énergique. Mais les sections de Hambourg et de Brème, qui étaient théoriquement confuses et peu orthodoxes, mal définies, mais par ailleurs animées d'un instinct révolutionnaire généreux et sincère, furent invitées à accepter sans discussion les thèses officielles ou à s'en aller. Dans un parti qui avait encore besoin de se former **théoriquement**, pareil ultimatum incitait à soupçonner la direction d'avoir voulu se débarrasser de contradicteurs gênants pour donner libre cours à une pratique essentiellement légale (soupçon que notre fraction ne manqua pas d'exprimer)¹ et constituait de toute façon un signe d'intolérance... caporalesque, que les bolcheviks furent les premiers à déplorer. De même, la condamnation de l'hypocrisie des Indépendants semblait irrévocable, mais les mois qui suivirent démontrèrent qu'on n'avait pas vraiment assimilé le cri final de Rosa Luxembourg : «Le règlement de comptes avec les scheidemanniens présuppose la liquidation de l'U.S.P.D. qui sert de bouclier protecteur aux Ebert et Scheidemann», et que l'isolement dans lequel une persécution féroce enfermait chaque jour davantage les Spartakistes ravivait - du moins au «sommet» - le vieux regret d'avoir rompu avec l'U.S.P.D. Le centralisme est un des piliers de la doctrine communiste ; mais le fait que la Centrale allait l'adopter après une longue tradition à demi-fédéraliste et sans une préparation sérieuse au sein du parti pouvait bien faire penser qu'elle voulait surtout avoir les coudées franches pour manœuvrer en direction des «cousins» indépendants. C'est une chose compréhensible que, persécuté, décimé, réduit à un minimum de contacts avec les masses encadrées dans les deux partis sociaux-démocrates et dans leurs gigantesques syndicats, le K.P.D. ait souffert de son isolement. Mais c'est par contre une chose monstrueuse qu'il en ait tiré des conclusions comme celles qui s'exprimeront, quelque temps plus tard, dans le rapport de Lévi à Moscou : «De tout ceci, nous tirons la même leçon que le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a tirée pour les prolétaires de tous les pays [!!] : **dans des périodes révolutionnaires** où les masses se radicalisent, **contrairement** aux périodes où le processus de transformation dans un sens révolutionnaire est plus lent et plus pénible, il est avantageux [!!] pour les groupes d'opposition radicaux et communistes de rester dans les grands partis, pourvu qu'ils aient la possibilité de se montrer à visage découvert et de mener leur agitation et leur propagande sans obstacles. Aujourd'hui, le problème le plus important pour le développement du prolétariat en Allemagne dans un sens révolutionnaire est de savoir comment arracher à la direction de l'U.S.P.D. les masses révolutionnaires militant dans ses rangs qui sont profondément communistes et ont déjà livré des centaines de

¹ Cf « Les tendances au sein de la III^e Internationale », article de « Il soviét » du 23 mai 1920.

combats. **Ce problème ne se poserait pas si le Spartakusbund** [et ici Lévi regrette que cela ne se soit pas produit malgré l'avis de Jögisches] **avait utilisé la possibilité qu'il avait de continuer à développer son activité au sein de l'U.S.P.D.»**¹.

Il était juste de condamner l'abandon des syndicats traditionnels, c'est-à-dire des grandes masses organisées, et leur remplacement par des «unions» sur la base étroite d'une affiliation même générale aux idées communistes. Mais, contrairement à ce que feront les thèses du IIème Congrès de Moscou, les thèses de Heidelberg ne faisaient même pas allusion au fait que, pour reprendre nos paroles de l'époque², «dans certains cas, la corruption des chefs réformistes peut atteindre un niveau tel qu'il devient nécessaire d'abandonner à lui-même un organe qui est déjà pourri», comme par exemple l'énorme confédération syndicale allemande dirigée par les réformistes. Et cela était une lacune grave.

La... bolchévisation du K.P.D. était donc peu solide, et le fameux putsch de Kapp-Lüttwitz des 13-17 mars 1920 ne le prouva que trop. On sait que ce coup de main, oeuvre des partisans du Kaiser et du pouvoir des junkers et donc mal vu de la grande bourgeoisie elle-même, échoua misérablement grâce à la grève immédiate des ouvriers, d'une part, et à la ferme décision des syndicats de sauver la jeune République de Weimar, d'autre part, dans une situation qui ressemblait, surtout dans la Ruhr, à la veille d'une guerre civile. Or la Centrale du parti communiste (il est vrai que Lévi était en prison) fit preuve d'abord d'une regrettable passivité, et ensuite d'une incroyable précipitation dans l'action. Elle commença par déclarer que la querelle entre république et monarchie n'intéressait pas directement les ouvriers (mais la question était bien plus vaste : derrière Kapp-Lüttwitz se tenaient les corps francs décidés à en finir avec l'«insubordination» chronique du prolétariat allemand!) ; elle commença aussi par mettre en garde contre les dangers d'une grève générale que la classe ouvrière aurait raison de déclencher et déclencherait sûrement «dans les circonstances et avec les moyens qu'elle jugerait les plus opportuns» (comme s'il était **toujours** possible à la classe opprimée de choisir le **bon** moment pour agir, et comme si on ne devait recourir à la grève générale que pour les objectifs politiques **finaux!**) ; ensuite, sous la pression de la formidable levée en armes de la classe

¹ « Bericht zum Kongress der Kommunistischen Internationale », Hambourg, 1921, pp. 23-24. Il s'agit d'un cas typique d'interprétation pro domo du point 16 des « Thèses sur les tâches fondamentales du II^e Congrès de l'I. C. » rédigées par Lénine. Voici ce qui est dit dans ces thèses aux communistes qui « se trouvent actuellement en minorité aux postes responsables des partis qui ont rompu avec la IIe Internationale et entendent se rapprocher de la III^e » : « Compte tenu des sympathies sincères sans cesse croissantes à l'égard du communisme que manifestent les ouvriers membres de ces partis, **il n'est pas souhaitable** que les communistes les quittent **tant** qu'il leur est possible d'y mener une action pour y faire reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets, et de s'y livrer à la critique des opportunistes et des centristes qui y demeurent ». (Lénine, **œuvres**, tome XXXI, p. 201.) C'est une directive dictée par une **nécessité** contingente, et en aucun cas une solution considérée comme idéale en général, et en particulier pour les « **périodes révolutionnaires** ». C'est une reconnaissance de la faiblesse du mouvement ouvrier dans la plupart des pays européens, et en aucun cas de sa force.

² Cf. « Les tendances au sein de la IIIe Internationale ».

ouvrière, elle opéra un tournant à 180° en mobilisant les ouvriers sur le mot d'ordre «tout le pouvoir aux Conseils!», comme si le problème était d'abattre l'Etat bourgeois, de but en blanc et sans aucune préparation, et non de **se défendre par les armes**. Le candidat à la dictature, Kapp, s'enfuit sur le conseil des industriels eux-mêmes : «L'unanimité est si grande au sein de la classe ouvrière, lui avait dit Ernst von Borsig¹ qu'il est impossible de distinguer les meneurs des millions d'ouvriers qui ont quitté le travail.» Le mandarin syndical n°1, Legien, sensible à l'état d'esprit des ouvriers, décida alors de prolonger la grève jusqu'à ce que le gouvernement de ses compères sociaux-démocrates ait donné de sérieuses garanties de réforme : avant tout, éliminer Noske, et prendre des mesures énergiques pour prévenir les attaques contre la république et contre les associations politiques et économiques du prolétariat. Pour renforcer et concrétiser ces revendications, Legien se fit le promoteur auprès de l'U.S.P.D. de la constitution d'un «gouvernement ouvrier» où devaient être représentés les trois partis issus du vieux tronc de la social-démocratie d'avant-guerre, ainsi que les syndicats.

C'est à partir de ce moment que le magnifique prolétariat allemand, qui s'est lancé à corps perdu dans la lutte dans tous les centres industriels, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, assiste désorienté à un pénible carrousel d'ordres et de contre-ordres, de manœuvres et de contre manœuvres, d'avances et de reculs. L'U.S.P.D., pour ne pas perdre la face à gauche et pour ne pas se brûler à droite, repousse la proposition qu'on lui fait de participer au gouvernement. Les délégués du K.P.D., en particulier W. Pieck (premiers pas... glorieux d'une future gloire stalinienne) se déclarent «disponibles», mais ils sont aussitôt démentis par la Direction qui affirme n'avoir «jamais soutenu la proposition de former un gouvernement de coalition avec les syndicats et les Indépendants». Le soir du 22 mars, ces derniers, tout en répétant qu'ils ne veulent pas assumer de charges ministérielles, proclament que les contre-propositions «pacificatrices» du nouveau cabinet social-démocrate, le cabinet Müller, sont acceptables, et ils votent pour la cessation de la grève ce qui d'ailleurs se produira (plus subtile, la prétendue «gauche» suggère qu'elle soit «interrompue»!). Mettant fin au jeu de bascule entre la léthargie et la politique de conciliation, le K.P.D. invite les ouvriers à dénoncer la trahison social-démocrate et à poursuivre la grève. Le jour suivant, cependant, il annonce que, puisque «les bases objectives pour la dictature du prolétariat» font défaut, et qu'il est nécessaire d'abord de travailler à la conquête des masses laborieuses au communisme, il considère comme «de la plus grande importance [...] une situation où on puisse utiliser la liberté politique sans limites ni interdictions, et où la démocratie bourgeoise n'ait pas la possibilité [!!!] d'agir comme la dictature du capital». S'inspirant de ces considérations... stratégiques, le K.P.D. déclare qu'il considère «la formation d'un gouvernement social-démocrate dont seraient exclus les partis capitalistes-bourgeois, comme une condition pour l'action autonome des masses et pour qu'elles se préparent à exercer la dictature prolétarienne. Il pratiquera [donc] à l'égard de ce gouvernement une **opposition loyale**, tant que celui-ci fournira les garanties nécessaires pour l'entrée en fonction des

¹ Cité par P. Broué, dans « Révolution en Allemagne (1919-23) ». Les Editions de Minuit, p. 347.

masses, tant qu'il combattra [attends toujours] la contre-révolution bourgeoise par tous les moyens à sa disposition, et ne s'opposera pas au renforcement social et organisationnel de la classe laborieuse». Enfin le K.P.D. ajoute que «**par opposition loyale il entend la renonciation à préparer une action violente, tout en gardant bien entendu sa liberté d'agitation politique pour ses propres buts et pour ses propres mots d'ordre.**»¹

Cette déclaration, qui remplit d'horreur Paul Lévi lui-même dès qu'il l'apprend dans sa prison, provoque une tempête d'indignation dans le parti. Ayant les mains libres, le gouvernement social-démocrate offre à la Reichswehr de von Seeckt l'occasion de prendre sa revanche en éteignant par la force les foyers insurrectionnels dans la Ruhr et ailleurs, et en versant à nouveau le sang des prolétaires malgré les scandaleux accords de... pacification de Bielefeld² et les efforts des dirigeants communistes locaux et centraux pour empêcher les manifestants d'aller trop loin (mais, dans de telles conditions, la répression se déchaîne aussi, et peut-être **surtout**, si on se tient tranquille!). Attaqués par les majoritaires, trahis par les indépendants, désorientés par les spartakistes, les ouvriers finissent par céder les armes au bout de quelques jours. C'est maintenant aux tribunaux de guerre de jouer!

Ces tristes évènements suscitent dans le parti une kyrielle de récriminations, d'accusations, de défections. Peu de militants comprennent qu'en réalité le mal vient de plus loin. Dans une violente philippique, Radek écrit - et il n'a pas tort - que «l'antiputschisme [des dirigeants du parti] les a conduits à une sorte de **quiétisme** : de l'impossibilité, démontrée expérimentalement en 1919, de conquérir le pouvoir en Allemagne, ils ont déduit, en mars 1920, l'impossibilité de l'action en général, conclusion qui était déjà fausse l'année dernière»³. Peu après, au IVe Congrès du

¹ Nous citons d'après le volume VII/I des «Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung», Berlin, 1966.

² L'accord, **signé également par deux délégués communistes**, prévoyait que « dans une première étape, les ouvriers garderont sous les armes des troupes aux effectifs limités [un embryon d'armée rouge s'était constitué dans la Ruhr], contrôlées par les autorités qui les reconnaîtront comme forces auxiliaires de police. En tout état de cause, les combats devront prendre fin immédiatement. » (In Broué, cit. p. 361.) Accueilli avec une violente hostilité par la base, cet accord sera immédiatement violé par les « autorités » et il sera trop tard pour réagir.

³ Cf. « Die kommunistische Internationale », N° 12/1920. Quant à Lévi qui est sorti de prison, son jugement est sévère pour la passivité de la Centrale, mais beaucoup plus nuancé et possibiliste en ce qui concerne le mot d'ordre d'« opposition loyale », qu'il considère comme la conséquence logique de l'erreur de départ. D'ailleurs, le 16 mars, il affirme que si on lançait les mots d'ordre suivant : 1) armement du prolétariat pour la sûreté de la république; 2) capitulation sans conditions de Kapp et Lüttwitz; 3) arrestation immédiate et procès de Kapp et Lüttwitz devant un tribunal d'exception, et si l'on obtenait satisfaction sur ces points, « le prolétariat deviendrait le pilier de la république, et le nouveau gouvernement, quel que soit son nom, ne serait qu'une étiquette recouvrant un changement radical dans les rapports entre les anciennes forces sociales; alors, après six mois de **développement normal**, nous aurions la république des Soviets. » Cette thèse était un mélange de gradualisme **bien réel** et de radicalisme abstrait.

Le IVe congrès du K. P. D. , tenu à Berlin les 14 et 15 avril, donnera sans doute un coup de barre salutaire, mais il révélera aussi une horreur désormais invétérée pour les manifestations de

K.P.D., il les accuse d'avoir agi en «raisonneurs plutôt qu'en combattants», en substituant au «crétinisme parlementaire» social-démocrate une sorte de «crétinisme gouvernemental», une variante communiste du «possibilisme». Quelques jours plus tard, bénéficiant d'une gloire imméritée pour n'avoir pas participé à la déplorable manœuvre, les «extrémistes» naguère expulsés au congrès de Heidelberg se constituent en Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.). C'était la fin d'un cycle. Un autre plus heureux allait-il commencer?

Comme d'ailleurs toute la presse socialiste en Italie, «il Soviet» n'avait pu suivre les tragiques événements de mars qu'avec retard et de seconde main. Mais il avait aussitôt dénoncé la trahison des majoritaires et des Indépendants réunis, et tout en étant d'accord avec les thèses votées par le K.P.D. à Heidelberg cinq mois auparavant, il n'avait pas manqué de déplorer les incertitudes, les oscillations, les tendances légalistes de la centrale du Parti. Le 28 mars il s'était demandé : «Spartacus parviendra-t-il à se relever, à travers la réaction ouvertement militariste, contre la réaction des renégats du socialisme? Le prolétariat allemand vengera-t-il ses morts héroïques de janvier 1919?». Mais il avait aussitôt ajouté que «une fois encore les socialistes indépendants, avec leur attitude équivoque d'oscillation, ont trahi la cause de la révolution», et il en avait tiré une confirmation de notre vieille thèse qui affirmait que «malgré leur programme hypocrite, que beaucoup prennent pour un programme communiste, les centristes sont toujours les fauteurs du régime bourgeois **et méritent plus de méfiance encore que les majoritaires**»¹ : il n'y avait donc aucune raison de regretter, comme le faisaient à tout bout de champ les maximalistes de l'«Avanti!» et de «Comunismo», «la scission entre ces girouettes notoires et nos héroïques camarades communistes.» Le 23 avril, il avait reproduit un article de la revue viennoise «Der Kommunismus», qui stigmatisait l'absurde «combinaison de négociations, de grève et d'armement» dont l'U.S.P.D. s'était fait le porte-parole dans la dernière phase de l'affaire Kapp-Lüttwitz. et qui avait arrêté définitivement le destin de ce grandiose mouvement ouvrier. Le 16 mai, tout en justifiant la prudence avec laquelle les spartakistes avaient agi dans une situation grosse de poussées chaotiques et de velléités incontrôlées, «Il Soviet» avait fait sienne la critique de Bela Kun à la Centrale. En effet «bien que préparer la révolution ne signifie pas avoir toujours les armes à la main, **cela implique cependant qu'on se tienne constamment sur le terrain de la lutte, ce qui a à son tour pour conséquence la construction de l'organisation et la disposition à prendre les armes à tout moment. «Aucune préparation d'actions violentes» signifie qu'on renonce à la préparation révolutionnaire**». Enfin, écrivant de Berlin, étape sur la route de Moscou, notre délégué au IIème Congrès de l'I.C., tout en réitérant les critiques de

violence prolétarienne instinctive, démentant d'une part les «calomnies bourgeoises» sur les sabotages, vols, pillages perpétrés pendant les journées de mars, mais rappelant d'autre part les héroïques ouvriers de la Ruhr à l'«autodiscipline», ce qui revenait à donner à ces calomnies une apparence de vérité.

¹ Sur les Indépendants et sur leurs manœuvres acrobatiques pour garder un pied dans le gouvernement et un autre dehors à seule fin de mieux fourvoyer les prolétaires, on lira les articles «La pensée des Indépendants» et «La situation en Allemagne et le mouvement communiste».

fond faites par notre fraction au jeune K.A.P.D., ne taira pas pour autant son jugement sévère sur la passivité du parti communiste et sur ses dangereuses tendances parlementaristes. (N° du 11 juillet.)

Si nous nous sommes arrêtés si longuement sur cet épisode, c'est qu'il aura des répercussions à long terme. Toute l'histoire du K.P.D. dans les mois et même dans les années suivantes, portera les stigmates de la fragilité et de l'incohérence héritées de sa naissance tardive, avec de brusques passages de la passivité à l'ultra-activisme, de la praxis parlementaire et légaliste à la découverte d'une «théorie de l'offensive» basée sur une appréciation abstraitement économiste de la crise du capitalisme allemand et du capitalisme mondial en général, du lancement de propositions d'action commune à l'U.S.P.D. au refus de l'action commune même dans les luttes revendicatives et au sein des syndicats. Les pires innovations tactiques du K.P.D. (lettres ouvertes, fronts uniques, appui à des gouvernements soi-disant ouvriers) finiront par contaminer l'Internationale elle-même, accentuant la crise de celle-ci et l'alimentant au fur et à mesure. Quant au principe du centralisme et de la discipline, qui avait été hâtivement plaqué sur la vieille souche spontanéiste et fédéraliste et ne se rattachait pas à de solides positions programmatiques, tantôt il servira de couverture à des manœuvres équivoques (y compris à une sorte de «national-bolchevisme», qui, d'abord condamné dans le K.A.P.D., sera ensuite adopté par ses propres censeurs), tantôt il sera violé par les innombrables coteries de nature contingente et personnelle plutôt que théorique et politique, dont le K.P.D. donnera le triste spectacle jusqu'au moment où il se précipitera dans les bras accueillants du stalinisme ¹.

Devant ce véritable désastre, qui devait peser sur tout le mouvement communiste mondial, il faut constater avec amertume que nous n'avions que trop raison et que nous n'étions que trop réalistes quand nous répétions obstinément qu'une sélection véritablement «chirurgicale» des jeunes sections de l'Internationale, et surtout de celles de l'Europe centrale, aire cruciale pour la révolution, était nécessaire. A la fin de l'année 1920, au nom d'une illusoire «conquête des larges masses», le K.P.D. accueillera dans son fragile bateau la «gauche» (devenue d'ailleurs la majorité!) de l'U.S.P.D. quitte, un an après, à devoir en rejeter une grande partie par-dessus bord comme un lest encombrant. Mais la voie que suit un parti n'a rien à voir avec celle d'un navire. Les fusions faites et défaites, les zigzags tactiques, les tournants programmatiques peuvent apparemment redresser la proue du vaisseau à la dérive, mais ils ne peuvent pas empêcher que l'équipage en soit désorienté et déçu, que la discipline nécessaire se relâche, que ceux qui le suivent s'éloignent, et que la proue elle-même finisse par aller dans une mauvaise direction. La rigueur est une condition d'efficacité à condition de ne pas être une rigueur formelle et «administrative», mais une continuité dans l'action et une cohérence dans la poursuite d'un but propre. C'est une leçon que nous tirions dès cette époque, et que nous devons

¹ Il est caractéristique que dans l'Internationale déclinante, aucun courant ne nous ait paru plus équivoque que la prétendue «gauche» allemande, cancanière, manœuvrière et faisant de la politique une question d'individus.

aujourd'hui nous mettre dans la tête et dans le cœur pour qu'elle ne soit pas perdue une fois de plus!

8.11 - La confirmation historique de la fonction de la social démocratie

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse critique que nous avons développée ici en entrant dans le détail plus qu'on ne pouvait le faire à l'époque, n'est pourtant pas une analyse posthume : l'épisode de Kapp-Lüttwitz suscita des polémiques et des réexamens théoriques et tactiques non seulement dans la direction de l'Internationale ou dans notre Fraction, mais aussi dans des partis et courants en Autriche, Hollande, Hongrie, et bien sûr en Allemagne. Lénine en parla également dans la «Maladie infantile», et il est intéressant de le citer pour montrer à quel point les reconstructions des historiens peuvent être jésuitiques, lâches et mensongères. Lénine dit (Appendice II) qu'il est parfaitement juste **sur le plan théorique** de constater qu'à un certain moment il manque les bases objectives pour l'instauration de la dictature du prolétariat, et tout aussi juste, **sur le plan tactique**, d'annoncer publiquement qu'on renonce, **dans ce stade** bien précis de la lutte, à abattre par la violence le gouvernement en place et à détruire l'appareil d'État. Mais il ajoute aussitôt :

«Si l'on ne doit pas s'arrêter aux inexactitudes de détail dans la formulation, il est cependant impossible de passer sous silence le fait **qu'on ne saurait appeler «socialiste»** (dans une déclaration officielle du parti communiste) **un gouvernement de social-traîtres ; qu'on ne saurait parler de l'exclusion des «partis capitalistes bourgeois», puisque les partis de Scheidemann et de MM. Kautsky-Crispien sont des partis démocrates petits-bourgeois** ; qu'on ne saurait enfin écrire des choses telles que le paragraphe 4 de la déclaration [du 23 mars où il est dit : «Un état de choses où la liberté politique puisse être utilisée sans limites et où la démocratie bourgeoise ne puisse pas agir en qualité de dictature du capital aurait du point de vue du développement de la dictature du prolétariat une importance considérable pour la conquête ultérieure des masses prolétariennes au communisme». **Un tel état de choses est impossible. Les chefs petits-bourgeois, les Henderson allemands (les Scheidemann) et les Snowden allemands (les Crispian), ne sortent pas et ne peuvent pas sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, laquelle à son tour ne peut être qu'une dictature du capital.** Du point de vue des résultats pratiques que le C.C. du K.P.D. se propose, à juste titre, d'atteindre, il ne fallait pas du tout écrire ces

assertions **fausses en leur principe et politiquement nuisibles**¹. Il suffisait de dire, pour être poli à la façon parlementaire (notez l'ironie!) : tant que la majorité des ouvriers des villes suit les indépendants, nous, communistes, ne pouvons pas empêcher ces ouvriers de se débarrasser de leurs dernières illusions démocratiques petites-bourgeoises (c'est-à-dire aussi **capitalistes, bourgeoises**) en faisant l'expérience de «leur» gouvernement. Il n'en faut pas plus pour justifier un compromis² qui est réellement nécessaire et qui doit consister à renoncer pour un temps aux tentatives de renverser par la force un gouvernement auquel la majorité des ouvriers des villes fait confiance» ; ce qui signifie laisser que «leur gouvernement «pur», accomplisse de la façon la plus «pure» ce travail de «purification» des écuries d'Augias du socialisme, de la social-démocratie et autres formes de social-trahison», c'est-à-dire «révèle dans la pratique à quel point ces gredins de Scheidemann et ces philistins de Kautsky-Crispien [...] mystifient les ouvriers».

Et c'est dans ce même passage, disons-le entre parenthèses, que Lénine définit les chefs indépendants - d'une façon tout à fait semblable à la nôtre dans les mêmes circonstances - comme «des démocrates petits-bourgeois pleurards, **mille fois plus dangereux pour le prolétariat s'ils se déclarent partisans du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat, car dans la pratique, ils ne manqueront pas de commettre, à chaque instant difficile et dangereux, une trahison**».

Et pourtant il se trouve toujours des historiens, y compris des érudits comme le solennel Carr et le troskyste Broué, pour présenter Lénine soit comme celui qui a avalisé la déclaration d'«opposition loyale» des camarades allemands, soit comme celui qui a frayé la voie à la malheureuse formule d'un «gouvernement ouvrier» qu'il aurait fallu appuyer plus ou moins de l'extérieur, alors que précisément dans la «Maladie infantile» il en montre sans ambages toute l'inconsistance!

Voici ce que nous écrivions, quant à nous, dans nos «Thèses de Rome» (1922), si critiquées pour leur «talmudisme» et leur sectarisme, et nous défions les philistins d'y trouver la moindre différence avec les paroles de Lénine, si ce n'est celle d'offrir moins de prise aux spéculations :

«Si l'avènement d'un gouvernement de la gauche bourgeoise ou même d'un gouvernement social-démocrate peut être considéré comme un pas vers la lutte finale pour la dictature du prolétariat, **ce n'est pas dans le sens** qu'il fournit des bases économiques ou politiques utiles, et **moins encore** qu'il accorde au prolétariat une plus grande liberté d'organisation, de préparation et d'action révolutionnaires [...].

¹ On remarquera une fois de plus que Lénine rattache toujours les questions de tactique aux questions de principe. Par ailleurs, l'équation Henderson - Scheidemann et Snowden - Crispian montre qu'en donnant aux communistes anglais la directive (d'ailleurs discutable et discutée par nous) d'adhérer au Labour Party et même d'appuyer un gouvernement travailliste contre les conservateurs, Lénine attendait d'eux qu'ils contribuent à le faire sauter.

² On remarquera ce que Lénine appelle un « compromis » : simplement ne pas prétendre faire la révolution prolétarienne quand les conditions **objectives** de celle-ci font défaut, et le dire.

C'est dans un tout autre sens que l'avènement de ces gouvernements peut être utile : à savoir **dans la mesure où leur œuvre constituera pour le prolétariat une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme**. Il est évident que le parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience **qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements** et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu en partie l'expérience gouvernementale»¹.

D'autre part, reconnaître et illustrer les insuffisances, les erreurs, les effrayants zigzags du parti allemand, et en voir la racine au-delà des événements contingents de tel mois ou de telle année, ne veut pas dire qu'on en attribue la cause uniquement à des facteurs **internes** ou, comme on dit, **subjectifs** ; ceux-ci sont, en effet, inséparables d'un ensemble de facteurs matériels, ils en sont le produit autant qu'une des causes. Cela ne veut pas dire non plus qu'on diminue l'héroïque fermeté de militants qui, même s'ils se sont trompés de ligne de tir, se sont battus sans compter, et dans des années extrêmement dures. Cela ne veut pas dire non plus s'abandonner à de vaines hypothèses, en se demandant ce qu'aurait été le parti s'il avait pu disposer jusqu'au bout de la direction de Luxembourg, Liebknecht, ou Jögisches. Le nœud de la question est ailleurs, et il est vital pour la compréhension **générale** des problèmes de la tactique communiste. Quand on a fait la part des déterminations objectives, il reste à bien comprendre - comme le dira Trotsky - que «la réalité ne pardonne aucune erreur **théorique**». Une fois commises et traduites **en action**, ces erreurs deviennent des faits **objectifs**, durs comme des rocs, qui conditionnent ceux qui y sont tombés et qui s'en apercevront peut-être un jour ou l'autre, mais de toute façon trop tard. Pire encore, elles ont le pouvoir de polariser autour d'elles des hommes et des groupes qui par tradition sont déjà enclins à **ne pas** les reconnaître pour des erreurs. Les individus, **en soi**, ne comptent pas ; mais ce n'est pas un hasard, justement parce qu'il s'agit d'un phénomène social **objectif**, si les tactiques, comme les situations, se choisissent leurs instruments, leurs machines-hommes ; ce n'est pas un hasard si un Lévi a déploré la scission de Livourne et s'il a honteusement dénoncé comme aventuristes, au cours même de la lutte, les combattants de mars 1921 ; ce n'est pas un hasard si les rares militants qui en 1920 s'étaient opposés aux manœuvres du type «opposition loyale», ceux-là même qui formeront plus tard la douteuse gauche de R. Fischer et de Maslow, ont dans les années suivantes accepté le mot d'ordre de l'appui extérieur ou même intérieur aux gouvernements «ouvriers» de Saxe et de Thuringe, en en déplorant seulement la... technique d'application. **Personne**, dans le K.P.D., ne comprit jamais - si tenace était le vieux fétichisme de l'«unité» - la leçon que la Gauche italienne avait déjà tirée de la dure réalité des années 1918 et 1919 et qu'elle condensa en 1921 dans l'article «La fonction de la social-démocratie», désignant par ce terme aussi bien le **centre** que la **droite**.

¹ « Thèses sur la tactique » présentées au IIe Congrès du Parti Communiste d'Italie, & 33; cf. « Défense de la continuité du programme communiste », cit. , pp. 52-53.

Nous en reproduisons ci-dessous les passages les plus importants, car ils sont une leçon valable pour tous les pays où «le régime typiquement démocratique existe depuis longtemps, et même est entré dans une phase de décadence après avoir épuisé sa vie historique», et où par conséquent «pour nous, il ne peut y avoir d'autre passage révolutionnaire du pouvoir que des mains de la bourgeoisie dominante à celles du prolétariat, de même qu'on ne peut concevoir d'autre forme de pouvoir prolétarien que la dictature des conseils». Cette leçon, c'est que :

«La social-démocratie a une fonction **spécifique** dans ce sens qu'il y aura probablement, dans les pays occidentaux, une période où les partis sociaux-démocrates iront au gouvernement, seuls ou en collaboration avec des partis bourgeois. Mais **là où le prolétariat n'aura pas la force de l'éviter**, un tel **intermède** ne représentera pas une condition positive, une condition nécessaire de l'avènement des formes et des institutions révolutionnaires, une préparation utile à celles-ci : **ce sera au contraire une tentative désespérée de la bourgeoisie pour diminuer et dévier la force de choc du prolétariat et, au cas où il resterait à la classe ouvrière assez d'énergie pour oser se révolter contre le légitime, l'humanitaire, le bon gouvernement social-démocrate, pour l'écraser impitoyablement sous les coups de la réaction blanche [...]**. Quant aux propositions tactiques tortueuses de prétendus communistes passés de l'autre côté de la barricade, et qui consistent à favoriser l'accession des sociaux-démocrates au pouvoir, non seulement elles montrent une totale incompréhension des problèmes tactiques tels que la méthode marxiste les pose, mais elles dissimulent à leur tour un piège encore plus dangereux. Il faudra détacher le prolétariat des hommes et du parti destinés à remplir la fonction contre-révolutionnaire de la social-démocratie **en séparant par avance les responsabilités de la façon la plus tranchée**. Naturellement, cela découragera ces hommes et ces groupes et retardera le moment où ils accepteront l'invitation de la bourgeoisie à assumer le pouvoir ; et il sera bon qu'ils ne s'y décident **qu'à la dernière** extrémité, lorsque même cette manœuvre sera impuissante à enrayer le processus de décomposition de l'appareil d'État bourgeois. [Telle était et telle est, pour nous, la condition - et la limite - de l'utilité possible d'une expérience social-démocrate que nous subissons. Mais nous sommes plus que certains qu'il en était de même pour Lénine.] Nous savons que la bataille finale sera presque certainement livrée à un gouvernement d'ex-socialistes ; mais notre tâche n'est nullement de leur faciliter l'accession au pouvoir : elle est au contraire de préparer le prolétariat à l'accueillir d'emblée **comme une «déclaration de guerre» et non comme une promesse de trêve dans la lutte des classes et un début de solution pacifique des problèmes de la révolution**. Or on ne peut préparer les masses à cela qu'à condition d'avoir par avance dénoncé devant elles le mouvement social-démocrate, ses méthodes, ses desseins, si bien que ce serait une erreur colossale de sembler consentir à une expérience de gouvernement social-démocrate. Pour toutes ces raisons, nous disons que la tactique révolutionnaire doit être fondée sur une expérience non seulement nationale, mais internationale, et que **le martyre des prolétaires de Hongrie, de Finlande et d'autres pays devrait suffire à épargner aux prolétaires**

d'Occident, grâce à l'œuvre infatigable des partis de l'Internationale communiste, la nécessité d'apprendre à leur tour au prix de leur sang quelle est la véritable fonction de la social-démocratie dans l'histoire. La social-démocratie tentera fatalement de suivre sa voie jusqu'au bout, mais les communistes doivent se proposer de la lui barrer le plus tôt possible, et avant qu'elle ne soit parvenue à planter le poignard de la trahison dans les reins du prolétariat»¹.

Malheureusement, non seulement le parti allemand n'assimila pas cette leçon, mais les débats animés de son 4e Congrès montrèrent, d'une part, que le quiétisme parlementaire et légaliste sous couvert d'anti-putschisme était loin d'être dépassé et que, d'autre part, le problème dominant au sein du parti tendait de plus en plus à devenir, malgré les protestations de certains délégués en contact avec la dure expérience de la lutte à Hambourg et dans la Ruhr, celui de la récupération d'une «gauche» indépendante qu'on couvrait de louanges alors qu'au 3e Congrès (Karlsruhe, 25-26 février) on l'avait condamnée pour sa capitulation face à la droite qui avait ouvertement trahi². La fusion du K.P.D. avec la gauche du parti indépendant, qui se réalisa au cours de l'automne qui suivit le Congrès de Halle, et que notre fraction de Gauche communiste déplora comme un dangereux précédent de relâchement des conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste³ était dans l'air dès le mois d'avril : l'obsession de l'unité a la vie dure!

¹ « Il Comunista » du 6-2-1921. Reproduit dans notre brochure « Communisme et fascisme », pp. 35 sq.

² Cf. surtout le discours de Paul Lévi, « Bericht über den 4. Parteitag » etc. , pp. 51 sq.

³ Cf. dans « Il soviet » du 20 octobre 1920, ce commentaire de la scission de l'U. S. P. D. et de la prochaine fusion de son aile gauche (la majorité du parti!) avec le K. P. D. : « Cette réunion de deux partis en un seul, cette fusion, ne peut être acceptée que comme quelque chose d'**exceptionnel**, qui n'est admissible que dans la phase de constitution de l'Internationale Communiste. Ce que nous devons hériter du II° Congrès, c'est l'organisation du mouvement communiste dans tous les pays, **après quoi on ne pourra plus admettre d'autre type d'adhésion à la III° Internationale que l'adhésion individuelle normale aux Partis qui en constitueront les sections dans les différents pays** ». Malheureusement cette norme saine a été bientôt abandonnée au profit du procédé qui aurait dû rester l'exception.

8.12 - Le K.A.P.D., ses théoriciens Pannekoek et Gorter, et nous

[Retour à la table des matières](#)

Un des aspects caractéristiques du mouvement ouvrier allemand a été sa fragmentation en plusieurs noyaux urbains puissants et concentrés, mais relativement isolés les uns des autres. Cette situation, bien différente de celle de la France par exemple, résultait de l'absence d'une capitale politique unique : sans doute Berlin était-il un pôle de forte concentration ouvrière, mais beaucoup moins que Paris au XIXe siècle et Petrograd au début du XXe. En revanche, elle attestait que la grande industrie capitaliste avait pénétré l'Allemagne par tous ses pores. Enracinée dans toute l'histoire antérieure de l'Allemagne, donc, cette caractéristique se manifesta en 1919 par la formation de foyers révolutionnaires vivaces et par la naissance de Communes embryonnaires vite écrasées, un peu partout dans le pays. Mais avant et pendant la guerre, elle s'était déjà reflétée dans la constitution d'une myriade de groupes relativement autonomes au sein du S.P.D., dont la pire conséquence fut que les forces qui auraient pu exprimer l'élan et la combativité des masses prolétariennes poussées à la lutte sociale par le conflit impérialiste et la crise qui suivit eurent tendance à théoriser cet état de fait négatif.

Dans un sens, donc, la prolifération d'immédiatismes soi-disant de gauche en 1919-1920 fut le reflet d'un localisme **objectif** impuissant à briser ses propres limites pour parvenir à une vision globale des problèmes de la révolution prolétarienne, et les spartakistes en ressentirent eux-mêmes les effets, quoiqu'à un degré bien moindre, ce qui rendit leur position beaucoup plus forte. Le prétendu radicalisme de gauche qui suscita le K.A.P.D. en avril 1920 avait pour centres Hambourg, Brême, Berlin et Dresde ; dans le cadre d'une vision générale de type syndicaliste, il présentait une multitude de nuances qui étaient autant de sources de conflits et de scissions futurs ou imminents.

La caractéristique commune qui sautait alors aux yeux (et sur ce point, Lénine n'en savait guère plus que notre Fraction) était la tendance de tous ces groupes à chercher dans des **formes d'organisation économique immédiate** supposées exprimer directement, sans intermédiaires déformants, la volonté de l'ensemble de la classe ouvrière la clé de la victoire contre l'opportunisme, le moyen infallible d'amener les ouvriers sur le front de la révolution et donc le secret du triomphe final du prolétariat sur le capitalisme. Ces formes avaient beau être, pour les uns, les conseils d'usine (**Betriebsräte**), pour les autres, des syndicats d'industrie au lieu des

traditionnels syndicats de métier, et pour d'autres encore, des «Unions» (**Unionen**) supposées «dépasser» l'opposition entre lutte économique et lutte politique à la façon de l'«**One Big Union**» des I.W.W., elles avaient **toutes en commun** une structure **fédéraliste**, afin d'éviter l'odieuse dictature des chefs, c'est-à-dire le danger d'un étouffement de la «volonté des masses» par une clique légiférant «d'en haut» (**Führerschaft**).

La question de la révolution était donc réduite à une «question de formes d'organisation» - et de plus, de formes **économiques** - considérées comme révolutionnaires par elles-mêmes, précisément parce qu'il s'agissait d'organisations **immédiates**, calquant fidèlement la volonté de lutte et la «**conscience**» de classe du prolétariat. Celui-ci n'était donc pas «séparé» pour ainsi dire de lui-même à cause de la médiation du parti, dont certains groupes niaient la fonction, alors que d'autres la réduisaient à «éclairer» théoriquement les masses et à faire un travail de propagande intellectuelle, et que d'autres, enfin, la repoussaient avec horreur. C'est de là que dérivait les manifestations les plus frappantes du «gauchisme» allemand : le mot d'ordre de sortir des syndicats traditionnels, considérés comme des organismes bureaucratiques, et donc contre-révolutionnaires **par nature**, et du parlement, considéré comme le temple non tant du mensonge démocratique, que de la suprématie des «dirigeants» sur les «dirigés», de ceux qui guident (les «**Führer**» parlementaires d'une part, les «**Bonzen**» syndicaux de l'autre) sur ceux qui sont guidés, c'est-à-dire justement comme la négation de la «démocratie», fût-elle «ouvrière» ; la surestimation de la lutte économique aux dépens de la lutte politique, la lutte économique étant considérée comme un processus graduel (bien que violent dans chacune de ses étapes) de conquête du mécanisme productif à sa «source», c'est-à-dire à l'usine ; l'oubli de cette thèse marxiste fondamentale, et que nous avons toujours réaffirmée, qu'«**avant** d'être un processus de transformation sociale, la révolution prolétarienne est, dans sa phase aiguë, **une lutte pour le pouvoir** entre la bourgeoisie et le prolétariat, lutte qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'État dont les conditions sont l'existence des conseils prolétariens comme organes **politiques**, et la suprématie du parti communiste dans ces conseils», et que ce passage historique décisif présuppose pour sa réalisation une «action centralisée et collective **dirigée par le parti** sur le terrain politique», par «le parti marxiste, fort et centralisé», comme le dit Lénine¹. Reflet d'une fragmentation objective du mouvement ouvrier, l'immédiatisme aggravait donc cette fragmentation **en la théorisant** comme un facteur de force alors qu'elle était un facteur de faiblesse.

Ce serait une erreur de croire que ce courant n'exprimait qu'une révolte exaspérée face à la trahison social-démocrate pendant la guerre et, donc, l'après-guerre : bien plus que d'une **dévi**ation, il s'agissait d'un courant radicalement **étranger** au marxisme, résurgence d'une vieille maladie du mouvement ouvrier dont il est inutile de relever les affinités avec l'anti-partisme et l'anti-politisme syndicalistes-révolutionnaires, et les origines foncièrement idéalistes et qui avait

¹ Cf. « Les tendances au sein de la III^e Internationale » et « Le Parti communiste allemand ».

certaines précédents en Allemagne (moins nets, toutefois, que dans le mouvement ouvrier des pays latins) puisqu'elle remontait à une époque bien antérieure à la guerre. Pour sortir de l'impasse d'une organisation qui ne «devait» pas être une... organisation et d'une lutte de classe qui ne «devait» pas être... politique, ces courants devaient nécessairement aboutir à des solutions contradictoires : ou bien s'appuyer sur tel ou tel parti, **malgré leur antipartisme, quoique toujours de l'extérieur ; ou bien nier la fonction** originelle de l'organisation économique de masse, qui est de regrouper à la limite tous les salariés ; et c'est bien à ce dernier résultat qu'ils aboutirent, en prétendant, **malgré leur anti-autoritarisme**, qu'aux Unions et aux conseils d'usine ne pouvaient adhérer que les prolétaires acceptant «la dictature du prolétariat et le système des Soviets» (rien de moins!), car c'était bien là transformer les organisations de masse en associations ouvrières **d'élite**¹. Aussi faible et enclin au légalisme qu'ait pu être le K.P.D., les thèses théoriques défendues par sa centrale et combattues par les dissidents se plaçaient au contraire «sur la juste base marxiste», et nous le reconnûmes tout autant que l'Internationale².

C'étaient ces mêmes groupes qui, au congrès de fondation du K.A.P.D. avaient lancé le mot d'ordre de «sortir des syndicats». Dans la question des élections ils avaient remporté la victoire, toujours au nom du refus de la dictature des chefs, et ils avaient insisté pour que la structure organisationnelle du parti laisse la plus large autonomie aux sections locales. Tout au long de l'année 1919, le groupe de Hambourg avait été le porte-parole le plus actif de cet immédiatisme aux contours encore imprécis. C'est lui qui avait lancé l'appel des dix-huit délégués exclus au congrès de Heidelberg :

«Toutes les organisations du K.P.D. qui pensent que la dictature prolétarienne doit être la dictature de la classe et non la dictature de la direction d'un parti, et qui estiment que les actions révolutionnaires de masse ne doivent pas être ordonnées **d'en haut** par une **ligue secrète de chefs** [**«geheime Führerbund»**], mais être proposées et préparées par la volonté des masses elles-mêmes, au moyen du regroupement des prolétaires révolutionnaires dans des organisations révolutionnaires de masse sur la **base démocratique la plus large**, sont invitées à se mettre en rapport [...] avec la section de Hambourg».

C'est encore ce même groupe qui inspira le statut de l'«Union générale des ouvriers d'Allemagne» (**Algemeine Arbeiter - Union Deutschlands, en abrégé**

¹ A propos des groupes d'entreprise «**Betriebsorganisationen**» qui formaient la base des organisations syndicales de l'«opposition communiste», «Il Soviet» observait qu'ils ne sont plus «des organes économiques, du fait même que tous les ouvriers n'y ont pas accès», et qu'ils «ne sont pas encore des organes politiques», ce qui contredit l'affirmation selon laquelle ils «conduisent tout le prolétariat sur la véritable voie révolutionnaire». (Cf. «La situation en Allemagne et le mouvement communiste».) En effet, le programme d'une de ces Unions affirmait explicitement que les groupes d'entreprise qu'elle réunissait n'étaient «ni un parti politique ni un syndicat».

² Cf. également «La situation en Allemagne et le mouvement communiste».

A.A.U.D.) dont nous reparlerons et qui se constitua le 14 février 1920 à Hanovre. Ce statut déclarait :

«L'A.A.U.D. organise les salariés pour la lutte finale contre le capitalisme et pour l'instauration par la force de la République des Conseils. C'est dans ce but qu'elle appelle les salariés à s'unir sur le terrain de l'organisation unitaire révolutionnaire, à former une **grande Union**». L'A.A.U.D. repoussait par principe «les organisations qui : 1) participent à l'application de la loi sur les conseils d'usine [loi qui reconnaissait juridiquement les conseils d'usine et les insérait dans la nouvelle structure de l'État républicain] ; 2) refusent la dictature du prolétariat ; 3) ne reconnaissent pas comme base l'organisation par entreprises»¹.

Tandis que, dès la fin de l'année 1919, le groupe de Hambourg développait la théorie qu'on appellera plus tard le «national-bolchevisme» et qui, en même temps que d'autres raisons, lui fit perdre la prédominance dont il jouissait lors de la fondation de l'A.A.U.D. et pendant les mois suivants, l'organisation de Dresde et de la Saxe orientale portait à ses ultimes conséquences son anti-autoritarisme et son anti-partisme de principe. Au congrès de fondation du K.A.P.D. en avril 1920, Otto Rühle, qui n'en sera exclu qu'en novembre de la même année, affirmait que «le parti en tant que structure organisationnelle se rattache, dans la justification de son existence historique, au postulat du parlementarisme bourgeois que, dans l'ère de la révolution, nous repoussons par principe. Si la démocratie est la forme classique de la domination bourgeoise, le parti est la forme classique d'affirmation et de représentation des intérêts bourgeois». La politique de **tout** parti conduit donc nécessairement «à l'opportunisme et aux méthodes tactiques **correspondantes** (négociations, compromis, réformes), que nous repoussons par principe»². En 1921, il déclarait : «État de classe bourgeois-capitaliste, parlement et parti sont une seule et même chose ; ils naissent et se développent ensemble. Ils se conditionnent l'un l'autre ; ils ne fonctionnent qu'en relation les uns avec les autres». Il ne s'agissait plus seulement de «détruire les syndicats» qui, tout comme le parti, auraient été le produit du régime bourgeois, et contre-révolutionnaires «par nature», parce que fondés sur le centralisme. Il s'agissait bel et bien de «détruire les partis politiques, ces obstacles fondamentaux à l'unification de la classe prolétarienne et au développement ultérieur de la révolution sociale, qui ne peut être la tâche ni des partis, ni des syndicats», pour les remplacer par «le regroupement du prolétariat révolutionnaire dans les entreprises,

¹ Il est impossible de donner un tableau même approximatif des innombrables « Unions » surgies en opposition à la grande confédération réformiste et s'inspirant toutes d'une manière ou d'une autre des notions-clés de l'immédiatisme. Comme en témoigne le statut d'août 1919 de l'A. A. U. , elles prétendaient toutes que le « pur système des conseils » dont elles étaient la base et le point de départ serait l'organisation économique typique de la nouvelle société. Les groupes d'entreprise qu'elles rassemblaient étaient composés d'ouvriers et d'employés élisant des délégués à l'échelon supérieur. On trouve tous les renseignements concernant ces organisations bigarrées dans l'appendice de « Syndikalismus und Linkskommunismus » von 1918-1958 de H. M. Bock, Melsenhelm a. G. 1969.

² Cf. K.M. Bock, cit. , p. 289.

qui sont les cellules originelles de la production, et le fondement de la société future»¹. C'est à cette fin que devait travailler l'A.A.U. (E), (**Allgemeine Arbeiter-Union [Einheitsorganisation]**), le syndicat scissionniste fondé par le groupe de Dresde après sa sortie du K.A.P.D.

Les positions que nous venons de rappeler sont celles qui vont le plus loin dans le sens du syndicalisme-révolutionnaire et même de l'anarchisme, et donc les plus aberrantes. Mais la position intermédiaire des groupes de Brême et de Berlin-Brandebourg et de leurs théoriciens Anton Pannekoek et Herman Gorter, idoles de certains groupuscules «gauchistes» d'aujourd'hui, ne vaut pas mieux, même si elle est plus subtile et se targue d'une obédience «marxiste» toute formelle. Nous devons donc nous y arrêter, car c'est précisément d'elle que notre Fraction et l'Internationale eurent surtout à se délimiter², ce qui n'empêche évidemment pas les historiens à la mode d'assimiler notre position à celle des «gauchistes» allemands ou, dans le meilleur des cas, de leur prêter la même origine.

Contrairement au groupe de Hambourg et surtout à celui de Saxe, «les communistes de gauche» (**Linkskommunisten**) de Brême et de Berlin, loin de se résigner à leur exclusion du parti, avaient au contraire proposé des amendements aux thèses de celui-ci qui, s'ils avaient été acceptés, leur auraient permis de rester dans l'organisation.

En maintenant intégralement le programme voté à Heidelberg, le 3^e Congrès du K.P.D. confirma au contraire l'exclusion des opposants, que la conduite ultérieure du parti pendant «l'épopée» de Kapp dissuada par ailleurs de tout rapprochement avec lui.

Ces opposants n'en avaient pourtant pas déduit de façon catégorique que **tout** parti incarne, en tant que parti, le principe du Mal, ni que ce principe avait élu domicile à Moscou, comme le décréteront bientôt

O. Rühle et D. Pfemfert à Dresde. C'est la section de Berlin, aussitôt après les événements de mars, qui convoqua dans la capitale, pour les 4 et 5 avril, les représentants de tous les courants d'«opposition communiste». C'est alors que naquit ce qui devait être, finalement, un nouveau parti, le **Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands** (K.A.P.D). Ses bastions les plus forts, numériquement, étaient à Berlin et en Rhénanie-Westphalie, l'A.A.U.D., qu'il inspirait, lui servant d'appendice syndical³, et il possédait les premiers noyaux d'une «organisation de combat» (à la

¹ Cf. H. M. Bock, cit. , pp. 397 et 405.

² Cf. en particulier les trois articles sur l'Allemagne dans l'appendice : « La situation en Allemagne et le mouvement communiste », « Le Parti Communiste allemand » et « La pensée du Parti indépendant allemand ».

³ Le nouveau programme de l'A. A. U. D. , voté à la conférence nationale de Leipzig des 12-14 décembre, montre bien qu'elle était devenue, surtout du fait des Berlinoises, une sorte d'organisation **parallèle** du K. A. P. D. Certes, elle nie que l'existence des partis politiques soit justifiée, « car le

vérité éphémère) qui constituait son réseau militaire dans les usines. Il est probable - impression confirmée également par un article du «Soviet» - que dans le premier semestre de son existence et peut-être encore au début de 1921, le K.A.P.D. a drainé un nombre considérable de prolétaires parmi les plus combatifs et sans aucun doute les plus sensibles à l'humeur des grandes masses. Ceux-ci étaient peut-être moins attirés par les caractères spécifiques du programme du K.A.P.D., que dégoûtés de la tendance au légalisme et des éternelles hésitations du parti officiel. De même, il est tout aussi probable que l'A.A.U.D. dépendant du K.A.P.D. rassemblait les salariés révoltés contre les directives archi-conformistes de la grande centrale réformiste. Ces deux facteurs expliquent aussi bien les efforts de l'Internationale Communiste, jusqu'au IIIe congrès (qui se tiendra l'année suivante), pour tendre la main au K.A.P.D., que l'opposition décidée et inconditionnelle du K.P.D. à toute perspective, même lointaine, de réunification.

Au-delà des divergences tactiques sur la question parlementaire et sur la question syndicale, il était clair **et** pour les bolcheviks **et** pour nous - surtout lorsque les positions des anciens dissidents furent théorisées par Pannekoek et Gorter - que ce qui nous séparait de **tous** les courants d'opposition qui avaient convergé dans le K.A.P.D., était des questions fondamentales **de principe**. Ces divergences de principe n'avaient pas empêché les «socialistes [devenus plus tard communistes] internationalistes» de Hambourg et de Brême de se ranger aux côtés de la Gauche de Zimmerwald et de Kienthal pendant la guerre et de mener contre le kautskysme une lutte parallèle à celle de Lénine ; mais les **réalités** de la dictature prolétarienne en Russie ne pouvaient manquer de les rejeter de l'autre côté de la barricade. Ne connaissant guère que leurs conceptions tactiques, notre Fraction abstentionniste remarqua que les dissidents du K.P.D. péchaient par «hétérodoxie syndicaliste»¹, en ce sens que d'une part, ils dévalorisaient le rôle du parti et affirmaient la suprématie de la lutte économique sur la lutte politique et que, d'autre part, ils partageaient «la conception anarchiste petite-bourgeoise selon laquelle la nouvelle économie

développement historique conduit à leur dissolution »; mais par ailleurs, elle déclare qu'elle ne luttera pas « contre l'organisation politique du K. A. P. D. qui partage son but et ses méthodes de combat, et qu'elle se propose même d'agir en accord avec lui dans la lutte révolutionnaire ». Le but, c'est « la société sans classes, et la première étape qui y conduit est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire **la suprématie exclusive de la volonté du prolétariat** sur celle de toutes les organisations politiques et économiques de la société, et son affirmation au moyen de l'institution des conseils ». Quant à « l'affirmation graduelle de l'idée des conseils », elle s'identifie avec le « développement progressif **de la conscience de soi de la classe prolétarienne** ». En s'appuyant sur les organisations illégales d'entreprise. l'A. A. U. D. se charge de la « révolution dans l'usine » et se propose de veiller à ce que « le pouvoir politique soit toujours exercé uniquement par l'Exécutif des conseils », dont les délégués, révocables à tout moment, sont les seuls « dictateurs » au sens étroit du terme, c'est-à-dire des « chefs », mais uniquement dans le sens de « conseillers » (**Berater**). De tout ce fatras, il ressort clairement que l'A. A. U. D. n'est qu'une simple doublure du K. A. P. D. dont elle approuve entièrement les bases programmatiques. (Cf. in Bock, cit. , pp. 395-396, la motion de Leipzig.)

¹ Cf. en appendice « Les tendances au sein de la IIIe Internationale ».

résulterait de l'apparition d'entreprises administrées par les ouvriers qui y travaillent»¹.

Pourtant, en réalité, la divergence portait sur **tout** le bagage théorique du K.A.P.D. qui était foncièrement **idéaliste** et que seule l'adoption de quelques règles d'interprétation du mode de production capitaliste et de la structure de la société bourgeoise pouvait faire passer pour marxiste. En fait, ce bagage était composé d'ingrédients empruntés, à des degrés divers à l'anarchisme, au syndicalisme-révolutionnaire, au socialisme d'entreprise, au conseillisme et à l'ordinovisme, tous membres de la même grande famille idéologique. Et c'est leur idéalisme commun qui, malgré leurs désaccords initiaux, devait à la longue amener tous ces courants à se ranger sur un même front, celui de la négation du marxisme ou, comme ils préféreront dire par la suite, du «bolchevisme», car ils étaient convaincus qu'il s'agissait de deux doctrines différentes et même incompatibles. Sur le front opposé, nous nous retrouvions avec les bolcheviks², tout en estimant que si des prolétaires instinctivement communistes militaient dans les rangs du K.A.P.D., ce n'était pas tellement à cause de ses mérites, que par la faute du K.P.D., et en n'ayant pas la même opinion que Moscou sur les moyens de les ramener à notre cause.

Pour le marxisme, le processus révolutionnaire est essentiellement un heurt physique entre deux classes. Ce sont des déterminations matérielles qui poussent la classe opprimée à l'assaut du pouvoir de la classe ennemie, et elle agit sans connaître le but final vers laquelle elle tend, et **avant** de le connaître. C'est sur cette voie qu'elle rencontre le parti qui, par son programme, représente la «conscience» de l'objectif final et des étapes par lesquelles il faudra obligatoirement passer pour l'atteindre et qui offre en outre une organisation à la minorité communiste regroupée sur la base de ce programme. Au contraire, le processus révolutionnaire apparaît à Pannekoek, autant sinon plus qu'à Gorter, comme une prise de conscience **collective** de la voie et du but révolutionnaires par les exploités qui, à leurs yeux, est la **condition préalable** de toute action. Chez les Spartakistes de janvier 1919, on n'avait encore qu'une déviation par rapport à la doctrine correcte : ici, le marxisme est purement et simplement renversé. Dès 1909, Gorter avait écrit³ que la société nouvelle ne pouvait être que le produit d'un **homme nouveau**, auto-conscient et auto-agissant : «**Il faut révolutionner l'esprit!**» En 1920, Pannekoek ira jusqu'à affirmer qu'«il est nécessaire que le prolétariat, les masses immenses, **discernent clairement la voie et le but**» pour que la révolution s'accomplisse. Si l'opportunisme s'est emparé de la classe ouvrière, le phénomène n'a pas à leurs yeux des racines **matérielles** que les marxistes doivent rechercher ; il est simplement dû au fait que ce processus d'émancipation

¹ Ibidem, « Le Parti Communiste allemand ».

² Cf. l'appendice ci-dessous et notre brochure **Parti et classe** (textes de 1921-1922) qui non seulement rétablit la conception marxiste des rapports entre l'un et l'autre, mais explique à **quelles conditions** le parti peut exercer une influence réelle sur la classe dont il est l'organe de combat révolutionnaire.

³ « Der historische Materialismus, für Arbeiter erklärt » von H. Gorter, Stuttgart, 1909.

spirituelle ou intellectuelle n'est pas arrivé à son terme. C'est justement, disent-ils « parce que les masses sont encore entièrement soumises à **un mode de pensée** bourgeois qu'après l'effondrement de la domination bourgeoise [N.D.R. : sic!], **elles l'ont rétablie de leurs propres mains** »¹. Ce qu'exagérant jusqu'à l'absurde la formule de «révolution **politique**» employée par R. Luxembourg et critiquée par nous ci-dessus, Pannekoek appelle ici «effondrement de la domination bourgeoise», ce sont les mouvements d'octobre-novembre 1918 qui ont conduit à l'investiture d'Ebert et de l'U.S.P.D.! Non seulement les masses doivent conquérir la conscience **avant** la révolution (les deux choses coïncidant tout au moins, à l'apogée du processus), mais elles doivent la conquérir par leurs seules forces, le sujet-classe accomplissant **dans son ensemble** un «bond qualitatif». La révolution est donc le résultat d'une «Selbstbewusstsein» et d'une «**Selbstbetätigung**», c'est-à-dire d'une auto-conscience, auto-activation, auto-motivation, auto-affirmation dans la vie pratique, etc.! Autrement, on retomberait dans l'opposition **masses-chef**, grand sujet de scandale pour les tribunistes hollandais et les kaapédistes allemands. Pour eux, la «véritable» raison de la capitulation du prolétariat lors du déclenchement de la guerre aurait été d'abandonner aux «chefs» **l'initiative historique** qui lui appartenait en propre en tant que sujet conscient et agissant : ils ne voyaient pas que cela revenait à élever ceux-ci au rang d'artisans de l'histoire, alors qu'ils n'en sont jamais que les instruments.

Si Pannekoek reconnaît encore au parti le droit à l'existence, c'est uniquement pour «propager à l'avance des connaissances claires, pour qu'au sein des masses apparaissent des éléments capables de **savoir** ce qu'il convient de faire dans les grands moments de la politique mondiale, et de **juger** de la situation **par eux-mêmes**». La tâche du parti se réduit à **conseiller, éduquer, éclairer** les masses ou plutôt à les aider à **prendre conscience d'elles-mêmes**, à redécouvrir cette science qu'est le marxisme. Elle n'est **au grand jamais de les guider comme organe de lutte, d'unifier les révoltes instinctives, d'orienter le mouvement réel dans une direction que, du moins comme collectivité, il connaît par avance, et surtout pas d'exercer le pouvoir en leur nom**. Pour les «marxistes» de son espèce, il était en effet impossible de saisir que la classe ne pourrait comprendre sa propre action qu'après avoir agi et se libérer de l'asservissement intellectuel (de toutes ses chaînes, la plus dure à briser) qu'après avoir détruit tout l'appareil de l'exploitation économique et de l'oppression sociale.

On comprend alors pourquoi, pour les kaapédistes, les conseils (Räte) et à un niveau plus élevé les Soviets sont l'expression authentique d'un cours révolutionnaire et en outre les moyens de réaliser le socialisme : ils sont en effet à leurs yeux des **formes d'organisation révolutionnaires en soi** parce qu'ils réalisent de façon complète et transparente la soudure entre les masses et leur «auto-conscience» -

¹ « Weltrevolution und kommunistische Taktik » in « Der Kommunismus », n° 28-29, août 1920. Les autres citations de Pannekoek sont également tirées de cet article, ou encore de « Der neue Blanquismus », in « Der Kommunismus », Brème 1920, n° 27. De Gorter, nous citons des extraits de la brochure « Réponse à Lénine » (cf. en français, l'édition Librairie Ouvrière, 1930).

«auto-activité», en d'autres termes parce qu'ils permettent aux travailleurs de décider **par eux-mêmes** de tout ce qui les concerne. En admettant que le parti les flanque en tant qu' «expert» et «conseiller», les kaapédistes font la concession la plus extrême dont ils soient capables. Pour la même raison, Pannekoek considère la dictature du prolétariat telle que la conçoivent les bolcheviks comme la dictature arbitraire d'une «étroite minorité révolutionnaire» ou plutôt de «son centre», «une dictature exercée à **l'intérieur** même du parti, dont il expulse qui bon lui semble et exclut toute opposition par des moyens mesquins», bref, comme une nouvelle forme de blanquisme, comme une résurrection de la dictature des chefs (**Führerschaft**) foulant aux pieds les sujets sans défense. Il lui oppose l'idée d'un parti ou plutôt d'une secte composée de gens éclairés «**à cent lieues d'avoir le but de tout parti politique [...], prendre directement en main la machine de l'État**». Ici Pannekoek rejoint par anticipation Otto Rühle, dont il deviendra effectivement un camarade d'idées quelques années plus tard.

L'antagonisme entre les classes est ainsi remplacé par l'antithèse masses-chefs. Si Pannekoek et Gorter repoussent le parlement, ce n'est pas parce qu'il est l'organe spécifique de la domination de classe de la bourgeoisie : c'est sous le prétexte qu'il est «la forme typique **de la lutte par l'intermédiaire des chefs, dans laquelle les masses n'ont qu'un rôle subalterne**». Par son intermédiaire, «le communisme, au lieu de comprendre toute la classe, devient un nouveau parti, avec ses propres dirigeants, qui s'ajoute aux partis existants et perpétue du même coup la division politique du prolétariat» ; et c'est pourquoi sa destruction est «**une étape essentielle sur la voie qui conduit à l'autonomie et à l'autolibération**». De même, en ce qui concerne les syndicats, «**c'est leur forme d'organisation elle-même qui interdit d'en faire des instruments de la révolution prolétarienne**», qui «réduit les masses à l'impuissance», qui «les empêche d'en faire des **instruments de leur volonté**». Dans les organisations d'usine, au contraire, comme l'explique Gorter, «les ouvriers ont les chefs en main et, par eux, l'orientation elle-même [...] ; ici, chacun des ouvriers reçoit un pouvoir ; autant que cela est possible sous le capitalisme, **il est l'artisan et le maître de sa propre destinée, et comme il en va ainsi pour chacun, la masse livre et dirige son propre combat**».

On remarquera que ni Pannekoek ni Gorter ne nient que l'idée «bolchevique» (autrement dit l'idée marxiste, notre idée) du parti ait une justification. Mais pour eux, elle correspond à la situation historique de la Russie, engagée dans une révolution double, mi-prolétarienne, mi-bourgeoise, soit que la masse inerte de la paysannerie ait eu besoin d'être **dirigée** (d'où la nécessité d'un «nouveau blanquisme»), soit que le croisement de deux poussées révolutionnaires différentes ait rendu nécessaire l'art de la manœuvre, privilège des «chefs». Cette idée du parti n'aurait pas été applicable par contre en Occident, où «le prolétariat **est seul** et doit faire la révolution **seul** contre toutes les autres classes», où «il doit posséder les armes les meilleures pour la révolution», et où, «devant faire la révolution tout seul et sans aucune aide, il doit **s'élever spirituellement et intellectuellement à une grande hauteur**», en se débarrassant des chefs, des partis politiques au sens courant du terme, des syndicats

de métier et, **pour la même raison**, des institutions parlementaires. Répandus dans les rangs du prolétariat, les communistes «s'efforcent avant tout d'élever les masses, **comme unité et comme somme d'individus**, à un degré de maturité beaucoup plus élevé ; **d'éduquer** les prolétaires, un à un, pour en faire des lutteurs révolutionnaires, en leur montrant clairement (non seulement par la théorie mais surtout par la pratique), que tout dépend de leurs propres forces, qu'ils ne doivent rien attendre de l'aide extérieure des autres classes, et très peu des chefs». On remarquera que, tout en courtisant les masses, Pannekoek les réduit à n'être qu'un troupeau d'inconscients qu'on doit éduquer a... ne plus avoir besoin d'aucun éducateur! D'où la célèbre opposition, dont Lénine se moque dans **La maladie infantile** :

«Deux partis communistes se trouvent maintenant en présence : l'un est **le parti des chefs**, qui entend organiser la lutte révolutionnaire et la diriger par en haut [...] ; l'autre est **le parti des masses**, qui attend l'essor de la lutte révolutionnaire **d'en bas** [...]. Là, c'est la dictature des chefs ; ici, c'est la dictature des masses! Tel est notre mot d'ordre»¹.

C'est de cette idéologie, dont l'homogénéité n'est pas diminuée par des nuances personnelles insignifiantes, que s'inspirent l'«appel» et le «programme» approuvés au congrès constitutif du K.A.P.D. L'appel prend acte de la «faillite politique et morale» du K.P.D. qui est devenu la proie d'une «clique de chefs agissant par tous les moyens de la corruption» et décidés à «saboter la révolution dans l'intérêt de leurs **buts égoïstes**». Il déclare que le nouveau parti n'est pas un parti «**au sens traditionnel**»². «**Il n'est pas un parti de chefs** ; son **principal** [nota bene!] travail consistera à appuyer de toutes ses forces le prolétariat allemand dans sa lutte pour **se libérer de toute dépendance par rapport aux chefs**», - moyen le plus efficace pour cette «unification du prolétariat dans l'esprit du conseillisme» qui est le «**véritable but** de la révolution». Quant au programme, il refait l'historique des luttes de classe dans le monde depuis la fin de la guerre et, dénonçant la crise mortelle dans laquelle le capitalisme se débat, il voit la cause du retard des facteurs subjectifs de la crise révolutionnaire sur les facteurs objectifs dans le fait que «**la psychologie** du prolétariat allemand est encore sous l'influence de facteurs idéologiques bourgeois ou petits-bourgeois». C'est pourquoi «**le problème de la révolution allemande est le problème du développement de l'auto-conscience du prolétariat allemand**». Déclarant la guerre aux méthodes de lutte opportunistes, au parlement et aux syndicats («**seule** la destruction des syndicats donnera le champ libre à la marche en

¹ Cf. « Die Spaltung der KPD » (Spartakusbund, Francfort, 1920). Pour une analyse plus complète de la pensée de Gorter et de Pannekoek, cf. « Gorter, Lénine et la Gauche » dans « Programme communiste », No 53-54 (octobre 1971 - mars 1972) et « Sur Anton Pannekoek : Marxisme contre idéalisme, ou le parti contre les sectes » dans le même organe, N° 56 (Juillet-Septembre 1972).

² « Exprimer en toutes circonstances **l'autonomie de l'ensemble des adhérents**, tel est le principe fondamental d'un parti qui n'est pas un parti au sens traditionnel. » Le lecteur qui a lu attentivement ces pages a déjà compris qu'on ne fait ici que revenir d'une part à Bakounine, d'autre part à Proudhon, bref à la vieille polémique contre l'« autorité », le « Conseil général », la « dictature de Marx », etc

avant de la révolution»), le programme met au centre de l'action révolutionnaire «l'organisation d'entreprise» (**Betriebsorganisation**) où «la masse est l'appareil moteur de la production», où «la lutte intellectuelle, le **révolutionnement des consciences** s'accomplit, dans un affrontement incessant **d'homme à homme, de masse à masse**», et qui a pour tâche essentielle, entre autres, «la préparation à la construction de la société communiste», dont elle est «**le commencement**». A cette organisation, «épine dorsale des conseils d'usine», peuvent appartenir «**tous les ouvriers qui se déclarent pour la dictature du prolétariat**» ; le K.A.P.D. y fera sa propagande en «décidant avec elle les mots d'ordre» et en s'organisant de façon à ce que «le parti lui aussi prenne de plus en plus **un caractère prolétarien** [...] et obéisse aux critères de la dictature par en bas». On permettra ainsi - «**et l'organisation d'usine en est la garantie**» - qu'avec la victoire, c'est-à-dire avec la conquête du pouvoir par le prolétariat, commence «la dictature de la classe, **et non la dictature de quelques chefs de parti et de leur clique**». Il est inutile d'ajouter que «la forme d'organisation politique de la communauté communiste sera le système des conseils» ; les kaapédistes tombent ici dans la même erreur que les Indépendants, dont la bonne ou mauvaise foi importe peu en l'occurrence : ils supposent que la «société communiste» aura une **forme d'organisation politique** particulière, calquée de surcroît sur un «type d'organisation» né de la lutte des classes en plein régime bourgeois.

De cette rapide analyse de l'idéologie kaapédiste, il résulte qu'en matière de théorie, de principes et de tactique, elle est, comme nous le disions dès cette époque, **aux antipodes** des positions que la Fraction communiste abstentionniste d'Italie a constamment défendues et condensées dans ses thèses de juin 1920, dans sa polémique avec l'«Ordine nuovo» de Gramsci sur la constitution des Soviets en Italie et dans d'autres articles de la même période. Entre les positions du kaapédisme et les nôtres, il n'y a aucun point de contact, **pas même** sur la question de l'abstentionnisme¹. Pour Gorter et Pannekoek, celui-ci a la valeur d'un **principe**,

¹ C'est au contraire avec le gramscisme (que le docte Italien Corvisieri identifie pourtant avec le léninisme!) que le kaapédisme a non seulement un, mais plusieurs points de contact. Certains prétendent pourtant justifier l'équation abstentionnistes italiens = tribunistes et conseillistes par ce bel argument : « Il Soviet » a bien publié des articles de Pannekoek - Gorter!!! Mais « Il Soviet » a également publié « à titre d'information et de discussion » des articles de Lukacs et de bien d'autres, pourvu qu'ils aient été importants, tout en précisant qu'il ne pouvait pas « reprendre à son compte toutes les affirmations qui y sont contenues ». Ce faisant, il agissait exactement comme toutes les revues officielles du Komintern : devrions nous accuser pour autant l'Exécutif de l'I. C. de . . . maladie tribuniste, ou encore imputer à Lénine des tendances . . . pannekoekiennes sous prétexte que dans « L'État et la Révolution », il a utilisé certains arguments de Pannekoek contre Kautsky? De la même façon, nous nous sommes, nous aussi, servis de certains de ses arguments pratiques en faveur de l'abstentionnisme, tout en gardant nos divergences de principe. La seule différence est que Lénine permit à Radek de qualifier le théoricien hollandais du kaapédisme d'« esprit le plus clair du socialisme occidental », ce qui aggravait uniquement le cas. . . de Lénine (!). En raisonnant de cette façon, on pourrait aussi bien attribuer allègrement à l'« Ordine nuovo » une tendance à l'abstentionnisme, sous prétexte qu'il accueillait bien dans ses colonnes des articles de . . . Sylvia Pankhurst! A quoi bon demander de la pudeur aux historiens opportunistes? Les Italiens Lepre-Levrero ne déduisent-ils pas du fait que « Il Soviet » reconnaissait que le K. A. P.

comme la «négation de l'autorité» dont il procède en a une pour les anarchistes. Pour nous, au contraire, l'abstentionnisme est une **solution tactique** qui doit être mise en relation avec **une phase donnée** du capitalisme et de la lutte prolétarienne, et non pas être considérée comme valable **dans l'absolu**, c'est-à-dire **en tous temps et en tous lieux**. Aujourd'hui, après un amer bilan historique, nous sommes en droit de considérer que cette question de tactique n'est plus secondaire, mais primordiale dans l'aire du capitalisme avancé. Pourtant, il ne nous viendrait pas à l'idée d'en dire autant pour les pays qui en sont encore à faire leur «révolution bourgeoise». Du fait de l'évolution totalitaire du monde entier, le parlement y a certes une importance plus secondaire encore que du temps des bolcheviks, mais il y reste néanmoins un des terrains où les différentes classes s'affrontent.

Encore faut-il ajouter que, parfaitement logiques avec eux-mêmes, les théoriciens du K.A.P.D. mettaient en outre la «question parlementaire» et la «question syndicale» dans le même sac. Ils plaçaient ainsi sur le même plan une institution **par nature** étatique et une association ne rassemblant que des salariés. Or si la première exprime la domination de la classe exploiteuse, sous couleur de représenter **plusieurs classes** comme le veut l'idéologie démocratique, la seconde, quoique susceptible de se laisser absorber par l'appareil de l'État bourgeois (comme c'est de plus en plus le cas), reflète nécessairement les poussées économiques qui s'exercent sur ses membres, les ouvriers syndiqués, et qui sont la racine de la lutte **politique**. Conquise ou reconquise par le parti, une telle association constitue pour lui un domaine **nécessaire** d'action, de propagande et surtout d'agitation dans la classe ouvrière qui (même par un espion tsariste, aurait dit Lénine) est **de toutes façons organisée**.

Ici, l'erreur des kaapédistes et des tribunistes est double. En premier lieu, ils prétendent construire des organisations économiques automatiquement révolutionnaires en raison de leur forme, alors que chaque forme d'organisation «agit de façon révolutionnaire sous le régime bourgeois dans la mesure où elle est imprégnée d'esprit communiste et agit selon les directives communistes, sur l'impulsion et sous le contrôle des communistes»¹. En second lieu, ils oublient une chose : qu'il s'agisse des syndicats existants, mais ramenés à leur fonction de classe, ou bien de nouvelles organisations devenues nécessaires du fait de l'abandon d'«un organe pourri» par les prolétaires², les syndicats seront de toute façon «des organes utiles et efficaces en régime communiste, et pas seulement du fait de leur forme constitutionnelle»

D. était plus combatif que le K. P. D. , que « nos préférences » allaient au premier?! Ils oublient que des réserves tout aussi essentielles que les nôtres n'avaient nullement empêché Lénine d'écrire dans « la Maladie infantile » :

« Dans la mesure où j'ai pu examiner les journaux des communistes de gauche et des communistes en général en Allemagne, je remarque que les premiers ont sur les seconds l'avantage de mieux savoir mener l'agitation dans les masses »!

¹ Cf. « La lettre à Lénine », reproduite en appendice.

² Cf. « Les tendances au sein de la III^e Internationale », *ibidem*.

(260) ; ils ne devront donc pas être détruits comme les parlements bourgeois, mais mis au service de la dictature du prolétariat.

Le fait que l'Internationale ait sévèrement critiqué le K.A.P.D. ne justifie en aucune façon qu'on nous assimile à lui. Tout au contraire, **dès** le début, nos critiques ont été en tout point parallèles à celles que l'on trouve dans la «Lettre ouverte aux camarades du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne» datée du 2 juin 1920 par l'Exécutif de l'I.C. Par cette lettre, l'Exécutif tentait de les convaincre de leurs erreurs dans la question **centrale** du Parti et de son rôle dans la révolution prolétarienne et dans la question vitale de l'appartenance aux syndicats réactionnaires regroupant l'immense majorité des travailleurs. Il tentait de leur montrer combien la façon dont ils justifiaient leur abstentionnisme était théoriquement fautive, et les invitait en outre à répudier le «national-bolchevisme» de Laufenberg-Wolffheim et l'anarchisme de Rühle. Envisageant la réunification du K.A.P.D. et du K.P.D. s'ils acceptaient les décisions du II^o Congrès ¹, il n'était pas moins sévère dans sa condamnation des hésitations et des déviations de ce dernier que nous ne l'avions été nous-mêmes : les doctes historiens en concluront-ils que Moscou avait un penchant pour... Brême ou Amsterdam ²?

¹ Nous ne pouvons pas suivre ici toute l'histoire des rapports entre le K. A. P. D. et l'I. C. Convaincu de se situer « sans réserves sur le terrain de la III^o Internationale », le K. A. P. D. envoya à Moscou une première mission en mai et une seconde en juillet 1920, mais lorsque les délégués Rühle et Merges eurent lu les « Conditions d'admission » ils ne voulurent même pas assister au II^o Congrès et repartirent en tonnant contre la dictature du parti et de ses chefs. Rühle et Laufenberg-Wolffheim ayant été expulsés au cours de la même année, une nouvelle délégation, conduite cette fois par Gorter qui, entre temps, avait écrit la tristement célèbre « Réponse à Lénine », se heurte à Zinoviev et à Trotsky à l'Exécutif de novembre 1920 (la brillante critique des positions du K. A. P. D. constitué le même mois a été publiée en appendice à l'édition italienne de la « Réponse à Lénine », Rome, 1970). Cette délégation obtint toutefois l'admission provisoire du KAPD à l'Internationale comme « parti sympathisant avec voix consultative », après avoir acquiescé à la demande réitérée de l'I. C. d'entreprendre des démarches en vue de réintégrer le K. P. D. Au même moment une des « Unions » de la F. A. U. anarcho-syndicaliste, la « Libre Union des Travailleurs de Gelsenkirchen », était accueillie dans l'Internationale Syndicale Rouge.

Malgré tout, la rupture eut lieu au III^e Congrès mondial (juillet 1921), le Komintern ayant reconnu que tous les efforts pour redresser le KAPD étaient désormais vains et le KAPD s'étant convaincu de son côté du fait que « l'idée de créer une opposition au sein de la III^o Internationale est une illusion. ». En septembre 1921, il jeta donc les bases d'une nouvelle Internationale, « l'Internationale Ouvrière Communiste », (en allemand **Kommunistische Arbeiter Internationale** ou K. A. I.). Celle-ci approuva en août 1922 des thèses proclamant que la III^e Internationale « création russe » et en conséquence ... demi-prolétarienne seulement, avait été « **dès l'origine** en partie **contre-révolutionnaire** » et de ce fait avait « amené non pas à la victoire, mais à la défaite du prolétariat même dans les pays européens ». Après quoi lesdites thèses reprenaient toutes les idées dont nous avons déjà parlé à propos du KAPD allemand. Étant donnés ces faits, il est tout à fait naturel que les représentants de ce courant aient abouti par divers chemins soit au démocratisation pur, soit à l'anarchisme : ils n'avaient pas « le choix »!

² C'est à Brême que, déjà avant la guerre, militaient les « gauchistes » Frölich, Knief, Pannekoek etc. . . Quant à Gorter il fut membre du bureau de l'I. C. à Amsterdam en 1919-20.

Quant au parallélisme que certains historiens établissent entre les tribunistes-conseillistes et nous sur la base de notre distinction commune entre révolution double et révolution purement prolétarienne, il ne tient pas debout non plus. En premier lieu, cette distinction se trouve également chez Lénine. Ici, nous n'en donnerons pour preuve ¹ que cette phrase de son «Rapport sur la guerre et la paix» de 1918 qui revient de façon significative dans «La maladie infantile» : il est «infiniment plus difficile de commencer la révolution en Europe et infiniment plus facile de la commencer en Russie», même si en Russie, il est «plus difficile de la continuer et de la mener à son terme».

En second lieu, les conclusions que nous tirions de cette distinction étaient exactement opposées à celles des kaapédistes. Comme nous l'avons longuement développé plus haut, nous jugions qu'en Europe, il nous fallait être encore plus intransigeants que les bolcheviks : proclamer hautement que la direction de la lutte pour le pouvoir, l'exercice de la dictature du prolétariat incombaient exclusivement au parti et non pas à un «informe parlement du travail», c'est-à-dire à des Soviets échappant à la direction des communistes ou simplement «conseillés» par eux ² ; pousser à ses ultimes conséquences le refus bolchevique de toute **alliance** politique des communistes avec d'autres partis ou groupes, abandonner même dans une période non révolutionnaire une tactique comme celle du «parlementarisme révolutionnaire», en raison même du poids écrasant des traditions démocratiques en Occident et des racines matérielles profondes que les «partis ouvriers bourgeois» (formule de Lénine), voire «l'impérialisme de la classe ouvrière» (formule de Trotsky) y trouvaient dans l'existence d'une large frange d'aristocratie ouvrière et dans tout un système d'«assistance sociale» pourtant précaire. Les Gorter-Pannekoek en déduisaient tout au contraire qu'en Occident, il fallait liquider le parti au profit d'une vague «démocratie ouvrière»!

Lénine avait mille fois raison de reprocher aux tribunistes-conseillistes de s'autoriser de la «pureté» de la révolution prolétarienne en Occident pour refuser de

¹ Le lecteur trouvera exposée en détail et dans son développement historique réel la théorie de la révolution double, que Lénine appliquait de toute évidence à la Russie arriérée et non à l'Occident avancé, dans l'article «Critique de la théorie de la révolution permanente», in «Programme Communiste», n° 57.

² **Bien entendu**, Lénine (c'est-à-dire le bolchevisme) défendait **déjà** ces positions, même dans la révolution double de Russie. Il n'empêche qu'il a toujours défini le régime soviétique, même après la victoire d'Octobre, comme une «dictature démocratique du prolétariat et des paysans», dans ce sens que le prolétariat ne pouvait espérer s'y maintenir au pouvoir sans faire aucune concession économique à la paysannerie produisant **pour le marché**. Il n'empêche également que «La Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité» ratifiée par le 3e Congrès pan-russe des soviets (janvier 1918) présente, en dépit de caractéristiques **déjà socialistes**, des **analogies** avec les Constitutions historiques des révolutions anglaise et française, dans ce sens qu'elle parle encore du «peuple» et de ses «droits», chose qui n'aurait même pas été concevable dans une révolution purement prolétarienne et socialiste (Cf. «L'Économie russe d'octobre à nos jours», par. «Révolutions et Constitutions bourgeoises», p. 21, Ed. «Programme Communiste»). C'est dans ce sens que la Gauche «Italienne» exigeait «une plus grande intransigeance» en Occident

tenir un «compte précis et rigoureusement objectif de **toutes** les forces de classe» et pour «ignorer» de façon infantile aussi bien l'appui que des couches même restreintes de demi-classes non prolétariennes peuvent donner à la révolution que la nécessité de neutraliser d'autres couches, surtout à la campagne, mettant toutes ces forces dans le même sac que les sbires de la contre-révolution, ce que nous n'avons jamais fait pour notre part ¹.

Parallèlement, à partir de 1921, Gorter et le «courant d'Essen», c'est-à-dire une bonne partie du K.A.P.D., allèrent jusqu'à nier la lutte revendicative et à exclure le recours à la grève pour tout autre but que l'assaut au pouvoir, comme si **la révolution ou rien!** pouvait signifier autre chose que **jamais de révolution!** A la même époque, la Gauche à la tête du Parti Communiste d'Italie né du congrès de Livourne menait une action syndicale impétueuse et brillante aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

En conclusion, nous ne pouvons que résumer ce que nous avons développé dans les chapitres précédents. Il n'existe pas de «marxisme occidental» opposé à un «marxisme oriental» qui serait représenté par Lénine. Il existe d'une part le marxisme qui était (et est) la doctrine des bolcheviks et la nôtre ; et puis, d'autre part, il y a un paramarxisme ou mieux extra-marxisme qui était commun au K.A.P.D. et à l'Ordine Nuovo et dont aujourd'hui encore tous les spontanéistes et ouvriéristes anti-parti s'inspirent.

En 1920, c'étaient les divergences tactiques qui étaient les plus voyantes et peut-être cela a-t-il contribué à obscurcir aussi bien à nos yeux qu'à ceux des bolcheviks l'opposition de principe autrement plus profonde qui nous séparait ensemble de ces courants. Aujourd'hui, cette opposition éclate au contraire aux yeux de tout marxiste qui a le courage d'avalier leur indigeste production doctrinale.

Si dans son livre, Lénine a violemment réagi contre l' «extrémisme de gauche» qui était plus une gangrène qu'une «maladie infantile» ; si tout en s'excusant de trop peu nous connaître, il nous a soupçonnés d'affinités avec les «**Linkskommunisten**» ; s'il nous a malheureusement mis dans le même sac qu'eux, nous qui depuis des années nous étions farouchement battus contre leur famille idéologique et qui n'avons pas cessé depuis, ce n'est pas parce qu'il était «droitier», comme il reconnaîtra un an plus tard avoir pu le sembler : c'est parce qu'en tant que marxiste de race, il ne pouvait qu'éprouver une répugnance théorique instinctive devant une infection idéaliste réelle, comme en Allemagne, ou même supposée, comme en Italie, du moins en ce qui nous concernait.

¹ Il suffit de rappeler aux « historiens » qu'une des premières publications du P. C. d'Italie dirigé par la Gauche a été la brochure « La Question agraire » d'A. Bordiga qui analyse à fond les différentes couches sociales de la paysannerie, ainsi que les différentes tactiques que le parti doit appliquer dans tous les cas où il peut s'assurer soit leur appui soit au moins leur neutralité, alors que dans d'autres cas il doit au contraire exclure ces deux possibilités.

Un des plus grands dommages causés par l'immédiatisme kaapédiste au mouvement communiste aura précisément été d'obscurcir les termes d'une polémique qui aurait dû se dérouler exclusivement entre marxistes, et sur le seul terrain acceptable par des marxistes. Sans cet obscurcissement, l'Internationale communiste ne se serait peut-être pas contentée de condamner l'abstentionnisme ou plutôt le nihilisme tactique de ce courant et l'idéologie dont il provenait : la polémique aurait pu l'amener à formuler non seulement un corps de doctrine **impératif**, comme nous aurions voulu que le IIème Congrès le fasse, mais aussi un ensemble de normes tactiques plus rigoureuses que les normes suggérées par les bolcheviks, quoique nullement «irréalistes», et à les imposer aux sections nationales comme obligatoires.

8.13 - Premières tentatives de contacts internationaux

[Retour à la table des matières](#)

La Fraction Communiste Abstentionniste s'était constituée officiellement à la suite du Congrès de Bologne (5-8 octobre 1919) au sein du P.S.I. qui avait adhéré à l'Internationale Communiste au mois d'avril. Ainsi que cela avait été annoncé dans le communiqué de clôture du congrès, elle tenta d'établir au cours des mois qui suivirent une série de liaisons internationales, en particulier avec Moscou.

Malgré la constitution de l'Internationale au Premier Congrès des 2-19 mars 1919, les informations qui parvenaient à Moscou sur la situation en Europe occidentale, et en particulier sur l'évolution des partis socialistes, étaient rares, incomplètes et souvent erronées. Les contacts directs manquaient ou étaient si fragiles qu'en Italie, le parti ne connut les premières thèses et circulaires fondamentales de la IIIème Internationale qu'au début de 1920 : il ne pouvait avoir que des notions confuses et approximatives sur le difficile processus de formation des partis communistes européens. Les choses n'allèrent d'ailleurs pas mieux dans le sens inverse, malgré la présence en Europe occidentale d'émissaires plus ou moins qualifiés du Komintern, représentant le fameux «œil de Moscou», Degot d'abord, puis Niccolini-Liubarski et enfin Chiarini-Haller.

Il n'est donc pas étonnant que Lénine ait salué le résultat du congrès de Bologne comme un important succès du communisme international, et considéré Turati, le pur réformiste, comme un représentant du centre et non de la droite, et donc Serrati, Lazzari, etc., comme des représentants de la gauche. Ce jugement erroné pesa sur le processus de formation de l'organisation mondiale du prolétariat révolutionnaire, et ce n'est qu'après son Second Congrès (juillet-août 1920) que le véritable visage du

maximalisme italien commença à apparaître clairement aux artisans de la révolution d'Octobre. Pour la Fraction communiste abstentionniste, il était d'autant plus urgent de prendre directement contact avec Moscou et de faire connaître aux dirigeants de l'Internationale la nature, les positions et les perspectives de développement du communisme en Italie, en supprimant du même coup l'obligation paradoxale de partager la vie du P.S.I. qui s'imposait aux véritables communistes, étant donnée l'adhésion de celui-ci à l'Internationale.

Malheureusement, les deux lettres envoyées par la Fraction le 10 Novembre 1919 et le 11 janvier 1920 au Comité central (en réalité l'Exécutif) de l'Internationale communiste ne sont jamais parvenues à Moscou : peu importe à qui elles furent confiées, mais elles finirent toutes deux dans les archives de la police italienne, ce qui confirme la fragilité du réseau organisationnel construit en Europe par les émissaires du Komintern. Or non seulement cette perte empêcha les bolcheviks de connaître les véritables positions de la gauche en Italie, mais elle retarda de presque un an la révision graduelle de leur jugement sur le maximalisme serratien, fraction majoritaire du P.S.I., et, de façon plus générale, leur reconnaissance du fait qu'en Europe les critères de sélection des partis-membres de l'I.C. devaient être beaucoup plus rigoureux.

La première fut écrite avant que les premiers textes de l'I.C. soient parvenus en Italie (début 1920), tandis que la seconde se réfère au contraire à la lettre de Lénine et la circulaire de Zinoviev publiées ci-dessous dans l'appendice. Elles montrent toutes deux clairement que tout ce que nous avons dit ci-dessus des positions de la Gauche d'Italie n'a rien d'une reconstruction a posteriori, mais est parfaitement conforme aux positions prises dès le début : «

I

Fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien

[Retour à la table des matières](#)

Comité central Naples, Borgo S. Antonio Abate, 221

Au Comité de Moscou de la IIIe Internationale

Notre fraction s'est constituée après le congrès de Bologne du Parti socialiste italien (6-10 octobre 1919), mais elle avait commencé auparavant sa propagande au moyen du journal *Le Soviet de Naples*, et convoqué une réunion le 6 juillet 1919 à Rome au cours de laquelle fut approuvé le programme présenté ensuite au Congrès. Nous vous envoyons une collection du journal et plusieurs copies du programme et de la motion qui furent soumis ensemble au vote du congrès.

Il est bon de noter tout d'abord que pendant toute la durée de la guerre, il y eut au sein du Parti un fort mouvement extrémiste qui s'opposait à la politique trop faible

du groupe parlementaire, de la Confédération Générale du Travail - parfaitement réformistes - et de la Direction du Parti elle-même, bien qu'elle ait été révolutionnaire intransigeante au sens des décisions des congrès d'avant-guerre. La Direction a toujours été divisée en deux courants à l'égard du problème de la guerre ; le courant de droite était dirigé par Lazzari, auteur de la formule «ni adhérer ni saboter» ; le courant de gauche par Serrati, directeur de l'«Avanti!». Dans toutes les réunions tenues durant la guerre, les deux courants furent pourtant solidaires, et tout en faisant des réserves sur l'attitude du groupe parlementaire, ils ne s'opposaient pas à lui de façon décidée. Des éléments de gauche étrangers à la direction du Parti luttèrent contre cette équivoque en se donnant pour but d'éliminer les réformistes du groupe et d'adopter une action plus révolutionnaire.

Le congrès de Rome de 1918, tenu peu après l'armistice, fut incapable même seulement de rompre avec la politique conciliatrice des députés, et la Direction, bien qu'elle s'adjoignît des éléments extrémistes comme Gennari et Bombacci, ne changea pas substantiellement sa position, atténuée par la faiblesse dont elle faisait preuve envers certaines manifestations de la droite hostile à l'orientation de la majorité du Parti.

Après la guerre, en apparence, tout le Parti prit une orientation «maximaliste» en adhérant à la III^e Internationale. L'attitude du Parti ne fut pourtant pas satisfaisante du point de vue communiste ; nous vous prions de voir dans «Le Soviet» les polémiques avec le groupe parlementaire, avec la Confédération (à propos de la «Constituante professionnelle») et avec la Direction elle-même, plus spécialement à propos de la préparation de la grève des 20 et 21 juillet.

Avec d'autres camarades de toute l'Italie, nous nous sommes immédiatement orientés vers l'abstentionnisme électoral, que nous avons défendu au congrès de Bologne. **Nous désirons qu'il soit clair qu'au congrès nous nous sommes séparés de tout le reste du Parti non seulement sur la question électorale, mais encore sur celle de la scission du Parti.**

La fraction «maximaliste électoraliste», majoritaire au congrès, avait accepté elle aussi la thèse de l'impossibilité du maintien des réformistes au sein du Parti, mais elle y renonça à cause de considérations purement électorales malgré les discours anti-communistes de Turati et Treves.

Cela constitue un fort argument en faveur de l'abstentionnisme : **la constitution d'un parti purement communiste ne sera pas possible si l'on ne renonce pas à l'action électorale et parlementaire.**

Dans les pays occidentaux, la démocratie parlementaire prend des formes d'un caractère tel, qu'elle constitue l'arme la plus formidable pour dévier le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Depuis 1910-1911, la gauche de notre parti est engagée dans la polémique et la lutte contre la démocratie bourgeoise, et cette expérience conduit à conclure que dans l'actuelle période révolutionnaire à l'échelle mondiale, tout contact avec le système démocratique doit être coupé.

La situation actuelle en Italie est la suivante : sûr de remporter ainsi un grand succès électoral, le Parti mène campagne contre la guerre et les partis qui ont été favorables à l'intervention, mais comme le gouvernement actuel est formé par les partis bourgeois opposés à la guerre en 1915, cela détermine une certaine confluence entre l'action électorale du Parti et la politique du gouvernement bourgeois.

Comme tous les ex-députés réformistes sont à nouveau candidats, le gouvernement Nitti, qui entretient avec eux de bons rapports comme le prouvent les dernières vicissitudes parlementaires, fera en sorte qu'ils soient réélus. Par la suite, l'action du Parti, déjà épuisé par les grands efforts de l'actuelle campagne électorale, se perdra en polémiques contre l'attitude conciliatrice des députés. Nous aurons ensuite la préparation des élections municipales en juillet 1920 ; pendant de longs mois, le parti ne fera ni propagande ni préparation sérieusement révolutionnaires.

Il faut souhaiter que des événements imprévus ne viennent pas surprendre le parti et le balayer ¹.

Nous accordons de l'importance à la question de l'action électorale et nous pensons qu'il n'est pas conforme aux principes communistes de laisser chaque parti adhérent à la IIIe Internationale prendre sa décision à ce sujet. Le Parti communiste international devrait examiner et résoudre ce problème.

Aujourd'hui, nous nous donnons pour but de travailler à la constitution d'un parti vraiment communiste, et c'est en ce sens que notre fraction travaille au sein du P.S.I. Nous souhaitons que les premiers événements parlementaires poussent vers nous beaucoup de camarades, de manière que nous puissions réaliser la scission d'avec les social-démocrates.

Au congrès, 67 sections avec 3.417 voix ont voté pour nous, tandis que les maximalistes électoralistes l'emportaient avec 48.000 voix et que la droite recueillait 14.000 voix.

Nous sommes également en désaccord avec les maximalistes sur d'autres questions de principe ; pour abrégé, nous joignons une copie du programme approuvé au congrès et qui est aujourd'hui le programme du Parti (malgré le changement de programme, pas un seul adhérent n'a quitté le parti), avec quelques-unes de nos observations.

¹ Comme on l'a vu, c'était aussi la préoccupation de Lénine, mais sa lettre n'était pas connue alors.

Il faut noter que nous n'entretenons pas de rapports de collaboration avec des mouvements étrangers au parti comme les anarchistes et les syndicalistes, parce que ceux-ci suivent des principes non communistes et sont opposés à la dictature prolétarienne ; ils nous accusent même d'être plus autoritaires et centralisateurs que les autres maximalistes du parti. Voyez à ce sujet les polémiques dans «Le Soviet».

En Italie, un travail complexe de clarification du programme et de la tactique communistes est nécessaire, et c'est à lui que nous consacrerons toutes nos forces. Si l'on ne réussit pas à organiser un parti qui s'occupe uniquement et systématiquement de la propagande et de la préparation communiste au sein du prolétariat, la révolution pourra être vaincue.

Dans le domaine tactique et spécialement en ce qui concerne la constitution des Soviets, il nous semble que même nos amis commettent des erreurs, avec le danger de tout limiter à une modification réformiste des syndicats de métier. On travaille en fait à constituer des comités d'usine, comme à Turin, et l'on réunit ensuite tous les commissaires d'une industrie donnée (métallurgie) qui prennent la direction du syndicat professionnel en nommant son comité exécutif.

On reste ainsi en dehors des fonctions politiques des Conseils ouvriers auxquelles il faudrait préparer le prolétariat, bien que, selon nous, le problème le plus important soit d'organiser un puissant parti de classe (parti communiste) qui prépare la conquête insurrectionnelle du pouvoir.

Nous désirons vivement connaître votre opinion :

- a) Sur l'électoratisme parlementaire et municipal et l'opportunité d'une décision de l'Internationale communiste sur ce sujet ;
- b) Sur la scission du parti italien ;
- c) Sur le problème tactique de la constitution des Soviets en régime bourgeois et sur les limites de cette action.

Nous vous saluons, ainsi que le grand prolétariat russe, pionnier du communisme mondial.

Naples, le 10 novembre 1919.

II

Fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien

[Retour à la table des matières](#)

Comité central Naples, Borgo S. Antonio Abate 221

Au comité central de la IIIe Internationale communiste. Naples, le 11 janvier 1920.

Très chers camarades,

Le 11 novembre nous vous avons déjà envoyé une communication. Nous utilisons la langue italienne, sachant que votre bureau est dirigé par la camarade Balabanova, qui la connaît très bien.

Notre mouvement a été constitué par ceux qui ont voté pour la tendance abstentionniste au congrès de Bologne. Nous vous adressons de nouveau notre programme et la motion qui l'accompagne. Nous espérons que les collections de notre journal, «Le Soviet», vous sont parvenues, et nous envoyons cette fois-ci des copies des deux premiers numéros de la nouvelle série dont la publication a commencé au début de l'année.

Le but de la présente lettre est de vous soumettre quelques observations à la lettre du camarade Lénine aux communistes allemands, que l'«Avanti!» du 31 décembre a reproduite de la «Rote Fahne»¹ du 20, de façon à bien vous préciser quelle est notre attitude politique.

Nous appelons tout d'abord votre attention sur le fait que dans le Parti socialiste italien il y a encore de ces socialistes opportunistes, du type de Kautsky et d'Adler, dont parle la première partie de la lettre de Lénine. Le parti italien n'est pas un parti communiste **et pas même un parti révolutionnaire** ; la majorité «maximaliste électoraliste» elle-même est plutôt sur le terrain des indépendants allemands. Au congrès, nous nous sommes opposés à elle non seulement pour la tactique électorale, mais aussi pour ce qui concerne l'exclusion du parti des réformistes dirigés par Turati.

Le désaccord entre nous et ces maximalistes qui ont voté à Bologne la motion Serrati n'est pas identique à celui qui sépare les partisans de l'abstentionnisme et les partisans de la participation électorale à l'intérieur du parti communiste allemand, **mais bien plutôt à celui qui sépare les communistes des indépendants.**

¹ Organe des communistes allemands.

Du point de vue programmatique, notre point de vue n'a rien à voir avec l'anarchisme et le syndicalisme. Nous sommes partisans du parti politique marxiste fort et centralisé dont parle Lénine, et nous sommes même les plus tenaces défenseurs de cette conception dans le camp des maximalistes. Nous ne préconisons pas le boycottage des syndicats économiques, mais leur conquête par les communistes, et nos directives sont celles que nous lisons dans une relation du camarade Zinoviev au congrès du Parti communiste russe publiée dans l'«Avanti!» du 1er janvier.

Quant aux **Conseils ouvriers**, ils n'existent en Italie que dans quelques localités, et ils sont seulement des Conseils d'usine, composés de commissaires d'atelier et s'occupant de questions intérieures à l'entreprise. Notre intention est au contraire de prendre l'initiative de la constitution de Soviets municipaux et ruraux, élus directement par les masses réunies par entreprises ou villages, car nous pensons qu'au cours de la préparation révolutionnaire, la lutte doit avoir un caractère essentiellement politique. Nous sommes pour la participation aux élections lorsqu'il s'agit d'une représentation de la classe ouvrière, quelle qu'elle soit, et donc lorsque seuls les travailleurs y prennent part. Nous sommes au contraire ouvertement opposés à la participation des communistes aux élections législatives, municipales ou provinciales, car nous retenons qu'il est impossible de mener une œuvre révolutionnaire dans les organismes correspondants, et nous croyons que l'action et la préparation électorales font obstacle à la formation au sein des masses laborieuses de la conscience communiste et à la préparation à la dictature prolétarienne opposée à la démocratie bourgeoise.

Participer à de tels organismes tout en évitant les déviations social-démocratiques et collaborationnistes constitue une solution qui n'existe pas en réalité dans la situation historique actuelle, comme les faits le démontrent même pour l'expérience parlementaire italienne actuelle. Nous sommes parvenus à de telles conclusions à partir de l'expérience de la lutte menée par l'aile gauche de notre parti, de 1910-1911 à aujourd'hui, contre tous les mensonges du parlementarisme, dans un pays qui est dirigé depuis longtemps par un régime démocratique bourgeois : la campagne contre le ministérialisme, contre les blocs électoraux avec des partis démocratiques, dans les élections législatives ou municipales, contre le maçonnerie et l'anticléricalisme bourgeois, etc. De cette expérience, nous tirons la conclusion que le plus grand danger pour la révolution socialiste est constitué par la collaboration avec la démocratie bourgeoise sur le terrain du réformisme social ; cette expérience s'est généralisée ensuite au cours de la guerre et des événements révolutionnaires de Russie, d'Allemagne, de Hongrie, etc.

L'intransigeance parlementaire était réalisable, avec des heurts et des difficultés continuels toutefois, dans une période non-révolutionnaire, lorsqu'on estimait impossible la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ; et les difficultés de l'action parlementaire sont d'autant plus grandes que le régime et la composition du parlement lui-même ont davantage un caractère traditionnellement démocratique. C'est avec ces

critères que nous comparerions la participation d'aujourd'hui avec celle des bolcheviks aux élections de la Douma après 1905.

La tactique suivie par les camarades russes à l'égard de la Constituante : participation aux élections, puis dissolution par la force de l'assemblée, même si elle n'a pas constitué une condition défavorable au succès dans ce cas, serait dangereuse dans des pays où la représentation parlementaire, au lieu d'être de formation récente, est une vieille et solide institution, bien ancrée dans les consciences et les habitudes du prolétariat lui-même.

Le travail nécessaire pour prédisposer les masses à l'abolition du système de représentation démocratique nous semble devoir être beaucoup plus vaste et substantiel qu'en Russie et peut-être en Allemagne, et la nécessité de donner le maximum d'intensité à cette propagande visant à abaisser l'institution parlementaire et à éliminer sa néfaste influence contre-révolutionnaire, nous a conduit à la tactique abstentionniste. Nous opposons à l'activité électorale la conquête violente du pouvoir politique par le prolétariat pour la formation de l'État des Conseils, et notre abstentionnisme ne découle donc nullement d'une négation de la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire centralisé. Nous sommes même opposés à la collaboration avec les anarchistes et les syndicalistes dans le mouvement révolutionnaire, parce qu'ils n'accepteront pas ces critères de propagande et d'action.

Les élections générales du 16 novembre, au cours desquelles le P.S.I. s'est pourtant présenté sur la plate-forme du maximalisme, ont prouvé une fois de plus que l'action électorale exclut et fait oublier toute autre activité, et surtout toute activité illégale. En Italie, le problème n'est pas d'unir l'action légale et l'action illégale, comme Lénine le conseille aux communistes allemands, mais de commencer à diminuer l'activité légale pour aborder l'activité illégale, qui fait complètement défaut.

Le nouveau groupe parlementaire s'est consacré à une œuvre social-démocratique et minimaliste, faisant des interpellations, préparant des projets de loi, etc.

Nous concluons cet exposé en vous déclarant que, selon toute probabilité, si nous sommes restés jusqu'ici au sein du P.S.I. et avons observé la discipline à l'égard de sa tactique, d'ici peu et peut-être avant les élections municipales qui auront lieu en juillet, notre fraction se séparera d'un parti qui veut conserver de nombreux anticommunistes, pour constituer le Parti communiste italien dont le premier acte sera de vous adresser son adhésion à l'Internationale communiste.

Saluts révolutionnaires.»

S'il en était besoin, ces deux lettres suffiraient déjà à convaincre le lecteur du fait que ce que nous avons longuement développé dans les paragraphes ci-dessus sur

notre **double** lutte contre le centrisme ¹ d'une part et la déviation anarcho-syndicaliste de l'autre n'est nullement une construction **a posteriori**, mais une réalité historique attestée par tous les documents d'époque.

En ce qui concerne les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires, notre polémique contre eux avait d'ailleurs des précédents remontant bien avant la guerre ². Les **Industrial Workers of the World** (I.W.W. ou, familièrement, woblies) avaient eu le mérite d'avoir organisé dès le début du siècle, contre l'**American Federation of Labor** (A.F.L.), un réseau de syndicats d'industrie ouverts à tous les ouvriers sans distinction de race, de nationalité ou de qualification, et tout spécialement aux manœuvres et aux émigrés surexploités, et d'avoir dirigé de puissantes grèves, avant et pendant la guerre, malgré les interdictions des bonzes confédéraux. Dans la période d'après-guerre, ces militants combattifs furent l'objet de persécutions féroces ; cela n'a rien d'étonnant puisqu'ils étaient les seuls à lancer le vieux cri de guerre prolétarien au pays de Cocagne de la prospérité capitaliste : «La classe ouvrière et la classe des entrepreneurs n'ont rien en commun [...]. Entre ces deux classes, la lutte ne peut cesser avant que les travailleurs du monde entier ne se soient organisés en classe, aient pris possession de la terre et des installations productives, et aient aboli le système salarial!». Leur combativité ne pouvait toutefois faire oublier qu'ils ne dépassaient, ni ne voulaient dépasser, la limite de l'association **syndicale**, conçue en outre comme une **forme intrinsèquement révolutionnaire** parce qu'organisée sur la base de l'industrie ; et que s'ils brandissaient le drapeau de l'action directe et de la grève générale, ils repoussaient par principe la **lutte politique** (dont ils ne parvenaient pas à comprendre qu'elle pouvait être autre chose qu'une lutte parlementaire) et donc son organe, le **parti de classe**, qui exprimait pour eux la domination des «chefs» sur les «masses», la grève générale leur apparaissant du reste comme un moyen miraculeux apte à provoquer **à lui seul**, uniquement en paralysant la production, l'écroulement du «système», sans insurrection armée et à plus forte raison sans dictature et sans terreur. D'autre part, ils s'imaginaient, comme les ordinovistes italiens, qu' «en s'organisant par l'industrie, on crée la structure de la nouvelle société au sein de l'ancienne», remplaçant ainsi le gradualisme réformiste par une sorte de «gradualisme révolutionnaire» excluant la prise du pouvoir politique : les syndicats «industriels» se seraient ensuite unis en un seul grand syndicat, **One Big Union**, qui aurait assumé la direction plus ou moins planifiée de l'économie socialiste. On trouvait donc chez eux un élément de syndicalisme à la Sorel ; même dans l'aile «politique» du mouvement, regroupée autour de Daniel de Leon et qui, en 1908, s'était séparée de la vieille organisation, le parti était réduit à remplir des fonctions purement éducatives, à éclairer les consciences.

¹ Compris dans un sens plus large que ne le faisaient les bolcheviks, puisque comme on l'a vu, nous y incluons les maximalistes Italiens et les indépendants allemands.

² Elle a été longuement exposée dans le volume 1 de « Storia della Sinistra comunista » dont un copieux résumé en français a paru dans les N° 28 et 29 (1964) et 31, 32 et 33 (1965) de « Programme Communiste ».

Les **Shop stewards**, forts surtout en Écosse et dans la métallurgie et les chantiers navals anglais, avaient au contraire constitué un réseau de «délégués d'atelier» élus directement par le personnel, dans lequel s'exprimait la volonté de lutte et le dégoût pour la pratique ultra-collaborationniste des Trade Unions de larges couches d'ouvriers non-qualifiés ; bien que sensibles, pendant les agitations, aux exigences de la centralisation des forces et des directives, ils restèrent toujours jalousement fidèles à un type d'association basé sur l'entreprise, localiste, autonomiste et fédératif ; le lieu de travail était pour eux, tout à la fois la source de l'instinct de classe et le terrain d'élection de la «démocratie ouvrière» authentique, la base de la nouvelle société et la clé de voûte du mode de production socialiste. Acteurs de grandes batailles, les **I.W.W.** comme les **shop stewards** divergeaient donc de la vision marxiste propre à la IIIe Internationale, tant sur le plan programmatique et tactique, que sur le plan des finalités et de la théorie : ils étaient antiparlementaires et abstentionnistes, mais par «horreur des chefs» ; ils étaient contre les syndicats traditionnels, mais parce qu'ils croyaient avoir découvert une **forme syndicale** (l'union industrielle ou le conseil d'usine) **intrinsèquement** révolutionnaire ; ils concevaient la société future en termes proudhoniens ou bakouniniens, comme un réseau de «communes» autonomes ou de «syndicats» se suffisant à eux-mêmes. Les lueurs de l'incendie d'Octobre les attiraient vers la IIIe Internationale (Rosmer, entre autres, reconnaîtra que presque tous avaient pris «L'État et la révolution» de Lénine pour une... révision du marxisme dans un sens anarchiste ou anarcho-syndicaliste, et les soviets pour une nouvelle édition des communautés autogérées de la mythologie libertaire), et Moscou inclinait à leur ouvrir la porte, à cause du robuste instinct de classé dont ils étaient animés et malgré leur horreur de la politique et du parti ¹. En les regroupant dans la catégorie du **syndicalisme**, l'article déjà cité du «Soviet», tout en reconnaissant la vigoureuse réaction au collaborationnisme (et même, en temps de guerre, au chauvinisme) de l'A.F.L. et des Trade Unions qu'ils incarnaient, précisait :

«Les syndicalistes [...] soutiennent que la lutte révolutionnaire est conduite par les syndicats économiques et non par le Parti politique ; ils voient dans la révolution le passage de la direction de la société aux syndicats, et non à l'État prolétarien et au gouvernement révolutionnaire ; dans la propriété communiste, non pas une propriété sociale, mais une propriété syndicale. La critique de cette école montre qu'elle constitue **une dégénérescence du marxisme sous l'influence des théories économiques bourgeoises**. Tout en reconnaissant que ses défenseurs sont sentimentalement révolutionnaires, il faut montrer que son programme est irréalisable et que les moyens correspondants, destinés à être écartés par les événements, sont non-révolutionnaires. Le programme de Moscou parle de «faire bloc» avec les syndicalistes qui acceptent la dictature. En mettant de côté la question de l'exactitude de l'expression bloc, nous observons que l'idée de dictature politique s'oppose au

¹ La longue lettre de l'Exécutif aux I. W. W. , en janvier 1920, les thèses et les discours au IIe Congrès en juillet-août, témoignent de l'effort patient et tenace déployé pour convaincre ces généreux prolétaires de ce que « le parti politique et l'organisation économique doivent marcher du même pas vers le but commun : l'abolition du capitalisme au moyen de la dictature du prolétariat et des Soviets, pour supprimer les classes et l'État ».

syndicalisme pur [...]. Il y a beaucoup à faire pour conduire les masses organisées sur le terrain économique à la conception politique de la révolution qui vit au sein du parti prolétarien ; si l'on n'y parvient pas, l'attitude des syndicats provoquera de douloureuses surprises, comme en Russie et en Hongrie.»

Les mois et les années qui suivirent démontrèrent aux bolcheviks que rien ne pouvait accomplir le miracle de faire adhérer, par exemple, les **I.W.W.** américains, les **shop stewards** britanniques ou, sur le plan politique, les syndicalistes français (les rares - et douteuses - exceptions individuelles confirmant la règle), aux positions classiques et invariantes du marxisme : ce qui valait déjà pour le K.A.P.D. allemand, sur lequel nous ne reviendrons pas ici, valait à **plus forte raison pour eux**. Quant aux syndicats, il sera même impossible d'obtenir leur adhésion en bloc à l'Internationale syndicale rouge fondée en 1921 pour s'opposer à l'Internationale d'Amsterdam.

Au congrès de mars 1919 où l'I.C. fut constituée, seuls quelques groupes et partis d'Europe occidentale avaient pu se faire représenter. Il n'y avait pas de délégués italiens ni français, et la délégation la plus importante, celle d'Allemagne, avait fait par la bouche d'Albert (pseudonyme d'Eberlein) de graves réserves sur l'opportunité de fonder officiellement l'Internationale. L'argument - typique du spartakisme - était que les masses n'auraient pas compris la nécessité d'une nouvelle organisation internationale et auraient même vu en elle un nouvel obstacle sur la voie de l'«unité» tellement attendue - comme si la tâche du parti de classe, en tant que «conscience» du prolétariat, n'était pas précisément d'anticiper sur les développements que les masses ne **ressentiraient** comme inévitables **que plus tard** et de les orienter dès le début dans ce sens. Quoi qu'il en soit la résistance obstinée du délégué allemand, lié par un mandat impératif, faillit aboutir à l'ajournement de la constitution du Komintern, le K.P.D. étant, en mars 1919, le seul grand parti communiste existant en Europe, en outre auréolé par le sacrifice de ses meilleurs militants, alors qu'en Angleterre et en Amérique, le mouvement ouvrier était hétérogène, fragmenté en nombreux courants ; les partis ou les groupes déjà formés en Suisse, en Autriche¹, en Scandinavie, en Hollande étaient minuscules et d'une solidité douteuse ; les noyaux communistes en étaient au stade embryonnaire en France, tandis que, comme on sait, la Fraction Communiste Abstentionniste n'était même pas encore officiellement constituée en Italie.

La France se trouvait précisément être un des rares pays dont nous ayons pu connaître directement la situation, grâce à une conversation avec Louise Saumoneau, représentant ce **Comité pour l'adhésion à la IIIème Internationale** (auparavant **Comité pour la reprise des relations internationales**, qui fit adhérer des groupes

¹ Durant le Premier Congrès, le délégué de l'Autriche fut - avec les Balkaniques, les Finlandais, les Hongrois, les Suisses et les Scandinaves - un des plus chauds partisans de la fondation immédiate de l'Internationale (sur laquelle nous étions également d'accord). Mais son jugement hyper-optimiste sur la situation générale en Europe correspondait à l'immaturation théorique d'un mouvement qui, en cette même année 1919, se lancera dans des putschs aventureux, aussitôt suivis de répressions qui feront de dangereuses coupes sombres dans ses rangs.

ouvriers minoritaires aux conférences de Zimmerwald et Kienthal) auquel on devait la première initiative pour la formation d'un nouveau parti en rupture avec la S.F.I.O. enfoncée jusqu'au cou dans la boue de l'«union sacrée». La composition du **Comité** était toutefois très hétérogène, les syndicalistes comme Monatte, Monmousseau, Péricat, Rosmer dominant un groupe peu nombreux de socialistes de gauche (Loriot, Cartier) ; et si l'on ne pouvait dénier aux premiers un fort sentiment révolutionnaire, il était tout à fait clair qu'un parti communiste solidement lié aux principes marxistes ne pouvait guère naître sur cette base (il naîtra malheureusement en 1920 sur des bases encore plus douteuses). Nous reproduisons ici le commentaire du «Soviet» du 20 octobre 1919 sur la rencontre avec la camarade française, pour démentir une fois de plus les «reconstitutions» posthumes qui assimilent la Gauche en Italie aux différentes «oppositions» de type anarcho-syndicaliste

«En conversant avec la camarade Louise Saumoneau

A l'occasion du congrès national, nous avons également approché la valeureuse camarade Louise Saumoneau, qui représente l'extrême gauche du mouvement socialiste français et le groupe de camarades qui a résisté à l'infatuation patriotique en France.

Louise Saumoneau n'est pas favorable pour le moment à une scission du parti socialiste français, bien qu'il regroupe des éléments conciliateurs et anti-révolutionnaires par excellence. Ceux qui soutiennent l'adhésion à la IIIe Internationale sont peu nombreux dans le parti, et ils ne pourraient constituer un parti à eux seuls. Louise Saumoneau participe, avec des éléments anarchistes et syndicalistes de la gauche de la Confédération Générale du Travail, au Comité pour la IIIe Internationale, qui mène son activité malgré les mille restrictions policières du gouvernement démocratique de la République. La situation des communistes français est assez scabreuse, pris comme ils le sont entre le réformisme dominant dans le Parti socialiste et les courants anarcho-syndicalistes qui ne pourraient être représentés - Louise Saumoneau est de notre avis sur ce point - dans un Parti communiste adhérent à l'Internationale de Moscou.

L'impression que nous rapportons de la vive et limpide exposition faite par la camarade est que, bien qu'en France aussi les masses, tourmentées par la situation économique, tendent à acquérir un état d'esprit révolutionnaire, il est fort peu probable que puisse se former rapidement en France un fort parti fondé sur le programme de la IIIe Internationale.»

Le diagnostic sera malheureusement confirmé les années suivantes, lorsque le parti français, constitué d'une droite et d'un centre mal contre balancés par une gauche non intégralement communiste, naviguera comme un bateau sollicité par des courants contraires, et que l'Internationale devra intervenir de façon répétée pour le remettre dans la bonne voie, quitte à constater un peu plus tard qu'elle avait été une nouvelle fois perdue.

Comme Louise Saumoneau, l'Anglaise Sylvia Pankhurst (elles désertèrent toutes deux le mouvement communiste dès 1920) avait assisté au congrès de Bologne, puis participé à la réunion internationale d'Imola, le 10 octobre 1919. Reproduisant un article de cette représentante de la **Socialist Worker's Federation** - un des nombreux groupes extrémistes d'Angleterre - le «Soviet» du 20 octobre observait combien tardait à apparaître dans la classe ouvrière anglaise l'idée, que nous partageons avec tous les marxistes, «d'une activité politique qui ne soit pas parlementaire, mais qui mène l'action révolutionnaire de classe, qui est une action essentiellement politique». La suite ne confirmera que trop ce retard historique, et montrera accessoirement que, bien qu'elle ait été abstentionniste, Sylvia Pankhurst était plus proche de l'«Ordine nuovo» que de nous.

A la réunion internationale d'Imola, placée sous l'égide maximaliste, et de caractère tout platonique, avaient participé des délégués suisses et autrichiens et, en la personne du Français Paul Faure, la fine fleur du social-démocratisme d'alors. Elle avait exprimé sa totale adhésion aux principes de la IIIe Internationale, encore inconnus de tous ou presque, et elle avait chargé le P.S.I. de convoquer une conférence internationale destinée à préparer «un comité de coordination de la préparation à la dictature [!!!] qui, dans l'immédiat, organise pratiquement le sabotage et le boycottage des moyens militaires envoyés par l'Entente aux ennemis de la République des Soviets en Russie». Elle avait également décidé de lancer un manifeste aux travailleurs de tous les pays pour confirmer la rupture avec tous ceux qui avaient trahi l'internationalisme pendant la guerre et inviter les camarades des divers pays à travailler pour le détachement de leurs partis respectifs de la IIème Internationale et leur adhésion à la IIIe. Inutile de dire que ni la conférence ni le manifeste ne virent jamais le jour...

Comme on voit, le bilan est maigre, et il explique pourquoi, dès 1919-1920, notre courant s'est trouvé constituer, bien malgré lui, le **seul** courant de gauche communiste en Europe.

8.14 - En manière de conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Si la polémique contre la tactique des **non-marxistes** qui s'étaient décerné à eux-mêmes le titre de «communistes de gauche» avait été subordonnée à une polémique essentiellement théorique, on aurait évité des équivoques qui, par la suite, devaient se révéler pernicieuses, et ce fut précisément un des buts de la bataille de

notre Fraction au IIème Congrès¹ que d'obtenir ce résultat capital, en ce qui concerne non seulement les «communistes de gauche», mais tout groupe ou parti désirant adhérer à l'Internationale.

De toute façon, la réponse de Lénine dans «La Maladie infantile» s'inscrit dans le plan des bolcheviks qui, pris dans l'étau d'une situation mondiale dramatique, s'efforçaient de forger l'Internationale avec les forces «disponibles», même décevantes et manquant de maturité, comptant sur leur direction de fer et sur de puissantes luttes de classe **qui pouvaient encore avoir une issue positive** pour en remodeler les matériaux constitutants. En 1918, Lénine avait écrit :

«L'histoire [...] a pris un chemin si particulier qu'elle a **donné naissance**, vers 1918, à deux moitiés dépareillées de socialisme, proches l'une de l'autre, exactement comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme mondial. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, de toute évidence, la réalisation matérielle des conditions économiques, productives, économique-sociales du socialisme d'une part, et de ses conditions politiques d'autre part. Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec une extrême facilité, toute la coquille de l'impérialisme (faite, malheureusement, de l'acier le meilleur, et que ne peuvent briser de ce fait les efforts de **n'importe quel...** poussin) et elle assurerait à coup sûr la victoire du socialisme mondial, sans difficultés ou avec des difficultés négligeables, à condition évidemment de considérer «les difficultés» à l'échelle mondiale et non à celle des philistins petits-bourgeois»².

Jusqu'au printemps de 1920, les deux «moitiés du socialisme» étaient malheureusement restées dépareillées. C'est seulement dans la conjoncture qui s'ouvre alors que la dictature bolchevique semble avoir des chances de recevoir d'Europe centrale et en particulier d'Allemagne non plus seulement «les leçons du capitalisme» pour «combattre au besoin par des moyens barbares la barbarie russe» (Lénine), mais l'oxygène d'une puissante poussée révolutionnaire. Comme nous avons essayé de le montrer ci-dessus, il est pourtant clair que les conditions subjectives indispensables à une issue victorieuse de la crise ne sont pas à la hauteur des potentialités objectives de la situation mondiale : les «conditions politiques», dont l'organe-parti est la plus importante, sont loin d'être aussi mûres que les «conditions matérielles». Cela se traduit dans le fait que l'encadrement théorique, programmatique et donc organisationnel des avant-gardes ouvrières est trop défectueux pour assurer à la poussée instinctive des masses la ferme direction dont elle aurait besoin. La situation étant pressante dans le monde comme en Russie, on peut dire qu'en tant que mouvement organisé (ou «parti formel»), nous étions nés trop tard. Mais comme

¹ La présente étude constitue le ch. 5 du volume 2 de « Storia della Sinistra » qui vient d'être publié en Italie par notre parti. L'étude du IIe Congrès constitue le ch. 9 dont la traduction sera publiée dans les deux prochains numéros de « Programme Communiste ».

² Tiré d'un « opuscule de 1918 » cité par Lénine au début de son discours sur « L'impôt en nature », 1921. La traduction que nous donnons ici suit de plus près l'original que la traduction officielle. (Cf. Lénine, « Œuvres complètes », vol. XXXII.)

d'autre part, ce qui importait n'était pas une assimilation purement intellectuelle de la théorie, mais sa traduction dans la pratique, dans le combat militant, selon l'exemple incomparable donné par l'Octobre rouge et la guerre civile qui suivit en Russie, on peut dire qu'à cet égard nous étions nés trop tôt. Il aurait fallu du temps pour que les deux branches de ces ciseaux se referment, mais le temps manquait. C'est cette réalité objective qui conditionnait les bolcheviks lorsqu'ils s'efforçaient de «prendre par la main» un mouvement qui n'était pas mûr, mais dont ils savaient bien que leur propre sort dépendait. Elle nous conditionnait tout autant, dans la situation pratique différente où nous nous trouvions, car voyant disparaître les possibilités révolutionnaires **à brève échéance**, nous nous préoccupions d'en sauver les conditions subjectives **pour l'avenir**, sans pouvoir néanmoins fermer les yeux sur le terrible dilemme dans lequel ce déphasage enfermait la révolution, **surtout là où elle avait remporté la victoire**. A la base de la tentative des bolcheviks, il y avait des déterminations objectives, si bien que tout en sentant les dangers qu'elle comportait et que nous montrions ouvertement, **nous ne pouvions pas ne pas lui prêter notre concours** ; tout ce que nous pouvions faire, c'était de nous efforcer dans la mesure de nos moyens d'en réduire au minimum les terribles risques ¹.

Telle est la première réponse à faire aux historiens qui, cédant à l'éternelle tentation des **si** et des **mais**, demandent avec regret pourquoi nous ne nous sommes pas faits les promoteurs d'une opposition internationale de gauche à ce moment-là ou six ans plus tard. La seconde réponse est tellement simple qu'elle en paraît banale : même à supposer que nous l'ayons voulue, **toutes** les conditions d'une tentative de ce genre faisaient défaut, et en premier lieu, la plus essentielle de toutes : la parfaite homogénéité **théorique**. Une fois écartés pour des raisons de principe le K.A.P.D., les tribunistes hollandais, les ouvriéristes anglais, les déléonistes américains, qui se situaient tous hors du marxisme, il ne restait rien, pas le moindre courant proche de nos thèses. Ce ne sont pas des partis comme ceux de Belgique ou de Suisse ou le groupe surtout hongrois réuni autour de la revue viennoise «Kommunismus» qui pouvaient combler ce vide, car leur consistance théorique était douteuse. Tout ce qu'ils avaient de commun avec nous était un vague abstentionnisme, que nous ne considérions pas **en soi** comme une caractéristique de la gauche communiste, à plus forte raison s'il était purement occasionnel, lié à telle année ou tel semestre, à tels chefs ou sous-chefs ! Or l'abstentionnisme des deux premiers ne passa pas le cap de l'année 1920 ; quant au troisième, il n'était favorable au boycottage des élections et du parlement **qu'en période révolutionnaire**, ce que même un... Lévi admettait ! D'ailleurs, en théorie, ce groupe avait l'éclectisme de Lukács et en politique, celui de Bela Kun ². Nous qui demandions que l'Internationale

¹ On verra dans le prochain numéro comment nous avons obtenu au IIe Congrès que les « conditions d'admission » à l'Internationale soient rendues plus sévères.

² « Le Soviet » du 28 mars publia le programme abstentionniste du parti belge et une brève note approuvant les critiques adressées aux indépendants allemands par le journal suisse « Le Phare » parut dans le numéro du 15 février. En ce qui concerne les abstentionnistes anglais, nous avons déjà mentionné ci-dessus la note du « Soviet » du 20 octobre 1919. Quant à notre critique des I. W. W. et des déléonistes, elle rentrait dans le cadre de celle que nous faisons de l'ordinovisme.

établisse un barrage contre toutes les infiltrations étrangères, nous étions bien décidés à en imposer un semblable dans notre propre camp, et c'est pourquoi au IIe Congrès nous demandâmes que seuls votent nos thèses abstentionnistes les groupes d'accord avec leur impostation marxiste générale. Rares furent ceux qui les votèrent, et encore prouvèrent-ils à brève échéance qu'ils étaient en désaccord avec nous précisément sur des questions de fond. Ayant critiqué la méthode des fusions entre partis ou débris de partis employée par le Komintern, il est de même bien clair que nous ne pouvions pas suivre à notre tour cet exemple en constituant une opposition intérieure de gauche privée de toute homogénéité. C'est pour cette raison de principe qu'en 1926, nous avons repoussé une semblable proposition de Korsch¹, et nous aurions répondu de la même façon en 1920 à quiconque nous aurait offert de constituer le « bloc » traditionnel, ce que personne ne fit d'ailleurs.

Le mouvement communiste d'alors avait atteint son zénith avec le bolchevisme, qui avait rigoureusement défini les grandes questions de théorie, de but final, de principes et de programme. Certes, il restait à compléter cette œuvre grandiose par une systématisation correspondante des problèmes de tactique et d'organisation des partis en voie de formation, mais on ne pouvait le faire qu'en travaillant **sur cette base**, en lui apportant la contribution d'un bilan des luttes de classe et des batailles révolutionnaires séculaires de l'Europe pleinement capitaliste. Pour cela, il fallait garder intact **ce patrimoine commun**, au lieu de l'altérer et de le déformer comme les immédiatistes et les spontanéistes à la Pannekoek-Gorter. Il fallait, en les transposant dans l'aire du capitalisme développé, dégager en pleine lumière ses implications tactiques et organisationnelles, dans la nette conscience du fait que le moindre écart dans ce domaine risque de conduire tôt ou tard à une déviation **des principes**. Le même cours historique qui « vers 1918 » avait donné naissance « à deux moitiés

Enfin, si « Le Soviet » a publié un article de Lukacs, dans un but d'information et de discussion, il dit clairement que cela n'impliquait nullement une adhésion totale aux thèses qui y étaient exposées.

¹ Korsch avait adhéré à l'U. S. P. D. en 1917 et au V. K. P. D. en 1920. En octobre 1923, il entra dans le gouvernement social-démocrate de Thuringe comme ministre de la justice aux côtés de deux autres députés communistes. Député au Reichstag de 1924 à 1928, il fut délégué au Ve Congrès de l'I. C. (1924) et exclu en 1926 comme « ultra-gauchiste ». C'est alors qu'il fit à la Gauche d'Italie la proposition ci-dessus mentionnée, à laquelle Amadeo Bordiga répondit le 28 octobre 1926, par une lettre en « cinq points » dans laquelle il repoussait la définition de la révolution russe comme « révolution bourgeoise » pure et simple donnée par Korsch; condamnait la tactique qu'il proposait comme « trop élastique »; refusait de « condamner la récente soumission » de l'opposition russe comme une trahison, autant que de se solidariser « inconditionnellement » avec toutes les positions qu'elle avait prises; estimait que la politique de scission préconisée par Korsch donnerait aux adversaires de la « bolchevisation » « des possibilités encore moindres de modifier le cours de la lutte de classe » que le fait de rester dans les partis sans renoncer à « dénoncer l'orientation qui y prévaut » et enfin repoussait la moindre solidarité avec des éléments « ayant eu des coresponsabilités récentes dans des directions de droite ou du centre » et passés à l'opposition uniquement à cause de « l'impossibilité de conserver la direction d'un parti en accord avec le centre international », comme par ex. Ruth Fisher et Cie en Allemagne. Nous publierons d'ailleurs cette lettre, assortie de l'indispensable commentaire, dans un numéro ultérieur de cette revue.

dépareillées de socialisme» avait voulu que, dans la moitié occidentale, les partis qui se proclamaient communistes adoptent la doctrine et le programme des bolcheviks sans s'être complètement débarrassés des traditions parlementaire et légaliste, comme le parti communiste allemand de 1920, ou bien adhèrent au Komintern sans même avoir assimilé cette doctrine et ce programme et en restant enfoncés jusqu'au cou dans cette tradition, comme le Parti Socialiste d'Italie et, ajouterons-nous, le Parti «Communiste» issu de la scission de Tours en France¹. Il avait voulu, d'autre part, que des regroupements imperméables à la théorie marxiste restaurée par les camarades russes expriment souvent mieux que les partis «communistes» eux-mêmes l'élan de classe du prolétariat, son anti-parlementarisme et son anti-conformisme instinctifs. Certes paradoxale, telle était pourtant la dure réalité. Dans ces conditions, le bolchevisme risquait fort d'être accepté dans «l'accessoire» et rejeté dans «l'essentiel». Le danger était que «La Maladie infantile» de Lénine soit applaudie à cause de sa polémique contre l'abstentionnisme, qui visait en réalité les résurgences anarchistes ou syndicalistes, et que ce qui en faisait la substance révolutionnaire, à savoir la condamnation du parlementarisme, du démocratism, du fédéralisme et la revendication de la dictature et de la centralisation soit oublié ; et, inversement, que les principes qu'elle défendait, à savoir le parti comme organe de la classe, la direction de la révolution et de la dictature par le parti, le pouvoir prolétarien comme arme de la transformation économique à l'échelle mondiale, soient rejetés par haine de l'anti-abstentionnisme qui y était défendu par Lénine. Il n'y avait encore rien de volontariste dans l'effort de l'Exécutif de Moscou pour discipliner les partis ou les groupes qui s'approchaient de l'Internationale et pour en accélérer la maturation en dirigeant centralement l'action à l'échelle mondiale : cet effort répondait à leurs tâches de militants et aux exigences objectives de cette phase de l'histoire et était totalement exempt du «praticisme» et de l'«empirisme» qui triompheront plus tard. C'est si vrai que dans les thèses rédigées par Lénine et ses camarades pour le IIe Congrès, il n'y a pas une seule question tactique qui ne soit posée en étroite liaison avec les questions de principe, si bien qu'aujourd'hui encore les communistes révolutionnaires doivent se reporter à elles, car elles sont une conquête théorique définitive. Pour notre part, nous les aurions voulu plus complètes et surtout plus rigides dans leurs applications tactiques, c'est-à-dire différentes en **degré**, mais non en nature².

Seul l'avenir pouvait dire si nous avons raison de craindre que les insuffisances tactiques se transforment en une débandade théorique et finalement en un abandon total de la doctrine, du but final, des principes et du programme. Nous devons nous battre pour que cela n'arrive pas, en ne faisant jamais de nécessité vertu et en tâchant de sauvegarder au moins une base solide d'où le mouvement pût repartir dans l'avenir, pour le cas où le cours pris par l'histoire dans la phase d'alors aurait été irréversible et où nous n'aurions pas réussi à nous imposer. Les «esprits pratiques» peuvent sourire de notre «entêtement» **à ne pas capituler** : nous leur répondrons que c'est à un

¹ Cf. En appendice, « Le Parti communiste allemand ».

² Cf. « A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne », in « Programme Communiste », N° 55, avril-juin 1972.

«entêtement» semblable qu'avait tenu la force des bolcheviks et que c'est eux qui nous en avaient donné l'exemple. Nous n'aspirions pas à des trophées de victoire **pour nous** : nous sentions le devoir de lutter pour que le mouvement communiste mondial sorte vainqueur d'un dur combat et c'est uniquement pour que cette perspective se réalise que nous avons multiplié les cris d'alarme.

Quand furent connues en Italie la lettre de Lénine aux «communistes italiens, français et allemands» et la circulaire Zinoviev sur «Le parlement et la lutte pour les Soviets»¹, nous y avons répondu avec des arguments relevant de la même doctrine et du même programme que ceux des bolcheviks, repoussant tout rapprochement entre nous et les immédiatistes soi-disant «de gauche», héritiers du démocratisme dans sa version anarcho-syndicaliste. C'est donc au nom des principes que le mouvement prolétarien occidental avait précisément tant de mal à assimiler parce qu'il était malade d'individualisme, de démocratisme et de légalisme que nous avons mis l'Internationale en garde contre un laxisme excessif dans le domaine de la tactique et de l'organisation ; et si nous l'avons avertie du danger qu'il y avait à surestimer certains partis et groupes bâtards sous le prétexte que leur conduite pendant la guerre avait été «honorable», c'est parce que nous savions bien que, même s'ils se pliaient à la discipline de l'Internationale, ils n'abandonneraient jamais leurs vieilles habitudes, surtout si celle-ci laissait les problèmes tactiques à l'appréciation des sections nationales au lieu de les trancher centralement. De même, nous avons osé dire que la nécessité de conserver le pouvoir en Russie risquait de prévaloir **matériellement** sur les intérêts impérieux du mouvement communiste mondial², et nous avons mis les bolcheviks en garde contre ce danger et contre celui de séparer le programme de ses applications tactiques comme la circulaire de Zinoviev tendait déjà à le faire.

S'ils daignent relire les articles reproduits ci-dessous, nous défions les «historiens» au service de l'opportunisme d'y trouver quoi que ce soit qui leur permette d'imputer notre abstentionnisme à une horreur anarchiste pour la «politique», les «chefs» et le «pouvoir» ou de prétendre que, chez nous comme chez certaines «gauches» allemandes, il allait de pair avec un abandon de la lutte économique ou des syndicats, en dehors des cas prévus par les thèses du IIe Congrès elles-mêmes. Nous les défions de démontrer qu'en défendant une tactique de non-participation au parlement, nous rejetions en même temps les principes que Moscou affirma énergiquement en juillet-août 1920 devant les délégués de 37 pays et que les soi-disant partis communistes d'aujourd'hui ont reniés plus de trente-sept fois. Bien pires que les maximalistes qui ont accepté l'accessoire, c'est-à-dire le parlementarisme révolutionnaire, et ignoré l'essentiel, c'est-à-dire la condamnation de principe du parlementarisme et du démocratisme, ils ont enterré les deux à la fois en pratiquant le parlementarisme tout court et le culte de la démocratie. Et tandis que nous nous battions contre l'admission dans l'Internationale de partis ou de fractions hétérogènes

¹ Les deux textes sont reproduits dans l'appendice.

² Cf. dans l'appendice l'article « Lénine et l'abstentionnisme ».

et d'origine douteuse, ils naviguent depuis trente ans dans les eaux du polycentrisme, des voies nationales et du «chacun pour soi».

Quand nous avons appris que l'Internationale des Jeunesses communistes s'était constituée les 22-26 novembre 1919 au cours d'une réunion secrète tenue à Berlin sur la base du programme de la IIIe Internationale, nous nous sommes réjouis de ce qui nous apparaissait à juste titre comme une nouvelle grande conquête dans cette année de terribles défaites chaque fois surmontées. Cette fondation témoignait du fait que la jeunesse communiste aurait ce que la jeunesse socialiste n'avait jamais eu : une organisation internationale **militante** qui au lieu de se voir tristement confinée dans des tâches mesquines d'«éducation», embrasserait l'ensemble des activités politiques dans le cadre de la doctrine et du programme marxistes. C'était là un immense bond en avant, la liquidation de tout un passé, mais nous aurions souhaité que ce ne fût pas le dernier, et qu'avec toutes les vieilleries social-démocrates, on mît également au pilon la formule «selon nous équivoque et anti-communiste» disant qu'il ne fallait «renoncer à aucun moyen». Servant à justifier le «moyen» parlementaire dont l'emploi était en outre laissé à l'appréciation des organisations nationales qui devaient trancher cas par cas, elle pouvait être invoquée pour avaliser n'importe quelle manœuvre en contradiction ou même en opposition directe avec le programme de la nouvelle Internationale, comme cela se produisit effectivement plus tard.

Notre réaction ne fut pas moins caractéristique lors de la dissolution du Sub-Bureau d'Amsterdam en mai 1920. Créé en novembre 1919 sur la demande expresse de Lénine par le Hollandais Rutgers, ce Bureau devait être un centre de propagande communiste pour l'Europe occidentale et l'Amérique et il avait commencé à publier un bulletin en trois langues. Il devait prendre des contacts avec des groupes et des partis de cette aire géographique et organiser une conférence internationale pour laquelle il avait rédigé un ensemble de thèses, en particulier sur les questions parlementaire et syndicale. Cette conférence qui s'était tenue à Amsterdam les 3-8 février avec la participation de délégués américains, anglais, hollandais, belges, et d'Allemands arrivés avec un retard considérable s'était déroulée de façon confuse et très critiquée et avait finalement approuvé des résolutions dont les plus importantes concernaient les syndicats et la question de l'«unité». Elles étaient assez différentes de celles que le Sub-Bureau avaient précédemment rédigées, et lorsqu'elles furent publiées par l'«Ordine nuovo» (1re année, N° 43), le «Soviet» jugea que leur première partie était contradictoire, peut-être en raison d'une rédaction hâtive, mais leur seconde partie acceptable dans l'ensemble. En effet, la première partie affirmait à la fois que les associations économiques et syndicales «peuvent devenir des moyens de la lutte révolutionnaire et de construction de la société communiste» et avec un manque de logique évident que «le développement de l'impérialisme les enfonce **définitivement** dans le capitalisme» en les transformant en organisation de l'aristocratie ouvrière, comme si, en Occident, elles n'avaient pas en réalité regroupé une majorité et parfois la quasi-totalité des salariés industriels et agricoles! De la même façon, elle affirmait qu'il fallait continuer à développer une agitation révolutionnaire dans leurs rangs et encourager la transformation des syndicats de

métier en syndicats d'industrie présentant le double avantage d'«être calqués sur les formes capitalistes actuelles» et «animés d'un esprit de lutte pour le pouvoir politique et économique» ; mais d'autre part, elle ajoutait qu'il fallait constituer à côté de ces syndicats des organisations d'entreprise telles que commissions d'atelier, comités ouvriers, conseils économiques des ouvriers et groupes communistes d'usine, jugeant que non seulement celles-ci constituaient «des moyens pour pousser les syndicats à une action plus révolutionnaire», mais qu'«au moment de la crise, elles pouvaient donner naissance aux Soviets». Très proches de la conception des I.W.W. américains et de l'«Ordine nuovo», ces deux dernières positions étaient en revanche à l'opposé de la nôtre. La seconde partie de ces thèses était par contre juste, puisqu'elle reconnaissait que «l'organisation par industries ne suffit pas à renverser le capitalisme» et niait qu'elle permît aux travailleurs de «développer la nouvelle société au sein de l'ancienne» en leur apprenant à «assumer la direction technique de l'industrie» de façon à la «contrôler graduellement». Mais cela revenait à envoyer au diable toute l'idéologie conseilliste et ordinoviste affleurant dans la première partie ¹, ce qui autorise à supposer des divergences de fond, en particulier parmi les dirigeants hollandais du Bureau d'Amsterdam ².

Reprochant au Bureau d'Amsterdam d'avoir organisé la conférence de février sans son accord, d'avoir voté des résolutions s'écartant de celles qui étaient en préparation pour le IIe Congrès, mais qui étaient déjà partiellement connues par des documents, des lettres et des thèses dues aux représentants les plus importants du Komintern et enfin d'avoir salué la naissance du K.A.P.D. en avril, l'Exécutif de l'I.C. décida le 15 mai 1920 de dissoudre le Bureau d'Amsterdam et de transmettre ses fonctions au Bureau pour l'Europe occidentale existant à Berlin. Par malheur, les thèses de ce dernier reflétaient cette fois le «possibilisme» du K.P.D., tirant d'un jugement pessimiste sur les perspectives révolutionnaires immédiates en Occident des conclusions tactiques on ne peut plus quiétistes et légalistes et déduisant du fait que les partis communistes européens étaient tout à fait minoritaires dans les masses laborieuses qu'il était prudent de se rapprocher de l'U.S.P.D.!

Devant la décision de l'Exécutif, le «Soviet» ³ réaffirma explicitement que «**le critère fondamental de la centralisation de l'action révolutionnaire** autorise l'organe de l'Internationale à interpréter, dans l'intervalle des Congrès mondiaux réguliers, les directives qui doivent être suivies dans l'action». Il confirma son accord total avec les bolcheviks qui condamnaient le boycott des syndicats existants et la prétention de les remplacer par de **nouvelles** organisations économiques

¹ Idéologie qui, comme nous l'avons amplement montré ci-dessus, constituait tout autant que le «socialisme parlementaire» une négation du «problème fondamental de la conquête révolutionnaire du pouvoir».

² Le fait que dans le parti hollandais, des militants aient eu des divergences avec les conceptions théoriques et tactiques de Pannekoek et Gorter est confirmé par la lettre du 30 Juin de D. I. Wijnkoop à Lénine reproduite en annexe à «La Maladie infantile» et par les déclarations de celui-ci au IIe Congrès où il était délégué.

³ Cf. «Les tendances au sein de la IIIe Internationale» en appendice.

«constitutionnellement» révolutionnaires en quelque sorte et présentées de surcroît comme des substituts du parti politique. Il désapprouva totalement la demande des «Hollandais» qui auraient voulu qu'on admette les conseils d'usine dans la IIIe Internationale, ayant lui-même toujours affirmé que seuls des partis politiques (communistes, bien entendu) pouvaient y adhérer, et ne manqua pas l'occasion de se démarquer une fois de plus de l'abstentionnisme anarchisant. Par contre, il ne dissimula pas son inquiétude devant le fait que le Bureau d'Amsterdam avait été désavoué non tant à cause des résolutions votées en février qu'en raison de «son attitude à juste raison batailleuse et intransigeante envers les opportunistes, les Indépendants, les reconstituteurs» auxquels allaient à l'époque toutes les nostalgies du Parti communiste allemand. Il souligna que malgré le caractère contradictoire de certaines formulations, la conférence de février avait du moins eu le mérite de proclamer que «les social-patriotes et les opportunistes, **surtout lorsqu'ils se déclarent de gauche**, sont les ennemis les plus dangereux de la révolution prolétarienne»; que collaborer avec eux signifie «contrarier gravement le développement du mouvement communiste», et que les tolérer sous le prétexte de l'unité signifie violer cette véritable unité révolutionnaire qui consiste «moins dans l'acceptation formelle de principes généraux que dans l'accord sur l'action fondamentale»¹. **Dans ce sens** et du fait qu'elle avait demandé une scission rapide d'avec les opportunistes, Amsterdam avait finalement été plus fidèle que Berlin à la tradition bolchevique authentique. Il se pouvait bien que le Sub-Bureau dissous n'ait pas été entre des mains tout à fait sûres mais, étant données les circonstances, le nouveau Bureau de Berlin n'offrait pas de meilleures garanties. Chassé par la porte, le danger de droite ne risquait-il pas de rentrer dans l'Internationale par la fenêtre en provenance d'Allemagne, malgré la lutte glorieuse du prolétariat de ce pays?

C'est donc dans un esprit d'adhésion enthousiaste à l'œuvre de restauration intégrale du marxisme accomplie par les bolcheviks, mais aussi avec la volonté inébranlable de la défendre, **au besoin en polémiquant avec eux**, contre les attaques sournoises des «proches», des «cousins», des convertis de fraîche date ou plutôt des partisans de la «mode du jour» que la Gauche marxiste d'Italie se prépara à dire son mot à la tribune tout autre que parlementaire du IIe Congrès de l'Internationale.

¹ Cette formule n'était guère satisfaisante, et « Le Soviet » du 25 avril la commentait en disant : « Nous pensons que l'unité doit être une unité de principes et d'action ». A ce propos, Lénine que l'opportunisme se plaît à présenter comme le « politicien » qui ne s'embarrasse pas de « dogmes » ni de théories (!) dira aux Indépendants au IIe Congrès : je ne conteste pas votre désir d'« agir en révolutionnaires »; « je dis que vous ne savez pas penser en révolutionnaires ». Les « Œuvres complètes », XXI, p. 258 traduisent le « **denken** » de Lénine par « raisonner ». Qui donc, Messieurs les opportunistes, était avec Lénine, les « talmudistes », les « dogmatiques ». ou les « innovateurs », les hommes du « jour après jour »?

Annexes au Chapitre VIII

[Retour à la table des matières](#)

Salut aux communistes italiens, français et allemands !

(Lénine, Œuvres complètes, Ed. du Progrès, Moscou, T. 30, p. 46)

Bien maigres sont les informations qui nous parviennent de l'étranger. Le blocus des rapaces impérialistes joue à plein, les plus grandes puissances du monde s'abattent sur nous avec violence, afin de rétablir le pouvoir des exploités. Et toute cette haine bestiale des capitalistes de Russie et du monde entier est, bien entendu, masquée par de belles phrases sur la haute valeur de la «démocratie»! Le camp des exploités reste fidèle à lui-même : il fait passer la démocratie bourgeoise pour la «démocratie» en général, et tous les philistins, tous les petits bourgeois de faire chorus avec ce camp, tous, jusque et y compris les sieurs Friedrich Adler, Karl Kautsky et la plupart des chefs du Parti social-démocrate «indépendant» d'Allemagne (c'est-à-dire qui ne dépend pas du prolétariat révolutionnaire, mais dépend des préjugés petits-bourgeois).

Mais plus les nouvelles que nous recevons en Russie de l'étranger se font rares, et plus grande est notre joie de constater les progrès gigantesques, généralisés, du communisme parmi les ouvriers de tous les pays du monde, les progrès de la rupture de ces masses avec les chefs pourris et traîtres qui, de Scheidemann à Kautsky, sont passés aux côtés de la bourgeoisie.

Au sujet du parti italien, nous avons seulement appris que son Congrès a voté à une immense majorité l'adhésion à la III^e Internationale et le programme de dictature du prolétariat. Ainsi, le Parti socialiste italien s'est rallié de fait au communisme, bien que, malheureusement, il ait encore conservé son ancienne appellation. Salut chaleureux aux ouvriers italiens et à leur parti!

A propos de la France, nous savons seulement que rien qu'à Paris, il existe déjà deux journaux communistes : l'Internationale, sous la direction de Raymond Péricat, et le Titre interdit sous la direction de Georges Anquetil. Une série d'organisations prolétariennes ont déjà adhéré à la III^e Internationale. Les sympathies des masses ouvrières sont incontestablement du côté du communisme et du pouvoir des Soviets.

Au sujet des communistes allemands, nous avons seulement appris que dans plusieurs villes il existe une presse communiste. Ces journaux portent souvent le titre de Drapeau Rouge. Le Drapeau Rouge de Berlin paraît illégalement ; il mène une lutte héroïque contre les bourreaux Scheidemann-Noske qui, dans leurs actes, se prosternent devant la bourgeoisie, comme se prosternent devant elle les «indépendants» dans leurs paroles et dans leur propagande «idéologique» (petite-bourgeoise).

La lutte héroïque du journal communiste berlinois, le Drapeau Rouge, force l'admiration sans réserve. Voici enfin en Allemagne des socialistes honnêtes et sincères, demeurés fermes et inflexibles malgré toutes les persécutions, malgré les lâches assassinats des meilleurs chefs! Voici enfin des ouvriers communistes en Allemagne qui mènent une lutte héroïque digne en fait d'être qualifiée de «révolutionnaire»! Enfin, des profondeurs de la masse prolétarienne a surgi en Allemagne une force pour laquelle les mots «révolution prolétarienne» sont devenus une vérité!

Salut aux communistes allemands!

Les Scheidemann et les Kautsky, les Renner et les Friedrich Adler, si grande que soit peut-être la différence entre ces messieurs en ce qui concerne leur honnêteté personnelle, se sont révélés dans une mesure égale des petits bourgeois, les plus vils félons et traîtres au socialisme, des partisans de la bourgeoisie, car, en 1912, ils ont tous rédigé et signé le Manifeste de Bâle sur la guerre impérialiste imminente, tous parlaient alors de la «révolution prolétarienne» et tous se sont révélés en fait des démocrates petits-bourgeois, les paladins des illusions petites-bourgeoises républicaines et démocratiques bourgeoises, les auxiliaires de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Les persécutions forcenées qui se sont abattues sur les communistes allemands les ont aguerris. S'ils sont aujourd'hui jusqu'à un certain point dissociés, cela atteste l'envergure et le caractère de masse de leur mouvement, la puissance de l'élan du communisme jailli des profondeurs des masses ouvrières. La dissociation est inévitable pour un mouvement aussi furieusement persécuté par les bourgeois contre-révolutionnaires et leurs valets, les Scheidemann-Noske et qui est contraint de s'organiser illégalement.

Il est naturel d'autre part qu'un mouvement qui grandit aussi vite et qui est persécuté avec cet acharnement suscite des divergences assez aiguës. Il n'y a là rien de terrible. C'est une maladie de croissance.

Que les Scheidemann et les Kautsky exultent dans leurs journaux Vorwärts et Freiheit à propos des divergences entre communistes. A ces paladins du philistinisme pourri, il ne reste rien d'autre à faire qu'à masquer leur pourriture par des insinuations à l'adresse des communistes. Mais, si l'on envisage le fond de la question, Il faut être

aveugle pour ne pas voir maintenant la vérité. Et cette vérité, c'est que les scheidemaniens et les kautskistes ont le plus basement trahi la révolution prolétarienne en Allemagne, ils l'ont trahie, ils sont passés en fait dans le camp de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Dans son excellente brochure *Entre la première et la deuxième révolution*, Heinrich Laufenberg l'a montré et démontré avec une vigueur, une précision, une clarté, une force de persuasion remarquables. Les divergences entre scheidemaniens et kautskistes sont des divergences de partis en décomposition, agonisants, où les chefs restent sans masse, les généraux sans armée. La masse abandonne les scheidemaniens et passe aux kautskistes, à cause de leur aile gauche (on peut s'en convaincre en consultant n'importe quel compte-rendu de réunion de masse) ; or, cette aile gauche allie sans égard aux principes, peureusement, les vieux préjugés de la petite bourgeoisie sur la démocratie parlementaire à la reconnaissance communiste de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat, du pouvoir des Soviets.

Sous la pression des masses, les chefs pourris des «Indépendants» reconnaissent tout cela en paroles, mais ils restent en fait des démocrates petits-bourgeois, des «socialistes» du type Louis Blanc et autres nigauds de 1848, que Marx a si impitoyablement raillés et stigmatisés.

Ces divergences-là sont en effet inconciliables. Entre les petits bourgeois qui, comme ceux de 1848, vouent un culte à la «démocratie» bourgeoise dont ils ne saisissent pas le caractère bourgeois, et les révolutionnaires prolétariens, la paix ne saurait s'instaurer. Ils ne peuvent travailler en commun. Haase et Kautsky, Friedrich Adler et Otto Bauer peuvent tourner et virer autant qu'il leur plaira, noircir des montagnes de papier, prononcer d'interminables discours, ils ne sauraient escamoter le fait qu'ils se montrent pratiquement absolument incapables de comprendre la dictature du prolétariat et le pouvoir soviétique, qu'ils sont pratiquement des démocrates petits-bourgeois, des «socialistes» à la manière de Louis Blanc et de Ledru Rollin, que, dans le meilleur des cas, ils sont en fait un jouet entre les mains de la bourgeoisie et, dans le pire, ses serviteurs directs.

Les «indépendants», les kautskistes, les social-démocrates autrichiens sont en apparence un parti unique ; en fait, la masse des membres de leur parti n'est pas solidaire des chefs quant au fond, dans les questions principales, essentielles. La masse engagera la lutte révolutionnaire prolétarienne pour le pouvoir des Soviets, dès que viendra le moment d'une nouvelle crise, tandis que les «chefs» demeureront, alors comme aujourd'hui, des contre-révolutionnaires. Rester assis entre deux chaises n'est pas difficile en paroles, et Hilferding en Allemagne, Friedrich Adler en Autriche, offrent de magnifiques exemples de la noblesse de cet art.

Mais, dans le feu de la lutte révolutionnaire, les hommes occupés à concilier l'inconciliable seront comme des bulles de savon. C'a été le cas de tous les héros «socialistes» de 1848, ç'a été le cas de leurs propres frères, les menchéviks et les

socialistes-révolutionnaires de Russie, en 1917-1919, c'est le cas de tous les paladins de la II^e Internationale, Internationale de Berne ou Internationale jaune.

Les divergences entre communistes sont d'un autre ordre. Ceux-là seuls qui s'y refusent ne peuvent pas voir de différence essentielle. Ce sont des divergences entre les représentants d'un mouvement de masse rapidement accru. Ce sont des divergences sur une seule base essentielle, commune, solide comme le roc : celle de la reconnaissance de la révolution prolétarienne, de la lutte contre les illusions démocratiques bourgeoises et le parlementarisme démocratique bourgeois, de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets.

Sur une telle base, les divergences ne sont pas à redouter : c'est une maladie de croissance et non pas une décrépitude sénile. Le bolchévisme lui-même a maintes fois connu des divergences de ce genre et même de petites scissions à cause de discussions analogues, mais au moment décisif, au moment de la conquête du pouvoir et de l'instauration de la République soviétique, il s'est montré uni, il a gagné à lui ce qu'il y avait de meilleur dans les courants de la pensée socialiste qui lui étaient proches ; il a rallié autour de lui toute l'avant-garde du prolétariat et l'immense majorité des travailleurs.

Il en sera de même pour les communistes allemands.

Les scheidemaniens et les kautskistes continuent à discourir sur la «démocratie» en général, ils vivent encore dans les idées de 1848, ils sont des marxistes en paroles, des Louis Blanc dans les faits. Ils dissertent sur la «majorité», croyant que l'égalité des bulletins de vote signifie l'égalité de l'exploité et de l'exploiteur, de l'ouvrier et du capitaliste, du pauvre et du riche, de l'affamé et du rassasié.

D'après les scheidemaniens et les kautskistes, il apparaît que les débonnaires, honnêtes, nobles et paisibles capitalistes n'ont jamais employé la force de la richesse, la force de l'argent, le pouvoir du capital, le joug de la bureaucratie et de la dictature militaire, mais qu'ils ont réglé les affaires véritablement «selon la majorité»!

Les scheidemaniens et les kautskistes (en partie par hypocrisie, en partie par une extrême stupidité, acquise durant des dizaines d'années d'action réformiste) maquillent la démocratie bourgeoise, le parlementarisme bourgeois, la république bourgeoise, en présentant les choses de façon à faire croire que les capitalistes règlent les affaires de l'État selon la volonté de la majorité, et non selon celle du capital, par les moyens de la duperie, de l'oppression, de la violence exercée par les riches sur les pauvres.

Les scheidemaniens et les kautskistes sont prêts à «reconnaître» la révolution prolétarienne, mais seulement ainsi : il faut d'abord, tout en maintenant la force, le pouvoir, le joug, les privilèges du capital et de la richesse, obtenir un vote de la majorité (l'appareil du pouvoir d'État qui organise les élections étant bourgeois) «en

faveur de la révolution»!! Il est difficile d'imaginer l'insondable stupidité petite-bourgeoise que révèle cette manière de voir, l'insondable crédulité petite-bourgeoise (Vertrauensduselei) à l'égard des capitalistes, de la bourgeoisie, des généraux, de l'appareil bourgeois du pouvoir d'État.

En réalité, c'est la bourgeoisie précisément qui a toujours fait preuve d'hypocrisie en appelant «démocratie» l'égalité purement formelle, alors qu'en réalité, elle exerçait la violence sur les pauvres, les travailleurs, les petits paysans et les ouvriers, par d'innombrables moyens de duperie, d'oppression, etc. La guerre impérialiste (que les Scheidemann et les Kautsky ont maquillée honteusement), a dévoilé tout cela aux yeux de millions d'hommes. La dictature du prolétariat est l'unique moyen de défense des travailleurs contre le joug du capital, contre la violence de la dictature militaire de la bourgeoisie, contre les guerres impérialistes. La dictature du prolétariat est l'unique étape menant à l'égalité et à la démocratie en fait, non pas sur le papier, mais dans la vie, non pas dans de belles phrases politiques, mais dans la réalité économique.

Les Scheidemann et les Kautsky ne l'ont pas compris et se sont révélés de méprisables traîtres au socialisme et des défenseurs des idées bourgeoises.

• • •

Le parti kautskiste (ou «indépendant») périlite et périra bientôt inéluctablement ; il se décomposera par suite des désaccords entre ses membres, révolutionnaires dans leur masse, et ses «chefs» contre-révolutionnaires.

Le Parti communiste se renforcera et se trempera, en surmontant précisément des divergences pareilles (quant au fond) à celles que connut le bolchévisme.

Les divergences entre communistes allemands se ramènent, autant que je puisse en juger, à «l'utilisation des possibilités légales» (comme s'exprimaient les bolchéviks en 1910-1913), à l'utilisation du parlement bourgeois, des syndicats réactionnaires, de la «loi sur les Conseils» (Betriebsratgesetz), dénaturés par les scheidemaniens et les kautskistes, à la participation à ces institutions ou à leur boycottage.

Nous, les bolchéviks russes, avons connu précisément ce genre de divergences en 1906 et en 1910-1912. Et nous voyons bien que beaucoup de jeunes communistes allemands manquent simplement d'expérience révolutionnaire. S'ils avaient vécu deux révolutions bourgeoises (1905 et 1917), ils ne prêcheraient pas aussi catégoriquement le boycottage, Ils ne tomberaient pas par moments dans les erreurs du syndicalisme.

C'est une maladie de croissance. Elle passera à mesure que grandira le mouvement, et il grandit à merveille. Contre ces erreurs évidentes il faut lutter ouvertement, en s'efforçant de ne pas exagérer les divergences, car chacun doit se

rendre compte que dans un proche avenir la lutte pour la dictature du prolétariat, pour le pouvoir des Soviets, éliminera la plupart de ces désaccords.

Du point de vue de la théorie marxiste comme du point de vue de l'expérience de trois révolutions (1905, février 1917, octobre 1917), je tiens pour absolument erroné le refus de participer au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires (de Legien, de Gompers, etc.), aux «Conseils» ouvriers ultra-réactionnaires, dénaturés par les scheidemaniens, etc.

Parfois, dans un cas isolé, dans un pays pris à part, le boycottage est juste, comme était juste, par exemple, le boycottage de la Douma tsariste par les bolchéviks, en 1905. Mais ces mêmes bolchéviks ont pris part à la Douma de 1907, beaucoup plus réactionnaire, voire nettement contre-révolutionnaire. Les bolchéviks ont pris part aux élections à l'Assemblée constituante bourgeoise en 1917 ; et, en 1918, nous l'avons dissoute, au grand effroi des démocrates petits-bourgeois, des Kautsky et autres renégats du socialisme. Nous avons participé aux syndicats ultra - réactionnaires, nettement menchéviks, qui ne le cédaient en rien (quant à leur nature contre-révolutionnaire) aux syndicats de Legien, les plus infâmes et les plus réactionnaires d'Allemagne. Même aujourd'hui, deux ans après la conquête du pouvoir d'État, nous n'avons pas encore fini de lutter contre les vestiges des syndicats menchéviks (c'est-à-dire scheidemaniens, kautskistes, gompersiens, etc.) : à tel point ce processus est long ! A tel point est grande, dans telles localités ou dans telles professions, l'influence des idées petites-bourgeoises !

Autrefois, nous étions en minorité dans les Soviets, dans les syndicats, dans les coopératives. Au prix d'un travail, d'une lutte de longue haleine - avant comme après la conquête du pouvoir politique - nous avons gagné la majorité dans toutes les organisations ouvrières, puis dans les organisations non ouvrières également, et enfin dans les organisations de petits paysans.

Seuls des misérables ou des benêts peuvent croire que le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité en participant aux élections organisées sous le joug de la bourgeoisie, sous le joug de l'esclavage salarié, et après seulement conquérir le pouvoir. C'est le comble de la stupidité ou de l'hypocrisie, c'est substituer à la lutte de classes et à la révolution des votes sous l'ancien régime, sous l'ancien pouvoir.

Le prolétariat mène sa lutte de classe sans attendre un vote pour déclencher une grève, encore que pour le succès complet de la grève la sympathie de la majorité des travailleurs (et donc de la majorité de la population) soit nécessaire. Le prolétariat mène sa lutte de classe et renverse la bourgeoisie, sans attendre aucun vote préalable (organisé par la bourgeoisie et réalisé sous son joug) ; ce faisant, le prolétariat sait parfaitement que pour gagner sa révolution, pour arriver à renverser la bourgeoisie. la sympathie de la majorité des travailleurs (et donc de la majorité de la population) est absolument nécessaire.

Les crébins parlementaires et les Louis Blanc modernes «exigent» à tout prix un vote, un vote organisé à tout prix par la bourgeoisie, pour déterminer la sympathie de la majorité des travailleurs. Mais c'est là un point de vue de pédants, de cadavres ou d'habiles trompeurs.

La vie réelle, l'histoire des véritables révolutions montrent que très souvent la «sympathie de la majorité des travailleurs» ne peut être démontrée par aucun vote (à plus forte raison quand il s'agit de votes organisés par les exploités, avec «égalité» de l'exploiteur et de l'exploité!). Très souvent «la sympathie de la majorité des travailleurs» est démontrée, de façon générale, non par des votes, mais par la croissance d'un des partis, ou par l'accroissement du nombre de ses membres dans les Soviets, ou par le succès d'une grève qui, pour une raison quelconque, a revêtu une très grande importance, ou par un succès de guerre civile, etc., etc.

L'histoire de notre révolution a montré, par exemple, que la sympathie de la majorité des travailleurs pour la dictature du prolétariat, sur les espaces infinis de l'Oural et de la Sibérie, avait été révélée non par des votes, mais par l'expérience du pouvoir exercé pendant un an par le général tsariste Koltchak sur l'Oural et la Sibérie. Ajoutons que le pouvoir de Koltchak avait également commencé, par le règne d'une «coalition» des scheidemaniens et des kautskistes (en russe : des «menchéviks» et des «socialistes-révolutionnaires», partisans de l'Assemblée constituante), de même qu'aujourd'hui, en Allemagne, messieurs Haase et Scheidemann, avec leur «coalition», frayent la voie au pouvoir de von Goltz ou de Ludendorff et couvrent, maquillent ce pouvoir. Entre parenthèses : la coalition gouvernementale Haase-Scheidemann a pris fin, mais la coalition politique de ces traîtres au socialisme demeure. La preuve en est : les livres de Kautsky, les articles de Stampfer dans le *Vorwärts*, les articles des kautskistes et des scheidemaniens sur leur «union», etc.

La révolution prolétarienne est impossible sans la sympathie et le soutien de l'immense majorité des travailleurs pour leur avant-garde : le prolétariat. Mais cette sympathie, ce soutien ne se gagnent pas d'emblée, ne se décident pas par des votes ; on les conquiert au prix d'une lutte de classe difficile, dure, de longue haleine. La lutte de classe que mène le prolétariat pour gagner la sympathie, pour gagner le soutien de la majorité des travailleurs ne cesse pas quand le prolétariat a conquis le pouvoir politique. Après la conquête du pouvoir, cette lutte se poursuit, mais sous d'autres formes. Dans la révolution russe est intervenu un concours de circonstances exceptionnellement favorables pour le prolétariat (dans sa lutte pour sa dictature), car la révolution prolétarienne s'est faite alors que le peuple entier était armé et que toute la paysannerie voulait que le pouvoir des grands propriétaires fût renversé, alors que toute la paysannerie était indignée par la politique «kautskiste» des social-traîtres, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Mais même en Russie, où, au moment de la révolution prolétarienne, la situation était exceptionnellement favorable, où une remarquable union de tout le prolétariat, de toute l'armée, de toute la paysannerie, s'était faite d'emblée ; même en

Russie, la lutte du prolétariat réalisant sa dictature, la lutte du prolétariat pour gagner la sympathie, le soutien de la majorité des travailleurs, s'est poursuivie pendant des mois et des années. Au bout de deux ans, cette lutte est presque terminée, mais elle ne l'est pas encore tout à fait à l'avantage du prolétariat. En deux ans, nous n'avons fait que conquérir définitivement la sympathie et le soutien de l'immense majorité des ouvriers et des paysans travailleurs de Grande-Russie, y compris l'Oural et la Sibérie ; mais nous n'avons pas encore achevé de gagner la sympathie et le soutien de la majorité des paysans travailleurs (à la différence des paysans exploités) d'Ukraine. La puissance militaire de l'Entente pourrait nous écraser (et pourtant elle ne nous écrasera pas) ; mais, à l'intérieur de la Russie, nous jouissons maintenant d'une si solide sympathie d'une si forte majorité des travailleurs, que le monde n'a encore jamais vu d'État plus démocratique.

Si l'on réfléchit à l'histoire de la lutte du prolétariat pour le pouvoir, lutte complexe, difficile, de longue haleine, aux formes extrêmement variées, lutte extraordinairement abondante en brusques changements, revirements, passages d'une forme à l'autre, l'erreur de ceux qui veulent «interdire» la participation au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux comités tsaristes ou scheidemaniens de délégués ouvriers, ou aux Conseils d'usine, etc., etc., apparaîtra nettement. Cette erreur est due au manque d'expérience de révolutionnaires héroïques, profondément sincères, profondément convaincus, issus de la classe ouvrière. Voilà pourquoi Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont eu mille fois raisons lorsqu'en janvier 1919, ils ont vu et signalé cette erreur, mais ont préféré rester avec les révolutionnaires prolétariens qui se trompaient dans une question de peu d'importance, plutôt qu'avec les traîtres au socialisme, les scheidemaniens et les kautskistes qui, eux, ne se trompaient pas dans la question de la participation au parlement bourgeois, mais avaient cessé d'être des socialistes pour devenir des démocrates philistins, des auxiliaires de la bourgeoisie.

Mais une erreur est une erreur, et il faut la critiquer, Il faut lutter pour la corriger.

Il faut que la lutte contre les traîtres au socialisme, scheidemaniens et kautskistes, soit implacable, mais il ne faut pas la mener pour ou contre la participation aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, etc. Ce serait une faute évidente et ce serait une faute encore plus grave d'abandonner les idées du marxisme et sa ligne pratique (parti politique ferme, centralisé) pour les idées et la pratique du syndicalisme. Il faut faire en sorte que le parti prenne part aussi aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux «Conseils d'usine» mutilés, châtrés par les Scheidemann partout où il y a des ouvriers, où l'on peut parler à des ouvriers, influencer sur la masse ouvrière. Il faut coûte que coûte allier le travail illégal à l'action légale ; il importe que le parti illégal, ses organisations ouvrières exercent sur l'activité légale, méthodiquement et sans défaillance, le contrôle le plus rigoureux. Ce n'est pas facile, mais dans la révolution prolétarienne il n'y a pas, il ne peut y avoir de tâches «faciles», de moyens «faciles» de lutte.

Cette tâche ardue doit être accomplie coûte que coûte. Ce qui nous différencie des scheidemaniens et des kautskistes, c'est non seulement (et ce n'est pas tant) qu'ils n'admettent pas l'insurrection armée, tandis que nous l'admettons, mais la différence essentielle, capitale, c'est que sur tous les terrains d'activité (dans les parlements bourgeois, dans les syndicats, dans les coopératives, dans la presse, etc.) ils font une politique inconséquente, opportuniste ou même nettement une politique de félonie et de trahison.

Contre les social-traîtres, contre le réformisme et l'opportunisme! Cette ligne politique peut et doit être menée sur tous les terrains de lutte, sans exception. C'est alors que nous gagnerons à nous la masse ouvrière. Et avec la masse ouvrière, l'avant-garde du prolétariat, le parti politique marxiste centralisé, conduira le peuple par la bonne voie vers la dictature victorieuse du prolétariat, vers la démocratie prolétarienne qui remplacera la démocratie bourgeoise, vers la République des Soviets, vers le régime socialiste.

La III^e internationale a remporté en quelques mois des victoires brillantes, sans précédent. Elle grandit à une allure surprenante. Les erreurs particulières et les maladies de croissance ne doivent pas nous faire peur. Tout en les critiquant ouvertement et sans réticence, nous ferons en sorte que, bientôt, dans tous les pays civilisés, la masse ouvrière, formée à l'école marxiste, chassera loin d'elle les traîtres au socialisme, les scheidemaniens et les kautskistes de toutes les nations (car ces types existent dans toutes les nations).

La victoire du communisme est inéluctable. Il triomphera.

10 octobre 1919.

La lettre de Lénine

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», 3^{ème} année, Nr. 2, 11 janvier 1920)

L'influence très grande qu'exerce la sage parole du grand communiste nous oblige à commenter sa dernière lettre, publiée dans l'«Avanti» il y a quelques jours et dans laquelle il conseille aux communistes allemands de participer au parlement bourgeois. Une autre fois, dans une lettre adressée au camarade Serrati, Lénine avait déjà approuvé la résolution du Parti socialiste italien de participer aux élections législatives, en opposition à notre point de vue résolument abstentionniste. Dans ces deux lettres, Lénine, qui sait combien son prestige est grand, se hâte de préciser que ses informations sont rares, afin de mettre en garde ceux qui voudraient prendre trop à

la lettre son jugement, dont il admet lui-même qu'il est peut-être inexact par manque de données précises.

Depuis Zimmerwald, Lénine connaît l'aversion décidée du Parti socialiste italien pour la guerre. En dehors de notre pays, cette attitude, ainsi que son adhésion à la III^e Internationale, a crédité ce dernier d'une réputation supérieure à ses mérites, en le faisant passer pour un parti nettement révolutionnaire, ce qui est loin d'être exact.

La répercussion de la guerre au sein du parti a moins été le produit d'une appréciation théorique que d'une réaction sentimentale et donc souvent absurde et contradictoire.

Parmi nos camarades, même les meilleurs, nombreux sont ceux qui, adversaires acharnés de la guerre, se déclarent en même temps hostiles à toute espèce de violence. Parmi les réformistes les plus endurcis, beaucoup ont été contre la guerre, tout en acceptant l'idée de défense de la patrie. Pour beaucoup, ce fut par calcul, par prudence, rarement par conviction intime. C'est pourquoi l'opposition à la guerre n'a pas dépassé la protestation verbale. Pendant la crise de Caporetto, le P.S.I. ne tenta même pas de tirer parti de ce moment difficile pour la bourgeoisie qui put sortir sans encombre de ce mauvais pas. A ce moment-là, mais aussi plus tard, le parti s'attacha plutôt à se disculper, alors que la bourgeoisie voulait lui faire endosser une part de responsabilité dans cette défaite, au lieu de revendiquer celle qui lui revenait, sa propagande constante contre la guerre n'ayant pas été sans quelque fruit.

Pendant des journées, Turati, orateur du groupe parlementaire, faisait écho au président du conseil qui incitait à la résistance au cri de : «La patrie est sur le Grappa!» et dans le journal il pouvait parler du «péril extérieur» (le «second ennemi») sans soulever la moindre protestation du parti, ou plutôt avec son accord presque général.

Combien rares furent ceux qui, à ce moment-là, restèrent inébranlables et n'invoquèrent pas la victoire démocratique et libératrice des armées de l'Entente qui aurait réalisé l'évangile wilsonien! Les plus malins se turent, attendant l'heure propice de la lutte électorale pour présenter aux masses un beau certificat d'opposition à la guerre, et ce sont seulement les moins prudents qui parlèrent et en payent aujourd'hui les conséquences.

En ce qui concerne l'opposition à la guerre, donc, bien peu peuvent en revendiquer le mérite. Que dire alors de l'adhésion à la III^e Internationale! La manière dont elle a été votée, par acclamations, permet de juger avec quelle sincérité, quelle conscience elle fut donnée!

Ceux qui sont loin et ont des nouvelles peu précises, comme le camarade Lénine, considèrent que le parti socialiste italien est dans son ensemble

authentiquement révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il s'est déjà épuré de toutes les vieilles tares social-démocratiques.

Qui sait ce que penserait Lénine s'il savait, par exemple, que les militants italiens auxquels il s'adresse et qu'il prend pour des communistes sont simplement des socialistes (différence dont désormais l'importance n'est plus mise en doute par personne)? Ou s'il savait, par exemple, qu'il y a dans le parti des social-démocrates beaucoup plus à droite que le traître-renégat Kautsky, des ennemis bien plus déclarés et tenaces du bolchevisme que lui, et cela par la volonté du directeur de «Communisme» et des maximalistes opposés aux propositions de scission faites par notre fraction, sous le prétexte qu'il fallait sauvegarder l'unité du parti étant donnée l'imminence de la bataille... électorale, afin de conquérir un plus grand nombre de sièges au Parlement.

Lénine dit qu'on ne peut faire la paix et travailler avec les Kautsky, Adler, etc. ; pour nous, maintenant, il ne s'agit pas seulement de travailler ensemble, mais bien, malheureusement, de vivre dans le même parti, avec la même discipline et (ô ironie!) le même programme... électoral.

Il ne s'agit pas davantage d'unir le travail illégal au travail légal ; malheureusement pour nous, on ne fait que ce dernier, le seul qu'une large fraction du parti juge utile et convenable de faire, considérant qu'il est le seul vraiment révolutionnaire.

En ce qui concerne la participation au parlement bourgeois conseillée aux communistes allemands, on ne peut pas objecter l'attitude différente observée par les bolcheviks à propos de la Douma, car les deux choses ne sont pas comparables. Pour nous la raison fondamentale de la non-participation repose surtout sur l'évaluation de la période historique que nous traversons, et nous jugeons, comme nous l'avons d'autre part amplement développé, qu'en période révolutionnaire la tâche unique du parti communiste est de consacrer toute son activité à la préparation de l'action révolutionnaire tendant à abattre par la violence l'État bourgeois et à préparer la réalisation du communisme.

Dans cette question extrêmement importante est impliquée toute la fonction essentielle du parti, comme cela est apparu nettement en Allemagne où tous les partisans de l'action parlementaire, les Scheidemann et les Kautsky, se révélèrent des opportunistes au moment de l'écroulement de l'Empire.

Dans des pays qui n'ont pas de tradition démocratique, comme la Russie, c'est aux moments critiques que l'opportunisme se révèle ; dans nos pays de vieille démocratie, au contraire, nous n'avons pas besoin d'attendre ce genre de crises pour juger certaines fractions dont la conduite a toujours été opportuniste, collaborationniste et anti-révolutionnaire, comme la fonction parlementaire l'exige et l'impose.

Nous nous étonnons que Lénine mette dans le même sac, comme s'il s'agissait de la même chose, la renonciation à participer aux parlements bourgeois et le refus de quelques communistes allemands d'entrer dans les syndicats réactionnaires, conseils d'usine, etc. Pour nous, il s'agit de deux choses qui ne peuvent être assimilées l'une à l'autre. Le parlement est un organe bourgeois, sa fonction exclusive est de défendre les intérêts de la bourgeoisie et il disparaîtra lors du renversement de la domination bourgeoise. Le syndicat ouvrier, au contraire, est un organe strictement de classe, et, même si son œuvre est aujourd'hui réactionnaire du fait de l'inconscience de ses chefs, on peut et on devra le ramener à sa véritable fonction.

Du moment que le parlement doit être abattu, les communistes n'ont pas intérêt à y intervenir ; il n'en est pas de même du syndicat, du conseil ouvrier, etc., qui, en régime bourgeois, ne font œuvre révolutionnaire qu'autant qu'ils sont pénétrés d'esprit communiste, agissent sur les directives des communistes, sous leur impulsion et leur contrôle et qui, en régime communiste, seront des organes agissants utiles, et pas seulement en raison de leur structure.

Si les communistes allemands veulent boycotter ces organisations ouvrières, il se peut que ce soit pour des raisons de sécurité, pour se soustraire aux persécutions des espions que cette canaille social-démocratique de Noske y a répandus ; mais s'ils le font par penchant pour la conception anarcho-syndicaliste de la révolution, inutile de rappeler que nous sommes des adversaires résolus d'une telle attitude parce que parfaitement d'accord avec Lénine sur la nécessité d'un parti politique fort et centralisé qui soit le cerveau, l'âme et le guide du prolétariat dans sa lutte d'émancipation.

C'est dans ce but que nous continuons notre action opiniâtre pour que les communistes se séparent des sociaux-démocrates, cette scission étant pour nous indispensable à la victoire du communisme.

Lénine et l'abstentionnisme

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», 3^{ème} année, Nr. 4, 1er février 1920)

Le camarade Graziadei, exposant il y a quelques jours aux socialistes français la situation du Parti socialiste italien et faisant allusion au fonctionnement de la Troisième Internationale, a rappelé que Lénine est si favorable à une raisonnable autonomie de l'action pratique dans les différents pays qu'il s'est félicité de la décision prise par le Congrès de Bologne de participer aux élections générales du parlement bourgeois, résolution pourtant combattue par une minorité convaincue de mieux interpréter la pensée du grand homme politique de la Russie socialiste.

Cette minorité ayant défendu et amplement discuté la thèse de la non-participation aux élections législatives dans ce journal avant même de l'exposer au congrès de Bologne, il faut maintenant faire la lumière sur cette affirmation peu exacte du camarade Graziadei.

La tendance communiste abstentionniste n'a jamais, quoi qu'on dise, prétendu être la plus fidèle interprète de la pensée de Lénine. Elle a toujours soutenu que le bolchevisme russe n'a rien de nouveau du point de vue théorique, comme Lénine lui-même le reconnaît ; le bolchevisme n'est en effet rien d'autre que le retour au marxisme le plus rigide et le plus sévère : dans toutes ses affirmations et ses polémiques, c'est au reste à lui que Lénine fait constamment appel.

La coïncidence fréquente entre nos directives et celles de Lénine démontre que les deux courants sont issus du même tronc et se développent dans la même direction.

Si nous avons soutenu et soutenons la non-participation du P.S.I. au parlement et autres organes de l'État bourgeois, c'est parce que nous jugeons que la période historique actuelle est révolutionnaire, que dans une telle période, la fonction spécifique du parti est d'abattre l'État bourgeois, et qu'il doit la remplir.

Cette manière de voir qui est la nôtre coïncide exactement avec une des conclusions du rapport de Lénine au Congrès de la Troisième Internationale de Moscou.

Nous donnons une valeur beaucoup plus grande que ne le fait Lénine à cette non-participation, car nous considérons qu'elle est d'autant plus nécessaire et impérieuse que les pays occidentaux sont plongés depuis plus longtemps dans les délices de la civilisation démocratique chère à Turati et aux siens, et que les racines de celle-ci sont d'autant plus difficiles à arracher.

Nous considérons que la contradiction évidente entre les conclusions du rapport et les deux lettres du même Lénine résulte du peu d'importance qu'il attribue aux institutions démocratiques, qui en Russie n'ont eu qu'une vie brève et précaire et qui, n'étant pas familières aux masses, n'ont pas pu exercer sur elles une grande influence comme chez nous, où celle-ci a été encore renforcée par les partis de gauche et en particulier par le P.S.I. qui pendant des années a assidûment travaillé à valoriser ces institutions.

Quant à l'autonomie de la tactique dans les diverses nations, nous sommes résolument contre. Depuis quelque temps, au contraire, nous insistons pour que les représentants des partis de la Troisième Internationale se réunissent à nouveau en congrès, précisément pour se mettre d'accord sur la tactique et l'unifier.

L'absence d'une rigoureuse uniformité dans la tactique fut une des causes de la grande faiblesse de l'Internationale d'avant-guerre et elle a eu les conséquences les plus pénibles et les plus malheureuses.

Répéter la même erreur dans la Troisième Internationale signifierait l'exposer à de nouvelles surprises et à de cruelles désillusions.

L'uniformité de la tactique a pour nous une importance capitale. Parmi les questions de tactique, celle de la participation ou non aux élections bourgeoises a le premier rang, car elle marque la nette séparation entre les partisans de la social-démocratie et les partisans de la dictature du prolétariat : c'est sur ces deux conceptions profondément antithétiques que les socialistes doivent se polariser ; toute transaction entre elles est équivoque et engendre la confusion. La connivence ultérieure de ces deux groupes dans le même parti est une cause de faiblesse pour l'un et l'autre, mais elle est surtout nocive pour la tendance communiste qui, étant apparue la dernière, doit s'isoler et avoir sa physionomie propre, si elle veut se faire sa place.

Que tous les camarades de notre tendance étudient bien ce moment délicat de sa vie et de son développement, qu'ils pèsent bien les dangers et, s'il y en a, les avantages de la participation aux élections pour pouvoir trancher sérieusement la question.

Au-dessus des sentiments et des habitudes, il y a les grands devoirs de l'heure, qui n'autorise ni faiblesses, ni tergiversations, ni accommodements, mais exige des résolutions fermes, franches, rectilignes, exclusivement inspirées par les intérêts suprêmes de la cause prolétarienne.

Le Parlement et la lutte pour les Soviets

[Retour à la table des matières](#)

(Lettre-circulaire du Comité exécutif de l'Internationale communiste, « Die Kommunistische Internationale », N^o 5, septembre 1919)

Chers camarades,

Entre autres questions, la phase actuelle du mouvement révolutionnaire pose de façon impérieuse celle du parlementarisme. En France, en Amérique, en Angleterre, en Allemagne, tandis que la lutte de classe s'intensifie, tous les éléments révolutionnaires adhèrent au mouvement communiste en s'unissant ou en coordonnant leur action sur le mot d'ordre du pouvoir des Soviets. Les groupes anarcho-sindicalistes, et parfois des groupes qui s'intitulent simplement anarchistes, entrent ainsi dans le courant général. Le Comité exécutif de l'Internationale Communiste le constate avec joie.

En France, le groupe syndicaliste du camarade Péricat forme le noyau du Parti communiste ; en Amérique et partiellement en Angleterre, la lutte pour les Soviets est menée par des organisations telles que les I.W.W. Ces groupes et ces tendances ont toujours activement combattu les méthodes de lutte parlementaire. Mais par ailleurs, les éléments du Parti communiste issus des partis socialistes sont enclins pour la plupart à admettre que l'on agisse aussi au parlement (groupe Loriot en France, membres de l'I.S.P. en Amérique, membres de l'I.L.P. en Angleterre). Tous ces courants, qui doivent être unis à tout prix et au plus tôt dans les cadres du Parti communiste, ont besoin d'une tactique unique. La question doit donc être tranchée d'une façon générale et le Comité exécutif de l'Internationale Communiste s'adresse à tous les partis-frères par la présente lettre, spécialement consacrée à cette question.

La plate-forme commune sur laquelle nous devons nous unir est constituée aujourd'hui par la reconnaissance de la lutte pour la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des Soviets. L'histoire a posé la question de telle façon que c'est justement à ce sujet qu'a été dressée une barrière infranchissable entre le parti du prolétariat révolutionnaire et les opportunistes, entre les communistes et les social-traîtres, quelle que soit leur étiquette. Ce qu'on appelle le Centre (Kautsky en Allemagne, Longuet en France, l'I.L.P. et certains éléments du British Socialist Party en Angleterre, Hilquitt en Amérique), constitue, malgré toutes les assurances contraires, une tendance objectivement anti-socialiste parce qu'elle ne veut ni ne peut combattre pour la dictature du prolétariat. Au contraire, les groupes et les partis qui, dans le passé, n'admettaient aucune lutte politique (par exemple, certains groupes anarchistes), ont renoncé à leur nature apolitique en reconnaissant le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat, et acceptent l'idée de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, qui est nécessaire pour vaincre la résistance de la bourgeoisie.

Nous avons donc, répétons-le, une plate-forme commune : celle de la lutte pour la dictature des Soviets.

Les vieilles divisions du mouvement ouvrier sont manifestement dépassées. La guerre a produit un nouveau regroupement. De nombreux anarchistes qui professaient l'anti-parlementarisme se sont conduits, pendant les cinq années de guerre, d'une façon aussi vile et aussi traître que les anciens chefs de la social-démocratie officielle qui ne juraient que par Marx. Le regroupement des forces se fait sur de nouvelles bases les uns sont pour, les autres sont contre la révolution prolétarienne, les Soviets, la dictature, l'action des masses jusqu'à l'insurrection. Voilà la question vitale aujourd'hui, le critère essentiel, le caractère qui permettra de distinguer entre les nouveaux regroupements qui se formeront ou sont déjà en train de le faire.

Quel rapport y a-t-il entre la reconnaissance du principe des Soviets et le parlementarisme ? Il faut distinguer ici deux questions qui n'ont aucun lien logique entre elles : celle du parlementarisme considéré comme une forme désirable d'organisation de l'Etat et celle de l'utilisation du parlementarisme dans le but de promouvoir la révolution. Les camarades confondent souvent ces deux questions, ce

qui a l'effet le plus fâcheux sur toute la lutte pratique. Examinons-les tour à tour pour tirer les conclusions nécessaires.

Quelle est la forme de la dictature prolétarienne ? Nous répondons les Soviets : une expérience de portée mondiale l'a démontré. Le pouvoir des Soviets est-il compatible avec le parlementarisme ? **Non**, trois fois **non**. Il est absolument incompatible avec les parlements existants, parce que la machine parlementaire représente le pouvoir concentré de la bourgeoisie. Les députés, les chambres, leurs journaux, le système de corruption, les liens cachés des parlementaires avec les grandes banques, leurs relations avec tous les appareils de l'Etat bourgeois, sont autant de chaînes aux pieds de la classe ouvrière. Il faut les briser. La machine d'Etat de la bourgeoisie, et par conséquent le parlement bourgeois, doivent être brisés, dispersés, anéantis : il faut organiser sur leurs ruines un nouveau pouvoir, celui des unions ouvrières de classe, celui des «parlements» ouvriers, celui des Soviets. Seuls les traîtres à la classe ouvrière peuvent leurrer les prolétaires en leur faisant espérer une transformation sociale par des moyens pacifiques, par des réformes parlementaires. Ces gens sont les pires ennemis de la classe ouvrière et il faut les combattre impitoyablement : aucun compromis n'est admissible avec cette engeance. Pour tous les pays bourgeois, notre mot d'ordre est donc : **A bas le parlement ! Vive le pouvoir des Soviets !**

Mais on peut poser la question suivante : vous n'admettez pas le pouvoir des parlements actuels, soit. Mais pourquoi ne pas organiser de nouveaux parlements plus démocratiques, basés sur un véritable suffrage universel ? A cela nous répondons : pendant la révolution socialiste, la lutte est tellement âpre que la classe ouvrière doit agir promptement, avec décision, sans admettre en son sein, dans son organisation de pouvoir, des ennemis de classe. Seuls les Soviets d'ouvriers, de soldats, de marins, de paysans, élus dans les fabriques, les usines, les fermes, les casernes, satisferont à ces exigences. La question de la forme du pouvoir prolétarien se pose ainsi. Dès maintenant, il faut renverser l'appareil de gouvernement rois, présidents, parlements, chambres d'aristocrates, assemblées constituantes - toutes ces institutions sont pour nous des ennemis jurés que nous devons anéantir.

Passons maintenant à la deuxième question fondamentale : **Peut-on utiliser les parlements bourgeois dans le but de développer la lutte révolutionnaire de classe ?** Comme nous l'avons dit plus haut, cette question n'a aucun lien logique avec la première. On peut en effet s'efforcer de détruire une organisation en y pénétrant, en «utilisant». Nos ennemis de classe le comprennent parfaitement bien quand ils se servent dans leur propre intérêt des partis socialistes officiels, des syndicats, etc. Prenons l'exemple extrême. Les communistes russes, les bolcheviks participèrent aux élections de l'Assemblée constituante : ils y siégèrent, mais pour la dissoudre au bout de vingt-quatre heures et réaliser complètement le pouvoir des Soviets. Le parti bolchevique eut aussi ses députés à la Douma d'Etat du tsar. Reconnaissait-il alors cette Douma comme une forme d'organisation de l'Etat idéale ou tout au moins tolérable ? Il serait insensé de le croire. Il y envoyait ses représentants pour attaquer

l'appareil d'Etat du tsarisme par ce côté aussi, pour contribuer à la destruction de cette même Douma. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement du tsar condamnait les «parlementaires» bolcheviques aux travaux forcés pour «haute trahison». Profitant de leur «inviolabilité», même provisoire, les députés bolcheviques menaient aussi une action illégale d'organisation des masses pour l'assaut au tsarisme.

Une telle action «parlementaire» ne s'est pas produite qu'en Russie. Prenez l'Allemagne et le travail de Liebknecht. Notre camarade assassiné a été un révolutionnaire-modèle : n'était-ce pas un acte éminemment révolutionnaire que d'appeler du haut de la tribune de la Diète prussienne les soldats à la révolte contre cette même Diète? Sans aucun doute. Si Liebknecht n'avait pas été député, il n'aurait pas pu développer une telle activité, ses discours n'auraient pas eu un tel écho.

L'exemple du travail parlementaire des communistes suédois peut aussi nous en convaincre. En Suède, le camarade Hoeglund a joué et joue le même rôle que Liebknecht en Allemagne. Profitant de son siège de député, il contribue à la destruction du système parlementaire bourgeois. En Suède, personne n'a fait autant que notre ami pour la cause de la révolution et pour la lutte contre la guerre. Nous assistons à quelque chose d'analogue en Bulgarie. Les communistes bulgares ont utilisé avec succès la tribune parlementaire à des fins révolutionnaires. Aux dernières élections, ils ont obtenu 47 sièges. Les camarades Blagoev, Kirkov, Koralov et d'autres leaders du mouvement communiste bulgare savent utiliser la tribune parlementaire pour servir la cause de la révolution prolétarienne. Un tel travail «parlementaire» exige une audace et un tempérament révolutionnaires exceptionnels. Ici, les hommes sont en effet à un poste de combat particulièrement dangereux. Ils minent la position de l'ennemi dans son propre camp ils ne vont pas au parlement pour manier cet appareil, mais pour aider les masses à le faire sauter du dehors.

Sommes-nous donc pour la conservation des parlements «démocratiques» bourgeois en tant que formes d'administration de l'Etat ? **Non, en aucun cas.** Nous sommes pour les Soviets.

Sommes-nous pour l'utilisation des parlements au profit de notre travail communiste tant que nous n'avons pas la force de les renverser ? **Oui**, mais en observant tout une série de conditions.

Nous savons très bien qu'en France, en Amérique et en Angleterre il n'y a jamais eu de parlementaires révolutionnaires parmi les ouvriers. Jusqu'à présent, nous n'avons jamais observé que des trahisons, mais cela ne prouve pas que la tactique que nous croyons juste soit erronée. Il se trouve seulement que dans ces pays, il n'a jamais existé de parti révolutionnaire comme celui des bolcheviks russes et des spartakistes allemands. Si un tel parti existe, tout peut changer. En particulier, il est nécessaire : 1) que le centre de gravité de la lutte soit situé hors du parlement (dans les grèves, les insurrections et les autres formes de la lutte des masses) ; 2) que les interventions au parlement correspondent à cette lutte ; 3) que les députés prennent

part au travail illégal ; 4) qu'ils agissent sur mandat du Comité central du parti en se subordonnant à lui ; 5) qu'ils ne se préoccupent pas des formes parlementaires dans leurs interventions (qu'ils n'aient pas peur de se heurter à la majorité bourgeoise, qu'ils sachent parler par-dessus sa tête). Faut-il ou non participer, à un moment donné, à la campagne électorale? Cela dépend de toute une série de conditions concrètes qui, dans chaque pays, doivent être spécialement examinées au moment opportun. Les bolcheviks russes ont été pour le boycottage des élections à la première Douma en 1906. Six mois plus tard, ils furent pour la participation aux élections à la seconde Douma, puisqu'il apparaissait clairement que le pouvoir des bourgeois et des grands propriétaires fonciers durerait encore longtemps. Avant les élections à l'Assemblée constituante allemande de 1919, une fraction des spartakistes était pour la participation, l'autre contre, mais il n'y eut pas de scission dans le parti spartakiste.

Nous ne pouvons renoncer par principe à utiliser le parlementarisme. Au printemps 1918, le parti bolchevique, déjà au pouvoir en Russie, déclara dans une résolution spéciale prise à son VIIème Congrès, que si, par suite d'un concours particulier de circonstances, la démocratie bourgeoise reprenait le dessus, les communistes russes pourraient être contraints à utiliser de nouveau le parlementarisme bourgeois. Dans cette question, il ne faut pas se lier les mains.

Ce que nous voulons souligner, c'est que la véritable solution du problème se trouve, dans tous les cas, **hors** du parlement, dans la rue. Il est clair désormais que la grève et l'insurrection sont les seules méthodes de la lutte **décisive** entre le Travail et le Capital. C'est pourquoi les principaux efforts de tous les camarades doivent être concentrés sur le travail de mobilisation des masses : création du Parti, formation de groupes communistes dans les syndicats et conquête de ceux-ci, organisation de Soviets au cours de la lutte, direction de l'action des masses, agitation pour la révolution parmi les masses. Tout cela vient **au premier plan** l'action parlementaire et la participation aux élections ne sont qu'un **moyen subsidiaire et rien de plus**.

S'il en est ainsi, et il en est indiscutablement ainsi, une scission liée à des divergences limitées à cette question secondaire n'aurait aucun sens. La pratique de la prostitution parlementaire a été si écoeurante, que même les meilleurs camarades ont des préjugés sur cette question. Il faut les détruire, et ils le seront effectivement au cours de la lutte révolutionnaire. Nous nous adressons donc à tous les groupes et organisations qui mènent une véritable lutte pour les Soviets, en les exhortant à la plus stricte union malgré les éventuels désaccords dans ce domaine.

Tous ceux qui sont pour les Soviets et la dictature prolétarienne doivent s'unir au plus tôt et former un parti communiste unique.

Salut communiste.

1er septembre 1919.

Le président du Comité exécutif de l'Internationale Communiste
G. Zinoviev.

La IIIème Internationale et le Parlementarisme

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», 3ème année, N° 11, 11 avril 1920)

La circulaire du C. E. de l'Internationale Communiste signée par Zinoviev et publiée dans les N° 8 et 9 de «Comunismo» nous oblige à revenir encore une fois sur la question controversée du parlementarisme. Les premiers mots de la circulaire à ce sujet sont les suivants : «Entre autres questions, la phase actuelle du mouvement révolutionnaire pose de façon impérieuse celle du parlementarisme». Que cela serve de réponse à tous ceux qui prétendent que nous avons fait de la question parlementaire une espèce d'obsession, que nous sommes les seuls à lui accorder une aussi grande importance, alors que c'est une question non de programme, mais de tactique et donc de caractère secondaire.

Nous avons déjà dit à plusieurs reprises que les questions de tactique sont pour nous d'une très grande importance parce qu'elles définissent l'action que les partis doivent mener s'ils discutent les questions de programme, c'est précisément pour en déduire les directives tactiques, faute de quoi ils ne seraient pas des partis politiques, mais des congrégations de rêveurs.

Ce qui divise la social-démocratie et les communistes n'est pas tant le but lointain que les uns et les autres veulent atteindre, que précisément la tactique, et cette division est si profonde qu'en Allemagne et ailleurs, beaucoup de sang a coulé entre les deux partis : on ne dira pas que c'est là une chose secondaire et de peu d'importance.

Nous sommes d'accord pour admettre que dans la question du parlementarisme, il faut distinguer deux questions. Sur la première, c'est-à-dire sur la nécessité d'abattre le régime parlementaire pour donner tout le pouvoir aux Soviets, il ne **devrait** pas y avoir de désaccord entre les partis adhérant à la IIIème Internationale, et donc entre leurs membres parce que c'est là le pivot, l'épine dorsale de son programme. Si nous employons le conditionnel, c'est parce que le P.S.I. se soustrait à ce devoir, qu'une fraction importante de ce parti soutient ouvertement la position inverse et qu'une autre, non moins importante, ne s'est absolument pas rendu compte de l'antithèse profonde qui existe entre régimes parlementaire et soviétique. C'est peut-être parce qu'ils savent que notre parti a sur ce point une position hybride, équivoque, que les camarades de la IIIème Internationale s'adressent aux autres partis, et ne s'occupent pas du parti italien. Peut-être attendent-ils qu'il sorte de l'équivoque? Ils risquent d'être déçus dans leur attente

La seconde question est de savoir si «les parlements bourgeois peuvent être utilisés pour développer la lutte de classe» quand la circulaire affirme qu'elle n'a aucun rapport avec la première, c'est inexact, selon nous.

Si l'on reconnaît qu'il y a une profonde antithèse entre le régime parlementaire et le régime soviétique, on doit aussi reconnaître qu'il faut préparer moralement les masses à en prendre conscience, à se familiariser avec la nécessité d'abattre le régime parlementaire bourgeois et de constituer les Soviets. Les partis qui soutiennent ce programme ne peuvent faire une propagande efficace qu'à la condition de ne pas le dévaloriser de la façon la plus absolue par leur propre action, en acceptant eux aussi de participer au parlement. Cela vaut spécialement pour les pays où une longue tradition a valorisé cette participation et où le crédit dont les parlements jouissent vient précisément des partis qui voudraient aujourd'hui défendre la position inverse à son égard.

Ces partis ont en effet longtemps appris aux masses à donner l'importance principale aux parlements, en prétendant qu'ils détenaient tout le pouvoir d'Etat et que pour s'en rendre maîtres, il fallait absolument conquérir la majorité en leur sein.

Il est à plus forte raison impossible que ceux qui veulent, au moins en paroles, la destruction du parlement bourgeois «de l'intérieur» mènent une campagne électorale commune, sous le même drapeau anti-parlementaire, au nom et sous la direction du même parti, avec ceux qui continuent à le considérer du point de vue social-démocratique.

Les exemples que Zinoviev apporte à l'appui de sa thèse ne sont pas convaincants. Le fait que les bolcheviks ont participé aux élections pour la Constituante pour la disperser vingt-quatre heures plus tard ne prouve pas que l'on puisse exploiter le parlementarisme bourgeois en faveur de la révolution. Il est évident que les bolcheviks ont participé aux élections à la Constituante parce qu'ils ne se sentaient pas assez forts à ce moment-là pour les empêcher : autrement, c'est ce qu'ils auraient fait. Mais dès qu'ils se sont sentis assez forts, ils sont passés à l'action.

Cette force, ce n'est pas la participation à la lutte électorale qui la leur a donnée ni même révélée, puisque les résultats électoraux n'ont pas été en leur faveur. Heureusement, car au cas contraire, ils n'auraient peut-être pas pu abattre la Constituante.

Nous admettons que l'intervention dans les luttes électorales puisse être utile pour démontrer l'inutilité de la Constituante et de tout parlement, ou mieux, l'utilité de les abattre, mais seulement à la condition de ne pas présenter de candidats. C'est seulement ainsi qu'on peut démontrer efficacement aux masses qu'on est anti-parlementaire parce que c'est seulement alors que la pratique concorde avec la théorie au lieu de la contredire comme lorsque l'anti-parlementaire aspire à devenir député.

L'argument qui rappelle la participation des bolcheviks à la Douma tsariste avant la guerre n'a pas davantage de valeur, car la situation historique était bien différente et qu'on ne pouvait même pas rêver alors de renverser le régime bourgeois dans un délai bref. Il n'est pas non plus exact de dire que la qualité de parlementaire a favorisé l'oeuvre révolutionnaire de Liebknecht pendant la guerre puisque c'est au contraire elle qui l'a forcé à un premier vote en faveur des crédits militaires. Au reste, il a eu à côté de lui et avec lui bien d'autres militants, tombés depuis en martyrs de la cause, et leur lutte commune s'est déroulée complètement en dehors du parlement, où il n'a pas même été possible de parler.

L'immunité relative que confère la qualité de parlementaire à celui qui en jouit est un argument sans poids pour ceux qui ont embrassé avec foi une cause exigeant un esprit de sacrifice illimité, comme c'est le cas de la cause révolutionnaire. D'ailleurs, quand un député fait réellement oeuvre révolutionnaire, il n'est immunisé contre aucun danger, comme l'exemple du même Liebknecht, des députés à la Douma ou au parlement bulgare le prouve. Quant aux mines que les députés sont supposés poser dans le camp même de l'ennemi et qui sont leurs votes, leurs discours, leurs projets de loi, ordres du jour, voire leurs cris ou leurs coups de poing, elles sont tout au plus de force à faire sauter... un ministère, et il n'y a pas lieu de s'en préoccuper.

Estimant que les anti-parlementaires sont des syndicalistes et des anarchistes, le C.E. de la III^{ème} Internationale se préoccupe d'admettre ceux-ci dans le Parti communiste pour faire dans une certaine mesure contrepoids aux militants venus des partis socialistes, les seconds étant plus enclins à l'action parlementaire et les premiers à l'action illégale. C'est pourquoi tout en répétant que la véritable solution se trouve hors du parlement, dans la pratique, il conseille l'action parlementaire aux uns et l'union à tous afin de ne pas affaiblir les forces révolutionnaires, ce qui montre qu'il considère au fond que les seconds sont plus efficaces et déterminants que les premiers.

Nous ne voulons pas répéter encore une fois que notre anti-parlementarisme est bien différent de celui des syndicalistes et des anarchistes, mais seulement conclure que nous sommes parfaitement d'accord avec le C.E. de l'Internationale pour établir une règle générale dans la question parlementaire. Le CE croit peut-être que sa circulaire a résolu le problème, mais nous ne pouvons accepter sa solution qui loin de rien résoudre, laisse les choses telles qu'elles sont, avec toutes les conséquences nocives que cela comporte. La question doit être posée au prochain congrès de la Troisième Internationale, afin que les partis-membres adoptent ses décisions et les appliquent partout avec discipline.

A ce congrès, il ne manquera pas de militants pour exposer toutes les raisons qui, selon nous, devraient inciter l'Internationale à adopter dans la question parlementaire la tactique abstentionniste que nous préconisons.

Le Parti communiste allemand

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», 3^{ème} année, Nr. 11, 11 avril 1920)

«Ce qu'est et ce que veut la Ligue Spartacus», publié le 15 décembre 1918 dans «Die rote Fahne», avant la sortie du Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne.

«Programme de la Centrale du Parti» approuvé à la Conférence d'octobre 1919.

«Thèses sur le parlementarisme» de la même conférence.

Dans tous les pays, les communistes ne peuvent que s'intéresser au plus haut point à tout ce qui concerne le Parti communiste d'Allemagne. Le sort de la révolution mondiale dépend étroitement du sort de la lutte révolutionnaire que ce grand parti mène au cœur de l'Europe et du monde capitaliste après le martyre de ses glorieux fondateurs, Liebknecht et Luxembourg. Le socialisme est une pensée et un fait internationaux, mais la contribution que le mouvement allemand lui a donnée et lui donne dans le domaine de la doctrine et dans celui de la lutte n'en est pas moins un facteur de première importance. Cela ne signifie pas que, comme on l'entend parfois dire sottement, il existe un socialisme «allemand» qui devrait être imposé aux autres pays comme article d'exportation. Cela signifie qu'à travers toutes les crises que le prolétariat allemand a traversées au cours des cent dernières années, la pensée et la méthode révolutionnaire de Karl Marx ont été continuées par des héritiers dignes de lui. Surtout par contraste avec les défections des renégats, elles se présentent comme une merveilleuse construction aux lignes sévères et harmonieuses que l'histoire ne peut pas ne pas couronner par le triomphe de la lutte émancipatrice du prolétariat et de la société communiste.

Il est donc pour nous de grande importance de comprendre la situation actuelle du K.P.D. (Kommunistische Partei Deutschlands [KPD]). Il nous est presque impossible de nous tenir au courant de sa lutte quotidienne et des phases de la bataille révolutionnaire qu'il mène et même de répondre à l'angoissante question de savoir s'il a ou non lancé le mot d'ordre d'une action générale. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'étudier une chose qui n'est pas moins importante pour nous, à savoir l'orientation des tendances qui se sont formées en son sein, et ce que cela apporte à une élaboration toujours meilleure du programme et de la tactique communistes. Et comme nous ne l'étudions pas avec la froideur d'historiens, il ne nous sera pas possible de faire abstraction de la façon dont les mêmes problèmes ont été résolus en Italie, tant par nous que par d'autres.

• • •

Il est généralement connu qu'à la conférence du parti en décembre 1919, les partisans et les adversaires de l'action parlementaire se sont vivement affrontés et que ces derniers ont non seulement été battus, mais exclus du parti. C'est trop peu pour pouvoir juger, et ce qui nous intéresse, au contraire, c'est de connaître exactement la pensée des deux fractions, ainsi que la nature et le nombre des points sur lesquels elles divergeaient.

Pendant la période révolutionnaire, entre le 8 novembre 1918 et le 15 janvier 1919, le parti discuta avec ardeur s'il fallait ou non participer aux élections pour l'Assemblée nationale. C'est la réponse négative qui prévalut contre l'avis de Liebknecht et de Luxembourg : il fallait concentrer toutes les forces dans la lutte pour conquérir le pouvoir politique et instaurer la dictature prolétarienne, tout axer sur le mot d'ordre : tout le pouvoir aux conseils ouvriers ! En cas de victoire des communistes dans la guerre de classe, le premier acte du nouveau pouvoir aurait été de dissoudre l'Assemblée nationale.

Liebknecht et Luxembourg estimaient que la victoire immédiate étant improbable, il ne fallait pas écarter a priori l'«utilisation» de l'action parlementaire, et la majorité du parti est aujourd'hui du même avis.

Après la glorieuse défaite de janvier 1919, une tendance «syndicaliste» commença à se dessiner dans le parti, bien que le syndicalisme de type français, italien ou nord-américain n'ait été que très peu représenté en Allemagne avant la guerre, comme chacun sait. Cette tendance se dressa contre les directives de la Centrale du parti, mais les désaccords étaient bien plus nombreux et complexes que celui qui concernait l'électoratisme.

Nous partageons l'opinion des meilleurs camarades marxistes de la majorité du K.P.D. qui jugent qu'il s'agissait d'une tendance petite-bourgeoise hybride, comme toutes les tendances syndicalistes, dont l'apparition a résulté de la chute de l'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand après la semaine rouge de Berlin et les journées de Munich.

Autant qu'il nous est possible de les reconstituer avec le matériel incomplet dont nous disposons, les principales thèses de ces «syndicalistes» étaient les suivantes :

- (1) attribution d'une plus grande importance à la lutte économique qu'à la lutte politique dans le processus d'émancipation du prolétariat ;
- (2) - réduction de la fonction du parti politique à celle d'une «association de propagande», la tâche révolutionnaire incombant aux syndicats ouvriers nés sur la base des conseils d'usine en opposition aux vieux syndicats dirigés par les réformistes ;

- (3) - organisation d'actions prolétariennes isolées et sporadiques en vue de saboter la production bourgeoise, de prendre possession localement des entreprises, de procéder à des expropriations, niant le critère de la centralisation et de la direction de l'action collective par le parti sur le terrain politique ;
- (4) - conception anarchiste petite-bourgeoise de la nouvelle économie, comme résultat de l'administration directe des entreprises par les ouvriers qui y travaillent.

Il en résulte un abstentionnisme électoral **de type syndicaliste**, c'est-à-dire niant l'utilité de l'action politique du prolétariat et de la lutte du parti que, par partialité et habitude, on confond avec les activités électorales. A notre avis, la condamnation de ces conceptions a été juste et opportune du point de vue marxiste. Leurs adversaires en ont fait une critique sagace dont plusieurs arguments sont bien connus de nos lecteurs puisque nous en avons nous-mêmes largement usé dans la discussion sur les conseils d'usine, la constitution de conseils ouvriers et la prise de possession d'entreprises locales par les travailleurs.

Dans un intéressant pamphlet, «La maladie syndicaliste dans le KPD», le camarade Frölich fait une critique très profonde des aberrations des syndicalistes en réfutant de façon définitive l'idée que la révolution «politique» n'est pas nécessaire. Au fond, sans le savoir, les syndicalistes sont très proches des social-réformistes. Critiquant leurs écrits, Frölich montre qu'ils s'imaginent que la tâche politique du prolétariat s'est achevée le 5 novembre avec l'instauration en Allemagne d'un régime «démocratique» et «républicain» et qu'il n'a plus désormais besoin que d'exproprier les capitalistes au moyen de ses organisations économiques. Le camarade Frölich montre la fausseté de cette thèse et rétablit la juste impostation marxiste de la question : la lutte entre travailleurs et capitalistes n'est pas une lutte entre le personnel et l'entrepreneur dans les limites de l'usine ; c'est une **lutte de classe**, donc une **lutte politique**, une **lutte pour le pouvoir**. Pour arriver à l'expropriation des différentes usines, pour arriver au communisme qui est encore quelque chose de plus, à savoir l'expropriation des exploités grâce à la création d'une économie nouvelle, collective, il faut d'abord passer par la lutte politique contre le pouvoir étatique de la bourgeoisie et par la création d'une nouvelle forme politique : la dictature prolétarienne. La révolution politique est donc tout autre qu'inutile ! En Allemagne, le pas décisif reste à faire, celui qui va de la démocratie bourgeoise à la dictature prolétarienne, de la république d'Ebert à l'État des conseils. Cette révolution, seul le parti politique peut la diriger.

Les thèses proposées par la Direction et approuvées par la Conférence de 1919 ont donc un solide fondement marxiste : nous nous limiterons donc à en rappeler les principales affirmations, avec lesquelles nous sommes pleinement d'accord¹ :

¹ Le texte donné par « Il Soviet » était emprunté à la traduction publiée dans l'« Avanti ! ». Nous l'avons corrigé sur la base du protocole allemand du Congrès de Heidelberg.

- 1) «A tous les stades précédant la conquête du pouvoir par le prolétariat, la révolution est une lutte politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique» (thèse 3) ;
- 2) - «Le parti politique est appelé à diriger la lutte révolutionnaire des masses»(thèse 6) ;
- 3) - «La conception selon laquelle on pourrait provoquer des mouvements de masse au moyen d'une forme d'organisation particulière, si bien que la révolution serait une question de forme d'organisation, doit être repoussée comme une rechute dans l'utopie petite-bourgeoise» (thèse 5) ;
- 4) - «La centralisation la plus rigide est nécessaire tant pour l'organisation économique que pour l'organisation politique du prolétariat. Le Parti Communiste allemand repousse tout fédéralisme» (thèse 6).

Le contexte de ces thèses est très intéressant, et nous attirons l'attention des camarades sur lui.

Il y a un autre point à relever : les syndicalistes accusaient la Centrale de préparer une fusion avec le Parti Socialiste Indépendant après exclusion de ses chefs, ou au moins avec la gauche de ce parti. Mais la Centrale repousse énergiquement l'accusation. D'ailleurs, les événements de ces derniers jours doivent avoir eu une influence décisive en la matière, et nous ne pouvons pas croire que les camarades du K.P.D. qui ont tant d'expérience critique aient pu attribuer une valeur quelconque à la philosophie pseudo-communiste du dernier programme des Indépendants.

La troisième thèse du programme que nous avons examiné ci-dessus dit que la participation aux élections législatives et communales peut être considérée comme un moyen parmi d'autres de préparer le prolétariat à la lutte politique révolutionnaire et à la conquête du pouvoir. Cette idée se trouve mieux développée dans les «thèses» annexes sur le parlementarisme approuvées par la conférence.

Naturellement, du seul fait qu'il est un parti communiste, le K.P.D. est opposé par principe au parlementarisme, aussi bien dans la phase où le prolétariat sera classe dominante que dans la société communiste et donc sans classes ; mais il admet que dans la phase précédant la conquête du pouvoir, l'action parlementaire, au sens purement négatif du terme, puisse, dans certains cas, être utile pour pousser les masses à une véritable action révolutionnaire.

Nous devons dire tout de suite que cette conception du parlementarisme ne correspond nullement à la pratique actuelle de notre parti, même si elle peut correspondre au programme théorique voté par son congrès de Bologne. Notre parti fait en effet du parlementarisme **positif** et réformiste, sur la base de la coexistence,

mille fois déplorée par nous, de communistes et de sociaux-démocrates dans le même parti, et par surcroît dans le même groupe parlementaire dont on peut dire que la majorité est social-démocrate.

Par contre, la réalisation pratique d'une tactique comme celle que préconisent les camarades allemands dans les thèses en question, ainsi que Radek dans certains de ses écrits et Zinoviev dans sa récente circulaire, manque de précédents historiques : nous ne savons pas ce qui arrivera même au K.P.D. quand il tentera de l'appliquer. Nous affirmons que cette solution tactique n'existe pas : ou bien on retombera dans le réformisme, ou bien on renoncera à toute action électorale. C'est l'avenir qui tranchera.

Le débat est complexe, il se déroule loin de nous dans l'espace, mais autant qu'il nous est possible d'en juger dans ces conditions, nous croyons que sans faire la moindre concession à l'anti-politisme syndicaliste et aux sophismes anarchistes, mais au contraire en les repoussant avec le maximum d'énergie et en restant sur un terrain strictement marxiste, on peut et on doit, dans une situation comme celle d'aujourd'hui, se prononcer pour la rupture de tous les contacts avec les institutions démocratiques bourgeoises.

Le programme de l'Internationale communiste est fondé sur le marxisme tel qu'il nous apparaît dans la synthèse du «Manifeste communiste» et qu'il se trouve exposé dans le discours de notre grande camarade Rosa Luxembourg au congrès de fondation du K.P.D. les 29-31 décembre 1918. Or, ce qu'il y a de substantiel dans le «Manifeste» est son dépassement critique définitif de la démocratie lorsqu'il démontre qu'elle constitue la forme politique caractéristique de l'époque capitaliste et de la domination économique de la bourgeoisie sur le prolétariat. Le dépassement historique de la démocratie qui a commencé avec la révolution russe d'octobre 1917 et la formation du premier État stable de la classe prolétarienne est directement relié à cette critique théorique.

Le moment décisif de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat se résume dans l'antithèse entre dictature prolétarienne et démocratie bourgeoise : les thèses de la majorité communiste, qui résultent de l'expérience historique de la contre-révolution opérée par un social-démocratisme anti-prolétarien et tout baigné du sang de Karl et de Rosa, nous semblent répondre directement à cette vérité centrale. Celle-ci se trouve encore mieux confirmée par l'expérience de la lutte de classe dans les pays occidentaux où les traditions démocratiques sont historiquement les plus anciennes et exercent plus d'influence sur les masses qu'en Europe orientale ou centrale. En outre, chez nous, la guerre impérialiste a démontré de façon encore plus évidente qu'ailleurs que militarisme et démocratie ne sont pas opposés, mais parallèles, et qu'ils ont une base commune, le régime capitaliste.

Dès lors, le problème de la préparation révolutionnaire du prolétariat se présente, justement parce qu'il est un problème **politique**, comme celui de la

formation, au sein du prolétariat, d'une conscience historique de l'antithèse existant entre le nouveau régime révolutionnaire et la démocratie actuelle, dans laquelle les activités politiques des différentes classes sociales s'entrecroisent, ce qui a pour effet de dissimuler et de protéger tout à la fois la dictature du capitalisme. Nous, communistes, nous devons donc nous opposer non seulement aux écoles social-démocratiques qui poussent la classe ouvrière sur la voie de la conquête de la majorité au parlement bourgeois, mais aux écoles anarchisantes qui ne jugent pas nécessaire de conquérir et de gérer le pouvoir politique. C'est précisément dans ce double but, et afin de donner plus de force au mot d'ordre de «conquête révolutionnaire du pouvoir politique», que nous croyons indispensable de désertier les élections aux organes représentatifs bourgeois. Accepter des mandats parlementaires afin de les **utiliser** pour notre propagande par une activité dans ce domaine est une tactique périlleuse. Théoriquement, elle manque de clarté et se fonde indéniablement sur un paradoxe dialectique. Pratiquement, elle favorise tous les pièges. La dialectique historique du marxisme devrait nous faire comprendre que si la bourgeoisie veut et autorise cette tactique, c'est parce qu'elle sent parfaitement qu'elle ne peut pas lui nuire. La situation politique actuelle en Italie le démontre avec éclat. Nous disons et nous sommes fermement convaincus que les «utilisateurs» seront finalement «utilisés» par la démocratie bourgeoise.

L'Internationale communiste doit se donner une tactique correspondant rigoureusement à sa doctrine. Notre voix représente sans doute peu de chose internationalement, mais nous disons que cette tactique doit être la suivante : condamnation des illusions syndicalistes et affirmation de la nécessité fondamentale de la lutte politique centralisée ; abandon de la participation aux élections démocratiques du fait du cours historique vers la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'organisation du prolétariat en classe dominante qui s'est ouvert en Russie en octobre 1917 et qui se déroule dans tous les pays.

Avec son expérience de lutte et sa préparation théorique, le Parti communiste d'Allemagne sera un des premiers à contribuer à l'élaboration de cette solution. Puisse-t-il conduire au plus vite le prolétariat allemand à disperser par les baïonnettes de ses gardes rouges l'assemblée où siègent encore les assassins de Spartacus!

La pensée du Parti indépendant allemand

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», 3^{ème} année, Nr. 12, 25 avril 1920)

Les Indépendants allemands jouissent auprès des dirigeants de notre parti de sympathies spéciales. En effet, lorsqu'ils ont publié leur programme, que nous avons sévèrement critiqué pour ses lacunes et ses réticences, nos dirigeants l'ont au contraire accueilli comme un document de grande valeur digne des applaudissements unanimes des maximalistes.

Cet état d'esprit s'explique par le fait que du point de vue aussi bien théorique que, par conséquent, tactique, nos camarades sont en parfait accord avec les Indépendants, bien qu'ils soient dans l'Internationale alors que ces derniers sont dehors. La différence est purement formelle et autorise le camarade Serrati à penser aux Indépendants quand il évoque la possibilité d'un rapprochement avec des éléments qui, bien qu'extérieurs à la IIIe Internationale, se placent sur le terrain de classe, et avec lesquels il ne s'opposerait pas à ce qu'on prenne contact même s'ils ne sont pas encore décidés à entrer dans l'Internationale.

C'est le même état d'esprit qui explique l'attitude du camarade Bombacci qui, se trouvant à Berlin au cours des derniers mouvements et voulant rassembler des informations à leur sujet, est allé tout droit les chercher chez les Indépendants, comme s'ils constituaient la source la plus normale de renseignements. Or l'«Avanti», qui n'a pas trouvé le moyen de commenter les événements d'Allemagne ni cru bon de souligner le triste rôle que leur comportement équivoque a fait jouer, une fois de plus, aux Indépendants, a publié l'interview de Fabian, membre de la direction du Parti indépendant, par Bombacci, accompagnée d'une simple note disant qu'arrivée avec du retard, la lettre était presque complètement périmée en raison des événements survenus depuis.

La pensée et la tactique des Indépendants nous sont assez connues pour nous inspirer la plus grande méfiance à leur égard, sinon cette interview aurait suffi à le faire. Après une période d'hésitation qu'ils n'ont pas cachée, les Indépendants ont fini par admettre l'idée de «dictature du prolétariat» dans leur programme. Cela ne les empêche pourtant pas de réclamer un gouvernement constitué... avec l'accord des syndicats, au sixième jour d'une grève politique générale dans laquelle le prolétariat allemand s'est dressé de toute sa hauteur d'une façon que Fabian lui-même juge impressionnante. Toujours irrésolus, les Indépendants ne font preuve de décision que pour limiter les exigences, restreindre l'action et lui fixer des buts très proches. Il en va exactement de même pour certains de nos camarades qui sont autant d'... Indépendants du type allemand, dont on trouve d'ailleurs de nombreuses répliques dans tous les partis socialistes : Ils veulent tout casser, engager toutes les forces du prolétariat, user de toute la violence dont il est capable pour atteindre tel ou tel but contingent, même très modeste, mais ils accablent de leurs foudres ceux qui voudraient le pousser à employer cette violence pour renverser le gouvernement bourgeois.

Selon les Indépendants allemands, le prolétariat devait se lancer dans la grève à outrance pour se contenter au bout du compte d'un gouvernement de coalition entre bourgeois et majoritaires puisque ni les communistes ni même les Indépendants ne devaient y participer. A propos de cette question de la participation, Fabian nous donne un aperçu non seulement de la politique de l'autruche que font les Indépendants, mais de la conception toute personnelle qu'il a lui-même de la discipline de parti et qui est d'autant plus intéressante que ce n'est pas un militant

quelconque qui parle, mais un dirigeant. Les Indépendants allemands qui diffèrent de certains autres par leur prudence politique, ont décidé de ne pas participer au gouvernement, mais Fabian n'est pas de cet avis. Il voudrait au contraire que le vieux Kautsky, que Lénine traite justement de renégat, et quelques autres y entrent, ajoutant que, bien entendu, ils devraient d'abord quitter le parti.

Peut-on imaginer position plus balourde? Nous avons souvent vu des socialistes participer au gouvernement contre la volonté de la majorité, et trahir en quittant le parti. Ce qui est nouveau, c'est qu'un dirigeant propose que d'autres dirigeants sortent du parti pour pouvoir participer au gouvernement, c'est-à-dire pour concilier le respect dû à la volonté de la masse et le désir d'occuper un poste de ministre qu'on pourrait exploiter!

De la part des Indépendants, on peut s'attendre à tout, mais ce qui est surprenant, en revanche, c'est que, toujours selon Fabian, ils auraient toujours agi en parfait accord, sinon avec les organisations communistes de Berlin et de Hambourg, du moins avec le comité central du K.P.D. lié à Moscou. Nous ne voulons pas entrer dans une discussion sur la valeur des directives données par ces organisations locales, mais cet épisode d'action commune entre les Indépendants et les communistes adhérant à Moscou nous renforce dans la conviction que nous avons déjà exprimée qu'il existe peut-être bien un désaccord au sein de la III^e Internationale au sujet de l'action à développer.

Après tant de luttes héroïques et de si grands sacrifices, la Russie des Soviets ressent le besoin impérieux d'une pause, d'un relâchement de la tension que lui impose la menace continuelle d'une nouvelle attaque de ses ennemis extérieurs. C'est ce qu'elle cherche à obtenir en établissant des rapports pacifiques avec les autres pays, où aucun mouvement insurrectionnel n'a encore pu remporter la victoire, car ces rapports lui permettraient peut-être de se procurer par l'échange les produits dont elle est privée. C'est pourquoi sa tactique consiste à obtenir des puissances de l'Entente qu'elles la reconnaissent officiellement sur la base d'un engagement réciproque à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des autres, c'est-à-dire à nouer avec elles les rapports habituels entre États ordinaires, son organisation intérieure étant seule différente. La Russie des Soviets cherche donc à pousser les différents partis adhérant à la III^e Internationale à utiliser l'influence qu'ils peuvent exercer dans les assemblées législatives pour faire indirectement pression sur les gouvernements, et c'est pourquoi elle conseille l'utilisation des moyens légaux, et en particulier celle de l'action parlementaire. Justifiée par la nécessité de conserver le pouvoir, cette orientation tactique entre en contradiction avec celle que les partis communistes doivent suivre là où le régime bourgeois reste à abattre et où ils doivent donc se préparer à cette fonction révolutionnaire qui leur est propre.

Aujourd'hui, le désaccord en est encore au stade embryonnaire, mais la III^e Internationale devra le trancher pour ne pas risquer de valoriser les méthodes des Indépendants allemands ou du type allemand, toutes gens qui ne sont capables que

d'une seule chose : arrêter les mouvements des masses prolétariennes pour leur émancipation.

Les tendances au sein de la IIIe Internationale

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», 3^{ème} année, Nr. 15, 23 mai 1920)

L'«Avanti» du 16 courant rapporte sommairement une résolution prise par le Comité Exécutif de Moscou de l'Internationale Communiste dont il est facile de comprendre l'importance, même à travers les incongruités de l'article.

Le Comité de Moscou, après avoir discuté quelques points controversés de la tactique des communistes, a décidé, en prenant position à ce sujet, d'annuler le mandat de l'office constitué il y a quelques mois à Amsterdam pour l'Europe Occidentale et pour l'Amérique. Le motif en a été que cet office défend dans toutes ces questions un point de vue opposé à celui du Comité.

Le critère fondamental de la centralisation de l'action révolutionnaire autorise certes l'organe central de l'Internationale, dans l'intervalle qui sépare les Congrès internationaux réguliers, à décider de la direction qui doit être suivie dans l'action. Cependant le Comité Exécutif lui-même, tout en chargeant Zinoviev, Radek et Boukharine de préparer des thèses qui contiennent son point de vue sur les questions controversées, remet la décision définitive au prochain Congrès International Communiste, qui s'annonce d'une importance véritablement extraordinaire.

Il est cependant intéressant d'établir clairement - tout au moins lorsque cela est possible sur la base des informations et communications dont nous disposons - les termes de la controverse, car il est prévisible que la résolution de Moscou sera exploitée pour justifier l'électorisme équivoque et possibiliste que le Parti Socialiste Italien pratique à l'ombre du drapeau des Soviets.

Les questions qui ont déterminé l'intervention des camarades de Moscou reflètent en substance la position des tendances opposées du mouvement communiste en Allemagne.

C'est à elles qu'il faut donc se référer pour comprendre la résolution de Moscou selon laquelle les communistes ne doivent pas renoncer à utiliser l'arme parlementaire, ni à conquérir les organismes économiques qui, aujourd'hui, sont entre les mains des social-démocrates.

Précisément la position des tendances allemandes a mis sur le même plan ces deux questions d'une nature et d'un poids différents.

C'est ce que nous rappelions dans un autre article publié dans le n° 11 du «II Soviet» et intitulé «Le Parti Communiste Allemand».

Sur le même sujet, il existe un article d'un camarade de l'opposition allemande publié dans le bulletin d'Amsterdam, et reproduit dans le n° 43 (1re année) de l'«Ordine Nuovo», et un article de Boris Souvarine dans le n° 1, 2e année, du même journal. En outre, l'«Avanti» dans le numéro cité ci-dessus annonçait que l'opposition allemande s'est constituée en Parti Ouvrier Communiste Allemand, indépendant du Parti Communiste qui, dans sa conférence d'Heidelberg en 1919, avait expulsé la minorité de son sein.

Rappelons donc le point de vue des deux tendances, ou plutôt des deux partis, non sans avoir précisé que les tendances du mouvement allemand sont, en réalité, beaucoup plus nombreuses, et qu'il serait très difficile, pour quelqu'un qui n'est pas dans le mouvement même, de les définir avec précision.

L'opposition lance contre la Centrale du Parti des accusations d'hésitation et de faiblesse qui ne sont pas réellement injustifiées. Dans les derniers numéros, nous avons traité du comportement des communistes à l'occasion de la récente tentative de coup d'État militaire, et nous avons rapporté aussi les sévères critiques de Bela Kun sur l'attitude de la Direction à l'égard des Indépendants. L'accusation de connivence avec les Indépendants, formulée par l'opposition, apparaît par conséquent comme plausible. Quant à l'accusation de manque d'élan révolutionnaire, nous devons faire de nombreuses réserves, car elle est souvent proférée par des impatients que l'idée très simpliste qu'ils se font de la révolution amène à protester continuellement contre les **dirigeants** qui la retarderaient. Dans ce cas cependant, il semble bien que la Direction du K.P.D. n'ait pas été à la hauteur des événements.

Lorsque nous passons à l'examen du programme et des directives, nous devons par contre considérer comme fondé le reproche d'hétérodoxie syndicaliste fait à l'opposition,

Celle-ci s'écarte en réalité des saines conceptions marxistes, et suit une méthode utopiste et petite-bourgeoise.

Le parti politique, dit l'opposition, n'a pas d'importance prépondérante dans la lutte révolutionnaire. Celle-ci doit se développer sur le terrain économique sans direction centralisée.

Il faut faire surgir, contre les vieux syndicats tombés entre les mains des opportunistes, de nouvelles organisations, basées sur les conseils d'usine. Il suffira que les ouvriers agissent dans ce nouveau type d'organisations pour que leur action soit communiste et révolutionnaire.

L'abstentionnisme électoral de cette tendance provient du fait qu'elle refuse toute importance à l'action politique et de parti en général, c'est-à-dire de la négation

du parti politique comme instrument central de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat ; cet abstentionnisme est lié à une critique syndicaliste - pour laquelle l'action devrait être concentrée sur le terrain économique - et à une critique libertaire - qui débouche sur l'habituelle horreur des «chefs».

Nous ne répétons pas nos critiques de ces conceptions qui sont un peu celles de l'«Ordine Nuovo» de Turin.

La preuve que de pareilles conceptions sont le résultat d'une dégénérescence petite-bourgeoise du marxisme nous est fournie par le fait qu'elles ont donné lieu au fameux «national-bolchevisme» de Laufenberg et Wolffheim, selon lesquels il faut envisager une alliance entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie militariste pour... une guerre sainte contre l'Entente. Cette étrange conception est si **pathologique** qu'elle ne mérite pas pour l'instant une plus longue critique.

Il est vrai que cette idée absurde de «national-bolchevisme» rencontre une forte résistance même au sein de l'opposition.

Nous avons expliqué, dans l'article mentionné, que nous adhérons aux thèses de la Direction du Parti Communiste Allemand qui condamnent opportunément toutes ces déviations et réaffirment le caractère politique de la Révolution communiste, l'importance de la tâche du parti de classe et la nécessité de repousser tout syndicalisme et tout fédéralisme. Nous restions cependant en désaccord sur la question parlementaire.

Notre abstentionnisme - répétons-le - dérive précisément de la grande importance que nous donnons à la tâche politique qui échoit au Parti Communiste dans la période historique actuelle : conquête insurrectionnelle du pouvoir politique, instauration de la dictature du prolétariat et du système soviétique.

Comme le plus grand obstacle à cette lutte, ce sont les traditions et les partis politiques de la démocratie bourgeoise et les ramifications qui la relient aux masses ouvrières à travers le socialisme type «IIe Internationale», nous affirmons qu'il est indispensable de rompre tout contact entre le mouvement révolutionnaire et les organes représentatifs bourgeois et qu'il faut nous séparer de la charogne en putréfaction de la démocratie parlementaire.

Quel est donc le sens des résolutions du Comité Exécutif de la IIIe Internationale?

Elles dénoncent avec raison les directives de boycott des syndicats actuels pour donner naissance à de nouveaux organismes économiques. De par sa nature, le syndicat économique est toujours un organisme prolétarien, et il peut et doit être pénétré par la propagande communiste dans le sens très bien indiqué par la note circulaire de Zinoviev sur l'action des communistes dans les syndicats.

Évidemment, dans certains cas, la corruption des dirigeants réformistes peut atteindre un tel degré et prendre une telle forme qu'il devient nécessaire d'abandonner à lui-même un organe totalement pourri.

Moscou a condamné cette prétention à considérer comme une méthode révolutionnaire la constitution **ex-novo** d'autres organes économiques comme les syndicats d'industrie, les conseils d'usine (Turin), les **Shop Stewards** (Angleterre), en affirmant avoir ainsi résolu le problème de conduire le prolétariat au communisme, erreur qui rappelle celle des syndicalistes (survivant dans des organes qui veulent adhérer à Moscou, comme les I.W.W. d'Amérique, la C.N.T. espagnole, l'Union Syndicale Italienne). Elle a revendiqué en revanche la fonction révolutionnaire de l'action politique du parti «marxiste, fort, centralisé», comme dit Lénine, qui a rappelé que la révolution prolétarienne est, dans sa phase aiguë, moins un processus de transformation économique qu'une lutte pour le pouvoir entre bourgeoisie et prolétariat, qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'État conditionnée par l'existence des Conseils prolétariens comme organes **politiques** de la classe et par la prédominance dans ceux-ci du parti communiste.

En second lieu, le Comité de Moscou a condamné l'abstentionnisme électoral. A cet égard, il est nécessaire de faire une distinction nette. L'abstentionnisme dérivant des erreurs de conception indiquées plus haut - et qui est surtout un apolitisme appelé à retomber dans les bras de son jumeau : l'apolitisme labouriste et réformiste - s'appuie sur des bases fausses.

Mais l'abstentionnisme soutenu sur le pur terrain de la doctrine marxiste, tel que nous le défendons ainsi que d'autres courants de l'Internationale, n'a rien à voir avec le précédent et réclame son propre droit de cité, et même d'orthodoxie, dans l'Internationale Communiste. Il sera soutenu au Congrès International, éventuellement contre les thèses du Comité de Moscou, avec les arguments qui ont été amplement développés dans notre journal et dans d'autres journaux communistes étrangers.

Le C.C. de notre fraction a reçu à Florence la charge d'établir des liaisons plus étroites entre les courants, les journaux, les militants de cette tendance, et il se met au travail en ce sens.

Quant au désaveu de l'Office d'Amsterdam, confié à d'excellents camarades dont nous avons souvent comment, l'activité, nous ne pouvons avancer aucun jugement. Il ne nous semble pas exact de dire que les opinions de cet office et de la conférence sont en tous points opposées à celles de Moscou. Les thèses respectives (voir «Comunismo» n° 13 et «Ordine Nuovo» n° 43) le démontrent.

Les thèses sur le syndicalisme se contredisent quelque peu entre elles (peut-être est-ce le résultat d'une collaboration hâtive), mais à partir du point 12, elles s'attachent correctement à condamner le néo-syndicalisme.

Sur un point, la résolution d'Amsterdam est inacceptable : il s'agit de l'admission des conseils d'usine à l'Internationale. Il est évident que l'Internationale est un organe politique et ne peut comprendre que des **partis politiques**. Les organes économiques pourront former l'Internationale syndicale, qui est déjà en voie de constitution, et qui adhérera et sera soumise à la politique de l'Internationale.

Cependant, nous ne voudrions pas qu'Amsterdam soit condamnée pour sa juste attitude, énergique et intransigeante, envers les opportunistes, les indépendants, les reconstruc-teurs. Nous ne croyons pas que Moscou abandonne ses positions de critique féroce contre les **renégats** du genre Kautsky. Mais nous traiterons de ces points délicats quand nous aurons de meilleures informations.

Une dernière considération. La décision de Moscou et les thèses qui en découleront pourront bien être opposées aux positions de notre tendance, hostile en général à toute **utilisation** de la démocratie bourgeoise. Mais elles ne pourront, en aucune façon, être invoquées pour justifier le maximalisme électoraliste italien, boiteux en doctrine, et équivoque dans la pratique puisqu'il peut aller jusqu'à la collaboration avec Nitti.

Comme nous l'avons maintes fois exposé, l'électoralisme italien n'est pas pratiqué par des communistes, mais par un conglomérat de communistes (au moins nominalement) et de social-démocrates. C'est pourquoi il est pire que le parlementarisme ouvertement réformiste et légalitaire, pratiqué par ceux qui, dans d'autres pays, sont hors de l'Internationale de Moscou et contre elle, condamnant l'action révolutionnaire et la dictature du prolétariat.

La pénétration dans le parlement et dans les communes s'effectue ici au moyen d'une démagogie extrémiste, mais avec un caractère et un contenu qui s'apparentent, non à leur négation révolutionnaire, mais à la routine réformiste.

Dans le P.S.I., on n'est pas en règle avec Moscou. Que l'on chasse les diffamateurs de la Russie des Soviets et ceux qui spéculent sur un «bolchevisme électoral», et l'on aura enfin le droit de débattre les grandes questions de principe et de tactique du communisme!

C'est sur ce terrain que, quitte à abandonner le vieux parti, notre courant, petit mais décidé, veut se placer pour pouvoir enfin dire son mot sur les problèmes vitaux du communisme international.

Lénine et le Parlementarisme

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», 3^{ème} année, Nr. 18, 11 juillet 1920)

Nous sommes parfaitement d'accord avec Lénine quand il écrit, dans la lettre publiée dans le N° 17 de «Comunismo», que le programme fondamental qui peut et qui doit réunir les véritables révolutionnaires des sphères ouvrières est la lutte pour le régime des Soviets. Or c'est précisément en relation avec ce problème fondamental que la question du parlementarisme doit être examinée : il s'agit de savoir si la participation des communistes aux parlements est utile à cette lutte, et dans quelle mesure.

Lénine coupe court au débat en affirmant de façon péremptoire et répétée que la non-participation est une erreur. Il appuie cette affirmation tranchée sur deux épisodes du mouvement russe : la participation des bolcheviks à la Constituante après la chute du tsarisme et leur participation à la Douma tsariste. Pour nous, ces deux épisodes ne peuvent être mesurés à la même aune.

L'époque de la Douma tsariste n'était pas une époque révolutionnaire : le pouvoir bourgeois était bien solide, et aucun symptôme n'indiquait la possibilité pour le prolétariat de conquérir révolutionnairement le pouvoir à une date plus ou moins proche. Au sein de cette assemblée, les représentants du prolétariat faisaient une œuvre de critique du système bourgeois qu'il n'était pas possible de faire efficacement d'une autre façon et qui était une œuvre de propagande révolutionnaire.

En Russie, le régime parlementaire ne s'est jamais complètement développé comme dans les pays occidentaux, avec toutes les conséquences funestes que cela a comporté. En participant à la Constituante, les bolcheviks y apportèrent le même esprit d'opposition révolutionnaire violente qu'à la Douma, car ce n'est pas leur séjour dans cette assemblée qui avait pu l'affaiblir. Lénine affirme de façon trop générale que l'action parlementaire dans la Constituante a eu la valeur d'une expérience révolutionnaire : personne n'a jamais pu dire en quoi elle consistait, et d'ailleurs, la Constituante a trop peu duré pour que l'expérience ait pu donner des résultats de grande valeur.

Pour inviter les communistes des pays démocratiques à pratiquer au sein des parlements une propagande pour les Soviets semblable à la propagande révolutionnaire et républicaine des bolcheviks au sein de la Douma, il faut, selon nous, ne vouloir tenir aucun compte de la différence des époques historiques : aujourd'hui, la lutte se déroule en pleine période révolutionnaire, cas très différent de celui où le pouvoir bourgeois se développait et se renforçait et où,

précisément, naissait ce parlementarisme dont le développement normal et complet fut empêché par la guerre et la révolution prolétarienne.

A propos de la propagande révolutionnaire pour les Soviets dans les parlements, Lénine dit : «peut-être n'est-elle pas facile à faire en Angleterre ou dans tout autre pays à régime parlementaire, **mais c'est là une autre question**». Eh bien non! Justement, la question est toute là. Si nous discutons sur le parlementarisme, ce n'est pas par amour pour des théories abstraites, mais uniquement parce que c'est pour nous une question tactique déterminante, précisément du fait que nous nous trouvons dans un de ces pays à régime parlementaire où, comme Lénine le dit très justement, la démocratie bourgeoise «a appris à illusionner le peuple, à le tromper par mille manœuvres, à faire passer le parlementarisme bourgeois pour une véritable démocratie, etc.».

Dans cette œuvre de valorisation de la fonction parlementaire, la bourgeoisie a trouvé et continue à trouver partout, dans ces pays, son allié le plus sûr dans les partis socialistes : pratiquant avec ténacité et insistance l'action parlementaire pour obtenir tel ou tel bénéfice en faveur des masses travailleuses, ces partis les ont en effet éduquées dans la confiance la plus complète à l'égard de l'œuvre persévérante accomplie dans leur intérêt.

Aujourd'hui encore, le parti socialiste italien, même sans tenir compte de la forte fraction social-démocrate qu'il conserve sciemment en son sein et qui est résolument hostile au régime des Soviets, donne la plus grande importance à l'action parlementaire et lui subordonne toute autre action politique, tout en se déclarant dans sa majorité maximaliste, communiste, etc.

Dans nos pays, la préparation à la dictature du prolétariat, antithèse si achevée de la démocratie bourgeoise, ne peut se faire sans un travail intense visant à détruire dans la masse toutes les illusions qu'elle nourrit sur le compte de la démocratie et qui lui ont été inoculées précisément par les partis socialistes : un tel travail ne peut pas être accompli sans rompre avec toute la tradition et sans abandonner les méthodes de la démocratie elle-même. La longue éducation démocratique est un très grand obstacle à la préparation révolutionnaire, à l'esprit révolutionnaire des masses, et plus elle a été longue, plus il est difficile de franchir cet obstacle, plus il y faut d'énergies, de ces énergies que le parlementarisme absorbe sans aucun fruit.

Il faut ajouter que l'abstentionnisme sert aussi à libérer le parti des arrivistes de bonne ou mauvaise foi et des démagogues installés en son sein. L'expérience longue et complexe des pays à régime parlementaire est absolument négative en ce qui concerne la valeur révolutionnaire de l'action parlementaire, mais tout à fait positive en ce qui concerne les dangers de déviation social-démocrate, de collaboration de classe, etc., qu'elle présente. Aussi autorisée qu'elle soit, l'affirmation de Lénine ne peut pas prévaloir à elle seule contre cette expérience, et il faudrait qu'elle s'appuie sur des expériences et des arguments convaincants.

La situation en Allemagne et le mouvement communiste

[Retour à la table des matières](#)

(«Il Soviet», 3^{ème} année, Nr. 18, 11 juillet 1920)

Berlin le 28 juin. La grande Allemagne vit d'une vie anormale. Après la terrible guerre dans laquelle elle a gaspillé une énergie incalculable, elle succombe aujourd'hui sous la poigne de fer des vainqueurs qui lui rafflent des matières premières, du matériel ferroviaire et des tonnes d'or ; aussi souffre-t-elle d'une asphyxie dont les symptômes apparaissent aussi bien dans l'héroïsme du prolétariat berlinois que dans l'ampleur du mouvement incessant qui agite le pays.

J'apprends, par des camarades qui ont étudié et étudient attentivement la situation, que la crise économique est à son comble. Les usines ferment, la production agricole est insuffisante, même si la récolte satisfait les besoins du pays.

Le prolétariat vit mal et frémit sourdement.

Étant donné la situation actuelle de l'Europe, la situation politique est encore plus menaçante. La politique de l'Entente avait réussi à constituer entre le bolchevisme et l'Europe bourgeoise une chaîne d'États-tampons dont l'un des principaux était la Pologne. Mais cette même politique a poussé la Pologne à entrer en conflit avec la Russie des Soviets, et aujourd'hui les armées contre-révolutionnaires se replient devant l'irrésistible contre-offensive rouge. Malgré tous ses efforts, l'Entente ne pourra sauver la Pologne, ni par la manière forte voulue par la France, ni par le jeu plus subtil de l'Angleterre. D'ailleurs cette dernière, même si elle le voulait, ne pourrait pas utiliser la force, car elle est désormais paralysée par la situation en Irlande, en Égypte, en Inde, et par les événements impressionnants d'Asie Mineure.

Dans quelques semaines sans doute, l'État-tampon n'existera plus. Les troupes soviétiques entreront à Varsovie devenu entre-temps la capitale d'une nouvelle République Soviétique, car, en Pologne aussi, la situation sociale et politique est tendue à l'extrême et les masses sont prêtes à s'insurger.

Si l'Entente ne peut éviter ce revers, et on ne voit pas comment elle le pourrait, l'Allemagne deviendra l'ultime rempart entre le soviétisme et l'Europe capitaliste.

L'Entente accentuera sa pression politique sur l'Allemagne pour la contraindre à remplir sa nouvelle fonction. La bourgeoisie allemande immobilisée par les chaînes des vainqueurs n'aura pas les coudées franches pour mener sa politique.

La crise économique et sociale continuera de s'accroître et les masses ne pourront rester indifférentes. Le putsch de Kapp se reproduira à une échelle élargie lorsque l'Entente imposera à Berlin un gouvernement d'extrême-droite et cette fois, le prolétariat sera amené à relever le défi en se lançant dans une lutte définitive.

• • •

Face à cette perspective, quelle est la préparation sociale et politique de la classe ouvrière allemande? Par malheur, on ne peut pas répondre à cette question sans un certain pessimisme.

Une grande partie des masses laborieuses se trouve encore sous l'influence du S.P.D. (Sozialdemokratische Partei Deutschlands) qui dirige les syndicats bureaucratiques traditionnels. Il est inutile de rappeler aux lecteurs Italiens la nature et la mission du parti de Noske, Scheidemann et Ebert. Le mot d'ordre de ce parti est de travailler afin de sauver la patrie allemande. Il est donc contre les grèves, même économiques, et pour la collaboration ouverte avec la bourgeoisie, ce qui a pour contrepartie la faim des ouvriers et leur résignation à l'exploitation capitaliste.

Les travailleurs des mines en sont la preuve vivante, au sens physique du terme. Ils sont réduits à l'état de morts vivants... Ce prolétariat n'aura-t-il pas perdu même la force de brandir les armes libératrices?

Nous avons ensuite l'U.S.P.D., le parti socialiste indépendant, fier de son éclatante victoire électorale récente. C'est un parti très nombreux et fortement organisé dont on entend souvent louer l'évolution à gauche. Tout le monde sait qu'il est issu de la IIe Internationale et hésite à entrer dans la IIIe. On sait aussi qu'il est divisé, en plusieurs courants et que sa droite flirte avec Scheidemann, alors que sa gauche penche vers les communistes.

Mais il est possible que les camarades italiens se soient fait de ce parti, à travers les articles publiés par l'«Avanti» à plusieurs occasions, une idée passablement fautive.

Le parti indépendant est le parti de l'indécision, du confusionnisme théorique, de l'incapacité d'agir et de la passivité. La gauche a obtenu contre la droite l'approbation d'un programme qui contient des phrases communistes, mais qui n'est qu'un avorton en matière de théorie et de principes ; en revanche, la droite a imposé facilement à la gauche ses directives tactiques, et le leader de celle-ci, Daümig, dont on a tant fait l'éloge comme chef de la révolution allemande, est lui aussi un «opportuniste» qui a battu en retraite devant l'influence des Crispian et Hilferding sur le parti.

Cette contradiction entre les paroles et l'action qu'on rencontre dans l'U.S.P.D. rappelle beaucoup ce qui se passe dans de larges couches du Parti Socialiste Italien.

J'ai assisté à une discussion entre communistes et indépendants. Un camarade communiste avait parlé de la situation allemande et de la tâche du prolétariat révolutionnaire ; de nombreux indépendants lui avaient répliqué. Un seul d'entre eux soutint que l'U.S.P.D. est un parti révolutionnaire au même titre que le Parti Communiste, mais sans pouvoir le démontrer.

Tous les autres développèrent une argumentation que répètent, en tous lieux et en tous temps, les réformistes : le prolétariat est inconscient, il est réactionnaire, il n'est pas mûr. Ils sont bien pour la dictature du prolétariat, pour les Soviets, pour la IIIe Internationale, mais **leur** révolution ne devra pas **répéter** les méthodes «russes», la terreur rouge, la suppression de la presse bourgeoise, toutes mesures dignes de «sauvages». Le système des Soviets devrait s'adapter à une coexistence avec les institutions démocratiques, du moins tout le temps nécessaire à leur apprentissage du pouvoir.

Voilà quelles sortes de gens sont les indépendants allemands. Naturellement, on m'assure que dans les meetings électoraux, ils ne disent pas cela, qu'au contraire, ils flamboient d'apostrophes révolutionnaires. La chose ne m'a pas paru nouvelle.

• • •

Il n'y a qu'un seul argument valable, malheureusement, pour la défense des indépendants, et encore s'agit-il d'un argument spécieux. Il consiste à dire que les communistes ne font pas beaucoup plus et mieux pour la préparation révolutionnaire. Même si c'était entièrement exact, cela ne pourrait servir de sauf-conduit à toute la marchandise avariée qui se dissimule sous le drapeau des Indépendants.

Les communistes, comme vous le savez, sont divisés. Il y a le K.P.D. (Parti Communiste Allemand) et, maintenant, le K.A.P.D. (Parti Ouvrier Communiste Allemand). Qu'est-ce qui divise les deux partis? Je l'ai demandé aux camarades de chacune des organisations.

Il faut avant tout faire l'historique de la scission. Dans le Parti Communiste, après la faillite de l'insurrection de janvier 1919, après la mort des deux grands chefs Liebknecht et Luxemburg, deux questions brûlantes se posèrent. L'une concernait les syndicats de métiers (Gewerkschaften) dominés par le réformisme et la bureaucratie social-démocrate : il s'agissait de savoir si l'on continuerait à y travailler ou si on les boycotterait pour constituer de nouveaux organismes. L'autre question concernait la participation aux élections.

La Centrale du Parti était à la fois pour l'entrée dans les syndicats et pour la participation aux élections. La conférence convoquée en juillet à Heidelberg (Berlin) approuva le programme de la Centrale. L'opposition contesta à nouveau la régularité

de la conférence et demanda qu'on en convoque une autre, après une ample discussion préalable des deux questions dans les organisations du Parti.

La Centrale, au contraire, fixa la date du second congrès à octobre 1919 selon un critère étrange : les représentants qui n'auraient pas, sur les deux questions du parlementarisme et des syndicats, un mandat conforme à ses directives, en seraient exclus.

Ne vinrent donc au congrès que ceux qui étaient du même avis que la Centrale, en particulier de nombreux fonctionnaires du Parti, et l'opposition fut déclarée exclue de l'organisation.

Les camarades du K.A.P.D. m'ont affirmé, avec juste raison, qu'ils n'avaient pas l'intention de constituer un nouveau parti, mais qu'ils furent exclus par un procédé incroyable, alors que si le Congrès avait été régulièrement convoqué, ils y auraient eu la majorité.

En avril 1920, voyant que toute tentative d'obtenir satisfaction était inutile, ils tinrent le Congrès constitutif du K.A.P.D. (Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands).

Ce parti est moins nombreux que le K.P.D., mais il prédomine à Berlin et à Hambourg et semble jouir de la sympathie des masses ouvrières industrielles.

Outre les deux questions déjà mentionnées, deux autres positions essentielles le séparent du K.P.D. : tout d'abord, il est contre la centralisation de l'action et pour le fédéralisme ; ensuite, il accuse la Centrale du K.P.D. de faiblesse et d'hésitations.

Il y a en outre la fameuse question du **national-bolchevisme** : les leaders de ce courant, Laufenberg et Wolffheim, de Hambourg, ont lancé dans un manifeste un mot d'ordre d'alliance même avec les bourgeois pour la guerre contre l'Entente et la lutte contre Versailles. Ils disent que si les Russes se servent de Brussilov, eux peuvent bien se servir des militaristes allemands ; ils ne voient pas l'énorme différence des situations, car les prolétaires russes sont au pouvoir et Brussilov représente un technicien de la guerre et non une classe ou un parti.

Les leaders du K.A.P.D. m'ont assuré cependant que les deux Hambourgeois et leurs rares partisans, s'ils sont encore formellement dans le parti, ont été désavoués et en seront éloignés très vite.

Quant à l'attitude du K.P.D. et à sa passivité, les accusations des exclus contre la Centrale ne sont sans doute pas sans fondement. La gauche du K.P.D. lui-même les partage.

Pendant les journées du putsch de Kapp, la politique du Parti n'a pas été à la hauteur de la situation, elle a démontré que la Centrale avait perdu le contact avec les

masses et ne savait pas leur lancer de nets mots d'ordre révolutionnaires. Les polémiques à cet égard sont très vives. En réalité, les conditions qui règnent en Allemagne ne permettent pas au Parti communiste d'entraîner derrière lui le prolétariat. Le fait d'avoir participé aux élections n'a pas dû beaucoup améliorer la situation. Le Parti a aujourd'hui au Reichstag deux députés : Paul Lévy et Clara Zetkin. Paul Lévy est le leader intellectuel du Parti ; cependant c'est un homme de droite ; les lecteurs du «Soviet» connaissent sa malheureuse thèse de **l'opposition loyale**¹ à l'éventuel gouvernement «socialiste». (Voir no 14.)

Le K.A.P.D. soutient la constitution de conseils d'usines (Betriebsräte), mais ses thèses sont confuses et il boycotte les conseils d'usines légaux qui existent en Allemagne et qui suivent en majorité les Indépendants.

Les kaapédistes travaillent hors de ceux-ci comme hors des syndicats, en vue de former des conseils d'usines illégaux coordonnés par une union ouvrière révolutionnaire («Betriebsorganisation») illégale, qui n'est plus, selon moi, un organe économique puisque tous les ouvriers ne peuvent pas y entrer, mais qui n'est pas encore un organe politique. On ne peut donc pas affirmer que les conseils d'usines conduisent tout le prolétariat sur la véritable voie révolutionnaire.

Si je devais exprimer une opinion sur les directives du K.A.P.D., je modifierais peu de choses à ce que j'écrivais dans les n° 8 et 13 de ce journal.

De même, l'abstentionnisme du K.A.P.D. est différent, comme je le disais, de celui de notre fraction, car tout en se prévalant de constatations et d'arguments analogues, il s'appuie partiellement sur une conception différente de l'action **politique et du parti** en général.

Par contre, la nouvelle organisation est en grande partie plus combative et révolutionnaire et elle développe une plus large activité dans les masses ; ses partisans sont les ouvriers qui ne tolèrent ni le manque d'intransigeance dont le vieux parti fait périodiquement preuve, ni sa conversion au parlementarisme, laquelle le rapproche des Indépendants, qui profitent de sa tactique pour mieux se faire valoir aux yeux du prolétariat allemand et de l'Internationale.

Il ne faut pas cacher que dans le K.P.D. se trouvent aussi des abstentionnistes, particulièrement parmi les jeunes.

¹ En réalité, la déclaration n'était pas de Lévy qui, de sa prison, avait au contraire critiqué sévèrement la passivité de la direction du K. P. D. le premier jour du putsch et son offre d' « opposition loyale » à un éventuel gouvernement socialiste. « Il Soviet » du 3 octobre s'excusa de l'erreur, mais ajouta que, de toute façon, « le point de vue exprimé par Lévy après sa libération (par exemple à l'assemblée de délégués d'usine rapportée par le « Freiheit » du 28 mars) consistait, malgré tout, à encourager la formation d'un gouvernement d'Indépendants et de social-démocrates, au besoin par des pourparlers, puisque la dictature du prolétariat n'était pas encore réalisable ».

La jeunesse communiste est sur le point de se diviser elle aussi en deux camps, de se partager entre les deux partis.

Certes, la crise n'est pas sans gravité et on n'en entrevoit pas la solution. Le congrès de l'Internationale communiste pourra-t-il l'apporter?

En attendant, les événements se précipitent. Peut-être réveilleront-ils les travailleurs et les communistes. Le prolétariat allemand, qui a eu pour militants des géants de la pensée comme Marx, Engels, W. Liebknecht, Mehring et des apôtres du sacrifice comme Karl et Rosa, ne peut pas être inférieur aux exigences de la lutte pour le triomphe du communisme au cœur de l'Europe qui est peut-être appelée à décider entre les deux grands adversaires : le capitalisme mondial et les phalanges rebelles qu'il suscite sous tous les cieux.

Histoire de la gauche communiste, Tome II, partie II

Chapitre IX

Le IIème Congrès de l'Internationale Communiste, un sommet et une croisée des chemins

[Retour à la table des matières](#)

9.1 - Prélude

Au moment du II^o Congrès de l'Internationale Communiste (19 juillet - 7 août 1920), la situation économique et sociale et les luttes de classe dans le monde apparaissaient encore comme grosses de possibilités révolutionnaires, malgré les dures défaites de la première année de paix.

La contre-offensive de l'Armée rouge contre le bastion le plus avancé des anglo-français en Europe orientale - la Pologne - était en cours, et on attendait d'un moment à l'autre la chute de Varsovie qui ne devait malheureusement pas se produire. Parallèlement, les troupes du dernier général blanc subventionné par l'Entente, Wrangel, perdaient peu à peu du terrain en Russie du Sud, particulièrement en Crimée ; en Octobre, elles finirent par se volatiliser littéralement quand les derniers rescapés s'embarquèrent sur les navires français.

L'avance jusqu'au cœur de la Pologne faisait oublier les horreurs de la contre-révolution en Finlande et en Hongrie. La combativité était encore vive dans le prolétariat allemand ; l'Angleterre connaissait de grandes grèves de mineurs et la

France, de cheminots ; en Italie, l'occupation des usines fut précédée d'une vive fermentation. Même les deux grands pays occidentaux sortis vainqueurs de la guerre ¹ connaissaient eux aussi une vague d'arrestations et de persécutions ; en Espagne et dans les Balkans, l'instabilité politique et sociale était chronique ; les pays neutres, depuis la Suisse jusqu'à la Scandinavie, et à des pays de moindre importance ayant pris part à la guerre comme la Belgique ou les Pays-Bas, présentaient des symptômes d'agitation. Tout cela incitait naturellement à diagnostiquer une crise aiguë du régime capitaliste. Cette crise atteignait jusqu'au grand bénéficiaire du carnage, les États-Unis (grève de l'acier, septembre 1919 - janvier 1920). Comme le rappellera Lénine dans le discours d'ouverture du Congrès, elle trouvait également une expression dramatique dans les conflits qui, à la conférence de Paris, mirent aux prises les Alliés eux-mêmes, et dans les cris d'alarmes d'un Keynes sur les conséquences désastreuses d'une politique revancharde à courte vue, insensée du point de vue économique.

Fait significatif, en raison même de cette crise, Moscou, symbole de l'Octobre rouge, attirait irrésistiblement des groupes prolétariens dont ni l'origine ni la tradition n'étaient marxistes, mais qui étaient engagés à fond dans des luttes sociales et pleins d'élan révolutionnaire. Sous son influence, I.W.W. américains, **shop stewards committees** anglais, syndicalistes - révolutionnaires français, italiens, espagnols, allemands commençaient à s'ouvrir un peu aux problèmes du Parti, de la conquête violente du pouvoir, de la dictature prolétarienne et de la terreur. Un autre fait pouvait apparaître comme un **symptôme** de l'imminence d'une crise révolutionnaire à l'échelle européenne : c'était l'attitude de puissantes organisations comme l'**Independent Labour Party** en Angleterre, l'**U.S.P.D.** en Allemagne, le **P.S.F.** (ex-S.F.I.O.) en France, le **Socialist Party of America** aux États-Unis ; ayant décidé d'abandonner la II^e Internationale, ces partis oscillaient en effet entre la douteuse perspective d'une «reconstruction» sur des bases **moins ouvertement** conciliatrices (une espèce d'Internationale 2 1/2 avant la lettre) et de prudents sondages diplomatiques en vue d'une éventuelle adhésion à l'I.C., soit que (hypothèse la plus bienveillante, mais aussi la plus discutable) leurs dirigeants aient été poussés à s'incliner par la base, soit que (hypothèse plus conforme, selon nous, à leur mission historique), ils aient senti qu'ils devaient **prévenir** la radicalisation de cette base, et la combattre pour empêcher que des fractions plus résolues ne se détachent du vieux parti.

Ainsi, tandis que même ceux qui avaient lancé la croisade anti-bolchevique en 1918-1919, commençaient à se résigner à l'état de fait en Russie, voire à le «reconnaître» au point d'envisager de conclure des traités de paix et des accords commerciaux avec elle (la Grande-Bretagne fut la première à se mettre sur les rangs), tout semblait à nouveau possible dans l'arène de la lutte des classes, après les terribles revers de 1919 et les longues années de guerre civile dans l'aire immense gouvernée par le pouvoir issu de l'Octobre rouge. **Jamais** oubliée ni démentie, la perspective de

¹ Peu avant le II^e Congrès avaient été arrêtés en France Lorient, Monatte et Souvarine; en Angleterre, Sylvia Pankhurst.

la révolution **mondiale** reprenait corps. Elle était alimentée par les puissantes secousses qui agitaient les colonies et semi-colonies, surtout britanniques, jusque-là essentiellement sources pour le capital européen de ces surprofits qui avaient permis la constitution d'une aristocratie ouvrière, base de l'opportunisme. A des années de distance, ces secousses confirmaient la vision grandiose de Marx et d'Engels sur la soudure entre le mouvement prolétarien des métropoles capitalistes et les efforts d'émancipation des peuples de l'Orient entraînés dans le tourbillon, de l'économie et du marché mondiaux. Cette vision qui, à leur époque, concernait surtout l'Inde et la Chine, intéressait désormais aussi la Perse, la Turquie et les Indes hollandaises. Si, comme le racontent les témoins d'alors, les yeux des délégués au II^o Congrès étaient fixés sur la carte de Pologne où l'on faisait avancer quotidiennement des petits drapeaux marquant la progression de l'Armée rouge, leur présence à Moscou témoignait d'une bataille beaucoup plus large puisqu'elle s'étendait à tous les continents ; en effet des militants ouvriers venus des pays les plus divers, et différant non seulement par la couleur de leur peau, mais aussi par leur idéologie, s'étaient rassemblés dans la capitale du premier pays qui ait connu une véritable dictature prolétarienne, unis par une passion révolutionnaire plus forte que leur attachement aux traditions politiques particulières qu'ils avaient héritées du passé. Comme les bolcheviks furent les premiers à s'en apercevoir, cette grande flambée relevait en grande partie d'une «mode», politique nouvelle, avec tout ce que cela comporte de suspect. C'est pourquoi Zinoviev put parler de la nécessité de «fermer à clef l'Internationale Communiste» et de placer à l'entrée une «sentinelle», et Trotsky préférer la ferveur naïve de militants non encore débarrassés de leurs préjugés anti-autoritaires, mais pleins d'élan et d'instinct de classe, à l'«arrogance» de «communistes» pour qui les grandes questions qui avaient déchiré le mouvement ouvrier - la question du parti, celle de la conquête violente du pouvoir, de la dictature et de la terreur rouge - étaient désormais des conquêtes définitives. Quant à Lénine qui couvrait d'infamie non seulement la droite social-démocrate, mais le centre qui avait abjuré le mouvement révolutionnaire malgré sa hâte à envoyer des pèlerins à Moscou, il ne reprochait au gauchisme que d'être une «maladie d'enfance du communisme», contre partie de la vitalité et de la croissance de ce mouvement.

Il n'en reste pas moins que cette flambée était capable de brûler bien des scories à condition d'être correctement dirigée. Or ceux qui la dirigeaient étaient les bolcheviks engagés au même moment dans une bataille titanesque sur le front tant intérieur qu'extérieur. En rédigeant des thèses pour le Deuxième Congrès, ils avaient forgé des armes bien plus redoutables que ne pouvaient l'imaginer les délégués affluant à Moscou, eux dont les partis n'avaient adhéré au Comintern qu'un an plus tôt. Dans leur majorité, ceux-ci n'étaient pas prêts à reconnaître ces thèses comme leurs ; ils ne les acceptaient que de façon formelle, sans en assimiler la substance. Cela n'empêche pas qu'elles devaient rester comme autant de jalons sur la voie du prolétariat engagé dans la lutte pour son émancipation : mettant en garde les délégués contre l'erreur de croire qu'il ne restait à la classe dominante aucun moyen de sortir de la crise d'après-guerre, Lénine soulignera dans son discours inaugural qu'avec de

telles armes, la situation pouvait cesser d'être révolutionnaire¹, sans que la préparation de l'assaut insurrectionnel cesse d'être possible.

A un demi-siècle de distance, il est facile de dire que l'enthousiasme d'alors masquait une réalité bien moins favorable qu'on n'avait tendance à le croire. On ne doit pourtant pas oublier que l'année 1920 s'était ouverte sous le signe de deux grandes victoires : la défaite de l'ennemi dans la guerre civile de Russie et la jonction des divers détachements de l'armée prolétarienne mondiale, que la guerre impérialiste et le siège de la république bolchevique par l'impérialisme avaient démembrée. Deux semblables victoires justifiaient non seulement l'enthousiasme mais l'allégresse, et seuls des pédants et des philistins peuvent ne pas en sentir la portée historique. D'ailleurs, les dirigeants de l'Internationale voyaient parfaitement les aspects contradictoires et les «ambiguïtés» de la situation du mouvement communiste. Il n'y avait pas la moindre rhétorique chez Lénine lorsqu'il déclarait fièrement, après la fin de l'encerclement de la Russie :

«Un peu plus d'un an est passé depuis le premier Congrès de l'Internationale communiste, et aujourd'hui nous parlons déjà en vainqueurs face à la II^o Internationale»,

ni chez Zinoviev lorsqu'il disait :

«Aujourd'hui, nous avons pleinement le droit de proclamer que la II^o Internationale a été frappée à mort par la III^o [...]. Sa chute reflète la chute même de l'ordre bourgeois [...]. Nous l'avons vaincue, parce que le «crépuscule des dieux» de la bourgeoisie a commencé [...] et que ceux qui s'efforcent de lier leur sort à la bourgeoisie ne peuvent que la suivre dans l'abîme»².

Pourtant les bolcheviks étaient trop bons marxistes pour ignorer que, depuis le Premier Congrès, les choses n'avaient pas sensiblement changé au sein du mouvement ouvrier. Aucun parti communiste ne s'était encore constitué en Europe, pour ne rien dire des États-Unis. Pis, parmi les partis qui étaient sur le point de se constituer ou qui prétendaient l'être déjà, bien peu offraient de sérieuses garanties de communisme. Serrati déplorait (et l'historien Carr lui fera plus tard écho), l'attitude et le ton ennuyeusement «pédagogiques» de Moscou à l'égard des délégués des partis adhérents ; il se plaignait de ce que, plus encore que les «compagnons de route» atteints de gauchisme infantile, ils fussent traités par elle en écoliers, et souvent guère mieux (sinon plus mal) que les douteux candidats de l'U.S.P.D. ou du P.S.F. La vérité est que les bolcheviks **devaient agir ainsi**, puisque, comme ils s'en rendaient bien

¹ Lénine le rappela à Serrati et à Frossard qui raconte que Lénine l'attaqua en ces termes : « On ne vous demande pas de faire la révolution tout de suite; ce qui compte, c'est la préparation révolutionnaire ».

² Toutes les citations sont tirées du « Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale », Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint.

compte, ils étaient les seuls à pouvoir le faire. Quant à nous, nous aurions souhaité les voir aller encore **plus loin** dans le sens de l'intransigeance et la rigueur.

Les bolcheviks savaient que pour libérer ces aspirants communistes de tout un passé pourri de conciliation (dans le meilleur des cas), de compromission (dans le pire), ils auraient plus de mal encore qu'ils n'en avaient eu en Russie avec les assemblées d'ouvriers et de paysans «sans parti». Le II^o Congrès consacra une grande partie de ses efforts au **prosélytisme et à la propagande au sein même du mouvement communiste ou soi-disant tel**, dont, plutôt ou non à Serrati ou à d'autres, seuls les vainqueurs d'octobre pouvaient prendre l'initiative. Dans un premier temps, ils avaient été enclins à adoucir les conditions d'admission à l'Internationale. Peut-être croyaient-ils avoir affaire à des partis théoriquement et pratiquement mûrs et n'ayant donc pas besoin d'ordres ou d'interdictions pour trouver la voie juste ; peut-être, tout simplement, pensaient-ils pouvoir neutraliser plus facilement ces convertis de la dernière heure que leurs adversaires de Russie, et pouvoir être plus coulants avec eux qu'ils ne l'avaient été à la tête de la dictature soviétique. Quoi qu'il en soit, les débats du Congrès les éclairèrent sur les «communistes» européens et ils finirent par durcir lesdites conditions d'admission, de façon il est vrai insuffisante à l'avis de la Gauche.

Abstraction faite des partis de l'aire soviétique, balkanique, germanique, de Pologne et de Finlande, on ne pouvait compter sérieusement ni sur les rares acquisitions récentes en Europe (les partis communistes d'Espagne et de Belgique), ni sur le Parti socialiste italien, dont la véritable physionomie ne s'était encore qu'à moitié découverte : il en allait de même pour les deux partis qui s'étaient hâtivement constitués en Amérique et qui allaient bientôt fusionner, le «Communist Party of America» et le «Communist Workers Party of America» ; la même chose valait pour les quatre groupes anglais (le «British Socialist Party», le «British Labour Party», la «South Wales Socialist Society» et la «Workers Socialist Federation») qui avaient formé ensemble un «Comité provisoire pour la constitution du Parti Communiste de Grande-Bretagne», mais qui étaient faibles, confus et divisés non seulement sur la question parlementaire et la question syndicale, mais sur celle de l'adhésion au «Labour Party», question que la structure élastique de celui-ci permettait de poser. Quant au bilan des derniers mois en Allemagne, s'il donnait tort au K.A.P.D. sur le plan théorique, il n'était pas plus en faveur du K.P.D., ni pour la maturité doctrinale, ni pour l'orthodoxie de la tactique. En France, Suisse, Scandinavie, Italie, les courants, groupes et fractions effectivement communistes n'avaient encore qu'un poids négligeable. Bref, il n'était pas possible de juger les partis qui s'étaient déjà officiellement formés en Europe et en Asie avant qu'ils aient subi l'épreuve des faits.

Quant aux ailes «gauches» déjà séparées des partis «centristes» ou sur le point de le faire, leur apport était douteux et toujours considéré avec suspicion ; certes, les détachements de militants combattifs tels que les I.W.W., les **shop stewards**, les syndicalistes français et espagnols en crise, etc., pouvaient servir de contrepoids et, dans une certaine mesure, d'antidote à ces partis, mais ils avaient eux-mêmes besoin d'une dure «école préparatoire», dont on ne pouvait prévoir le résultat.

«La lutte entre nous et la II^o Internationale, dira Zinoviev à l'ouverture du Congrès, n'est pas une lutte entre deux fractions **d'un même** mouvement révolutionnaire prolétarien, ce n'est pas une lutte entre des nuances, ce n'est pas une lutte entre des courants situés du même côté de la barrière de classe ; c'est **une lutte entre les classes**».

A l'échelle historique, c'était vrai ; mais dans l'immédiat, la revendication du président de la III^o Internationale («de la clarté, encore de la clarté») était bien loin d'être satisfaite, et la ligne de rupture entre les classes passait au milieu de presque tous les partis affiliés. «Tout pas en avant du mouvement réel» est plus important pour les marxistes qu'un **chiffon** de programme, mais **à la condition expresse** qu'il ne soit pas accompli au prix d'un «marchandage sur les principes». Pourtant, les délégués réunis à Moscou s'attendaient à être accueillis par des manifestations d'enthousiasme, et non pas par le déluge de critiques qui s'abattit sur eux et que nous pourrions appeler la version 1920 de la «Critique du programme de Gotha».

Aux «reconstructeurs», on pouvait claquer la porte au nez. Mais, comme l'écrivait Lénine dans son projet de «Thèses sur les tâches fondamentales du II^o Congrès», daté du 14 juillet¹, l'«immense danger immédiat pour le succès de la libération du prolétariat» - danger beaucoup plus grave que la tendance au «gauchisme» - consistait en ce que :

«certains des anciens partis de la II^o Internationale, tantôt cédant plus ou moins inconsciemment devant les désirs et la pression² des masses tantôt les trompant consciemment pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, proclament leur adhésion conditionnelle et même inconditionnelle à la III^o Internationale, tout en **restant** en fait, **dans tout leur travail pratique et politique**, sur les positions de la II^o Internationale».

Et Lénine en déduisait que «la période actuelle du développement du mouvement communiste international» était «caractérisée par le fait que **dans l'immense majorité des pays capitalistes**, la préparation du prolétariat à l'instauration³ de sa dictature n'est pas achevée et très souvent **n'a même pas encore été entreprise d'une façon systématique**» (Thèse 5).

Il était urgent de «veiller à ce que la reconnaissance de la dictature du prolétariat ne puisse demeurer uniquement verbale», en n'oubliant pas (comme le faisaient les partis qui hésitaient à s'amputer de leur aile droite ou de leur «centre kautskyen ouvert ou masqué») que

¹ Lénine, « Œuvres », vol. XXXI, pp. 186 et suivantes.

² Nous préférons ce terme (« Andrang » dans le « Protokoll » allemand) à la traduction approximative par « volonté » dans les « Œuvres » en français.

³ « Exercice » dans les « Œuvres » en français.

«ce qui, avant la victoire du prolétariat, ne semblait être qu'une divergence théorique sur la démocratie deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question à trancher **par la force des armes**».

Dans ces conditions, quoi d'étonnant dans l'«attitude pédagogique du glorieux état-major bolchevique?» Si celui-ci s'était saigné à blanc au cours de deux ans et demi de guerre civile, c'est qu'il savait que le triomphe de la révolution mondiale dépendait de sa victoire. Se retrouvant politiquement et pratiquement presque seul, bien que son isolement **physique** ait cessé, il avait ne disons pas «le droit» (il ne le revendiqua jamais), mais le devoir révolutionnaire de «faire la leçon» à ceux qui auraient dû être à l'avant-garde du mouvement, mais qui se trouvaient en queue. La prophétie faite par Kautsky en 1902 et rappelée dans le 1er chapitre de la «Maladie infantile» se réalisait, contre Kautsky :

«La Russie, qui a puisé tant d'initiative révolutionnaire en Occident, est peut-être maintenant sur le point d'offrir à ce dernier une source d'énergie révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire russe qui monte sera peut-être le moyen le plus puissant pour chasser **l'esprit de philistinisme débile et de politicaillerie**, esprit qui commence à se répandre [en 1920 il était plus que répandu] dans nos rangs ; de nouveau ce mouvement fera jaillir en flammes ardentes la soif de lutte et l'attachement passionné à nos grands idéaux» ¹.

Mais il ne s'agissait pas d'un processus mécanique, comme le souhaitait peut-être M. le Professeur Kautsky, docteur en haute théorie : c'était une **tâche, une autre** très lourde **tâche**, que les héroïques militants russes qui avaient cru pouvoir enfin reprendre haleine et **recevoir** après avoir tant **donné**, s'apprêtaient à remplir avec une fermeté tout aussi héroïque. Seuls des Indépendants allemands ou anglais pouvaient en déduire qu'ils étaient imbus d' «esprit nationaliste»!

Quand ils évoquent la masse imposante des brochures, thèses et commentaires rédigés par les bolcheviks entre la fin du mois d'avril - date où il fut décidé de convoquer le II^o Congrès dans le plus bref délai et qui marqua le début du pèlerinage des «missions d'information» socialistes à Moscou - et le 19 juillet, date d'ouverture du Congrès - les historiens à la solde de l'opportunisme se plaisent invariablement à nous jeter à la tête «La Maladie infantile du communisme» (le «**gauchisme**»), avec l'air de dire, quand ils ne le disent pas tout net en jubilant : nous vous avons pris sur le fait, vous autres de la Gauche ; la voilà, votre bulle d'excommunication ; la voilà, notre attestation de léninisme!

Ces savants **public relations men** de l'opportunisme font semblant d'ignorer deux petits détails. Le premier est que «La Maladie infantile» s'ouvre sur la constatation suivante :

¹ Lénine, « Œuvres complètes », XXXI, pp. 16-17.

«Après la victoire de la révolution prolétarienne, même si elle n'a lieu que dans un seul des pays avancés [...], la Russie redeviendra, bientôt après, un pays non plus exemplaire, mais retardataire [...]. Mais en ce moment de l'histoire, **les choses se présentent ainsi** : l'exemple russe montre à **tous** les pays quelque chose de tout à fait essentiel, de leur **inévitabile** et prochain avenir» ¹.

Et ce «quelque chose» **n'est pas** la voie démocratique, parlementaire, nationale au... socialisme dont ces messieurs se régalent et régalent leur public. C'est :

«**l'expérience de la dictature du prolétariat**», c'est-à-dire de «la guerre (eh oui, guerre et non dialogue, guerre et pas seulement lutte) la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie [...] dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liens internationaux de la bourgeoisie, mais encore dans la **force de l'habitude**, dans la force de la **petite production**. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or la petite production **engendre** le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable [et non pas : bonne ici, mauvaise ailleurs], et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort» ².

En second lieu, les historiens opportunistes feignent d'ignorer quels courants la critique de Lénine vise : tout d'abord, ceux qui après avoir accepté le principe antidémocratique, anti-parlementariste et anti-légaliste de la dictature (que les fourriers de l'opportunisme d'aujourd'hui ont cent fois renié), réduisent cette acceptation à néant en propageant, consciemment ou non, une idéologie **tout aussi démocratique** puisqu'elle nie le parti, la centralisation, le rôle dirigeant de l'«organisation préalable», donc «la constitution du prolétariat en classe», et du même coup les conditions de sa «constitution en classe dominante» ; ensuite, ceux qui (autre aspect de la «force d'inertie» petite-bourgeoise) croient résoudre toutes les questions en substituant la «phrase révolutionnaire», l'extrémisme verbal, à la difficile recherche des solutions tactiques directement reliées au **principe** de la prise violente du pouvoir et de son exercice dictatorial. A cette réserve près que notre fraction ne se situait pas dans le camp du gauchisme infantile (nous avons déjà rappelé que Lénine avouait en parlant de nous qu'il nous connaissait trop peu), «La Maladie infantile» doit être considérée comme nous l'avons fait à l'époque, c'est-à-dire comme une vigoureuse offensive contre cette seconde face du **démocratisme petit-bourgeois** que sont l'anti-autoritarisme et l'anti-partisme de type «libertaire», le parlementarisme, le légalisme et le réformisme, qui en est la première face, y ayant été préalablement liquidés en quelques phrases lapidaires.

¹ Lénine, « Œuvres complètes », vol. XXXI, pp. 15-16.

² Lénine, « Œuvres complètes », vol. XXXI, pp. 17-18.

Allons plus loin : **dans la mesure où** (et seulement dans cette mesure), dans de larges secteurs de la classe ouvrière, en particulier anglo-saxonne, l'anti-autoritarisme et l'anti-partisme n'étaient pas une filiation **directe et pleinement revendiquée** de la vieille déviation proudhonienne et bakouniste, mais une réaction immédiate et inconsciente contre la putréfaction des partis socialistes avoués et contre le laxisme accommodant de ceux qui, tout en se prétendant communistes, voulaient conserver leur ancien nom jugé «glorieux», il était juste de qualifier le «gauchisme» de «maladie de croissance» qui, à la différence de l'infection sénile du démocratisme, pouvait être guérie par des méthodes **même seulement** «pédagogiques» ; dans cette mesure en effet, ces réactions traduisaient «la noble haine prolétarienne contre les politiciens de classe de la bourgeoisie», qui est «le commencement de la sagesse». C'est sur les racines de la tradition idéologique et «culturelle» des fourriers de l'opportunisme qui ne peuvent comprendre cette haine que s'abat la hache de la «Maladie infantile»!

Ceci dit, qu'on ne vienne pas prétendre que si le II^o Congrès a réaffirmé avec vigueur les principes fondamentaux communs aux bolcheviks et à la Gauche - parti-dictature-terreur, bref anti-démocratisme et antiparlementarisme -, c'est parce qu'il considérait comme imminente l'issue révolutionnaire de la crise mondiale. Pour Lénine, la reconnaissance de ces principes (que même Kautsky, même Turati pouvaient bien reconnaître «en paroles») ne peut se limiter à une vague profession de foi : elle est un engagement constant à préparer l'issue révolutionnaire de la crise de la société bourgeoise. Que l'insurrection armée soit proche ou lointaine, telle est la boussole qui guide la marche du parti dans **toutes** ses manifestations, y compris l'activité parlementaire qui de toute façon est **toujours** une des moins importantes ¹, et qui, dans des circonstances données, peut et **doit** être suspendue. Les thèses déjà citées, de même que tous les discours au II^o Congrès le répètent avec force, et si les fourriers de l'opportunisme les sautent à pieds joints, ce n'est pas par hasard, car on y retrouve **en détail** ce qui, au début de la «Maladie infantile», avait été condensé en quelques pages lapidaires et donné pour **définitivement acquis**. Or ces thèses et ces discours insistent d'autant plus sur ce point qu'après la date (12 mai 1920) où Lénine termina la brochure complétée de son appendice, les premiers contacts avec les «pèlerins» arrivant à Moscou avaient une énième fois prouvé que non seulement il ne

¹ Il est rare que l'. . . » antidogmatique » Lénine laisse passer une erreur théorique. A ces bizarres « communistes de gauche » qu'étaient les tribunistes hollandais qui disaient que « lorsque le système de production capitaliste est désorganisé et que la société se trouve en état de révolution, l'action parlementaire perd peu à peu de sa valeur, si on la compare à l'action des masses elles-mêmes », il répondit dans cette « Maladie infantile » tant invoquée par les tartufes de l'opportunisme que cet argument est « historiquement et politiquement faux », parce que « l'action des masses - une grande grève, par exemple - est **toujours plus importante** que l'action parlementaire [souligné par Lénine] et **pas seulement** pendant la révolution ou dans une situation révolutionnaire » (souligné par nous; cit. p. 56).

Pour les tartufes en question au contraire, l'activité parlementaire est l'alpha et l'oméga et c'est elle que « l'action des masses » doit soutenir, quand tout va bien; quant à la « grande grève », existe-t-elle encore sous leur règne béni?

constituait pas pour eux un acquis définitif, mais qu'ils ne reconnaissaient pas d'acquis **du tout!**

9.2 - Premiers contacts avec des délégations ouvrières occidentales

[Retour à la table des matières](#)

A cet égard, l'arrivée de la délégation italienne avait été plus révélatrice encore que celle des délégations de l'**Independent Labour Party** anglais, et du P.S.F. Sa décision d'aller en Russie remontait au 3 avril et son but, à l'origine, était d'«étudier le fonctionnement du régime soviétique», selon une idée typiquement opportuniste : aller chercher dans la «patrie de la révolution d'Octobre» non une **leçon politique** et une **confirmation théorique** (pour cela il n'y avait pas besoin de voyages... d'exploration, puisqu'elles étaient inscrites dans les faits de la révolution elle-même, et dans les **œuvres** de ses artisans), mais un modèle de construction «technique» de la société nouvelle, un brevet... d'engineering social. La délégation comprenait treize membres : Serrati et Vacirca pour la direction, Bombacci, Rondani et Graziadei pour le groupe parlementaire, d'Aragona, Bianchi, Marietti, Colombino, Dugoni, Pavirani, Nofri, Pozzani pour la C.G.L. (Confédération Générale du Travail), la Ligue nationale des coopératives et d'autres organisations économiques locales. Tous s'étaient sagement prémunis contre le typhus et la faim grâce à d'abondants stocks de vivre (les spaghetti, première «exception nationale») et à des vêtements spéciaux, qui leur donnaient des airs de scaphandriers. Comme le rappelle Rosmer, entre autres, ils paraissaient dignes en tout point d'une expédition Cook's.

Bien que la «droite» y ait eu la majorité absolue, cette délégation fut très fêtée lors de son arrivée à Pétrograd le 6 juin et à Moscou le 14 (le jour même de la lettre de convocation du II^e Congrès). A cette époque, écrit Zinoviev,

«nous ne savions pas qu'il s'agissait de réformistes ; nous avons une confiance totale en Serrati, comme en tous ceux qu'il avait amenés avec lui ; nous pensions qu'il s'agissait d'éléments aux idées encore confuses, mais dont le dévouement à la cause prolétarienne était vraiment sincère»¹. Mais le 16 juin, au Comité exécutif des Soviets, la délégation dut écouter le réquisitoire de Boukharine contre le parti français qui refusait de s'amputer de son aile droite² et, le 18, elle dut lire dans «La Pravda» le

¹ Cité dans « La questione italiana al III Congresso de l'Internazionale comunista », Roma, 1921, p. 11.

² Cité dans « Comunismo » n° 20, 15-21 juillet 1920.

«salut» que lui adressait le même Boukharine, et qui disait en substance : «Il est temps de chasser du mouvement ouvrier italien le groupe des turatiens réformistes!»¹, ce qui revenait à dire aux trois quarts des délégués italiens de débarrasser le plancher! Dans «La Maladie infantile», donnant raison au moins en cela au «Soviet», Lénine avait formé le vœu que le P.S.I., qui depuis un an déjà adhérait à l'Internationale, se décidât à «chasser **avec ignominie** MM. Turati et Co. pour devenir un parti communiste aussi bien par son nom que **par son œuvre**». Dans le passage, cité plus haut, de «Terrorisme et communisme», autre inoubliable viatique pour le II^o Congrès, Trotsky avait écrit ces mots, dont il serait inutile de conseiller la lecture attentive aux historiographes opportunistes :

«Pour expliquer l'attitude conciliatrice adoptée envers les groupes kautskystes, longuettistes, turatistes, on déclare en général que dans les pays en question, l'heure de l'action révolutionnaire n'a pas encore sonné. Mais une pareille façon de poser la question n'est pas la vraie. Personne, en effet, n'exige des socialistes qui aspirent au communisme, qu'ils fixent pour une date prochaine un coup d'État révolutionnaire. Mais ce que la III^o Internationale exige de ses partisans, c'est qu'ils reconnaissent non en paroles, mais en fait, que l'humanité civilisée est entrée dans une époque révolutionnaire, que tous les pays capitalistes marchent vers d'immenses bouleversements et à la guerre de classes ouverte, et que la tâche des représentants révolutionnaires du prolétariat consiste à préparer pour cette **guerre** inévitable, très proche, l'armement nécessaire en idées et les organisations qui serviront de points d'appui. Les internationalistes qui trouvent possible de collaborer aujourd'hui encore avec Kautsky, Longuet et Turati, de diriger avec eux les masses ouvrières, **renoncent par là même en fait à la préparation, dans le domaine des idées et de l'organisation, au soulèvement armé du prolétariat, que ce soulèvement soit proche ou lointain, qu'il s'agisse de mois ou d'années**. Pour que le soulèvement ouvert des masses prolétariennes ne s'émiette pas en tardives recherches d'une voie, d'une direction, il faut que la foule des prolétaires apprenne dès maintenant à embrasser dans tout leur ensemble les tâches qui lui incombent, et l'absolue opposition qui existe entre ces tâches et les formes variées de kautskysme et d'ententisme opportuniste. La gauche vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire communiste, doit s'opposer devant les masses à tous les groupements indécis et à double attitude de doctrinaires, d'avocats, de ténors de la passivité, en fortifiant inlassablement ses positions, d'abord dans le domaine des idées, ensuite dans celui de l'organisation légale, semi-légale ou exclusivement clandestine. L'heure de la rupture formelle avec les kautskystes avérés et dissimulés, ou bien l'heure de leur exclusion des rangs du Parti ouvrier, doit être déterminée, bien entendu, par des considérations d'opportunité en fonction de la situation ; **mais toute la politique des communistes véritables doit être orientée conformément à ce but : la rupture finale.**»²

¹ Cité, que dieu nous pardonne!, dans P. Spriano, « Storia del Partito Comunista Italiano », Torino, 1967, p. 66.

² Trotsky, « Terrorisme et communisme », Appendice, 17 juin 1920.

Deux jours plus tard - nous relevons ce détail uniquement pour souligner le rythme soutenu de la... leçon de pédagogie - les délégués italiens entendront, à la réunion de l'Exécutif déjà citée, Lénine dénoncer une nouvelle fois la «**putréfaction** de l'aile de Turati [...] qui empêche tout le parti de suivre une ligne tout à fait juste». (comme on peut le lire dans un bref résumé journalistique) ¹. Pour le parti, ces mots n'avaient rien de nouveau : il avait mille et une fois pu les lire dans «Il Soviet».

Mais la force de «l'inertie historique» est telle que, lors de ses nombreux colloques avec Lénine et Trotsky, Zinoviev et Boukharine, Serrati continua inébranlablement, comme en Italie, à défendre aussi bien Turati, qui n'était pas là, que d'Aragona, qui faisait partie de la délégation. Il s'irrita de ce que la direction déléguât par télégraphe au II^o Congrès Graziadei et Bombacci, déjà peu sûrs ; il intrigua en vain pour étendre le mandat à Vacirca et, au moins avec voix consultative, aux huit délégués de la C.G.L. ; il déplora que l'Exécutif eût invité Bordiga pour la Fraction abstentionniste et Polano pour la Fédération des Jeunes, le premier avec voix consultative, le second avec voix délibérative, il prit sous son aile le secrétaire barbu de la C.G.L., qui, en bon droitier comme le rappelle Rosmer, allait invariablement chercher refuge auprès du patriarche du centre maximaliste, lorsqu'il ne réussissait pas à se tirer de l'embarras où le mettaient les injonctions pressantes des bolcheviks. Ayant conclu de leur visite au «modèle soviétique» qu'ils n'avaient rien à apprendre des bolcheviks et tout à leur enseigner du haut de leur sagesse de citoyens de pays civilisés, les chefs des syndicats et des coopératives s'en retournèrent chez eux bien avant que le congrès n'eût commencé ses travaux et lancé ses foudres contre l'opportunisme : Serrati resta pour les défendre ou du moins pour justifier leur présence au sein du P.S.I. en les présentant comme «inoffensifs». Le cas de Serrati n'est pas, bien entendu, un «cas personnel» et c'est pourquoi nous en parlons ici, nous qui n'avons que faire des commérages biographiques : ses deux co-délégués au congrès, Graziadei et Bombacci, tendaient à s'écarter du maximalisme classique (l'avenir devait dire à quel point), et il n'avait pas entièrement tort d'affirmer que **lui seul** représentait **véritablement** et **authentiquement** le maximalisme. Son refus obstiné de se désolidariser de Turati reflétait fidèlement ce courant, pour qui l'activité parlementaire était au **centre** de la vie du parti : or le groupe parlementaire se confondait avec l'aile droite. De plus, dans son jugement sur les réformistes, cette considération d'opportunité pratique pesait **moins** que l'attestation **positive** de bonne conduite accordée à des hommes qui, comme le dit textuellement Serrati dans son rapport à l'Internationale ² «obéissent à la discipline du parti [!] et s'orientent toujours plus vers la gauche [!]». Enfin, quand il insistait auprès de d'Aragona pour que celui-ci sauve la face en approuvant la convention constitutive du Comité provisoire des Syndicats rouges, noyau de la future Internationale syndicale rouge, non sans avoir

¹ « Lénine e l'Italia », Moscou, 1971, p. 293. La séance avait été si instructive pour Lénine que, deux jours plus tard, il écrivit à Heller-Chiarini pour lui dire de rédiger « une liste des documents les plus importants et [de faire] traduire les documents d'une extrême importance qui prouvent que les réformistes (en particulier Turati et Co.) n'acceptent ni la discipline ni les délibérations ».

² Il fut publié dans le numéro 1 de « Comunismo », 3^e année.

d'abord obtenu un compromis boiteux et laissé entendre que, selon lui, «l'organisation syndicale rouge ne devrait pas dépendre de l'Internationale Communiste, mais être quelque chose d'autonome, qui marche amicalement à ses côtés»¹.

Serrati était encore un fidèle reflet du maximalisme ; pour lui en effet, la C.G.L. était congénitalement «rouge» et le P.S.I., communiste par définition ; tout comme l'État et l'Église dans la tradition libérale, ils constituaient à ses yeux deux puissances souveraines dans le cadre de leurs fonctions respectives, et qui, quoique toujours prêtes à s'entraider quand «l'intérêt commun» était en jeu, ne pouvaient avoir que des rapports d'égal à égal. En Russie, le problème de la «séparation d'avec le kautskysme ouvert ou masqué» n'avait pu être résolu que «par la force des armes», et au prix d'immenses sacrifices ; en Occident, où le centre était représenté par le maximalisme, on n'en était même pas aux «armes de la critique». Reconnaissons du moins à la ténacité de Serrati l'avantage d'avoir permis à l'Internationale (avec retard, il est vrai) de situer le maximalisme dans son véritable camp, celui du centrisme, dont le communisme est l'ennemi juré.

Mais le printemps avait amené à Moscou une autre famille d'hirondelles : les délégués des partis «reconstructeurs» venus contempler, selon la remarque ironique de Lénine

«le système soviétique, comme disent les systématiques Allemands, ou l'idée soviétique, comme disent les socialistes des guildes britanniques»,

et aussi faire connaissance avec l'Internationale, voir s'ils pouvaient y adhérer et surtout avaient intérêt à le faire et donc s'informer des conditions requises.

Ces gens représentaient un autre danger, dénoncé dans toutes les Thèses et dans tous les discours du congrès : celui de partis désireux de se refaire une virginité à bon compte, soit par d'habiles opérations de chirurgie esthétique, à la façon de l'U.S.P.D., soit par des concessions démagogiques à l'impatience généreuse et à la fermentation de la base. Tous avaient fait des sondages, par l'intermédiaire du Parti Socialiste Suisse, dont le rôle de médiateur reflétait celui de son pays, pour voir quelles étaient les possibilités et les perspectives de reconstitution d'une Internationale... non dogmatique. Ils entendaient par là qu'elle serait ouverte à :

«tous les partis décidés à demeurer fidèles aux bases du socialisme».

Cette formule qui satisfaisait tout le monde et n'engageait personne était bien digne de ses auteurs, les socialistes français, qui, réunis en congrès à Strasbourg les 25-29 février, avaient gardé les mains libres pour pouvoir traiter en parfaits diplomates avec l'Internationale «terriblement» sectaire de Moscou! A leur égard, il

¹ « Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale », Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, p. 524.

n'y avait aucune illusion à se faire. La méthode «pédagogique» n'était là d'aucun secours, même si Moscou espérait vivement détacher une partie de la base prolétarienne de ces directions désormais «complètement bourgeoises» parce que liées aux intérêts de certaines couches, restreintes mais puissantes, d'aristocratie ouvrière qu'on s'appêtait à mettre au pied du mur. Pour les dirigeants du Comintern, il n'était en effet question ni d'accueillir ces partis dans ses rangs¹ - sauf s'ils acceptaient des conditions équivalant pour eux à un suicide - ni d'endoctriner leurs porte-parole en voyage d'exploration : il s'agissait de faire crever un abcès.

La mission de l'**Independent Labour Party** était arrivée la première, en mai. Celui-ci venait d'envoyer à Berne un projet d'Internationale «reconstruite» ouverte à «tous les partis qui acceptent comme bases fondamentales du socialisme la propriété et l'usage collectifs de la terre et des principaux instruments de travail, ainsi que de l'industrie en général et de tout ce qui concerne la question de la richesse publique» sans dire par quelle voie y arriver, ni quelle attitude adopter face à l'État bourgeois et à ses institutions. Quel parti, même le plus réformiste, n'aurait-il pas été prêt à jurer sur une telle Bible? Dans cette Internationale, les sections devaient jouir de : «la plus totale autonomie en ce qui concerne la liberté d'action et de tactique dans chaque pays»². Cependant, au cours de son séjour en Russie, la délégation se heurta à des «interlocuteurs» coriaces, nullement surpris de retrouver chez elle - comme le dira Lénine, commentant sa rencontre du 26 mai - «le vieil abcès» que la guerre impérialiste avait encore davantage mis à nu, «à savoir le **passage** de la majorité des leaders parlementaires et trade-unionistes de la classe ouvrière dans le camp de la bourgeoisie»³. Il est probable qu'elle feignit la stupeur quand la Grande-Bretagne fut accusée de donner son aide aux agresseurs polonais, et qu'elle ne manqua pas de se récrier devant l'absence de liberté de presse, d'association et de propagande dans la Russie prolétarienne assiégée! Elle eut du moins la pudeur de ne pas battre sa coulpe comme Cachin, et de s'en retourner chez elle avec une foi renforcée dans la démocratie. Lénine écrivit aussitôt son épitaphe : «A chacun sa tâche. Que les communistes travaillent directement, par le canal du parti, à éclairer la conscience révolutionnaire des ouvriers ; que ceux qui ont soutenu la défense de la patrie pendant la guerre des impérialistes pour le partage du monde [...], poussent au plus tôt jusqu'au ridicule le nombre de leurs «résolutions pacifiques» ; ils n'en connaîtront que plus vite le sort de Kérénsky, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires»⁴. Ainsi, le IIème Congrès n'eut ni l'«honneur» ni l'embarras de voir la variété britannique des Indépendants allemands se poser en communistes.

¹ Lorsque, au cours du congrès, Münzenberg s'éleva contre l'admission des Indépendants, qu'il croyait déjà décidée, Lénine s'écria avec indignation : « Qui parle d'admettre l'U. S. P. D. ? » (« Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale », Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, p. 306.)

² D'après la lettre du bureau d'Amsterdam à l'I. L. P. , reproduite dans « Il Soviet » du 25 avril 1920.

³ Lettre aux ouvriers anglais du 30 mai 1920, in Lénine, « Œuvres complètes », vol. XXXI, p. 140.

⁴ Lénine, « Œuvres complètes », vol. XXXI, p. 143.

Chargée de procéder à des sondages analogues, la mission française Cachin-Frossard était arrivée la troisième, et avec elle, les choses avaient pris un tour à la fois cynique et mélodramatique. Les deux pèlerins n'étaient pas autorisés à donner leur avis ni à prendre des engagements, mais seulement à demander et à rapporter des informations : avec une volubilité qui n'avait d'égale que leur absence de principes, ils s'étaient toutefois laissé aller à des manifestations d'enthousiasme oratoire pour les victoires bolcheviques et les conquêtes du prolétariat en Russie. Lors de la réunion du 16 juin à Moscou, Boukharine rappela non seulement l'ignominie du social-chauvinisme français, mais les errements personnels de Cachin comme porte-parole de l'Union Sacrée (pratique que les bolcheviks considéraient, ainsi que le rapporte Serrati, «non pas comme une erreur, mais comme un crime») et Lénine prononça ce verdict :

«Entre la III^e Internationale et **toute** la politique du Parti Socialiste Français, il y a un abîme»

et il le démontra par toute la presse et par l'activité du groupe parlementaire, par l'action équivoque de Longuet, par l'attitude conciliante du P.S.F. à l'égard des chefs de la C.G.T. et sa passivité au moment de l'arrestation pour «complot» de Loriot, Monatte et Souvarine ;

«Cachin éclata alors en sanglots, tout comme à Strasbourg devant Poincaré célébrant le retour de l'Alsace à la France», note Rosmer ¹.

On peut penser qu'il en fit autant lors des réunions suivantes des 18 et 29 juin et des 23 et 28 juillet où, cédant peu à peu aux exhortations pressantes de l'état-major du Comintern, il finit par s'engager (dans quelles limites, nous le verrons bientôt) à se battre **au sein** du parti pour le pousser à adhérer au Comintern de façon **non formelle**, même au risque de provoquer une scission dont les «interlocuteurs» russes savaient qu'elle serait **nécessairement** le prix de l'adhésion. Peu importe que subjectivement, cet «alignement» progressif ait été sincère ou non ; ce qui est certain, c'est qu'il s'accompagna de mille réserves. Le 9 mars, le Parti français avait confié à ses émissaires la tâche de : «prendre contact avec le Parti bolchevique russe et les organes qualifiés de la III^e Internationale afin d'étudier les moyens d'arriver au rétablissement de l'Unité Socialiste Internationale [les majuscules sont dans le texte] et de recueillir les informations et les renseignements les plus précis sur la situation de la Russie et son organisation politique, économique et sociale» ². Au cours de la séance du 18 juin, Cachin commença par présenter à l'Exécutif un tableau dithyrambique de l'action «révolutionnaire» du P.S.F., tandis que Frossard expliquait que ce dernier n'était pas du tout opposé à l'adhésion à l'I.C. : il suffisait de clarifier certaines «modalités tactiques», et de reconnaître la nécessité d'accorder une «certaine liberté»

¹ Rosmer, « Moscou sous Lénine », petite coll. Maspéro, I, p. 57. Pour le reste cf. « Comunismo », 15-31 juillet 1920 et « Lénine e l'Italia », Moscou, 1971.

² L. -O. Frossard, « Le Parti socialiste et l'Internationale », 1920.

de mouvement aux sections nationales, vu les circonstances particulières où elles étaient et seraient amenées à agir ; il suffisait par exemple (et surtout!) d'admettre que «la conquête du pouvoir prolétarien [en France] n'est concevable que si un accord est réalisé **sur un pied d'égalité** entre la C.G.T. et le Parti». Il avait ajouté, comme son mandat le lui prescrivait, qu'il ne pouvait ni accepter les «mesures d'ostracisme» réclamées par l'Exécutif à l'encontre de certains camarades, ni admettre que celles-ci fussent «imposées [au P.S.F.] de l'extérieur [l'Internationale... puissance étrangère!]». Personne, à Moscou, n'espérait convertir les deux pèlerins par quelques brèves «leçons» de bolchevisme : ils faisaient en effet l'apologie de Longuet que dans son fameux article de décembre 1919¹, Trotsky avait cloué au pilori comme centrisme, et l'I.C. ne pouvait donc pas les voir d'un bon œil. Tout ce qu'elle cherchait était de placer une «mine» dans le P.S.F., pour en libérer la base prolétarienne malgré tout combative. Nous ne reviendrons pas sur cette tactique, ni sur les risques qu'elle comportait. Passant en tout cas sur le cynisme probable des deux «émissaires» du P.S.F., l'Exécutif tenta de les convaincre de transmettre à ce dernier une série de conditions d'admission draconiennes, et même de les défendre devant lui. La rançon de cette tentative devait être le dédouanement au moins partiel du «Comité pour l'adhésion à la III^e Internationale», le seul groupe, il est vrai restreint, qui se soit prononcé depuis longtemps pour le communisme, en France. Toutefois les jeunes militants ne doivent pas oublier que ce Comité, quoique pépinière de forces sincèrement révolutionnaires, était né sur des bases à maints égards bien confuses puisqu'il oscillait entre l'orthodoxie marxiste et une tradition anarcho-syndicaliste superficiellement masquée par son enthousiasme pour la révolution d'Octobre et le «léninisme» qu'il considérait du point de vue de la «démocratie ouvrière» et d'un vague «soviétisme». La délégation repartit avant de connaître le texte définitif et plus sévère des «conditions d'admission», mais en emportant une «lettre à tous les membres du Parti socialiste français et à tous les prolétaires conscients de France», qui traduisait en injonctions précises et dures les questions que, après avoir précisé que l'adhésion à l'I.C. n'est pas destinée à délivrer une étiquette internationale, mais à fixer des tâches de lutte révolutionnaire, et (qu') elle ne peut donc en aucun cas se fonder **sur des réticences**, des **malentendus** ou des **équivoques**, Trotsky avait posées comme un ultimatum au P.S.F. : le P.S.F. était-il prêt ou non à désavouer sans réserves ni atténuations la politique de «défense nationale»? A exclure toute participation ou même tout appui indirect à des Gouvernements bourgeois? A lutter contre le sabotage patent des grèves par les dirigeants de la C.G.T.? A soutenir les peuples coloniaux, écrasés par l'impérialisme français, dans une lutte sans merci contre la bourgeoisie métropolitaine et son État? A expulser de ses rangs les «prophètes de la passivité» à la Longuet et à la Blum-Renaudel, à la sauce réformiste et à la sauce centrisme²? Nous verrons de quelles «réserves» Cachin et Frossard

¹ Reproduit dans notre brochure « La question parlementaire dans l'Internationale communiste ».

² « A propos du prochain Congrès International », dans « Kommunistische Internationale », 1/12, pp. 54 et suiv. La lettre de l'Exécutif du 26 juillet, signée par Zinoviev, Lénine, Rosmer, Serrati et Levi, ira plus loin dans les détails pratiques : changement d'orientation de la presse, constitution de cellules communistes dans les syndicats, subordination du groupe parlementaire à la direction, propagande dans l'armée, combinaison du travail illégal et du travail légal, rupture avec le

assortiront, peu avant leur départ, l'engagement pris à titre purement personnel de se battre en faveur des conditions d'adhésion à l'I.C., et quelles réactions leurs paroles provoqueront chez les délégués français les plus jeunes et chez les délégués russes. De toutes façons, telle était la ligne désormais adoptée par l'I.C., avec tous les dangers de renaissance de la droite soi-disant «reconstructrice». mais en réalité liquidatrice, qu'elle comportait. Ce danger pouvait-il être exorcisé, soit par un dénouement positif de la situation mondiale, soit, au cas contraire, par une plus grande vigilance et par un énergique durcissement de la centralisation et de la discipline de la part de l'Exécutif? Cette grande question restait ouverte.

Si nous avons dressé un tableau aussi détaillé des forces attirées par Moscou lors de l'ouverture du Congrès, c'est parce qu'il est nécessaire pour apprécier justement les faits. Ce tableau doit être complété par deux témoignages. Le premier concerne les discussions acharnées qui eurent lieu au cours des deux premières semaines de juillet entre les délégations de la C.G.L. italienne, des I.W.W., des **shop-stewards**, de la C.N.T. espagnole dirigée par des syndicalistes, de la minorité syndicaliste de la C.G.T. française et des anarcho-syndicalistes allemands (F.A.U.) d'une part, et de l'autre Zinoviev et Losovsky sur le problème de la constitution de l'Internationale Syndicale Rouge. Le compte rendu de ces discussions, fait par Losovsky, est révélateur ¹. Quand en vue de créer un «Conseil international provisoire des Syndicats de métier et d'industrie» opposé à la Fédération Syndicale Internationale (F.S.I.) d'Amsterdam, reconstituée en liaison étroite avec le Bureau International du Travail et donc avec la Société des Nations, les bolcheviks posèrent le problème de conquérir les syndicats aux principes du communisme pour les transformer en instruments de la lutte pour la dictature du prolétariat, les délégués de la C.G.L. italienne eurent le front de déclarer qu'ils étaient prêts à faire de la propagande pour ces principes, mais non à en faire l'objet d'une profession de foi publique. Les anarcho-syndicalistes et les ouvriéristes anglais et américains soulevèrent (plus honnêtement, il faut le reconnaître) la question de la dictature du prolétariat : qui devait la diriger? Les organisations économiques de métier, d'industrie ou d'usine, comme ils le pensaient, ou le parti, comme le pensaient les bolcheviks (naturellement, certains délégués de tendance ouvertement anarchiste niaient toute forme de dictature)? Les confédéraux italiens se retrouvèrent d'accord avec les syndicalistes et les ouvriéristes de toute origine pour exclure que la future Internationale Syndicale Rouge dût dépendre étroitement de l'Internationale politique. Cependant, de nouveaux désaccords surgirent quand il s'agit de décider s'il fallait conquérir les syndicats nationaux existants, ou en sortir pour créer des organismes

réformisme, publication du document lui-même (et j'en passe!). On relèvera que Serrati réclama aussi avec véhémence l'expulsion des francs-maçons, vieille plaie des partis socialistes; mais le P. S. I. lui-même avait-il rompu avec le réformisme, avait-il exercé une activité illégale, avait-il serré la bride au groupe parlementaire?

¹ A. Losovsky, « Der Internationale Rat der Fach- und Industrieverbände (Moskau gegen Amsterdam) ». Hambourg, 1921, pp. 36 et suiv.

plus adaptés aux nécessités de l'action révolutionnaire à l'échelle mondiale¹. Très dures et révélatrices de l'infinie diversité des positions qui s'affrontaient au sein du mouvement ouvrier et plus particulièrement syndical réuni à Moscou, les discussions traînèrent longtemps. Finalement, les délégués des I.W.W. et des shop-stewards ayant maintenu leurs réserves sur les deux points ci-dessus (tout comme le Congrès lui-même), les délégués italiens, après maintes hésitations et non sans de multiples pressions de Serrati, obtinrent que la «convention constitutive» du Conseil international provisoire soit formulée dans les termes d'un vague compromis. D'une part, en effet, on imposa aux organisations nationales adhérant au Conseil de faire une large propagande aux idées de lutte de classe, de révolution sociale et de dictature du prolétariat :

«comme moyen transitoire, mais décisif [...] pour écraser la résistance des exploités et consolider les conquêtes du «gouvernement ouvrier», autrement dit de se battre contre le «fléau de la collaboration avec la bourgeoisie et de l'espoir en un passage pacifique au socialisme»

en appelant les éléments révolutionnaires et classistes du mouvement syndical mondial à mener de front la lutte contre Amsterdam sans lancer pour autant un mot d'ordre de désertion et de scission des organisations nationales existantes. Il fut d'autre part établi que, sous la direction du Conseil, cet ensemble d'activités devait être mené «en accord étroit et en liaison avec le Comité Exécutif de l'I.C.», un membre de ce dernier devant être délégué aux organes dirigeants du Conseil et vice versa. Le caractère vague des proclamations de principe et des engagements à l'action qui les accompagnaient, ainsi que la quasi-égalité entre l'Internationale politique et l'Internationale syndicale donnèrent satisfaction aux délégués italiens dont la perplexité était... bien compréhensible, et ils signèrent le document en même temps que les Russes, les Espagnols, les Français, les Bulgares, les Yougoslaves et les Géorgiens. Quand Lénine vit ce document, il jugea qu'il constituait un compromis désagréable, mais suggéra néanmoins de l'accepter : l'important était d'avoir créé un **centre**, «la clarté viendra plus tard». Cela n'empêcha pas les représentants de la C.G.L. italienne de prétendre que le pacte d'alliance conclu en Italie entre le P.S.I. et la C.G.L. avait été élevé à la hauteur d'un principe international et de triompher. Au cours du mois suivant, ils continuèrent donc allègrement dans la même voie que par le passé, une voie qui conduisait non à Moscou, mais à Amsterdam, comme ils se le verront reprocher un an plus tard, au congrès de formation de l'Internationale syndicale rouge.

¹ La question était brûlante surtout en Amérique, où l'A. F. L. était effectivement une organisation de gangsters, à demi-raciste, jalouse gardienne des privilèges de l'aristocratie ouvrière et, en général, des travailleurs blancs, si bien que les combattifs «wobblies» répugnaient à en faire partie, et ils n'étaient pas les seuls.

Le second témoignage concerne la délégation du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne¹ qui était venue, selon la tendance générale, «traiter» avec l'IC. et qui était composée, comme le rappelle le seul témoin oculaire de notre courant, de «trois individus d'allure archi-bourgeoise, qui voyageaient en habit noir et haut-de-forme de diplomate».

A la réunion du Comité Exécutif qui se tint le jour même de leur arrivée, le 25 juillet, puis à la commission pour les conditions d'admission le heurt avec ces délégués qui cherchaient à placer leur marchandise politique avariée fut particulièrement violent². Il se reproduisit au Congrès où l'on avait décidé de les admettre à titre consultatif tout comme leurs deux collègues français. Les quatre délégués de l'U.S.P.D. (deux de la droite et deux de la prétendue «gauche») se déclarèrent d'accord «en général» pour adhérer au Comintern ; toutefois, tout comme les maximalistes italiens, ils défendirent avec acharnement la tradition... révolutionnaire de leur parti, en minimisant l'influence qu'y exerçait Kautsky (Hilferding, c'était tout autre chose!). Ils furent plus ou moins unanimes à découvrir mille dangers dans les 19 conditions d'admission initiales : il était dangereux de changer le nom du parti : on risquait l'interdiction ; dangereux de faire connaître l'existence d'un réseau illégal du parti à côté du réseau légal : on risquait de perdre le patrimoine sacré d'une centaine de journaux et de voir fermer leurs précieuses rédactions ; dangereux de faire de la propagande dans l'armée : on risquait la cour martiale ; dangereux de trop insister sur le centralisme : cela risquait de déplaire aux masses (les mêmes individus avaient bien eu l'audace de prétendre que le «manque de conscience socialiste des masses» ne leur avait pas permis une action plus efficace pendant la guerre!) ; quant à la violence et la terreur, mieux valait, selon eux n'en pas parler : «il y a des choses qu'on fait et qu'on ne dit pas»! Quand ces quatre Allemands qui, sous le feu croisé des questions, avaient déjà perdu quelque peu contenance, firent leur apparition au Congrès (sans haut-de-forme!), ils furent accueillis par une tempête d'indignation³!

¹ Comme on l'a déjà dit (chap. VIII), étant données les « conditions d'admission », les deux délégués du K. A. P. D. étaient déjà repartis.

² Nous nous référons au compte rendu publié dans les numéros du 2 septembre et 10 octobre de « Die Rote Fahne ».

³ Humbert-Droz, futur missus dominicus de l'Internationale décadente chargé de récupérer les centristes et sous-centristes de France et d'Italie, fut alors un des plus décidés parmi ceux qui demandèrent le durcissement des conditions d'admission, car, disait-il avec dégoût, « le centre est le vrai continuateur de l'esprit de la II^e Internationale ». Grandeur du Moscou de l'époque, misère du Moscou de plus tard!

9.3 - L'essentiel et l'accessoire du II^{ème} Congrès

[Retour à la table des matières](#)

Ces quelques remarques d'introduction sont forcément incomplètes, du fait que les procès-verbaux des commissions et des sous-commissions, et même des séances de l'Exécutif ne sont toujours pas publiés. (Il serait vain d'attendre du solennel Institut Marx-Engels-Lénine qu'il le fasse, car il a bien d'autres soucis). Elles prouvent toutefois que les tâches imposées aux bolcheviks par la crise sociale de l'après-guerre étaient bien plus lourdes qu'ils ne s'y attendaient probablement. Le congrès communiste mondial dont les travaux allaient commencer n'était pas celui d'une armée déjà constituée et qui n'avait plus qu'à préciser ses plans de guerre : les troupes restant éparées et désunies, sa tâche était de les regrouper péniblement pour un premier **entraînement élémentaire**. L'enthousiasme était grand, la foi ardente, la volonté de se battre immense : mais seul un fort ébranlement de la base de la société bourgeoise aurait pu réaliser le miracle (qui n'aurait pas été le premier de ces années-là) de soumettre les divers bataillons d'une avant-garde hétéroclite, que le Congrès n'avait rapprochés que d'une manière formelle, à une unique direction stratégique et tactique. Pour l'instant, ils renâclaient devant le commandement centralisé à Moscou, mais dans la perspective d'une extension de la révolution en Europe, il était permis de penser qu'ils parviendraient à fusionner entre eux et à se soumettre à ce commandement.

En attendant, seuls de petits groupes marchaient dans la même voie que les bolcheviks en Octobre 1917, par-dessus leurs divergences tactiques secondaires : quant à l'énorme majorité de ceux qui auraient dû former l'armée rouge du communisme et du prolétariat mondial tâtonnant dans l'obscurité, elle avait besoin d'être disciplinée sur le plan théorique, programmatique, tactique et organisationnel ¹ (318).

¹ Il ne faut pas oublier que la lettre de convocation du congrès pour le 15 (puis 19) juillet était adressée à « tous les partis, groupes et syndicats qui ont officiellement adhéré à l'I. C. », aux « groupes et organisations qui sont sur les positions de l'I. C. , mais sont opposés aux partis communistes officiellement admis » à tous « les groupes des syndicalistes révolutionnaires, des I. W. W. et autres organisations avec lesquelles le Comité exécutif de l'I. C. est entré en rapport », ainsi qu'aux fédérations de jeunes et aux organisations féminines correspondantes. Tout cela ressemblait davantage à une mosaïque qu'à un ensemble organique (« Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale », Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, p. 2).

Bien qu'aujourd'hui l'échec de cette tentative soit facile à constater, personne n'a le droit de proclamer du haut de sa chaire qu'elle était condamnée a priori. Seuls de pédants philistins peuvent fermer le livre de ces journées ardentes comme si elles n'avaient plus rien à nous apprendre : à ce compte-là, le meeting de Martin's Hall appartiendrait lui aussi au musée des antiquités.

Mais si, tout comme en 1864 ou en 1850, la révolution a pu paraître plus proche en 1920 qu'elle ne l'était en réalité, la grandeur des disciples comme des pionniers du communisme scientifique est d'avoir travaillé, chacun à leur époque, **pour l'avenir**, d'avoir construit sur les sables mouvants du cycle bourgeois qu'ils croyaient, hélas à tort, près de son terme, les bases **théoriques** de l'édifice futur. Les opportunistes peuvent bien crier au paradoxe : la force de notre doctrine tient à sa capacité de dépasser les hauts et les bas du moment, **même quand** ses représentants n'y parviennent pas.

En 1956, à propos du commentaire de Lénine à la lettre de Marx à Weydemeyer du 5 mars 1852, dans l'«État et la Révolution» («Seul est marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat»), nous écrivions dans «Dialogue avec les morts» (1957) :

«Il est bien clair que c'est là un principe fondamental valable pour toutes les époques et pour toutes les révolutions. Toutes ces prétendues voies de passage au socialisme qui impliquent bien une reconnaissance de la lutte des classes, mais qui se gardent de l'étendre **jusqu'à** la dictature du prolétariat ne sont donc rien d'autre que de l'opportunisme. Or c'est surtout à l'opportunisme que Lénine faisait la guerre sur le plan théorique et pratique pendant ces dures années.

Cette théorie originale dont parle Marx n'est pas une «conquête créative» de l'expérience historique dont messieurs les communistes d'aujourd'hui aiment tant parler. En effet, Marx l'a établie alors que l'histoire n'avait donné aucun exemple de dictature du prolétariat et à plus forte raison de suppression des classes. Lénine en a fait un principe indérogeable, peu après le triomphe éclatant de la première dictature stable, alors qu'elle restait en butte à de très violents assauts de l'ennemi et qu'on était encore très loin de tout exemple historique de disparition des classes et de l'État, tout comme c'est encore le cas aujourd'hui.» (p. 33).

Eh bien, ce qui est au centre du II^o Congrès, c'est précisément la question de la dictature du prolétariat dont la reconnaissance - et elle seule - distingue le marxiste «du petit (et même du grand) bourgeois vulgaire». C'est un jeu d'enfant de décréter aujourd'hui qu'en 1920, la révolution et la dictature du prolétariat restaient aussi éloignées qu'en 1852, à l'époque de la lettre, «oubliées» de Marx. Mais Lénine qui monte à la tribune pour rappeler l'A B C du marxisme n'offre pas aux militants de l'époque une place réservée au festival de la dictature prolétarienne : il indique la voie qu'on doit **nécessairement** suivre pour parvenir à cette dictature, à laquelle il s'agit de se «**préparer**» **durement**, jour après jour, parce que **pour toutes les époques et**

pour toutes les révolutions, elle constitue le «principe fondamental» qu'il faut affirmer en théorie et appliquer pratiquement le moment venu. Lénine ne parle pas seulement pour 1920, pas plus que Marx ne parlait pour l'an dix-neuf avant la Commune de Paris, parce qu'il s'agit là, non de quelque chose d'accessoire, mais d'un principe essentiel et permanent.

C'est sous cet angle qu'il faut voir le IIème Congrès. Sans cela, il n'est rien, mais ainsi considéré, il a la portée d'une restauration mondiale du marxisme révolutionnaire gravée dans ses thèses, dans ses résolutions, dans son manifeste aux prolétaires de tous les continents, de toutes les races, de toutes les générations. Le mouvement révolutionnaire communiste renoue aujourd'hui un fil qui alors ne pouvait pas ne pas se rompre avant qu'on ait réussi à assembler péniblement les brins désunis par la guerre, qui avait fait exploser les contradictions silencieusement accumulées au cours d'une longue paix toute jalonnée de conquêtes fictives. Aussi la petite formation qui est l'héritière de la Gauche de l'époque a-t-elle non seulement le droit, mais le devoir de dire aux jeunes militants de chercher sous le voile des espérances, voire des illusions des mois que nous évoquons le trésor de l'«impossible communisme» dont, qu'il soit lointain ou proche, il s'agissait alors de définir les conditions **nécessaires**.

Laissons les historiens discourir sur les expédients tactiques et organisationnels qui leur semblent l'essentiel : ce n'est pas cela qui pouvait empêcher le mouvement communiste de régresser bien en deçà de son niveau de 1848 ; c'est au contraire ce qui perpétua les insuffisances, l'immaturation, la force d'inertie du passé, et c'est bien pourquoi ces messieurs, qui sont des opportunistes, sont si favorables à ces expédients. Nous, nous devons reprendre la voie tracée par les **principes** qui furent alors vigoureusement réaffirmés, la différence entre les bolcheviks qui tentaient désespérément de les faire triompher dans l'immédiat et la Gauche, qui entendait les sauvegarder pour l'avenir, n'ayant pas empêché les deux courants - et eux seuls - d'être d'accord sur l'essentiel.

9.4 - Un dur banc d'essai

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut lire sans émotion le compte rendu de la réunion inaugurale du II° Congrès, le 19 juillet à Pétrograd, dans ce même Palais de Tauride où un marin révolutionnaire avait suffi à disperser la Constituante en criant aux députés :

«Il est tard, nous avons sommeil, l'assemblée est dissoute».

Il en va de même pour le compte rendu de la séance qui réunit les congressistes, le comité exécutif central panrusse, le Soviet de Moscou et le Plénum des syndicats et des conseils d'usine et qui, le 7 août, marqua la fin des travaux du congrès, instance suprême du mouvement communiste.

Cette émotion, les délégués d'alors l'éprouvèrent certainement en voyant renoué pour la première fois depuis la guerre le fil rompu par la capitulation de l'opportunisme devant l'idéologie patriotique. Parmi eux, qui représentaient trente-sept pays, figuraient pour la première fois des communistes venus des Indes britanniques et hollandaises, de Turquie et de Perse, de Chine et de Corée, deux pays à la veille de puissantes secousses révolutionnaires. Rassemblés dans la Russie d'Octobre qui avait lutté sans répit sur tous les fronts contre tous les ennemis au cours de la guerre civile, ils ne pouvaient pas ne pas ressentir la solennité de ce moment, quels que fussent leur passé, les déclarations qu'ils avaient faites ou allaient faire, les faiblesses qui les empêchaient d'adhérer sans réserve au Comintern. Ils le pouvaient d'autant moins que la guerre contre la Pologne qui faisait alors rage et qui semblait alors victorieuse pouvait sembler le prologue d'une explosion de classe générale et que l'immense Russie qui luttait durement, non seulement pour elle, mais pour les prolétaires du monde entier, n'apparaissait que comme un des théâtres d'opérations de la lutte mondiale des classes. Le Lénine qui parlait à la tribune du Congrès était un soldat de la révolution tout comme les deux gardes rouges qui encadraient le podium. Les thèses et les résolutions résonnaient comme des communiqués de guerre et le chant de l'Internationale jaillissait des gorges de militants qui avaient consenti tous les sacrifices pour la cause révolutionnaire. Personne n'a peut-être mieux rendu palpable pour les générations à venir le sens de ces journées mémorables que Trotsky, organisateur de l'armée rouge, quand il dit dans son discours final :

«Nous savons quels ont été nos efforts et nos sacrifices et les délégués de la classe ouvrière du monde entier viennent d'en prendre connaissance plus directement. Mais nous devons dire que si nous avons tenu bon, c'est essentiellement parce que nous sentions et que nous connaissions l'aide croissante qui nous venait d'Europe, d'Amérique, de tous les continents. Chaque grève du prolétariat écossais dans la région de la Clyde, chaque secousse dans les villes et les villages d'Irlande, où ne flotte pas seulement le drapeau vert du nationalisme irlandais, mais le drapeau rouge de la lutte prolétarienne, chaque grève, chaque protestation, chaque insurrection dans n'importe quelle ville d'Europe, d'Asie, d'Amérique, le puissant mouvement des esclaves coloniaux de l'Angleterre, la diffusion croissante du mot d'ordre central - «Fédération mondiale des Soviets» -, c'est cela qui nous a donné la certitude que nous étions sur le bon chemin, c'est cela qui nous a permis, aux heures les plus sombres, quand nous étions encerclés de toutes parts, quand nous semblions sur le point d'être étranglés, de nous reprendre et de dire : «Nous ne sommes pas seuls ; le prolétariat d'Europe, d'Asie, du monde entier est avec nous : nous ne nous rendrons pas, nous résisterons. Et nous avons résisté».

«Dans notre forge de Moscou nous avons allumé avec vos mains, camarades, un grand feu. Dans ce feu nous avons trempé l'acier prolétarien, nous l'avons façonné avec le marteau de notre révolution prolétarienne soviétique, nous l'avons durci par l'expérience de la guerre civile, et nous avons forgé pour le prolétariat mondial une splendide, une incomparable épée. Avec cette épée nous nous armons, avec cette épée nous armons les autres. Nous disons aux ouvriers du monde entier : «Dans le feu de Moscou nous avons forgé et martelé une épée inflexible : prenez-la et plongez-la dans le cœur du capital mondial!»».

Dans cette atmosphère, même un Serrati, qui avait grandi dans l'ambiance ouatée d'un parti de parlementaires et d'organiseurs syndicaux, pouvait appeler de ses vœux lors de l'ouverture du congrès :

«le jour où l'Armée rouge prolétarienne ne sera plus formée uniquement de prolétaires russes, mais de prolétaires du monde entier ; où tous les travailleurs unis par la conscience du noble idéal du socialisme formeront une **seule**, grande et invincible **armée**» :

même un Lévi, formé à l'école d'un prudent «possibilisme communiste», pouvait voir dans la guerre de Pologne le banc d'essai de la solidarité internationale entre prolétaires, l'occasion pour la classe ouvrière d'Allemagne et d'autres pays d'expier sa honteuse contribution à la tentative d'étrangler la révolution en Ukraine et dans le sud de la Russie. Même un Steinhardt venu du tiède berceau viennois de l'«austro-marxisme», pouvait appeler les ouvriers de l'Europe bénie par la Société des Nations, avec son cortège de «héros de la II^e Internationale», à se battre pour la défense de la Hongrie prolétarienne contre laquelle s'étaient unies toutes les forces de l'ancien régime, «les assassins professionnels en uniforme de général et les prêtres chrétiens, les banquiers londoniens et les canailles de l'aristocratie roumaine, les usuriers français et les social-traîtres du monde entier, les mercenaires noirs et les représentants «civilisés» de la culture». Même un Gallacher, qui s'était préparé au combat révolutionnaire dans le localisme jaloux des **shops-stewards commitees**, pouvait faire l'éloge des bataillons centralisés de l'armée communiste mondial ; et tous pouvaient le faire avec la **même** sincérité, avec la **même** ardeur qu'un Marchlevsky ou un Raja aguerris par de longues années de lutte clandestine et de terreur blanche en Pologne et en Finlande, qu'un Roy ou qu'un Maring accoutumés aux délices de la civilisation introduite à coups de canon en Asie par les plus vieilles puissances capitalistes. Les représentants de la civilisation bourgeoise peuvent bien sourire aujourd'hui de ce qui leur semble un vain songe : alors, le quaker Wilson, le protestant Churchill, le catholique Poincaré, le franc-maçon Giolitti, le bourreau Noske, le boucher Horthy n'avaient guère lieu de sourire et dans toutes les chancelleries, on se signait peureusement chaque matin!

Dans la «forge de Moscou», on ne travaillait pas seulement à transformer tous ces militants que la seule émotion n'aurait pas suffi à libérer de leur vieille perplexité, de leurs vieilles craintes, de leur vieille routine. On travaillait pour les hommes futurs,

maintenant que les forces militaires de la contre-révolution étaient vaincues, comme plus tard on affronta les forces économiques plus redoutables encore qui, en Russie, menaçaient l'existence du pouvoir révolutionnaire. Libre à l'historien «objectif» de glaner dans les pages du gigantesque procès-verbal du Deuxième Congrès les polémiques concernant des subtilités tactiques bien éloignées des problèmes vitaux. C'est à nous qu'il appartient d'en extraire la signification historique, leur portée allant bien au-delà de 1920.

Etaient présents 218 délégués d'une vingtaine de partis communistes, d'au moins autant de fractions¹ ou courants non encore constitués en partis, d'organisations para-syndicales ou syndicales, ainsi que les représentants sans voix délibérative de partis centristes au sein desquels s'opposaient une direction opportuniste et une base instinctivement révolutionnaire ; au-dessus, protagonistes de chaque phase du débat, auteurs et rapporteurs de toutes les thèses et résolutions fondamentales, les délégués du P.C.R., beaucoup plus nombreux que les autres, au grand scandale des démocrates, déjà outrés qu'en Russie la petite minorité consciente ait exercé la dictature au nom de la classe, et que la révolution elle-même ait éclaté... sans consultations préalables, et sans se conformer aux oukases des sociaux-démocrates qui prétendaient qu'elle devait débiter dans l'Occident avancé! Comme si les bourgeoisies anglaise et française avaient attendu en leur temps que le reste de l'Europe les suive pour accomplir leur révolution industrielle ou politique, et pour proclamer à la face du monde les éternels principes du travail salarié et des droits de l'homme et du citoyen! Et comme si elles s'étaient placées à l'avant-garde d'un monde encore empêtré dans des rapports pré-capitalistes en vertu d'un quelconque verdict des urnes, et non pas en vertu de la nécessité historique! Comme si les représentants de partis et de groupes attirés par le pôle de Moscou ne s'étaient pas rendus au congrès pour s'entendre dicter comme : «**tâche primordiale** la lutte contre la démocratie et la dénonciation de ses impostures»²! Comme si, à leur arrivée, ils n'avaient pas trouvé dans les premières pages de «La maladie infantile» et, de la première à la dernière ligne, dans «Terrorisme et communisme», la critique des fondements de cette même idéologie démocratique, parlementaire, anti-centraliste, dont la classe dominante berce la classe dominée! Le reste pouvait faire l'objet de discussions ; on pouvait affiner et aiguiser les déductions tactiques grâce au concours des militants communistes en lutte contre une démocratie mille fois plus influente et aguerrie que celle de février en Russie et dominant de façon à la fois centrale et capillaire par la séduction et la mystification. Mais qui donc pouvait et devait définir les principes fondamentaux du mouvement communiste mondial, seule garantie de sa victoire, si ce n'est le parti qui s'était théoriquement armé par une lutte de trois lustres et qui, passant à l'action violente, avait mis l'ennemi en déroute, c'est-à-dire le parti de Lénine, magnifique pépinière de théoriciens et de polémistes, d'agitateurs et de soldats? Qui, en dehors de lui, pouvait affirmer que ces principes étaient

¹ Le délégué de notre Fraction arriva à Petrograd la veille de l'ouverture du Congrès, sur invitation de l'Exécutif, comme Polano pour la Fédération des jeunesses socialistes.

² Premier paragraphe des « Thèses sur la question nationale et coloniale ».

indiscutables? Pour que les travaux du Deuxième Congrès soient plus organiques et plus efficaces, notre organisation avait souhaité qu'on procède : «avant tout à un débat général sur les principes programmatiques du communisme, **en les fixant dans une formulation bien précise**», avant d'en «venir à la discussion des différents problèmes d'action et de tactique qui attendaient leur solution du Congrès»¹. Si les choses s'étaient déroulées ainsi, les questions de tactique se seraient présentées dans un ordre plus naturel, elles auraient été moins liées à des problèmes locaux, moins soumises à des superpositions et des interférences fâcheuses : le débat tactique aurait donc été beaucoup plus **homogène**, et l'approbation des décisions n'aurait pas accaparé l'attention qui aurait dû être essentiellement réservée au débat préalable sur les principes et sur le programme qui distinguaient les communistes et qu'ils devaient accepter sans discussion.

Nous considérons que si la tactique devait être **impérative**, cela valait à plus forte raison pour les principes généraux et pour le programme dont elle découle. Ce sont eux qui devaient servir de barrière contre les porte-parole des partis oscillant entre un passé de démocratisation et l'avenir révolutionnaire, partis qui, malgré leur langage et leurs aspirations internationalistes, étaient encore attachés à leur nation et à ses traditions, sa «culture», mystificatrices.

S'il n'en fut pas ainsi, c'est peut-être parce que c'était alors impossible ; le malheur est qu'une fois passé le moment favorable à une méthode meilleure, **les choses ne se passèrent plus jamais comme elles auraient dû le faire**. Ceci dit, seuls les historiens opportunistes peuvent présenter ces quatorze journées de congrès, où alternèrent les séances générales et les réunions de commissions ou sous-commissions, comme une sorte de longue session parlementaire où l'on aurait décidé la tactique en fonction de contingences de temps ou de lieu, de cas particuliers, indépendamment des principes. En réalité, le Second Congrès suivit le fil conducteur qui relie la théorie, le but final, les principes, le programme, et seulement **en dernier lieu**, mais jamais **à part**, la tactique. C'est ce qui fait de lui une étape historique dans la lutte d'émancipation du prolétariat. Pourtant, rares furent ceux qui sentirent que c'était ce fil qu'il fallait tenir solidement ; un trop grand nombre se perdit au contraire dans des considérations de détail, des questions locales et momentanées. Rien d'étonnant que plus de cinquante ans après, les historiens s'y retrouvent moins encore!

¹ Cf. l'article « À propos du Congrès International Communiste », publié dans « Il Soviet » du 3-10-1920, et reproduit ci-dessous.

9.5 - Le long du fil rouge : Principes, tâches, perspectives

[Retour à la table des matières](#)

Le 19 juillet, après avoir évoqué les militants communistes tombés sous le plomb ennemi, ou arrêtés par les sbires aux ordres du capital, Zinoviev inaugure le Congrès en rappelant que les thèses sur le rôle historique de la «prétendue démocratie» rédigées un an plus tôt par Lénine et confirmées par le déchaînement de la terreur blanche dans le monde entier constituaient un des piliers de l'Internationale. Il résume ainsi les tâches qui attendent la grande assemblée communiste réunie (certes pas par hasard) au siège du Soviet de Petrograd :

«De même que, pour vaincre la bourgeoisie, les communistes ont besoin dans leur pays avant tout d'un parti fort, puissant, centralisé, d'un parti coulé d'un seul bloc, de même il est temps de se mettre au travail pour créer une telle organisation à l'échelle internationale. Nous luttons contre la bourgeoisie internationale, contre un monde d'ennemis armés jusqu'aux dents, et nous devons posséder une organisation internationale de fer, qui sache battre partout l'ennemi, qui sache garantir à tout moment à n'importe lequel de ses détachements l'aide la plus grande possible, qui puisse affronter l'ennemi contre lequel elle doit se battre dotée de tous les moyens organisationnels d'attaque et de défense.»

Prenant la parole aussitôt après, Lénine trace un vaste tableau de la situation mondiale et des contradictions impérialistes. D'après les idéologues et les économistes bourgeois eux-mêmes, en particulier Keynes, la fin de la guerre n'a pas du tout atténué ces contradictions ; au contraire, elles les exaspèrent irrésistiblement, poussant les prolétaires des métropoles impérialistes et les peuples des colonies à entrer en lutte les armes à la main. C'est : «dans ces racines économiques de la crise» que se trouve «la cause fondamentale des brillantes victoires de l'Internationale Communiste»¹. Notre tâche n'est plus de «démontrer» seulement en théorie qu'il n'y a pas d'issue à une telle crise pour le capitalisme mondial ; elle est de démontrer par : «l'action pratique des partis révolutionnaires, qu'ils ont suffisamment de conscience, d'organisation, de liens avec les masses exploitées, d'esprit de résolution et de savoir-faire pour exploiter cette crise au profit d'une révolution victorieuse». La préparation des avant-gardes communistes du prolétariat à cette grande tâche en est à peine à ses débuts. Il faut leur indiquer leur cible directe :

¹ Lénine, « Œuvres complètes », XXXI, pp. 221 à 241.

«L'opportunisme, voilà notre ennemi principal. L'opportunisme des couches supérieures de la classe ouvrière, c'est un socialisme non prolétarien mais bourgeois. La preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste **sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes**. S'ils n'avaient pas en main la direction des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas se maintenir. Ce n'est pas seulement l'histoire du régime Kérensky en Russie qui le prouve : la République démocratique d'Allemagne, avec à sa tête un gouvernement social-démocrate le prouve aussi, de même que le comportement d'Albert Thomas à l'égard de son gouvernement bourgeois. La preuve est faite enfin par l'expérience analogue de la Grande-Bretagne et des États-Unis. **L'opportunisme est notre ennemi principal**, et nous devons en venir à bout. Nous devons quitter ce congrès avec **la ferme résolution de mener cette lutte jusqu'au bout dans tous les partis**. C'est là notre tâche essentielle.»

En comparaison, «la correction des erreurs du courant «de gauche» au sein du communisme» sera facile, **«mille fois plus facile** que la lutte contre la bourgeoisie qui, sous le couvert du réformisme, pénètre dans les vieux partis de la IIème Internationale et oriente toute leur activité dans un sens non prolétarien, mais bourgeois» ; cette lutte trouvera son couronnement dans «l'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a pas ou presque pas de prolétariat, avec les masses opprimées des colonies, des pays d'Orient» ; car l'impérialisme ne pourra pas ne pas s'écrouler :

«quand l'offensive révolutionnaire des ouvriers exploités et opprimés au sein de chaque pays, surmontant la résistance des éléments petits-bourgeois et l'influence de cette minorité infime qu'est l'aristocratie ouvrière, fera sa jonction avec l'offensive révolutionnaire des centaines de millions d'hommes qui, jusqu'à présent, étaient restés en dehors de l'histoire.»

Dans cette perspective :

«Nous pouvons dire avec fierté : lors du Premier Congrès, nous n'étions au fond que des propagandistes, nous ne faisons que jeter au prolétariat du monde entier des idées essentielles, nous ne faisons que lancer un appel à la lutte, que demander : où sont les hommes susceptibles de s'engager dans cette voie? Aujourd'hui, il y a partout un prolétariat avancé. Il existe partout une armée prolétarienne, parfois mal organisée, il est vrai, et qui demande à être réorganisée, et si nos camarades de tous les pays nous aident maintenant à organiser une armée unique, rien ne pourra plus nous empêcher d'accomplir notre œuvre. Cette œuvre, c'est la révolution prolétarienne universelle, la création de la République universelle des Soviets.»

Quant au discours de Lénine, il fut bref et tranchant : dans les paragraphes I et II de ses «Thèses sur les tâches fondamentales», il affirma de façon martelante les principes et le programme sans lesquels il ne peut exister d'«armée prolétarienne

unique» en marche vers son objectif historique. En voici un extrait, qui est une gifle aux philistins d'hier, d'aujourd'hui et de demain¹. «

I

L'essence de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique

[Retour à la table des matières](#)

2.- La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige du prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, qu'il accomplisse les trois tâches suivantes. La première : **renverser les exploités** et, en premier lieu, la bourgeoisie, leur principal représentant économique et politique ; leur infliger une défaite absolue ; écraser leur résistance ; rendre impossible de leur part toute tentative, quelle qu'elle soit, de restauration du joug du capital et de l'esclavage salarié. Deuxième tâche : entraîner et conduire à la suite de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat ou son énorme, son écrasante majorité, mais encore toute la masse des travailleurs et des exploités du capital ; les instruire, les organiser, les éduquer, les discipliner dans le déroulement même d'une lutte hardie, ferme et implacable, menée avec abnégation, contre les exploités ; arracher cette majorité écrasante de la population de tous les pays capitalistes à sa dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, lui inspirer, sur la base de l'expérience pratique, **confiance dans le rôle dirigeant du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire**, Troisième tâche : neutraliser ou rendre inoffensives les inévitables hésitations entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des soviets, qui se manifestent tant au sein de la classe des petits propriétaires ruraux et des petits patrons de l'industrie et du commerce, qui sont encore très nombreux dans presque tous les pays avancés, bien que ne constituant qu'une minorité de la population, qu'au sein de la couche d'intellectuels, d'employés, etc... qui correspond à cette classe [...].

3.- Dans la situation concrète créée dans le monde entier et principalement dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus civilisés et les plus libres par le militarisme, par l'impérialisme, par l'oppression des colonies et des pays faibles, par la boucherie impérialiste mondiale, par la «paix» de Versailles, **toute concession à l'idée d'une paisible soumission des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, et d'une évolution pacifique, réformiste vers le socialisme, n'est pas seulement le signe d'une extrême stupidité petite-bourgeoise, mais aussi une véritable tromperie envers les ouvriers, l'idéalisation de l'esclavage salarié capitaliste, la dissimulation de la vérité**. Cette vérité est que la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, ne s'arrête plus devant aucun mensonge, ni devant aucun crime, devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans pour

¹ Nous parlerons plus loin du paragraphe III. Dans ce passage, c'est nous qui soulignons. Tiré de Lénine, « Œuvres complètes », XXXI, pp. 186-204.

sauver la propriété privée des moyens de production. **Seuls le renversement par la violence de la bourgeoisie, la confiscation de sa propriété, la destruction, de fond en comble, de tout l'appareil d'État bourgeois, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc..., allant jusqu'au bannissement et à l'internement de tous les exploiters les plus dangereux et les plus obstinés, l'organisation d'une sévère surveillance à leur égard en vue de réprimer leurs inévitables tentatives de résistance et de restauration de l'esclavage capitaliste, seules ces mesures sont susceptibles d'assurer la soumission réelle de toute la classe des exploiters.**

D'autre part, c'est également idéaliser le capitalisme et la démocratie bourgeoise, c'est également vouloir tromper les ouvriers que d'admettre, comme c'est le cas dans les vieux partis et chez les vieux leaders de la II^e Internationale, l'idée que la majorité des travailleurs et des exploités pourrait, dans les conditions de l'esclavage capitaliste, sous le joug de la bourgeoisie - **qui revêt des formes infiniment variées et d'autant plus raffinées et en même temps cruelles et impitoyables que le pays capitaliste est plus civilisé** - que cette majorité pourrait acquérir une conscience socialiste absolument claire, des convictions et un caractère socialiste à toute épreuve. En réalité, ce n'est qu'après que l'avant-garde du prolétariat, soutenue par toute cette classe, la seule révolutionnaire, ou par sa majorité, aura renversé les exploiters, aura brisé leur résistance, aura libéré les exploités de leur esclavage et amélioré leurs conditions d'existence aux dépens des capitalistes expropriés, ce n'est qu'après cela et au cours même d'une âpre lutte de classe qu'il sera possible de réaliser l'instruction, l'éducation et **l'organisation des masses les plus larges des travailleurs et des exploités autour du prolétariat, sous son influence et sa direction, qu'il sera possible de vaincre leur égoïsme, leur division, leurs tares, leurs faiblesses, nés du régime de la propriété privée, et d'en faire une libre association de travailleurs libres.**

4.- La victoire sur le capitalisme exige de justes rapports entre le parti communiste dirigeant, la classe révolutionnaire, c'est-à-dire le prolétariat, et la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités. Seul le parti communiste, s'il est effectivement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il compte dans ses rangs les meilleurs représentants de cette classe, s'il est composé de communistes pleinement conscients et dévoués, instruits et trempés par l'expérience d'une lutte révolutionnaire opiniâtre, si ce parti a su se lier indissolublement à toute la vie de sa classe et, par elle, à toute la masse des exploités et inspirer à cette classe et à cette masse une confiance absolue - seul un tel parti est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale la plus résolue et la plus implacable contre toutes les forces du capitalisme. Et ce n'est que sous la direction d'un tel parti que le prolétariat est en mesure de développer toute la puissance de son élan révolutionnaire, annihilant l'apathie inévitable et parfois la résistance de la petite minorité de l'aristocratie ouvrière corrompue par le capitalisme, des anciens leaders des trade-unions, des coopératives, etc., qu'il est en mesure de déployer toute **sa force, infiniment plus grande que la part qu'il représente par rapport à la population totale du fait de**

la structure même de la société capitaliste. Enfin ce n'est qu'une fois libérée effectivement du joug de la bourgeoisie et de l'appareil d'État bourgeois, ce n'est qu'après avoir obtenu la possibilité de s'organiser vraiment en toute liberté (par rapport aux exploités) en ses soviets que la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités, pourra déployer pour la première fois dans l'histoire toute l'initiative et toute l'énergie des dizaines de millions d'hommes écrasés par le capitalisme. Ce n'est que lorsque les soviets sont devenus l'unique appareil d'État que peut être assurée la participation réelle à la gestion de toute la masse des exploités, masse qui, même dans la démocratie bourgeoise la plus éclairée et la plus libre, a toujours été exclue à 99 % de cette gestion [...].»

II

Comment organiser la préparation immédiate et générale de la dictature du prolétariat?

[Retour à la table des matières](#)

«5.- La période actuelle du développement du mouvement communiste international est caractérisée par le fait que, dans l'immense majorité des pays capitalistes, la préparation du prolétariat à l'exercice de sa dictature n'est pas achevée, et très souvent n'a même pas encore été entreprise d'une façon systématique. Il ne s'ensuit nullement que la révolution prolétarienne soit impossible dans un avenir très proche ; elle est parfaitement possible, étant donné que l'ensemble de la conjoncture économique et politique regorge de matières inflammables et de motifs de déflagration inopinée ; l'autre condition nécessaire à la révolution (la première étant la préparation du prolétariat), à savoir l'état de crise générale de tous les partis de gouvernement et de tous les partis bourgeois existe également. Il s'ensuit que la tâche actuelle des partis communistes n'est pas de hâter la révolution, mais bien de renforcer la préparation du prolétariat. D'autre part, les faits signalés plus haut dans l'histoire de nombreux partis socialistes nous obligent à veiller à ce que la «reconnaissance» de la dictature du prolétariat ne **puisse demeurer uniquement verbale**.

C'est pourquoi, du point de vue du mouvement prolétarien international, la tâche essentielle des partis communistes est à l'heure actuelle de rassembler les forces communistes dispersées, de former dans chaque pays un parti communiste unique (ou de renforcer et de rénover celui qui y existe), afin de décupler le travail de préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir d'État et précisément à la conquête du pouvoir sous la forme de la dictature du prolétariat [...].

6.- La conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne met pas fin à sa lutte de classe contre la bourgeoisie ; **bien au contraire, elle la rend plus large, plus sévère et plus implacable**. Tous les groupes, partis et militants du mouvement

ouvrier qui adoptent en totalité ou en partie le point de vue du réformisme, du «centre», etc., se placent inévitablement, du fait de l'extrême accentuation de la lutte, soit du côté de la bourgeoisie, soit au nombre des hésitants, soit (ce qui est le plus dangereux) parmi les amis peu sûrs du prolétariat victorieux. C'est pourquoi la préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement le renforcement de la lutte contre les tendances réformistes et «centristes», mais également la modification du caractère même de cette lutte. La lutte ne peut pas se borner à dénoncer l'erreur de ces tendances ; elle doit démasquer inflexiblement et sans merci tout militant du mouvement ouvrier qui manifeste de telles tendances ; autrement, le prolétariat ne peut pas savoir avec qui il va engager la lutte décisive contre la bourgeoisie. **Cette lutte est telle qu'elle peut à tout instant substituer - et elle le fait, l'expérience l'a montré - à l'arme de la critique la critique des armes.** Toute inconséquence ou toute faiblesse dans la dénonciation de ceux qui se conduisent en réformistes ou en «centristes» revient à accroître bel et bien le danger du renversement du pouvoir prolétarien par la bourgeoisie, qui utilisera demain pour la contre-révolution ce qui ne paraît être aujourd'hui, pour les gens à courte vue, qu'une «divergence théorique».

7.- En particulier, on ne peut pas se borner à l'habituelle négation de principe de toute collaboration du prolétariat avec la bourgeoisie, de tout «collaborationnisme». La simple défense de la «liberté» et de l'«égalité», tant que persiste la propriété privée des moyens de production, se transforme, sous la dictature du prolétariat, qui ne sera jamais en mesure d'abolir d'un coup la propriété privée, en «collaboration» avec la bourgeoisie, collaboration qui sape bel et bien le pouvoir de la classe ouvrière. **Car la dictature du prolétariat signifie la consécration et la défense par l'État, par tout l'appareil du pouvoir d'État,** de la «non-liberté» pour les exploités de poursuivre leur œuvre d'oppression et d'exploitation, de «l'inégalité» du propriétaire (c'est-à-dire de celui qui s'est approprié certains moyens de production créés par le travail social) et du non-possédant. Ce qui, avant la victoire du prolétariat, ne semble être qu'une divergence théorique sur la «démocratie» deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question à trancher **par la force des armes.** Par conséquent, sans une transformation radicale de tout le caractère de la lutte contre les «centristes» et les «défenseurs de la démocratie», la préparation, même préliminaire, des masses à la réalisation de la dictature du prolétariat est impossible.

8.- La dictature du prolétariat est la forme la plus décisive et la plus révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Cette lutte ne peut être victorieuse que si l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat entraîne avec elle l'écrasante majorité de celui-ci. La préparation de la dictature du prolétariat exige, dès lors, non seulement la dénonciation du caractère bourgeois de tout réformisme, de toute défense de la démocratie tant que sera maintenue la propriété privée de moyens de production, non seulement la dénonciation de ces tendances qui signifient, en fait, la défense de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, mais elle exige également le remplacement des anciens chefs par des communistes, absolument dans toutes les organisations prolétariennes, non seulement politiques, mais également syndicales, coopératives, culturelles, etc. **Plus la domination de la**

démocratie bourgeoise a été, dans un pays donné, longue, totale et stable, et plus la bourgeoisie a réussi à mettre en place des chefs formés par elle, pénétrés de ses conceptions et de ses préjugés et très souvent corrompus par elle, directement ou indirectement. Il est indispensable d'éliminer de tous leurs postes, d'une façon cent fois plus hardie que jusqu'à présent, ces représentants de l'aristocratie ouvrière ou des ouvriers embourgeoisés et de les remplacer par des ouvriers, même des plus inexpérimentés, pourvu qu'ils soient liés à la masse exploitée et jouissent de sa confiance dans la lutte contre les exploités. La dictature du prolétariat exigera la désignation de ces ouvriers sans expérience aux postes les plus responsables de l'État, faute de quoi le pouvoir du gouvernement ouvrier serait Impuissant et n'aurait pas l'appui de la masse [...].»

C'est de ces principes généraux que découlent les tâches pratiques qui seront plus tard précisées dans les «Conditions d'admission» et dans d'autres «Thèses» spécifiques : action révolutionnaire au parlement, action révolutionnaire dans les syndicats, appui aux mouvements révolutionnaires dans les colonies, propagande révolutionnaire dans l'armée, combinaison du travail légal et illégal, renforcement de la presse révolutionnaire, etc.

C'était là - ou aurait dû être - **le plus petit commun dénominateur** de tous les partis communistes, mais la suite du congrès et les événements ultérieurs ne montrèrent que trop à quelles résistances opiniâtres l'acceptation intégrale et inconditionnelle de ces tâches se heurtaient dans tous les pays. Pour nous, «abstentionnistes», elles constituaient un **minimum** à accepter sans réserve, non seulement comme programme général de base, mais comme **application pratique** de ce programme. Les divergences sur l'abstention ou la participation aux élections pesaient bien peu à côté de cela. Beaucoup de ceux qui votèrent ces thèses s'abstinrent de voter ce qui était leur couronnement logique et qui, déjà clair dans le paragraphe III, fut rendu plus explicite encore dans les «Conditions d'admission» : qui était pour Lénine, et qui était **contre**? La pleine concordance sur les principes et sur le programme - que nous avons déjà démontrée à plusieurs reprises - pouvait **nous** imposer de nous plier à la discipline internationale même sur les points de la tactique qui ne nous semblaient pas leur être organiquement liés ; par contre, le maximalisme, sous toutes ses formes, **devait** repousser tout à la fois **les principes et le programme**, parce que ceux-ci excluaient tout assouplissement des **limites**, pourtant généreusement «élargies», que la tactique ne doit pas dépasser. Le maximalisme préféra se porter au secours de ceux qui «tantôt cédant plus ou moins inconsciemment aux désirs et à la pression des masses, tantôt les trompant consciemment pour conserver leur ancienne situation **d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie** au sein du mouvement ouvrier, proclament leur adhésion conditionnelle et même inconditionnelle à la III^e Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique et politique, sur les positions de la II^e Internationale», perpétuant ainsi un état de choses que les Thèses définissent comme :

«absolument inadmissible, car il introduit parmi les masses un élément de corruption, porte atteinte au prestige de la III^e Internationale en faisant courir le risque de nouvelles trahisons semblables à celle des social-démocrates hongrois hâtivement travestis en communistes».

Quitte à repousser l'ABC du communisme résumé dans les thèses de Lénine, le maximalisme entendait sauver ces gens-là. Comment se serait-il laissé convaincre par les invectives de l'Exécutif de l'I.C. pendant le voyage de Petrograd à Moscou et les quatre jours laissés à la réflexion entre le 19 et le 23 juillet, puisque ni les six mois ni les années qui suivirent ne suffirent à le faire changer d'avis? Lorsqu'un an plus tard, l'I.C. renouvela sa vaine tentative de récupérer au moins une aile du Parti socialiste italien formée de pécheurs prétendument repentis, la Gauche eut donc bien raison d'écrire :

«Tout mécanisme a une loi fonctionnelle propre, qui n'admet pas d'être violée. Une thèse semblable à celle qui démontre l'impossibilité de s'emparer de l'appareil de l'État bourgeois pour l'utiliser selon les buts de la classe prolétarienne et de la construction socialiste prouve, avec de multiples confirmations dans la réalité, que la structure des partis social-démocrates d'avant la guerre, avec sa fonctionnalité parlementariste et syndicale, **ne peut se transformer en structure du parti révolutionnaire de classe, organe de la conquête de la dictature.**»¹

9.6 - Le long du fil rouge : Parti et internationale

[Retour à la table des matières](#)

Quand le Congrès reprit ses séances à Moscou le 23 juillet, un autre point central de la doctrine communiste, à savoir la nature du parti et sa tâche consistant à préparer l'assaut révolutionnaire, à conquérir le pouvoir et à l'exercer dictatorialement, fut traité devant les délégués afin qu'ils se l'assimilent et avec eux, non seulement les prolétaires qu'ils représentaient, mais les militants communistes du monde entier.

La question était brûlante puisque l'Internationale avait convoqué à Moscou les représentants d'organisations ouvrières et de partis qui sous-estimaient notoirement ou même niaient le rôle **dirigeant**, sinon déterminant, du parti politique dans la révolution prolétarienne, niant par là même la dictature de classe, à moins de la vider

¹ « Moscou et la question italienne », dans « Rassegna comunista », 1/5, 30 juin 1921, p. 214.

de tout contenu ; en outre, comme cela ressort des pages qui précèdent, elle avait des raisons de croire que cette thèse n'était pas tout à fait claire même pour certains adhérents au Comintern qui, bien que se proclamant communistes, manifestaient des hésitations et des réticences en l'entendant réaffirmer avec vigueur.

Les thèses rédigées par Zinoviev furent approuvées avec des variantes secondaires ; nous les reproduisons dans leur version définitive avec un bref commentaire montrant qu'elles développaient point par point les mêmes questions de principe que le «Il Soviet» depuis le début de ses publications en décembre 1918.

Thèses sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne

[Retour à la table des matières](#)

(Traduction française revue d'après le «Protokoll des II. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale», Hamburg 1921, Feltrinelli Reprint.)

«Le prolétariat mondial est à la veille de luttes décisives. L'époque à laquelle nous vivons est une époque de guerres civiles ouvertes. L'heure décisive approche. Bientôt, dans tous les pays où il y a un mouvement ouvrier important, la classe ouvrière aura à livrer une série de combats acharnés, les armes à la main. Plus que jamais, en ce moment, la classe ouvrière a besoin d'une organisation solide. Elle doit se préparer inlassablement à cette lutte décisive, sans perdre une seule heure d'un temps précieux.

Si pendant la Commune de Paris (en 1871) la classe ouvrière avait eu un Parti Communiste, même petit, mais solidement organisé, la première insurrection héroïque du prolétariat français aurait été beaucoup plus forte et elle aurait évité bien des erreurs et bien des fautes. La bataille qui attend le prolétariat aujourd'hui, dans une situation historique différente, sera plus lourde de conséquences que celle de 1871.

Le 2^o Congrès mondial de l'Internationale Communiste attire donc l'attention des ouvriers révolutionnaires du monde entier sur ce qui suit :

1. Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se forme par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne se distingue de la grande masse des travailleurs que par le fait qu'il possède une vision générale du cours historique de la classe ouvrière et que, à tous les tournants de ce parcours, il défend non pas les intérêts de catégories ou de groupes particuliers, mais ceux de la classe ouvrière dans son ensemble. Le Parti Communiste constitue la force

organisatrice et politique à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige les masses prolétariennes et semi-prolétariennes dans la bonne direction.

2. Tant que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir politique, qu'il n'aura pas assuré définitivement sa domination et rendu impossible une restauration bourgeoise, le Parti Communiste n'englobera dans ses rangs organisés qu'une minorité des ouvriers. Jusqu'à la prise du pouvoir et dans la période de transition le Parti Communiste peut, dans des circonstances favorables, exercer une influence **idéologique et politique** incontestée sur toutes les couches prolétariennes et semi-prolétariennes de la population, mais il ne peut les accueillir et les organiser dans ses rangs. C'est seulement lorsque la dictature prolétarienne aura arraché à la bourgeoisie des moyens d'influence aussi puissants que la presse, l'école, le parlement, l'Église, l'administration, etc., c'est seulement lorsque la défaite définitive de l'ordre bourgeois sera devenue évidente aux yeux de tous, que tous les ouvriers, ou presque tous, commenceront à entrer dans les rangs du Parti Communiste.

3. Les notions de parti et de classe doivent être distinguées avec le plus grand soin. Les membres des syndicats «chrétiens» et libéraux d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Les groupements ouvriers plus ou moins considérables qui suivent encore les Scheidemann, Gompers et consorts, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Dans certaines conditions historiques, il est très possible que de nombreuses tendances réactionnaires se fassent jour dans la classe ouvrière. La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière, mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste. La confusion entre ces deux notions - **parti et classe** - peut conduire aux fautes et aux malentendus les plus graves. Il est, par exemple, évident que le Parti ouvrier devait, en dépit des préjugés et de l'état d'esprit d'une partie de la classe ouvrière pendant la guerre impérialiste, s'insurger à tout prix contre ces préjugés et cet état d'esprit, au nom des intérêts historiques du prolétariat qui imposaient à son Parti de déclarer la guerre à la guerre.

C'est ainsi, par exemple, qu'au début de la guerre impérialiste de 1914, les Partis social-traîtres de tous les pays, soutenant «leurs» bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur conduite en invoquant la volonté de la classe ouvrière. Ils oubliaient, ce faisant, que si même il en avait été ainsi, la tâche du Parti prolétarien dans une telle situation aurait été de s'opposer à l'état d'esprit de la majorité des ouvriers et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat. C'est ainsi qu'à la fin du XX^e siècle les menchéviks de l'époque (ceux qu'on nommait «économistes») répudiaient la lutte politique ouverte contre le tsarisme parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble n'était pas encore en état de comprendre la nécessité de la lutte politique.

De la même façon, les indépendants de droite en Allemagne justifient leurs hésitations et leurs demi-mesures par les «désirs des masses» - sans comprendre que le Parti est là précisément pour précéder les masses et leur montrer le chemin».

D'une vigoureuse clarté, ces premiers paragraphes marquent un jalon dans le combat mené pendant des dizaines d'années par le communisme contre toute mystification démocratique pour que les caractères autoritaire et centraliste, et donc anti-autonomiste et anti-populaire de la dictature du prolétariat (et donc essentiellement du parti, son organe dirigeant) soient ouvertement proclamés. Conçus pour délimiter sans équivoque possible la position des communistes marxistes de celle des révisionnistes tant de droite (réformistes, social-démocrates, labouristes) que de gauche (syndicalistes-révolutionnaires, anarchistes) ils coïncident point par point avec les thèses de notre Fraction, et sont d'importance historique fondamentale, surtout aujourd'hui que règne partout le pire opportunisme petit-bourgeois.

Définissant le parti comme l'«organe» et non pas, contrairement à celles de Zinoviev, comme une «partie» de la classe, les thèses de la Gauche avaient l'avantage de mieux définir sa nature et sa fonction (mais **la conception était fondamentalement la même**), évitant un malentendu dont l'avenir montrera le danger, quand on commencera à chercher l'essence révolutionnaire du parti dans sa composition sociale (comme si l'on pouvait mettre sur le même plan les ouvriers militant dans ses rangs et les autres, et leur attribuer la même importance) et donc à atténuer la différence **qualitative** existant entre le parti, dépositaire d'une doctrine et d'un programme embrassant tout le cours historique de l'émancipation prolétarienne et ses buts finaux, et la classe considérée du point de vue statistique et statique. Certes l'auteur des thèses citées ci-dessus et les bolcheviks en général ne commettaient pas de pareilles erreurs, comme chacun des paragraphes le prouve. Mais la prétendue «bolchevisation» qui, quelques années plus tard, prétendra assurer et conserver au parti une physionomie révolutionnaire et marxiste en lui donnant pour base des cellules d'**usine** et des noyaux exclusivement composés de purs salariés montrera à quel point la «lettre» de telle ou telle phrase de 1920 facilitait le remplacement de la puissante vision **organique** et **synthétique** du parti par une fade interprétation «labouriste». Or cette dernière dénature totalement la conception marxiste qui, en affirmant que le parti incarne l'**avant-garde** de la classe, lui attribue une fonction de **direction**, et ne se contente nullement de noter qu'il est «plus avancé qu'elle». C'est bien pourquoi d'ailleurs les thèses de la Gauche affirmaient que la classe n'est véritablement classe **qu'à condition** d'engendrer le parti politique unifiant les poussées élémentaires de la classe, les coordonnant et les dirigeant vers un but final dont les individus ou les catégories qui la composent ne peuvent avoir conscience.

Ce point est d'ailleurs développé avec une clarté suffisante dans la Thèse II, où l'on affirme que le parti ne peut organiser dans ses rangs qu'une **minorité** de la classe, ainsi que (comme le «Manifeste» de 1848 le faisait déjà observer) des transfuges d'autres classes. Pour que **tous** les ouvriers adhèrent au parti et acceptent son programme, il faut que la révolution victorieuse les ait libérés du besoin qui les

abrutit et qu'elle ait détruit la presse, l'école, le parlement, l'église, l'administration étatique, tous instruments de diffusion de la corruption bourgeoise ; il s'agit d'un long processus qui n'ira pas sans retours en arrière ni sans tentatives de restauration du capitalisme.

De même la Thèse III, repoussant toute confusion entre les notions de parti et de classe, réfute l'idée commune aux menchéviks, aux réformistes, aux ouvriéristes, aux spontanéistes, etc., pour qui le parti doit se régler sur les aspirations momentanément dominantes parmi les travailleurs ; elle lui assigne la tâche de défendre en toute circonstance et même contre des couches ouvrières d'arrière-garde ou soumises à l'influence d'autres classes hostiles au communisme (dans certaines situations, cela peut être le cas pour la **quasi totalité** de la «classe statistique») les intérêts généraux et permanents, et non pas locaux ou momentanés, du prolétariat. De façon plus incisive, la Gauche aurait dit que le parti **représente** la classe, quelles que soient les vicissitudes, heureuses ou malheureuses, du conflit social ¹.

«4. L'Internationale Communiste est absolument convaincue que la faillite des anciens partis «social-démocrates» de la II^e Internationale ne peut, en aucun cas, être considérée comme la faillite des Partis prolétariens en général. L'époque de la lutte directe en vue de la dictature du prolétariat suscite un nouveau Parti prolétarien mondial - le Parti Communiste.

5. L'Internationale Communiste répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son propre Parti politique. Toute lutte de classes est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. Mais le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel parti politique. Ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un Parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts clairement définis, et possédant un programme de mesures immédiates bien précises tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être non un épisode fortuit, mais le point de départ d'un travail durable d'édification communiste de la société par le prolétariat.

La même lutte des classes exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d'usines, enseignement, élections, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un Parti politique. Se refuser à le créer, à l'affermir et à s'y soumettre, équivaut à répudier le commandement unique des détachements du prolétariat agissant aux différents points du champ de bataille. La lutte de classe du prolétariat exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant à chaque moment toute l'attention du prolétariat sur les tâches qui le

¹ Cf. notre brochure Parti et Classe.

concernent dans son entier. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un Parti politique.

La propagande des syndicalistes révolutionnaires et des adhérents «Industrial Workers of the World» (I.W.W.) contre la nécessité d'un Parti politique autonome du prolétariat n'a donc servi et ne sert objectivement que la bourgeoisie et les «social-démocrates» contre-révolutionnaires. Dans leur propagande contre le Parti Communiste, qu'ils voudraient remplacer par les seuls syndicats ou par des unions ouvrières «générales» et informes, les syndicalistes et les Industrialistes finissent par rejoindre les opportunistes avérés. Après la défaite de la révolution de 1905, les menchéviks russes propagèrent pendant quelques années l'idée d'un Congrès ouvrier qui devait remplacer d'après eux le Parti révolutionnaire de la classe ouvrière ; les «travailleurs» jaunes de toute sorte d'Angleterre ou d'Amérique, qui mènent en réalité une politique directement bourgeoise, défendent parmi les ouvriers la création d'unions informes ou de vagues associations purement parlementaires au lieu d'un véritable Parti politique. Les syndicalistes révolutionnaires et les industrialistes veulent combattre la dictature de la bourgeoisie, mais ils ne savent pas comment il faut s'y prendre. Ils ne voient pas qu'une classe ouvrière sans Parti politique est un corps sans tête.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme sont un pas en avant par rapport à l'ancienne idéologie inerte et contre-révolutionnaire de la II^e Internationale. Par rapport au marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire par rapport au communisme, ils constituent un recul. La déclaration des communistes «de gauche» en Allemagne (K.A.P.D.) dont le programme élaboré par le Congrès constitutif d'Avril affirme qu'ils forment un Parti, mais «pas un parti au sens courant du mot», est une capitulation idéologique devant les conceptions réactionnaires du syndicalisme et de l'industrialisme.

Ce n'est pas par la seule grève générale, par la seule tactique des «bras croisés», que la classe ouvrière peut remporter la victoire sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée. Celui qui a compris cela doit aussi comprendre qu'il faut pour cela un Parti politique organisé et que d'informes unions ouvrières ne peuvent pas en tenir lieu.

Les syndicalistes révolutionnaires parlent souvent du grand rôle que doit jouer une minorité révolutionnaire résolue. Or, en fait, cette minorité active, qui est communiste, qui a un programme, qui veut organiser la lutte des masses - **c'est précisément le Parti Communiste.**

6. La tâche la plus importante d'un Parti réellement communiste est de rester toujours en contact étroit avec les larges masses prolétariennes. Pour y arriver, les communistes doivent travailler aussi dans des organisations qui, sans être des organisations du Parti, englobent de grandes masses prolétariennes ; par exemple les organisations d'invalides de guerre des divers pays, les comités «Hands off Russia»

(«Ne touchez pas à la Russie») en Angleterre, les associations prolétariennes de locataires, etc. Un exemple particulièrement important est celui des conférences d'ouvriers et paysans «sans parti» en Russie. Dans presque toutes les villes, dans les quartiers ouvriers, et aussi à la campagne, des conférences de ce type sont organisées, et les couches les plus larges d'ouvriers même les plus arriérés participent aux élections pour ces conférences ; on y discute toutes les questions brûlantes de l'actualité : l'approvisionnement, le logement, l'éducation, la situation militaire, les tâches politiques à l'ordre du jour, etc. Les communistes tendent de toutes leurs forces à influencer ces conférences de «sans-parti» - avec les résultats les plus favorables pour le Parti.

Les communistes considèrent comme leur tâche principale le travail systématique d'organisation et d'éducation au sein de ces organisations de masse. Mais précisément pour que ce travail soit fécond, pour que les ennemis du prolétariat révolutionnaire ne puissent s'emparer de ces organisations ouvrières de masse, les travailleurs d'avant-garde, les communistes, doivent avoir leur propre Parti discipliné, le Parti communiste qui agit de façon compacte et organisée et qui est capable de défendre les intérêts généraux du communisme dans toutes les situations et toutes les formes du mouvement.

7. Les communistes ne s'écartent pas des organisations ouvrières de masse politiquement neutres et, dans certaines circonstances, ils ne craignent pas d'y travailler même lorsqu'elles ont un caractère ouvertement réactionnaire (syndicats jaunes, syndicats chrétiens, etc.). Au sein de ces organisations, le Parti Communiste développe constamment son travail propre, et démontre infatigablement aux ouvriers que l'idée de la neutralité politique est sciemment répandue parmi eux par la bourgeoisie et ses laquais pour détourner le prolétariat de la lutte organisée pour le socialisme.

8. L'ancienne répartition «classique» du mouvement ouvrier en trois formes - Parti, syndicat, coopérative - est manifestement dépassée. La révolution prolétarienne, en Russie a suscité la forme fondamentale de la dictature prolétarienne, les soviets. La nouvelle articulation qui va se présenter maintenant c'est : 1° le Parti, 2° le soviet, 3° le syndicat. Mais dans les soviets, comme dans les syndicats révolutionnaires, le travail doit être constamment et systématiquement dirigé par le Parti du prolétariat, le Parti Communiste. L'avant-garde organisée de la classe ouvrière, le Parti Communiste, représente les intérêts d'ensemble de la classe ouvrière, dans le domaine de ses luttes économiques aussi bien que politiques et même culturelle. Le Parti Communiste doit être l'âme des syndicats aussi bien que des soviets ou de toute autre forme d'organisation prolétarienne.

L'apparition des Conseils comme forme historique fondamentale de la dictature du prolétariat ne diminue nullement le rôle dirigeant du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne. Lorsque les communistes allemands «de gauche» (voir leur «Manifeste au prolétariat allemand», du 14 avril 1920, signé «Parti ouvrier

communiste d'Allemagne») déclarent que «le Parti doit, lui aussi, s'adapter de plus en plus à l'idée des conseils et prendre un caractère prolétarien» («Kommunistische Arbeiterzeitung», N° 54) ils disent tout bonnement que le Parti Communiste doit se fondre dans les soviets, que les Conseils ouvriers pourraient remplacer le Parti Communiste.

Cette idée est absolument fausse et réactionnaire.

Au cours de la révolution russe nous avons connu toute une phase au cours de laquelle les soviets se dressaient contre le Parti prolétarien et soutenaient la politique des agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même chose en Allemagne, et cela peut très bien se reproduire dans d'autres pays.

Pour que les soviets puissent remplir leur mission historique, il faut au contraire qu'existe un puissant Parti Communiste ; un Parti qui ne «s'adapte» pas simplement aux soviets, mais exerce une influence décisive sur leur politique ; qui les conduise à rompre leur «adaptation» à la bourgeoisie et à la garde blanche social-démocrate ; qui soit capable de devenir, par ses fractions communistes, le Parti dirigeant des soviets.

Celui qui conseille au Parti Communiste de «s'adapter» aux Conseils ouvriers, celui qui voit dans une telle adaptation le renforcement du «caractère prolétarien» du Parti, rend aux soviets comme au Parti le plus mauvais service qui soit ; celui-là n'a rien compris à la signification ni du Parti ni du soviet. «L'idée soviétique» vaincra d'autant plus rapidement que nous serons à même de développer dans les divers pays des Partis Communistes aussi forts que possible. Aujourd'hui beaucoup «d'Indépendants» et même des socialistes de droite se rallient en parole à «l'idée soviétique». Nous ne pourrions empêcher ces éléments de dénaturer la notion de soviet que si nous avons un parti Communiste puissant, capable de déterminer la politique des soviets et de les diriger.

9. Le Parti Communiste n'est pas seulement nécessaire à la classe ouvrière **avant** et **pendant** la conquête du pouvoir, mais encore après le passage du pouvoir dans les mains de la classe ouvrière. L'histoire du Parti Communiste de Russie, qui détient depuis trois ans le pouvoir, montre que le rôle du Parti Communiste, loin de diminuer depuis la conquête du pouvoir, s'est au contraire considérablement accru.

10. Au lendemain de la conquête du pouvoir par le prolétariat, son Parti ne constitue toujours qu'une fraction de la classe ouvrière. Mais, précisément, la fraction qui a organisé la victoire. Au cours de longues luttes - deux décennies en Russie, plusieurs années en Allemagne - luttes dirigées non seulement contre la bourgeoisie mais aussi contre ces «socialistes» qui sont les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, le Parti Communiste a regroupé dans ses rangs les combattant les plus tenaces, les plus clairvoyants, les plus avancés de la classe ouvrière. Et c'est seulement l'existence d'une telle organisation compacte de l'élite de la classe ouvrière qui permet de surmonter toutes les difficultés qui se présenteront à la dictature du

prolétariat au lendemain de la victoire. L'organisation d'une nouvelle armée, l'armée rouge prolétarienne, la destruction effective de tout l'appareil d'État bourgeois et la mise en place des premiers linéaments de l'État prolétarien, la lutte contre les tendances corporatistes de certains groupes ouvriers, la lutte contre le « patriotisme » local et l'esprit de clocher, les efforts en vue de susciter une nouvelle discipline du travail - autant de domaines où le Parti Communiste, dont les membres entraînent par leur vivant exemple les masses ouvrières, doit dire le mot décisif.

11. La nécessité d'un Parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales. Dans la marche vers la victoire définitive du communisme, il est possible que le rapport qui existe entre les trois formes essentielles de l'organisation prolétarienne actuelle (Parti, Soviet, syndicat) soit modifié, et qu'un type unique, synthétique, d'organisation ouvrière se cristallise peu à peu. Mais le Parti Communiste ne se dissoudra complètement dans la classe ouvrière que lorsque le communisme aura cessé d'être l'enjeu de la lutte, lorsque la classe ouvrière sera devenue, tout entière, communiste.»

Tout comme nos thèses, ce texte condamne l'erreur anarchisante qui consiste à considérer la faillite de la II^e Internationale comme celle de la forme-parti, ainsi que l'erreur commune aux kaapédistes, aux conseillistes, et aux ordinovistes, selon laquelle il faudrait remplacer le parti par des organisations **immédiates**, calquées sur l'appareil de production et reflétant, donc les divisions par entreprises, par localités et par métiers propres à la société capitaliste. Condamner ces erreurs revient à réaffirmer la nature **synthétique** et la tâche **centralisatrice** du parti, appelé non seulement à diriger la **préparation** révolutionnaire, mais l'insurrection armée à laquelle il est contre-révolutionnaire d'opposer comme acte **décisif** de l'affrontement entre les classes la grève générale ou, comme syndicalistes et maximalistes, la « grève expropriatrice ». Ce texte réaffirme que la tâche permanente du parti est de développer un travail intense et systématique de propagande et d'agitation dans les organisations à base plus large, comme les syndicats et autres formes contingentes telles que les comités pour la défense de la Russie qui existaient à l'époque. Il n'est pas question de revendiquer (sauf dans des conditions déterminées, que les Thèses sur la question syndicale préciseront) le boycott et la désertion des organisations dirigées par des réformistes, mais au contraire de les conquérir à la direction communiste, ce travail devant bien entendu être mené par les groupes syndicaux du **parti** et contrôlé directement **par le parti**, sans que celui-ci subordonne jamais sa propre organisation à des organisations étrangères.

Ceci, d'ailleurs, vaut aussi pour les soviets. Les Thèses rappellent - en complément de celles sur les conditions de constitution des Conseils ouvriers - que ceux-ci représentent sans aucun doute une nouvelle forme historique pour l'État de transition du capitalisme au socialisme, **mais** qu'ils ne passent pas par-dessus le parti, pas plus qu'il ne le remplacent dans ses tâches **dirigeantes**. Sans le parti, les soviets peuvent passer non seulement sous l'influence, mais même sous la domination de partis et de courants bourgeois et petit-bourgeois : c'est pourquoi on n'exclut pas la

possibilité (devenue un **fait réel** lors de l'Octobre rouge) que le parti tende au pouvoir et le conquière **contre** la résistance ou les hésitations des soviets. Enfin, puisque les soviets - à la différence des syndicats - sont des organes **politiques** et non pas seulement économiques, la vieille division en parti, syndicats et coopératives doit être remplacée par la pyramide : parti, soviets, syndicats, par ordre hiérarchique décroissant.

Pour l'Internationale, comme depuis toujours pour nous, la fonction centrale du parti ne cesse pas en effet après la prise du pouvoir ; elle est rendue plus que jamais **indispensable**, au contraire, par **tout** le cycle qui lui fait suite : guerre civile et terreur rouge contre la classe vaincue et ses efforts de restauration par des forces intérieures et extérieures, ainsi que par la nécessité de réagir aux tendances corporatistes centrifuges et autonomistes qui menacent toujours de briser l'unité prolétarienne, et au patriotisme régional et local qui menace d'entamer le bloc compact de la dictature de classe. Le parti ne peut en fait disparaître, en tant qu'organe **politique**, avant que le communisme ait cessé d'être un but, et que le prolétariat, grâce au développement complexe de la société nouvelle ait non seulement aboli les autres classes, mais aussi et surtout se soit aboli lui-même.

«12. Le 2° Congrès de l'Internationale Communiste doit non seulement confirmer la mission historique du Parti Communiste en général, mais encore indiquer au prolétariat international, au moins dans les grandes lignes, de quel type de Parti Communiste nous avons besoin.

13. L'Internationale Communiste est d'avis que, surtout à l'époque de la dictature du prolétariat, le Parti Communiste doit être constitué sur la base du centralisme prolétarien le plus strict. Pour diriger efficacement la classe ouvrière dans la guerre civile longue et opiniâtre qui s'est ouverte, le Parti Communiste doit établir en son sein une discipline de fer, une discipline militaire. L'expérience du Parti Communiste de Russie, qui pendant trois ans a dirigé avec succès la classe ouvrière à travers les péripéties de la guerre civile, a montré que sans la plus forte discipline, sans un centralisme total, sans une confiance absolue de toutes les organisations du Parti envers le centre dirigeant du Parti, la victoire des travailleurs est impossible.

14. Le Parti Communiste doit être constitué sur le principe du centralisme démocratique. L'éligibilité des organes supérieurs par les organes inférieurs, le caractère absolument astreignant des directives données par les instances supérieures pour les inférieures, l'existence d'un centre puissant dont l'autorité s'exerce entre deux congrès sur tous les camarades dirigeants, tels sont les principes essentiels du centralisme démocratique.

15. Toute une série de Partis Communistes en Europe et en Amérique sont contraints à une existence illégale par l'état de siège proclamé par la bourgeoisie contre les communistes. Il faut bien comprendre que dans ces circonstances le principe électif ne peut pas être rigoureusement appliqué et qu'il faut accorder aux

organes dirigeants du Parti le droit de cooptation, comme ce fut le cas naguère en Russie. Durant l'état de siège le Parti Communiste ne peut évidemment pas avoir recours (comme l'aurait voulu un groupe de communistes américains) au référendum démocratique chaque fois qu'il se pose un problème ; il doit au contraire conférer à son centre dirigeant le droit de décider promptement pour tous les membres du Parti au moment opportun.

16. La revendication d'une large «autonomie» pour les groupes locaux du Parti ne peut en ce moment qu'affaiblir les rangs du Parti Communiste, diminuer sa capacité d'action et favoriser le développement de tendances anarchistes et petites-bourgeoises, centrifuges et désagrégatrices.

17. Dans les pays où le pouvoir est encore détenu par la bourgeoisie ou par la social-démocratie contre-révolutionnaire, les Partis Communistes doivent apprendre à combiner systématiquement l'action légale avec l'action clandestine ; plus précisément, le travail légal doit toujours être contrôlé par le Parti illégal. Les groupes parlementaires communistes, de même que les élus des institutions locales de l'État, doivent être entièrement subordonnés au Parti dans son ensemble - que sa situation soit légale ou illégale. Les députés qui, d'une façon ou d'une autre, ne se soumettent pas au Parti doivent être expulsés des rangs communistes. La presse légale (journaux, éditions) doit absolument être totalement subordonnée à l'ensemble du Parti et à son comité central. Aucune exception ne saurait être tolérée.

18. Tout le travail d'organisation du Parti Communiste doit tendre avant tout à créer des cellules communistes partout où il y a des prolétaires et semi-prolétaires, même en petit nombre. Dans tout conseil ouvrier, dans chaque syndicat, dans chaque coopérative, dans chaque atelier, dans chaque comité de locataires, dans chaque organisme, partout où se trouvent ne serait-ce que trois personnes qui sympathisent avec le communisme, il faut constituer immédiatement un groupe communiste. Seule la compacité organisationnelle des communistes permet à l'avant-garde de la classe ouvrière de diriger l'ensemble de la classe. Tous les groupes communistes qui agissent dans les organisations politiquement neutres doivent être rigoureusement subordonnés au Parti dans son ensemble, que l'action du Parti soit légale ou illégale. Leur travail doit être coordonné par une structure hiérarchique ferme et précise.

19. Le Parti Communiste naît presque toujours dans les grands centres, parmi les travailleurs de l'industrie urbaine. Pour rendre plus facile et accélérer la victoire de la classe ouvrière il faut que le Parti Communiste ne reste pas confiné dans les villes mais étende son influence dans les campagnes. A cette fin il doit mener un travail de propagande et d'organisation parmi les journaliers agricoles, les paysans pauvres et moyens, et poursuivre avec un soin particulier l'organisation des noyaux communistes dans les campagnes.

L'organisation internationale du prolétariat ne peut être forte que si cette façon d'envisager le rôle du Parti Communiste s'impose dans tous les pays où vivent et

luttent des communistes. L'Internationale Communiste invite tous les syndicats qui acceptent les principes de la III^e Internationale et sont prêts à rompre avec l'Internationale jaune à participer à ses congrès. L'Internationale organisera une Section internationale des syndicats rouges qui se placent sur le terrain du communisme. L'Internationale Communiste travaillera avec toute organisation ouvrière «sans-parti» disposée à mener une lutte révolutionnaire sérieuse contre la bourgeoisie. Mais, ce faisant, l'Internationale Communiste ne cessera de rappeler aux prolétaires du monde entier les principes suivants :

1) Le Parti Communiste est l'arme principale, essentielle, de l'émancipation du prolétariat. Nous devons avoir maintenant dans tous les pays non plus des groupes et des tendances, mais un Parti Communiste.

2) Dans chaque pays il ne doit y avoir qu'un seul et unique Parti Communiste.

3) Le Parti Communiste doit être fondé sur le principe de la plus stricte centralisation et doit instituer en son sein, à l'époque de la guerre civile, une discipline militaire.

4) Partout où se trouvent rassemblés ne serait-ce qu'une dizaine de prolétaires ou de semi-prolétaires, le Parti Communiste doit avoir son propre noyau organisé.

5) Dans toute organisation «sans-parti» doit exister un noyau communiste strictement subordonné à l'ensemble du Parti.

6) En restant inébranlablement accroché au programme et à la tactique révolutionnaire du communisme, le Parti Communiste doit toujours être lié étroitement aux organisations ouvrières de masse, et se garder du sectarisme autant que du manque de principes.»

Il n'est pas nécessaire de commenter longuement la partie d'application pratico-organisationnelle des Thèses, où sont énergiquement rappelés les **principes** que sont la centralisation et la discipline, l'exclusion de toute autonomie de sections ou de groupes, la combinaison de l'activité légale et illégale, l'identité de structure dans les villes et dans les campagnes et l'unicité du parti dans chaque pays (ce qui exclut par conséquent la formule aberrante du «parti sympathisant» et d'organes politiques **parallèles** adhérant à l'Internationale) le refus du noyautage dans d'autres partis (les «noyaux» ou cellules communistes doivent être constitués dans des organisations qui ne sont **pas** des organisations de parti ; ils ne sont pas la base du parti, qui reste la section territoriale, mais sa «courroie de transmission» dans des organisations ouvrières extérieures au parti : exactement le contraire de ce qu'on prétendit en 1925 au temps de la «bolchevisation») et, enfin, la condamnation tant du sectarisme, au sens du refus de se lier aux masses, que de l'absence de principes, c'est-à-dire des deux extrêmes d'une conception déformée, que nous avons toujours dénoncée et combattue. Notons encore que la formule organisationnelle de «centralisme

démocratique» n'a rien de commun avec une revendication démo-électorale : elle s'applique à un parti dont les principes ne sont et ne peuvent faire l'objet de consultations ou de débats, parce qu'ils constituent sa raison d'être et la base de sa fonction historique.

L'Exécutif voulut faire de ces Thèses le centre du II^o Congrès, non seulement pour des motifs contingents tels que la polémique anti-syndicaliste et anti-immédiatiste en général, mais en tant que question de principe. Elles convainquent pour toujours de **faux** ces partis qui prétendent se rattacher à la tradition bolchevique, alors qu'ils en détruisent les fondements anti-démocratiques, anti-libertaires, anti-nationaux. Comme l'observera un des porte-parole du Comintern au cours de la discussion, même un Noske ou un Scheidemann peuvent reconnaître la nécessité du parti et de sa centralisation ; mais le parti dont le communisme marxiste revendique la structure centralisée et la fonction de synthèse n'est pas le parti de la conservation, **mais** de la révolution. Il n'est pas le parti du légalisme réformiste, **mais** de la prise violente du pouvoir ; il n'est pas le parti de la démocratie et du parlementarisme, **mais** de la dictature prolétarienne ouvertement revendiquée comme partie intégrante de la doctrine, des principes et du programme, non comme un objectif vague et lointain, mais comme un facteur **déterminant** de toute l'action complexe de préparation révolutionnaire, tant en période d'avancée qu'en période de reflux du mouvement ouvrier ; il n'est pas le parti d'un pays particulier - et encore moins le parti de l'intérêt national! - **mais** de la classe laborieuse du monde entier, le parti de la lutte par définition **internationale** de cette classe ; et enfin, il n'est pas le parti de la classe exploitée à un moment **x** de son histoire, **mais** de la classe envisagée dans sa **finalité historique** : et en cela aussi il est dictatorial et autoritaire, donc anti-démocratique. Accepter cet ensemble de principes et prétendre pouvoir le concilier avec une pratique reposant sur la démocratie, le bloc populaire de plusieurs classes, le gradualisme des «réformes de structure», la revendication de particularités et d'intérêts nationaux, cela signifie détruire la puissante construction pour laquelle le parti centralisé et centralisateur est une **arme** première indispensable ; cela signifie mettre le parti au service de la **contre-révolution**, comme le firent les Noske de tous les pays «civilisés» lors de la guerre ou de la crise qui suivit.

Le préambule des **Statuts** de l'Internationale Communiste tend aussi à formuler des **principes** et des **postulats** invariants. Nous avons d'ailleurs déjà observé, et nous le verrons encore plus loin, que chacune des Thèses «tactiques» non seulement les contient, mais fait d'eux les fondements nécessaires des directives d'action dans tous les domaines : parlementaire, agraire, syndical, ou dans la très importante question nationale et coloniale.

Statuts de l'internationale communiste

[Retour à la table des matières](#)

«En 1864 fut fondée, à Londres, la première Association Internationale des Travailleurs, la I^o Internationale. Les Statuts de cette Association disaient :

«**Considérant**

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droit et de devoirs égaux, et pour l'abolition de tout régime de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens du travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes : la misère sociale, l'aviilissement intellectuel et la dépendance politique ;

Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés ;

Que le mouvement qui vient de renaître parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les efforts encore isolés.»

La II^o Internationale, fondée en 1889 à Paris, s'engagea à continuer l'œuvre de la I^o Internationale. Mais en 1914, au début du massacre mondial, elle a fait banqueroute. Minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie, la II^o Internationale s'est effondrée.

La III^o Internationale Communiste, fondée en mars 1919 dans la capitale de la République Soviétique Fédérale Russe, Moscou, déclare solennellement à la face du

monde qu'elle se charge de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la I^o Internationale des Travailleurs.

La III^o Internationale Communiste s'est constituée à la fin du carnage de la guerre impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie impérialiste des différents pays a sacrifié 20 millions de vies humaines.

«Souviens-toi de la guerre impérialiste!» Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorger! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable!

L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la République internationale des Soviets, première étape dans la voie de l'abolition de tout État. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen permettant de libérer l'humanité des horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la forme que l'histoire donne à cette dictature du prolétariat.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre le sort des travailleurs d'un pays et celui du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus l'affirmation des Statuts de la I^o Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local, ni national, mais un problème international.

L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la II^o Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les hommes de race blanche. L'Internationale Communiste se donne comme tâche la libération des travailleurs du monde entier. Dans les rangs de l'Internationale Communiste des hommes à la peau blanche, jaune ou noire, des travailleurs du monde entier, s'unissent fraternellement.

L'Internationale Communiste soutient, intégralement et sans réserve, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste victorieuse de l'histoire, et appelle les prolétaires du monde entier à marcher dans la même voie. L'Internationale Communiste s'engage à soutenir par tous les moyens toute république soviétique, où qu'elle se constitue.

L'Internationale Communiste sait que, pour hâter la victoire, l'association ouvrière qui lutte pour la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme doit avoir une organisation fortement centralisée. L'Internationale Communiste doit

représenter réellement et effectivement le Parti Communiste unitaire du monde entier. Les Partis qui agissent dans les divers pays n'apparaissent que comme ses sections. L'appareil organisatif de l'Internationale Communiste doit permettre aux ouvriers de chaque pays de recevoir à chaque instant la plus grande aide possible du prolétariat organisé des autres pays.

Dans ce but, l'Internationale Communiste adopte les statuts que voici :

1) La nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser l'action commune du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des Soviets pour abolir complètement les classes et réaliser le socialisme, premier stade de la société communiste.

2) La nouvelle association internationale des travailleurs prend le nom de «Internationale Communiste».

3) Tous les partis appartenant à l'Internationale Communiste portent le nom de «Parti Communiste de tel pays» (Section de l'Internationale Communiste).»

Faut-il autre chose pour prouver que la centralisation maximum en parti communiste mondial **unique** est inséparable du principe de la dictature du prolétariat en tant que stade **unique** de passage au socialisme, et que ce principe, **à lui seul**, la justifie et **l'impose**?

Les articles suivants des «Statuts» développent et martèlent les mêmes principes : l'instance suprême de l'IC est le Congrès mondial «qui discute et délibère des questions les plus importantes de programme et de tactique» ayant trait à son activité ; dans l'intervalle des congrès mondiaux (qui se réunissent régulièrement tous les ans) l'organe dirigeant est le Comité exécutif, qui est responsable devant les congrès et dont le siège sera désigné par chaque session du Congrès ; le poids principal de son travail incombera au «parti **du** pays où le Congrès mondial a fixé le siège de l'Exécutif» ; la tâche de ce dernier est de fixer des directives obligatoires pour tous les partis et organisations appartenant à l'Internationale communiste ; il a le droit d'exclure des partis-membres des groupes ou des individus «qui enfreignent la discipline du Congrès» ; tous les partis et organisations affiliés ou sympathisants doivent publier toutes les décisions officielles de l'Exécutif ; les «syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et sont réunis à l'échelle internationale sous la direction de l'IC constituent une section syndicale de l'IC» ; les rapports politiques entre partis doivent avoir lieu par l'intermédiaire du Comité exécutif, les rapports directs n'étant admis que dans des cas exceptionnels ; l'Internationale de la jeunesse communiste est subordonnée à l'IC (qui comprend aussi une section féminine) et à son Comité exécutif ; tout membre de l'IC qui se rend d'un pays à un autre y est fraternellement accueilli par les membres de la section locale. La discussion sur les Statuts confirmera une fois de plus combien il était difficile d'assimiler non tant les

principes généraux **en soi**, que les nécessaires conséquences pratiques qui en découlaient pour nous (comme pour les bolcheviks), les principes n'étant eux-mêmes des principes que dans la mesure où ils s'expriment dans des normes d'action **correspondantes, obligatoires** pour tous. Aujourd'hui, il ne reste pas même un lambeau de ces Statuts.

Dans la même perspective, il est clair que les «Conditions d'admission», les célèbres 21 points fixés par le Congrès au terme d'âpres débats en assemblée plénière et, plus encore, en commission, ont aussi valeur de principe. Il est clair aussi que l'orientation générale donnée aux buts et aux principes contient déjà en elle-même, et même formule souvent dans des paragraphes spécifiques, la solution des problèmes tactiques, sans parler des bases programmatiques de l'organisation internationale et des sections nationales qui lui sont rigoureusement **subordonnées**. Il était évidemment trop tôt, étant donné la situation de l'époque, pour codifier - comme nous le souhaitions avec les camarades russes - tous les points de cette gigantesque construction en les considérant sous leurs aspects, divers mais indissolublement liés, de la doctrine, du but final, des principes et du programme. Sans doute l'ensemble des maillons de la tactique n'a-t-il pas toujours été relié de façon heureuse à ces maillons fondamentaux, la question de leur liaison n'ayant pas été assez approfondie. Il n'en est pas moins vrai qu'un fil conducteur **unique** relie **toutes** les thèses de principe et que les thèses tactiques leur sont strictement **soumises**. Seuls de grossiers mystificateurs peuvent prétendre et essayer de faire croire le contraire.

L'absence, déplorée par nous dès le IIe Congrès, d'un corps de thèses organique et complet constituait une lacune reflétant le degré imparfait de maturation du mouvement international ; il ne s'agissait en aucun cas d'une concession à l'empirisme, à l'éclectisme, au contingentisme. Loin de faire un principe de l'absence de principes, de l'habitude de s'en remettre aux cas particuliers de la liberté d'innovation, de l'agnosticisme face aux données imprévues et imprévisibles de l'expérience, Lénine avait été le premier à les dénoncer comme le trait **distinctif** de l'opportunisme ! Qu'on relise le préambule des Statuts, et qu'on ose soutenir qu'une mystification de ce genre - qu'illustre bien la formule, chère à Togliatti, du polycentrisme ou celle, commune à toute la gamme des héritiers du stalinisme, de l'anti-dogmatisme (sans parler de cet étrange «internationalisme» qui serait conciliable avec la... souveraineté nationale de chaque pays ou, pire, de chaque «pays socialiste» et serait même garanti par leur non-ingérence réciproque dans les affaires d'autrui) - trouve ne serait-ce qu'une ombre de justification dans les Thèses constitutives de 1920 !

9.7 - Le long du fil rouge : Le débat sur les principes, le programme et leurs applications tactiques

[Retour à la table des matières](#)

Précisément parce qu'elle avait des raisons objectives, cette lacune devait se manifester dans le débat portant aussi bien sur les thèses dont nous avons parlé ci-dessus que sur les thèses essentiellement tactiques, ainsi que dans les décisions finales sur la constitution des partis communistes et dans les directives d'action qui leur furent imposées. En raison de l'importance des travaux et de l'alternance entre séances plénières et réunions de commissions et sous-commissions, le débat fut très serré, mais il oscilla malheureusement entre les plus hautes considérations théoriques et principielles, d'une part, et les polémiques sur des détails d'intérêt contingent ou local, de l'autre. Il fallait d'ailleurs s'y attendre, du fait de la difficulté que le «parti communiste mondial» avait à se former, et si un tel état de fait ne méritait certes pas d'être érigé en modèle, il était aussi plus fort que les désirs des militants.

Nous rappellerons les principaux points de ce débat dans l'ordre qui nous semble respecter le mieux le lien existant entre les différents thèmes traités. Nous chercherons à montrer d'une part la **continuité des principes** qui s'y est manifestée (à cet égard, la Gauche n'eut aucun désaccord avec les bolcheviks) et, d'autre part, l'oscillation des diverses décisions tactiques autour de cet axe solide, les unes étant parfaitement conformés aux principes, mais les autres leur restant parfois inférieures. Dans ce dernier cas, nous expliquerons dans quel sens, à quel degré et pourquoi cela s'est produit.

a)Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne ¹

[Retour à la table des matières](#)

Cet ensemble de thèses de principe ne suscita que peu de discussions et fut finalement approuvé à l'unanimité. Cela peut sembler inattendu, étant données les idéologies variées des congressistes, mais cela confirme la faiblesse de la conscience théorique des groupes et des partis adhérents. Bien pis, s'il y eut bien un effort sincère, quoique insuffisant, il ne vint pas tant des représentants des partis qui avaient

¹ II° et III° séances, 23 et 24 juillet. Cf. « Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale », Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, pp. 57-136. Les thèses ont été reproduites plus haut.

déjà adhéré formellement à l'IC (bolcheviks mis à part, bien entendu) que de groupes ou d'organisations non rigoureusement marxistes, mais qui, animés d'un fort instinct de classe, aspiraient à y être admis.

Ce n'est donc pas un hasard si Lénine, Zinoviev et Trotsky consacrèrent le plus clair de leurs efforts à persuader ces derniers et à tenter de leur éclaircir les idées, plutôt que de se hâter de distribuer aux premiers des brevets d'orthodoxie et des investitures.

A l'origine, les thèses sur le rôle du parti étaient plus brèves que dans leur version définitive et la polémique y visait essentiellement des déviations «russes», mais elles furent complétées en commission par une critique sévère de l'ouvriérisme immédiatiste et spontanéiste répandu en Europe occidentale et aux Etats-Unis. Cela n'empêcha toutefois pas Lénine d'expliquer patiemment au porte-parole d'un mouvement authentiquement prolétarien et de masse comme les **shop-stewards** (l'anglais Tanner, en l'occurrence) que :

«si ces camarades sont pour une minorité qui se batte énergiquement pour la dictature du prolétariat et qui éduque les masses prolétariennes dans ce but, une telle minorité ne sera rien d'autre en substance qu'un parti».

Lénine montra en outre à Tanner que la dégénérescence parlementariste des partis de la II^e Internationale n'était pas un argument valable, parce que :

«nous aussi, nous sommes ennemis d'un tel parlementarisme et de tels partis ; nous avons besoin de partis nouveaux, de partis différents.»

Zinoviev répondit de même à l'anarcho-syndicaliste espagnol Pestana qui jugeait inutile de s'évertuer à créer des partis politiques, noyaux de la future armée rouge, sous le prétexte que de toute façon, comme le montrait l'exemple de la révolution française, le processus révolutionnaire engendrerait inévitablement un parti et une armée :

«Aujourd'hui que nous avons tout un monde de partis bourgeois armés jusqu'aux dents à combattre, que peut bien valoir un argument qui présente la création du parti comme pur résultat de la révolution? Que ferons-nous durant la révolution? Qui organisera les rangs des meilleurs ouvriers à son début? Qui préparera, élaborera et propagera le programme? [...]. Nous ne pouvons pas attendre que la révolution nous prenne par surprise et qu'elle ait pour «résultat» la cristallisation d'un parti ; nous devons dès maintenant, sans perdre une heure, nous mettre à le construire.»

Dans un certain sens, observait encore Zinoviev, la situation était analogue à celle qui vit la naissance de la I^e Internationale. La bourgeoisie faisait en effet preuve de la même rigueur dans la répression des mouvements de classe et des associations ouvrières, poussant celles-ci sur le terrain de la lutte politique et de l'action violente.

N'est-ce pas précisément pour cela que Marx et Engels s'efforcèrent de donner comme plate-forme à ces organisations une théorie et un programme qu'elles étaient toutes prêtes à assimiler, mais qu'elles n'auraient pu se donner elles-mêmes, ainsi qu'une direction énergique et centralisée pour les guider vers des objectifs placés au-dessus de leur horizon immédiat? En 1920, le **mouvement réel** ne tendait-il pas comme alors à coïncider avec le **programme** du communisme, assignant aux révolutionnaires la même tâche qu'aux fondateurs du communisme scientifique? Cette situation explique que l'«arrogance marxiste» d'un Lévi ait irrité les bolcheviks. Celui-ci prétendant que pour l'énorme majorité des prolétaires européens, la question du parti était toute résolue et qu'il était inutile d'en discuter plus longtemps au sein de l'Internationale, Trotsky lui répondit que même un Scheidemann et un Kautsky savent que le parti est nécessaire et qu'ils le savent si bien qu'ils l'ont mis au service de la bourgeoisie, après l'avoir créé pour la classe ouvrière.

Les Bolcheviks agirent de même avec Serrati. Tout en déclarant souscrire aux Thèses parce qu'elles opposaient vigoureusement les principes du centralisme et de la discipline à l'esprit petit-bourgeois dont sont animés «le syndicalisme, l'industrialisme, l'anarchisme, le relativisme», celui-ci se refusait en effet obstinément à «balayer devant sa porte» c'est-à-dire à chasser les réformistes du P.S.I. Or les Thèses étaient dirigées aussi bien contre eux que contre les immédiatistes. Serrati l'oubliait, quitte à se poser par ailleurs en «défenseur de la foi» face au danger d'un nouveau «possibilisme» en germe, d'après lui, dans les concessions pourtant limitées faites en Russie aux paysans moyens ou face au danger de se salir les mains en travaillant dans des organisations autres que le parti.

Cette brève discussion, qui annonçait d'autres vigoureux étrillages des «partis-frères» de l'Europe occidentale, permit de souligner au moins deux points de principe. Le premier, que nous dédions aux «théoriciens» modernes du polycentrisme et de la non-ingérence dans les affaires d'autrui, est bien mis en lumière par cette réplique de Zinoviev :

«Nous devons être un parti communiste unique, avec des sections dans divers pays. **Telle doit être la signification de l'Internationale Communiste**. Quand les communistes russes, les premiers, se nommèrent non plus social-démocrates, mais communistes, nous avons fait la proposition de nous appeler non Parti Communiste de Russie, mais simplement Parti Communiste. Nous devons être un **unique parti**, ayant ses sections en Russie, en Allemagne, en France, etc., un unique parti poursuivant systématiquement et en pleine conscience son propre chemin. C'est seulement ainsi que nous arriverons à la concentration complète de nos forces ; c'est à cette seule condition que n'importe quel groupe de la classe ouvrière internationale pourra toujours recevoir, à un moment donné, l'aide la plus grande possible des autres.»

Le second point de principe fut développé par Lénine à propos de l'opportunité pour le parti communiste anglais naissant d'adhérer au Labour Party ; et nous

l'adressons aux défenseurs de l'anti-dogmatisme et de la souplesse (ou plutôt de la totale liberté) tactique. Lorsqu'au nom des **shop-stewards**, Tanner et Ramsay demandèrent qu'on laissât aux communistes britanniques le soin de résoudre la question, par crainte de voir la III^e Internationale tomber dans l'erreur opposée à celle de la II^e «en devenant **trop dogmatique**» Lénine répondit avec force (et bien que faisant des réserves sur l'adhésion des communistes au Labour qu'il préconisait pour l'Angleterre, nous ne pouvons pas refuser notre approbation à cette réponse) :

«Que serait l'Internationale, si chaque petite fraction se présentait ici et disait : «Certains parmi nous sont pour, d'autres sont contre, laissez-nous décider»? A quoi serviraient alors l'Internationale, les congrès et toute cette discussion?... Nous ne pouvons accepter que la question concerne seulement les communistes anglais. Nous devons préciser, de façon générale, quelle est la tactique juste » ; si nous ne le faisons pas, nous imiterions «les pires traditions de la II^e Internationale».

Et plus loin : s'il est vrai que la majorité des communistes anglais doit être contre nous,

«devons-nous être inmanquablement d'accord avec la majorité? Pas du tout... Même l'existence parallèle de deux partis pendant une certaine période serait meilleure que le fait de renoncer à établir quelle est la tactique juste».

Ainsi raisonnait le prétendu théoricien de l'anti-dogmatisme : la tactique doit être **fixée**, et doit l'être internationalement, en dehors de tout scrupule banalement démocratique et contingentiste! Les théoriciens de l'«unité dans la diversité» peuvent aller chercher leurs précurseurs non chez les bolcheviks, mais chez les immédiatistes de l'ouvriérisme anglais. Ne se réclament-ils pas d'ailleurs de l'idéologie de l'«Ordine nuovo» qui n'avait même pas le mérite, reconnu par Lénine aux **shop-stewards**, de s'appuyer sur un mouvement ouvrier de masse?

b) Conditions d'admission à l'internationale communiste

[Retour à la table des matières](#)

L'âpre débat sur les «Conditions d'admission» occupa les séances VI, VII et VIII du Congrès ¹. Bien que la question nationale et coloniale ait été traitée avant, il se rattache au précédent. En l'absence d'une déclaration théorique et programmatique préliminaire, les «Conditions» constituaient en effet un moyen de sélectionner et, le cas échéant, de mettre à l'épreuve les partis qui voulaient adhérer à l'IC. C'est à cette

¹ 29 et 30 juillet. Cf. « Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale », Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, pp. 234-401. Le lecteur pourra trouver le texte complet des « Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste », pp. 39-41 des « Quatre premiers congrès mondiaux de l'I. C. - 1919-1923 », Réimpression Maspéro, 1971.

occasion que leurs hésitations, leurs préjugés, leurs réactions spécifiques et leurs carences apparurent le plus nettement, tandis que sur ce point, les bolcheviks et les abstentionnistes italiens travaillaient en parfait accord.

Au nombre de dix-sept, les conditions rédigées par Lénine furent peu à peu complétées, ordonnées de façon plus explicite et durcies. Quand on commença à les discuter, il y en avait dix-neuf (vingt si l'on tient compte de l'avant-dernier paragraphe, suggéré par Lénine lui-même, mais que la délégation russe était disposée à retirer, en le présentant non plus comme une condition ou une directive, mais comme un souhait). Dans le texte définitif, elles furent au nombre de vingt et une, les deux dernières ayant été introduites en réintégrant, comme la Gauche le proposait, le paragraphe 20 et en le faisant suivre d'un paragraphe supplémentaire demandé par elle¹.

Aussi bien le rédacteur du texte primitif que les militants qui collaborèrent à la rédaction définitive savaient bien que pour constituer les sections nationales du «parti mondial unique», il faudrait soit amputer les partis déjà formellement admis des importantes ailes réformistes dont ils hésitaient à se séparer, soit tailler dans les partis centristes. Ce n'était bien entendu pas la méthode idéale, mais elle était imposée par la force des choses. Ils savaient aussi que les déclarations programmatiques n'empêchaient pas des incertitudes de peser sur ce que serait dans l'avenir l'action pratique de partis qui avaient déjà scissionné avec le réformisme, et pas de la veille. La constitution des sections communistes exigeait de grands sacrifices, mais faute de les faire, on abandonnait le mouvement ouvrier mondial à lui-même. Devant un tel dilemme, on pouvait et devait empêcher que tout en acceptant de façon formelle les principes constitutifs de l'IC, les nouveaux partis ne mènent une action pratique calquée sur les habitudes de la II^e Internationale. On pouvait et devait empêcher qu'y soient acceptés ou tolérés des réformistes repentants ou des centristes suivant la mode du jour. Soit comme poids mort, soit pire encore comme facteur de corruption voire de sabotage, leur présence ne pouvait en effet qu'empêcher le parti communiste de

¹ Voici les trois dernières « Conditions » :

« 19 . Tous les partis appartenant à l'Internationale communiste ou sollicitant leur adhésion sont tenus de convoquer le plus rapidement possible, mais au plus tard quatre mois après le II^e Congrès de l'Internationale communiste, un congrès extraordinaire afin d'examiner toutes ces conditions. Les organes centraux doivent veiller à ce que les décisions du II^e Congrès de l'Internationale soient portées à la connaissance de toutes les sections.

20 . Les partis qui veulent adhérer à l'Internationale communiste, mais n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent veiller, avant leur admission dans l'Internationale, à ce que les deux tiers au moins de leur comité central et des organes centraux les plus importants soient composés de camarades qui déjà avant le II^e Congrès s'étaient publiquement et clairement prononcés pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Des exceptions ne peuvent être admises qu'avec l'approbation du Comité exécutif de l'Internationale communiste. L'Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions également pour les représentants de la tendance centriste mentionnés au point 7.

21 . Les adhérents au parti qui rejettent par principe les conditions et les thèses formulées par l'Internationale communiste doivent être exclus.

Il en est de même des délégués au congrès extraordinaire. »

remplir sa tâche historique «d'organisation de combat décidée non seulement à faire de la propagande pour le communisme, mais à le traduire dans les actes». Bref, elle ne pouvait que l'empêcher d'être :

«une arme de lutte **pendant** la paix, **pendant** l'insurrection et **après** l'insurrection, le point de rassemblement de cette partie de la classe ouvrière qui est consciente du but final et veut combattre pour lui» (Zinoviev).

La tragique expérience de la révolution hongroise («si vous donnez le petit doigt au réformisme, il vous prend toute la main, puis toute la tête et enfin il vous fait couler à pic») ne devait pas être perdue. Donc, ou bien l'adhésion à l'IC signifiait la rupture ouverte avec la dernière trace de réformisme, de pacifisme et de gradualisme, ou elle ne signifiait rien. La délégation russe était bien consciente de tout ce qui séparait encore le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés de la théorie et du programme communistes. Aussi Zinoviev n'hésita-t-il pas à déclarer en son nom dans son discours d'ouverture :

«S'il devait arriver que nos camarades italiens ou autres demandent de rester liés, ou de se lier à des éléments de droite [comme ceux cités au paragraphe 7 des «Conditions d'admission»] **notre Parti est prêt à rester complètement seul plutôt que de contracter** des liens avec des éléments que nous considérons comme **bourgeois**».

C'est pourquoi il serait stupide de voir dans ce qu'on devait désormais appeler «les 21 points» une espèce de code pénal ou de «règlement» administratif. Comme nous l'avons déjà noté, ils fixaient au contraire des normes d'action indissociables de la **nature** même du parti parce que liées à ses principes et définissaient la structure des partis en fonction à la fois de ces principes et de ces normes d'action. Mais la sélection de noyaux communistes solides étant soit incomplète soit trop lente, ce n'est pas tellement l'homogénéité réelle des différentes sections de l'IC qui pouvait assurer la centralisation étroite et rigoureuse qui était nécessaire, puisqu'elle était très imparfaite, et c'est donc aux interventions de l'Exécutif du Comintern muni des pleins pouvoirs qui en étaient chargées.

Il n'en reste pas moins - et le fait est d'une immense portée - que pour la première fois, l'Internationale se fixa dans ces thèses :

«**ce plan systématique d'action éclairé par des principes fixes, et rigoureusement appliqué, qui seul mérite le nom de tactique**» (vieux formule de l'**Iskra**) et reposant sur l'«organisation solide, préparée à la lutte en tout moment et dans toutes les situations»,

sans laquelle, avait dit Lénine, on ne peut même pas parler de tactique communiste. Si l'on compare les conditions 2-10 à la III^e partie des «Thèses de la Fraction Abstentionniste», on constate que la convergence est totale, à ceci près que

ces «Thèses» contiennent une formulation **générale** de la doctrine, des buts, des principes et du programme, qu'elles les présentent comme le fondement d'un parti **intégralement communiste** avec toutes les conséquences qui découlent de son existence, même sur le plan de l'organisation. La divergence est une divergence de **degré**, ou si l'on préfère, une divergence historique ; mais la convergence est une convergence de **nature**.

Toutes les directives données par l'Internationale à ses partis adhérents, qu'il s'agisse de la rupture avec les réformistes, de la dénonciation du social-patriotisme et du social-pacifisme du travail dans les organisations économiques, dans l'armée, à la campagne, de l'appui aux mouvements insurrectionnels dans les colonies, ou de l'étroite subordination de la presse et du groupe parlementaire à la direction du parti et des sections au centre de l'Internationale sont considérées par les «Thèses» comme des **questions de principe**, comme des **obligations** découlant d'un ensemble de développements **indissociables** sur la tactique. Ce sont ces principes et ces obligations qui distinguent le parti communiste de tous les autres comme organe de la lutte à mort contre la bourgeoisie et ses laquais. Tout ouvrier doit pouvoir lui reconnaître sans peine cette caractéristique. Sans elle, la centralisation et la discipline elles-mêmes ne seraient qu'une forme vide. C'est elle qui leur donne leur **contenu de classe**.

Pour la rédaction de ces vingt et une conditions, il aurait certainement mieux valu travailler directement sur les principes impliqués dans chaque paragraphe, pour en tirer des conclusions à la fois **rigides** et indiscutables, comme la Gauche le demandait. Si l'on arriva jusqu'à un certain point à ce résultat, ce ne fut pas par une étude approfondie des normes de tactique et d'organisation ni par une théorie générale du cours historique de la révolution, mais plutôt par la voie **expérimentale**, c'est-à-dire à la suite de la bataille qui eut lieu au Congrès contre les positions des socialistes français (et dans une certaine mesure italiens) ainsi que des Indépendants allemands. Le résultat fut que si les normes d'action pratique contenues dans ces «conditions» furent bien présentées comme **indiscutables**, les normes de constitution et d'organisation des partis manquèrent de rigidité. A la longue, cela ne pouvait que favoriser un manquement des sections de l'IC à leurs engagements dans le domaine de l'action pratique lui-même. C'est dans ces limites que le débat eut lieu et à cette lumière qu'il faut comprendre la façon dont la Gauche y intervint.

Au cours des trois séances plénières, la tempête devait se déchaîner, mais on en avait eu un signe avant-coureur avant l'exposé très critique de Zinoviev sur la situation des principaux partis déjà adhérents ou candidats à l'adhésion lorsque des délégués français et hollandais avaient protesté contre la présence au Congrès et surtout à la commission pour les conditions d'admission des «pèlerins» du P.S.F. et de l'U.S.P.D. Se référant surtout à ces derniers, Radek lui-même avait complété le rapport du président de l'Internationale en disant :

«...Quand les camarades français et allemands ont déclaré qu'ils approuvaient (les conditions d'admission), nous qui faisons partie de la commission (qui les avait préparées), nous nous sommes presque tous souvenus qu'après la fusion avec les social-démocrates, Béla Kun avait dit : «J'ai l'impression que tout s'est passé trop facilement». Eh bien nous ressentons en ce moment la même impression!».

Après quoi, il avait demandé qu'on épure les vieux partis «non au balai, mais au fer rouge» et qu'on liquide le passé sans regret ni réserve au lieu d'accepter des adhésions purement verbales et au fond mensongères. Cela eut pour effet un nouveau durcissement des conditions d'admission, mais entre la lettre de celles-ci et l'esprit dans lequel elles furent interprétées lorsqu'il s'agit de résoudre les différents problèmes posés par leur acceptation ou non-acceptation par les différents partis, il subsista un écart dont nous avons déjà indiqué les causes, mais qui n'en justifiait pas moins les réserves de la Gauche. Les conditions étaient sévères, mais elles ne l'étaient pas assez, même dans la formulation, pour exclure que «deux pas en arrière» fassent suite à «un pas en avant». Comme le représentant de la Gauche l'observa à son retour en Italie,

«le sens de la discussion fut que d'une façon générale, les «reconstructeurs» pourraient entrer dans l'Internationale sous certaines garanties».

On paya cher le fait de ne pas avoir montré la même rigueur dans les décisions pratiques que dans la polémique, car lors du reflux de la vague révolutionnaire de 1920, on n'eut plus la force de reconnaître que les conditions qui avaient justifié la relative souplesse d'alors n'existaient plus et qu'il fallait revenir à la rigidité première, savoir «rester seuls» et attendre avec confiance, mais non passivement, le moment qui arriverait tôt ou tard où les ouvriers «comprendraient et viendraient à nous», comme dans la tradition bolchevique rappelée dans le discours de Zinoviev.

«Il y a des choses, dans l'histoire du mouvement ouvrier, qui ne s'oublient pas»,

s'était écrié Radek à propos du sauvetage de la bourgeoisie allemande par les Indépendants. Or c'est précisément l'écho de ces «choses» qui résonnait de façon inquiétante dans la déclaration lue par Cachin en séance plénière et que son critique le plus énergique, C. Rakovsky, dénonça dans «la réserve, dans les réticences et [...] dans les restrictions mentales qui s'y font jour», ajoutant :

«La chose la plus inquiétante n'est pas le silence en soi, ce n'est pas la gêne à reconnaître ses propres erreurs devant des camarades, mais l'attitude réservée devant l'avenir dont toute la déclaration est imprégnée».

Dire, comme le fit Cachin en s'engageant à défendre les conditions d'admission à son retour en France : «Celui qui, **dans les conditions historiques présentes**, alors que la lutte sociale décisive se déchaîne de toutes parts, cherche encore à collaborer avec la société bourgeoise, n'a pas sa place dans les rangs de la classe ouvrière»,

c'était sous-entendre ¹ : «Il y a des périodes et des conjonctures historiques où la collaboration de classe est permise et, si cette collaboration a existé, c'est parce que la conjoncture historique l'imposait. Puisque, aujourd'hui, les conditions historiques sont favorables à la révolution, nous renonçons à la collaboration : mais si demain la bourgeoisie devait reprendre des forces, si elle réussissait à surmonter quelques difficultés, pour le socialisme français devenu révolutionnaire depuis peu, la conjoncture historique pourrait se modifier», et il n'y avait aucune raison pour que le P.C.F. ne retombe pas dans les vieilles erreurs.

Lorsque Cachin poursuivait : «Si un jour la guerre mondiale devait éclater à nouveau, la faute principale en retomberait sur l'**actuelle** politique criminelle de la bourgeoisie française», les réformistes de son parti saluaient avec joie ses paroles : «Dans le passé», disaient-ils, «les choses étaient différentes. La responsabilité de la guerre n'était pas seulement celle de notre bourgeoisie, mais celle de l'impérialisme allemand ; donc notre politique de défense nationale trouve, en ce qui concerne le passé, sa pleine justification». Et quand Cachin poursuivait : «Nous nous refuserons d'avoir rien à faire avec cette politique, soit qu'il s'agisse d'approuver des crédits de guerre, soit qu'il s'agisse de collaborer avec le gouvernement : nous saurons nous rappeler que **dans de telles conditions, alors que les intérêts nationaux coïncident avec ceux de la ploutocratie**, le plus grand devoir du prolétariat est envers sa classe», il admettait implicitement, comme le dit Rakovsky, la possibilité : «qu'il existe dans la société bourgeoise des moments où les intérêts de la bourgeoisie ne coïncident pas avec les intérêts nationaux : autre justification de la tactique passée, autre porte ouverte pour se faufiler de nouveau en cachette, autre moyen pour justifier toute trahison future». Pour Rakovsky, il ne pouvait y avoir qu'une conclusion :

«Ce ne sont pas les conditions d'admission qui peuvent nous donner des garanties : nous devons les considérer comme un minimum et, si nécessaire, les rendre plus dures. Mais l'Internationale communiste devra s'assurer une autre garantie. C'est seulement en créant un véritable centre du mouvement international, un véritable état-major de la révolution, muni des pleins pouvoirs pour diriger le mouvement dans le monde entier, qu'on pourra s'assurer que les conditions d'admission sont bien remplies.»

Tel sera le pivot de la conception bolchevique : un poing de fer au centre comme recours contre une certaine liberté de manœuvre, il est vraie réduite, accordée à la «base». L'avenir confirmera notre pronostic : le meilleur centre ne suffit pas pour faire marcher droit une périphérie hétérogène ou rebelle qui n'adhère pas réellement à la théorie et au programme défendus par «l'instance suprême» du mouvement ouvrier. En outre, cette anomalie recèle ce danger que, dans certaines conditions, les vices de

¹ Dans ce qui suit, les réponses à Cachin sont toujours de Rakovsky.

la périphérie contaminent le centre, l'empêchant de rester fidèle au programme initial et donc de remplir sa fonction de centre ¹.

Avec moins de clarté théorique toutefois, on retrouve la même préoccupation dans les déclarations de Rakovsky, Losovsky ² et de délégués français appartenant à des groupes déjà adhérents au Comintern. Le jeune Lefebvre, qui devait disparaître tragiquement avec Lepetit et Vergeat en rentrant de Moscou par Mourmansk, dit par exemple :

«La conversion des camarades Cachin et Frossard est seulement un fait individuel. Ils retourneront en France et feront leurs déclarations devant une foule attentive : il est à craindre que, sous l'influence d'un long passé opportuniste et de leur mode de pensée particulier [...] en poussant le parti vers l'Internationale communiste, ils ne l'affublent d'un programme minimum qui aurait, pour nous Français, le désavantage de rendre purement platonique l'adhésion à l'IC, et pour vous, camarades, le désavantage encore plus grand de faire pénétrer dans vos rangs l'esprit de trahison de la II^e Internationale. J'affirme que l'atmosphère en France est insupportable. Il faut y mettre fin. Le changement d'opinion de deux individus ne doit pouvoir exercer aucune influence. Nous devons rester inflexibles, et je vous assure que, si vous tenez bon, les masses en France vous suivront sans hésitation».

Guilbeaux abondait dans le même sens :

«Je ne trouve pas qu'il y ait tellement de quoi se réjouir si à Moscou, sous l'influence de l'atmosphère révolutionnaire dans laquelle ils ont brusquement été plongés, les représentants de quelques partis du centre se déclarent pour le communisme. Je ne mets pas en doute leur sincérité, mais je me demande si, une fois rentrés à Paris, dans l'atmosphère pestiférée du PS ou de la Chambre des députés, ils ne retomberont pas dans leurs erreurs [...]. Nous devons d'abord jeter les bases d'un solide Parti communiste et attirer les masses dans cette formation ; non les agréger autour de nous de façon artificielle [...]. Si, après une période de mise à l'épreuve de six à douze mois, on voulait admettre des partis qui pendant des années et des années ont commis des erreurs ou ont trahi, je crains qu'à la fin, ils ne soient en majorité dans l'IC et ne substituent à son drapeau rouge un autre drapeau, semblable comme une goutte d'eau à celui de la II^e Internationale».

Au nom des Jeunesses socialistes Goldenberg (mais aussi le Suisse Herzog) parla également d'or :

¹ On notera d'autre part les « exceptions » qui limitent les pouvoirs d'intervention discrétionnaires de l'Exécutif, et qui permettront, hélas, d'admettre hâtivement des groupes entiers de « convertis ».

² Ils connaissaient bien tous deux les traditions et les habitudes du P. S. F. dont la « base » était alors en grande partie sur le chemin de Damas.

«Je proteste contre la méthode artificielle qui consiste à admettre dans les rangs de l'IC des éléments qui ne lui sont même pas favorables [...]. Le prolétariat français n'a qu'un seul moyen de mener la lutte contre la II^e Internationale : former un parti communiste bien organisé, comprenant seulement des militants communistes».

Ce n'était malheureusement que des mots et pour qu'il en allât autrement, il aurait fallu que ces militants appuient l'effort de la Gauche d'Italie pour compléter et durcir le texte des conditions d'admission, au lieu de se taire, comme Rosmer, ou de voter contre elles, comme Goldenberg. Il aurait en outre fallu se battre à Paris ou à Berlin comme la Gauche le fit en Italie pour que ces conditions soient appliquées avec toute la rigueur voulue, et pour cela, être capable de regarder au-delà des frontières nationales. Par malheur, on ne fit ni l'un ni l'autre : après avoir crié bien fort à Moscou, on rendit les armes en France.

La seule contribution d'une portée théorique générale et dépassant donc les étroites limites des problèmes locaux et contingents qui soit venue des communistes de l'Europe occidentale fut le discours du représentant de la Fraction communiste abstentionniste¹. Il est à rattacher aux «Thèses d'avril» dans lesquelles Lénine avait fixé les principes de la future Internationale communiste en imposant la rupture non seulement avec les social-patriotes, mais avec les opportunistes qui niaient que l'insurrection armée et la dictature soient la voie nécessaire, la seule possible, de l'émancipation du prolétariat. La fondation de l'Internationale avait restauré le marxisme dans toute son intégrité, tandis qu'une situation potentiellement révolutionnaire agitait le prolétariat de tous les pays et provoquait une sélection organique dans les vieux partis socialistes. Environ trois ans plus tard, la révolution marquait le pas ou avait été battue, la guerre était finie et le problème de la défense nationale ne se posait plus. Dans ces conditions, même le réformisme le plus endurci avait beau jeu d'accepter **en paroles** les thèses sur la conquête révolutionnaire du pouvoir, la dictature du prolétariat et la terreur rouge. Le danger d'une infiltration d'éléments droitiers et centristes était donc **plus grave que jamais**, et l'Internationale à qui l'on ne pouvait demander que ce qui était en son pouvoir, c'est-à-dire de préparer le prolétariat à la révolution, et non pas de la faire naître ou d'accélérer le cours des événements, avait le devoir de s'assurer que l'adhésion des groupes et des partis qui prétendaient entrer dans ses rangs était totale et sans réserve. Pour cela, elle devait appliquer de façon encore plus ferme qu'en Russie la doctrine et la méthode marxistes que Lénine y avait restaurées en dépit de conditions sociales pré-bourgeoises, aux pays capitalistes avancés. Autrement dit, en Occident, il fallait être **plus bolchevik que les bolcheviks** en matière de programme, de tactique et d'organisation.

¹ Bombacci et Polano avaient donné leur adhésion totale aux thèses. Ce dernier avait fait remarquer cependant qu'il était difficile « d'épurer le P. S. I. , alors que par ailleurs on accepte des groupes opportunistes provenant de l'U. S. P. D. et du P. S. F. ». Quant au premier - volubile comme toujours - il avait ajouté qu'il fallait démembrer tout le parti, et ne pas s'en tenir aux Turati et aux Treves!

Pour faire pièce à l'opportunisme, il ne fallait pas seulement un programme **unique et sans équivoque** : il fallait que l'organisation et la tactique qui en découlaient soient **impératives pour tous**. Puisqu'il avait été matériellement impossible de le rédiger, il était urgent de décider que les partis qui désiraient adhérer devaient élaborer un programme :

«dans lequel les principes de l'IC soient exposés **sans équivoque et de façon conforme aux résolutions des congrès internationaux**» (celles du II^e Congrès contenaient des formulations fondamentales en matière de programme et de principes)

et que ce programme ne serait ni discuté ni voté, puisqu'il existe préalablement à tout «choix» individuel et est commun à tous ceux qui s'engagent catégoriquement à militer et combattre pour le communisme. Or, le point 16 (devenu ensuite le point 15) disait seulement que les partis candidats à l'adhésion devaient élaborer un nouveau programme :

«**dans le sens** (ou pire, comme dans certaines traductions, **dans l'esprit**) des résolutions de l'IC, et adapté aux conditions spéciales de leur pays».

Non seulement c'était trop vague, mais ce dernier point risquait de permettre à ceux qu'on avait chassés par la porte de rentrer par la fenêtre.

Ce ne sont pas là des arguties juridiques : ce qui est en question ici sont deux piliers de la doctrine marxiste : 1) Les applications tactiques du programme du parti doivent être pesées et décidées à l'échelle internationale ; 2) Le programme n'est pas quelque chose qu'on accepte «par discipline» comme une directive contingente :

«on l'accepte ou non ; et si c'est non, on se retire du parti»,

parce qu'il n'est pas matière à conjectures, à choix ou à opinions. Sur le plan de l'organisation, cela signifie que «la minorité du parti qui se déclarera contre ce programme devra de ce seul fait être exclue» : ajoutons que si c'est la minorité qui accepte le programme, elle s'exclura d'elle-même du vieux parti, ce qui se produisit à Livourne.

La suite de la discussion prouva aux rédacteurs des conditions d'admission qu'il était nécessaire d'adopter notre point de vue ; c'est ce qu'ils firent en rendant le préambule plus tranchant, en donnant au point 20 proposé par Lénine valeur de norme et de directive impératives, et enfin en ajoutant le point 21 disant que «les membres du parti qui rejettent par principe les conditions et les directives de l'Internationale Communiste doivent être exclus». Mais ce fut une victoire incomplète. Tout d'abord, la Gauche avait demandé que le point 15 soit modifié parce qu'elle savait bien que les fameuses «conditions spéciales» à chaque pays risquaient d'être invoquées - comme cela s'était déjà produit - pour atténuer et finalement rendre inopérant le programme

de tous les partis membres de l'IC, mais cette proposition ne fut pas retenue. Ensuite, elle demanda que les organes dirigeants des sections de l'IC soient **intégralement** composés de communistes éprouvés, mais cette revendication ne fut pas non plus satisfaite. En outre, la Gauche ne parvint ni à modifier l'orientation générale du débat dominé par la perspective de «récupérer» de **larges** fractions des vieux partis, ni à empêcher que la discussion ne s'égaré dans des accusations et des contre-accusations de caractère trop souvent personnel et contingent et ne perde du même coup de vue les questions de principe. On ne trouva pas non plus nécessaire d'ajouter aux modifications introduites le point suggéré par Serrati et soutenu avec chaleur par Graziadei sur l'incompatibilité entre adhésion à l'IC et appartenance à la franc-maçonnerie, bien que la question ait provoqué des batailles mémorables dans le mouvement socialiste italien. Telles qu'elles étaient, ces modifications rendaient néanmoins plus sévères les conditions d'admission. Il est clair cependant que pour opposer une «barrière infranchissable» au réformisme renaissant, il fallait décider fermement de **les appliquer dans toute leur rigueur, et surtout si**, comme nous le pensions contrairement aux bolcheviks, le coup d'arrêt de la marée révolutionnaire devait se prolonger plus qu'on ne pouvait le supposer au moment où l'Armée rouge menaçait Varsovie et où le prolétariat donnait partout des signes de réveil impérieux après ses trop nombreuses défaites.

La lutte contre l'opportunisme devait être **menée sur tous les fronts et sans ménagement** ; mais cette tâche devenait plus difficile à remplir si l'on ne prenait que des demi-mesures qui, ou bien laissaient aux réformistes la possibilité d'emprunter au moins la porte de service ou bien risquaient de les laisser rentrer à travers les mailles du filet après leur exclusion. C'est ce qui se produisit (pour la plus grande joie des partisans de l'opportunisme actuel, mille fois pire que la variante maximaliste ou indépendante d'alors) et qui fut payé de la liquidation non seulement politique, mais **physique** du parti de Lénine. Notre avertissement aurait dû être écouté, sinon en 1920, du moins quand, à partir de l'année suivante, il apparut que les perspectives révolutionnaires à brève échéance s'éloignaient : c'était le moment de serrer les freins et non pas - comme on le fit - de les lâcher ! La débâcle commença au moment où l'on fit une vertu et un modèle de ce qui, en 1920, était une nécessité. Notre point de vue, si on l'avait accepté **intégralement**, aurait favorisé une **sélection organique** des partis et par conséquent de l'Internationale en tant que parti mondial unique, **sur la base du programme** : une sélection politique où les questions d'organisation et de discipline auraient représenté le point d'arrivée et non le point de départ. Accepté en partie seulement, il devint un moyen parmi d'autres pour encadrer des forces imparfaitement homogènes. L'homogénéité dans l'action et dans le mouvement est le fait soit de conditions objectives particulièrement favorables (et donc ne se répétant pas de façon mécanique) soit de facteurs subjectifs dont la conjonction dans un état-major compact et efficace et la cohésion en dépit des vicissitudes représentent dans l'histoire l'exception plutôt que la règle. Mais qui, à cette époque, était disposé à aller jusqu'au bout sur le plan des **principes** ? Il est significatif qu'en dépit des protestations provoquées de plusieurs côtés par l'attitude de tolérance au moins relative du congrès à l'égard des Cachin-Frossard ou des Crispian-Dittmann, un seul délégué se soit

déclaré ouvertement favorable à la totalité de nos propositions : le Suisse Humbert-Droz, et encore fut-il de ceux qui, par la suite, se hâtèrent de changer d'avis. C'est l'époque qui le voulait.

La tempête déchaînée par la déclaration française éclata à nouveau, dans une atmosphère encore plus tendue, quand les délégués de l'U.S.P.D. prirent la parole. Les responsabilités de ce parti dans le dénouement sanglant des mouvements prolétariens en Allemagne, le cynisme de son aile droite, le suivisme de son aile gauche, et la duplicité dont elles avaient fait preuve toutes deux en se rapprochant de l'IC, avaient déjà été vivement dénoncés par de nombreux orateurs. Tous invoquaient la nécessité de «s'adresser aux masses en leur disant que nous condamnons l'U.S.P.D. et que ce n'est pas de ses instances supérieures, mais des prolétaires qui en sont membres que nous attendons qu'ils manifestent leur intention de se ranger aux côtés de la Troisième Internationale, des communistes russes, de la Russie soviétique». La plaidoirie en faveur de la «droite» que Crispin et Dittmann prononcèrent au milieu d'interruptions continuelles fut aussi cynique qu'avocassière. Nous en donnons un résumé assez long, comme contre-épreuve de ce que nous avons déjà écrit sur ce sujet, et surtout pour montrer que, dans les réponses, la polémique s'éleva bien au-dessus des escarmouches mineures pour rappeler aux communistes de toujours l'ABC de leur doctrine, qui ne doit jamais être oubliée ou passée sous silence pour des raisons... d'opportunité ou de convenance. Voici à peu près ce que nos deux avocats eurent le front de dire : nous nous sommes battus contre la guerre tout autant que les spartakistes et si, à la fin du conflit, nous n'avons pas pu dénouer la situation dans l'intérêt de la classe ouvrière, si nous n'avons pas été en mesure d'instaurer cette dictature du prolétariat, qui était déjà inscrite implicitement dans le programme... d'Erfurt, là où il est question de la conquête du pouvoir politique comme condition de la réalisation du socialisme, c'est parce que nous avons manqué des... points d'appui nécessaires et parce qu'il était impossible de donner à l'action des ouvriers et des soldats, dont les conseils n'étaient pas composés en majorité de socialistes révolutionnaires, le caractère d'une action consciemment révolutionnaire et prolétarienne (la faute, selon eux, en revenait aux masses!!!). Par ailleurs, si vous accusez les chefs indépendants d'être opportunistes, vous oubliez qu'ils sont régulièrement élus aux postes de direction et il n'en irait pas ainsi si, comme vous le dites, c'étaient des traîtres (de la même façon, leurs décisions tactiques expriment la volonté démocratiquement formulée par les congrès : au «sommet», que diable, on fait ce que désire la «base»!). Si vous nous reprochez d'avoir commis des erreurs, eh bien, que celui qui, dans cette assemblée, est sans péché nous jette la première pierre! Si nous avons tardé à prendre contact avec l'IC, dont nous pensions que la fondation était prématurée, c'est parce que, avant que les ouvriers puissent jouer un rôle international, il faut les aider (les pauvres!) à avoir des idées claires sur la dictature du prolétariat et sur les moyens d'y parvenir, et pour cela il faut du temps et de la patience : ce n'est pas à coups de scissions, qui peuvent être nécessaires, mais qui dans tous les cas sont **regrettables**, qu'on y arrivé. Si nous avons signé le traité de paix, c'est parce que sur l'Allemagne pesait le cauchemar d'une misère croissante, et que ceux qui peuvent faire la révolution, ce ne sont pas les prolétaires tombés dans la misère et «en haillons», mais uniquement «les couches

ouvrières dont le niveau de vie a pu s'élever de façon relative» (les réformes et le plein emploi, si possible avec des salaires élevés, au service de la révolution!). Pour la même raison, tout en appréciant l'offre de blé russe comme un geste de solidarité internationale, nous l'avons refusée et nous avons préféré accepter le blé (et tout le reste) promis par les Américains, dans le double but de vous sauver vous-mêmes, qui n'aviez que peu de blé, et de sauver nos ouvriers, qui étaient en train de mourir de faim. Nous aussi nous sommes, et sans aucune hésitation, pour l'usage de la violence, mais nous ne pouvons faire un principe ni de la violence, ni de la terreur. Nous admettons qu'elles sont nécessaires «dans certaines situations», mais nous ne devons pas le dire ouvertement, parce que nous éloignerions de nous des couches qui sont non seulement importantes, mais vitales dans l'exercice de la dictature prolétarienne dans l'avenir. Si, quand nous étions au gouvernement avec les majoritaires, nous avons repoussé la mission russe sans lui laisser franchir la frontière, c'est que nous étions... trois contre trois : que pouvions-nous faire d'autre? (Bravo! répliquera Rakovsky : c'est seulement maintenant que vous vous apercevez, vous qui vous dites marxistes, que la voie du ministérialisme est condamnée au départ, **même** sur le plan des «conquêtes» partielles?). D'ailleurs, cette mission venait dans le but déclaré de faire de la propagande défaitiste et révolutionnaire dans l'armée : qu'auraient dit les Alliés, qu'auraient dit les généraux, qu'auraient dit les hauts fonctionnaires? Et, pour finir, la flèche du Parthe : vous dites que nous sommes opportunistes ; mais vous, ne l'êtes-vous pas tout autant quand vous prêchez des concessions aux petits paysans? Vous nous accusez de ne pas avoir voulu fusionner avec les spartakistes en décembre 1918 - janvier 1919 ; mais n'êtes-vous pas les premiers à désavouer le «putschisme» des résolutions du congrès constitutif du K.P.D.? Vous déplorez que nous ne nous déclarions pas ouvertement pour la terreur ; mais Rosa Luxemburg ne faisait-elle pas comme nous dans son «programme de la Ligue Spartakus»? Conclusion rhétorique : «Vous nous donnerez la réponse que vous voudrez. Quant à nous, nous souhaitons, nous désirons honnêtement bâtir un **front commun** avec l'Internationale Communiste. Vous ne pouvez pas mettre en doute nos convictions, nos sentiments, notre activité révolutionnaire. Nous restons des révolutionnaires, même si vous nous soupçonnez d'être des opportunistes». Bref, c'est de **vous** que tout dépend et non de nous :

«Si vous voulez la même chose que nous, c'est-à-dire une unité compacte entre le prolétariat de Russie et celui d'Allemagne, il faut que vous vous efforciez comme nous [!!!] de trouver au cours de nos prochaines **négociations** un moyen qui nous permette d'aller ensemble rapidement de l'avant dans la bataille commune contre le capitalisme, dans l'intérêt du prolétariat mondial!».

La réponse de Lénine fut brève et tranchante, et il faut noter qu'elle toucha certains des points de **principe** sur lesquels «Il Soviet» avait le plus fréquemment insisté. Quand on prétend être en règle avec le marxisme simplement parce qu'on a toujours été pour la conquête du pouvoir politique (les indépendants se réclamaient du programme d'Erfurt ; les réformistes italiens de celui de Gênes!), on «élude la question de fond ; on admet la conquête du pouvoir politique, mais on n'admet pas la

dictature» : **on est kautskyste!** On l'est aussi quand on se présente de façon toute formelle comme l'expression de la volonté des masses ou des membres du parti, en passant sous silence les tendances opposées qui se manifestent dans le parti et dans les masses. On est kautskyste quand on déplore la scission, au lieu de reconnaître que «la classe ouvrière internationale se trouve encore sous le joug de l'aristocratie ouvrière et des opportunistes» et que l'on s'est séparé trop tard des Noske et des Scheidemann. On l'est à plus forte raison quand on affirme (dans un langage dont «je me demande s'il est permis de l'employer dans un parti communiste, un langage contre-révolutionnaire») que la révolution n'est possible que si la situation des ouvriers n'empire pas «trop» :

«La victoire des prolétaires est impossible sans sacrifices, sans une aggravation provisoire de leur situation [...]. A l'échelle historique mondiale, il est vrai que, dans les pays arriérés, les coolies chinois ne sont pas en mesure de faire la révolution prolétarienne, mais dans des pays plus riches, là où grâce au pillage impérialiste on vit mieux, il est contre-révolutionnaire de dire aux ouvriers qu'ils doivent craindre une aggravation «trop grande» de leur situation. C'est le contraire qu'il faut dire. Une aristocratie ouvrière qui a peur des sacrifices, qui craint de «trop» s'appauvrir pendant la lutte révolutionnaire, ne peut pas adhérer au parti. Autrement la dictature est impossible, surtout dans les pays d'Europe occidentale»!

Enfin, on est kautskyste à la puissance n, quand on introduit entre la violence et la terreur une distinction :

«qui est possible dans un manuel de sociologie, mais non dans la pratique politique, surtout dans la situation allemande... Non seulement Kautsky, mais également Ledebour et Crispian parlent de la terreur et de la violence de façon contre-révolutionnaire. Et un parti qui s'adapte à ces conceptions ne peut apporter sa contribution à l'instauration de la dictature».

Il est vain d'essayer de marquer des points en accusant les bolcheviks de parler en faveur du petit paysan et de son exploitation au lieu de proposer la socialisation immédiate de **toute** propriété foncière et de toutes ses formes de gestion : il s'agit là d'une «conception pédantesque» qui ignore la persistance en régime bourgeois, à côté de la grande exploitation capitaliste à travail associé, d'une énorme variété de formes semi-féodales ou en tout cas pré-capitalistes, impossible à éliminer immédiatement ; et c'est une conception qui nous ôte la possibilité d'avoir les paysans pauvres avec nous dans la révolution. Vous dites que nous devons reconnaître vos «convictions révolutionnaires»?

«Je le conteste catégoriquement, non pas parce que vous ne voulez pas agir de façon révolutionnaire, mais parce que **vous n'arrivez pas à penser en révolutionnaires** [...]. Vous êtes imprégnés jusqu'à la moelle **d'esprit bourgeois!**»

Il ne faut pas croire qu'à Moscou la soi-disant gauche indépendante ait eu quelque chose de plus ou de mieux à dire que la «droite». Si Däumig s'en tira en disant que son parti devait être jugé non pas d'après un **passé** équivoque, mais d'après un **présent** limpide où :

«tout bougeait, où tout fermentait», que rien n'empêchait donc d'introduire dans le parti les principes de la conquête violente du pouvoir et de la dictature «en une dure lutte contre les résistances de la matière» (!!!),

Stöcker, lui, repoussa l'idée d'une scission. A propos de la terreur, il affirma que :

«une chose est d'en voir clairement la nécessité, et autre chose de faire ouvertement de la propagande à ce sujet».

Il apporta de l'eau au moulin de Crispian, en déclarant qu'au cours de la période révolutionnaire, on ne peut certainement pas éviter de graves perturbations dans le procès de production, mais que :

«dans un pays industriel comme l'Allemagne, il faudra donner plus d'importance au **maintien de la continuité de la vie économique** que dans un pays agricole comme la Russie».

Il appartient à Zinoviev de rappeler non seulement les expériences de la révolution bolchevique victorieuse, mais aussi celles de la révolution allemande malheureusement vaincue («il n'y a pas une rue, dans les quartiers ouvriers de vos grandes villes, où le sang des prolétaires n'ait pas coulé... Comment pouvez-vous hésiter sur la question de la terreur?»), et de conclure :

«Nous n'avons pas besoin que l'on s'agenouille devant la révolution russe et l'Internationale Communiste : ce dont nous devons être sûrs, c'est que dans tous les pays on fait son devoir».

C'est sur la base de ces principes et uniquement de ces principes que le Comité exécutif pourra décider qui il acceptera dans ses rangs, quand et comment.

Serrati avait pris la parole avant Däumig et Stöcker. Il s'était d'abord plaint de façon insupportable des difficultés qu'il y avait à s'entendre après un long isolement réciproque, comme si les marxistes n'avaient pas **leur** langage, et ne se comprenaient que sur la base des... rapports humains, et avait parlé du complexe d'infériorité qui s'emparait des congressistes devant les bolcheviks («Que suis-je, moi Serrati, par rapport au camarade Lénine?»). Après cette introduction larmoyante, son discours avait été d'un bout à l'autre une apologie de la tolérance, du genre «aimons-nous les uns les autres» :

«Ouvrons les portes de l'Internationale à tous les partis capables de faire la révolution avec nous [formule aussi large que les bras de la Providence] ; **après**, nous discuterons», au lieu de nous poser en «maîtres d'école qui distribuent de bonnes ou de mauvaises notes à leurs élèves»!

Son raisonnement avait été digne du matérialisme mécaniste de la II^o Internationale décadente : il ne s'agit pas de juger des hommes et des courants, dit Serrati, (donnez-moi, si vous le pouvez, un «sincéromètre»!), mais d'établir si la situation dans tel ou tel pays est révolutionnaire ou non, car «c'est la situation générale qui crée les hommes, et non le contraire». En France, par exemple, la situation n'est pas révolutionnaire, **donc** elle fait naître «des attitudes équivoques et confuses, un pas à droite et un pas à gauche, sans que l'on sache jamais ce que l'on veut». En Allemagne, en revanche, la situation est révolutionnaire, **donc** l'U.S.P.D. vaut mieux que le P.S.F. Il vaut moins cependant que le P.S.I., qui, pour sa part, agit dans une situation pré-révolutionnaire : dans de telles circonstances, qu'importe un Turati qui, après tout, «observe la discipline», et n'a qu'une influence négligeable? Mais attention! il ne faudrait pas qu'il s'en aille en entraînant d'autres membres du parti derrière lui : la réaction, contre laquelle il est décidé à défendre les ouvriers, ne ferait de nous qu'une bouchée! De plus, Turati a à son actif une opposition à la guerre qu'il a menée «non seulement en pacifiste, mais en ennemi de l'opportunisme bourgeois» et, dans ses discours tant déplorés par Lénine et Zinoviev il a le courage et l'habileté de dire à la bourgeoisie : «Tu vois bien que tu n'es plus en mesure de garder le pouvoir, d'exercer ta domination sur le peuple : écarte-toi!». Les conditions 15 et 16, ajoute Serrati, disent qu'il faut tenir compte des conditions particulières de chaque pays (**c'est uniquement pour cette raison**, que moi Serrati, convaincu que l'Exécutif «les interprétera **au sens large**», je voterai les 21 points!). Qu'on nous laisse donc choisir

«le moment de l'épuration du parti ; nous vous assurons tous - et personne, je pense, ne nous accusera d'avoir jamais trahi notre parole - qu'elle sera accomplie ; mais donnez-nous la possibilité de faire cela nous-mêmes d'une façon qui soit bénéfique pour les masses laborieuses, pour le parti, pour la révolution que nous sommes en train de préparer!» (avec quelle clarté dans les idées et quelle cohérence dans l'action, nous venons de le voir).

La réponse de Lénine, comme on l'imagine, ne fut pas moins dure pour Serrati que pour les indépendants allemands. Le discours de Serrati :

«est de ceux que nous avons déjà entendus prononcer dans la II^o Internationale [...]. Serrati ne fait que répéter ce qu'a dit Crispian»

(enfin! cela faisait des mois que nous disions que le maximalisme était le cousin germain du centrisme indépendant!). Comment un parti peut-il être plus ou moins révolutionnaire selon la situation?

«Même dans une situation contre-révolutionnaire, on peut et on doit faire de la propagande révolutionnaire [...]. **C'est là justement la différence entre les communistes et les socialistes.**»

Et que vient faire ici la volonté des réformistes de défendre le prolétariat contre la réaction?

«Même Tchernov, même les menchéviks et beaucoup d'autres encore, en Russie, «défendent» le prolétariat ; mais ce n'est pas une raison pour les accepter dans nos rangs!»

Peu après, Zinoviev déclara que la situation en Italie, où les réformistes manœuvraient les syndicats à leur gré, était inadmissible :

«Si les dirigeants du P.S.I. toléraient cela encore longtemps, nous nous adresserions, par-dessus leur tête, aux ouvriers italiens».

Deux sermons mémorables. Mais il faut reconnaître que pratiquement ni celle de Lénine ni celle de Zinoviev n'allaient au-delà de la revendication de la «rénovation du parti», de même que, à propos de l'U.S.P.D. et du P.S.F., elles n'allaient pas au-delà de **l'attente vigilante** des décisions de leurs congrès et renvoyaient à ce moment-là le jugement sur la possibilité d'admettre ou non leur aile scissionniste : le verdict, du moins sur ce dernier point, resta en suspens...

La discussion, dont nous laissons de côté les aspects mineurs, tirait à sa fin. Les 21 conditions furent approuvées avec seulement deux voix contre. Très fermes dans les directives d'action, il apparut qu'elles étaient relativement modérées dans les critères de constitution des partis adhérents. Il n'est pas difficile de voir les points de convergence profonde, mais aussi les différences entre le texte définitif et les demandes contenues dans le discours de Bordiga ¹. Cependant, malgré certaines lacunes et imprécisions, les «conditions» constituaient un solide point d'appui pour le travail des mois à venir. Ce n'était pas le maximum de ce qu'on pouvait faire, mais c'était la condition pour y parvenir. C'est bien ainsi que notre Fraction était décidée à les considérer : c'est pourquoi en Italie, il y eut Livourne, et non pas Tours, ni même Halle! Le malheur, c'est que cela n'a pas suffi, et ne pouvait pas suffire, pour préserver l'Internationale de Lénine...

¹ Il est publié ci-dessous en appendice.

c) Les partis communistes et le parlementarisme

[Retour à la table des matières](#)

Les illustres historiens du super opportunisme d'aujourd'hui voudraient faire croire au public cultivé et au gratin intellectuel auquel ils s'adressent que le parlementarisme révolutionnaire a été le nœud du IIe Congrès et que pour Lénine et les bolcheviks la participation aux élections constituait la **véritable** caractéristique de partis réellement communistes. Pour démentir la première affirmation, l'imposant corps de thèses pour le IIe Congrès suffit, puisqu'il a pour centre les questions de principe de la révolution, de la dictature, de la terreur rouge et de la préparation nécessairement anti-parlementaire du prolétariat à celles-ci. Quant à la seconde, elle est démentie par le préambule et par tous les paragraphes des thèses sur le parlementarisme ¹ qui, subordonnant strictement l'activité électorale et parlementaire à la lutte révolutionnaire, la considèrent en outre comme une arme subsidiaire, valable seulement dans certains cas, de la lutte communiste. Si les bolcheviks ont fait du parlementarisme révolutionnaire **un** des critères de l'efficacité révolutionnaire des partis communistes naissants en exigeant qu'ils l'appliquent dans toutes ses déductions pratiques, c'est que ce parlementarisme avait des buts anti-parlementaires : d'une part, il visait à la destruction des préjugés démocratiques qui survivaient encore dans le mouvement ouvrier comme chacun des paragraphes des thèses qui sont autant de gifles aux historiens actuels le prouve ; d'autre part, ils visaient à l'élimination de préjugés inverses, de nature anarchiste, syndicaliste, ouvriériste, conduisant à fonder l'abstentionnisme électoral sur des considérations morales (répudiation du «pouvoir», de l'«autorité», des «chefs» ; scrupules de «pureté», condamnation du compromis en soi, etc.), à identifier la lutte parlementaire à la lutte politique en général et enfin à refuser la lutte politique elle-même au profit de la lutte purement syndicale, le Parti au profit des syndicats, ou encore les syndicats au profit des conseils d'usine, etc., mettant dans le même sac les parlements et les syndicats réactionnaires qu'ils proposaient de boycotter au même titre. De façon plus générale, les bolcheviks visaient également à la réfutation critique de courants pratiquant le culte de la souveraineté des masses voire de l'individu, et donc affectés de la même maladie démocratique que les partis de la IIe Internationale auxquels l'I.C. avait ouvert ses portes dans l'espoir que, sous une direction centralisée, ils pourraient servir de contrepoids efficace (parce que nettement prolétariens) aux ailes soi-disant «communistes» issues de la social-démocratie et pas encore débarrassées de son lourd héritage. Dans les deux cas, les bolcheviks se plaçaient sur le **même** terrain que nous et les questions sur lesquelles portait notre discussion avec eux suffiraient par elles-mêmes à montrer que le point de départ, les principes anti-démocratiques du communisme, était le même.

¹ Cf. « Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'I. C. » (fac-similé Maspero, 1971), pp. 66-69.

Il suffit de comparer les thèses Lénine-Boukharine et leur préambule écrit par Trotsky à celles qu'a présentées notre fraction et que nous reproduisons dans l'appendice pour s'apercevoir que la dénonciation de la fonction anti-révolutionnaire du parlement comme instrument de gouvernement de la bourgeoisie y est identique ; identique, la dénonciation du parlementarisme aussi bien comme «forme de l'ordre social futur» que comme «forme de la dictature de classe du prolétariat» ; identique, le refus d'admettre la possibilité de le conquérir pour le mettre au service de la lutte d'émancipation du prolétariat ; identique, la proclamation de la destruction des institutions parlementaires et démocratiques comme tâche du communisme (Cf. en particulier, les points 1-6 paragraphe I des thèses de l'I.C.)¹ ; identique, la condamnation de «l'anti-parlementarisme par principe» (point 16, paragraphe III) ainsi que de toute illusion «de voie parlementaire au socialisme» ; identique, le refus de considérer comme un motif de scission dans le mouvement communiste aussi bien le parlementarisme à buts anti-parlementaires et révolutionnaires que l'abstentionnisme dont le but est le même, la question étant subsidiaire par rapport à celles qui définissent le parti de classe et en constituent en même temps la base (point 19) ; identique, enfin, la condamnation de l'«indifférence» anarchiste pour cette démonstration typique de la démocratie bourgeoise que sont les élections et le parlement, puisque notre abstentionnisme comportait l'intervention dans les réunions électorales pour y attaquer politiquement la façade démocratique de la dictature capitaliste et pour y dénoncer les illusions et les mystifications parlementaires.

Les thèses Lénine-Boukharine excluent par ailleurs que la participation aux élections et au parlement puisse être élevée au rang d'une directive **permanente**. Loin de l'exclure, elles proclament la nécessité de les boycotter (point 17) dans certaines circonstances clairement définies. Soit dit entre parenthèses, cela enterre la prétention des prétendus «léninistes» d'aujourd'hui à parler au nom de... Lénine, car à supposer qu'ils admettent le boycott de la Chambre des députés et du Sénat, ils le font exclusivement dans l'hypothèse que... démocratie et parlementarisme aient besoin d'être sauvés, perspective **explicitement** exclue par les thèses de 1920.

Sur quoi portait donc le désaccord entre les bolcheviks et nous? Nos thèses l'expliquent surtout aux points 6 et 7 qui soulèvent la question de fond : à une époque historique où la préparation à la conquête du pouvoir n'était pas encore une perspective unique et directe, la participation aux élections et à l'activité parlementaire étaient utiles et nécessaires dans des buts de propagande, d'agitation et de critique. Elle le reste dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et où le parlement conserve son caractère originel d'institution anti-féodale et donc historiquement révolutionnaire (Russie 1917, pays coloniaux et arriérés de 1920 et en partie d'aujourd'hui). Par contre, dans les pays de vieille tradition démocratique, où la révolution bourgeoise est depuis longtemps terminée, toutes les énergies du Parti et de la classe doivent être consacrées à la préparation de la révolution. Dans ce but,

¹ Le lecteur est prié de se reporter aux « Quatre Premiers Congrès », p. 67.

toutes les traditions, les habitudes, les préjugés, les illusions inhérentes à la pratique habituelle du parlementarisme doivent être impitoyablement déracinés. Cette lutte ne se mesure pas en mois ou en années, mais occupe tout le cycle historique destiné à se conclure par la victoire mondiale du prolétariat révolutionnaire.

Dans ces pays, à l'ère impérialiste, le boycott du parlement s'impose, en même temps que l'intervention dans les réunions électorales pour y dénoncer le mythe infâme de la souveraineté populaire. C'est le seul moyen de démontrer que présenter le bulletin de vote et l'urne comme des «armes» de la conquête du pouvoir est une énorme mystification.

Face à cette considération **de principe**, les considérations d'ordre pratique n'avaient qu'une valeur secondaire. Elles n'avaient non plus rien à voir avec la «peur de se salir les mains», ou de «perdre du temps», ou de «courir des risques inutiles», ou de se «compromettre» même sans le vouloir. Par malheur, c'est ce que l'on ne comprit ni alors ni plus tard. On ne comprit pas davantage que nos objections répondaient à un diagnostic essentiel : pour que les jeunes partis adhérant à la IIIe Internationale, surtout dans les pays de capitalisme archi-mûr et donc de parlementarisme bien ancrée soient dignes de leur titre de communistes, il fallait **que toute l'orientation traditionnelle de leur activité et de leur organisation soit non seulement «redressée»,** comme se le proposaient le paragraphe IV des thèses de l'I.C. et toute une série de clauses, mais **renversée**. En d'autres termes, elle devait être placée sur des bases exactement opposées à celles du passé, toutes les forces du parti étant engagées sur un terrain de lutte non seulement anti-légalitaire, mais illégal. Or en Occident, tant que la participation aux élections et au parlement absorberait le plus clair des énergies du parti dans un mécanisme qui les brisait ou les étouffait, la chose resterait impossible. Il fallait donc que les militants communistes et les prolétaires en général se voient ouvrir des horizons **complètement nouveaux**. Dans la Russie tsariste, pays de révolution double, toute véritable opposition politique prenait immédiatement, même dans le cadre étroit d'une Douma, une nature, une forme et un caractère **révolutionnaires** ; mais en Occident, pour que les objectifs révolutionnaires apparaissent avec la même clarté et la même évidence aux yeux des ouvriers, il fallait que les derniers bandeaux démocratiques leur soient arrachés des yeux.

La préoccupation des bolcheviks qui voulaient réorienter les «antiparlementaires par principe» était tout à fait légitime. Mais ayant milité sous un régime absolutiste, ils ne comprirent pas qu'il aurait fallu tout d'abord **réduire de fond en comble** les «parlementaristes par habitude mentale et coutume», aussi honnêtes qu'aient pu être leurs aspirations anti-démocratiques. «La question centrale est celle du parti», dira Boukharine, rapporteur des thèses de l'I.C.

«Si vous avez un parti vraiment communiste, vous ne craignez jamais d'envoyer un de vos hommes au parlement bourgeois, parce qu'il saura comment un révolutionnaire a le devoir d'y agir.»

Mais il aurait fallu renverser le problème : nous n'aurons jamais un parti «vraiment communiste» si nous ne déplaçons pas de 180 degrés l'axe de son activité. Or il sera impossible de le déplacer sans faire table rase des traditions dans lesquelles ils ont grandi et continuent à vivre et qui ont la terrible force de l'inertie. Boukharine croyait «que le vieux parlementarisme a cessé d'exister» parce qu'il pensait que l'élimination des réformistes et des opportunistes était déjà chose faite. Pour nous la condition sine qua non de cette élimination (cf. notre thèse 11) était la rupture complète avec le parlement et avec toutes les habitudes électoralistes. Cette rupture constituait d'ailleurs l'arme la plus efficace contre les préjugés anarcho-syndicalistes, qui n'étaient souvent qu'une réaction instinctive contre la dégénérescence parlementaire du socialisme (thèse 9).

S'appuyant sur une tradition uniquement révolutionnaire, les bolcheviks couraient d'autant moins de risques de se corrompre en étendant leur activité au secteur ultra-secondaire de la Douma que celle-ci était une institution récente et pouvait donc, du fait des conditions historiques du pays, devenir le théâtre de batailles efficaces. En Occident, la tradition socialiste était au contraire parlementaire et électoraliste à cent pour cent, et l'activité des partis s'exerçait dans des institutions désormais vidées de tout contenu, non seulement révolutionnaire, mais même simplement politique, ce qui, comme Trotski le reconnut explicitement dans son préambule aux thèses de l'I.C., est une caractéristique propre à l'époque impérialiste et tendanciellement fasciste de la domination bourgeoise.

Tels étaient les points essentiels de notre vision du problème. Ni les thèses de Lénine-Boukharine ni les arguments contenus dans leurs discours ne purent nous convaincre que nous avions tort, car ni les unes ni les autres ne répondaient aux questions que nous soulevions. Le bilan du parlementarisme révolutionnaire, c'est l'histoire qui l'a tiré : non seulement on n'a pas vu naître de véritables partis communistes, mais ceux qui se sont parés de ce titre ont fini par tomber dans la boue d'un parlementarisme vulgaire qui n'a même pas eu la pudeur de se justifier, comme les Turati, les Trêves et les Modigliani se sentaient obligés de le faire!

La commission pour la question parlementaire présidée par Trotski avait apporté quelques modifications au projet de thèses Lénine-Boukharine. Elle l'avait complété par un préambule dénonçant le caractère et la fonction contre-révolutionnaire des institutions représentatives de la bourgeoisie à l'époque impérialiste et par une critique de l'opportunisme parlementaire des partis de la IIe Internationale et de ses survivances dans ceux qui voulaient adhérer à la IIIe. Malheureusement la discussion ouverte par la lecture de ce préambule et par le discours de Boukharine ¹ fut en grande partie viciée par le fait qu'à nos arguments qui portaient de prémisses théoriques marxistes, comme le rapporteur lui-même le

¹ Elle eut lieu pendant les séances du matin et de l'après-midi du 2 août 1920. (« Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale », Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, pp. 404-442).

reconnu, se mêlèrent les arguments naïfs, sentimentaux et hétérodoxes des «anti-parlementaristes par principe». Par ailleurs, par suite de leur insistance excessive sur des situations locales et des aspects contingents du problème, elle finit par tomber dans des détails pratiques au lieu de porter sur le problème de fond. Les bolcheviks craignaient légitimement que «de prémisses justes, on tirât des conclusions fausses» ou que l'on abordât les graves et difficiles questions de la tactique communiste d'un point de vue moral, sentimental et même esthétique, tombant ainsi soit dans l'idéalisme, soit dans le négativisme. Malheureusement cette crainte leur fit perdre de vue les points qui auraient dû constituer le centre du débat : 1) la nécessité de détruire ces «survivances d'une mentalité parlementaire» au sein des partis adhérant ou désireux d'adhérer à l'I.C. dont Boukharine avait donné des exemples éclatants dans son discours ; 2) l'analyse critique de leurs causes, sans laquelle il était impossible de combattre efficacement ce mal reconnu chronique ou semi-chronique ¹.

Boukharine crut voir une certaine analogie entre notre abstentionnisme et celui de la «gauche infantile» sur le plan tactique. Il nous reprocha de répugner au «contact physique» avec les bourgeois au cours des élections et au parlement (réaction sentimentalement juste, mais politiquement fautive, précisa-t-il) et il nous défia de prouver logiquement l'impossibilité d'utiliser la tribune parlementaire à des fins de propagande et d'agitation. En réalité le «contact» que nous dénoncions était celui de l'interclassisme qui est à la base de toute la conception démocratique et de la praxis électorale et parlementaire qui lui correspond. Quant à la seconde question, elle n'était pas «logique», mais historique et dialectique. Les répliques polémiques de Boukharine manquaient donc leur but et tournaient autour de la question centrale sans même l'effleurer. Il n'était pas théoriquement plus correct ni pratiquement moins dangereux de comparer, comme il le fit, le parlement à l'armée. Cette analogie ne valait rien puisque nous étions les premiers à demander aux communistes d'entrer dans l'armée pour la miner de l'intérieur ; si, en tant qu'abstentionnistes, nous repoussions par contre l'entrée au parlement, même dans le but de le détruire, c'est que cette institution n'est pas seulement un organe de domination de la classe bourgeoise comme l'armée, mais le terrain par excellence d'une mystification à laquelle, l'opportunisme aidant, les prolétaires ne se sont jamais montrés que trop vulnérables. D'ailleurs, le seul exemple de «parlementarisme révolutionnaire» que Boukharine ait pu donner et qu'il donna à l'appui de sa thèse était celui des bolcheviks à la Douma du Tsar, mais la question était précisément de savoir s'il pouvait être appliqué mécaniquement à l'Occident où le mouvement ouvrier était pourri de démocratisation depuis de longues décennies. En exhortant les partis communistes à se libérer de leurs résidus de social-démocratie pour devenir «vraiment communistes», c'est-à-dire capables de sortir indemnes de la pratique électorale, il éludait la question essentielle : comment obtenir de ces partis qu'ils deviennent «**vraiment communistes**», alors que, même dans leur forme définitive, les conditions d'admission (surtout en cas d'application trop souple) ne constituaient pas une barrière

¹ Ce discours a été intégralement reproduit dans notre texte italien « O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale », pp. 36-41.

suffisante pour empêcher que les « survivances » parlementaristes tenaces qu'ils avaient traînées derrière eux comme un boulet jusqu'à Moscou n'entrent en force dans l'I.C.?

C'est sur ces questions de fond que le délégué de la fraction abstentionniste du P.S.I. revint dans son rapport¹. Il commença par réaffirmer que notre anti-parlementarisme dérivait de la critique marxiste de la démocratie bourgeoise, ce qui n'était pas le cas de celui des anarchistes et des syndicalistes. Il montra qu'il était impossible de mettre sur le même plan les conditions historiques de la révolution en Russie et en Occident. En Russie, l'action des bolcheviks qui ne fut d'ailleurs que subsidiairement une action parlementaire, s'était déroulée dans une situation analogue à celle de l'Allemagne lorsqu'en 1848-49, Marx et Engels tracèrent la perspective de la révolution double. En Occident, aire de capitalisme avancé, il fallait au contraire orienter d'urgence la classe ouvrière vers les objectifs d'une révolution **purement socialiste** qui, bien avant de pouvoir abolir les rapports de production et de propriété capitalistes, devait abattre l'État bourgeois par la violence. Mais pour cela, il fallait détruire toute illusion gradualiste et parlementaire et couper l'herbe sous le pied aux réactions instinctives de l'« antiparlementarisme par principe » dérivant soit de l'horreur des « chefs », soit du dédain de l'« action légale » et donc de type syndicaliste. Il montra également qu'on ne pouvait pas assimiler notre tactique anti-parlementaire à la tactique de sortie des syndicats préconisée par certains. Il souligna qu'il était urgent de passer au crible les partis et les militants en affirmant une position sans équivoque à l'égard des élections et du parlement qui, dans les pays capitalistes les plus évolués absorbent par la force des choses le plus clair des énergies des partis et les transforment en machines à fabriquer des votes et des mandats électoraux. Enfin, il conclut en disant que dans ces pays, il fallait adopter « une tactique beaucoup plus directe que celle qui avait été nécessaire dans la révolution russe », mais que la question ne pouvant et ne devant pas conduire à des scissions dans le mouvement communiste mondial, les abstentionnistes italiens appliqueraient fidèlement la décision du Congrès quelle qu'elle soit, tout en souhaitant que le triste bilan du « parlementarisme communiste » que Boukharine avait présenté dans son rapport s'améliore dans l'avenir.

Les interventions suivantes méritent à peine une mention. En effet, tantôt elles se contentaient d'évoquer des expériences locales d'action parlementaire communiste, soit **positives**, comme par exemple en Bulgarie et, aux dires des « participationnistes », en Angleterre, soit **négatives**, comme en Angleterre, encore, aux dires de l'« abstentionniste par principe » Gallacher ou en Suisse, selon Herzog. Tantôt elles soulevaient des questions d'ordre pratique qu'on pouvait parfaitement résoudre par une tout autre tactique que celle qu'elles défendaient (Cf. le discours de Murphy), tantôt elles portaient de prémisses anti-marxistes, comme par exemple celle du syndicaliste allemand Suchy qui considérait le parlementarisme comme le produit logique du... doctrinarisme et du sectarisme marxistes en général! Seul le Suisse

¹ Ce rapport est reproduit dans notre brochure « La Question parlementaire dans l'I. C. »

Herzog aborda les questions de fond, sans faire malheureusement plus que les effleurer, en montrant le danger qu'il y aurait pour l'I.C. à voir affluer dans ses rangs des ailes entières des vieux partis socialistes hâtivement converties au communisme, mais toujours attachées au fond à leurs traditions ultra-légalitaires et ultra-parlementaires (P.S.F., U.S.P.D.). On peut comprendre que les répliques de Lénine et de Boukharine aient été fâcheusement influencées par la confusion ainsi créée. Il n'en reste pas moins que leur polémique d'ordinaire aussi impitoyable qu'impartiale éluda cette fois le véritable nœud de la question et qu'ils se laissèrent aller à des affirmations risquées qui n'étaient pas inquiétantes chez des militants aussi éprouvés et attachés aux principes qu'eux, mais qui avaient le grave défaut de favoriser les conclusions opportunistes, alors qu'ils avaient voulu éviter, comme nous l'avons vu ci-dessus, que «de prémisses justes, on tirât des conclusions fausses».

Par exemple, afin de convaincre les communistes qu'ils avaient le devoir d'utiliser le parlement, fût-ce comme une arme subsidiaire parmi tant d'autres, pour favoriser le dénouement révolutionnaire des situations politiques qui s'y reflètent nécessairement, Lénine usa de cet argument emprunté à Boukharine que les Soviets n'existaient encore qu'en Russie et qu'on ne pouvait les créer artificiellement, alors qu'on avait les parlements à portée de la main et qu'ils étaient le produit d'un développement historique dont on ne pouvait faire abstraction sous le prétexte qu'on n'avait pas encore la force de les détruire. Mais, comme le délégué abstentionniste n'hésita pas à l'affirmer dans sa réplique finale, dire cela, même dans la meilleure intention du monde, c'était fournir une arme providentielle à ceux qui allaient jusqu'à proposer la participation communiste aux gouvernements bourgeois, autre moyen indubitable d'influer sur les événements, **mais dans une direction opposée à celle du communisme!** De même, objecter aux abstentionnistes que pour être logiques avec eux-mêmes, ils auraient dû abandonner les syndicats sous prétexte qu'ils étaient opportunistes et présentaient donc eux aussi un danger, c'était oublier que, réactionnaires ou non, les syndicats restent des organisations **exclusivement composées** de prolétaires et ne sont pas, comme les parlements, des institutions de forme interclassiste et de nature classiste **bourgeoise**. Dire qu'il fallait faire comprendre aux couches arriérées de la classe ouvrière la fonction contre-révolutionnaire du parlement qui leur échappait encore en leur démontrant **par les faits** et pas seulement par les mots, qu'il était impossible de s'en servir comme moyen d'émancipation était également une arme à double tranchant, car ceux qui préconisaient l'emploi **de tous les moyens** pour atteindre le but prétendument commun pouvaient fort bien l'utiliser. L'argument contredisait en outre notre thèse fondamentale sur la tâche du parti, qui est de précéder les masses, et non de les suivre. On nous reprocha aussi de croire ingénument que les intellectuels, les classes moyennes, la petite bourgeoisie deviendraient communistes dès que le prolétariat aurait remporté la victoire dans la révolution, ce qui apportait de l'eau au moulin des opportunistes qui, partisans de courtiser les classes moyennes, nous avaient fait exactement la même objection injustifiée sous le prétexte qu'après tout, nous ne pouvions nous payer le luxe d'ignorer l'importance de ces couches, ce qui, pour nous, revenait à enfoncer une porte ouverte. Enfin affirmer comme le fit Boukharine que la

situation «révolutionnaire» mondiale garantirait à coup sûr les communistes contre la corruption parlementaire, c'était prêter des vertus salutaires bien mystérieuses à une simple contingence. Nous savions bien que Boukharine était sincère, quand pour conclure le débat, il s'écria «A bas le parlement!», même s'il visait alors à dissiper les appréhensions des syndicalistes-révolutionnaires, des **shop-stewards** et des I.W.W. ; mais le cri le plus sincère et le plus passionné n'était pas suffisant pour maintenir dans le droit chemin des gens qui, de toute évidence, n'étaient communistes que de nom et qui, même s'ils désiraient le devenir réellement avaient encore à faire beaucoup de chemin et à se transformer eux-mêmes **de fond en comble** pour y parvenir. Nous savions bien que la hardiesse de certains de leurs arguments polémiques ne signifiait pas que les bolcheviks renonçaient aux principes et qu'ils n'approuvaient nullement des thèses opportunistes comme celles que nous craignons de leur voir attribuer. Par malheur, les paroles comme les écrits ont leur destin ; elles sont, elles aussi des faits matériels dont les conséquences peuvent échapper au contrôle de ceux qui les ont prononcées et servir à la déformation complète ou partielle de leur pensée quand elles sont reprises par des hommes ou des groupes n'ayant pas, dans le meilleur des cas, la solidité nécessaire pour se payer le luxe d'une polémique risquée sans altérer du même coup la théorie et les principes et sans les violer dans l'action.

Tout cela obligea la fraction communiste abstentionniste à confirmer son désaccord dans sa réplique finale aux bolcheviks. Elle demanda néanmoins que ses thèses soient votées uniquement :

«par les camarades abstentionnistes qui les acceptent en bloc et qui partagent les affirmations marxistes qui en constituent la substance» et qui n'ont «rien de commun avec les arguments anti-parlementaires des anarchistes et des syndicalistes».

Ce fut un bel exemple de «sélection organique» effectuée sur la base des principes : alors que les thèses de l'I.C. avaient été approuvées par environ quatre-vingts voix contre onze, seuls trois délégués (un Belge, un Suisse et un Danois) approuvèrent les nôtres ¹.

C'est ainsi que la question fut close, mais nous ajouterons que le seul parti qui ait pratiqué le «parlementarisme bolchevique» et qui soit resté fidèle à son esprit et pas seulement à sa lettre a été, en 1921, le Parti Communiste d'Italie dirigé par la

¹ Pour la jeunesse socialiste italienne, Polano avait déjà donné son adhésion aux Thèses « participationnistes », tout en déclarant qu'il interprétait ainsi la pensée d'une partie de ses camarades et non de la majorité; Serrati en avait fait autant en y reconnaissant les thèses soutenues par la majorité du Congrès de Bologne, sans perdre l'occasion de faire pour la énième fois l'apologie du groupe parlementaire socialiste qui, selon lui, appliquait loyalement la tactique du « parlementarisme révolutionnaire ». De son côté, Goldenberg proposa un amendement sur la nécessité de boycotter les institutions parlementaires en période révolutionnaire. Celui-ci faisait double emploi avec la proposition déjà explicitement contenue dans les Thèses de Lénine-Boukharine.

Gauche. Ce ne fut pas par hasard, mais parce que la sélection pratiquée à Livourne avait été assez sévère pour mettre en fuite tous les «parlementaristes par principe»!

d) Le mouvement syndical, les conseils d'usine et d'entreprise et l'internationale communiste

[Retour à la table des matières](#)

Le texte définitif des thèses traitant de cette question très importante fut le fruit de longs débats en commission. La rédaction originelle était plus stricte, mais il avait fallu tenir compte de l'évolution des formes traditionnelles des associations économiques ouvrières dans quelques pays capitalistes avancés dont on pouvait prévoir qu'en liaison avec la phase impérialiste du capitalisme elle gagnerait d'autres pays dans un proche avenir si du moins la révolution prolétarienne ne venait pas en interrompre irréversiblement le cours. D'ailleurs, comme le dira Radek dans son discours d'introduction, la présence au Congrès d'organisations économiques parfois imbues d'une idéologie néo-syndicaliste plus ou moins nette, mais qui avaient été invitées à adhérer à l'I.C., ne pouvait pas faire autrement que de se traduire dans des divergences de principe sur des aspects fondamentaux de la question. Les thèses se ressentent de cet état de choses : le développement des arguments n'est pas toujours rigoureux, elles laissent de multiples «portes ouvertes», c'est-à-dire que, sur certains points, elles s'abstiennent volontairement de conclure. En outre, on n'y trouve ni déclaration de principes préliminaire, ni critique théorique détaillée des déviations et des erreurs contre lesquelles elles sont dirigées, mais sous une forme insuffisamment explicite. Elles restent donc impuissantes à éliminer les équivoques, à définir une ligne d'action et à la traduire en directives claires et sûres. Quant à la discussion au Congrès même, elle fut simplement l'écho affaibli des controverses et des discussions qui avaient éclaté en commission. Fait caractéristique, si l'accord sembla réalisé dans les séances de travail du 4 août, le conflit rebondit vivement le 5. Cela contraignit Radek et Zinoviev à revenir sur des points qu'on croyait désormais acquis et finalement à mettre terme à une discussion qui menaçait de devenir à la fois interminable et stérile. C'est pour ces raisons que les thèses ont été alternativement dirigées contre des déviations contraires et cependant parallèles. D'une part, l'«infantilisme» faussement de gauche considérait que la lutte économique était «dépassée» en faveur de la lutte purement politique : contre lui il fallait affirmer que la perspective révolutionnaire du marxisme était inséparable des déterminations matérielles et des conflits de classes qu'elles engendrent ; il fallait en outre rappeler que la fécondité de ces luttes ne résidait pas dans les «conquêtes» elles-mêmes, puisque sous la domination capitaliste, celles-ci sont toujours précaires, mais dans le fait que les luttes elles-mêmes influent de façon positive sur la disposition de la classe ouvrière à se battre contre le régime qui l'exploite, sur la solidarité entre les exploités par dessus les barrières de la division du travail et des frontières nationales, sur l'extension de leur organisation, et enfin sur leur capacité à dépasser les limites des revendications de salaires et de réduction de la durée du travail et à se mobiliser pour

une attaque **politique** contre le capital et à son État. Il fallait donc rappeler aussi que les révolutionnaires communistes avaient l'obligation non seulement d'y participer, mais d'en prendre l'initiative dans le double but de les renforcer et de les étendre et - autre aspect de la question - de diffuser le principe marxiste selon lequel la lutte économique est par elle-même insuffisante et qu'elle doit se déplacer sur le plan plus élevé de la lutte politique de classe.

Il fallait réaffirmer que les tâches **historiques** de l'organisation économique constituaient un problème **de fond et non de forme**. Il fallait souligner sa valeur permanente comme premier type d'organisation des ouvriers salariés et comme levier de l'action du parti de classe. Il fallait montrer du même coup que dans une situation caractérisée par d'âpres luttes sociales mobilisant de larges couches prolétariennes, même le syndicat dirigé par les réformistes les plus corrompus constitue un champ très fertile pour la propagande et l'agitation du parti, et en outre un anneau intermédiaire irremplaçable entre l'avant-garde politique et les jeunes arrière-gardes sans maturité politique, et qu'il peut passer sous la direction du parti révolutionnaire chaque fois que le mouvement réel est trop impétueux pour ne pas faire éclater les structures sclérosées héritées d'une ère de «paix sociale» et pour ne pas submerger des directions syndicales passées plus ou moins directement à l'ennemi. Il fallait du même coup proclamer qu'au cours de cette activité, le but ultime des communistes est de transformer les syndicats, organes ouverts aux **seuls** ouvriers, en instruments de la révolution et en courroie de transmission des directives et des principes du parti (thèse 1-3) étant donné que c'est seulement grâce à la présence active du parti de classe que le syndicat peut lui-même devenir révolutionnaire ¹.

On repoussait en ligne de principe la scission syndicale et la prétention de construire artificiellement des syndicats révolutionnaires en vertu de leur seule **forme** en opposition à ceux qui étaient dominés par les réformistes (thèse 4). On ne pouvait toutefois pas ignorer deux choses : la première est que, dans de nombreux pays, ces derniers empêchaient et réprimaient toute propagande et agitation communistes, jouant le rôle d'une véritable police bourgeoise auxiliaire, ou encore «se fermaient hermétiquement» aux masses inorganisées des simples manœuvres, des travailleurs immigrés ou de couleur et n'ouvraient leurs rangs qu'à «l'aristocratie ouvrière», agissant comme facteur non d'unification, mais de division de la classe. La seconde est qu'en réaction à cet état de choses, des organismes scissionnistes ouverts à **tous** les salariés s'étaient constitués ou étaient sur le point de le faire et que les ouvriers les plus combatifs et les plus dévoués à la cause de la révolution (les I.W.W. contre l'A.F.L., etc.) affluaient dans leurs rangs. Il fallait par ailleurs réagir contre la tendance répandue même dans des mouvements proches de l'I.C. ou affiliés à elle d'ériger la scission syndicale en dogme. Défendu avec une extrême légèreté, un tel dogme dérivait en effet d'une confiance erronée dans le remplacement des anciennes

¹ Pris en lui-même, le terme est impropre : le syndicat ne doit pas tellement «devenir révolutionnaire» qu'être «transformé en arme de lutte par le parti politique de classe pour la révolution».

formes d'organisation par des formes nouvelles (par exemple des syndicats de métier par des syndicats d'industrie) pour remédier à tous les maux, et dans la fétichisation de «nouvelles formes» considérées comme «incorruptibles» par décret de l'histoire.

Mais il fallait également réaffirmer que la scission **peut** devenir nécessaire et qu'alors les communistes doivent non seulement la préconiser, mais ne pas hésiter à en prendre la responsabilité, mais exclusivement quand, premièrement, la masse des organisés comprend clairement qu'elle ne vise pas des buts lointains qui leur sont pour l'instant incompréhensibles, mais qu'elle répond aux exigences de leurs luttes économiques elles-mêmes ; et quand, deuxièmement, les communistes sont assurés de ne pas s'isoler ainsi du gros de l'armée prolétarienne qu'il s'agit d'élever à la hauteur de la lutte politique contre le mode de production capitaliste, et non pas de confiner dans une éternelle subordination à ses lois, et en particulier à **celle** qui veut que l'exploité combatte **exclusivement** pour améliorer sa condition, et non pas pour l'abolir (Cf. point 5).

Même dans ce cas, affirment cependant les Thèses, les communistes ne peuvent ni ne doivent renoncer à développer une activité (forcément illégale) au sein des syndicats désertés. Ils doivent compter sur elle ainsi que sur la pression externe d'organismes nouveaux du type I.W.W. (qu'ils ont le devoir d'appuyer en les aidant à vaincre les préjugés syndicalistes dont ils sont pour la plupart imbus) afin de révolutionner ces vieilles structures grâce à l'élan donné par une vague rapide et impétueuse de luttes sociales.

On trouve dans les «Thèses de la fraction abstentionniste»¹ une vision historique plus claire et des formulations plus explicites, mais il est facile de voir que sur tous ces points l'accord entre la gauche marxiste italienne et l'I.C. était total, comme nous l'avons montré plusieurs fois ci-dessus. De retour en Italie, A. Bordiga observera dans un numéro du «Soviet» qu'il aurait fallu lier la critique du «scissionisme par principe» à la condamnation de la : «conception très répandue, mais fautive selon laquelle l'action prolétarienne reposerait non pas sur la lutte politique du parti pour la dictature prolétarienne, mais sur l'action économique de syndicats «révolutionnaires» qui, une fois les capitalistes expropriés, assumeraient directement la gestion de la production». Dans les Thèses de l'I.C. (11/6-7) l'argument était à peine effleuré, mais dans sa réplique du 5 août («Protokoll», p. 621) Radek le traita avec beaucoup de décision, quoique brièvement, en parfaite harmonie avec la position marxiste classique selon laquelle la transformation économique qui fait suite à la prise du pouvoir s'accomplissant en fonction des intérêts **généraux** et des **buts historiques** de la classe, elle ne peut être dirigée que **par le parti** qui, dans cette œuvre, reçoit certes l'aide des syndicats, mais ne se subordonne pas à eux.

L'Internationale ne pouvait pas ignorer le vigoureux mouvement des conseils d'usine qui était en partie spontané. Elle ne pouvait pas ne pas voir qu'il ouvrait une

¹ Cf. l'appendice ci-dessous.

perspective d'organisation aux prolétaires qui n'étaient pas encore syndiqués et qu'il permettait l'extension capillaire de la bataille contre l'opportunisme et pour la «subordination des organisations syndicales à la direction du parti, avant-garde de la révolution prolétarienne» par l'intermédiaire des groupes communistes d'usines et d'associations de catégories. Mais en même temps, elle devait rappeler que les conseils d'usine ne peuvent jamais **remplacer** ces organismes centralisés et non localistes que sont les syndicats, ni avant la prise du pouvoir, ni à plus forte raison sous la dictature prolétarienne et dans l'organisation économique du communisme. L'I.C. devait donc s'appuyer sur la lutte que les conseils avaient engagée pour le «contrôle de la production» ; mais elle ne pouvait pas cultiver **l'illusion** qu'il soit effectivement possible aux salariés de contrôler les mécanismes productifs en régime capitaliste. Elle avait au contraire pour tâche de faire clairement comprendre aux prolétaires que la condition préalable du contrôle était la conquête du pouvoir politique ¹. Sans doute le paragraphe 2 des thèses de l'I.C. ne développe-t-il pas ce point avec la même clarté et la même cohérence que les articles du **Soviet** qui lui sont consacrés, mais elles sont néanmoins sans équivoque.

En ce qui concerne les conseils d'usine, les thèses de l'I.C. appellent d'une part les communistes à y participer et à les défendre contre les directions syndicales qui cherchent à les discréditer et d'autre part, chaque fois qu'ils contrôlent eux-mêmes le syndicat, à lui intégrer et lui subordonner les conseils afin d'aligner les deux organisations sur un front de lutte unique. Là encore, elles bannissent tout **fétichisme** de formes particulières, tout en reconnaissant la nécessité de suivre avec la plus grande attention le développement de chacun des types particuliers d'organisation nés de la dynamique même de la lutte de classe afin d'apprécier leur valeur respective aux fins de la bataille politique finale.

Dans leur dernier paragraphe, les Thèses de l'I.C. rappellent qu'il est urgent de donner une direction internationale centralisée aux organisations économiques ralliées aux principes de la révolution et de la dictature prolétariennes, direction dont le Conseil provisoire récemment constitué était l'ébauche. Par contre, elles ne disent pas clairement que la rupture avec la centrale d'Amsterdam, instrument de la S.D.N. et bouclier de l'opportunisme, ne dément ni n'invalide le critère général excluant la scission syndicale sur le plan **national**, sauf dans les cas dits plus haut.

¹ Les thèses proclament à juste raison que ce qui est **révolutionnaire** n'est pas le **contrôle** en lui-même, mais la lutte pour le conquérir sous la direction du parti. Par contre, il y manque une critique des idéologies conseillistes qui faisaient une « conquête révolutionnaire » du contrôle de la production en régime bourgeois, ainsi qu'une claire analyse de la perspective (qui s'était déjà vérifiée en Allemagne et qui allait se vérifier en Italie sous les auspices de Giolitti) que la bourgeoisie accepte une forme de « contrôle syndical » sur l'industrie dans les intérêts de la conservation sociale et comme manœuvre de diversion réformiste (cf. dans l'appendice « Le contrôle syndical »). Les thèses tenaient donc pour acquis que la lutte pour le contrôle ouvrier ne pouvait pas ne pas se transformer en lutte pour le pouvoir.

Le débat fut plutôt embrouillé et confus ce qui montra la persistance de divergences théoriques que l'on croyait avoir surmontées. Pourtant les déviations dont nous avons pris connaissance plus haut et qui à la longue empêchèrent les organisations syndicalistes d'adhérer à l'I.C. ou d'y demeurer ne réapparurent que dans de brèves interventions. Par exemple, Gallacher et Bombacci (qui s'attira ainsi une énième semonce)¹ nièrent qu'en tant que tels, les syndicats puissent jamais être révolutionnaires. Gallacher affirma même que le syndicat devait être aboli au **même titre** que l'État bourgeois², tandis que les délégués américains se refusaient en général à faire un quelconque travail, même illégal, dans les syndicats réactionnaires comme l'A.F.L., ou préconisaient une activité visant à les animer d'un «nouvel esprit» (qui sait comment?) qui, finalement se révéla être l'esprit de la... scission à **tout prix et en toutes circonstances**. Quant aux délégués des I.W.W. et des shop-stewards³ ils se montraient réticents à l'égard de l'Internationale syndicale rouge en voie de constitution à cause de leur conception non marxiste de la dictature du prolétariat, tandis que Serrati demandait qu'elle soit autonome par rapport à l'Internationale politique, toutes les deux devant néanmoins «marcher amicalement côte à côte».

Les délicats problèmes tactiques de coordination des différentes formes de travail communiste dans les syndicats, traditionnels ou non, dans les conseils d'usine ou autres, furent en partie renvoyés à un examen ultérieur au sein de l'Internationale syndicale rouge, c'est-à-dire dans l'unique organisation qui dès le début aurait dû constituer le cadre **naturel** des organisations économiques acceptant les principes de la conquête révolutionnaire du pouvoir et de la dictature du prolétariat. Du fait de sa composition qui manquait d'homogénéité, le congrès ne put pas faire davantage : le débat qui s'y déroula, les perplexités et les hésitations persistantes, dans certains cas le renvoi des décisions finales, sont une preuve de la complexité des problèmes face auxquels dès sa naissance se trouva placée l'Internationale Communiste⁴.

¹ Mais, n'aurait-il pas mieux valu en tirer dès cette époque un jugement définitif sur la confusion du maximalisme et de son langage. . . unitaire?

² Cf. « Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale », Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, p. 629.

³ Ceux-ci protestèrent en outre parce que dans la déclaration constitutive du Conseil international provisoire des Syndicats rouges, on condamnait **toute** éventuelle scission syndicale : les deux documents (cette déclaration et les thèses) ne concordaient en réalité pas complètement. On constata également, au cours du débat au Congrès, une différence de ton dans les discours de Radek et de Losovsky. C'était une preuve supplémentaire que la question n'avait pas été approfondie dans tous ses aspects complexes.

⁴ Ceux-ci protestèrent en outre parce que dans la déclaration constitutive du Conseil international provisoire des Syndicats rouges, on condamnait **toute** éventuelle scission syndicale : les deux documents (cette déclaration et les thèses) ne concordaient en réalité pas complètement. On constata également, au cours du débat au Congrès, une différence de ton dans les discours de Radek et de Losovsky. C'était une preuve supplémentaire que la question n'avait pas été approfondie dans tous ses aspects complexes.

e) Conditions de constitution des soviets

[Retour à la table des matières](#)

Le document reproduit par nous ci-dessous dans l'appendice repousse la mode consistant à constituer artificiellement les conseils ouvriers, forme spécifique de la dictature du prolétariat (ou d'en projeter la constitution sur le papier) dans des situations non révolutionnaires et à leur prêter des vertus miraculeuses, en ignorant le parti dont influence dominante peut seule empêcher qu'ils dégénèrent en organes opportunistes et même contre-révolutionnaires, choses que les ouvriéristes, les conseillistes, les ordinovistes, etc., ne parvenaient pas à comprendre. Il fut approuvé sans discussion après un bref discours de Zinoviev.

f) Les questions nationale et coloniale

[Retour à la table des matières](#)

La place donnée à ce problème, dont l'importance était mise vivement en lumière par l'explosion de puissants mouvements insurrectionnels dans les pays soumis à l'impérialisme, et surtout dans l'Orient asiatique, représente un des sommets du IIe Congrès.

Celle-ci partait de la base solide des données objectives de l'évolution capitaliste à l'échelle de la planète. Elle assignait au mouvement communiste et à son organisation mondiale centralisée la gigantesque tâche historique d'intégrer dans la **stratégie mondiale** de la révolution prolétarienne visant le cœur des métropoles impérialistes les mouvements révolutionnaires de libération nationale surtout dans les colonies, dont les objectifs ne pouvaient pas ne pas être démocrates-bourgeois, mais dont les masses paysannes affamées de terre et bien souvent un prolétariat local peu nombreux, mais combatif constituaient l'avant-garde. Il s'agissait donc, en d'autres termes, d'unifier des révolutions **doubles** commençantes avec la révolution **simple** en pleine expansion ayant des buts purement prolétariens, comme dans la grandiose perspective tracée par Marx en 1848 et en 1850 dans le «Manifeste» et l'«Adresse de la Ligue des communistes».

Cette tâche était double à son tour puisqu'elle se référait à deux phases différentes, quoique séparées par aucune barrière, de l'attaque internationale contre la domination des grands centres impérialistes, dont le principal était alors l'Angleterre. Pour le prolétariat métropolitain, il s'agissait non d'offrir une solidarité «morale» platonique au mouvement révolutionnaire **armé** dans les colonies et les semi-colonies, mais de l'aider activement à secouer le joug des colonisateurs et des exploiters impérialistes. En cas de victoire révolutionnaire, le prolétariat des grandes métropoles impérialistes devait en outre appuyer les pays sortis de leur longue sujétion pour permettre aux masses paysannes et prolétariennes de ces aires immenses

de sauter d'un bond par-dessus le stade économique du capitalisme ou d'en abrégé la durée, malgré l'inexistence ou le faible degré de développement des conditions **matérielles** de passage au socialisme, en les enserrant dans un plan économique **mondial unitaire** dirigé par le prolétariat de toutes les nations (Thèse 1/8).

Cette vision grandiose ne prétendait pas constituer une innovation par rapport à la doctrine marxiste des révolutions doubles, c'est-à-dire des révolutions bourgeoises devenant par «transcroissance» des révolutions prolétariennes, selon la formule léninienne. Elle en élargissait seulement le cadre en l'étendant bien au-delà des limites traditionnelles de l'Europe, tout comme le mouvement réel tendait irrésistiblement à les submerger bien avant que la théorie n'en montre la nécessité historique. Ainsi elle transférait à l'échelle planétaire cette lutte pour la «révolution en permanence» annoncée par Marx et Engels en 1850, et dont l'histoire ne peut confier la **direction politique centrale** qu'au **prolétariat et à son parti**, même si dans les aires où le capitalisme ne fait que naître et où les rapports économiques dominant sont donc pré-bourgeois, celui-ci se trouve à la tête de forces non prolétariennes comme la petite bourgeoisie urbaine et surtout rurale et s'il a comme perspective immédiate une «révolution bourgeoise à fond», une révolution qui, quoique **bourgeoise**, est donc **radicale** parce qu'elle détruit toutes les survivances du passé pré-capitaliste. Et si cela est possible, c'est que le prolétariat n'est pas une classe nationale ni locale, mais **internationale**, sa direction politique ne pouvant résider que dans les aires constituant l'épicentre de la domination capitaliste et du même coup des luttes de classes **décisives** entre prolétariat et bourgeoisie.

Cette vision était éminemment dialectique. C'est pourquoi les socialistes dans la tradition de la IIe Internationale eurent autant de peine à la digérer que les faux partis communistes d'aujourd'hui, héritiers du stalinisme. D'une part, elle assurait à la classe ouvrière des métropoles les plus évoluées du capitalisme l'**apport** des masses populaires des colonies et des pays assujettis ; d'autre part, elle lui confiait la tâche **lourde mais glorieuse** de les diriger politiquement et, après la victoire, de soutenir aussi économiquement leurs luttes héroïques, mais désespérées. Pour un tel soutien, les plus grands sacrifices étaient nécessaires, afin de prouver que les communistes sont internationalistes en fait et pas seulement en paroles. Cette vision conférait à ces luttes une dimension **mondiale** et non plus étroitement nationale et un contenu certes démocratique, mais beaucoup plus subversif que les jeunes bourgeoisies des pays «arriérés» ne le prévoyaient et surtout ne le souhaitaient, spécialement en ce qui concerne les rapports de propriété. En effet au sens réel et non aridement juridique, l'abolition de l'oppression nationale n'est possible que par la victoire sur le capitalisme (Thèse 1/4). En outre, dans le cadre d'une perspective comme celle que Lénine traça dans son très solide discours pour illustrer les principes qui devaient guider les communistes dans la question, la forme «nationale» des luttes d'émancipation des peuples opprimés passe au second plan par rapport à leur **contenu** de grandioses **jacqueries** poussées à se dépasser elles-mêmes grâce à l'**intervention active** du prolétariat non tant local qu'international puisque dans ces aires, il était et reste presque inexistant et de toute façon très faible.

L'idéologie vide de «l'égalité en général et de l'égalité des nations en particulier» ; l'illusion petite bourgeoise d'une coexistence pacifique des nations sous le capitalisme ; la reconnaissance formelle de l'égalité des droits, de l'indépendance et de l'autodétermination des peuples en régime bourgeois «à laquelle se limitent les démocrates bourgeois, même quand ils s'intitulent socialistes» devaient dans cette vision être définitivement extirpées **en premier lieu** du mouvement prolétarien des pays impérialistes ; celui-ci en effet se complaît trop souvent dans une «indifférence» stupide, voire dans une hostilité à l'égard des tentatives de rébellion des peuples colonisés et en général dépendant de la bourgeoisie de son pays, prétextant parfois que ces tentatives sont de nature bourgeoise, mais visant en réalité à sauvegarder ses privilèges d'aristocratie ouvrière¹. **En second lieu**, cette idéologie doit être extirpée des mouvements de libération nationale des peuples assujettis eux-mêmes. Ils sont en effet trop souvent enfermés dans «des préjugés et défiances nationales» historiquement compréhensibles, mais que, comme le mouvement communiste ne doit cesser de le souligner et de le dénoncer, la bourgeoisie indigène naissante et les forces réactionnaires qui lui sont alliées alimentent dans les grandes masses en révolte afin d'enfermer leurs aspirations et leurs élans de révolte dans les étroites limites de la nation, du peuple, de la race ou pire de la foi religieuse (Thèse 1/11). L'Internationale Communiste s'appuyait non pas sur de vagues **blocs** populaires et nationaux mais sur les masses paysannes pauvres et semi-prolétariennes des colonies et des pays dépendants. **Elle en prenait la tête** pour diriger les révoltes armées non seulement contre l'impérialisme, mais contre la bourgeoisie locale elle-même, les grands propriétaires terriens, l'aristocratie traditionnelle, tout prêts à exploiter cette révolte pour arracher à l'impérialisme dominant une liberté même limitée, mais aussi à se retourner immédiatement contre les «alliés d'hier» pour sauvegarder sa domination de classe, quitte à pactiser avec l'impérialisme colonialiste dans une défense désespérée de leurs privilèges économiques et sociaux communs. Donc, l'Internationale devait donner aux prolétaires et aux communistes des métropoles **d'abord**, et ensuite des pays coloniaux et semi coloniaux, la directive d'appuyer les mouvements populaires de libération. Cette tâche devait être réalisée par le parti dans la plus rigoureuse autonomie politique et organisationnelle, et donc aussi dans les cadres d'une délimitation stricte à l'égard des partis nationaux-bourgeois sur le plan du programme (faute de quoi cette autonomie aurait perdu tout sens) et surtout à l'égard de ceux d'entre eux qui se paraient démagogiquement du titre de «socialistes». Pour cela, dans certains cas, les communistes ne devaient pas refuser de s'allier avec ces mouvements pour les orienter vers des solutions analogues à celle de la «dictature démocratique du prolétariat et des paysans» pour laquelle les bolcheviks avaient combattu sous le tsarisme et qui s'était ultérieurement réalisée grâce à la naissance de l'instrument

¹ Évoquant dans son discours l'esprit « jingoïste » dominant dans l'aristocratie ouvrière anglaise et qui poussait le travailleur commun à « voir dans l'aide aux insurrections des peuples asservis contre l'impérialisme britannique une trahison », Lénine ajouta que la tradition **d'indifférence** de la IIe Internationale à l'égard des mouvements coloniaux qui masquait une **hostilité de fait**, survivait (« et nous devons le proclamer à haute voix ») jusque dans la « majorité des partis qui veulent adhérer à la troisième Internationale »!

révolutionnaire typique des soviets. Cela devait leur permettre de briser des «fronts populaires et nationaux» fictifs et contre-révolutionnaires et d'atteindre leur véritable objectif, qui était de frayer la voie dans les conditions les plus favorables possible à la lutte des classes et donc au développement du mouvement prolétarien.

Dans cette perspective grandiose, la Russie des Soviets aurait pu devenir un pôle d'attraction pour d'éventuelles nouvelles républiques soviétiques. Elle aurait établi avec celles-ci un lien fédératif destiné à se transformer en union étroite. Elle serait devenue ainsi la sauvegarde d'un front mondial anti-capitaliste dans lequel la dictature rouge victorieuse à Moscou et à Pétrograd aurait une fois de plus assumé le rôle principal au nom du véritable internationalisme qui exige :

«premièrement la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale ; deuxièmement, de la part de la nation qui a vaincu sa propre bourgeoisie, la capacité et la volonté d'accomplir les plus grands sacrifices nationaux pour abattre le capitalisme international» (Thèse 1/10).

Dans cette large vision, la lutte pour l'indépendance nationale n'était pas élevée à la hauteur d'un principe **en soi et pour soi**, mais insérée dans la lutte prolétarienne mondiale pour l'insurrection dont la victoire conditionne **la solution complète des problèmes de nationalité et de race**. Ce qui en constituait donc le centre, c'était :

«la direction de la lutte mondiale par les organes du prolétariat révolutionnaire et dans les milieux indigènes, l'incitation à la lutte des classes qui ne doit jamais être retardée ou oblitérée, la constitution et le développement du parti communiste local»¹. Cette vision, qu'a-t-elle de commun avec la misérable perspective offerte par le soi-disant communisme aussi bien pékinois que moscovite d'aujourd'hui, plongé jusqu'au cou dans des préjugés que la IIIe Internationale condamnait irrévocablement (indépendance et souveraineté nationales ; fronts nationaux inter-classistes ; non-ingérence dans les affaires d'autrui ; «commerce à avantages réciproques») et prêt à distribuer des brevets de... socialisme non seulement aux représentants de bourgeoisies nationales avides et usuraires, mais à des féodaux, des semi-féodaux et même des chefs tribaux (cheks, émirs, etc.) jugés «anti-impérialistes» parce qu'ils sont anti-américains, d'ailleurs à éclipses (tout change en effet si à la tête des États-Unis il y a un Roosevelt à la place d'un Hoover, ou un Kennedy à la place d'un Nixon), quand ils ne se contentent pas d'être «neutralistes». La «guerre sainte» prêchée par Zinoviev un mois après le premier congrès des peuples d'Orient, à Bakou, était une **guerre de classe** née sur le terrain national-révolutionnaire et bourgeois radical et débordant ses limites étroites et misérables pour se placer sur le terrain révolutionnaire, prolétarien et communiste, par définition international. La seule nouveauté résidait dans les dimensions plus vastes assignées ainsi à la «révolution en

¹ Cf. nos «Thèses de Lyon», 1926, citées dans la brochure «Défense de la continuité du programme communiste» (Éditions Programme communiste).

permanence» de Marx, mais c'est d'elle qu'il s'agissait, et en aucun cas de la lutte pour défendre l'éternité du commerce, du marché, de la nation ou de la «souveraineté des individus et des États en compétition réciproque et nullement... pacifique». Cette vision grandiose arrachait le prolétariat des métropoles impérialistes à la solidarité avec sa propre bourgeoisie exploitant des colonies et semi-colonies. Elle l'appelait à remplir sa mission de classe qui est de libérer toute l'humanité. Elle lui imposait du même coup une complète rupture avec l'opportunisme, idéologie d'une aristocratie ouvrière vivant des miettes tombées du banquet colonialiste. Il est clair que cela n'a rien de commun avec l'identification abjecte que Pékin et Moscou font entre internationalisme prolétarien et défense des intérêts nationaux. Quant à la non moins grandiose perspective du «plan mondial unique» de l'I.C., elle est manifestement inconciliable avec la position de tous ces pays qui se prétendent aujourd'hui socialistes, mais qui n'ont d'yeux que pour eux-mêmes et qui défendent leur souveraineté du bec et des ongles, chacun d'eux ayant son «plan» particulier à exécuter et se parant pour cette raison du titre de «constructeur du socialisme».

Dans leur rédaction définitive, les thèses sont encore plus nettes que dans la rédaction de Lénine, au moins en ce qui concerne la position des partis communistes face aux mouvements d'émancipation dans les colonies et à leurs organisations politiques. Les amendements et les variantes furent le résultat de vifs débats de commission avec les délégués des jeunes partis d'Orient, et en particulier de l'Inde, ils sont une preuve supplémentaire du fait que quand ils se trouvaient face à des interlocuteurs décidés à aller dans **la même direction** révolutionnaire qu'eux, les bolcheviks étaient tout prêts à durcir les positions relativement modérées qu'ils avaient d'abord prises parce qu'ils doutaient encore à juste raison que le mouvement communiste international puisse accepter et donner davantage. Comme Lénine le nota dans son rapport, c'est en commission qu'on décida de parler non plus de mouvements **démocrates-bourgeois** en général, mais de mouvements «**national-révolutionnaires**», afin de bien signifier (autre gifle aux «communistes» d'aujourd'hui!) que :

«En tant que communistes nous devons soutenir et nous soutiendrons les mouvements bourgeois de libération dans les pays coloniaux seulement quand ces mouvements seront effectivement révolutionnaires et quand leurs représentants ne nous empêcheront pas d'éduquer et d'organiser révolutionnairement les paysans et la grande masse des exploités ¹ ; en l'absence de telles conditions, même dans les pays arriérés, les communistes doivent lutter contre la bourgeoisie réformiste à laquelle appartiennent les héritiers de la IIe Internationale» (N.d.r. : Nous ajouterons aujourd'hui ceux des fossoyeurs de la IIIe en Chine, aux Indes, en Indochine, en Égypte, au Chili, etc...).

¹ En d'autres termes, comme l'expliquent les thèses elles-mêmes, quand existe un parti communiste **indépendant** en mesure d'agir comme tel.

Il n'empêche que les mouvements national-révolutionnaires sont démocratiques bourgeois dans leurs **perspectives** et dans leur contenu :

«parce que l'essentiel de la population des pays arriérés est constitué par des paysans, **c'est-à-dire par des représentants des rapports bourgeois capitalistes**» ; pourtant ces paysans sont des forces révolutionnaires **conséquentes** exactement au même titre que dans la Russie pré-révolutionnaire et :

«il serait utopique de penser que les partis prolétariens [...] puissent appuyer une tactique et une ligne communistes dans ces pays sans établir des rapports déterminés avec le mouvement paysan et sans lui fournir un appui effectif».

Non seulement leur entrée dans l'arène des luttes insurrectionnelles crée les conditions les plus favorables au développement de la guerre de classes prolétarienne, mais elle provoque une dislocation profonde des bases sur lesquelles repose la domination incontestée de l'impérialisme.

De la même façon, les amendements apportés aux thèses visaient à souligner la nécessité de faire une propagande active en faveur de la création de soviets ruraux, expression d'un mouvement décidé à s'attaquer au pouvoir de la grosse propriété foncière et des multiples formes pré-capitalistes coexistant avec les rapports bourgeois de production naissants ou déjà nés et les formes correspondantes de propriété. Comme le répéta Lénine, il s'agissait :

d'«établir et motiver la thèse suivante : **avec l'aide du prolétariat des pays avancés**, les pays arriérés peuvent passer au système soviétique, et, en passant par des phases déterminées de développement, arriver au communisme, en sautant par-dessus la phase du capitalisme».

Les «Thèses supplémentaires» rédigées par le délégué indien Roy furent approuvées à l'unanimité en commission après avoir été, elles aussi, revues à fond. Elles furent ajoutées à celles de Lénine, surtout afin d'élucider les problèmes posés par la délimitation à l'égard des formations politiques participant au mouvement de libération nationale des colonies, par l'appui à leurs ailes révolutionnaires populaires et surtout paysannes et par la nécessité de sauvegarder jalousement l'autonomie politique, programmatique et organisationnelle des partis communistes «même embryonnaires» dans leurs aires respectives : en effet, le texte excluait avec la même rigueur marxiste toute chute dans le «frontisme» au même titre que tout «indifférentisme», ce que Lénine résumait dans la formule : appuyer :

«le mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois **sans jamais se confondre avec lui**».

Emportés par leur enthousiasme pour les jeunes partis qu'ils représentaient et qui comptaient parmi les plus combattifs d'Asie, Roy et les délégués du Turkestan

prétendirent que l'épicentre de la **lutte pour le communisme** se déplaçait des métropoles impérialistes aux aires arriérées de la planète. Ils allèrent jusqu'à faire «dépendre le sort du communisme dans le monde de la victoire de la révolution sociale en Orient», ce qui souleva une très vive discussion. Il ressort d'une brève allusion du quotidien publié pendant le Congrès¹, le «Vestnik vtorigo Kongressa K.I.», No 1, 27/7/1920, que le délégué indien, immédiatement tancé par Lénine, était parti d'une double affirmation :

«le sort du mouvement ouvrier en Europe dépend **entièrement** du cours de la révolution en Orient : sans le triomphe de la révolution dans les pays orientaux on peut admettre que le mouvement communiste en Occident compte pour zéro», parce que «c'est des colonies, surtout asiatiques, que le capitalisme mondial tire ses principales ressources et, à la limite, les capitalistes européens peuvent donner aux ouvriers la totalité de la plus-value et donc les attirer à leurs côtés, ayant tué en eux toute aspiration révolutionnaire» ; «la classe ouvrière européenne ne réussira pas à abattre l'ordre capitaliste **tant que** la source de surprofits représentée par les colonies ne sera pas **définitivement** tarie» ;

le prolétariat des colonies a dès aujourd'hui le pouvoir d'entraîner derrière lui les grandes masses populaires en s'appuyant sur leurs intérêts de classe. Il tombait ainsi dans des excès «économistes» et renvoyait involontairement la révolution aux calendes grecques ; en outre, il exagérait le poids de la classe ouvrière dans des pays qui économiquement ne sont même pas encore arrivés au seuil de mode de production capitaliste et niait de façon implicite toute valeur aux mouvements démocratiques bourgeois (la... déception conduira Roy à adhérer par la suite au parti de Gandhi et de Nehru!). Une pareille conception anticipait sur de multiples déviations aujourd'hui en vogue dans les groupuscules «gauchistes». On la désigna justement du terme de «messianisme asiatique», mais elle était en contradiction avec les bases mêmes de toute la vision marxiste, car s'il est vrai que la lutte pour le communisme tire impulsion et vigueur des mouvements sociaux de la plèbe opprimée des colonies, ex-colonies et semi-colonies, il manque dans ces aires des prémisses **matérielles** indispensables ; or celles-ci ne peuvent être créées en l'absence d'une victoire prolétarienne dans les pays capitalistes avancés qui restent donc la **clef de voûte, le facteur décisif** de la stratégie communiste mondiale. C'est d'ailleurs un délégué de l'Orient en ébullition, le persan Sultan Sade, qui réfuta en partie² à la tribune du Congrès cette déviation :

¹ On en trouve des extraits dans « Le Marxisme et l'Asie, 1858-1964 », de H. Carrère, Paris, 1965. La position originelle de Roy sera poussée à l'absurde par Sultan Gallev avec sa théorie selon laquelle le seul véritable prolétariat se trouvait dans les pays sous-développés si bien qu'une « dictature des colonies et semi-colonies » sur les métropoles industrielles était nécessaire. . .

² Nous disons « en partie » parce que le problème n'est pas seulement celui de la **survivance** de révolutions victorieuses dans les aires arriérées, mais surtout celui des conditions de leur passage au communisme.

«Supposons que la révolution communiste ait commencé en Inde. Les travailleurs de ce pays pourront-ils résister à l'assaut de la bourgeoisie du monde entier, sans l'aide d'un grand mouvement révolutionnaire en Angleterre et en Europe? Naturellement non. La répression de la révolution en Perse et en Inde en est une preuve évidente. Si aujourd'hui les révolutionnaires persans et turcs peuvent lancer le gant du défi à l'omnipotente Angleterre, ce n'est pas parce qu'ils sont plus forts, mais parce que les bandits impérialistes sont devenus impuissants. La révolution commencée en Occident a rendu le terrain brûlant jusqu'en Turquie et en Perse et elle a infusé une nouvelle énergie aux révolutionnaires. L'époque de la révolution mondiale est commencée.»

Des théoriciens et historiens bourgeois aussi présomptueux qu'ignorants parlent volontiers de «l'eurocentrisme marxiste». Ce qu'ils appellent ainsi est en réalité la définition des points **nodaux** de l'évolution mondiale, des rapports entre les classes, comme reflets du degré de développement atteint par les forces productives matérielles : la révolution communiste peut certes éclater **partout**, et il est bien possible et même probable qu'elle éclate **d'abord** dans les aires arriérées du globe, «anneau le plus faible de la domination capitaliste», mais elle ne peut **vaincre internationalement** qu'à la **seule** condition que le prolétariat abatte l'État bourgeois là où existent des conditions matérielles suffisantes (et aujourd'hui plus que suffisantes) du passage direct au communisme inférieur sur le terrain économique et de là au communisme supérieur. Telles sont les prémisses de la réalisation du «plan mondial» qui pour Lénine devait permettre de dépasser le stade économique et social du capitalisme dans ce qu'on appelle aujourd'hui le tiers-monde. Ce dernier est une force active du communisme mais des déterminations objectives qui n'ont rien à voir avec un destin..., racial font qu'il ne peut pas être l'avant-garde du communisme, en dépit de tous les Marcuse d'aujourd'hui et d'hier.

Pendant le débat ouvert par le discours introductif de Lénine et l'illustration des thèses supplémentaires par Roy, on vit se succéder à la tribune des délégués de l'Inde, de la Perse, de la Corée, de la Chine, de la Turquie et des Indes hollandaises. On vit aussi des délégués de l'Irlande alors en pleine lutte armée contre l'Angleterre colonisatrice et exploitrice, et des interprètes «blancs» du mouvement des populations de couleur des États-Unis. Ils furent tous unanimes non seulement à souligner les progrès du mouvement communiste dans les «zones arriérées» du globe, mais à souligner l'immense contribution des mouvements insurrectionnels des nationalités opprimées au processus de corrosion des bases **mondiales** de l'impérialisme (tout comme Radek dans sa brève intervention), et donc aussi au succès de la révolution mondiale dans les zones clef de sa domination. Ils proclamèrent donc aussi la nécessité de rompre irrévocablement avec les traditions de pédante «indifférence» ou même d'aversion du mouvement ouvrier à l'égard de ce «nouvel horizon» héritées de la IIe Internationale.

Ce sont précisément ces dernières qui se firent jour dans les discours prononcés par les maximalistes italiens au milieu des clameurs vibrantes du Congrès. Maître

dans l'art de dire et de ne pas dire, Graziadei fut certainement le plus subtil : il ne repoussa pas la posture générale donnée au problème ; il déclara même la partager, non sans ajouter, «constatation» désopilante, bien digne de son révisionnisme théorique, qu'elle prouvait la capacité de Lénine à se servir avec maestria :

«de **la seule partie** (!!!) du marxisme à laquelle il ne soit pas permis de toucher : la méthode»

et précisément pour cette raison de saisir avec une extrême lucidité les aspects «concrets» de la situation mondiale d'après-guerre. Mais il mit en garde (et jusqu'ici non sans raison) contre l'application mécanique et uniforme du **même** critère au problème des nationalités des pays avancés et des pays arriérés. Chose plus grave, sous prétexte de garder la mesure dans les directives imparties aux communistes des colonies et des semi-colonies, il les invita à accorder aux mouvements révolutionnaires de libération non un appui mais un intérêt «**actif**» et à nouer avec eux non pas des «**liens** temporaires», dans le sens d'une «**marche commune**», mais seulement (comprenez qui peut!) des «rapports temporaires» cela provoqua une tempête de protestations :

«C'est une phrase à la Wilson» cria en réponse l'Irlandais Mac Alpine «qui ne signifie rien comme toutes les phrases de ce monsieur ; c'est une méthode dissimulée pour se débarrasser complètement de cette idée, qui rappelle celles qui étaient en usage dans la IIe Internationale!»

Dans son discours, Serrati traite en particulier de la surdité de la seconde Internationale à l'égard d'un problème que l'histoire elle-même pose de façon et avec des accents tellement dramatiques (il arrive même aux opportunistes de dire des choses justes) et il demande que certaines formulations soient mieux précisées, pour écarter le danger d'interprétations trop larges qui auraient pu prêter le flanc à des déviations chauvines et nationalistes jusqu'en Europe, la proposition d'alliances avec des forces et des partis non prolétariens, risquant «d'affaiblir la conscience de classe du prolétariat». Par contre il prit une position nettement anti-dialectique et anti-marxiste en proclamant que

«l'action de libération nationale entreprise par des groupements bourgeois démocratiques n'est jamais une action révolutionnaire, même quand elle recourt aux moyens de l'action armée ; elle est entreprise en faveur d'un impérialisme national en formation [...] ou dans le contexte de la lutte de l'impérialisme capitaliste d'un autre État contre l'impérialisme antérieurement dominant».

Il niait donc à cette action toute fonction révolutionnaire **même dans le sens bourgeois, fut-il «inconséquent**», si le prolétariat n'y intervenait pas ; Serrati tombait ensuite dans l'arrogance et le «chauvinisme de grande puissance» typique du

socialisme traditionnel¹ quand il ajoutait que le danger de dévier de la juste orientation de classe en suivant une politique mal définie d'alliances et d'accords est beaucoup plus grand : «dans les pays arriérés que dans les pays avancés parce que dans les premiers le prolétariat ne possède pas encore une claire conscience de classe et suit souvent ses chefs de façon aveugle».

Comme si ce n'était pas **justement** ces partis occidentaux dont l'opportunisme et le chauvinisme reflétaient l'extrême vulnérabilité de larges couches de la classe ouvrière des pays capitalistes les plus évolués aux influences d'idéologies non-prolétariennes ou anti-prolétariennes qui se trouvaient au banc d'accusation du Congrès! Comme s'il ne s'agissait pas précisément d'éveiller la conscience de classe assoupie ou altérée en les poussant à se solidariser avec les plèbes coloniales opprimées par **leur** État! Comme le nota Zinoviev, le directeur de «l'Avanti!» s'était refusé à participer aux travaux de la commission bien qu'il ait manifesté plusieurs fois son désaccord ; bien plus, exaspéré par l'intransigeance de l'Exécutif qui exigeait l'élimination radicale de la droite du parti socialiste italien, il n'avait participé à **aucune** commission. il proposa qu'on se limite à exprimer aux :

«peuples gémissant sous le joug de l'impérialisme notre sympathie pleine et active dans leur lutte contre les exploiters».

Il déclara ensuite que «le prolétariat dans sa lutte contre l'oppression capitaliste, a le droit (!) de s'appuyer sur des insurrections nationales pour les transformer en révolution sociale».

Cela souleva une nouvelle tempête d'indignation, et Roy lui cria :

«celui qui croit qu'il est réactionnaire d'aider les peuples arriérés dans leur lutte nationale et qui oublie que ces populations doivent parcourir des phases révolutionnaires historiquement différentes de celles des peuples européens parce que leur développement économique-politique n'est pas très avancé est lui-même réactionnaire et parle un langage impérialiste» ;

quant aux représentants d'un pays colonialiste par excellence comme la Hollande, il n'hésita pas à flétrir le discours de Serrati en le qualifiant d' «inouï». Soit dit à l'honneur de la cohérence de Serrati, il s'abstint de voter les thèses. Il est par contre difficile de dire combien de délégués les approuvèrent pour les fouler ensuite aux pieds ou pour leur faire subir des déformations démocratiques et pacifistes vulgaires.

Le raisonnement de Serrati n'était bien entendu pas un cas d'espèce. En Italie comme en Allemagne, le centrisme, rompu à tous les compromis dans son pays

¹ Cela ressort également du ton ennuyé avec lequel Serrati qui présidait la séance invita un délégué à abrégé alors qu'il parlait des prolétaires de couleur en Amérique.

d'origine, prenait des poses «orthodoxes» et extrémistes aux dépens des lointains mouvements d'indépendance dans les colonies et les pays plongés dans les ténèbres de la barbarie. Tolérant à cent pour cent à l'égard de sa propre droite parlementaire et syndicale, il affichait l'intransigeance à l'égard de forces sans doute non prolétariennes, mais révolutionnaires à l'égard de la féodalité, comme l'était la petite bourgeoisie **radicale** des villes et des campagnes européennes en 1848-50. Serrati se référait aux vigoureuses campagnes anti-irréductibles du socialisme italien dans les **quinze premières années du XXe siècle** ; mais il oubliait qu'en **1848** Marx et Engels avaient considéré comme une revendication **spécifique** du mouvement radical et donc aussi du mouvement ouvrier, la séparation de Trieste de l'empire des Habsbourg, et condamné les faux démocrates révolutionnaires qui s'en étaient lavé les mains ; il oubliait qu'ils s'étaient également battus contre ceux qui restaient indifférents aux mouvements de libération de Pologne et d'Irlande qui recouraient pourtant à la violence et même à la terreur, sous le prétexte qu'ils étaient ouvertement bourgeois et démocratiques. Dans la vision maximaliste-indépendante, toute la construction marxiste se trouvait renversée : **aucun** «compromis» **là où le** prolétariat se heurte à des **données objectives** (absence des «bases matérielles» du socialisme, faiblesse du prolétariat, suprématie numérique écrasante de la paysannerie) par-dessus lesquelles il était impossible de passer au moyen d'une révolution pure ; mille «compromis» **là où** toute phase révolutionnaire bourgeoise est historiquement close ! Bref, aucune révolution d'aucun genre ! Le délégué de la Gauche italienne n'intervint pas dans le débat, et les illustres historiens opportunistes soulignent complaisamment le fait que dans une déclaration ultérieure du «II Soviet», il reconnut partager **certaines** des réserves de Serrati. Dans cet article, il précisait pourtant que l'attitude assignée par le Congrès :

«au mouvement communiste révolutionnaire, expression des masses prolétariennes salariées, face aux intérêts des peuples des colonies et des pays arriérés (et à ceux des diverses couches de la population rurale) représente sans aucun doute un retour à la méthode de l'intransigeance classiste jusqu'alors préconisée par la gauche marxiste».

De même les contributions ultérieures de la Gauche abstentionniste sur le même sujet ¹ suffisent pour se convaincre que les doctes personnages qui prétendent découvrir une divergence de principe entre les bolcheviks et nous sur la question nationale (et agraire) trichent une fois de plus sans la moindre pudeur. Nos réserves portaient sur la tactique qui, dans ce domaine plus qu'en aucun autre, posait des problèmes difficiles, puisqu'elle passait entre les deux prémisses de l'indifférence et du «frontisme» et risquait donc à chaque pas de dévier du marxisme. Comme nous l'avons toujours dit, le manque de clarté dans les formules tactiques est source de déviations graves non seulement dans l'action, mais jusque dans les principes. Nous partageons et partageons **sans réserve** la façon dont l'I.C. avait posé le problème,

¹ Par exemple et surtout « Le communisme et la question nationale » (« Prometeo », année I, N° 4, du 15-4-1924) et le par. 10 de la partie II des « Thèses de Lyon ».

sachant bien que le marxisme fait une claire distinction entre les différentes phases successives de l'ère capitaliste, et donc aussi de son dépassement et qu'il reconnaît que dans certaines phases (les révolutions doubles, précisément) le prolétariat doit **assumer internationalement** des tâches **qui ne sont pas les siennes**, mais qui sont néanmoins révolutionnaires à l'égard du mode de production des «ennemis de ses ennemis» et que même dans l'hypothèse la moins optimiste, il doit **aider** à leur réalisation. Non seulement il n'est pas marxiste, mais il est contraire à notre doctrine de réduire en tous temps et en tous lieux toutes les contradictions internes du régime capitaliste au seul antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie ; ces principes ayant toujours été bien clairs pour nous, la seule difficulté résidait à nos yeux dans leur correcte application tactique. Une lecture attentive des thèses de 1920 oblige à reconnaître qu'elles n'ont pas traité le problème de façon complète ni indiqué de ligne tactique **tant soit peu sûre**.

Dans la question nationale, les difficultés qu'il ne faut ni oublier ni éluder sont en effet les suivantes : quelle est la limite qui sépare la «lutte commune» et «l'alliance» même «temporaire»? Quelle est également la limite entre ces deux tactiques politiques et la défense jalouse de l'autonomie du parti communiste, implication essentielle de la tactique d'appui aux mouvements national-révolutionnaires? Jusqu'à quel point un mouvement d'indépendance nationale conserve-t-il son caractère «national-révolutionnaire» et quand le perd-il au profit d'un vulgaire «démocratisme bourgeois»? Quels liens doit-il y avoir entre mouvement national-révolutionnaire dans les colonies et mouvement prolétarien communiste dans les métropoles? Et est-il possible d'atténuer le rôle prééminent de ce dernier sans que le rôle révolutionnaire du premier en souffre? Ces questions ne sont pas un luxe théorique. Cinq ans après le IIe Congrès, le stalinisme montrera en Chine combien il est facile de franchir la limite qui sépare les alliances conclues dans la plus rigoureuse autonomie et la capitulation face à des partis ouvertement bourgeois comme le Kuomintang de Sun Yat-Sen et, pire, de Tchang Kaï-Chek, en subordonnant les buts **révolutionnaires** du puissant mouvement paysan et ouvrier chinois à des intérêts **nationaux et démocratiques vulgaires**, ce qui aboutit à un des plus atroces bains de sang prolétarien et paysan auxquels la conservation capitaliste et l'impérialisme se soient jamais livrés.

De même, les thèses n'ont pas clarifié les problèmes très ardues de tactique communiste que posent les différences des conditions matérielles et des rapports de forces entre les classes dans les différentes aires selon qu'elles sont pleinement bourgeoises, déjà pénétrées par le capitalisme ou pré-capitalistes. Dans l'Europe pleinement capitaliste elle-même, pour donner un seul exemple typique, il restait et reste encore en partie des problèmes d'oppression nationale dont le plus classique, celui de l'Irlande, constitue depuis plus d'un siècle aux yeux du marxisme une entrave au mouvement ouvrier anglais. Le danger était et demeure, comme nous l'avons indiqué dans l'article ci-dessus cité, d'extrapoler ces cas-limites pour les appliquer, comme en 1923, à l'Allemagne ultra-capitaliste où l'on en tira prétexte pour «appuyer» comme **potentiellement** révolutionnaire l'agitation nationaliste et même

nazie contre l'occupation française de la Ruhr et contre les clauses oppressives du traité de Versailles.

Les opportunistes ne voient pas ces pièges : ils y tombent et s'y engluent. Il en va autrement pour les marxistes : pleinement d'accord pour reconnaître que les révolutions bourgeoises conséquentes, c'est-à-dire «bourgeoises à fond», étaient révolutionnaires, nous avons le droit et surtout le devoir de mettre l'Internationale en garde contre les déviations prévisibles qui guettaient des partis aux bases théoriques incertaines et de composition douteuse quand ils tentaient d'appliquer «à la lettre» (et donc mal) des thèses pourtant impeccables¹. En 1924-26, notre courant sera le premier à exiger que la solution stratégique et tactique que Lénine avait donnée au problème dans ses thèses soit intégralement respectée contre toute tendance (voir la Chine!) à en altérer les termes, c'est-à-dire à mettre en cause le rôle prééminent du parti communiste mondial dans la direction des mouvements nationaux et coloniaux et la nécessité de son autonomie autant sur le plan local qu'international. Notre courant fut aussi le premier à mettre en garde contre la transposition erronée de la grande perspective de 1920 à des pays ultra-capitalistes où :

«la question nationale et l'idéologie patriotique ne sont que des expédients directement contre-révolutionnaires tendant au désarmement de classe du prolétariat» (Allemagne 1923).

Les savants historiens l'auraient-ils oublié?

¹ « La thèse de l'Internationale communiste en faveur de la direction des mouvements de rébellion **des colonies et des petits peuples** contre les métropoles capitalistes par le parti communiste mondial et par son premier État apparaît (. . .) comme le résultat d'un vaste examen de la situation et d'une appréciation du processus révolutionnaire **parfaitement conforme à notre programme marxiste** (. . .). La méthode communiste ne dit pas banalement : les communistes doivent agir toujours et en tout lieu dans un sens opposé à la tendance nationale; cela ne signifierait rien et ne serait qu'une négation « métaphysique » du critère bourgeois. La méthode marxiste s'oppose à ce dernier de façon dialectique, c'est-à-dire qu'elle **part des facteurs de classe pour juger et résoudre le problème national**. L'appui aux mouvements coloniaux par exemple n'a, contrairement à ce que prétendait Serrati, rien de commun avec une collaboration des classes : en effet, c'est surtout aux **partis communistes des métropoles** qu'on a demandé d'appuyer les mouvements de rébellion coloniale, alors qu'on recommandait le développement autonome et indépendant du parti communiste (dans les colonies) afin qu'il soit prêt à dépasser ses alliés momentanés, grâce à une œuvre indépendante de formation idéologique et organisationnelle. » (« Le communisme et question nationale », dans : « Prometeo », année I, N° 4, du 15-4-1924). On égarera trop vite cette boussole sûre.

g) La question agraire

[Retour à la table des matières](#)

Des considérations analogues valent aussi pour les thèses que Lénine rédigea sur la question agraire et auxquelles la Commission Marchlevsky apporta divers amendements.

Dans son bref discours, Graziadei déclara que le problème se réduisait à appliquer la méthode marxiste du «moindre effort» : bien repérer ses adversaires et leur faire les concessions susceptibles de faciliter la prise du pouvoir et sa conservation. En fait, le problème déborde cette position un peu mesquine. Il faut tenir compte des conditions **objectives** de la production agricole en régime capitaliste qui déterminent la structure complexe de la classe paysanne et qui fourniront précisément à la dictature prolétarienne le cadre matériel dans lequel elle s'attellera à l'implantation d'une gestion collective des campagnes, ce qui ne concerne pas tellement la «propriété du sol» (problème mineur) que **la façon de l'exploiter**.

Il est anti-marxiste d'ignorer que, sous le capitalisme, le passage à la grande entreprise à travail associé est beaucoup plus lent, beaucoup moins large et radical dans l'agriculture que dans l'industrie. Aussi la petite et la moyenne gestion familiale et artisanale subsiste-t-elle sous ses multiples formes et est-elle destinée à survivre longtemps malgré son caractère anti-économique. Il est donc absurde de penser que la révolution prolétarienne ne peut se produire avant qu'elle ait disparu. Pour la même raison, bien que d'un point de vue dialectiquement inverse, il est tout aussi anti-marxiste de supposer qu'il soit possible de passer immédiatement à la gestion sociale collective de la petite et de la moyenne entreprise paysanne et même du latifundium. Ce passage ne sera **immédiat** que dans le cas de la grande entreprise agricole capitaliste. Mais le marxisme admet que même après l'expropriation des grandes exploitations capitalistes, la gestion de la terre soit confiée à ceux qui la travaillent dans le vaste secteur qui, fût-ce pour des raisons purement techniques, ne se prête pas à une gestion sociale. De même il n'est pas marxiste de considérer comme un seul bloc contre-révolutionnaire tout cet éventail de couches sociales aux intérêts opposés mais toutes attachées à la gestion pré-capitaliste de l'agriculture et à la façon correspondante de raisonner... ou de déraisonner, que l'on désigne par le terme général de classe paysanne.

Le pivot du communisme révolutionnaire dans les campagnes est et reste la vaste couche des salariés agricoles et des journaliers à l'histoire souvent glorieuse, pour deux raisons : premièrement parce que leurs intérêts et leurs luttes les placent exactement sur le même plan que les salariés de l'industrie ; deuxièmement, parce que, de ce fait, la gestion collective de l'agriculture instaurée par la dictature du prolétariat s'appuiera sur eux, du moins dans les aires où le capitalisme lui-même nous fait involontairement cadeau des conditions **matérielles** de cette gestion, et dont

l'extension, proportionnelle au développement économique, est très grande en Occident. Cela ne signifie pas que les marxistes n'aient rien à proposer aux cultivateurs parcellaires, aux petits et très petits fermiers, et même aux petits paysans propriétaires. En dehors de toute considération... électorale, ces propositions doivent répondre aux faits matériels : tout d'abord la révolution prolétarienne ne peut balayer d'un seul coup ces couches sociales ni le lopin minuscule sur lequel elles s'échinent pour faire face à leurs charges, mais qui reste pour elles une réalité vitale ; ensuite le prolétariat urbain et rural peut recevoir leur appui dans sa lutte contre un ennemi que leurs préjugés ancestraux les empêchent d'identifier, mais dont la domination impitoyable se manifeste par la rente foncière, l'usure, les impôts, etc. En outre le prolétariat ne peut pas fermer les yeux sur l'importance de ces couches ni sur la possibilité, sinon de les gagner toutes et durablement à sa cause, du moins de neutraliser leurs résistances, leurs préventions, leurs idées fausses, particulièrement tenaces dans ce que les Thèses de 1920 appellent la paysannerie moyenne. Enfin, à l'inverse, il ne peut pas ignorer que les paysans **aisés** même s'ils sont en partie exploitants directs constituent un terrible danger de contre-révolution et qu'il faudra tôt ou tard les combattre par les armes.

Dans la brochure que le P.C. d'Italie alors dirigé par la Gauche a publiée en 1921¹, on trouve une brillante réfutation des préjugés traditionnels du socialisme genre IIe Internationale qui avait été dénoncés à Moscou. Elle donne un exemple classique de la façon marxiste de poser le problème en mettant l'accent non pas sur la **propriété**, mais bien sur le mode d'**exploitation**, que les Thèses de l'I.C. n'avaient pas assez nettement distingués. Le résultat avait été qu'elles semblaient exclure cette nationalisation **immédiate** du sol qui, comme Lénine l'a rappelé mille fois après Marx lui-même, ne fait pas partie des revendications **socialistes**, mais des revendications radicales **bourgeoises** et que l'on peut appliquer même si la petite et très petite entreprise agricole à travail non associé persiste pendant quelque temps et dans certaines aires (bien entendu sous le contrôle central et la direction rationnelle de la dictature prolétarienne).

On voit que les «réserves» de la Gauche étaient tout autres que celles de Graziadei et de Serrati. Selon Graziadei, les Thèses de l'I.C. apportaient de l'eau au moulin du **révisionnisme théorique** qu'il affectait de combattre parce qu'elles lui semblaient en contradiction avec :

«la tendance à l'élimination **totale** de l'exploitation paysanne de type familial en régime capitaliste»,

que Marx aurait soi-disant présentée comme une loi **mécanique**. En outre, toujours selon lui, l'habile opportunisme tactique dont elles auraient fait preuve aurait du conduire à de plus grandes concessions non seulement aux paysans moyens, mais

¹ Bordiga, « La question agraire », Libreria editrice del P. C. d'I. , Roma, 1921, reproduite dans Reprint/Feltrinelli.

aux grands propriétaires terriens, auxquels, selon lui, il aurait fallu promettre une... rente viagère en échange des experts et des capacités techniques supérieures (!!!) mis par eux à la disposition de la dictature prolétarienne. Quant à Serrati, il demandait de ne pas faire de concessions **excessives** aux petits paysans **pris en bloc**¹ ; il avait raison en ligne de principe, mais il oubliait ou sous-estimait l'influence qu'ont dans les campagnes les partis ou les associations d'inspiration cléricale qui recrutent justement parmi les petits paysans ; en outre, il était trop optimiste quand il imaginait que la petite paysannerie se rangerait inmanquablement aux côtés des salariés agricoles en grève et raisonnait une fois de plus de façon anti-dialectique quand il excluait que les paysans pauvres ou très pauvres puissent aider en quoi que ce soit la révolution prolétarienne. Il avait donc tort en pratique en niant qu'avant la révolution ces couches puissent être accessibles à une propagande qui, sans rien changer ou dissimuler **dans ses buts**, mette en relief les énormes avantages que la suppression des charges liées au maintien de la propriété bourgeoise et de toutes les formes de parasitisme social ne pourra pas manquer d'apporter aux petits cultivateurs opprimés par le capital, et que seule la prise du **pouvoir** par le prolétariat rendra possibles.

Le problème n'était pas là et notre texte de 1921 «La question agraire» le montre bien. Les Thèses agraires de 1920 de l'Internationale donnaient de la situation agricole et des rapports de classes dans les campagnes une représentation que nous ne dirons pas statique, mais insuffisamment dynamique, parce qu'elles reflétaient essentiellement les conditions régnant en Russie, malgré les variantes introduites en commission, surtout sur l'insistance des délégués allemands². En Russie, il existait une «communauté d'intérêts» et même une alliance provisoire entre prolétariat urbain et rural d'une part et cultivateurs «indépendants» («l'hydre petite-bourgeoise» de la NEP!) de l'autre, dont Lénine avait lucidement prévu la **rupture** ; or les thèses considéraient que cette dernière ne se produirait qu'à une échéance **assez lointaine**, ce qui était naturel dans une aire de révolution double ; mais comme le moment et la profondeur d'une telle rupture dépendent de **rapports de forces** et donc du degré de développement économique général, et non pas de banals calculs d'opportunité, ils ne

¹ Dans sa fougue. . . d'orthodoxie, Serrati classa **toute** la couche des petits paysans dans la catégorie des profiteurs de guerre qui s'étaient enrichis grâce au sang versé par les prolétaires sur le front; cela pouvait être vrai pour certains, mais faisait abstraction des innombrables sacrifices en vies humaines qui avaient été imposés à la population agricole par le massacre de 1914-18, ainsi que la large prolétarianisation qui avait suivi. Cela suscita les protestations du jeune et ardent Lefebvre. Il est pourtant étrange que ce dernier n'ait même pas fait allusion en passant au conservatisme tenace et mesquin des paysans petits-propriétaires, surtout en France, ce qui était néanmoins conforme à l'humeur du Congrès. Bien entendu, ce n'était pas un motif pour les exclure de la vision que les communistes avaient de la lutte, mais c'était une raison suffisante pour ne pas traiter par-dessus la jambe le travail révolutionnaire dans les campagnes, qui est nécessairement difficile et « ambivalent ». Sur ce point, Sokolnikov adressa à Graziadei, une juste remontrance, malheureusement à partir d'une perspective trop. . . idyllique concernant les rapports entre prolétariat victorieux et population agricole.

² Ceux-ci n'avaient d'ailleurs rien de beaucoup plus radical à proposer, puisque le programme agraire de 1919 de la Ligue Spartacus restait lui-même au-dessous des exigences du mouvement ouvrier dans les pays occidentaux de capitalisme avancé.

pouvaient être les mêmes dans toutes les aires du monde : dans l'Occident capitaliste, et surtout dans ses pays les plus développés, cette rupture devait **de toute façon** se produire **plus tôt** et sous une forme beaucoup plus violente qu'ailleurs.

Cette constatation n'enlève rien à la parfaite «orthodoxie» des principes qui ont inspirés les Thèses ; elle ne justifie en rien ni le pseudo-extrémisme que les opportunistes affichent, ni, inversement, leur battage pour s'assurer les faveurs de la petite et moyenne paysannerie, comme il est de coutume aujourd'hui. Par contre, elle exige du parti prolétarien qu'il ait conscience de travailler sur un terrain plein de contradictions dès qu'il aborde la question agraire. Certes, il ne doit pas perdre de vue la nécessité d'une propagande destinée aux couches paysannes et visant à attirer à lui les éléments les plus pauvres ou les moins imprégnés de préjugés petits-bourgeois, ainsi qu'à neutraliser temporairement les autres ; mais il doit comprendre que cette propagande est aussi semée d'embûches et d'obstacles dans certaines phases du processus révolutionnaire qu'elle est fertile dans d'autres phases, et il doit donc garder la capacité de passer rapidement d'une tactique de persuasion patiente, d'«éducation» et de direction, à une tactique d'offensive, de répression et même de suppression violente ¹.

Dans la brochure de la Gauche sur la question agraire plus haut citée, il est donc justement dit que les Thèses de 1920 de l'I.C. :

«dictées par l'expérience russe apparaissaient trop modérées **en tant que thèses internationales**, en ce sens que dans les pays industriels, la lutte contre le paysan riche et moyen doit commencer plus tôt», ajoutant d'ailleurs que si l'on peut les juger «trop prudentes [...], cela n'autorise pas les opportunistes à s'imaginer, dans leur ignorance, qu'elles font litière de la doctrine marxiste par opportunité politique».

Ainsi, le jour où l'Internationale décadente transformera ce que nous avons appelé «**l'aide précieuse** de la révolte du paysan pauvre» à la révolution prolétarienne en un rapport d'égalité ou de quasi-égalité entre les deux classes, ce sera la débâcle. On aura oublié en effet que le prolétariat n'est pas seulement

«comme le paysan, une **victime** des rapports de production bourgeois, **mais le produit d'une époque historique où ces rapports sont prêts à céder la place à un système nouveau et différent**» («Thèses de Lyon», partie II, paragraphe 10) ²,

¹ L'exposition classique des aspects apparemment contradictoires de la tactique communiste à l'égard de la « classe paysanne » qui est très hétérogène se trouve dans « La question paysanne en Allemagne et en France » d'Engels, mais il existe aussi une puissante synthèse de la question dans « Extraits et commentaires critiques à « État et anarchie » de Bakounine » de Marx (in Karl Marx et Friedrich Engels, « Critica dell'anarchismo », Torino, 1972, (pp. 354-356), où le problème est lucidement relié à celui de la « succession des formes économiques » qui conditionne toute « révolution sociale radicale » et qu'on ne peut remplacer par la seule volonté.

² Cf. « Thèses de Lyon », dans « Défense de la continuité du programme communiste », (Editions Programme Communiste).

et que de ce fait il est le véritable protagoniste de la révolution des rapports économiques, sociaux et en premier lieu juridiques dans les campagnes. Mais c'était oublier du même coup que les conclusions tactiques de Lénine sur ce sujet difficile reposaient sur deux principes fondamentaux indissociables : d'une part,

«la prééminence et l'hégémonie de la classe ouvrière dans la conduite de la révolution», d'autre part, «les rapports fondamentalement différents que le prolétariat a avec la classe paysanne d'un côté et avec les couches moyennes réactionnaires de l'économie urbaine, dont les partis sociaux-démocratiques sont la principale expression», de l'autre ¹.

Dans ce domaine encore, c'est à la Gauche qu'il incombera de défendre l'**essentiel** du II^o Congrès contre ceux qui ont cyniquement exploité après coup certains points faibles sur le **plan formel**, mais accessoires. Cela ne dit rien, une fois de plus, aux historiens?

h) Les tâches de l'Internationale communiste et les statuts

[Retour à la table des matières](#)

Malheureusement le débat sur les thèses relatives aux tâches de l'I.C. éluda lui aussi les questions de principe posées par Lénine dans deux paragraphes initiaux, en tenant pour acquis ce qui en réalité restait bien confus pour la majorité des délégués. L'attention se concentra au contraire sur le paragraphe III dans lequel étaient indiquées les lignes directrices d'une :

«correction de l'orientation et en partie de la composition des partis qui adhèrent ou veulent adhérer à l'I.C.» ².

Ce fut en fait le point le plus controversé de ces thèses et aussi celui qui devait immanquablement provoquer le plus d'hésitations dans les partis attirés par la III^o Internationale, ce qui ne manqua pas d'influer sur les décisions finales du Congrès. L'impostation générale était désormais bien connue : il fallait reconnaître ouvertement que certains des partis qui avaient quitté la II^o Internationale et qui étaient disposés à adhérer conditionnellement ou inconditionnellement à la III^o étaient encore bien loin d'accepter les principes fondamentaux de celle-ci et de les traduire pratiquement. Il fallait donc refuser de les admettre immédiatement dans ses rangs et remettre à plus tard toute décision sur la possibilité d'accepter leurs ailes dissidentes, à savoir après la publication et l'ample discussion des décisions du II^o Congrès et du Comité Exécutif de l'I.C. Il fallait enfin que les éléments qui «continuaient à agir dans l'esprit de la II^o

¹ Cf. dans l'Appendice ci-dessous « De Moscou à Florence », « Il Soviet » N° 25 du 17-10-1920.

² Cf. Lénine, « Œuvres complètes », XXXI, pp. 200-204.

Internationale» soient expulsés, que tous les organes périodiques du parti soient confiés à des rédactions exclusivement communistes, que l'Exécutif ait mandat impératif de n'admettre lesdits partis ou des fractions de ceux-ci dans l'I.C., qu'après s'être assuré qu'ils appliquaient effectivement les 21 points. En outre, on jugeait **opportun** que les communistes en minorité dans les organes de ces partis ou de partis analogues y restent dans la mesure où il leur était permis d'y faire de la propagande pour les principes de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétique et d'y critiquer les éléments opportunistes et centristes. On appelait des groupes et des partis comme le K.A.P.D. d'une part, les I.W.W. et les Shop-Stewards Committees de l'autre à adhérer à la III^e Internationale en considérant que :

«leurs idées erronées sont moins dues à l'influence d'éléments provenant de la bourgeoisie [...] qu'à l'inexpérience politique de prolétaires pleinement révolutionnaires et liés aux masses».

Enfin, on proclamait la nécessité de faire une propagande intense parmi les prolétaires anarchistes qui commençaient à comprendre la nécessité de la dictature et de la terreur.

Dans ce cadre, la question des modalités de constitution du parti communiste en Angleterre fit l'objet d'un débat particulièrement animé. La décision prise n'obtint ni ne pouvait obtenir l'approbation de la Gauche (pas plus que celle qui concernait le P.S.I., sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure), mais notre Fraction la jugea particulièrement malheureuse. Il nous faut nous y attarder non seulement pour rappeler les raisons de notre désaccord, mais pour rétablir les termes exacts dans lesquels Lénine posa la question et que les historiens de l'opportunisme ignorent trop facilement.

La situation de l'Angleterre telle que la présentaient aussi bien «La Maladie infantile» que le discours de Lénine du 6 août était schématiquement la suivante : d'une part, il y existait des groupes comme les **Shop-Stewards Committees** et la **Workers Socialist Federation** dont les conceptions fondamentales étaient traditionnellement anarcho-syndicalistes, et en tout cas, hostiles au parti et que ni l'Internationale ni la Gauche ne pouvaient donc considérer comme marxistes, mais qui menaient une lutte énergique contre l'opportunisme labouriste et dont l'aversion pour la pratique parlementaire traduisait «**cette noble haine prolétarienne**» qui est «**la base de tout mouvement socialiste et communiste**»¹. D'autre part, il existait aussi un petit noyau comme le British Socialist Party qui professait au moins en paroles les principes marxistes du parti de classe, de la dictature et de la terreur, mais qui en diverses occasions avait eu des attitudes pour le moins équivoques et qui, au Congrès, s'était attiré les foudres de Lénine à cause d'un certain **penchant** pour la démocratie.

¹ «L'extrémisme, maladie infantile du communisme», in Lénine, «Œuvres complètes», tome XXXI.

Dans ces conditions, le premier problème que les bolcheviks posèrent conformément à toute la ligne suivie avant et pendant le Congrès fut d'encadrer ces éléments peu nombreux et peu sûrs dans un **parti unique**, où la présence des premiers, prolétaires extrêmement combattifs et animés de ce fort instinct de classe dont le dégoût pour le parlementarisme est un aspect inhérent, aurait contrebalancé la complaisance excessive des seconds (seul groupe qui affichât un accord avec les principes généraux de la III^e Internationale et surtout qui reconnût le rôle central du parti dans la révolution prolétarienne) à l'égard du Labour Party et de ses représentants parlementaires et syndicaux. Comme tout au long du Congrès, les bolcheviks eurent même tendance à s'appuyer **beaucoup plus** sur les premiers que sur les seconds : ils étaient en effet convaincus qu'à la faveur d'une situation sociale internationale montante et grâce à la direction énergique du centre moscovite, les anciens obstacles à une évolution communiste qui persistaient dans les deux ailes de l'avant-garde prolétarienne anglaise pourraient être surmontés. Dans son discours, Lénine appela sur un ton qu'il n'est pas irrévérencieux d'appeler pathétique les Shop Stewards et Sylvia Pankhurst à s'unir au **British Socialist Party**, estimant que celui-ci ne méritait pas d'être qualifié d'«irréremédiablement réformiste» comme l'avait fait Gallacher dans sa brève intervention, mais exigeant qu'il mène «une agitation plus efficace et une action plus révolutionnaire», c'est-à-dire qu'il change **radicalement** de tactique. Cela n'a rien d'étonnant puisqu'en commission Lénine avait répondu à MacLaine qui se vantait d'être complètement d'accord sur les tâches du Parti et sur l'action à mener au parlement et à l'intérieur des syndicats réformistes :

«Non, ce n'est pas aussi facile, et si vous croyez le contraire, c'est que vous êtes encore imprégné du verbalisme socialiste qui était en vogue dans la II^e Internationale et qui s'arrêtait toujours face à la nécessité de l'action révolutionnaire»¹

Encore une fois, il s'agissait de puiser dans le potentiel révolutionnaire de groupes «qui n'étaient pas encore un parti» pour renouveler les structures d'un autre groupe constitué, lui, en parti, mais «trop faible et ignorant de la façon de faire de l'agitation dans les masses» : dans l'immédiat, il n'y avait pas d'autre possibilité. C'est un fait que le Parti Communiste britannique naquit (bien ou mal, nous n'en discuterons pas ici) autour d'hommes comme Gallacher et Tanner plutôt que de MacLaine et de Quelch.

Mais il y avait une autre question beaucoup plus difficile et qui fut résolue de façon très discutable : puisqu'en Angleterre on avait à faire à des groupes plus qu'à des partis, même dans le cas du B.S.P., il fallait les aider à dépasser le stade de sectes minuscules presque complètement privées de liens réguliers avec les grandes masses, c'est-à-dire avec la grande armée de travailleurs encadrés dans les Trade Unions et par leur intermédiaire, du moins dans une large mesure, dans le parti labouriste ; en effet, cette situation les empêchait de faire entendre leur voix et d'agir sur le plan **politique**

¹ Rosmer, « Moscou sous Lénine », petite coll. Maspéro, I, p. 67 (66).

au lieu de se livrer à une pure agitation d'un côté et à une activité académiquement «intellectuelle» de l'autre. On sait que dans ce but Lénine préconisa l'adhésion du Parti Communiste dont on espérait la naissance d'une fusion des cinq ou sept groupes ci-dessus mentionnés au Labour Party. L'argument en faveur de cette solution fut que ce dernier n'était pas «un parti au sens courant du terme», mais un regroupement souple d'organisations syndicales ayant quelque quatre millions d'inscrits et qui, justement du fait de sa structure élastique, laissait aux communistes une certaine liberté de propagande, d'agitation et même de critique révolutionnaire.

Évidemment, la Gauche ne pouvait pas approuver une telle proposition. Pour des raisons de **méthode** tout d'abord, parce que, comme l'observa «Il Soviet» dans le numéro 28 du 11-11-1920, faisant siennes les critiques du «Phare» suisse. l'incitation à adhérer à une organisation que sa constante politique de conciliation en temps de paix et d'union sacrée en temps de guerre avait complètement discréditée aux yeux des ouvriers d'avant-garde ne pouvait avoir que des effets désorientant, quel qu'ait été l'accueil qui lui ait été fait ; or précisément là où les traditions hostiles au parti et à la politique étaient spécialement tenaces, le maximum de clarté s'imposait ; en outre le **noyautage**, parfaitement normal et obligatoire dans les syndicats et les organisations de masse, enlève au contraire toute raison d'être au parti de classe quand on le pratique au sein d'autres partis politiques. Des **raisons de fait** nous empêchaient aussi d'approuver la position de Lénine : en réalité, le Labour Party n'était pas un simple agrégat de Trade Unions, car s'il regroupait bien de vastes fédérations de métier, c'était sous la direction **politique** d'un «conclave de petits-bourgeois contre-révolutionnaires» comme disait «Il Soviet» du 3-10-1920, bien décidés à subordonner celles-ci à la classe dominante et à son État, mais en aucun cas à tolérer la critique et la propagande révolutionnaires que Lénine considérait comme une condition **sine qua non** de l'adhésion. La question fut tranchée au cours des mois suivants qui montrèrent que le Labour Party ne voulait pour rien au monde ouvrir ses portes à des éléments subversifs ; cela n'empêcha malheureusement pas la décision du II^e Congrès d'avoir des effets nettement négatifs sur le développement du noyau communiste d'Angleterre qui dès l'origine manquait de sûreté et était condamné à agir au sein d'une aristocratie ouvrière pénétrée jusqu'à la moelle d'influences démocratiques diverses, et elle laissa des cicatrices difficilement guérissables. En Angleterre plus que partout ailleurs, Lénine et l'Internationale se trouvaient placés devant le dilemme suivant : ou bien abandonner à lui-même un prolétariat combatif quoique confus, ou bien lui indiquer les voies possibles pour surmonter la terrible inertie du mouvement anglais et de ses traditions fortement enracinées. C'était le même dilemme que dans d'autres pays, mais sous une forme plus aiguë et plus grave, car la Grande Bretagne constituait alors le centre de la domination mondiale de l'impérialisme. Déjà alors (et à plus forte raison aujourd'hui), la Gauche ne cacha pas que cette solution tactique comptait parmi les plus dangereuses en même temps que les plus subtiles que Lénine ait suggérées et dont l'inconvénient était qu'on ne pouvait les appliquer sans risquer d'oublier les principes. Elles imposaient en effet de passer rapidement d'un audacieux rapprochement avec des «compagnons de route» momentanés à une rupture violente. Or si les bolcheviks y avaient magnifiquement réussi en Russie dans la situation

historique de la double révolution, c'est que la scène politique elle-même s'y transformait presque journallement ; mais dans une ambiance de capitalisme avancé et de démocratie plus que séculaire et sans la base solide d'une forte préparation et d'une puissante tradition marxiste, on ne pouvait appliquer une telle tactique sans en subir les conséquences fatales.

Pourtant, les opportunistes n'ont pas lieu de se réjouir, car la «souplesse tactique» alors suggérée n'annonçait ni ne justifiait leur absence de principes. Le discours dans lequel Lénine défend sa thèse montre comment, **même** dans ses initiatives les plus aventureuses, il ne perd jamais la boussole de la doctrine, n'efface jamais la ligne de démarcation entre lui et l'ennemi, ne présente jamais comme un idéal ce qui est seulement une **dure réalité** qu'il faut regarder en face pour pouvoir la surmonter après en avoir tiré **avantage**, sans jamais **capituler** devant elle. Quand MacLaine crut pouvoir appuyer sa thèse en disant que le Labour Party était «l'expression politique des ouvriers organisés syndicalement», Lénine répliqua par une phrase que les marxistes ne devraient jamais oublier :

«C'est une opinion erronée contre laquelle les ouvriers révolutionnaires anglais réagissent jusqu'à un certain point d'une façon tout à fait légitime [...] Bien entendu, le parti travailliste est composé en majeure partie d'ouvriers. Mais le fait qu'un parti soit ou ne soit pas un parti ouvrier ne dépend pas uniquement de sa composition ouvrière, mais aussi des caractéristiques de ses dirigeants, du contenu de son activité et de sa tactique politique. C'est **seulement ce dernier élément qui permet d'établir si nous nous trouvons en présence d'un parti du prolétariat**. De ce point de vue, **qui est le seul juste**, le Parti travailliste est un parti **entièrement bourgeois parce que, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réactionnaires** (et même par les pires réactionnaires) dans le sens et dans l'esprit de la bourgeoisie.»

Si donc Lénine proposait qu'une fois constitué le Parti Communiste adhère au Labour Party, c'est en force des mêmes critères qui font aux communistes un devoir de travailler dans les syndicats même «les plus réactionnaires» afin d'établir la liaison avec les grandes masses prolétariennes et de les élever à la hauteur de la lutte politique par une propagande et une agitation vigoureuses ; donc, il faisait cette proposition parce qu'il considérait le Labour Party de la même façon qu'un agrégat d'organisations économiques à très large base. C'était une erreur, mais ce bref passage de son discours contient des **thèses de principe** qui vont bien au-delà de la question contingente. C'est à la Gauche qu'il incombera de les défendre **au sein** de l'Internationale décadente et **contre elle** lorsque, défiant les clameurs de la droite et se rattachant au solide fil rouge de 1920, elle réaffirmera que : 1) le parti de classe n'est pas défini par sa composition socialement «ouvrière», comme on a eu le front de le prétendre lors de la «bolchevisation», tombant du même coup dans la conception «travailliste» du parti dénoncée par avance dans le passage ci-dessus de Lénine, mais par la **direction dans laquelle il agit**, par son programme et par sa tactique ; 2) la social-démocratie **n'est pas l'aile droite du mouvement ouvrier, mais l'aile gauche de la bourgeoisie**, comme le P.C. d'I. l'avait affirmé à son Congrès de Rome lors de

la discussion du mot d'ordre équivoque du «gouvernement ouvrier», ce que l'Internationale en train de perdre ce fil solide devait juger «infantile».

Sylvia Pankhurst, invoquant une fois de plus des arguments secondaires au lieu de soulever directement la **question centrale**, avait objecté à Lénine : «Si nous sommes de véritables révolutionnaires et si nous adhérons au Parti labouriste, ces Messieurs nous expulseront». Ce à quoi Lénine répliqua : «Mais ce ne serait pas un mal!», tout comme il avait écrit dans «La Maladie infantile» qu'il ne fallait pas s'effrayer à l'idée de perdre quelques sièges au parlement si Snowden et Henderson repoussaient la main que nous leur tendions momentanément pour la retirer ensuite et les combattre, mais qu'il fallait au contraire considérer cela comme une victoire, puisque la tactique proposée n'avait d'autre but que de démontrer par les faits aux ouvriers qu'il était impossible de jeter un **pont quelconque** entre nous et les opportunistes et qu'en aucun cas Westminster ne pouvait être **notre** terrain de bataille.

Les experts actuels en matière «d'élasticité tactique» auraient bien de la peine à démontrer qu'il existe le moindre lien entre Lénine et eux, **théoriciens** des fronts populaires nationaux, de l'unité entre tous les partis «ouvriers», de la voie démocratique et parlementaire au socialisme. Même quand il a proposé les tactiques les plus discutables, voire les plus condamnables, Lénine a laissé au mouvement communiste de l'avenir un trésor doctrinal dans lequel il suffit de puiser non seulement pour ne pas retomber dans les erreurs, mais pour atteindre à une vision toujours plus claire de **tout** le difficile processus de développement de notre parti qui n'est révolutionnaire qu'à **condition** d'être aussi anti-démocratique, anti-parlementaire, et anti-opportuniste. Ce trésor, nos opportunistes actuels l'ont jeté par-dessus bord et ne se soucient nullement de le repêcher.

Ce sont ces faisceaux de lumière perçant les ombres équivoques de la contingence qui font du IIe Congrès une partie intégrante du patrimoine théorique et programmatique du communisme révolutionnaire. Tout le reste n'a qu'un caractère éphémère et aussi discutabile que le long débat resté sans conclusion sur le parti communiste unifié qui se forma précisément au même moment en Amérique et qui, dès sa naissance, était déjà divisé en une aile unitaire et une aile scissionniste, sans qu'on puisse juger laquelle des deux était tant soit peu en règle avec l'Internationale révolutionnaire. Dans le monde anglo saxon, le parti communiste avait dépassé moins encore que dans le monde latin et centre-européen le stade embryonnaire : la question n'était pas de savoir **où et comment** il ferait ses premiers pas, mais s'il possédait un moyen de ne pas s'égarer. Or ce moyen, c'étaient les principes que Lénine avait cent fois rétablis et que les prolétaires pourtant combatifs et généreux qui s'étaient empressés d'offrir leur contribution à la gigantesque lutte internationale qui se livrait à Moscou sur tous les fronts avaient cent fois oubliés, à supposer qu'ils les aient jamais assimilés.

Dans le débat sur les Statuts, après quinze jours de réaffirmation martelante des principes du marxisme révolutionnaire, les vieux doutes sur le centralisme, la

structure hiérarchisée, la discipline des sections à l'égard des organes centraux du Comintern, celle des militants à l'égard des sections, la nécessité d'un réseau illégal du parti, la proclamation ouverte des principes de la violence de classe, de la dictature et de la terreur réapparurent jusque dans les partis qui adhéraient depuis un an à l'I.C. Après cela, on peut comprendre que les bolcheviks se soient écriés : faites-vous les muscles dans la lutte impitoyable contre l'opportunisme et à la dure école de la théorie avant de vous parer du titre de communistes ; après, on verra!

9.8 - Une pierre de touche, la question italienne

[Retour à la table des matières](#)

Au cours du second Congrès, la question italienne fut évoquée plusieurs fois : dans les Conditions d'admission qui jugeaient sévère ment la tolérance de la direction du P.S.I. à l'égard de la droite dans le manifeste lancé à la fin du Congrès ; dans les réponses de Lénine à Serrati, dans le passage en revue des partis adhérents ou candidats fait au début du Congrès par Zinoviev et dans le discours de Boukharine pour présenter les Thèses sur le parlementarisme révolutionnaire.

Les plus dures critiques contre le P.S.I. n'avaient même pas fait ciller le directeur de l'«Avanti!», mais les directives de l'Internationale étaient restées les mêmes : le parti devait s'amputer sans retard de son aile réformiste par la scission ; ainsi «rénové», il devait, conformément aux Conditions d'admission et en général aux résolutions du Congrès, se montrer à la hauteur des tâches que le cycle historique ouvert par la révolution d'Octobre et par la fin de la guerre et dont les bolcheviks jugeaient que l'issue révolutionnaire était proche **surtout** en Italie, imposait aux partis communistes. Comme nous l'avons répété plusieurs fois, c'était là une solution minima : elle faisait confiance aux maximalistes sous réserve que le cours nouveau du parti italien, dont l'Exécutif de l'I.C. se réservait le droit de juger après son Congrès extraordinaire, attestât son total ralliement aux principes et programme du Comintern, et non pas une simple adhésion formelle. C'était une solution analogue en substance à celle que la section de Turin du P.S.I., avait proposée dans sa motion sur «la rénovation du parti» parue dans «L'Ordine nuovo» et que Terracini avait lue au Conseil National d'avril ; c'est d'ailleurs à cette motion que Lénine se référa dans le paragraphe 17 de son projet de Thèses sur les tâches de l'Internationale Communiste, la considérant comme la base sur laquelle le parti devait agir dans l'avenir immédiat.

Pourtant lors de la séance du 6 août, Serrati finit par prendre la mouche : quoique avec réticence, il avait jusque-là tout accepté ; mais il n'était pas disposé à supporter que la direction maximaliste du P.S.I. soit critiquée et même condamnée pour son insistance à couvrir la droite et à la tolérer. C'est pourquoi il déclara qu'il voterait contre, ajoutant qu'il était aussi en désaccord avec la manière dont la question anglaise et américaine avait été posée, ce qui était une façon de donner des allures d'intransigeance à l'extrême complaisance envers la droite qui était au fond de sa divergence. On était à la veille de la fermeture du Congrès et à quinze jours seulement du retour en Italie : Serrati respirait déjà non plus l'air de Moscou ou de Petrograd, mais l'air de Milan, patrie du réformisme parlementaire et syndical. Il commençait déjà à réagir comme les jeunes délégués français avaient craint que les Frossard et Cachin réagissent dans l'étouffante atmosphère parisienne. Il entra déjà dans la peau du personnage qui peu après, en Italie, devait renier les 21 points et courir au secours du réformisme turatien.

Serrati n'était pas le seul dans ce cas. En commission, Graziadei avait fait lui aussi ses réserves les plus expresses sur le ton de la thèse 17 de Lénine et avait demandé qu'il soit adouci pour favoriser l'alignement du plus important noyau possible du vieux parti sur les positions de l'I.C. : «il me semblait, dira-t-il à son retour, que la direction du P.S.I. et son secrétaire Gennari n'étaient pas traités dans la forme avec tous les égards que leur œuvre méritait, en tenant compte des très graves difficultés de la situation»¹ et jusqu'à la scission de Livourne, il s'emploiera à lancer un pont ultime en direction du centre maximaliste afin d'en récupérer au moins une partie. C'est encore lui qui proposa une nouvelle version de la thèse 17 sur les tâches de l'Internationale Communiste qui, tout en précisant que l'I.C. ne donnait par sa caution au courant de «L'Ordine nuovo», rendait formellement hommage² à la majorité centriste :

¹ Interview à l'« Avanti! » du 24-8-1920. La délégation italienne observa que le texte primitif de Lénine pouvait passer pour une investiture de « L'Ordine nuovo », c'est-à-dire d'un groupe « rebelle » comme disaient Serrati, Graziadei et Bombacci, ou de la section de Turin, c'est-à-dire, comme s'en plaignit Polano, d'un noyau abstentionniste. C'est la préoccupation **unitaire** qui apparaît dans ces observations : notre délégué fut le seul à poser la question sur le terrain des principes en observant que l'idéologie particulière de « L'Ordine nuovo » (dont Lénine et Boukharine admettaient ne pas être bien informés) était en contradiction avec les thèses fondamentales du IIe Congrès. C'est pourquoi le texte fut revu comme on le verra plus loin. Cela n'empêche pas les historiens de parler d'« approbation de la motion ordinoviste », ni Rosmer de « rappeler » comment Bordiga ayant exposé les positions de l'ordinovisme avec une parfaite « honnêteté » à la demande de Lénine, celui-ci fut encore plus convaincu qu'il fallait donner l'« investiture » à Gramsci et ses camarades. La Gauche et les Bolcheviks étaient divisés par une question de tactique, alors que les ordinovistes restaient étrangers à la théorie, au programme et aux principes communistes : mais pour les historiens et les fourriers de l'opportunisme, la différence est mince.

² Jamais la Gauche italienne n'aurait accepté de considérer le programme voté par la majorité maximaliste du Congrès de Bologne (Octobre 1919) comme une « étape. . . dans son évolution vers le communisme ». Les compliments de Graziadei aux propositions de la section de Turin ne sont pas en contradiction avec ce que nous venons de dire sur sa résistance à une caution de l'I. C. à la tendance de « L'Ordine nuovo ». En effet les propositions en question, d'ailleurs rédigées

«Le IIe Congrès de l'I.C. reconnaît que la révision de son programme voté par le Parti Socialiste italien à son Congrès de Bologne marque une étape très importante dans son évolution vers le communisme [phrase manquante dans l'original] et que les propositions présentées par la section de Turin au Conseil National du Parti et publiées dans le journal «L'Ordine nuovo» du 8 5 1920 correspondent aux principes fondamentaux du communisme. Il prie le P.S.I. de bien vouloir examiner les propositions en question et toutes les décisions des deux Congrès de l'I.C., spécialement en ce qui concerne le groupe parlementaire, les syndicats et les éléments non communistes du Parti [version initiale : «...afin de corriger la ligne du Parti et d'épurer le Parti lui-même, et en particulier son groupe parlementaire, des éléments non communistes»] à son prochain Congrès qui devra se tenir conformément à ses Statuts et aux Conditions générales d'admission à l'Internationale Communiste.»

Tout cela ne semblait pourtant pas suffisant à Serrati. Il insista sur le fait qu'il n'existait aucune différence entre les deux textes sauf peut-être pour quelque juriste tatillon, et que tous deux désavouaient clairement l'œuvre de la direction du Parti et de l'«Avanti!». C'est d'ailleurs ce que Zinoviev s'empressa de confirmer, et la nouvelle version fut votée malgré Serrati, dans la forme atténuée proposée par Graziadei, mais dont la substance n'était pas équivoque.

Pour la Gauche, la question n'était ni de forme ni de style, et elle souligna que toutes les paroles de Lénine, de Zinoviev et de Boukharine impliquaient une condamnation non seulement de la droite du P.S.I., mais de son défenseur, le centre maximaliste. C'est bien ce qui résultait de la lettre que l'Exécutif de l'Internationale soumit le 10 août à la délégation italienne et lui remit le 27 dans sa version définitive et renforcée. Dans cette lettre, les réticences de Graziadei avaient disparu : elle sommait le P.S.I. de dissiper toute équivoque avec d'autant plus d'énergie qu'il adhérerait officiellement à l'I.C. : «Comptant parmi les premiers partis entrés dans la IIIe Internationale, il est d'autant plus indispensable qu'il fixe avec une netteté absolue sa ligne tactique et qu'il mette terme au plus vite à la résistance néfaste résultant des fautes volontaires ou involontaires» du passé, et du fait qu'il est «contaminé par des éléments réformistes ou libéraux bourgeois qui, au moment de la guerre civile, sont destinés à se transformer en véritables agents de la contre-révolution, en ennemis de la classe prolétarienne», et dont l'influence est responsable du fait que «ce n'est pas le Parti qui guide les masses, mais les masses qui poussent le Parti» ; le mouvement communiste international qui voit se condenser au-dessus de l'Italie les premières nuées annonçant la tempête révolutionnaire ne peut tolérer que «le Parti prolétarien se transforme en un corps de pompiers appelés à éteindre l'incendie de la révolution quand celui-ci s'allume dans tous les pores de la société capitaliste.» Les hésitations doivent donc cesser : «L'ennemi est dans vos propres rangs [...], débarrassez le parti

dans un esprit de conciliation, avaient été présentées par la section de Turin où les ordinovistes étaient en minorité, et ils s'étaient contentés de les publier dans leur organe de courant. Ces propositions traduisaient l'illusion selon laquelle le P. S. I. pouvait être «rénové», alors qu'il avait besoin d'une scission.

de l'élément bourgeois et alors, mais seulement alors, la discipline de fer du prolétariat et de son parti conduira la classe ouvrière à l'assaut des forteresses du capital!».

Cette lettre pose «sous la forme d'un **ultimatum** la question de l'épuration du Parti, sans laquelle le Comité exécutif [de l'I.C.] ne pourrait pas assumer la responsabilité de sa section italienne devant le prolétariat international». Certes elle considère comme proche une situation révolutionnaire qui n'était en réalité que trop lointaine, puisque l'occupation des usines qui commença deux jours plus tard marquait plutôt un reflux qu'une ouverture du cours révolutionnaire. Mais elle critique nettement le P.S.I., sa pesante inertie, sa capitulation face à l'opportunisme parlementaire et syndical, sa nullité totale dans toutes les manifestations de la lutte des classes, aussi «infantiles, spontanées, non-organisées» qu'elles aient été, comme «le très important mouvement des conseils d'usine», alors que c'était au parti qu'il incombait de «remédier à de telles déficiences». Ces critiques et bien d'autres vont bien au-delà de la contingence, et d'un jugement sur ses possibilités de développement. Elles vont droit au problème général et permanent de la nature et des tâches du parti de classe. C'est **en fonction de ce problème** que l'Internationale souhaitera ardemment la scission de Livourne, et non pas comme dans la version fantaisiste des historiens actuels, parce qu'elle croyait que l'énorme majorité du P.S.I. était avec elle, comme le prouve la lettre du 27 août signée par Zinoviev et Boukharine qui proclame : «Nous ne courons pas après le nombre ; nous ne voulons pas avoir des chaînes aux pieds».

Le fait est qu'après le IIe Congrès, le parti italien devient un banc d'essai : n'étant pas un parti qui adhérera **peut-être** un jour à l'I.C., mais qui en fait partie depuis plus d'un an, il était la pierre de touche de la rupture avec le passé. Certes Lénine et ses camarades étaient trop optimistes dans leur appréciation de la situation politique et sociale de l'Italie, et en commission la Gauche les avait mis en garde contre des illusions excessives à cet égard ; le maigre procès-verbal de la séance note que cela provoqua un accès d'impatience de Boukharine contre le délégué abstentionniste ¹, ce qui ne manque pas de remplir d'aise nos historiens opportunistes, mais qui montre seulement que si l'optimisme n'est pas une faute, «le devoir d'être optimiste» peut nuire à la clarté dans certaines circonstances. Mais que leur appréciation ait été confirmée ou démentie ne change rien au fait que le problème de l'organe-parti avait été bien posé. Moscou demandait une scission d'avec la droite à bref délai : pour nous, la solution était insuffisante ; pour le maximalisme elle était draconienne. Après avoir préconisé la voie la moins chirurgicale, l'Internationale reconnut avec nous que la rupture ne devait pas épargner le centre. Ce ne fut pas seulement parce qu'elle se trouva face à une majorité unitaire fermement décidée à ne pas s'en laisser imposer par les instances supérieures de l'I.C. et même à ne pas accepter les principes dont elles étaient (et **devaient** être) les dépositaires et les exécutrices (il est connu qu'à l'automne Lénine entama une vigoureuse campagne

¹ Cf. , l'impayable Spriano, « Storia del Partito comunista italiano », pp. 76-77 (Turin, 1967)

contre Serrati). C'est surtout parce qu'elle trouva dans notre Fraction l'appui nécessaire pour faire appliquer les délibérations du Congrès mondial de la façon la **plus conséquente**, et disons même la **plus bolchevique**, car elle était devenue le catalyseur de toutes les forces obscurément attirées vers le programme communiste.

Le nœud de la question est justement là. Le compte rendu des débats que nous avons cherché à faire en nous en tenant à **l'essentiel** et en élaguant **l'accessoire**, montre comment «l'état-major du communisme» réuni autour de Lénine est parti d'une plate-forme **minima** pour rédiger les thèses destinées à guider un mouvement mondial qu'il savait insuffisamment préparé à les assimiler dans leur formulation la plus rigide et du même coup la plus rigoureuse, et comment non seulement il n'hésita pas un instant à les durcir, mais le fit avec élan et enthousiasme dès qu'il se vit appuyé par un noyau restreint, mais dur de militants décidés à reprendre **son** drapeau et alignés sur les mêmes positions intransigeantes que lui au cours des trois mémorables années de guerre civile. C'est ce qui se produisit pour les conditions d'admission, pour les thèses sur la question nationale et coloniale, pour les Statuts et même pour les thèses sur le rôle du Parti dans la révolution prolétarienne, sur les questions syndicale et agraire et pour quelques paragraphes des thèses sur le parlementarisme, qui toutes avaient été élaborées peu à peu dans l'esprit de la tradition bolchevique et donc marxiste grâce aux efforts conjugués de militants communistes jusqu'à prendre une forme aussi nette que l'histoire le permettait alors. De façon peut-être obscure, l'avant-garde communiste occidentale et même asiatique avait alors rendu à l'avant-garde russe **au moins une partie** de la lymphe vitale qu'elle en avait reçue au cours de mois valant des dizaines d'années.

Sur cette base de granit, il s'agissait de poursuivre l'œuvre commencée à Moscou en construisant partout l'organe de la révolution et de la dictature, le parti. Avant le Congrès, nous avons écrit dans «Il Soviet» que la question parlementaire ne constituait qu'un aspect du problème du parti et en aucun cas notre caractéristique distinctive ; nous le répétâmes pendant et après la réunion de Moscou et nous travaillâmes donc en Italie comme nous nous étions solennellement engagés à le faire pour que le parti communiste se constitue de façon parfaitement conforme aux thèses et aux conditions de l'Internationale, sans **atténuations ni réserves**. Nous ne demandâmes aucune investiture. Au contraire nous déclarâmes que ce n'était pas à nous de diriger le parti à la constitution duquel nous consacrerions toutes nos énergies, mais au groupe qui, en avril, avait soutenu, avec Misiano, les positions les plus proches de celles du IIe Congrès sur la question italienne, sans faire pour autant de concessions à l'ordinovisme, mais sans hésiter non plus sur la nécessité d'une «épuration» du P.S.I. Quand les abstentionnistes de Turin proposèrent à la Fraction de se constituer immédiatement en parti, le Comité central de celle-ci les invita fermement à respecter la décision de l'Internationale qui nous imposait de rester dans le P.S.I. jusqu'au Congrès. Même si certaines solutions tactiques ne nous convenaient pas pleinement, le centralisme et la discipline internationale sur la base des principes proclamés et rappelés à Moscou était pour nous une question de principe. Aussi le

premier numéro de «Il Comunista» (14 novembre), organe de la fraction communiste du P.S.I., appelée «Fraction d'Imola», écrivait-il :

«Il faut supprimer la tendance individualiste qui couve et se développe parmi nous. Il faut savoir obéir pour être obéis [...], les communistes veulent exécuter **des ordres**». C'est au nom d'une adhésion inconditionnelle aux principes que nous nous étions engagés à ne pas faire de l'abstentionnisme un préalable. C'est au nom de ces mêmes principes que nous luttâmes pour que le parti naisse dans les **meilleures** conditions, c'est-à-dire sur la base de l'application la plus **radicale** possible des 21 points et de **tout** ce qu'ils impliquaient.

Les historiens opportunistes actuels se demandent pensivement comment il a bien pu se faire que l'initiative de constituer le parti, puis de le diriger, revienne à l'ex-Fraction communiste abstentionniste avec le consentement de l'Internationale. La réponse n'est pas difficile : si la scission n'avait pas été le fruit de **notre** décision de travailler sur la base de **l'ensemble** des positions du IIe Congrès, elle ne se serait **jamais** produite, car nous étions les seuls capables de ne pas nous arrêter à mi-chemin et de rester fidèles **non seulement à la lettre mais à l'esprit** des Thèses du IIe Congrès, comme **les faits** l'exigeaient d'ailleurs, puisque non seulement la droite était en rébellion ouverte, comme tout le monde l'avait prévu, mais que depuis le retour de Serrati, le centre était ouvertement de connivence avec elle, ce dont nous fûmes les seuls à ne pas nous étonner. Ayant trouvé dans notre petite Fraction aguerrie le noyau décidé à mener **jusqu'au bout** la même lutte qu'eux contre l'opportunisme, les bolcheviks n'hésitèrent pas à nous appuyer, alors que si les choses s'étaient passées comme en France, ils auraient pu (et dû) s'appuyer sur les Graziadei ou sur les Misiano. Malheureusement, ils n'avaient rien trouvé de comparable à notre Gauche d'Italie ni dans le parti allemand avant le Congrès de Halle, ni dans le parti français avant le Congrès de Tours. Tous ceux qui par la suite se sont plaints et continuent à se plaindre qu'on ait admis trop d'Indépendants dans le parti allemand et que la scission se soit faite beaucoup trop à droite en France (ce qui dans les deux cas a conduit à de graves désillusions que les succès purement numériques avaient empêché de prévoir) ne se sont manifestement jamais demandé où étaient en France et en Allemagne les forces capables de faire une scission semblable à celle de Livourne, ou au moins d'expliquer pourquoi elles renoncèrent à lutter si elles existaient, pourquoi personne n'éleva la voix pour qu'on ferme la porte à de faux convertis et qu'on admette exclusivement les militants acceptant sans arrière-pensées le programme et donc prêts à le défendre et à l'appliquer en bloc. Il est facile aujourd'hui de taxer l'Internationale d'«opportunisme», mais c'est criminel, car son état-major ne demandait pas mieux que d'avoir une armée prête à le suivre **jusqu'au bout**. Par malheur, il n'a trouvé que de maigres bataillons condamnés à s'arrêter en chemin par une lâcheté congénitale. Au second Congrès et dans la période cruciale qui suivit, **il n'y a pas un seul exemple** qu'ayant trouvé le soutien de communistes aussi fermes qu'eux et conscients de devoir les épauler de toutes leurs forces à un moment qui **semblait** être celui d'un triomphe facile, mais qui n'était que la veille du «jour le plus long» avant la défaite, Lénine ou Trotsky ait pourtant hésité à formuler de la façon la plus nette les positions

théoriques, programmatiques, tactiques et organisationnelles du communisme révolutionnaire. Un tel soutien ne s'étant le plus souvent pas manifesté, on ne pouvait ni ne devait exiger d'eux des miracles.

On pourra objecter qu'après avoir approuvé la scission de Livourne, l'Internationale l'a regrettée, mais pareille objection confirme involontairement ce que nous disons. Il est vrai qu'après avoir été saluée comme le premier et seul exemple de scission «à la bolchevique», Livourne sera flétrie comme le fruit maudit du «sectarisme de gauche» mais le reproche viendra d'une Internationale qui, par la faute des partis d'Occident, c'est-à-dire de partis à la mode de... Tours, se sera imprégnée de tous les poisons de la démocratie et sera une victime toute désignée du bourreau Staline. Or en dehors de la Gauche d'Italie, qui donc a élevé la voix à l'heure de la tragédie? Qui donc a défendu la vieille garde bolchevique restée trop longtemps sourde à nos avertissements, quand elle n'avait pas été jusqu'à nous combattre?

C'est un concours de circonstances objectives qui, plus que des mérites spéciaux, a permis à la Gauche de voir **plus loin** que les bolcheviks et sinon de les dépasser dans la voie qu'ils avaient suivie et qu'ils avaient découverte dans le patrimoine universel du marxisme, du moins de ne jamais céder à la tentation de **reculer**. Les opportunistes en toge d'académiciens peuvent bien nous reprocher d'avoir été impuissants à empêcher le désastre : personne ne pouvait le faire et l'important est que nous n'ayons jamais accepté de le considérer comme une défaite du marxisme lui-même : telle a été malgré tout **notre victoire**, telle était la première condition de la renaissance.

Nous connaissons parfaitement les **limites objectives** de l'œuvre de Livourne et pourtant, nous affirmons que dans son application des principes, du programme et de la méthode d'organisation communistes, elle donne l'image de ce qu'aurait **pu** être l'Internationale **d'alors** si, par hypothèse absurde, le mouvement ouvrier mondial avait réussi à donner plus qu'il ne donna en réalité. Quant à savoir ce que **pourra être** l'Internationale de demain, on doit répondre qu'une image nous en est donnée par ce qu'elle **aurait dû être** à Moscou en juillet août 1920 et **qu'elle ne fut pas**, parce que les bolcheviks ne trouvèrent pas une avant-garde communiste mondiale à la hauteur de leur enseignement.

Si l'histoire avait voulu qu'à la place de la question italienne, pierre de touche et épigraphe commémorative du IIe Congrès, se soit posée une **question allemande**, nous n'en serions pas à reconstruire péniblement le passe pour nous ouvrir encore plus péniblement la voie de l'avenir : nous l'aurions peut-être déjà parcourue jusqu'à la victoire : Par malheur, l'histoire en a décidé autrement.

9.9 - Épilogue

[Retour à la table des matières](#)

«Les socialistes gouvernementaux et para-gouvernementaux des divers pays»

- concluait le «Manifeste» écrit par Trotski qui, avec son discours du 6 août, couronna magnifiquement le IIe Congrès -

«recourent à mille prétextes pour accuser les communistes de provoquer la contre-révolution et de contribuer ainsi à en resserrer les rangs par leur tactique intransigeante. Cette accusation politique n'est qu'une tardive répétition des pleurnicheries du libéralisme. En effet, celui-ci soutenait que la lutte indépendante du prolétariat pousse les privilégiés dans le camp de la réaction, vérité incontestable! Si la classe ouvrière n'attaquait jamais les bases de la domination de la bourgeoisie, celle-ci n'aurait pas besoin de se livrer à des représailles. Si l'histoire ne connaissait pas de révolutions, le concept même de contre-révolution n'existerait pas. Si l'insurrection du prolétariat pousse inévitablement la bourgeoisie à serrer les rangs pour se défendre et contre-attaquer, cela démontre seulement que la révolution est la lutte entre deux classes inconciliables qui ne peut se terminer que par la victoire définitive de l'une ou de l'autre.

Le communisme repousse avec mépris la politique qui consiste à maintenir les masses dans un état de passivité en les épouvantant avec le knout de la «contre-révolution». Au chaos et à la décomposition du monde bourgeois qui, en mobilisant ses ultimes énergies, menace de détruire la civilisation humaine, l'Internationale Communiste oppose la lutte unie du prolétariat international, l'abolition de toute propriété privée des moyens de production, la transformation de l'économie nationale et mondiale sur la base d'un plan économique unitaire, établi et dirigé par la communauté des producteurs.

Sous le drapeau de la dictature du prolétariat et du système soviétique qui unit des millions et des millions de travailleurs de tous les continents, l'Internationale Communiste sélectionne, étend et organise ses propres forces au feu de la lutte.

L'Internationale Communiste est le Parti de l'insurrection armée du prolétariat international. Elle exclut tous les groupes et toutes les organisations qui, ouvertement ou de façon voilée, endorment, démoralisent ou affaiblissent le prolétariat ; elle incite le prolétariat à ne pas s'incliner devant les idoles de la légalité, de la défense nationale, de la démocratie, derrière lesquelles se dissimule la dictature bourgeoise.

L'Internationale Communiste ne peut pas davantage accueillir dans ses propres rangs les organisations qui, tout en reconnaissant dans leurs programmes la dictature du prolétariat, font une politique basée sur l'attente d'une solution pacifique de la crise historique. La reconnaissance pure et simple du système soviétique ne résout rien. L'organisation du pouvoir des soviets ne possède aucune vertu thaumaturgique. La force révolutionnaire réside dans le prolétariat lui-même. Il est absolument nécessaire que celui-ci aille jusqu'à l'insurrection et à la conquête du pouvoir. C'est seulement alors que l'organisation soviétique montrera ses avantages comme arme irremplaçable aux mains du prolétariat.

L'Internationale Communiste exige l'expulsion des rangs du mouvement ouvrier de tous ces dirigeants qu'une collaboration directe ou indirecte a liés à la bourgeoisie, qui l'ont directement ou indirectement servie. Nous avons besoin de chefs qui ne soient liés à la bourgeoisie par aucun autre rapport qu'une haine mortelle ; qui appellent le prolétariat à une lutte infatigable et le guident dans cette lutte ; qui soient prêts à diriger une armée d'insurgés dans la bataille ; qui ne s'arrêtent pas terrifiés, à mi-chemin et qui, quoi qu'il arrive, ne craignent pas de frapper sans pitié quiconque prétendrait les retenir.

L'Internationale Communiste est le Parti international de l'insurrection et de la dictature prolétarienne. Il n'a ni but ni tâche différents de ceux de toute la classe travailleuse. Les prétentions arrogantes des petites sectes, dont chacune voudrait sauver la classe travailleuse, sont étrangères et opposées à l'esprit de l'Internationale Communiste. Elle n'a ni recettes universelles ni exorcismes à proposer ; elle s'appuie sur les expériences mondiales de la classe ouvrière du passé et du présent, elle les purifie de leurs erreurs et de leurs déviations, elle en généralise les résultats, elle en adopte seulement les formules valables pour l'action de masse.

Les organisations de métier, la grève économique et politique, les élections parlementaires et communales, les tribunes parlementaires, l'agitation légale et illégale, les points d'appui secrets dans l'armée, le travail dans les coopératives, les barricades, l'Internationale Communiste ne repousse aucune de ces formes d'organisations engendrées par le développement du mouvement ouvrier, et elle n'en considère aucune, prise en soi, comme une panacée universelle [...].

A l'époque où, sous l'égide de la IIe Internationale, les méthodes d'organisation et de lutte de la classe ouvrière étaient presque exclusivement légales, elles tombaient en définitive sous le contrôle et la direction de la bourgeoisie dont les dirigeants réformistes bridait la classe révolutionnaire.

L'Internationale Communiste arrache les rênes des mains de la bourgeoisie. Elle conquiert toutes les organisations. Elle les unit sous sa direction révolutionnaire et elle s'en sert pour diriger le prolétariat vers un but unique : la conquête violente du

pouvoir pour la destruction de l'État bourgeois et l'instauration de la société communiste.

Dans toutes ses activités, qu'il soit animateur et dirigeant de mouvements insurrectionnels, organisateur de groupes clandestins, secrétaire de syndicats, agitateur dans les meetings ou aux parlements, dirigeant de coopératives, combattant sur les barricades, le communiste reste un militant discipliné du Parti communiste, son militant indomptable, un ennemi mortel de la société capitaliste, de ses bases économiques, de ses formes étatiques, de son mensonge démocratique, de sa religion, de sa morale ; il est un soldat prêt à tous les sacrifices pour la révolution prolétarienne, le héraut infatigable de la société nouvelle.

Ouvriers et ouvrières! il n'y a sur terre qu'un seul drapeau sous lequel il vaille la peine de combattre et de mourir : c'est le drapeau de l'Internationale Communiste!»

Tel était le message que les délégués auraient dû retransmettre dans leur pays d'origine. C'est sur la base de ces certitudes et de ces commandements que désormais les sections du Comintern auraient dû se former et agir.

Le mouvement communiste mondial atteignait là à ce que nous avons appelé à bon droit son zénith ; mais il arrivait du même coup à une croisée des chemins : En effet, de deux choses l'une : ou bien la marée de la guerre de classes continuait à monter, comme on l'espérait, et alors elle pouvait entraîner les forces hésitantes et de mauvaise foi, si bien que sur le front de bataille tracé par les textes du IIe Congrès pouvaient s'aligner d'une part des communistes d'instinct et d'affiliation, sinon de fait, c'est-à-dire des militants d'origines variées et d'autre part, l'état-major bolchevique très expérimenté qui de Moscou aurait réussi à tenir solidement les rênes des sections nationales comme parties indissociables **d'une seule** armée en marche ; ou bien, il fallait revoir la façon de poser les problèmes d'organisation et de tactique, non point certes pour la bouleverser totalement, puisqu'elle n'était pas en rupture avec les principes, mais pour l'élever jusqu'aux cimes ardues à gravir et même vertigineuses des formulations les plus puissantes de la doctrine marxiste. Dans une certaine mesure, il aurait fallu recommencer depuis le début, taillant inexorablement dans la forêt devenue rapidement trop touffue des nouveaux partis, les réduisant, en matière de doctrine et de programme, au noyau «bolchevique» restreint, mais dur, et leur donnant des directives d'action plus rigides et plus efficaces à long terme, même si leur succès immédiat devait être moindre : en procédant autrement, ce qui en 1920 **pouvait** être l'heureuse conjugaison du mouvement réel et de la conscience et de la volonté du Parti, devait se transformer en une tentative désespérée d'affirmer une **volonté sans support matériel** ou même s'appuyant sur un support inconciliable avec elle.

C'est malheureusement bien ce qui se passa. En peu d'années, les conquêtes faites au prix des plus durs sacrifices s'écroulèrent les unes après les autres, chacune d'elle entraînant l'autre derrière elle. C'est ainsi qu'en dépit de la solidité de ses bases

et des liens unissant ses différents partis, la gigantesque construction de l'Internationale céda sous le poids de forces périphériques qu'on avait bien cherché à dominer avant qu'il ne soit trop tard, mais contre lesquelles on n'était pas suffisamment prémuni en cas de contre-offensive de leur part, peut-être parce que les heures critiques qui avait suivi la victoire en Russie ne l'avaient pas permis. Selon notre diagnostic tout autre qu'optimiste, la seconde moitié de l'année 1920 connut contre toute apparence dans toute l'Europe un premier tournant en faveur de la classe dominante : c'est alors que naquirent les deux plus grands partis communistes d'Occident, le V.K.P.D. et le P.C.F., ce qui n'alla pas sans de multiples infractions aux Conditions d'admission. On s'aperçut trop tard qu'en les tolérant, on s'était attaché un boulet aux pieds, puisque le premier oscillait entre un légalisme extrême et de fugitives bouffées d'activisme s'exprimant dans la «théorie de l'offensive», tandis que sa ligne moyenne était celle d'un prudent «possibilisme» et d'une nostalgie perpétuelle pour l'unité avec les Indépendants, et que l'autre était **totalément** parlementaire. Au-dessous des tâches fixées dans toutes les thèses du IIe Congrès, déchirés par des luttes internes, tous deux avaient besoin tous les trois mois de vigoureux rappels à l'ordre et d'épurations aussi brusques que radicales.

En outre entre le IIe et le IIIe Congrès, l'espérance que l'Internationale avait eue d'entraîner sous sa direction les kaapédistes et les **wobblies**, les dissidents anarcho-syndicalistes et les shop-stewards s'évanouit ; en mars 1921, une nouvelle et puissante vague du prolétariat allemand se leva et retomba dans un nouvel holocauste après s'être brisée non tant, comme on le jugea alors, contre l'écueil de l'«aventurisme» du V.K.P.D. qui était resté tout à fait théorique, que contre celui du manque d'homogénéité de ses sphères dirigeantes et d'une base gonflée par l'apport de la prétendue «gauche» indépendante. Le IIIe Congrès fut dominé par la conviction que la crise d'après-guerre du capitalisme était dépassée de façon au moins temporaire et que la classe dominante passait d'une défensive laborieuse à la contre-attaque. Hypertrophiques, les partis de l'I.C. étaient aussi scandaleusement passifs dans les domaines les plus importants de l'action : par exemple, avec ses 300.000 inscrits, le P.C. tchécoslovaque était dix fois plus nombreux que le parti bolchevique lors de la prise du pouvoir, mais il n'avait aucune influence dans les grandes masses salariées et son activité syndicale était nulle ; quant au P.C. français, il résistait à tous les appels à la lutte contre le colonialisme, l'armée et les gloires nationales. Il arrivait aussi à ces partis de se réveiller de leur léthargie pour tomber dans des accès brusques et inconsidérés de luttes de barricades : c'est le cas du Parti allemand qui après être resté inerte face aux événements de mars 1923, s'était lancé frénétiquement dans la mêlée avec des mots d'ordre pour le moins insurrectionnels, puis était retombé dans son habituelle pratique conciliatrice. C'est pourquoi le mouvement international fut appelé fermement à se lier aux masses ouvrières en lutte pour défendre leur pain et leur travail menacés par la contre-offensive bourgeoise. Cette nécessité fut malheureusement traduite d'une façon dangereuse par la formule de «conquête de la majorité» que Lénine prit cependant soin d'expliquer d'une façon marxiste correcte comme conquête d'une **solide influence** sur le prolétariat au moyen de l'agitation politique et de la direction de grandes luttes économiques, mais qu'il était trop facile

d'interpréter dans un sens vulgairement démocratique et semi-parlementaire, comme ce fut malheureusement le cas. L'état dont Moscou espérait se libérer grâce à une puissante avance prolétarienne en Europe centrale et occidentale et peut-être grâce à une conjugaison de cette dernière avec des mouvements révolutionnaires pour l'indépendance nationale dans les colonies était près de se refermer. En Russie, les difficultés devenaient bien plus insidieuses qu'après la grande « occasion » manquée de 1919-1920 et que pendant les trois ans de guerre civile. S'il avait été ardu de vaincre sur le terrain les armées blanches et les alliés, même dans le cadre d'une situation mondiale caractérisée par d'âpres luttes de classes, il l'était mille fois plus, comme Lénine le répéta jusqu'à sa mort, de plier « l'hydre petite-bourgeoise » de la petite production, d'abord en la disciplinant, ensuite en la débusquant des innombrables alvéoles où elle se nichait dans l'immense Russie paysanne, ce qui devait se réaliser par une nouvelle guerre civile, moins glorieuse que la précédente, qui reçut le nom de NEP, et qui était d'autant plus difficile que les perspectives de révolution et de prise du pouvoir s'étaient éloignées, ne fussent que de quelques années. Dès Octobre 17, Lénine avait **prévu** que cette guerre était **inévitabile**, mais qu'elle durerait infiniment moins longtemps et serait infiniment moins difficile si les « deux moitiés séparées du socialisme » se réunissaient, ce qui ne fut malheureusement pas le cas.

On arriva ainsi à cette « croisée des chemins » que nous avons crainte et dénoncée comme un danger fatal contre lequel il était urgent de s'armer. D'abord vague, il avait pris une forme de plus en plus dramatique. Après la grave secousse du premier après-guerre, la société bourgeoise donnait des signes sans équivoque de consolidation au moment précis où il devenait urgent de conquérir le pouvoir en Europe si l'on voulait éviter soit la chute violente et à bref délai de l'État soviétique, première grande conquête durable du mouvement ouvrier et communiste mondial, soit sa dégénérescence et sa transformation en État capitaliste. Quelques tentatives immédiatement réprimées mises à part, les partis communistes ne réussissaient à livrer **aucune** bataille, ni même à étendre de façon décisive leur influence sur les grandes masses encadrées surtout par les partis sociaux-démocrates et centristes. Sans pour tant atténuer la polémique contre eux, que Lénine, Trotsky et tous les bolcheviks avaient définis comme les **véritables** piliers du régime capitaliste et qui relevaient d'autant plus la tête à mesure que la classe dominante menait une campagne plus décidée contre le communisme et la Russie révolutionnaire, on crut pouvoir sortir de ce dilemme en recourant à des expédients d'abord tactiques, puis stratégiques. Ces expédients étaient supposés capables d'attirer aux partis de la III^e Internationale des couches prolétariennes restées jusque-là sourdes à leur propagande et à leur agitation, mais assaillies par de graves difficultés immédiates auxquelles même l'art réformiste consommé du syndicalisme minimaliste ne pouvait remédier. Ces expédients étaient d'autant plus risqués et furent d'autant plus **fatals** que leur emploi fut laissé à la discrétion de partis à la composition changeante et dont la structure et l'action n'avaient plus rien à voir avec celles que les Conditions d'admission, les Thèses et le Manifeste du II^e Congrès avaient exigées des partis communistes. Cela ne pouvait qu'aggraver leur penchant **fonctionnel** à la conciliation, à la démocratie et au

parlementarisme ¹. Du même coup, ils devenaient de moins en moins aptes à fournir aux camarades russes engagés dans la plus terrible des batailles (une bataille pour le communisme, ce que les prétendus représentants du «marxisme occidental» ou... «authentique» continuent à ignorer) l'appui qui leur aurait permis de «rectifier le tir» avant qu'il soit trop tard ; bien pis, ils devenaient de plus en plus capables d'inoculer aux bolcheviks le poison du «manœuvrisme».

A l'Exécutif élargi de février-mars 1926, le délégué de la Gauche communiste italienne retraça les étapes qui du glorieux second Congrès de 1920 avait conduit aux sombres années qui précédèrent l'infâme boucherie stalinienne, montrant que si le mouvement communiste international devait aux bolcheviks russes la restauration de la théorie marxiste révolutionnaire, ces derniers n'avaient par contre pas pu lui fournir une solution complète des problèmes tactiques qui se posaient à lui, surtout dans les pays capitalistes avancés. Cette solution, il fallait la rechercher non pas en dehors de la contribution capitale et **définitive** des bolcheviks, mais dans la **même ligne**, en **accentuant** au lieu d'atténuer les limites qui, depuis l'expérience russe, séparaient les communistes de leurs adversaires et que les révolutionnaires russes avaient condensée dans le binôme **dictature-terreur rouge**. C'est précisément dans l'«Extrémisme», que les opportunistes prétendent exploiter contre nous, alors qu'il condamne tous les renégats de l'avenir, que Lénine avait écrit, mettant à nu les racines matérielles du démocratisme qu'il s'était attaché à condamner :

«Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant **des années après** la conquête du pouvoir par le prolétariat [...]. Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes - ce qui nous a été relativement facile, - c'est aussi **supprimer les petits producteurs de marchandises** ; or, ceux-ci, **on ne peut pas les chasser**, on ne peut pas les écraser, **il faut faire bon ménage** avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer - mais seulement par un très long travail d'organisation, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils le poussent continuellement à retomber dans les défauts propres à la petite bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle **d'organisateur** (qui est son rôle **principal**), son parti politique doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez des millions et des dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tous les éléments honnêtes de la classe ouvrière, sans un parti sachant observer l'état d'esprit des masses et influencer sur lui, il est

¹ Cf. , l'article « Moscou et la question italienne », dans « Programme Communiste », N° 59, page 44, paru dans « Rassegna Comunista », année 1/5, 30 juin 1921, page 214.

impossible de mener cette lutte à bonne fin. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de «vaincre» des millions et millions de petits propriétaires dont l'activité quotidienne, continue, invisible, insaisissable, dissolvante, vise des résultats qui sont aussi nécessaires à la bourgeoisie, qui restaurent la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer du parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature) aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat.»¹

C'est cette terrible «force de l'habitude» dont Lénine prévoyait la résistance acharnée à la transformation économique des campagnes russes qui agissait sur les partis d'Occident entourés depuis un siècle d'une ambiance démocratique. Pour la briser, **il aurait fallu enfermer la tactique révolutionnaire dans des limites plus strictes**, mais à partir de la fin de 1921, on fit exactement **le contraire**, invoquant à tort la tactique bolchevique en Russie pour se justifier et sortant du même coup de la ligne correcte. En effet, chaque fois que les Bolcheviks avaient prévu une convergence de leur action avec celles de partis petits-bourgeois et même bourgeois, c'est parce que ceux-ci étaient mis hors-la-loi par le pouvoir tsariste, ce qui pouvait les contraindre à la lutte insurrectionnelle. En Europe au contraire, une action commune, même proposée dans un simple but de manœuvre, ne pouvait se développer que sur un terrain légal, parlementaire ou syndical. En Russie, les expériences de parlementarisme libéral et même de syndicalisme légal de 1905 et de 1917 avaient très peu duré. Dans le reste de l'Europe, la bourgeoisie avait au contraire trouvé dans ces deux domaines un terrain propice à la neutralisation de toute énergie révolutionnaire et à la soumission des chefs ouvriers à ses fins propres au cours d'un demi-siècle de dégénérescence. La fermeté d'organisation et de principes du Parti bolchevique constituait une garantie bien plus sûre que le pouvoir prolétarien en Russie qui, du fait des conditions sociales et des rapports internationaux dans lesquels il lui fallait lutter, était plus exposé que toute autre organisation du prolétariat à renoncer aux principes et aux directives révolutionnaires.

C'est pourquoi la gauche de l'Internationale à laquelle appartenait la grande majorité du Parti Communiste d'Italie avant que la réaction, favorisée surtout par l'erreur de stratégie historique, le détruise, affirma qu'en Occident il fallait exclure toute alliance et proposition d'alliance avec les partis socialistes et petits-bourgeois (tactique du front unique politique). Elle admit que les communistes devaient essayer d'élargir leur influence sur les masses en intervenant dans toutes les luttes économiques locales et en appelant les travailleurs de toutes tendances à donner à ces luttes le maximum de développement. Par contre, elle refusa catégoriquement d'admettre que, même dans des déclarations publiques contrastant avec les instructions intérieures, le Parti accepte de subordonner son action à celle de comités réalisant un front, un bloc ou une alliance entre plusieurs partis politiques. Elle repoussa encore plus vigoureusement la tactique présentée comme «bolchevique» quand celle-ci prit la forme du «gouvernement ouvrier», c'est-à-dire d'un mot d'ordre

¹ Cf. , « La Maladie infantile. . . », chapitre V, pages 712-13 (Lénine, « Œuvres choisies », en deux volumes).

d'agitation en faveur d'une prise du pouvoir par une majorité parlementaire composée de communistes et socialistes de différentes tendances, mot d'ordre qui conduisit à des expériences pratiques désastreuses.

Bien que les effets de la tactique de l'Internationale de 1921 à 1926 aient été négatifs, le IV^e, le V^e Congrès et l'Exécutif élargi de 1926 en donnèrent des versions de plus en plus opportunistes. Le secret de sa méthode consistait à changer les critères de la tactique en fonction des situations, de prétendues analyses de ces dernières révélant tous les six mois de nouveaux stades de développement du capitalisme auxquels on prétendait faire obstacle par de nouvelles manœuvres. Au fond, c'est précisément en cela que consiste le révisionnisme qui a toujours été «volontariste» puisque chaque fois qu'il a constaté que les prévisions sur l'avènement du socialisme ne s'étaient pas encore réalisées, il s'est imaginé pouvoir forcer l'histoire par une pratique nouvelle, cessant du même coup de lutter pour les buts prolétariens et socialistes de notre programme maximum. C'est ainsi qu'en 1920 les réformistes affirmaient que la situation excluait désormais toute possibilité d'insurrection, qu'attendre l'impossible portait à ne rien faire alors qu'il fallait travailler pour ce qui était concrètement possible : succès électoraux, réformes légales, conquêtes syndicales. Cette méthode ayant fait faillite, le volontarisme des syndicalistes en rejeta la faute sur le parti et la politique en général, comptant sur l'action de minorités audacieuses et sur la grève générale menée par les seuls syndicats pour changer cet état de choses. C'est de la même façon que Moscou recourut à des expédients pour sortir de l'impasse quand elle s'aperçut que le prolétariat occidental n'était pas prêt à lutter pour la dictature. Le changement de la situation objective et du rapport de forces qu'elle en attendait ne se produisit pas, et dès que les forces capitalistes eurent retrouvé quelque équilibre, on assista au contraire à un affaiblissement et une corruption du mouvement communiste. C'est de la même façon que naguère les impatients de droite et de gauche, qui avaient révisé le marxisme révolutionnaire, avaient fini par servir leurs bourgeoisies dans les Unions Sacrées de guerre. La confusion entre la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de gouvernements «ouvriers» grâce à l'appui parlementaire des communistes voire à leur participation ministérielle ruina la préparation théorique et la restauration des principes réalisées par le communisme, sans compter qu'en Thuringe et en Saxe cette expérience finit en farce, une poignée de policiers ayant suffi à chasser les représentants communistes du gouvernement.

Les éléments avancés du Parti bolchevique sentirent la gravité du danger, du moins par éclairs et intuitivement : pendant la dernière année de sa vie, Lénine ne cessa de jeter l'alarme contre les influences non-prolétariennes qui menaçaient de s'infiltrer au sein de Parti sous la pression de la situation économique non seulement des campagnes russes, mais des villes où reflourissaient peu à peu le petit commerce et l'usure, sans parler de la fuite des ouvriers hors des grands centres de la révolution d'Octobre à la recherche de moyens d'existence, et de la lassitude provoquée par la formidable tension des premières années de la révolution. Au cours de cette même année, Trotski eut aussi conscience par moments qu'un danger analogue existait à

l'extérieur, c'est-à-dire que les partis communistes frères risquaient de céder aux influences social-démocrates que leur constitution trop hâtive n'avait pas permis d'éliminer complètement de leurs rangs, et pourtant il avait défendu contre nous la souplesse tactique et les manœuvres en zigzag et il devait nous combattre dans l'avenir. Mais en 1923, republiant «Terrorisme et communisme» (1920) et «Entre impérialisme et révolution» (1921) sous le titre «Questions fondamentales de la révolution»¹, Trotsky soulignait que :

«dans le domaine théorique, on ne peut pas continuer à vivre sur les intérêts du vieux capital» et qu'au contraire «l'élaboration théorique des questions de fond de la révolution [...] est pour nous aujourd'hui **plus urgente et nécessaire que jamais**» :

c'était bientôt l'heure de l'empirisme stalinien avec son mépris de la théorie, son anti-dogmatisme, son improvisation au jour le jour. Tout en défendant la tactique du front unique dans laquelle il voyait :

«la politique nécessaire pour les partis communistes des États bourgeois dans cette période préparatoire»²,

Trotsky écrivait :

«Cette politique s'impose comme une nécessité [...] mais on ne peut fermer les yeux sur le fait indéniable qu'elle comporte un danger : celui de vider de tout contenu et même de provoquer la **dégénérescence complète** des partis communistes **si d'une part la période de préparation traîne trop en longueur et si, d'autre part, le travail quotidien des partis occidentaux n'est pas fécondé par une pensée théorique active qui embrasse dans toute son ampleur la dynamique des forces historiques fondamentales**»³.

Lorsque la première grande crise éclata peu après dans le Parti bolchevique, Trotsky en décela avec lucidité les manifestations intérieures même si son diagnostic ne fut pas toujours exact ; par contre, il ne parvint pas à comprendre que si les partis communistes occidentaux «se vidaient de tout contenu» d'abord et «dégénéraient

¹ En allemand « Grundfragen der Revolution » reprint Feltrinelli

² « Préparatoires » dans ce sens que « les perspectives révolutionnaires immédiates de 1918-1920 ayant pour ainsi dire reculé, les luttes des grandes forces sociales ont revêtu un caractère lent et morne, sans que les poussées souterraines cessent néanmoins un seul instant de se faire sentir et de menacer d'exploser en conflit soit militaire, soit de classe, soit national ».

³ Trotsky jeta du même coup l'alarme sur le sort du Parti bolchevique, menacé par deux dangers opposés seulement en apparence, « un praticisme myope d'une part et de l'autre (qu'on nous permette ce terme) un agitationnisme effleurant superficiellement toutes les questions ». Il rappelait aux camarades leur devoir strict de défendre et sauvegarder dans les faits la **continuité de la tradition théorique du marxisme** dans des termes qui auraient pu et qui pourraient plus que jamais être les nôtres aujourd'hui (op. cit. pp. II-XII). Ce sera là également le thème central de son texte de 1924, « Les Enseignements d'Octobre ».

complètement» ensuite, cela tenait à leurs vices d'origine, au fait que la sélection opérée dans leurs rangs était restée à moitié inachevée et aux manœuvres tactiques et stratégiques qu'on leur avait imprudemment imposées ou suggérées et qui, constituant des déviations, étaient devenues d'autant plus funestes qu'elles se «superposaient à des structures organiquement liées à des fonctions parlementaires et syndicales» et de ce fait presque impossibles à distinguer de celles de la IIe Internationale. Au cours des deux années suivantes, le géant de «Terrorisme et Communisme» se retrouvera seul à défendre les principes internationalistes du bolchevisme dont, en dépit des meilleures intentions, il avait contribué à miner les bases. Plus tard (**trop** tard, malheureusement), la vieille garde bolchevique se rangera à ses côtés contre la ligue internationale de faux communistes qui avaient refait surface à la faveur du reflux de la vague révolutionnaire et d'une totale déviation à l'égard de la ligne suivie pendant les années de victoire et qui étaient prêts à enterrer l'Internationale de la dictature prolétarienne et de la terreur rouge en chantant des cantiques à la démocratie. Dans ces conditions la gauche russe succomba et **ne pouvait pas ne pas succomber**.

Pourtant le tournant de 1923-1924 avait été probablement plus décisif encore que ce dramatique tournant de 1926, car les graves erreurs alors commises dans le domaine délicat, mais décisif de l'organisation et qui devaient devenir plus tard une pratique courante et une véritable gangrène avaient compromis les résultats du travail difficile qui avait permis de séparer les éléments révolutionnaires des opportunistes dans les différents partis de l'I.C.¹ Ces erreurs avaient consisté à intégrer en bloc les ailes gauches des partis sociaux-démocrates aux partis communistes sous le prétexte de leur procurer de nouveaux effectifs que le centre s'imaginait pouvoir manœuvrer à sa guise. Or, après sa période de formation, la nouvelle Internationale aurait dû avoir un fonctionnement stable de parti mondial et les nouveaux membres auraient dû adhérer individuellement aux sections nationales. On avait voulu conquérir de larges groupes de travailleurs, et l'on se mit au contraire à négocier avec les chefs, désorganisant tous les cadres du mouvement et n'hésitant pas à les modifier par des substitutions de personnes même en période de lutte active. Certaines fractions et cellules des partis socialistes et opportunistes furent déclarées communistes et l'on fusionna avec elles. Ainsi presque tous les partis furent maintenus dans un état de crise permanente et au lieu de gagner en aptitude à la lutte, ils agirent sans continuité et sans capacité de distinguer entre amis et ennemis. Il est peu de dire que les conséquences en furent désastreuses.

Chose plus grave encore, on imposa aux partis membres un bouleversement complet de leur organisation, dont la base, qui était la section territoriale, devint le lieu de travail. Cela était **contraire** à toute la tradition marxiste et à toutes les résolutions du IIe Congrès. Comme on l'a déjà souvent observé, ce bouleversement

¹ Pour un réexamen critique des formes successives que prit « la troisième vague opportuniste » du mouvement ouvrier, d'abord sur le plan tactique, puis sur le plan stratégique et enfin doctrinal, qu'on se reporte aux « Thèses caractéristiques du Parti », partie III, dans « Défense de la continuité du programme communiste ».

rétrécissait l'horizon de l'organisation de base qui n'était plus composée que de militants faisant le même métier et ayant les mêmes intérêts économiques. C'était empêcher la synthèse naturelle des différentes «poussées» sociales qui s'effectue normalement dans le parti et qui lui donne son unité dans les buts finaux. Finalement, cette unité ne se manifesta plus que de façon formelle, dans les directives des instances supérieures de l'organisation, qui pour la plupart étaient composées de véritables fonctionnaires tout à fait semblables à ceux des vieux partis et des syndicats, avec toutes les caractéristiques négatives que cela comportait. C'est ce qu'on appela la «bolchevisation». En réalité, ce fut le prélude d'une **débolchevisation** d'abord progressive, puis accélérée des partis communistes. Privés de «pensée théorique active», réduits au niveau d'organisations «labouristes», enfermés dans l'horizon étroit de l'usine et des questions contingentes, et donc aveugles et sourds aux grandes questions théoriques et politiques mondiales, les partis communistes se sclérosèrent, tombèrent dans un «empirisme myope», bref devinrent un matériau **inerte** tout prêt à se laisser manœuvrer par un appareil désormais rallié à des principes opposés à ceux pour lesquels l'Internationale des années glorieuses avaient combattu et sur lesquels elle s'était construite. L'opposition de la Gauche italienne à ce renversement des justes critères marxistes dans l'organisation et la direction des partis n'a rien à voir avec la stupide revendication de la «démocratie interne». Elle combattait une conception qui ignorait totalement que comme corps historique vivant dans la réalité de la lutte de classe, le parti est organiquement déterminé par elle, et la complète déviation de principe qui empêcha les partis de prévoir le danger opportuniste et de lui faire face en temps opportun. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le «tournant» organisatif de la bolchevisation d'ailleurs accompagné de tournants tactiques toujours plus éclectiques et enfin ouvertement contraires aux principes eut lieu en 1925, c'est-à-dire au début de la grave crise interne du parti russe. C'est en effet à cette date que se posa dans toute son acuité le grand dilemme posé par l'histoire et que Lénine avait formulé avec une magnifique franchise dès 1917 et 1921 :

«ou bien nous soumettrons à notre contrôle le petit bourgeois, le petit producteur paysan, ou bien il abattra **inévitablement, immanquablement**, notre pouvoir ouvrier, tout comme les Napoléon et les Cavaignac, qui ont précisément surgi sur la base de la petite propriété, ont abattu la révolution (de 1848)»,

dilemme de toute révolution double empêchée de se transformer en révolution prolétarienne sur le terrain économique faute d'une révolution internationale pure.

«Même si les révolutions prolétariennes qui se préparent devaient tarder», avait ajouté Lénine, «dix, vingt années de bons rapports avec les paysans»¹

¹ Par « bons rapports avec les paysans », Lénine entendait un contrôle exercé **sur** eux par la dictature prolétarienne qui ne se transformât pas en son contraire. Mais la question était complexe comme on l'a vu dans notre texte de 1968, « Bilan d'une révolution ».

auraient suffi à la victoire finale, mais à deux conditions **sine qua non** : premièrement, que le parti russe reste intégralement fidèle à sa tradition révolutionnaire et internationaliste ; deuxièmement, que les partis communistes se lèvent eux aussi pour défendre avec acharnement le patrimoine théorique et le programme du bolchevisme, sans lesquels l'Internationale ne serait même pas née.

En 1925, ces deux conditions avaient fini par disparaître. Dans son «Testament», Lénine avait mis le doigt sur la plaie en montrant qu'en Russie le parti «s'appuyait sur **deux classes**», dont le rapprochement était purement **temporaire**. Or la campagne de recrutement ouverte après sa mort et ignoblement appelée la «levée de Lénine» modifia la physionomie sociale du bolchevisme en noyant la vieille garde et la jeunesse révolutionnaire sous la masse grise de nouveaux adhérents d'origine paysanne uniquement intéressés au maintien du statu quo, au moment même où hors de Russie, **l'éclectisme tactique** et le **bouleversement de l'organisation** éloignaient plus que jamais les «partis-frères» des caractéristiques définies au Second Congrès. A l'Exécutif élargi de février-mars 1926, la «question russe» était devenue tragiquement brûlante. En demandant qu'elle soit **discutée et résolue** non dans le secret du parti russe, mais au congrès mondial, la Gauche souleva courageusement une **question de principe** d'une validité universelle : en effet, la seule hiérarchie correcte selon le marxisme était celle qui aurait placé l'État de la révolution dans la dépendance du parti qui avait remporté la victoire, et les différentes sections nationales, **la section russe y comprise**, dans la dépendance de l'organe politique **international**. Mais même à supposer que sa demande ait été favorablement accueillie (ce qui ne fut naturellement pas le cas), quelle solution aurait bien pu apporter à la «question russe» une assemblée de partis dégénérés qu'une bolchevisation fausse et mensongère avait servilement soumis à Moscou? Ainsi, tandis que la «mesquinerie paysanne» redoutée et dénoncée par Lénine pesait **physiquement** sur le parti russe, l'atonie démocratique petite-bourgeoise pesait **idéologiquement** et **organisationnellement** sur les partis occidentaux nés en 1920-21 sur des bases insuffisantes et qui s'étaient développés dans des conditions encore plus malsaines au cours des années suivantes.

Au sein du parti russe, il fut relativement facile à des hommes d'appareil incarnant toute l'inertie historique et la stupidité de la petite-bourgeoisie de transformer le débat **politique** avec Trotsky (et avec la vieille garde qui avait fini par s'insurger) en une ignoble bagarre contre l'audace et la rigueur révolutionnaires. Mais il fut plus facile encore de transformer l'Exécutif élargi de novembre-décembre 1926 en un chœur servile tout prêt à applaudir alors qu'avec les artisans d'Octobre, c'étaient les magnifiques «leçons de 1917» qu'on liquidait. Cela permit au bras séculier de l'État qui désormais n'agissait plus en fonction de la révolution mondiale, mais d'une nouvelle «accumulation primitive» du capitalisme russe d'écraser les «rebelles». C'est ainsi que le cycle glorieusement ouvert en 1917-20 arriva à son terme, placé, comme

on le verra bientôt ¹ sous le signe de la **démocratie**, avec tout l'arsenal stratégique et tactique anti-prolétarien que cela comportait. Aujourd'hui encore, nous en subissons les terribles conséquences.

La suite se déroulera complètement en dehors de la tradition marxiste : ce sera l'histoire sinistre de la contre-révolution stalinienne, le «socialisme dans un seul pays», suprême insulte au marxisme, les fronts populaires et nationaux, le ministérialisme «communiste», le polycentrisme, avec pour résultat les infâmes partis actuels qui se réclament toujours de Marx et de Lénine, mais qui les ont transformés en icônes inoffensives et, bien pis, s'en sont servis pour couvrir des trahisons mille fois plus cyniques que celles des Noske et des Kautsky d'autrefois.

C'est ainsi que l'ennemi social-démocrate que l'on avait laissé pénétrer dans les rangs de l'Internationale remporta finalement la victoire : lorsqu'elle lança son cri d'alarme au Second Congrès, la Gauche marxiste italienne elle-même ne pouvait pas prévoir une défaite aussi catastrophique. Ce qu'il faut comprendre, c'est que celle-ci a été due à une **rupture avec la tradition bolchevique**. Cette rupture était peut-être inévitable étant données les étroites limites dans lesquelles, comme nous avons essayé de le montrer, la situation historique tenait les révolutionnaires russes enfermés. Mais si l'on n'avait pas oublié l'incompatibilité absolue qui existe entre les communistes et les «**labour lieutenants of the Capitalist class**» aussi bien centristes que sociaux-démocrates et l'abîme que l'histoire a creusé entre communisme et démocratie, on aurait du moins pu préserver les germes d'une reprise moins difficile et moins longue. Si aujourd'hui les pires serviteurs du capital que l'histoire ait connus peuvent se vanter **impunément** d'une filiation directe à l'égard de Marx et de Lénine, ce n'est pas seulement - les jeunes générations prolétariennes ne doivent pas l'oublier - parce que la tradition théorique et pratique du bolchevisme a été brusquement écrasée, mais parce que pour l'empêcher de renaître, la contre-révolution stalinienne a dû détruire physiquement le parti qui en avait été le dépositaire jaloux, dépassant de loin en férocité les bourreaux de la Commune de Paris.

Le mouvement révolutionnaire marxiste ne peut renaître qu'à **la condition de renouer le fil rompu de la doctrine, du programme, des buts et des principes que dans tous ses textes, toutes ses déclarations, le Second Congrès de Moscou avait proclamés et d'en déduire les ultimes conséquences tactiques et organisationnelles qu'il n'eut pas alors la force de tirer**, contrairement à ce que la Gauche aurait voulu, **bien qu'il ait reconnu que tout cela constituait autant de maillons indissociables de la puissante chaîne qu'est le parti communiste mondial, organe de la révolution prolétarienne.**

¹ Par « bons rapports avec les paysans », Lénine entendait un contrôle exercé **sur** eux par la dictature prolétarienne qui ne se transformât pas en son contraire. Mais la question était complexe comme on l'a vu dans notre texte de 1968, « Bilan d'une révolution ».

Ce fil, nous avons voulu le dégager ici de toutes les considérations contingentes pour le remettre en pleine lumière au terme d'un demi siècle dont l'aube fut glorieuse, mais qui a fini dans les ténèbres du conformisme le plus servile et de la démission la plus lâche devant le **fait accompli**. C'est **seulement** en s'attachant à cette tradition que nous avons entièrement sauvée du naufrage général qu'il sera possible de remonter la pente vers un nouveau cycle de révolutions qui vengeront les militants de l'Octobre rouge et tous ceux qui, connus ou inconnus, sont tombés pour l'émancipation du prolétariat.

Annexes du Chapitre IX

[Retour à la table des matières](#)

Discours du délégué de la fraction communiste abstentionniste sur les conditions d'admission à l'I.C.

Je vais vous soumettre quelques observations que je propose d'ajouter à l'introduction aux thèses présentées par le Comité, et une proposition de modification au point 16 [15 dans le texte définitif], qui déclare :

«Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans tarder et d'élaborer un nouveau programme communiste, adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans le sens de l'Internationale Communiste. Comme règle générale, les programmes des partis affiliés à la III^e Internationale sont ratifiés par un congrès mondial ou par le Comité Exécutif. En cas de refus par ces derniers de les ratifier, le parti en cause est en droit de faire appel au Congrès de l'Internationale Communiste».

Ce Congrès a une importance capitale ; il doit défendre et assurer les principes essentiels de la III^e Internationale. Lorsqu'en avril 1917, je crois, le camarade Lénine revenait en Russie et qu'il esquissait les lignes principales du nouveau programme du Parti Communiste, il nous parlait de la reconstruction de l'Internationale. Il disait que ce travail devait avoir deux bases essentielles : qu'il fallait écarter d'un côté, les social-patriotes et de l'autre, les social-démocrates, ces socialistes de la II^e Internationale qui voyaient la possibilité de l'émancipation du prolétariat, sans une lutte de classes poussée jusqu'au recours aux armes, sans la nécessité de réaliser la dictature du prolétariat après la victoire, dans la période insurrectionnelle.

La réalisation révolutionnaire de Russie nous ramenait ainsi sur le terrain du marxisme, et le mouvement révolutionnaire qui avait été sauvé des ruines de la II^e

Internationale s'orientait sur ce programme. Et le travail qui commençait donnait lieu à la constitution officielle d'un nouvel organisme mondial. Je pense que dans la situation actuelle - qui n'a rien de fortuit, mais qui est déterminée par la marche de l'histoire, nous courons le danger de voir s'introduire parmi nous des éléments, tant de la première que de la seconde catégorie, que nous avions éloignés.

Après que le mot d'ordre «régime des soviets» fut lancé dans le monde par le prolétariat russe et le prolétariat international, on a vu la vague révolutionnaire remonter tout d'abord, après la fin de la guerre, et le prolétariat du monde entier se mettre en marche. Nous avons vu dans tous les pays les anciens partis socialistes se sélectionner et donner naissance à des partis communistes qui ont engagé la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Malheureusement, la période qui a suivi a été une période d'arrêt, car les révolutions allemande, bavaroise et hongroise ont été écrasées par la bourgeoisie.

La guerre est maintenant loin dans le passé. Le problème de la guerre et de la défense nationale ne se pose plus d'une façon immédiate, et il est très simple de nous dire maintenant que dans une prochaine guerre on ne retombera pas dans les anciennes erreurs, c'est-à-dire dans les fautes de l'union sacrée et de la défense nationale. Dans la pensée des centristes, la révolution est loin dans l'avenir, elle ne se pose pas comme un problème immédiat : et ils déclarent accepter les thèses de la III^e Internationale : le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat, la terreur rouge.

Ce serait donc un grand danger pour nous, si nous commettions la faute d'accepter ces gens dans nos rangs.

La III^e Internationale ne peut accélérer le cours de l'histoire. Elle ne peut pas créer la révolution ni la susciter par la force. Nous ne pouvons que préparer le prolétariat. Mais il faut, camarades, que notre mouvement garde l'avantage que lui donne l'expérience de la guerre et de la Révolution Russe. C'est à cela, je pense, qu'il faut porter la plus grande attention.

Les éléments de droite acceptent nos thèses, mais d'une façon insuffisante. Ils les acceptent avec des réticences ; nous autres, communistes, nous devons exiger que cette acceptation soit entière et sans restriction, tant dans le domaine de la théorie que dans celui de l'action.

Nous avons vu la première grande application de la méthode et de la théorie marxiste en Russie, c'est-à-dire dans un pays où le degré de développement des classes n'était pas élevé. Cette méthode doit donc être appliquée avec encore plus de netteté et de rigueur dans l'Europe Occidentale, où le capitalisme est mieux développé.

On vient de faire la distinction entre «réformistes» et «révolutionnaires». C'est un langage suranné. Il ne peut plus y avoir de réformistes, parce que la crise

bourgeoise empêche tout travail de réformes. Les socialistes de droite le savent, ils se déclarent pour une crise de régime, ils s'appellent «révolutionnaires», mais espèrent que le caractère de cette lutte ne sera pas le même qu'en Russie. Je pense, camarades, qu'il faut que l'Internationale Communiste soit intransigeante et qu'elle maintienne fermement son caractère politique révolutionnaire.

Contre les social-démocrates il faut dresser des barrières infranchissables.

Il faut obliger ces partis à une déclaration de principes sans équivoque. Il faudrait avoir un programme commun à tous les partis communistes du monde, ce qui n'est malheureusement pas possible, à l'heure actuelle. La III^e Internationale n'a pas de moyens pratiques pour s'assurer que ces gens suivront le programme communiste. Toutefois, la condition que je propose d'ajouter est la suivante :

Lorsqu'on dit, à la thèse 16 [15] : «Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans tarder et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays...», après les mots : «élaborer un nouveau programme communiste», il faudrait supprimer les mots «adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans le sens de l'Internationale Communiste» et les remplacer par les mots «dans lequel les principes de l'Internationale Communiste soient exposés d'une façon non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des congrès internationaux. La minorité du parti qui se déclarera contre ce programme, devra par ce fait même être exclue du parti. Les partis qui, tout en ayant adhéré à la III^e Internationale, n'ont pas accompli cette condition, doivent immédiatement réunir un congrès extraordinaire pour s'y conformer.»

Il faut poser clairement cette question des minorités de droite, sur laquelle je n'ai pas entendu se prononcer les représentants du Parti Socialiste Français, qui n'ont pas dit qu'ils chasseront de leur parti les Renaudel et autres. Ceux qui voteront contre le nouveau programme doivent sortir du parti. Sur le programme, il n'y a pas de discipline : on l'accepte ou non ; si c'est non, on se retire du parti. Le programme est une chose commune à tous, ce n'est pas une chose qui est établie par la majorité des militants du parti. C'est cela qui doit être imposé aux partis qui veulent être admis dans la III^e Internationale. Enfin, c'est seulement aujourd'hui qu'on vient d'établir qu'il y a une différence entre le désir d'entrer dans la III^e Internationale et le fait d'y être accepté.

Je pense qu'il faut, après ce Congrès, donner au Comité Exécutif le temps de faire exécuter toutes les obligations imposées par la III^e Internationale. Après cette période d'organisation, pour ainsi dire, la porte devrait être close, il n'y devrait être autre voie d'admission que l'adhésion personnelle au Parti communiste du pays.

Je propose que la motion du camarade Lénine qui a été retirée soit réadmise, c'est-à-dire que les partis qui demandent à être admis aient une certaine proportion de

communistes dans les organes de direction de ces partis. Je préférerais les voir **tous** communistes.

Il faut combattre l'opportuniste partout. Mais cette tâche sera rendue très difficile si, au moment où l'on prend des mesures pour épurer la III^e Internationale, on ouvre les portes pour faire rentrer ceux qui sont restés dehors.

Au nom de la gauche du Parti Socialiste Italien, je déclare que nous nous engageons à combattre et à chasser les opportunistes en Italie, mais nous ne voudrions pas que s'ils sortent de chez nous, ils rentrent dans la III^e Internationale par un autre chemin. Nous vous disons : ayant ici travaillé ensemble, nous devons rentrer dans nos pays et former un front international unique contre les socialistes traîtres, contre les saboteurs de la Révolution Communiste.

À propos du Congrès International communiste

[Retour à la table des matières](#)

(« Il Soviet », III^eème année, 3-10-1920, No 24)

Le retour de Moscou du camarade Amadeo Bordiga, qui a participé au II^eème Congrès de l'Internationale Communiste comme représentant de la Fraction Communiste Abstentionniste du P.S.I. nous permet de traiter de la façon la plus ample du Congrès lui-même et de ses résultats. Par la suite, nous illustrerons les décisions de Moscou par une large campagne destinée à en expliquer la valeur générale, mais surtout à obtenir leur application efficace au mouvement italien (résultat auquel nous nous attacherons de toutes nos forces), dont le Congrès a voulu s'occuper en particulier. Nous préparerons ainsi les batailles du prochain Congrès National de notre Parti, et nous préciserons la position de notre Fraction Abstentionniste en la circonstance. Nous sommes sûrs de rencontrer le plus vif intérêt auprès de tous nos camarades et lecteurs dont nous présumons qu'ils connaissent bien le matériel déjà publié dans la presse du Parti à propos du Congrès.

Les débats et les décisions

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas possible de suivre l'ordre véritable des débats du Congrès, car le système adopté a fait que les discussions sur les différents thèmes se sont entrecroisées. Pour chaque sujet inscrit à l'ordre du jour, on nommait une Commission chargée d'une étude préliminaire des conclusions du rapporteur, qui étaient ensuite présentées en assemblée plénière pour discussion. Celle-ci s'achevait généralement par un vote global et par le renvoi des thèses devant la Commission, pour y introduire les amendements dégagés par la discussion et rédiger le texte définitif. Parfois, les modifications étant importantes et controversées, les thèses

revenaient devant le Congrès pour la décision finale. Enfin il restait encore à la Commission, ou à une « petite Commission » élue en son sein, à s'occuper de la rédaction des textes en anglais, français et allemand.

Quant à la répartition de la matière à traiter dans les différents points de l'ordre du jour, elle se fit de façon telle, qu'elle amena souvent des superpositions, et des répétitions de la même question. A notre avis, un autre critère de subdivision des sujets aurait été préférable : il aurait fallu, avant tout, procéder à un débat général sur les principes programmatiques du communisme, en les fixant dans une formulation bien précise, pour, sur ces bases, en venir ensuite à la discussion des différents problèmes d'action et de tactique qui attendaient leur solution du Congrès. Au contraire les questions tactiques se présentèrent selon un ordre non logique, souvent du point de vue de leur application à un pays donné, et en général les solutions données ne présentent pas, à notre avis, l'homogénéité qu'elles auraient eue si on avait adopté une méthode plus organique pour les travaux du Congrès, en évitant que des questions vitales de principe soient abordées en passant et traitées de façon incomplète.

La préparation des débats du Congrès, qui avait tenu une large place dans le mouvement communiste de tous les pays et dans la presse communiste internationale, fut complétée, par les camarades du Comité Exécutif de Moscou, par certains textes critiques et polémiques où ils développaient l'ensemble de leurs positions. Celui qui domine, c'est le livre de Lénine, qui a eu un grand retentissement, et dont le titre (traduit littéralement), est Le « gauchisme », maladie infantile du communisme. Le C.E. a également présenté un rapport d'activité qui a été intégré sans discussions particulières dans les actes du Congrès, de même que les rapports des délégations des différents partis. Sur aucun sujet ne s'est manifestée de forte opposition aux conclusions des rapporteurs, et si l'on excepte la question du parlementarisme — l'assemblée n'a pas eu à se prononcer sur des conclusions différentes de celles présentées par le rapporteur. Elle n'eut d'ailleurs jamais besoin de procéder à des votes par appel nominal. Nous noterons ici quelques points saillants des discussions et des résolutions, quitte à revenir plus tard en détail sur les différents sujets dès ce numéro cependant, nous traiterons à part la question du parlementarisme et celle du mouvement Italien.

Le rôle du parti communiste dans la révolution

[Retour à la table des matières](#)

Les thèses présentées par Zinoviev avaient une nette structure marxiste. En théorie, elles condamnaient clairement les doctrines anarchistes et syndicalistes qui nient ou diminuent la valeur de la fonction du parti de classe. Ces écoles, affirme la thèse 5, n'ont fait qu'aider la bourgeoisie et les socialistes contre-révolutionnaires : elles représentent un pas en arrière par rapport au marxisme. Il est en outre réaffirmé que l'organisation soviétique, loin de rendre le Parti superflu et de

le remplacer dans son rôle de direction de l'action prolétarienne, n'a un contenu révolutionnaire que dans la mesure où elle est pénétrée et dirigée par un fort parti communiste. Celui-ci doit observer une discipline de fer, de type militaire, avec une étroite centralisation.

Il ne doit y avoir dans chaque pays qu'un seul parti communiste, section de la IIIème Internationale. Au cours de la discussion, certains délégués de courants syndicalistes ont exprimé leur opposition : cette opposition, qui n'était pas une opposition de principe, était presque toujours fondée sur l'argument que ces considérations répondaient à une nécessité indérogeable pour le mouvement révolutionnaire russe ; ces délégués faisant toutefois des réserves plus ou moins explicites sur leur valeur pour le mouvement des autres pays. Sans quitter le terrain marxiste les camarades du Comité Exécutif ont fait quelques pas dans leur sens. Au lieu de répliquer à ces contradicteurs que, n'acceptant pas ces principes cardinaux, ils n'étaient ni des communistes, ni de vrais révolutionnaires, Lénine, Trotsky et les autres ont suivi une méthode plus convaincante : ils leur ont démontré que, tout on ayant peur des mots « parti », « politique », « pouvoir », « Etat », ils reconnaissaient cependant comme des nécessités de l'action quelque chose qui n'était pas très différent. De fait, droit de cité dans l'internationale Communiste et voix délibérative dans ses congrès politiques ont été reconnus aux IWW américains, aux Shop Stewards anglais, aux syndicalistes français (gauche de la CGT), à la Confédération du Travail espagnole, représentée par un anarchiste, et également à l'Union Syndicaliste Italienne, dont le délégué n'arriva qu'après la clôture du Congrès.

Les conditions d'admission à l'Internationale

[Retour à la table des matières](#)

Cette question brûlante suscita une discussion importante, bien que la plupart des orateurs aient préféré s'occuper exclusivement de leur propre pays. Zinoviev et Lénine prononcèrent d'intéressants discours, en passant en revue surtout la situation française, allemande et italienne.

Les représentants du Parti Indépendant Allemand et du Parti Socialiste Français, auxquels les plus violentes critiques ne furent pas épargnées, eurent le droit d'assister au débat ainsi qu'au reste du congrès avec voix consultative. Le camarade Bordiga prit la parole pour demander la plus grande sévérité dans les conditions d'admission et proposa pour la thèse 16 (devenue plus tard la thèse 15) l'amendement suivant : « Les partis qui conservent encore les anciens programmes social-démocrates ont le devoir de les réviser et d'élaborer un nouveau programme dans lequel les principes de l'Internationale Communiste seront définis sans équivoque. La minorité qui, au congrès, votera contre le nouveau programme et l'adhésion à la IIIème internationale devra, pour cette raison, être exclue du Parti. Les Partis qui ont déjà adhéré à la IIIème Internationale, mais n'ont pas rempli cette condition, doivent convoquer au plus tôt un congrès extraordinaire pour s'y conformer. » Cet amendement fut

également accepté en commission, et il doit figurer au point 21 du texte définitif dans les termes suivants « Les membres du Parti qui repoussent par principe les conditions et les thèses formulées par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en va de même en particulier des délégués au Congrès extraordinaire ». Dans l'ensemble, les conditions furent complétées et durcies, mais le sens de la discussion fut que, d'une façon générale, les « reconSTRUCTEURS » pourront entrer dans l'Internationale sous certaines garanties. Notre avis est que dans certains pays, et surtout en France, il risque d'y entrer des éléments trop droitiers.

Questions nationale et coloniale - question agraire

[Retour à la table des matières](#)

Les thèses préparées par Lénine sur ces questions, qui condensent de façon originale l'expérience historique de la politique extérieure et intérieure de la première République ProLétarienne, marquent une nouvelle orientation dans la tactique de l'Internationale. L'attitude qu'elles assignent au mouvement communiste révolutionnaire, expression de la masse des prolétaires salariés, à l'égard des intérêts des peuples des colonies et des pays arriérés - comme de ceux des différentes couches de la population rurale - représente sans aucun doute une rectification de tir dans la méthode de classe intransigeante, telle qu'elle a été acceptée jusqu'ici par la gauche marxiste. Nous n'avons pas eu l'occasion de prendre la parole sur ces deux questions, mais nous partageons certaines des objections soulevées par Serrati.

«Il Soviet» traitera sans doute à fond ces questions, sur lesquelles il serait prématuré d'engager l'opinion de tous les camarades qui suivent notre orientation.

La question syndicale

[Retour à la table des matières](#)

Les thèses préparées par Radek sur « Le mouvement syndical, les comités d'usine et la IIIème Internationale » corresponDAient aux positions polémiques bien connues du Parti Communiste Allemand contre l'opposition (K.A.P.D.) et visaient les tendances que nous avons souvent définies comme néo-syndicalistes.

Mises à part certaines affirmations qui reconnaissent encore aux syndicats une valeur révolutionnaire à notre avis excessive, ces thèses réaffirment le point de vue marxiste que nous avons défendu à plusieurs reprises dans ces colonnes. Aussi bien les syndicats que les comités d'usine deviennent révolutionnaires dans la mesure où ils sont conquis et dirigés par le Parti Communiste. Les comités d'usine ne peuvent remplacer les syndicats qui, organisés par industrie, joueront un rôle bien plus important dans l'organisation économique du communisme. La conclusion est que les communistes n'ont pas pour tactique de boycotter les syndicats traditionnels, même

s'ils sont dirigés par les réformistes et par les jaunes, mais d'y pénétrer et de les conquérir.

Radek a justifié la nette condamnation de la première tactique surtout par le danger de se couper des masses. Nous avons toujours pensé que cette tactique devait être condamnée, mais surtout pour une raison bien plus profonde : c'est qu'elle découle d'une conception générale erronée, qui prétend que l'action prolétarienne s'appuie, non sur la lutte politique du parti pour la dictature prolétarienne, mais sur une action économique d'organismes syndicaux « révolutionnaires » qui, une fois les capitalistes expropriés, prendraient directement en main la gestion de la production. A Moscou, cette position de principe ne fut pas mise en lumière, mais on souligna que la directive pratique était de travailler dans tous les syndicats jaunes.

Quant à l'opposition, elle se garda bien de présenter ses théories syndicalistes, se contentant de demander quelques exceptions locales, qu'il fallut accorder pour ne pas désavouer les organismes syndicalistes-révolutionnaires formellement admis dans l'Internationale. Pour ce qui est de l'organisation syndicale internationale, on est arrivé à des conclusions sur lesquelles on peut aisément se tromper, et c'est ce qui est arrivé, semble-t-il, au camarade Graziadei dans son compte-rendu, d'ailleurs scrupuleux, paru dans «l'Avanti !» (IIème partie). Les communistes doivent entrer également dans les syndicats dirigés par les réformistes et affiliés au secrétariat d'Amsterdam. Mais dès que les communistes ont pris la direction d'une organisation syndicale nationale, ils doivent la détacher d'Amsterdam et la faire adhérer à la Section Syndicale de l'Internationale Communiste. On remarquera d'autre part que les syndicats de tendance syndicaliste-révolutionnaire, même non dirigés par les Partis Communistes, même constitués sur la base de la tactique du boycottage des syndicats d'Amsterdam, sont accueillis, comme nous l'avons dit, dans l'Internationale et dans ses congrès politiques.

Les nouveaux statuts de l'Internationale prescrivent cependant qu'aux prochains Congrès les Syndicats devront se faire représenter par les Partis Communistes correspondants et qu'il ne peut y avoir qu'un Parti Communiste dans chaque pays. Il faudrait voir si cette disposition concerne également les organismes syndicalistes-révolutionnaires cités ci-dessus.

Les tâches principales du Congrès communiste

[Retour à la table des matières](#)

C'est le magnifique discours inaugural prononcé par Lénine à Petrograd qui a tenu lieu de rapport sur ce thème. Les thèses rédigées par lui réaffirmaient les conceptions contenues dans les autres résolutions du Congrès et ne donnèrent donc pas lieu à discussion, sauf sur quelques points premièrement, l'attitude à adopter envers les prolétaires anarchistes, dont Lénine pense qu'ils doivent être incités à passer du côté du communisme par une propagande persuasive ; deuxièmement, la

question italienne, dont nous parlerons plus loin, et enfin l'importante question de l'adhésion du mouvement communiste anglais au Labour Party. Soutenue par Lénine, cette proposition fut adoptée non sans une forte opposition. Nous nous contenterons pour l'instant de dire que nous n'acceptons ni les critères ni l'appréciation de la situation politique anglaise sur lesquels Lénine fonde cette méthode. Rappelons également que la camarade Pankhurst avança l'objection décisive que les communistes anglais de gauche n'ont pas l'intention de se couper des masses, puisqu'ils défendent la nécessité de travailler dans les Trade Unions, mais qu'ils veulent seulement rester en dehors de l'organisation du Parti politique labouriste constituée par un conclave de petits-bourgeois contre-révolutionnaires

La constitution des Soviets

[Retour à la table des matières](#)

Les thèses de Zinoviev sur cette question exposent les mêmes conceptions théoriques et tactiques que notre journal contre la presque totalité du Parti.

Bien que dans de nombreux pays les communistes aient interprété la constitution des Soviets (ou de quelque chose qu'ils baptisèrent ainsi) comme un mot d'ordre du communisme, il n'y eut aucune opposition sur ce sujet, et presque aucune discussion.

Les questions d'organisation

[Retour à la table des matières](#)

Le Congrès eut ensuite à s'occuper des questions d'organisation mouvement des femmes, mouvement des jeunes, etc. Les nouveaux Statuts de l'Internationale furent votés après discussion, en accord avec les délégués de la jeunesse, des syndicats, etc. L'idée fondamentale est celle de la centralisation et de la discipline. Les pouvoirs du Comité Exécutif de Moscou sont très vastes et, dans l'intervalle des Congrès ils s'étendent aux partis de tous les pays. Le C.E. se compose de cinq membres, désignés par le Parti Communiste Russe, auxquels s'ajoute un représentant des partis les plus importants, qui doit résider à Moscou. Le parti Italien devra envoyer un délégué : provisoirement, Serrati a été confirmé dans cette charge. L'organe officiel « L'Internationale Communiste », déjà publié en russe, français, allemand et anglais, paraîtra désormais également en Italien. Après le Congrès, le C.E. a délibéré sur de très nombreux sujets, avec la participation de diverses délégations, et a pris toutes les décisions d'ordre interne, qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici.

La question du parlementarisme

[Retour à la table des matières](#)

Les lecteurs du «Soviet» connaissent bien les données du problème, aussi bien par l'exposé que nous en avons fait ici en Italie, que par l'abondante documentation que nous avons donnée sur ce qui a été affirmé ou écrit à ce propos dans d'autres pays. Conformément à l'avis du Comité Directeur, Boukharine se prononçait dans ses thèses pour la participation obligatoire à l'action électorale et parlementaire, dans un but d'agitation révolutionnaire et selon un critère tout à fait opposé à la méthode social-démocrate.

La commission (à laquelle aucun Italien ne participa, pas plus qu'à aucune autre à la suite d'un incident dont nous reparlerons peut-être), était présidée par le camarade Trotsky, lequel présenta une introduction historique qui fut placée au début des thèses. Conformément au mandat qui lui avait été donné par notre fraction, le camarade Bordiga demanda à présenter des thèses contre celles de Boukharine-Trotsky. Il fut nommé co-rapporteur et invité à participer aux séances de la Commission pour y défendre ses thèses. La Commission procéda à un débat d'orientation, auquel participa le camarade Bordiga, et qui s'acheva par l'approbation des thèses de Boukharine, avec deux voix contre (375).

Quant à la discussion thèse par thèse, Bordiga n'y participa que pour soulever la question des élections administratives, à laquelle il n'était fait aucune allusion. Il releva qu'en rapprochant la thèse 5 (voir plus loin le texte, reproduit dans la 3ème thèse Bordiga) et la thèse 6 (376), qui affirme qu'on ne peut parler d'utilisation des institutions démocratiques qu'en vue de leur destruction, on pouvait logiquement être amené à conclure qu'il fallait renoncer à la conquête des pouvoirs dans les municipalités, dans les conseils provinciaux, dans les conseils départementaux ou cantonaux des différents pays. Cette contradiction ne fut pas reconnue par la majorité, qui ajouta même une thèse sur ce sujet, dont nous croyons utile de donner le texte : « Au cas où les communistes auraient la majorité dans les institutions municipales, ils devront a) mener une opposition révolutionnaire contre le pouvoir central bourgeois ; b) faire tout ce qu'ils peuvent pour rendre service à la population pauvre (mesures économiques, création ou tentative de création de milices ouvrières armées, etc., etc.) ; c) montrer en toute occasion les limites que l'Etat bourgeois oppose à tout changement véritable ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique, sans craindre le conflit avec le pouvoir d'Etat ; e) dans certaines circonstances, remplacer les administrations municipales par des conseils locaux d'ouvriers, etc.

Toute l'activité des communistes dans l'administration municipale doit donc s'intégrer dans l'œuvre générale de dislocation du système capitaliste.

La discussion

[Retour à la table des matières](#)

Devant le Congrès, Boukharine fit son rapport en mettant en lumière le fait que les exemples de parlementarisme communiste sont rares, face aux très nombreux cas de dégénérescence de l'action parlementaire. Il reconnut qu'il y avait deux courants abstentionnistes très différents l'un de l'autre : l'un franchement syndicaliste et anarchisant, et l'autre qui partait des prémisses marxistes pour arriver à la conclusion, fautive selon lui, de l'abstentionnisme. Il s'efforça cependant de soutenir que certains arguments de Bordiga concordaient avec ceux des anarchistes.

Puis ce fut le discours de Bordiga, qu'il serait inutile de rapporter longuement. Celui-ci défendait les conclusions présentées en affirmant leur lien étroit avec les postulats marxistes ; il polémiqua contre les thèses Trotsky-Boukharine et contre les arguments favorables à l'électoratisme contenus dans la brochure de Lénine. Le nombre des orateurs fut limité à trois par tendance.

Pour les abstentionnistes, ce furent deux syndicalistes, ainsi que le camarade Herzog, du Parti Communiste Suisse, qui parlèrent pour les électoralistes, le principal orateur fut Lénine lui-même, qui prononça un bref discours polémique contre le point de vue de Bordiga. Les rapporteurs parlèrent les derniers, et le camarade Bordiga se contenta de faire quelques brèves remarques sur les intéressantes objections de Lénine. Celui-ci avait dit que toutes les convulsions révolutionnaires de ces derniers temps avaient eu pour origine des crises parlementaires, et que, par conséquent, la présence d'un groupe communiste au parlement offrait dans de telles situations une possibilité d'intervention directe permettant d'influer sur la situation politique. En deuxième lieu, disait Lénine, s'il est difficile d'organiser un travail révolutionnaire dans l'ambiance bourgeoise du parlement, ce n'est pas une raison pour y renoncer, car après la victoire révolutionnaire il faudra savoir organiser et diriger des milieux bourgeois et petits-bourgeois.

Bordiga observa que des considérations de ce genre élargissaient le cadre de la question et s'éloignaient quelque peu de la méthode des marxistes intransigeants, fondée sur l'abandon, dans des situations historiques données, de certaines formes d'action qui, tout en étant des moyens commodes d'intervention directe dans les situations politiques, perdaient toute efficacité révolutionnaire dans le développement de la lutte de classe.

Tandis que nous estimons que le moment est déjà venu d'abandonner la tactique électorale, l'argumentation de Lénine, si nous avons bien compris sa pensée, est telle qu'elle pourrait même conduire à remettre en discussion la tactique de l'appui ou de la participation à un gouvernement. Le cadre de la question a donc été élargi, et de façon symptomatique nous pensons que, en dehors de la question

électorale proprement dite, le problème reste ouvert dans le mouvement communiste international, et qu'il faut le considérer à la lumière des postulats généraux de la doctrine et de la méthode dialectique marxistes. Le vote donna, sauf erreur, environ quatre-vingts voix pour les thèses de Boukharine et onze voix contre. Bordiga ayant demandé que ne votent pour ses thèses que ceux qui acceptaient leurs prémisses marxistes, elles ne recueillirent que les voix du Parti Communiste Suisse, du Parti Communiste Belge et d'un groupe Communiste Danois (le camarade Bordiga n'avait pas de voix délibérative). Sûr d'interpréter la pensée de ses camarades, Bordiga déclara qu'il n'était pas admissible de parler de division sur ce problème entre les communistes et que la discipline du Congrès international devait être reconnue par tous, sans distinction (377).

L'Internationale Communiste et la situation italienne

[Retour à la table des matières](#)

Il est nécessaire d'établir clairement ce qui a été fait et dit à Moscou au sujet du Parti Socialiste Italien, pour déjouer dès maintenant toute manœuvre, d'où qu'elle vienne, tendant à créer des malentendus. C'est au cours de la discussion sur les conditions d'admission qu'on parla pour la première fois de la question italienne. On fait allusion au Parti italien dans la brochure de Lénine et, à plusieurs reprises, dans les thèses proposées par le C.E., toujours pour déplorer la présence en son sein de la droite réformiste, et souvent en nommant certains chefs du groupe parlementaire. Le rapport de Zinoviev sur les Conditions d'admission et le discours de Lénine exprimèrent de sévères critiques à l'égard du Parti Socialiste italien, avec des arguments sur lesquels nous n'insisterons pas pour ne pas nous répéter. Aux objections de Serrati sur le peu de connaissance qu'il avait de la question, Zinoviev répondit en lui montrant le volumineux dossier concernant les socialistes italiens et leurs fautes, et en faisant remarquer que ces critiques avaient été avancées par les courants de gauche du Parti, et confirmées par les rapports des délégués Italiens présents à Moscou eux-mêmes. Si les camarades du C.E. ont commis des inexactitudes et des erreurs d'appréciation, ce n'est que sur des détails secondaires si, en Italie, ils demandent l'application de critères plus sévères qu'ailleurs, c'est un point qu'il faudra examiner à part : ce qui est sûr, c'est qu'ils ont mis le doigt sur la plaie et proposé les mesures qu'en Italie les vrais communistes exigeaient depuis longtemps. Serrati répondit par des déclarations et des protestations, Graziadei émit des réserves, Bombacci et Polano reprirent les critiques des camarades russes et s'associèrent à leurs reproches. Quant à Bordiga, il ne prit la parole que pour traiter d'un problème de caractère général, et sans parler de l'Italie. A la fin de la discussion, Serrati déclara qu'il acceptait les thèses, en les interprétant dans le sens le plus commode pour lui : à savoir que le P.S.I. aurait tout son temps pour procéder, sans hâte et avec mille précautions, à quelques épurations éventuelles. Il s'attira des réponses très sèches de Lénine et du rapporteur, et il ne fut pas précisément applaudi par le Congrès. Boukharine parla encore du parti italien dans son rapport sur le parlementarisme en déplorant la politique social-démocrate du P.S.I. au parlement, et

je crois qu'on en parla encore plusieurs fois au passage, en suscitant des déclarations des Italiens. Mais la grande question devait être soulevée au moment de la discussion des thèses de Lénine sur Les tâches du IIème Congrès de l'Internationale. La commission chargée de ce problème invita toute la délégation italienne et nous pria de donner notre avis sur la fameuse thèse 17 dont le texte primitif était celui-ci : « En ce qui concerne le Parti Socialiste italien, le Congrès de la IIIème Internationale reconnaît comme fondamentalement justes la critique de ce Parti et les propositions pratiques qui ont été publiées, comme étant adressées au Conseil National du Parti Socialiste italien, par la section de Turin du Parti, dans le journal « L'Ordine Nuovo » du 8 mai 1920, et qui correspondent intégralement à tous les principes de la IIIème Internationale. C'est pourquoi le IIème Congrès de la IIIème Internationale prie le Parti Socialiste Italien de convoquer au plus tôt un Congrès extraordinaire du Parti pour examiner ces propositions et toutes les décisions des deux congrès de l'Internationale Communiste, particulièrement au sujet du groupe parlementaire et des éléments non communistes du Parti ». Aucun des délégués italiens n'accepta cette formulation. Serrati et Graziadei observèrent qu'au Conseil National la section de Turin s'était rangée contre la direction du Parti dans la question de la grève dans le Piémont et que si on approuvait ce texte, cela équivalait à approuver non seulement les accusations portées par la section de Turin, mais aussi son attitude « contraire à la discipline ». Bombacci observa qu'il était également dangereux de valoriser les tendances syndicalisantes de « L'Ordine Nuovo » et son interprétation du mouvement des Conseils d'Usine. Polano affirma que, la Commission exécutive de la Section de Turin étant en grande partie formée d'abstentionnistes, on en venait à approuver le travail de notre fraction, désavouée dans la question parlementaire. Bordiga releva également la possibilité d'un malentendu sur l'approbation accordée à toute l'orientation de « L'Ordine Nuovo », qui non seulement était opposé aux directives du Congrès sur la question syndicale et de la constitution des Soviets, mais avait été partisan de l'unité du Parti jusqu'à la veille du Congrès de Milan. Lénine et Boukharine déclarèrent formellement qu'ils n'avaient pas eu l'intention d'émettre un jugement sur l'orientation de « L'Ordine Nuovo », sur laquelle ils n'avaient pas assez de documents, mais qu'ils avaient seulement voulu citer un document précis auquel, seul, s'appliquait leur approbation. On modifia donc seulement la forme grammaticale dans le sens suivant : « propositions adressées par la Section, etc., et publiées dans le numéro... etc. ». En outre, sur la proposition de Bordiga, on ajouta à la fin de la seconde phrase « et du travail à développer au sein des syndicats ».

Serrati s'efforça en vain d'éviter l'obligation de convoquer le Congrès, en affirmant que le Congrès ordinaire était déjà annoncé : on précisa au contraire que le Congrès devait se tenir dans un délai de quatre mois.

Nous avons insisté sur la question de « L'Ordine Nuovo », mais nous voudrions faire une petite digression pour ajouter que nous le faisons pour mettre les choses au point, et absolument pas pour nous vanter de la correspondance, plus grande qu'il y a entre notre position et celle du Congrès Communiste. Non seulement nous étions et nous sommes en désaccord sur la question du parlementarisme, mais nous avons

d'autres réserves à faire - sans remettre en cause la discipline - également sur des questions plus importantes traitées dans les résolutions du Congrès. Nous ne posons donc pas notre candidature - ni en tant qu'hommes, ni en tant que journal, ni en tant que Fraction - au titre de parfait communiste tel que l'a défini le Congrès. Mais nous faisons remarquer que parmi les maximalistes électoralistes, même ceux d'extrême gauche, même ceux qui sont enfin convaincus de la justesse de notre vieille thèse sur l'expulsion des sociaux-démocrates, il n'y a presque personne qui n'ait été hétérodoxe sur la question des Conseils d'usine, et surtout sur celle de la constitution des Soviets.

Nous terminerons cette brève parenthèse en relevant que, si on voulait incarner dans une figure du mouvement italien la convergence maximum avec les thèses de Moscou, ce serait le camarade Misiano qui mériterait d'être choisi, pour l'attitude qu'il a observée jusqu'à aujourd'hui, en particulier au Conseil de Milan.

La question du parti italien revint devant le Congrès en séance plénière. Serrati recommença à protester, Bombacci et Polano à approuver, Graziadei à essayer d'arrondir les angles en demandant que l'on approuve l'attitude de la majorité maximaliste à Bologne. Bordiga déclara en deux mots qu'il se désintéressait de la forme de l'amendement, et qu'il interprétait la pensée du Congrès, exprimée à plusieurs reprises surtout par Lénine et Zinoviev, en ce sens que pour la formation et le renouveau du Parti Socialiste italien, non seulement il n'y avait pas à accorder de délais et de temporisations, mais qu'on affirmait la responsabilité de toute la fraction maximaliste électoraliste et de ses membres pour avoir manqué, dès le congrès de Bologne, à cette tâche indérogeable, en faisant entrer dans la III^{ème} Internationale un parti qui n'avait pas un caractère communiste. Il releva qu'il n'avait jamais auparavant fait allusion à la question italienne au Congrès, déclarant que les comptes seraient réglés en Italie sur la base des décisions du Congrès. Nous n'avons pas le texte précis des thèses approuvées, mais nous doûtons qu'il y ait l'amendement Graziadei, bien que celui-ci affirme qu'il a été accepté.

La «lettre aux italiens »

[Retour à la table des matières](#)

Après la clôture du Congrès, les délégués italiens furent invités à une réunion spéciale du Comité Exécutif au cours de laquelle on donna lecture d'un projet de lettre aux camarades italiens, établi par Boukharine avec des adjonctions de Zinoviev. Cette lettre donna lieu à de vives discussions. Bombacci, Polano et Bordiga étaient d'accord avec son orientation générale et reconnaissaient qu'elle était nécessaire. Bordiga fit seulement des objections au sujet des passages qui concernaient les conseils d'usine et le mouvement syndicaliste. Serrati, qui était opposé à l'idée même d'une lettre, fit des observations de détail, dont certaines n'étaient pas sans fondement, mais qui ne pouvaient en aucune façon remettre en cause l'idée qui était à la base de la lettre, à savoir la nécessité pour l'organe suprême de l'Internationale

d'inviter instamment le mouvement italien à se conformer aux décisions du Congrès et à se donner un véritable contenu communiste qui aujourd'hui lui fait défaut.

Le C.E. se réserva le droit de donner une forme définitive à la lettre, et le texte officiel en fut remis au camarade Serrati, après notre retour d'Ukraine au moment de quitter Moscou. Après un exposé de la situation sociale et politique Italienne, la lettre affirme que cette situation est éminemment révolutionnaire et que, tout en repoussant la méthode des actions fragmentaires et isolées, il faut créer les conditions d'un mouvement révolutionnaire général, sans jamais oublier que chaque jour de retard peut constituer un avantage accordé à la bourgeoisie qui est en train d'organiser sa propre défense. Ensuite, la lettre passe en revue de graves déficiences de notre mouvement, l'incapacité et les hésitations de la majorité du Parti devant le comportement des droitiers au parlement et dans les syndicats ouvriers.

La lettre conclut en disant que toutes les conditions de l'Internationale sont posées au Parti Italien sous forme d'ultimatum : si ces conditions ne sont pas remplies, l'Internationale se verra dans l'obligation de s'adresser directement aux travailleurs d'Italie, autrement dit d'exclure le P.S.I. de ses rangs.

En conclusion, l'Internationale communiste et le congrès ont jugé l'attitude du Parti Socialiste italien avec une grande sévérité, et les décisions prises à son sujet sont marquées par une intransigeance peut-être plus rigoureuse que celle qui a été appliquée à d'autres pays. Toute autre considération mise à part, on ne peut pas nier que cela est dû à la conviction qui s'est formée chez les camarades russes et aussi chez les camarades d'autres pays : à savoir que le prolétariat italien sera bientôt appelé à jouer un rôle extrêmement important sur la scène de l'histoire et peut-être à donner le signal de la lutte révolutionnaire dans l'occident capitaliste.

Voici pourquoi de Moscou nous revient le même mot d'ordre qui fut le nôtre à Bologne : regardons-nous bien en face et séparons-nous de ceux qui, demain, à l'heure suprême, ne seront pas des nôtres. Voici pourquoi Moscou souligne de façon heureuse notre devise préférée : qui n'est pas avec nous est contre nous

Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction communiste abstentionniste du P. S. I.

[Retour à la table des matières](#)

(« Il Soviet », année III, No II du 11-4-1920)

1) Les Soviets ou Conseils des travailleurs et des paysans (et des soldats) sont les organes par lesquels la classe ouvrière exerce le pouvoir politique après avoir abattu par la révolution le pouvoir de l'Etat bourgeois, et supprimé les organes représentatifs de celui-ci (parlement, conseils communaux, etc.). Ils sont les « organes d'Etat » du prolétariat.

2) Les Soviets sont élus exclusivement par les travailleurs, tous ceux qui emploient de la main-d'œuvre salariée ou exploitent les prolétaires d'une façon quelconque étant privés du droit de vote. C'est là leur caractéristique essentielle, toutes les autres modalités de leur constitution étant en réalité secondaires. La privation de la classe bourgeoise de tout droit à être représentée, même comme minorité, dans les organes politiques de la société, c'est-à-dire la « dictature du prolétariat », constitue la condition historique de la lutte politique contre la résistance contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, de l'élimination de toute exploitation et de l'organisation de l'économie communiste.

3) Le processus doit être réalisé par une action collective et centrale du prolétariat qui subordonnera toutes les mesures à adopter à l'intérêt général de classe et au sort final de tout le processus révolutionnaire. C'est pourquoi alors que naissent dans des couches particulières de prolétaires des organes reflétant leurs intérêts économiques spéciaux (conseils d'usine, syndicats d'industrie, syndicats de catégorie, organisations de consommateurs), toute l'activité de ces organes doit être subordonnée aux directives données par le système des Soviets politiques qui, par essence et constitution, représentent des intérêts généraux.

4) Les Conseils ouvriers surgissent au moment de l'insurrection prolétarienne, mais ils peuvent également naître à un moment historique où le pouvoir de la bourgeoisie traverse une grave crise et où la conscience historique et la tendance à s'emparer du pouvoir sont répandues au sein du prolétariat. Le problème révolutionnaire ne consiste pas à créer formellement des Conseils, mais bien à faire passer le pouvoir politique dans leurs mains.

5) L'instrument de la lutte politique de classe du prolétariat est le Parti de classe, le Parti Communiste. Il rassemble tous ceux qui ont une conscience historique du processus de la crise du capitalisme et de l'émancipation prolétarienne, et qui sont disposés à sacrifier tout intérêt individuel ou de groupe à la victoire finale du communisme. A l'époque historique actuelle, c'est le Parti Communiste qui défend le mot d'ordre, « Tout le pouvoir aux Conseils ».

Quand les Conseils se constituent, le Parti Communiste développe son action en leur sein pour y conquérir la majorité des mandats et des organes centraux. Le Parti persévère dans cette œuvre après la conquête du pouvoir, toujours dans le but de donner à l'action prolétarienne une conscience politique et une unité d'intentions en combattant les égoïsmes et les particularismes.

6) Le Parti Communiste pénètre et conquiert tous les organes économiques prolétariens dès qu'ils surgissent sous l'impulsion des conditions de vie faites aux différents groupes et catégories de prolétaires, dans le but de profiter de leur action pour élargir l'horizon des masses et attirer leur attention sur les buts généraux et finaux du communisme.

7) Le Parti Communiste combat toute forme de collaboration et de liaison entre les Conseils ouvriers et les organes du pouvoir bourgeois, en répandant dans les masses la conscience du fait que les premiers ne peuvent trouver toute leur valeur historique qu'après le renversement violent des seconds.

8) Les nécessités actuelles du mouvement révolutionnaire en Italie ne consistent pas à constituer de façon artificielle et bureaucratique des Conseils ouvriers, et encore moins à travailler dans les syndicats et les conseils d'usine comme s'ils étaient des fins en soi, mais bien à constituer un Parti Communiste pur d'éléments réformistes et opportunistes. Un Parti de cette nature sera toujours prêt à agir ou à intervenir dans les Soviets quand l'heure historique de leur formation aura sonné, ce qui ne saurait tarder beaucoup.

9) Auparavant, une vaste tâche attend le Parti Communiste en Italie.

Cette tâche consiste :

a) Dans une étude des problèmes de la révolution et des aspects du processus révolutionnaire conduite avec sérieux et de larges moyens dans la plus large propagande orale et écrite des principes et des méthodes qui en résultent au sein des masses ;

b) Dans l'établissement de relations continues et efficaces avec le mouvement communiste étranger et avec les organes de l'Internationale Communiste ;

c) Dans l'établissement d'un contact sûr avec les masses et dans la préparation à ces formes d'action et d'organisation qui sont indispensables dans la lutte décisive ;

et qui, outre un dévouement complet des militants à la cause, exigent un entraînement tactique spécial étranger à la tradition du Parti Socialiste.

10) Le Parti Communiste ne considère pas comme but de son action les conquêtes partielles que les groupes prolétariens peuvent réaliser dans les cadres du présent régime, même pas dans le sens qu'elles prépareraient ses militants aux activités techniques qui les attendent après la conquête du pouvoir. Néanmoins il intervient dans les agitations de cette nature à seule fin de propager ses buts maxima et de mettre en relief les rapports réels qui montrent la nécessité de l'action politique d'ensemble de toute la classe prolétarienne, sur la voie de la révolution, pour éliminer le régime capitaliste.

Le contrôle syndical

[Retour à la table des matières](#)

(« Il Soviet », N° 28, 11-11-1920)

Nous avons l'intention de traiter cette question plus longuement dans un numéro ultérieur, pour exposer de façon complète notre point de vue qui correspond seulement en gros à celui des thèses de Moscou. Aujourd'hui, nous voulons répondre simplement à un article [...] de «l'Avanti!» qui prétend prouver que ces thèses obéissent à un critère identique à celui que défendent les réformistes de la C.G.L. Selon les 3ème et 4ème thèses de Radek, citées textuellement dans l'article en question, la crise économique actuelle pose aux prolétaires le problème du contrôle sur les entreprises et les pousse à constituer des conseils d'usine. Dans un second temps, ils s'aperçoivent que pour être efficace, le contrôle doit dépasser les limites de chaque entreprise et s'exercer sur des branches d'industrie entières ; mais puisque la bourgeoisie s'opposerait à une telle intervention, les ouvriers seront replacés face au problème de la conquête du pouvoir politique, de la dictature prolétarienne. L'auteur s'arrête à la première étape de ce développement et dit : nous, confédéraux, nous sommes pour le contrôle par industries auquel certains extrémistes (par exemple l'«Ordine Nuovo» de Turin) sont opposés ; selon l'esprit des thèses de Moscou, ce contrôle doit être confié aux syndicats nationaux d'industrie : donc Moscou nous donne raison dans cette question. Seulement (petit détail !) il n'est pas dit que les choses doivent aller comme le prévoit Radek, rédacteur des thèses : il est au contraire possible qu'au lieu de s'opposer de toutes ses forces au contrôle, provoquant ainsi une révolution politique, la bourgeoisie l'admette et le reconnaisse ainsi : une grande « conquête » - naturellement « révolutionnaire » - serait réalisée. Alors si le développement prévu par Radek, qui est le seul à pouvoir donner une efficacité révolutionnaire au mouvement pour le contrôle, s'arrête aux conseils d'usine ou au contrôle syndical sur des branches d'industrie, dans les deux cas, son véritable sens, sa véritable valeur sont totalement renversés et altérés. En bon contre-révolutionnaire, l'auteur de l'article de «l'Avanti!» voit la chose ainsi : il se peut que la bourgeoisie soit contrainte à céder si le prolétariat sait comprendre l'importance de la lutte. Le contrôle une fois instauré, commencera vraiment l'époque nouvelle pendant laquelle, non seulement en théorie, mais en pratique, on verra une autorité disparaître et une autre s'installer à sa place, et un nouveau type de production miner l'ancien. Il n'est pas nécessaire de s'attarder à démontrer que c'est là la vieille conception réformiste qui présente la transformation économique de la production comme un passage graduel de l'autorité, fragment par fragment, de la bourgeoisie au prolétariat : c'est l'habituelle falsification petite-bourgeoise du marxisme, qui oublie la prémisse révolutionnaire de la conquête « en une seule fois » de « tout » le pouvoir politique, base du développement économique du communisme. Cela entre en contradiction avec l'affirmation précise des thèses. La lutte pour le contrôle ouvrier sur la production conduit à la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. En

soi, le contrôle ouvrier est inconciliable avec le pouvoir politique bourgeois. Il n'est pas une conquête révolutionnaire. C'est la lutte pour y arriver qui, dirigée par le Parti Communiste, a une valeur révolutionnaire, mais seulement dans la mesure où elle ne s'arrête pas [...] avant la conquête du pouvoir. Entre le point de vue confédéral et celui des thèses, il ne reste de commun qu'un critère formel : le conseil d'usine n'exclut pas le syndicat et s'intègre en lui ; le contrôle d'abord, ensuite la gestion de la production (mais toujours après la conquête du pouvoir politique) ne repose pas sur un engrenage des conseils d'usine, mais sur des grands syndicats d'industrie, devenus de véritables organes étatiques du prolétariat libéré. Tel est le mécanisme russe qui n'a rien de commun avec les caricatures de contrôle préparées en Italie par les commissions astucieusement constituées par la bourgeoisie avec la complicité des sociaux-démocrates syndicaux et parlementaires. Nous dirons une autre fois que nous différons peut-être de Radek, car nous pensons (exactement comme Baldesi mais pour en tirer des conclusions opposées) que la bourgeoisie pourra concéder quelque chose de semblable au contrôle syndical compris de façon réformiste. Pour les contre-révolutionnaires de la confédération, cela est souhaitable pour nous, c'est un danger mais c'est justement parce que c'est possible et que cela répondrait admirablement aux intérêts de la conservation bourgeoise que nous sommes moins chaudement enthousiastes de la lutte pour le contrôle que certains de nos amis communistes, et nous craignons que cette lutte ne se développe en supplantant la ferme directive de l'action politique du Parti Communiste et en préparant toute une nouvelle phase de collaboration de classes. Mais nous exposerons tout ça clairement une autre fois. Pour l'instant il nous suffit d'avoir montré qu'il y a un abîme entre les conceptions de l'Internationale Communiste et celles de la C.G.L., et que même elles sont entre elles comme la révolution et la contre-révolution.

Amadeo Bordiga.

Déclaration du délégué communiste-abstentionniste sur la question italienne (378)

[Retour à la table des matières](#)

Au nom de la Fraction communiste-abstentionniste du P S I, je déclare n'attribuer aucune importance à la forme et au style des thèses concernant le Parti lui-même, mais seulement à leur contenu.

A la suite de ce qui a été dit ici, en particulier par les camarades Lénine et Zinoviev, à propos du P.S.I., je constate que son comportement après le Congrès de Bologne ne correspond pas aux conditions exigées pour l'adhésion à l'Internationale Communiste, étant donnée la présence dans ses rangs d'éléments opportunistes et social-démocratiques.

En ce qui concerne la question anti-parlementaire, nous nous soumettons à la discipline du Congrès, mais nous demandons que toutes les autres résolutions soient rigoureusement observées par le Parti italien à l'égard de ses membres non-communistes, des membres du groupe parlementaire et des syndicats dirigés par des réformistes. Nous avons la ferme conviction que le Comité Exécutif veillera à l'exécution de ces décisions.

De Moscou a Florence

[Retour à la table des matières](#)

(« Il Soviet », No 25, 17-10-1920)

[...] Serrati avait déjà fait auparavant des comparaisons entre les réformistes indigènes et certains social-patriotes étrangers dont il suppose qu'ils seront admis dans la IIIème Internationale.

Il a reproché à l'Internationale Communiste de manquer d'intransigeance sur certains points : questions nationale et agraire, attitude à l'égard des socialistes français, question du Labour Party, etc...

Le camarade Niccolini lui répond sèchement que la raison de son intransigeance : à lui réside dans l'opposition qu'il lui convenait de faire à toute l'attitude du Congrès sur la question des réformistes italiens. Serrati s'insurge contre cette assertion. Tels sont les termes auxquels a abouti la polémique, à propos de laquelle nous ajouterons quelques remarques.

L'attitude mentale et tactique que Serrati a adoptée depuis longtemps maintenant exclut qu'il puisse être un champion authentique de l'intransigeance. Après la fin de la guerre et sa sortie de prison, Serrati n'a jamais accepté nettement l'antithèse existant entre la lutte pour la dictature prolétarienne et la vieille action social-démocratique. Il considérait que, même en Italie, on pouvait lancer le mot d'ordre d'Assemblée constituante pour l'agitation révolutionnaire. Il a cru et croit possible d'obtenir la collaboration du réformisme parlementaire et confédéral aux plans de l'action qui préparent la révolution. Dans sa polémique avec nous sur l'unité ou la scission, il affirmait qu'il faut être avec les forces, avec la masse, et ne pas s'enfermer dans de stériles négociations doctrinales ; il ironisait sur les scrupules d'intransigeance théorique qui nous conduisaient à être en désaccord avec tout le monde.

Serrati avait donc tous les titres pour soutenir à Moscou ce que Antonio Graziadei a appelé l'opportunisme de Lénine. Mais en réalité, il a fait à certaines résolutions du Congrès, des objections qu'on ne peut comprendre qu'en admettant qu'elles résultaient d'une méthode exactement opposée à celle que Serrati avait invoquée dans ses polémiques contre nous, et qui consiste à vouloir donner au

mouvement communiste, en même temps que des buts précis, une homogénéité absolue et une intransigeance tactique à l'égard de tout le monde. Or c'est seulement sur ce terrain que peuvent s'appuyer des observations comme celles que Serrati a faites contre la tendance excessive aux alliances, contre les accords avec les mouvements nationalistes révolutionnaires, avec certaines couches de la population agricole, avec les syndicalistes et les anarchistes, avec certains éléments de droite du mouvement français, anglais et américain (mais non allemand, qui sait pourquoi ?).

Nous aurions été heureux de constater (chez Serrati) une conversion doctrinale aussi complète, ou, si l'on veut, un retour aussi souhaitable à la saine intransigeance de notre parti. Mais malheureusement une telle conversion n'aurait pas permis à Serrati de défendre âprement par ailleurs les directives qu'il a défendues pour l'Italie.

Comment expliquer qu'il ait vu la paille dans l'œil de... Lénine mais non la poutre dans celui de Turati ou d'Aragona ? Serrati, qui découvrait si finement des traces de conciliationnisme dans les thèses du Congrès, excusait celui-ci chez les droites italiennes, qui poussent la tendance à la conciliation à la énième puissance. Il agit de même pour l'absence d'intransigeance de nos réformistes à l'égard des idéologies nationales et irrédentistes des couches petites-bourgeoises proches du prolétariat, pour leur tendance à donner au mouvement économique et politique du prolétariat un caractère travailliste, tendance qu'ils ont toujours eue et qu'ils ont en partie réalisée dans les ententes fraternelles entre groupe parlementaire et confédération du travail à la barbe du maximalisme officiel du parti.

La contradiction entre Serrati et Serrati est évidente. Il n'est peut-être pas facile de dire si le véritable Serrati est celui qui défend l'intransigeance théorique ou au contraire celui qui se fait l'avocat des ultra-conciliateurs de son pays. Niccolini dit que le véritable Serrati est le second et que le premier n'est qu'un rusé compère. Nous dirons que dans la meilleure hypothèse, le véritable Serrati est celui qui pêche par inconséquence doctrinale et qui, tout en se vantant de son intransigeance, se perd dans les voies tortueuses de la pratique opportuniste.

La polémique de Serrati contre les décisions de Moscou le démontre une nouvelle fois : aujourd'hui Serrati ne fait d'objections de principe et de méthode que par moments, occasionnellement, afin de parer un coup et d'éluder les arguments qui pourraient blesser certains de ces réformistes qu'il tient tant à conserver dans le Parti.

Amadeo Bordiga.

La Fraction abstentionniste et le Congrès de Moscou

[Retour à la table des matières](#)

(« Il Soviet », année III, N° 22, du 5-9-1920)

Les décisions du Congrès de Moscou concordent pleinement avec ce que notre fraction a toujours soutenu sur la nécessité de créer un parti vraiment communiste, sur les fonctions et la constitution de ce parti et sur ses rapports avec la IIIème Internationale. De même, elles concordent parfaitement avec ce que nous avons soutenu sur la question des soviets, et elles condamnent donc implicitement la décision du P.S.I., que nous avons combattue, de constituer ces derniers dès maintenant après le Conseil National de Milan, cette décision a été réduite à sa plus simple expression, sous la forme d'un soviet mono-communal expérimental, qui à son tour a été tacitement mis en sommeil. L'unique divergence est sur la question du parlementarisme.

La thèse votée à Moscou part une nouvelle fois de l'idée fondamentale selon laquelle le parlementarisme est un système de représentation bourgeois qui ne peut ni constituer la forme de l'Etat prolétarien ni être conquis du dedans, mais qui doit être détruit en même temps que les autres organes semblables et locaux pour être remplacés par des soviets centraux et locaux, etc... Cette appréciation du parlementarisme répond parfaitement à ce que notre fraction a constamment soutenu en la matière, insistant avec ténacité pour que cette position soit acceptée également par la majorité du parti. Au Congrès de Bologne, la différence entre nous et la majorité victorieuse sur ce point capital fut la suivante : pour notre part, nous voulions que ceux qui n'accepteraient pas cette conception programmatique sortent du parti et nous votâmes dans ce sens ; quant à elle, elle se limita à des affirmations verbales en la matière et vota pour le maintien dans le parti de ceux qui n'acceptent pas le programme. Nous, nous étions avec Moscou en paroles et en actes, les autres... prêchaient dans un sens et agissaient dans l'autre.

La thèse de Moscou relève justement que la méthode fondamentale de la lutte contre le pouvoir politique de la bourgeoisie est celui de l'action de masse qui se transforme en lutte armée, comme nous l'avons toujours dit de notre côté, et qui subordonne l'action parlementaire aux buts de l'action extra-parlementaire, considérant la tribune parlementaire comme un des points d'appui du parti, c'est-à-dire comme une position légale que le parti doit occuper sur les arrières des luttes prolétariennes, tout en dirigeant les actions de masse ou même la lutte armée. Cela est bien différent de ce qu'a fait le P.S.I. avant et après Bologne, puisqu'il est toujours resté centré uniquement sur l'action parlementaire qui domine et guide toute sa lutte politique : c'est même tout à fait opposé. L'action illégale était encore inconnue, et avant Bologne, elle était proprement répudiée et elle le reste encore aujourd'hui par de nombreux inscrits au parti. Et pourtant elle est un des piliers de la thèse de Moscou

et une partie non négligeable de cette action extra-parlementaire à laquelle l'action parlementaire devrait être liée et subordonnée pour pouvoir utiliser en sa faveur l'immunité parlementaire. Renfermée dans ces limites, l'action parlementaire va de soi, elle perd grandement de son importance, et la question de l'utilisation du parlement se réduit à des proportions très modestes. Il est vrai que les communistes n'ont jamais considéré la question autrement, et qu'ils ne pouvaient pas le faire, étant donné qu'ils partaient de la prémisse selon laquelle le parlement est un système de gouvernement bourgeois ; mais le P.S.I. ne l'entendait pas ainsi, et pas seulement les sociaux-démocrates, mais même de très nombreux maximalistes.

Notre lutte acharnée et tenace au sein du parti nous a conduit à sentir la nécessité de constituer une fraction abstentionniste pour agir avec le maximum d'énergie et d'unité de mouvement : elle était et est inspirée par la conviction que la lutte politique, c'est-à-dire la lutte pour la conquête du pouvoir, est extérieure à l'action parlementaire et qu'elle vise à conduire l'activité du parti à sa véritable fin. Contraindre le parti à ramener l'action parlementaire dans le cadre voulu par Moscou et à accepter la discussion de la question du parlementarisme du point de vue qui a toujours été le nôtre, c'est-à-dire en se demandant dans quelle mesure et jusqu'à quel point la fonction de député peut être utilisée pour l'action révolutionnaire, est pour nous une grande victoire. Nous n'avons jamais affirmé que la lutte politique puisse être caractérisée par l'attitude adoptée à l'égard du parlementarisme et nous n'avons jamais soutenu qu'il fallait nier de façon absolue et ingénue toute participation aux élections. Dans le programme que nous avons présenté à Bologne, nous avons bien distingué entre la période pré-révolutionnaire où l'on utilise le parlement à une œuvre de critique et de propagande, et la période révolutionnaire, qui est la période actuelle, dans laquelle le prolétariat se soulève pour abattre l'Etat bourgeois, action à laquelle la fonction de député n'apporte aucune contribution efficace. Demain, tous les partis adhérant à la III^{ème} Internationale appliqueront la tactique parlementaire, après être devenus vraiment communistes grâce à l'élimination de leurs derniers résidus opportunistes : l'expérience dira alors si notre point de vue était erroné ou non.

La thèse de Moscou n'exclut pas que des communistes puissent sortir du parlement, le boycotter, boycotter les élections : elle considère seulement que tout cela n'est possible que dans une situation permettant le passage immédiat à la lutte armée.

Ces diverses actions diffèrent notablement l'une de l'autre, et sans les examiner de façon détaillée, sans entrer dans la difficulté qu'il y a à apprécier correctement l'existence ou non des circonstances dans lesquelles la thèse considère qu'elles doivent être menées, et qui n'est pas toujours facile à surmonter, nous relèverons que le boycott actif des élections proposé par nous, c'est-à-dire notre intervention sans candidat dans le but de démontrer plus efficacement le caractère bourgeois du parlementarisme, son incompatibilité avec la dictature prolétarienne et la nécessité de l'abattre, rentre précisément dans une des actions reconnues comme souhaitables par la thèse de Moscou. Il y a peut-être une appréciation différente du moment où le

boycott est utile. Je dis « peut-être », parce que nous étions sûrs de ne pas être suivis par la majorité et nous savions donc que notre affirmation venait trop tôt, non pas historiquement, mais en ce sens qu'elle ne pouvait pas être acceptée et donc mise en pratique tout de suite. Nous n'avons pas été et nous ne sommes pas poussés par le désir ridicule de paraître plus révolutionnaires que les autres. Toutes les tendances ont toujours commencé ainsi : une position est d'abord défendue par un seul ou par un petit nombre de camarades, mais si elle répond à un besoin véritable et à une nécessité de l'avenir, elle se développe. Ce n'est pas parce qu'à un moment donné de son développement, elle n'est suivie que par un petit groupe qu'elle est infantile. Si on raisonne ainsi toutes les idées nouvelles ont été infantiles à un moment donné. Quand, au Congrès de Bologne, nous demandions que le parti prenne le nom de communiste pour consacrer définitivement un changement d'orientation radical, nous étions également peu nombreux et nous le savions.

Il en allait de même lorsque nous affirmions qu'il était impossible de conserver la droite et le centre dans le parti. Au prochain Congrès, après les résolutions de Moscou, nous verrons quels progrès notre tendance aura faits en un an. La même chose vaut pour l'abstentionnisme. Le fait d'avoir défendu et de défendre cette position a servi ou sert à démystifier largement le rôle du parlementarisme, en particulier parmi les maximalistes, et à faire pénétrer dans le parti et dans les masses la conviction toujours plus profonde que le centre de gravité du mouvement prolétarien se situe en dehors du parlement bourgeois, et à les préparer au moment où il faudra le balayer définitivement. L'abstentionnisme ne constitue nullement pour nous le pivot de l'action communiste : la preuve en est que nous n'avons pas voulu scissionner d'avec le parti sur cette question, ni nous allier avec des anti-parlementaristes qui n'acceptaient pas le programme communiste, pour la seule raison qu'ils étaient contre le parlement. A la conférence de Florence, dans la motion votée par notre fraction, nous disions entre autres « La fraction décide de consacrer toutes ses forces à la constitution en Italie du parti communiste, section de la IIIème Internationale, affirmant qu'au sein de ce parti comme au sein de l'Internationale elle-même, elle défendra le refus de participer aux élections à des organismes bourgeois, etc. » Il ressort clairement de cette décision que notre but fondamental est de former un parti communiste, organe indispensable de la lutte politique du prolétariat, ayant un programme d'action positif et non pas un parti se distinguant par une position négative comme l'abstentionnisme. Cet objectif, confirmé par les décisions du Congrès de Moscou, nous impose l'activité la plus énergique aujourd'hui qu'il entre enfin et définitivement dans sa phase de réalisation. Nous continuerons à travailler pour devenir si possible la majorité dans l'Internationale, tout en respectant, cela va de soi, de la façon la plus rigoureuse, la plus disciplinée, la plus inconditionnelle les décisions de cette dernière, même quand elles ne correspondent pas à nos convictions profondes. Une discipline de fer est la principale force d'un parti communiste vraiment digne de ce nom.